La richesse, la valeur et l'inestimable

Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste

Les Liens qui libèrent, 2013

Jean-Marie Harribey

Le livre étant épuisé, l'éditeur m'autorise à mettre ce fichier sur mon site à l'Université de Bordeaux. J'ai corrigé les coquilles et erreurs présentes dans le livre publié.

Du même auteur

- *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997
- *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998
- *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Le Passant ordinaire, 2002, rééd. 2004
- *Raconte-moi la crise*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2009

Direction ou co-direction

- *Le Capital contre nature* (dir. avec M. Löwy), Paris, PUF, 2003
- *Le développement a-t-il un avenir ?, Pour une société solidaire et économe* (pour Attac), Paris, Mille et une nuits, 2004
- *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste* (pour Attac), Paris, Mille et une nuits, 2006
- *Le développement en question(s)* (dir. avec É. Berr), Pessac, PUB, 2006
- *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et écologique* (dir. avec D. Plihon, pour Attac), Paris, La Découverte, 2009
- *Retraites l'heure de vérité* (dir. avec P. Khalfa et C. Marty, pour Attac et la Fondation Copernic), Paris, Syllepse, 2010
- *Le piège de la dette publique* (dir. avec E. Dourille-Feer et P. Khalfa, pour Attac et la Fondation Copernic), Paris, Les Liens qui libèrent, 2011
- *Changer vraiment ! Quelle politique économique de gauche ?* (dir. avec P. Khalfa et C. Marty, pour la Fondation Copernic), Paris, Syllepse, 2012
- *Pouvoir et crise du capital, Marx penseur du XXIe siècle* (dir. avec M. Montalban), Lormont, Le Bord de l'eau, 2012

Participation à des ouvrages collectifs, notamment

- *Environmental Policy and Social Aims (*dir. D. Requier-Desjardins, C. Spash and J. Van der Straaten), Kluwer Academic Publischers, 1999
- *Encyclopédie : Protection sociale, Quelle refondation ?* (dir. F. Charpentier), Paris, Economica, Liaisons sociales, 2000
- *Les temps de l'environnement* (dir. M. Barrué-Pastor et G. Bertrand), Toulouse, PUM, 2000
- *Dictionnaire Marx contemporain* (dir. J. Bidet et E. Kouvélakis), Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2001
- *Vers de nouvelles dominations dans le travail ? Sur le sens de la crise* (dir. J. Terrier et H. Poltier), Payot Lausanne, 2001
- *El trabajo humano, Contribuciones al estudio de un valor que permanece* (dir. J.C. Neffa), Buenos Aires, Grupo Editorial Lumen, 2003
- *Mondialisation, travail et droits fondamentaux* (dir. I. Daugareilh), Bruxelles, Bruylant, LGDJ, 2005
- *Encyclopaedia Universalis, Forum,* Paris, 2008
- *Changer d'économie !, Nos propositions pour 2012* (pour les Économistes atterrés), Paris, Les Liens qui libèrent, 2011
- *Altergouvernement*, Paris, Le Muscadier, 2012
- *Dictionnaire de la pensée écologique* (dir. D. Bourg et A. Papaux), Paris, PUF, 2013

Introduction

La valeur n'égale pas la richesse

« Aujourd'hui, chacun sait le prix de toutes choses, et nul ne connaît la valeur de quoi que ce soit. »
Oscar Wilde, *Le portrait de Dorian Gray*, 1891, Éd. Ebooks libres et gratuits, p.69, http://www.crdp-strasbourg.fr/je_lis_libre/livres/Wilde_LePortraitDeDorianGray.pdf.

L'évolution du capitalisme contemporain remet au centre du débat théorique la première question de l'économie politique, et sans doute la plus importante pour l'évolution ultérieure de la discipline : l'origine et la mesure de la richesse et de la valeur dans la société. Cette question constitue la pierre d'achoppement de toute l'histoire de la pensée économique. Elle n'a jamais été résolue autrement que par un véritable coup de force de l'idéologie économique libérale. Celle-ci, en effet, a toujours évacué de l'analyse tout ce qui pouvait faire référence aux rapports sociaux dans lesquels la richesse était produite, puis répartie, ainsi qu'aux conditions socio-techniques de la mise en « valeur » du capital. Elle a également ignoré ou feint d'ignorer ce qui pouvait laisser entrevoir la finitude de la planète Terre, c'est-à-dire, pour le registre économique, le risque d'amenuisement, voire de disparition, de la base matérielle de la production de richesse et de valeur, et, sur un plan philosophique, éthique et politique plus général, le risque de voir les conditions de la vie être menacées.

Outre le fait que cette question de l'origine et de la mesure de la richesse et de la valeur n'a pas été élucidée par l'idéologie économique dominante, les transformations que le capitalisme connaît depuis le dernier quart du XXe siècle en rendent nécessaire le réexamen complet. Parmi ces transformations, au moins trois doivent être mentionnées, à cause de leur importance historique et aussi des problèmes méthodologiques et épistémologiques auxquels elles nous renvoient.

1) Des transformations économiques contemporaines

La première transformation concerne la financiarisation de l'économie capitaliste, laquelle est le plus souvent euphémisée sous le vocable de « mondialisation ». Trois décennies environ après le début du processus de libéralisation du mouvement des capitaux, c'est-à-dire après le rétablissement du taux de profit qui a ainsi résolu pour un temps la grave crise de rentabilité de la fin des années 1960 et des années 1970 en déformant dans des proportions importantes le partage de la valeur ajoutée en faveur du capital et au détriment du travail, le capitalisme révèle à la fois son extrême violence et sa fragilité. Les crises financières se succèdent à un rythme trop élevé pour qu'elles puissent être attribuées à des accidents, à un manque de transparence des marchés ou à une dose insuffisante de principes moraux animant leurs acteurs. Elles sont l'aboutissement de l'évolution du capitalisme vers sa logique la plus pure et en même temps la plus sauvage : rendre de la valeur aux actionnaires, finalité suprême de la circulation des capitaux, de la déréglementation, de la prolifération des produits financiers, de la titrisation et de la dépolitisation des banques centrales pour qu'elles servent mieux les opérateurs sur les marchés financiers. Sur fond de restructuration de toutes les activités pour tirer parti de la possibilité de faire produire de la valeur là où la rentabilité était la plus élevée et des mutations apportées par les techniques d'information et de

communication, le système a entretenu dans le public l'idée qu'une « nouvelle économie » était en marche, mettant la richesse à la portée de tous. Le marché concurrentiel devait conduire aux choix optimaux et l'envolée de la Bourse représentait une promesse de prospérité généralisée. L'argent engendrait l'argent et on pouvait faire confiance aux fonds de pension pour résoudre le problème du vieillissement démographique et verser des pensions à des retraités de plus en plus nombreux.

Ainsi, le mythe de la fécondité du capital prenait corps. Doté de vertus prolifiques, il était capable de s'auto-engendrer, de se valoriser en dehors de toute réalité productive. Enfin, le capital pouvait rêver de se débarrasser du travail, de s'en passer définitivement pour s'accroître par lui-même. Mythe aussi vieux que le capitalisme, mais qui était rajeuni par des constructions théoriques sophistiquées : par la magie de prophéties auto-réalisatrices, la valorisation du capital n'avait plus de lien avec les indicateurs « fondamentaux » de l'économie, à savoir la production, la croissance de celle-ci et les bénéfices retirés de la vente des marchandises. Même les règles comptables furent changées pour évaluer les actifs des entreprises, non pas à leur valeur réelle, d'achat ou de remplacement, ou encore à leur valeur résiduelle, mais à la valeur que le marché financier leur attribuait au gré de ses soubresauts permanents. Inutile de dire que l'éclatement périodique des bulles financières jette à bas le mythe de la fécondité du capital, et cela avec d'autant plus de force que se vérifie à chaque fois le fait que tous les détenteurs de titres financiers ne peuvent « liquider » leur patrimoine en même temps. Mais le « fétichisme[1] » de l'argent est toujours sous-jacent. Le discours le plus fréquemment entendu lors de l'éclatement des bulles est que « des milliards sont partis en fumée » ou « se sont évaporés ». Or, ce qui s'évanouit n'est que la fiction d'un capital grossissant à la mesure de la bulle pendant la montée de celle-ci. Capital fictif, valeur fictive, richesse fictive, nous voilà placés devant une énigme qu'il nous faudra aborder.

Avec les soubresauts récurrents et de plus en plus rapprochés de la finance et la crise sociale qui en est à la fois la cause et la conséquence, on tient une première explication du renouveau du débat théorique et politique au sujet de la richesse et de la valeur. L'ampleur et la gravité des dégâts sociaux et écologiques ne pouvaient qu'inciter à avoir un nouveau regard sur ce qui « compte vraiment ». En France, et aussi dans le monde entier, la reconsidération de la richesse et de la valeur est donc redevenue un objet d'étude et de confrontation.[2] Cette renaissance n'est pas anodine, car si l'élaboration théorique n'avait pas cessé de cheminer entre l'Antiquité avec Aristote et les XVIIIe et XIXe siècles avec les économistes classiques anglais fondateurs de l'économie politique et avec Marx, elle s'était brutalement interrompue pendant tout le XXe siècle, à cause de la suprématie de la théorie économique néoclassique dont le fondement réside justement dans la négation de la distinction entre richesse et valeur, distinction dont on trouve les prémices chez Aristote. Malheureusement, nous verrons que, le plus souvent, ce renouveau théorique est conduit à partir d'un contresens à propos de l'économie politique qui n'a pas, selon nous, en tout cas pour sa partie anglaise incarnée par Smith et Ricardo, forgé une conception réductrice de la richesse mais, tout en se focalisant sur celle que le capitalisme naissant donnait à voir, a laissé en héritage la matrice méthodologique et épistémologique pour un possible élargissement conceptuel, celui permettant d'appréhender

---

[1] Selon le mot de Karl Marx qu'il utilise pour la première fois dans le troisième cahier des *Manuscrits parisiens de 1844 (Économie et philosophie)*, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, 1968, p. 74. Il développera cette idée à propos du double caractère du travail et de la marchandise dans *Le Capital*, Livre I, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965.

[2] À ce stade, nous signalons deux ouvrages français qui ont rouvert la discussion dans notre pays : Méda D., *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier, 1999 ; Viveret P., *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2003. Nous donnerons les autres références sur ce sujet dans la troisième partie de cet ouvrage.

l'espace qui sépare la richesse de la seule valeur marchande, la première dépassant, et de loin, la seconde.[3]

La deuxième transformation importante du capitalisme actuel concerne la place grandissante des connaissances dans le processus productif. Ce phénomène est désigné par les concepts de « capitalisme cognitif », d'« économie de la connaissance », d'« économie de l'information », ou encore d'« économie de l'immatériel ». De nombreux auteurs ont développé des programmes de recherche pour théoriser cette évolution. Et des institutions comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou l'Union européenne ont décidé d'en faire l'axe principal du développement économique des prochaines années. La problématique générale que l'on trouve par exemple dans la thèse du capitalisme cognitif est que le travail a cessé d'être productif de valeur et que celle-ci trouve son origine hors du système productif. L'évolution serait telle qu'elle conduirait progressivement soit, selon certains, à éliminer le travail vivant comme source de la valeur, soit, selon d'autres, à englober dans le travail vivant tout instant de la vie, et, dans les deux cas, nous obligerait à abandonner toute référence à la théorie de la valeur élaborée par l'économie politique d'Adam Smith à David Ricardo et Karl Marx, celle dite de la valeur-travail. Il suffit de poursuivre le raisonnement et la conclusion s'impose : « L'indépendance de la sphère financière a été largement analysée comme un "régime d'accumulation à dominante financière ou patrimoniale". Ainsi, la valeur émerge de la sphère de la circulation monétaire tandis que la sphère de la production industrielle et l'entreprise perdent le monopole de la création de valeur et donc du travail supposé directement productif.[4] » Nous sommes donc ramenés au mythe précédent et l'énigme de la valeur et de la richesse reste entière.

La troisième transformation du capitalisme concerne la tendance à la généralisation à l'échelle planétaire d'un mode de développement productiviste qui met à mal les équilibres des écosystèmes, épuise nombre de ressources naturelles, appauvrit la biodiversité, génère des pollutions multiples et dérègle le climat. L'instrumentalisation de la nature a atteint un point tel que, jusqu'au sein du courant dominant néoclassique, les économistes se sont mis à l'heure de la défense de l'environnement, considéré comme un « capital naturel ». Pris en flagrant délit d'avoir, durant des décennies, ignoré le caractère épuisable de certaines ressources, ils ont fait preuve d'un zèle nouveau : ils proclament que la nature possède désormais une

---

[3] Nous avons formulé les premiers résultats de notre recherche dans Harribey J.-M., « Développement soutenable et réduction du temps de travail, Analyse critique appliquée au cas de la France », Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1996, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/index-ouvrages.html ; *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; « La soutenabilité : une question de valeur(s) », Habilitation à diriger des recherches, Université Bordeaux IV, 1999, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/soutenabilite.pdf ; « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », *in* Bidet J., Kouvélakis E. (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2001, p. 183-200, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/marxisme-ecologique.pdf ; « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS*, « Alter-démocratie, Chantiers de l'espérance », n° 26, second semestre 2005, p. 349-365, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/richesse-valeur.pdf ; « Richesse et valeur : un couple qui ne fait pas bon ménage », *L'Homme et la société, Revue internationale de recherche et de synthèse en sciences sociales*, n° 156-157, avril-septembre 2005, p. 27-43, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/couple-richesse-valeur.pdf ; « Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt, Quelques propositions pour contribuer au débat sur la richesse », 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/lune.pdf ; « Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens », *in* Sainsaulieu I. (dir.), *Par-delà l'économisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 2008, p. 101-116, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/economisme.pdf.

[4] Moulier Boutang Y., « Capitalisme cognitif et nouvelles formes de codification du rapport salarial », *in* Vercellone C. (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003, p. 305-320, ici p. 308.

« valeur économique intrinsèque » qu'ils sont bien en peine de mesurer autrement que par la réparation des dégâts qu'on lui cause, ou bien qu'elle « rend des services » à l'homme, que le calcul économique se fera fort de mesurer en termes monétaires. Si l'on demande à quelle aune mesurer la « valeur intrinsèque » de la lumière solaire, d'un paysage naturel, du maintien de la biodiversité, de l'air pur, de l'océan non mercurisé, etc., évidemment nul ne peut répondre. Et pour cause, la valeur est une catégorie anthropologique et sociale et ne peut être renvoyée à une quelconque propriété naturelle. Le caractère arbitraire, sinon fantaisiste, de ces évaluations s'apparente à une fiction que reconnaissent d'ailleurs les économistes néoclassiques de l'environnement les plus lucides.

Le point commun entre les trois phénomènes évoqués est le fétichisme dont l'idéologie économique dominante les entoure. Pris dans le processus de marchandisation, ils apparaissent comme coupés des rapports sociaux au sein desquels ils naissent, prennent de l'ampleur et se heurtent à des contradictions. N'est-il pas évident que les marchés financiers créent de la valeur puisqu'il est dit partout qu'ils peuvent aussi en détruire, les bulles spéculatives alternant avec les krachs ? N'est-il pas vrai que les besoins en travail diminuent au fur et à mesure que la productivité augmente ? Et la nature n'a-t-elle pas une « valeur » à nos yeux d'humains, enfin déssillés ?

Les paradoxes sont sans doute à la théorie ce que sont les contradictions à la réalité. Le monde n'a jamais été aussi *riche* de marchandises, mais chacune d'elles *vaut* de moins en moins. Le monde n'a jamais autant disposé de *richesses produites*, mais s'approche du moment où beaucoup de *richesses naturelles* seront épuisées ou dégradées. Le monde, enfin, compte de plus en plus de riches et aussi de plus en plus de pauvres, du moins relativement puisque les inégalités s'accroissent. Comme si la richesse accumulée par certains et concentrée entre leurs mains trouvait son origine dans la dévalorisation des autres. Se pourrait-il que le capitalisme ait porté jusqu'à son paroxysme la contradiction entre richesse et valeur ? Celle-ci avait déjà été repérée par Aristote et avait servi de point de départ à l'économie politique, mais elle avait été promptement écartée par la branche de l'économie néoclassique autoproclamée « science économique ». N'assisterait-on pas au stade ultime du processus d'accumulation capitaliste puisque, après avoir continûment transformé le travail vivant en capital, c'est-à-dire en choses mortes, le capitalisme tenterait de s'emparer du « vivant » pour le transformer en « capital naturel », pour donner un nouveau souffle à la valorisation du seul capital qui compte, le financier ? Nul doute, que s'il parvenait à ses fins, le « vivant » serait lui aussi métamorphosé en chose morte.

2) Des ruptures épistémologiques

L'objet de ce livre est en premier lieu de proposer une synthèse sur le débat théorique concernant la richesse et la valeur au sein d'une société dominée par le capitalisme. Un capitalisme qui tend à réduire toute richesse à la seule valeur capable d'être transformée en capital, selon un processus qui ne comporte pas de fin (au sens de terme) en lui-même, sinon sa propre fin (au sens de finalité). Mais le but de ce livre est aussi de montrer les enjeux politiques qui se dessinent derrière la théorie. Le projet est donc celui d'une « critique de l'économie politique et écologique », pour paraphraser et compléter une formule célèbre de Marx, qui va – qui doit aller – jusqu'à une critique de l'économie politique et écologique critique, de manière à aider à penser une transition vers l'après-capitalisme.

L'aventure dans laquelle nous nous lançons est-elle téméraire ? Sans doute, car au-delà du réexamen du matériau hérité de l'économie politique revue et corrigée par Marx, il faudra lever la chape de plomb du paradigme néoclassique que Marx n'a pu connaître, même si certaines prémices en avaient déjà été énoncées, notamment par Condillac et Say. On devine l'effort méthodologique et épistémologique à accomplir pour refuser aussi bien une théorie de

la valeur liée à l'objet qu'une théorie de la valeur liée au sujet. Et c'est Marx qui nous donne la direction à suivre : la valeur n'est *inscrite* ni dans l'objet (comme le croyait Ricardo qui parlait de travail « incorporé »), ni dans la subjectivité de chaque individu ; elle s'inscrit dans les rapports sociaux et dans les représentations collectives de ces rapports, au point que celles-ci sont partie constituante de ces derniers. Pour employer un langage gramscien, le bloc culturel hégémonique, afin de représenter et défendre les intérêts économiques, politiques et symboliques de la bourgeoisie, s'est solidifié à partir de l'idée que la valeur liée au sujet était *en mesure* (et il faut prendre cette expression au pied de la lettre) de représenter les valeurs essentielles auxquelles ce sujet se référait. Comme l'écrit Jean-Joseph Goux, « il ne s'agit pas seulement de valeur-désir opposée à la valeur-travail, mais aussi d'un enjeu éthique et politique, d'une lutte des "valeurs", qui va au-delà de la détermination des valeurs en économie[5] ».

L'enjeu de la rupture à opérer n'est pas seulement théorique, il est politique et stratégique dans la période que nous vivons. Le modèle de développement économique qu'implique l'accumulation capitaliste arrive en bout de cycle. Ainsi se pose la question du bien-fondé de la croissance économique entendue comme moyen du bien-être humain, érigée donc en finalité. On n'a pas suffisamment remarqué que l'imaginaire bâti autour de la croissance infinie trouve un de ses fondements les plus puissants dans la révolution introduite pas les théoriciens marginalistes, pères des néoclassiques : la théorie de la valeur-utilité qu'ils systématisent est basée sur l'intensité du besoin marginal, le dernier satisfait, au-delà duquel la substitution avec la satisfaction d'un autre besoin ne serait plus optimale. Pourtant, le fait que le désir, pierre d'angle de la théorie néoclassique, puisqu'il est confondu avec le besoin, ne connaisse pas de fin, est totalement ignoré par cette théorie. Et qu'on ne puisse pas mesurer l'intensité du besoin marginal ni du besoin lui-même n'a jamais vraiment gêné les néoclassiques, il leur suffit d'affirmer qu'il existe un point où la satiété sera atteinte. L'imaginaire de la croissance économique est donc celui de la satiété possible, c'est-à-dire de l'abondance, un point où disparaîtrait la rareté. Mais l'univers de la rareté, dans lequel les néoclassiques en particulier affirment raisonner, est en réalité l'image inversée, comme en miroir, de l'idée qu'ils se font de l'abondance qui doit conduire à la satiété. On conçoit alors que l'illimitation soit inhérente à l'idéologie du capitalisme.

La structure de ce livre reflète son objectif. Il s'agit d'abord (1ère partie) de retracer le parcours théorique qui a conduit l'économie politique au bord de la mise au jour des éléments fondamentaux du système social qu'elle se fixait pour ambition de légitimer, le capitalisme. Un système dont le dévoilement de la logique incombera à Marx, à partir du matériau de l'économie politique mais en le renversant totalement : la dichotomie entre valeur d'usage et valeur fonde une critique de la marchandise et surtout des rapports sociaux qui permettent de produire celle-ci. Ce renversement fut trop rapidement appelé « théorie de la valeur-travail », au risque de ne point faire de différence entre la conception ricardienne du travail incorporé lors de la fabrication de la marchandise et la conception marxienne du travail socialement validé, ce qui ne manqua pas de soulever nombre de controverses dont ce livre proposera une brève synthèse. Nous conserverons l'essentiel de l'apport de Marx, sur la valeur, à savoir qu'elle provient du travail et de lui seul, et que son expression monétaire traduit la validation sociale effectuée par le marché pour les marchandises et décidée politiquement pour les services non marchands. Mais nous montrerons que, en appliquant la distinction de Marx entre procès de travail capitaliste et procès de travail en général, il est possible d'opérer une distinction entre, d'une part, la *loi de la valeur capitaliste*, celle que Marx dégage au début du *Capital* pour dresser l'idéal-type du capitalisme, et, d'autre part, une *loi de la valeur plus générale* qui, au-delà de la première, inclut les travaux productifs qui sont menés hors de la sphère des marchandises et de toute exigence de profit, et d'où nous pensons que germera

[5] Goux J.-J., *Frivolité de la valeur, Essai sur l'imaginaire du capitalisme*, Paris, Blusson, 2000, p. 16.

l'après-capitalisme. Le but est donc d'extirper les concepts de la critique de l'économie politique du contexte historique où ils sont nés pour leur donner une portée plus générale dans la phase du capitalisme actuel, aux antipodes donc de certaines thèses en vogue au moment de la dénommée « crise du marxisme », telle cette proclamation : « La critique de l'économie politique est terminée en substance.[6] »

Seront ensuite examinées (2ème partie) les thèses qui prétendent renouveler l'analyse de la richesse et de la valeur dans le cadre du capitalisme contemporain, marqué par le rôle grandissant de la connaissance dans le processus de production et par les inquiétudes concernant la dégradation écologique planétaire. On s'arrêtera notamment sur la thèse du cognitivisme et sur celle que nous appelons « néophysiocrate » : dans un cas, le travail a cessé d'être le seul producteur de valeur ; dans l'autre, la nature crée la valeur économique. On montrera que ces thèses s'inscrivent en réalité dans le paradigme dominant et ne peuvent donc constituer ni un renouveau théorique, ni un support pour une véritable transformation sociale.

L'ampleur de la crise qui a déferlé depuis 2007 rend cette clarification urgente. En effet, du côté social, le chômage, la précarité et l'amenuisement des droits sociaux sont présentés comme inéluctables ; certaines idéologies vont même jusqu'à prétendre que le travail n'est plus nécessaire et que, de toute façon, il a cessé d'être à la source de la valeur. Nous montrerons au contraire que la crise peut être analysée comme une crise de la valeur, mais, paradoxalement peut-être, comme une manifestation de la loi de la valeur propre au capitalisme.

Du côté écologique, la gravité de la crise conduit les classes dominantes, les États et la plupart des institutions internationales à se préoccuper de la dégradation des écosystèmes, de l'épuisement des ressources et du réchauffement climatique. Il est devenu banal désormais d'entendre parler de la « valeur » de la nature et de la « valeur des services rendus par la nature ». Beaucoup de rapports officiels et de travaux de chercheurs sont publiés, qui tendent à accréditer l'idée que l'on souffre de ne pas avoir assez tenu *compte* de la nature ou de sa « valeur économique intrinsèque ». À l'encontre de ces thèses aujourd'hui très répandues jusque dans les milieux alternatifs, nous essaierons de montrer que la nature est une richesse mais qu'elle n'a pas de valeur économique intrinsèque, qu'elle est indispensable à la production de richesse et de valeur, mais qu'elle ne crée pas elle-même de valeur. En d'autres termes, la « valeur » de la nature relève d'un autre registre que l'économique, ou encore, si les valeurs d'ordre éthique, politique ou esthétique nous conduisent à établir des priorités, à faire des choix de production et de consommation, ce ne sont pas ces valeurs-là qu'on mesure économiquement. Il s'ensuit que la plupart des travaux menés par les institutions internationales pour mettre au point de nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être souffrent de reposer sur des conceptions de la richesse et du bien-être réductibles aux critères marchands.

Pour parvenir à nos fins, il faudra dissiper le malentendu fréquent chez nombre d'écologistes qui, croyant bien faire, pensent qu'en attribuant une « valeur économique à la nature » ou en « valorisant les services » qu'elle rend, on participe à sa protection ou à sa prise en compte. Or, cela risque au contraire de conduire à la confusion théorique la plus mystificatrice et, ensuite, au fourvoiement politique que constituent la monétarisation et, pire, la marchandisation de toutes les richesses de la nature. Toutefois, et ce sera notre propre difficulté à en expliciter l'enjeu, le refus de croire à une valeur économique intrinsèque de la nature n'interdit pas de procéder à une délibération collective au sujet du prix qu'il faut attribuer à certains éléments naturels utilisés dans l'économie, mais, lorsque cela s'avèrera nécessaire, ce sera un prix politique qui n'a strictement rien à voir avec une prétendue évaluation objective des services rendus par la nature.

---

[6] Baudrillard J., *Le miroir de la production ou l'illusion critique du matérialisme historique*, Paris, Casterman, Mutations-Orientations, 1973, p. 39-40.

Il s'agira enfin dans ce livre (3ème partie) de poser les bases d'une théorie de la richesse et de la valeur qui laisse une porte ouverte à un processus de transformation sociale de dépassement du capitalisme, c'est-à-dire des rapports sociaux qui le sous-tendent, et donc de la marchandise. Pour cela, cet ouvrage proposera un concept de valeur non marchande, quoique monétaire, produite par les travailleurs de la sphère non marchande et non pas prélevée sur la valeur produite par les travailleurs employés dans le secteur capitaliste, en rupture avec tous les dogmes dominants, au sein du paradigme néoclassique bien sûr, mais aussi au sein d'un certain marxisme orthodoxe, bien peu fidèle à Marx, ainsi qu'au sein d'une certaine nouvelle doxa écologiste.

Le retour à la critique de l'économie politique que nous proposons ne sera donc pas une répétition de celle-ci, mais essaiera d'élargir sa perspective pour intégrer en son cœur la dimension qui lui manque, celle de la crise écologique, qui est révélée avec acuité par la crise systémique de l'économie capitaliste. Cette ambition ne peut être réalisée qu'en réexaminant de fond en comble les concepts de richesse et de valeur.

On verra que l'objectif de tout mesurer est porteur en lui-même d'une négation de la richesse susceptible d'être considérée comme telle : ce qui vaut vraiment n'a pas ou ne peut pas toujours avoir de prix. Le *prix des choses* n'est pas synonyme de l'expression *des choses de prix*. Une nouvelle piste s'ouvrira ainsi : au-delà de l'économique, il n'y a pas rien, il y a beaucoup, mais dans un espace incommensurable au premier parce qu'il concerne l'ordre des valeurs, et non pas de la valeur, ou bien l'ordre des richesses, qui déborde celui de la richesse économique ou valeur, *a fortiori*, celui de la valeur marchande : il est celui de l'inestimable.

C'est dire combien les conceptions de la richesse et de la valeur qui inondent le discours économique ambiant sont à subvertir de fond en comble, en un mot à chambouler, car, au final, la valeur n'égale pas la richesse.

Première partie

Un débat resté longtemps ouvert

> *« Puisque toute connaissance et toute décision librement prise vise[nt] quelque bien, quel est le but que nous assignons à la politique et quel est le souverain bien de notre activité ? Sur son nom du moins il y assentiment presque général : c'est le bonheur, selon la masse et selon l'élite, qui supposent que bien vivre et réussir sont synonymes de vie heureuse ; mais sur la nature du bonheur, on ne s'entend plus et les explications des sages et de la foule sont en désaccord. »*
> Aristote, *Éthique de Nicomaque*, Paris, GF-Flammarion, 1992, p. 24.

Les interrogations sur la richesse remontent à l'Antiquité. En quelques pages des *Politiques*, Aristote pose une problématique dont la portée est immense. Il commence par se demander si l'administration familiale et l'art d'acquérir sont identiques.

> « Or que l'administration ne soit pas le même art que l'art d'acquérir, c'est évident. Car le rôle de celui-ci est de procurer des biens et le rôle de celle-là de s'en servir ; quel art, en effet, utilisera les biens dans l'intérêt de la famille si ce n'est l'administration familiale ? Mais l'art d'acquérir est-il une partie de l'administration familiale ou sont-ils spécifiquement différents, voilà ce dont il faut débattre.[1] »

En faisant l'inventaire des modes de vie et des manières de se procurer la nourriture qui provient « de la terre et des fruits qu'on y cultive », Aristote conclut :

> « Et il semble que ce soit de ces biens-là qu'on tire la véritable richesse, car la quantité suffisante d'une telle propriété en vue d'une vie heureuse n'est pas illimitée. […] Car il y a bien un terme, là comme dans les autres arts : aucun de ces arts, en effet, n'a d'instrument illimité, en nombre ni en grandeur, et la richesse c'est un ensemble d'instruments utilisés dans les familles et les cités.[2] »

À cette première forme d'art qu'est l'administration familiale, qui donnera l'« économie », l'*oikonomos*, c'est-à-dire la gestion de la maison, Aristote oppose la chrématistique :

> « Mais il y a un autre genre d'acquisition que l'on appelle proprement, et il est juste de l'appeler ainsi, la chrématistique, du fait de laquelle il semble n'y avoir nulle borne à la richesse et à la propriété. […]
> Commençons l'étude de la chrématistique par ceci : de chaque objet possédé il y a un double usage ; dans les deux cas, il s'agit d'un usage de la chose en tant que telle, mais pas en tant que telle de la même manière : l'un est propre et l'autre n'est pas propre à l'objet. Ainsi une chaussure sert à chausser et à être échangée ; ce sont bien deux usages d'une chaussure en tant que telle, car celui qui troque une chaussure avec celui qui en a besoin contre de l'argent ou de la nourriture se sert aussi de la chaussure en tant que chaussure, mais pas selon son usage propre : en effet, elle n'a pas été fabriquée en vue du troc.[3] »

---

[1] Aristote, *Les Politiques*, Paris, GF-Flammarion, 2e éd. 1993, I, 8, 1256-a, p. 110.
[2] *Ibid.*, I, 8, 1256-b, p. 112-114.
[3] *Ibid.*, I, 9, 1257-a, p. 115-116.

Même si ce texte comporte certaines ambiguïtés, il contient la distinction entre deux concepts, l'un que l'on désignera plus tard par *valeur d'usage*, qui correspond à ce qu'Aristote nomme « usage propre à l'objet », l'autre qui sera appelé *valeur d'échange*, qui correspond à « un usage qui ne lui est pas propre ». Quel est donc ce second « usage qui n'est pas propre à l'objet » et comment survient-il ? Il apparaît véritablement, selon Aristote, lorsque l'échange « naturel » qui complète l'autarcie « naturelle » laisse la place à une forme commerciale de la chrématistique, c'est-à-dire avec une utilisation étendue de la monnaie :

> « Une fois donc la monnaie inventée à cause des nécessités du troc, naquit une autre forme de chrématistique, la forme commerciale qui se manifesta sans doute d'abord de manière simple, puis, l'expérience aidant, avec plus d'art en cherchant d'où et comment viendrait, par l'échange, le plus grand profit possible. C'est pourquoi les gens pensent que la chrématistique a principalement rapport avec la monnaie, et que sa fonction est d'avoir les moyens de faire connaître d'où l'on peut tirer une plus grande quantité de valeurs : elle semble, en effet, produire de la richesse et des valeurs. […]
> Car la chrématistique diffère de la richesse naturelle : celle-ci concerne l'administration familiale, celle-là le commerce qui n'est pas créateur de valeurs absolument, mais par échange de valeurs. Et elle semble concerner la monnaie, car la monnaie est principe et fin de l'échange. Et cette richesse qui provient de la chrématistique ainsi comprise est sans limite.[4] »

Aristote lègue à la postérité une série de concepts. Certains sont lumineux : usage propre *versus* échange. D'autres restent entourés de mystère : par exemple, richesse *versus* valeur ; ou encore deux réponses sont données pour savoir ce qui détermine le rapport d'échange : le travail et le besoin. Ces concepts et ces questions en suspens dormiront pratiquement pendant plus de deux millénaires, avant que ne les réveillent les économistes classiques, notamment Smith, Ricardo, puis Marx, les deux premiers pour fonder l'économie politique, le troisième pour la critiquer. Néanmoins, un point commun lie les trois penseurs et il est de taille : l'irréductibilité de la richesse à la valeur ou celle de la valeur d'usage à la valeur d'échange. Et le moindre des paradoxes n'est pas que, d'une définition de l'économie attachée à la gestion de la maison par opposition à la chrématistique, on soit passé à l'économie liée à l'utilisation de la monnaie, au point de constater que l'économie moderne s'identifie à l'économie monétaire.

Rendons toutefois justice à quelques penseurs qui, entre temps, avaient préparé le réveil. Le penseur arabe Ibn Khaldoun (1332-1406) avait très tôt écrit que « le travail est la cause de la richesse ». Deux siècles plus tard, Antoine de Montchrestien (1575-1621) reprend le thème du travail comme source de la richesse, et, presque aussitôt, William Petty (1623-1687) énonce ce principe que retiendra Marx textuellement : « Le travail est le père et le principe actif de la richesse et la terre en est la mère ». Richard Cantillon (1680-1734) fait sienne la notion de valeur d'usage et indique que « le prix, ou la valeur intrinsèque d'une chose, est la mesure de la terre et du travail qui entre dans sa production ». Entre temps, John Locke (1632-1704), l'un des pères de la philosophie politique libérale, estime quant à lui que « le travail donne la valeur à 99 % ». Où peut bien se nicher le 1 % restant ? Telle est la question amusante que va évacuer l'économie politique.

---

[4] *Ibid.*, I, 9, 1257-b, p. 117-118.

Chapitre 1

Le problème posé par l'économie politique

> *« Sur mille aventuriers qui se lancent à la recherche de l'or, un seul en trouvera ; mais, si l'or vaut tant, c'est que pour le trouver, il y a le travail de celui qui le trouve et aussi celui des neuf cent quatre-vingt-dix-neuf qui n'en trouvent pas. »*
> John Huston, « Le trésor de la Sierra Madre », Film, 1947, dans la bouche de son personnage Howard.

De la division du travail naissent l'opulence et la richesse des nations. Tel est le constat qu'Adam Smith théorise à l'aube du capitalisme industriel. De la propension à l'échange, rendu nécessaire par la division du travail, découle l'impératif de mesurer les rapports d'échange. Le besoin d'une théorie de la valeur était ainsi posé. Smith s'y attelle, mais il laisse trop de points en suspens pour que, quatre décennies plus tard, Ricardo ne reprenne pas la question. Lui-même disparaît sans avoir tout élucidé : il lègue, entre autres, une énigme qui a traversé les deux siècles suivants. Elle est vraisemblablement liée à l'épistémologie de l'économie politique classique.

1. La place du travail dans la conception de la richesse

Comme l'avaient fait avant lui Aristote et Cantillon[1], Smith distingue la valeur d'usage, c'est-à-dire l'utilité, et la valeur d'échange, après avoir constaté le paradoxe de l'eau et du diamant : l'eau, très utile n'a pas ou peu de valeur d'échange, alors que le diamant, peu utile, a une grande valeur d'échange. Seule, dit Smith, cette dernière doit être expliquée par l'économie politique. Et il réfute à l'avance l'objection de William Stanley Jevons qui, un siècle plus tard, croit contredire son prédécesseur en disant : le pêcheur qui ramène un caillou et celui qui ramène une perle ont plongé tous les deux mais l'un a trouvé zéro et l'autre une fortune. Or Smith avait résolu autrement son paradoxe : le diamant nécessite beaucoup de travail pour le trouver et, en revanche, l'eau est à portée de main. Sans doute John Huston, dont nous mettons une citation de son film « Le trésor de la Sierra Madre » en exergue de ce chapitre, avait-il mieux compris le message de Smith que la plupart des économistes. Tout est pratiquement dit au sujet de la première controverse qui oppose les tenants de la théorie de la

[1] Ne pas confondre Cantillon et Condillac (Étienne Bonnot de, 1715-1780), ce dernier ayant au contraire assimilé les deux notions et étant célèbre pour son aphorisme : « Une chose n'a pas de valeur parce qu'elle coûte. Elle coûte parce qu'elle a une valeur. » Autrement dit, les choses ont une valeur économique en soi, indépendamment de toute intervention humaine. La valeur cesse d'être une catégorie anthropologique pour être naturelle. Des générations d'économistes et d'historiens de la pensée économique (le dernier en date : Jean-Marc Daniel, *Histoire vivante de la pensée économique, Des crises et des hommes*, Paris, Pearson, 2010) répèteront en boucle ce pont aux ânes qui ne résiste pas à une seconde d'examen : quelle est la valeur économique *préalable* de la lumière du soleil qui nous éclaire, de l'air que nous respirons, du lait tété par l'enfant au sein de sa mère ? On retrouvera ce problème plus tard avec la prétendue valeur économique intrinsèque des biens naturels ou celle des services rendus par la nature.

« valeur-travail », qui prend véritablement forme sous la plume de Smith, et les tenants de la « valeur-utilité », considérée plus tard comme alternative à la première.[2]

1) Du travail commandé au travail incorporé

Mais Smith bute sur une difficulté : il analyse la richesse comme le résultat du travail de transformation de l'homme (en cela, il réfute la thèse physiocrate selon laquelle la terre est seule créatrice de nouvelle richesse), mais il constate que le prix des marchandises comprend, outre l'usure du capital et les salaires, le profit et la rente foncière qui ne sont pas la rémunération d'un travail.

Aussi, deux interprétations sont données par Smith. Une première conception de la valeur d'échange est celle qui est déterminée par le travail incorporé dans la marchandise, valable dans les sociétés précapitalistes où le produit du travail appartient au producteur :

> « Par exemple, chez un peuple de chasseurs, s'il en coûte habituellement deux fois plus de peine pour tuer un castor que pour tuer un daim, naturellement un castor s'échangera contre deux daims ou vaudra deux daims. Il est naturel que ce qui est ordinairement le produit de deux jours ou de deux heures de travail, vaille le double de ce qui est ordinairement le produit d'un jour ou d'une heure de travail. [3] »

« Dans un état avancé de la société », comme le dit Smith, une seconde conception de la valeur est celle qui est déterminée par le travail commandé, c'est-à-dire par la quantité de travail qu'une marchandise permet d'acheter :

> « Ainsi, la *valeur* d'une denrée quelconque pour celui qui la possède et qui n'entend pas en user ou la conserver lui-même, mais qui a intention de l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de *travail* que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. [4] »

Si Smith livre ces deux interprétations, cela marque moins une hésitation que l'intuition de la transformation fondamentale qu'introduisait l'existence du travail salarié.

Supposons une marchandise dont le prix est de 100 euros. Si le salaire horaire en vigueur est de 50 euros, cette marchandise permet de « commander », d'embaucher 2 heures de travail.

Prix de la marchandise = travail commandé x salaire horaire ou travail commandé = prix / salaire horaire.

Le travail commandé est-il égal au travail incorporé qui a été nécessaire pour produire la marchandise ? Si oui :

Travail commandé = travail incorporé ⇔ travail commandé x salaire horaire = travail incorporé x salaire = prix. Donc, si le prix était égal au coût salarial, où serait le profit ?

---

[2] Curieusement, un auteur avec qui nous avons par ailleurs de nombreuses convergences conclut cette controverse entre Smith et Jevons à l'avantage de ce dernier. Jacques Généreux, dans *Les vraies lois de l'économie*, Paris, Seuil, 2001, tome I, p. 57, écrit : « Dans les années 1860-1870, une solution élégante à ce paradoxe va définitivement assurer la victoire de la piste française. De façon indépendante, l'Anglais Stanley Jevons (en 1862), l'Autrichien Carl Menger (en 1870) et le Français Léon Walras (en 1874) développent la théorie de l'*utilité marginale*. » La « piste française » est celle ouverte par Say, que Généreux crédite d'avoir « éliminé la contradiction apparente entre valeur d'usage et valeur d'échange » (*Ibid.*, p. 58). Or, ce que les néoclassiques ont fait, ce n'est pas dépasser cette contradiction, c'est d'en avoir éliminé un des deux termes pour ensuite assimiler l'utilité et la valeur, sans autre mention. Et Généreux ne voit pas qu'en réduisant la valeur à l'utilité, fut-elle marginale, on fait ressurgir toutes les contradictions de la mesure de l'utilité, du rapport des utilités marginales comme déterminant ou résultat de l'échange, de la définition d'une « valeur socialement déterminée » (*Ibid.*, p. 65) à la somme des estimations subjectives, etc. Nous examinerons ces difficultés dans le chapitre 4.

[3] Smith A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991, tome 1, p. 117.

[4] *Ibid.*, p. 99.

Cette contradiction ne peut se résoudre que si on distingue :

- la valeur de ce que crée le travail ou de ce que vend le capitaliste : valeur du produit du travail ;

- la valeur de ce que reçoit le travail ou de ce qu'achète le capitaliste : il manque à Smith le concept de force de travail qu'apportera Marx.

Pour l'instant, comprenons que si une marchandise a une valeur permettant de se procurer une quantité de travail de *x* heures au taux de salaire en vigueur, cela ne signifie pas :

- que ces *x* heures produiront une valeur égale à celle de la marchandise qui a permis de les obtenir, elles en produiront davantage ;

- que la marchandise en question a nécessité *x* heures pour sa propre production, elle en a nécessité moins.

Smith ne résoudra pas cette difficulté parce qu'il lui manque le concept adéquat qui permet de montrer que la notion de prix ou de valeur du travail perpétuée jusqu'à nos jours n'a pas de sens, ainsi que le révèle le raisonnement circulaire suivant duquel Smith n'a pas réussi à sortir : il pense que les salaires représentent l'équivalent de la subsistance ouvrière, donc que le « prix du travail » (salaires) est égal à la quantité de blé nécessaire aux ouvriers et que le prix du blé est égal à la valeur du travail qu'on peut acheter avec une unité de blé. Le salaire serait déterminé par le prix du blé et celui-ci par le salaire.[5]

Néanmoins, Smith pose la définition d'un prix naturel correspondant à la somme de tous les coûts, profits et rentes moyens nécessaires à la production, autour duquel gravite le prix du marché en fonction des fluctuations de l'offre et de la demande. Sur ce point de la gravitation des prix de marché autour d'une « valeur fondamentale » ou « intrinsèque » ou « naturelle », il reprend l'idée de Petty, que Turgot (1727-1781) avait aussi faite sienne.

Smith est le premier à montrer que les quantités de travail incorporé expriment les relations des hommes aux choses qu'ils transforment, que les prix naturels (prix de production, diront Ricardo et Marx) rappellent comment la société se structure en classes, et que les prix de marché décrivent le jeu de signaux et de réponses par lequel cette structure se reproduit et se transforme. Autrement dit, déjà chez Smith, la conception de la valeur-travail, malgré ses ambiguïtés, induit une théorie de la répartition des revenus :

- le salaire correspond au minimum de subsistance ;

- le profit est la part prélevée par les capitalistes sur la valeur créée ;

- la rente est la part prélevée par les propriétaires fonciers sur la valeur créée sur leur terre, parce qu'ils jouissent d'un monopole sur elle.

Le problème de Smith est qu'il ne sait pas trop comment traiter une troisième catégorie de prix qu'il appelle « prix réel » et qui correspondrait à la quantité de travail qu'on peut commander. Mais, déjà, il a une préscience du profit comme un prélèvement sur le fruit du travail :

> « Ainsi, la valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout en deux parties, dont l'une paye les salaires, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière à travailler. [6] »

---

[5] Certains auteurs (Blaug M., *La pensée économique, origine et développement*, Paris, Economica, 3° éd., 1981 ; et Boncoeur J., Thouement H., *Histoire des idées économiques*, Paris, Nathan, tome 1, *De Platon à Marx*, 1989, tome 2, *De Walras aux contemporains*, 1992) soutiennent que la distinction entre théorie du travail commandé et théorie du travail incorporé n'a pas lieu d'être car Smith distinguerait le travail incorporé comme créateur de valeur et le travail commandé comme mesure de la valeur. Cette dissociation ne nous paraît pas soutenable car elle suppose une unité de compte différente pour les deux aspects.

[6] Smith A., *La richesse des nations*, *op. cit.*, p. 118.

2) Qu'est-ce que le travail productif ?

Avec cette question s'ouvre un terrain vague sur lequel nous allons retrouver maintes controverses ultérieures allant de la théorie de la valeur à la conception de la richesse. Dans un chapitre célèbre de *La Richesse des nations*, Smith calibre pour au moins deux siècles la définition du travail productif qui sera retenue, au moins implicitement, par la plupart des écoles économiques :

> « Il y a une sorte de travail qui ajoute de la valeur à l'objet sur lequel il s'exerce ; il y en a une autre qui n'a pas le même effet. Le premier, produisant une valeur, peut être appelé *travail productif* ; le dernier, *travail non productif*.
>
> Ainsi, le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute, en général, à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier, la valeur de sa subsistance et du profit de son maître. Le travail d'un domestique, au contraire, n'ajoute à la valeur de rien. Quoique le premier reçoive des salaires que son maître lui avance, il ne lui coûte, dans le fait, aucune dépense, la valeur de ces salaires se retrouvant en général avec un profit en plus dans l'augmentation de valeur du sujet auquel ce travail a été appliqué. Mais la subsistance consommée par le domestique ne se trouve nulle part. Un particulier s'enrichit à employer une multitude d'ouvriers fabricants ; il s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques. Le travail de ceux-ci a néanmoins sa valeur, et mérite sa récompense, aussi bien que celui des autres. Mais le travail de l'ouvrier se fixe et se réalise sur un sujet quelconque, ou sur une chose vénale qui dure au moins quelque temps après que le travail a cessé. C'est, pour ainsi dire, une quantité de travail amassé et mis en réserve, pour être employé, s'il est nécessaire, dans quelque autre occasion. Cet objet, ou ce qui est la même chose, le prix de cet objet peut ensuite, s'il est besoin, mettre en activité une quantité de travail égale à celle qui l'a produit originairement. Le travail du domestique, au contraire, ne se fixe ou ne se réalise sur aucun objet, sur aucune chose qu'on puisse vendre ensuite. En général, ses services périssent à l'instant même où il les rend, et ne laissent presque jamais après eux aucune trace ou aucune valeur qui puisse servir à la suite à procurer une pareille quantité de services.[7] »

Dans cette longue citation, qui a le grand mérite de poser les bases du concept d'exploitation, se trouvent cependant figées au moins trois ambiguïtés, sinon erreurs, de Smith, qui seront la trame des contradictions de toute la théorie économique ultérieure, y compris de la théorie marxiste la plus traditionnelle et la plus répandue.

Premièrement, Smith oublie le plus souvent dans le corps de son chapitre le titre qu'il lui a donné : « Du travail productif et du travail improductif, de l'accumulation du capital ». Autrement dit, la définition du travail productif qu'il propose ne vaut qu'au regard de l'accumulation du capital. C'est ce qu'il sous-entend à plusieurs reprises : « un particulier s'enrichit à employer une multitude d'ouvriers fabricants », ou bien « un objet qu'on puisse vendre ensuite ». Mais, très nettement, Smith glisse de cette définition contingente à une définition qu'il veut générale.

Deuxièmement, Smith cantonne la production de *vraie* valeur à la production matérielle. Il exclut donc tous les services, car on peut penser que cette exclusion ne concerne pas seulement les services de la domesticité, puisqu'il fait du dépérissement des services « à l'instant où on les rend » l'un des critères de distinction avec les objets matériels et donc, pour lui, de la création de valeur.

Troisièmement, et c'est là le point le plus délicat sur lequel nous reviendrons plus loin dans ce livre, le salaire reçu par le domestique du capitaliste, qui a choisi, en l'embauchant, de se priver d'un « enrichissement » que lui aurait procuré un ouvrier de plus, est déclaré par

---

[7] *Ibid.*, p. 417-418.

Smith comme représentant une « subsistance consommée par le domestique [qui] ne se trouve nulle part ». Nous sommes en présence de deux erreurs. La première est de ne pas voir que la subsistance consommée par le domestique est bien réelle et provient bien de quelque part : de lui-même si, en même temps qu'il produit le service pour son maître, il en produit une part pour lui (par exemple, la nourriture) ; et surtout, de la production extérieure dont il achètera une part avec son salaire. La seconde erreur, et la plus importante, consiste, de la part de Smith, à oublier la distinction, qu'il a posée au départ même de sa réflexion, entre valeur d'usage et valeur d'échange. Le domestique produit des valeurs d'usage. Produit-il de la valeur ? Il n'en produit pas pour valoriser le capital, c'est la leçon essentielle de Smith qui a très bien vu que les ressources humaines et matérielles consacrées au service personnel du maître n'étaient plus disponibles pour engendrer du capital nouveau, mais, comme nous le montrerons plus loin[8], on peut considérer que le domestique produit le revenu supplémentaire qui le rémunère. Le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement – ce qui, soit dit en passant, est un truisme car toute dépense est effectivement un prélèvement sur un revenu –, en ignorant que cette décision de dépense supplémentaire fait naître l'activité qui engendre un produit et un revenu supplémentaires.

On retrouve dans la postérité de Smith la plupart de ces erreurs. Pour en rester dans ce chapitre aux seuls penseurs de la période classique, Jean-Baptiste Say (1767-1832) et Thomas Robert Malthus (1766-1834) vont démultiplier les ambiguïtés et/ou erreurs de Smith.

Say est surtout connu par sa théorie subjective de la valeur et sa loi des débouchés. Il réfute la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, la seconde étant fondée sur la première. Toute distinction entre richesse et valeur est ainsi abolie : « Que *la richesse n'est autre chose que la valeur des choses courantes qu'on possède*, c'est un point de fait.[9] » Il polémique avec Ricardo en contestant le rôle du travail dans la mesure de la valeur :

> « Ce ne sont donc pas les frais de production *seuls*, ce que M. Ricardo, d'après Smith, appelle le *prix naturel* d'une chose, qui règle sa valeur échangeable, son prix courant, si l'on veut exprimer cette valeur en monnaie. Lorsque les frais de production augmentent, pour que la valeur échangeable augmentât aussi, il faudrait que le rapport de l'offre et de la demande restât le même ; il faudrait que la demande augmentât aussi ; et il est de fait qu'elle diminue ; il est impossible, toutes circonstances étant d'ailleurs les mêmes, qu'elle ne diminue pas. La valeur échangeable ne peut donc pas monter comme les frais de production.[10] »

En parcourant son œuvre, on constate que Say aboutit à des conclusions étranges au regard des affirmations qu'il adresse à Ricardo.

> « Pour des raisons que nous n'examinons point encore, un ouvrier, pour se procurer une épingle d'or toute terminée, a eu deux mille fois plus de peine que ce qu'il a fallu prendre pour terminer un clou ordinaire. Si le fabricant de clous, au lieu de faire ses clous, avait voulu avoir une épingle d'or, il aurait fallu qu'il prît cette peine deux mille fois plus grande ; mais il lui convient mieux, à cause de sa position, de ses talents, de faire 2000 clous qu'une épingle. […]
>
> Et chaque chose qui n'est pas une *richesse naturelle* et gratuite a eu un prix proportionné à la peine qu'il a fallu prendre pour se la procurer ; de manière cependant que certaines choses fort utiles comme un panier, exigeant peu de peine, ou un travail qu'on peut faire communément et vite, ont eu peu de valeur échangeable et se sont rapprochées en cela d'une richesse naturelle ; tandis qu'un

---

[8] Dans le chapitre 9.

[9] Say J.B., *in* Ricardo D., *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817 et 1822, Paris, Gallimard, 1992, « Notes de Jean-Baptiste Say, p. 475.

[10] *Ibid.*, p. 456-457.

shall de cachemire a demandé beaucoup de peines et un long travail, et s'est par conséquent éloigné d'autant d'être une richesse naturelle. […]

Nous venons de voir que les choses ont une valeur lorsqu'elles ont quelque qualité qui les rend désirables, et cependant lorsqu'il a fallu vaincre une certaine difficulté pour les avoir.[11] »

Finalement, Say n'est pas loin, après avoir distingué les richesses naturelles et celles que la société produit, de rejoindre son adversaire au sujet de la valeur-travail des secondes. Cette valse-hésitation aboutit à un contresens au sujet des richesses naturelles qui aura par la suite des conséquences très importantes sur le fourvoiement des économistes néoclassiques de l'environnement :

« [Les richesses naturelles] nous sont données gratuitement et avec profusion par la nature, comme l'air que nous respirons, la lumière du jour, l'eau qui nous désaltère, et une foule d'autres choses dont l'usage nous est devenu tellement familier, que nous en jouissons sans y penser. [...]

En supposant que les hommes pussent créer des richesses naturelles ils n'auraient aucun motif pour s'en donner la peine ; on peut faire artificiellement de l'air respirable ; mais ce n'est que comme une expérience de chimie ; car, si nous en faisions pour notre usage, il nous faudrait payer ce que la nature nous offre gratuitement. D'un autre côté les richesses naturelles sont inépuisables, car, sans cela, nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être ni multipliées ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des sciences économiques.[12] »

Say commet une erreur de raisonnement en renversant abusivement une proposition juste : si les ressources naturelles étaient inépuisables, leur abondance infinie les rendrait gratuites, mais, inversement, rien n'autorise à déduire de leur gratuité un caractère inépuisable. C'est Ricardo qui a raison en faisant de l'inépuisabilité la cause de la gratuité et en refusant d'établir la proposition réciproque :

« Lors d'un premier établissement dans un pays où abondent les terres riches et fertiles, seule une très faible proportion d'entre elles est mise en culture, compte tenu de la population à entretenir, ou encore du capital dont elle peut disposer. Il n'y aura alors pas de rente, car personne ne paiera pour l'usage du sol, alors que nombre de terres ne sont pas encore appropriées et restent disponibles pour quiconque décide de les cultiver.

Suivant les principes généraux de l'offre et de la demande, aucune rente ne pourra être versée pour une telle terre au même titre que l'on ne paiera pas pour l'usage de l'air, de l'eau ou de tout autre don de la nature existant en quantité illimitée. [...] De même, pour produire leurs marchandises, le brasseur, le distillateur et le teinturier utilisent sans cesse l'air et l'eau ; mais ces agents, dont l'offre est illimitée, n'ont aucun prix.[13] »

Say doute que la science économique puisse s'occuper de nature. En cela, la suite lui donnera malheureusement raison, mais cette intuition reste mort-née car Say a une conception de l'économie politique qui le conduit à étendre la règle de la sphère des marchandises à la sphère des richesses naturelles : les marchandises étant toujours en quantité limitée, elles ont un prix ; les ressources naturelles étant, à première vue, gratuites, sont déclarées inépuisables.

---

[11] Say J.B., *Cours d'économie politique et autres essais*, 1819, Paris, GF-Flammarion, 1996, p. 104-105.

[12] Say J.B., *Cours complet d'économie politique pratique*, Paris, Guillaumin, Librairie, 1840, tome 1, p. 65-66 et 68.

[13] Ricardo D., *Principes…*, *op. cit.*, p. 91. C'est pour cette raison que nous nous séparons quelque peu des analyses de certains commentateurs qui placent tous les économistes classiques sur le même plan. Tel est me semble-t-il le cas de Martin O'Connor qui se réfère au même passage de Ricardo dans « La réciprocité introuvable, L'utilitarisme de John Stuart Mill et la recherche d'une éthique pour la soutenabilité », *Économie appliquée, Revue de l'ISMEA*, « Quelle économie pour l'environnement ? », tome XLVIII, n° 2, 1995, p. 275.

On retrouve cette conception d'un ordre naturel ou spontané dans la fameuse loi des débouchés. Toute production crée sa propre demande puisqu'elle engendre des revenus équivalents qui se porteront acquéreurs de l'offre. Une surproduction générale est impossible, puisque le moindre déséquilibre sectoriel est rapidement résorbé par un déplacement des activités. Il y a deux failles logiques dans ladite loi de Say. La première est de faire comme si la monnaie n'existait pas, ce qui aboutit à ignorer la possibilité de thésauriser une partie des revenus, qui fera ainsi défaut face à l'offre. C'est le grand reproche qu'adresseront, avec férocité, Marx et Keynes à Say. La deuxième faille est d'omettre le fait que certains revenus (les salaires essentiellement) sont versés avant la vente des marchandises, alors que d'autres (les profits) ne peuvent l'être qu'après la vente. Ces derniers ne peuvent donc jamais constituer un pouvoir d'achat pour des marchandises qui ne sont pas encore liquidées. En imaginant que les profits d'une période servent à acheter des marchandises offertes dans la période suivante, cette contradiction ne pourrait être résolue que si le capitalisme était une économie statique dans le temps. Comme ce n'est pas le cas, la contradiction est toujours potentiellement présente.[14] Considérer l'économie moderne comme une économie de troc, puisque la monnaie est ignorée, conduira dans une impasse la théorie néoclassique.

Malthus, quant à lui, enfonce le clou au sujet de la matérialité de la richesse. Opérant un retournement acrobatique, il ne se demande pas ce qui définit précisément la richesse pour pouvoir ensuite la mesurer et mesurer son accroissement dans le temps, mais part de ce qui est facilement mesurable, objectivable, pour cerner le contour de la richesse matérielle qu'il retient comme seul constituant de la richesse :

> « Le fait est, véritablement que, si l'on ne tient pas compte de la matière en définissant la richesse, il n'est possible d'établir aucune ligne de démarcation distincte, ni de la tracer avec quelque profondeur ; on doit alors en exclure cette masse d'objets immatériels qui rendent la signification du terme entièrement confuse et imposent l'obligation de ne jamais parler, avec quelque précision, de la richesse des différents individus ou des différentes nations.
>
> Si donc, avec M. Say, nous voulons faire de l'économie politique une science positive fondée sur l'expérience et susceptible de donner des résultats précis, il faut prendre le plus grand soin d'embrasser seulement, dans la définition du terme principal dont elle se sert, les objets dont l'accroissement ou la diminution peuvent être susceptibles d'évaluation ; et la ligne qu'il est le plus naturel et le plus utile de tracer nettement est celle qui sépare les objets matériels des objets immatériels. […]
>
> *Un pays* sera donc riche ou pauvre, selon l'abondance ou la rareté des objets matériels dont il est pourvu, relativement à l'étendue de son territoire ; et *un peuple* sera riche ou pauvre, selon l'abondance ou la rareté de ces mêmes objets, relativement à sa population.[15] »

La faiblesse théorique de cette position apparaît lorsque Malthus tente vainement de distinguer clairement la richesse, qu'il vient de délimiter strictement aux choses matérielles, et la valeur, dont la conception oscille entre l'utilité et le coût en travail :

> « Les bas ne perdent pas la moitié de la propriété qu'ils possèdent de contribuer au bien-être et à la commodité de celui qui les porte, par cela seul qu'au moyen de machines perfectionnées, on peut les fabriquer à moitié prix, ou, ce qui revient au même, parce que leur valeur échangeable a été réduite de moitié.[16] »

Ricardo va se charger de clarifier cette distinction.

---

[14] Sur ce point, l'ouvrage de référence est celui d'Arghiri Emmanuel, *Le profit et les crises, Une approche nouvelle des contradictions du capitalisme*, Paris, François Maspero, 1974.

[15] Malthus T.R., *Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique*, 1820, Paris, Calmann-Lévy, 1969, p. 13 et 14.

[16] *Ibid.*, p. 241.

2. Ricardo ou cette « obscure clarté »

Ricardo reprend à son compte la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et il lève l'ambiguïté à propos du travail commandé, mais il va se heurter lui aussi à une difficulté et surtout à un problème insoluble.

1) La valeur-travail au sens strict ?

Il commence par définir une marchandise : un bien reproductible produit pour le marché, ce qui exclut tous les objets en nombre unique tels que les œuvres d'art, et les produits d'autoconsommation. Sa valeur d'échange est déterminée par la quantité de travail indirect (dans les matières, les machines et tous les équipements) et direct incorporé.

Le travail est donc à l'origine de toute valeur créée. Or le profit est une composante de la valeur d'une marchandise. Un raisonnement achevé devrait conclure que le travail est à l'origine du profit. Ricardo n'achève pas ce raisonnement, dont la logique est pourtant implacable, parce qu'il n'arrive pas à surmonter d'autres obstacles théoriques qui lui paraissent influer sur l'explication du profit.

Le travail n'est pas homogène : les travaux effectués sont de nature différente. Il paraît donc difficile de tenir le temps de travail pour un indicateur de mesure de la valeur. De plus, les productivités du travail sont différentes selon le degré de mécanisation de la production. Mais la principale difficulté à laquelle se heurte Ricardo est ailleurs. La théorie de la valeur-travail est une théorie des rapports d'échange relatifs entre les marchandises. Ricardo ne se satisfaisait pas de cela et voulait trouver un « étalon invariable des valeurs » dans le temps et selon la répartition entre salaires et profits. Il sera démontré plus tard que cette double condition est impossible à réaliser simultanément.

En arrière-plan de cette impossibilité, il se trouve que la structure du capital investi diffère selon les branches capitalistes entre travail indirect et travail direct. Les rapports d'échange entre les marchandises ne dépendent plus alors seulement des quantités de travail incorporé mais également du taux de profit. Ricardo était conscient de cela mais n'a pas réussi à résoudre ce problème (voir l'annexe « L'énigme de Ricardo »).

De la même manière, Ricardo avait très bien vu que l'augmentation du taux de profit fait augmenter le prix du produit dont le cycle de production est plus long relativement au prix du produit dont le cycle de production est plus court. Plus le taux de profit est élevé, plus le prix de la marchandise produite dans des conditions capitalistiques importantes (travail indirect/travail direct plus élevé que dans d'autres secteurs) est élevé par rapport aux autres prix. Autrement dit, il y a plus de profit (en masse) dans le prix du premier que dans celui du second. Donc la répartition des revenus, puisque le profit est le revenu du capitaliste, influe sur les prix relatifs et dément une théorie stricte de la valeur-travail, ce dont Ricardo était parfaitement conscient sans parvenir à une présentation cohérente.

Le même problème peut être mis en évidence en faisant intervenir le temps. Si le cycle de production dure une période, en appelant K le capital avancé et r le taux de rémunération du capital, le prix de production s'écrit : $p = K(1+r)$. Si le cycle dure deux périodes, alors : $p = K(1+r)^2$ parce que le capitaliste exige de voir son capital rémunéré sur les deux périodes.

2) Une énigme non résolue

Ricardo a échoué parce qu'il avait mal posé le problème. À partir d'une hypothèse d'égalisation des taux de profit entre les branches, il cherchait une marchandise qui n'eût

nécessité pour sa production qu'elle-même et du travail direct sans aucune espèce de capital fixe ou circulant. Si cette marchandise existait, sa valeur pourrait être considérée comme indépendante des variations relatives entre salaires et profit, donc du partage du produit net puisqu'aucun capital autre que l'avance des salaires n'interviendrait. De ce fait, une telle marchandise pourrait servir d'étalon absolu de la valeur des autres marchandises. Une telle marchandise n'existe pas sauf, approximativement, disait Ricardo, le blé qui ne nécessiterait que du blé comme semence et du blé comme nourriture des ouvriers agricoles. Dans ce cas, la branche blé serait ainsi caractérisée :

quantité de blé consommée x *prix du blé* $(1 + r)$ = *quantité de blé produite* x *prix du blé*, avec r le taux de surplus.

Il s'ensuit selon Ricardo que le taux de profit dans la branche du blé règlerait le taux de profit dans toutes les autres branches puisque le taux de profit est uniforme. Pendant un temps, Ricardo a imaginé que l'or pouvait être produit dans des conditions techniques représentatives d'une moyenne dans l'utilisation du capital et du travail. Mais cette solution n'est qu'un pis-aller.

On peut poser le même problème d'une autre façon. Si l'intensité capitalistique, c'est-à-dire le rapport du travail direct aux moyens matériels de production, était la même dans toutes les branches, le prix correspondrait exactement dans chacune d'elles à la valeur en termes de quantité de travail incorporé. Comme ce n'est pas le cas, les prix s'écartent des valeurs-travail incorporé. Il s'agit du même problème parce que le taux de profit étant uniforme et le taux de salaire aussi, à cause de la concurrence, le surplus social global, c'est-à-dire le profit total, sera réparti entre les branches au prorata de la masse de capital engagé par chacune d'elles.

Supposons alors qu'une modification ait lieu dans la répartition salaires/profits. Si les uns baissent, les autres montent dans la même proportion et vice versa. Comme les intensités capitalistiques entre les branches diffèrent, cela va avoir des conséquences différentes sur les biens de chacune d'elles en fonction justement des différences d'intensité capitalistique. Si les salaires augmentent, les prix monteront dans les branches à faible intensité capitalistique relativement aux prix dans les branches à haute intensité capitalistique. Ce sera l'inverse en cas de baisse des salaires. On a donc la preuve que la répartition des revenus exerce une influence sur les prix relatifs, sur les rapports d'échange entre les marchandises, c'est-à-dire sur la valeur comme l'entendait Ricardo, sans que les quantités de travail aient varié, ce qui ne pouvait pas manquer de constituer une torture insupportable pour l'esprit de Ricardo. D'où son insistance à trouver une fameuse marchandise-étalon qui soit produite sans autre capital qu'elle-même. Ce serait encore mieux si la proportion entre cet unique intrant et la quantité de travail direct restait constante dans le temps.

Ricardo a échoué dans sa tentative parce qu'il n'a pas consenti à dissocier le problème de l'indéformabilité de l'étalon suivant les modifications de la répartition et celui de l'indéformabilité de cet étalon dans le temps. Or ces deux problèmes ne peuvent trouver de solution simultanée : on ne peut trouver une marchandise qui soit à la fois produite selon la même technique dans le temps, c'est-à-dire qui nécessite de tout temps à jamais la même quantité de travail, et produite selon une proportion spécifique de capital/travail laissant inchangé son prix en cas de modification de la répartition, puisque toutes les autres marchandises entrent dans la production de la marchandise en question.

En fait, Ricardo cherchait une marchandise qui soit produite sans capital. Une fois de plus, il était victime de l'illusion qu'il était possible de dresser une analyse économique a-historique, une analyse valable pour une économie sans capital et pour une économie avec capital. Le grand mérite de Marx sera de dissiper cette illusion de l'économie politique et de rendre possible la dissociation des deux problèmes de Ricardo que Sraffa mènera à bien.

3. L'épistémologie de l'économie politique

En forgeant la théorie de la valeur-travail dès le début de *La Richesse des nations* et des *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Smith et Ricardo ont déjà dans la tête un cadre épistémologique à l'intérieur duquel leur théorie de la valeur doit se placer. Bien plus que l'inachèvement de la théorie de la valeur-travail telle que la laisse à sa mort Ricardo, c'est ce cadre qui mérite d'être questionné, car il contient au moins trois failles qui empêchent la théorie de la valeur de se déployer pleinement : elles portent sur la rareté, la monnaie et les prétendues lois économiques.

1) La rareté

La question de la rareté est sous-jacente à toutes les analyses économiques, de façon implicite ou explicite, et particulièrement chez les classiques. Définie comme un écart entre les besoins et des ressources limitées, la rareté est à la fois une hypothèse et une réalité incontournable.

En voulant prendre en compte la rareté, l'économie politique classique est écartelée entre, d'un côté, penser l'économie comme résultant de lois naturelles, dont celle des rendements décroissants est le plus bel exemple, et, d'un autre côté, l'inscrire dans un contexte social et historique. Est-ce pour cette raison que la rareté reste assez souvent en filigrane chez les classiques ? Ce serait risqué de l'affirmer brutalement. Plus vraisemblable est l'hypothèse selon laquelle la révolution industrielle qui se déroule sous leurs yeux leur apparaît comme pouvant faire reculer les limites de la rareté. Celle-ci ne reste plus alors que comme cadre dans lequel se déroule l'activité humaine et comme condition de la valeur.

La rareté est d'abord vue comme résultant d'une loi naturelle que les humains subissent, mais elle est relative à l'écart qui sépare les besoins des ressources. Cet écart est irréductible si les besoins sont posés comme illimités et les ressources comme limitées. Or les besoins sont vus par les classiques comme physiologiques et donc naturels, mais aussi comme sociaux. S'ils n'étaient que naturels, ils seraient limités et les tensions sur la rareté des ressources seraient atténuées. Mais s'ils sont également sociaux, ils sont constamment évolutifs, donc potentiellement illimités et la tension sur les ressources s'approfondit. Pourtant, le caractère potentiellement illimité des besoins sociaux ne tient-il pas au fait que ce que l'économie politique considère comme besoins correspond en réalité aux désirs ? Si cette hypothèse est crédible, on peut considérer que l'économie politique va tenter de légitimer la transformation de l'homme être de désir en être de besoins. La recherche de l'accroissement perpétuel des richesses sera considérée alors, sauf sans doute par Smith, comme souhaitable.

Ainsi posé, le principe de la rareté est étendu à tous les domaines. La terre reste au début du XIXe siècle le moyen de production sur lequel vivent encore une majorité d'individus et qui est à la base de la production essentielle des biens consommés. Or la terre est en quantité limitée. Au fur et à mesure de la mise en culture, les rendements décroissent. Cela sera le soubassement de la théorie de la surpopulation de Malthus et de celle de la rente différentielle de Ricardo. En généralisant le raisonnement à l'ensemble des ressources naturelles, la rareté de celles-ci a des conséquences sur la production des biens finaux. Au bout du compte, les rendements d'échelle décroissants finissent par frapper tous les domaines d'activité.

Cependant, l'économie politique se détache de cette soumission en considérant que la rareté peut être éloignée grâce à l'amélioration de la productivité du travail. Celle-ci provient elle-même de l'approfondissement de la division du travail, tant interne qu'externe. Smith, Ricardo et aussi, plus tard, John Stuart Mill (1806-1873), revendiqueront les bienfaits de

l'échange international. Le recul des limites est-il lui-même sans limite ? Ricardo voit avec effroi arriver l'état stationnaire, tandis que Mill s'en réjouira.

La recherche d'un accroissement de la richesse pour reculer les limites de la rareté est l'expression de la rationalité des individus. Aussi le couple rareté-rationalité permet-il de définir l'*homo œconomicus* qui constitue l'idéal-type fondamental de l'économie politique classique et ultérieurement de la théorie néoclassique. L'*homo œconomicus* est un être maximisateur ou, plutôt, optimisateur, compte tenu des contraintes qui s'imposent à lui (notamment son propre temps, les ressources naturelles, les revenus...). Chacune de ses décisions implique le calcul d'un coût d'opportunité car l'affectation d'une ressource rare à un emploi quelconque suppose de renoncer à un autre emploi.

Mais, pour pouvoir justifier la recherche de l'abondance, c'est-à-dire le recul de la rareté, il faut recréer celle-ci en permanence ou bien nourrir constamment le sentiment de la rareté. La rareté est alors autant fantasme que réalité. Le paradoxe de l'économie politique traduit une contradiction du capitalisme : ce dernier doit constamment recréer la rareté ou l'illusion de la rareté pour développer sans cesse sa dynamique. Or Ricardo redoute l'état stationnaire, mais il refuse toute création monétaire qui impulserait une dynamique économique. Il reste arc-bouté sur le *currency principle*. Autrement dit, il raréfie la monnaie par souci de stabiliser la valeur de celle-ci.

Cette vision s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Toute une tradition ricardienne fait du taux d'intérêt le signe de la rareté de l'épargne préalable. Il faut renoncer à la consommation pour pouvoir investir. La satisfaction immédiate des besoins ne peut, selon cette tradition, qu'accélérer le rapprochement de la malédiction de la rareté. Cette vision du taux d'intérêt sera systématisée par Irving Fisher (1867-1947) : le taux d'intérêt traduit la rareté des ressources que l'on voudrait affecter pour préparer l'avenir.

C'est contre cette vision que John Maynard Keynes (1883-1946) mènera une bataille théorique en remettant en cause une hypothèse des classiques dénuée de fondement. La perpétuation de la rareté, voire son approfondissement, sont dus à l'hypothèse d'atomicité des agents économiques. Les individus sont isolés et prennent des décisions de manière autonome. Aucune coopération n'existe entre eux. Il n'y a jamais d'externalités positives qui rendraient possible une « croissance endogène ». Sans externalités positives, les rendements d'échelle des facteurs de production utilisés par chaque individu isolé sont obligatoirement décroissants. S'il y en avait, l'accumulation du capital et la mise en œuvre des ressources de tous ordres réduiraient les coûts unitaires et conduiraient à produire toujours davantage jusqu'au point où une entreprise monopoliserait tout le marché. Le progrès technique, considéré dans cette tradition théorique comme exogène, ne modifie pas la situation évoluant vers l'état stationnaire.

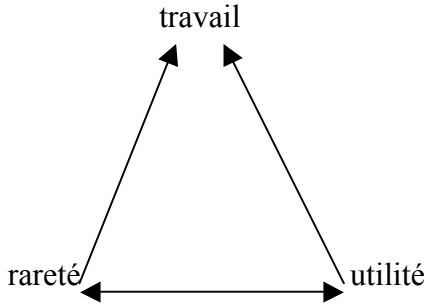
À la rareté naturelle des ressources (et pas seulement des ressources du même nom) s'ajoute la rareté ou l'inexistence des relations sociales hors marché et donc des interactions positives entre les agents. Une mention particulière doit être faite toutefois pour Smith, qui n'est pas loin de l'idée des conventions avec sa notion de sympathie, car l'individu a besoin des autres, le *self love* ne pouvant provenir que de la reconnaissance des autres.

La rareté subie, éloignée et constamment recréée devient alors pour l'économie politique la condition de la valeur. Économie de production à l'origine des richesses (les seules qui ne soient pas données à l'homme et qui résultent d'un travail) et économie d'échange sont les deux réalités liées entre elles que les classiques prennent en compte. Travail et échange sont les deux moments-lieux présidant à la formation et à la réalisation de la valeur dans un univers de rareté (réelle ou supposée-fantasmée, peu importe maintenant).

Contrairement à ce qui est souvent affirmé, il n'y a pas pour les classiques d'opposition théorique entre rareté et travail comme fondement de la valeur. La rareté est la condition

nécessaire pour que l'homme se mette au travail.[17] Dès lors, le travail implique au sens logique la rareté (travail ⇒ rareté). Et la loi dite de la valeur-travail implique la loi dite de la rareté (loi de la valeur-travail ⇒ la loi de la rareté) selon laquelle plus un bien est rare, plus il est cher.

De même, utilité ne s'oppose pas à travail. Pour Smith et Ricardo, la valeur d'usage (VU) est une condition nécessaire de la valeur d'échange (VE) : VE ⇒ VU (l'expression à droite du signe ⇒ étant la condition nécessaire mais non suffisante de l'expression à gauche de ce signe). Il existe donc chez eux un triptyque conceptuel tout à fait cohérent car « en tant qu'elles possèdent une utilité, les marchandises tirent leur valeur d'échange de deux sources : leur rareté et la quantité de travail nécessaire pour les obtenir[18] », nous dit Ricardo.



De plus, on peut faire la suggestion suivante. Même quand Ricardo excepte les œuvres d'art et tous les biens non reproductibles de la loi de la valeur des marchandises gouvernée par la quantité de travail incorporé, il a encore en tête la quantité de travail. On lit en effet :

> « Quelques marchandises ont une valeur déterminée par leur seule rareté. *Aucun travail ne pouvant accroître leur quantité, leur valeur ne peut être réduite par un accroissement de leur offre*.[19] »

Cela signifie que, si l'œuvre d'art atteint un prix astronomique, c'est parce que, pour la reproduire, il n'y aurait jamais assez de travail pour y parvenir, c'est-à-dire en langage logique et mathématique, cette quantité de travail qui serait nécessaire tendrait vers l'infini, d'où le prix astronomique. Selon nous, Ricardo est tellement logique qu'il réintroduit la théorie de la valeur-travail à l'intérieur de l'exception qu'il avait posée !

Malheureusement, sa logique ne suffira pas à convaincre son collègue Jean-Baptiste Say qui fourvoiera l'économie politique dans l'impasse qu'empruntera quelques décennies après la « science économique » néoclassique. Say conçoit l'articulation entre rareté et utilité comme un binôme exclusif, alors que Smith et Ricardo avaient introduit la médiation du travail pour résoudre (temporairement) la question de la rareté et pour donner à la valeur d'échange une mesure objective, ce que la valeur d'usage ne peut faire. Indirectement, ils réintroduisaient les rapports sociaux dans l'analyse. Au contraire, Say établit une fausse identité : VE ⇔ VU. C'est la relation sans médiation qu'il établit de manière erronée entre rareté et utilité qui donnera naissance plus tard à la notion d'utilité marginale, laquelle aura pour résultat essentiel d'évacuer les rapports sociaux de l'analyse.

Alors qu'on trouve chez Smith un enchaînement logique *rareté → travail → valeur → gravitation → prix de marché*, qui met l'accent sur la gravitation des prix courants autour des

---

[17] Pour notre propos ici, le travail implique la rareté, que celle-ci soit une réalité objective ou fantasmée. Le propre de la société moderne en « développement » est d'avoir construit un imaginaire autour de la rareté. L'économie politique fournit le cadre de cette construction.

[18] Ricardo D., *Des principes…*, *op. cit.*, p. 52.

[19] *Ibid.*, p. 52, souligné par nous.

prix naturels (qui sont la somme de tous les coûts, profits et rentes moyens) en fonction des fluctuations de l'offre et de la demande, on ne trouvera, à partir de Say, qu'une loi triviale dite de l'offre et de la demande, qui occulte les étapes intermédiaires entre les bornes de l'enchaînement précédent et ne fait plus apparaître que la rareté et l'ajustement de l'offre et de la demande par des prix flexibles. Y a-t-il un lien entre cette occultation et la loi des débouchés que Say énonce au même moment, affirmant que toute surproduction est impossible ? Peut-être : si le jeu du marché établit un équilibre automatique entre offre et demande, la tension entre, d'un côté, les ressources et biens disponibles en quantité limitée, et, de l'autre, les besoins réduits à une partie d'entre eux, les besoins solvables, est supprimée. Chez Say et plus tard les néoclassiques, le marché est le dieu bienfaisant qui sauve l'humanité de la rareté, cette malédiction.

Il faut donc que l'extinction de la rareté fonctionne comme un mythe. L'homme ne vit pas dans un univers sans contraintes : ainsi, certaines ressources naturelles sont limitées, et le temps lui manque pour réaliser tous ses projets. Il doit alors inévitablement être économe : des ressources pour ne pas les gaspiller et en laisser pour ses descendants, et de son temps de travail pour pouvoir jouir de la vie. Or, le capitalisme, engagé dans une course à l'accumulation sans fin, au lieu de nous éloigner de la rareté en organisant la production en masse comme ses idéologues le prétendent, nous en rapproche en surexploitant les deux choses dont nous manquons : les ressources et notre temps. Le capitalisme nous promet une certaine abondance et nous pousse vers une rareté certaine. Mais il ne réussirait pas à embarquer l'humanité dans cette impasse sans le mirage de la marchandise. L'intériorisation des normes de compétition et de rentabilité, vertus auréolées des promesses de prospérité et donc de bonheur, procure au système des représentations collectives propres à le conforter et assurer sa reproduction ainsi légitimée. C'est ainsi que l'homme, être de désir, est transformé par le capitalisme en être de besoins. Ce coup de force philosophique – assimiler désirs, indéfiniment renouvelés, et besoins, tant physiologiques que sociaux et donc définissables objectivement – n'est possible qu'en transformant les besoins bornés en besoins illimités, c'est-à-dire en désirs insatiables. De ce fait, la rareté peut être à la fois ou tour à tour réelle ou supposée, fantasmée, et aussi vécue comme une contrainte subie ou au contraire sublimée. Donner au fantasme l'apparence du réel fut la tâche historique de l'économie politique afin que l'imaginaire de la croissance économique infinie prenne corps.[20]

De là vient la contradiction suivante. Le capitalisme, dans son ensemble, a intérêt à l'expansion infinie de la production marchande. Mais chaque capitaliste pense tirer son épingle du jeu en gardant le maximum pour lui, quitte à développer les inégalités et, en fin de compte, à ce qu'elles se retournent contre lui car le système est alors moins dynamique, voire se dirige vers la pénurie. Bien sûr, les capitalistes et leurs porte-parole se récrient contre cette accusation et invoquent alors la théorie libérale qui fait l'éloge du marché parfait garantissant la société optimale : la rationalité de l'intérêt personnel ne peut pas être antinomique avec le bonheur social.

Rareté et abondance sont des figures inversées d'une même problématique. Mieux : entretien de la rareté et quête de l'abondance en sont également des figures inversées. Cette problématique est celle du progrès sous tous ses aspects (progrès des techniques, de la production, des connaissances, progrès moral et humain…). La conscience de la rareté ne peut vraiment apparaître que lorsque la perspective de l'abondance devient tangible, mais c'est trop tard.

Mettre exclusivement l'accent sur la rareté physique, indépendamment de la société sans laquelle cette rareté apparaît, est vécue, voire est secrétée, équivaut à évacuer de l'analyse économique les rapports sociaux. Montrer la relation entre la rareté et le travail

[20] Voir Harribey J.-M., *L'économie économe, op. cit.*

équivaut à les réintroduire. Nul doute que les classiques anglais se reconnaîtraient davantage dans cette deuxième approche que dans la première.

2) La monnaie

C'est l'un des petits mystères de l'économie politique : pourquoi les approches classiques de la valeur excluent-elles la monnaie ? L'économie politique classique couvre une période assez courte de 1776 à 1848, c'est-à-dire de Smith à Stuart Mill. Elle n'est pas unifiée, notamment sur le point de départ de la réflexion : la théorie de la valeur avec ses questions corollaires, qu'est-ce que la richesse, qu'est-ce que la valeur et qu'est-ce qui détermine et mesure la valeur ? En revanche, l'approche en termes d'économie réelle semble plutôt un point commun entre les auteurs, qui les amène à considérer la monnaie comme voile et ne jouant pas de rôle sur le système productif. C'est un paradoxe, car l'économie politique classique, tous courants confondus, intègre le marché dans sa vision, en fait même le régulateur suprême et l'harmonisateur universel des intérêts, et, de plus, elle fait de l'échange marchand l'acte fondateur de la société. En faisant du travail le fondement de la valeur, les classiques anglais situent celui-ci dans l'acte de production sur lequel la monnaie n'exerce pas d'influence. Bien que le marché soit présent dans les théories classiques de la valeur, la monnaie, pourtant indispensable au marché, reste exclue de celle-ci.

Smith effectue une rupture par rapport au mercantilisme qui réduisait la richesse à la quantité de métaux précieux qui ne pouvait s'accroître que par un excédent commercial aux dépens de l'extérieur. Mais, puisqu'il y a dissociation entre valeur d'usage et valeur d'échange pour Smith et Ricardo, la valeur d'échange doit avoir un fondement objectif indépendant des caractéristiques de la marchandise, de l'usage qui est fait par l'utilisateur et de l'unité monétaire.

La richesse n'est pas les métaux précieux. Or la monnaie est assimilée aux métaux précieux qui la composent. Donc la monnaie n'est pas la richesse. Le syllogisme est presque parfait. Pour Smith, la valeur des métaux précieux varie[21]. En revanche, le travail ne varie jamais dans sa valeur propre[22], car Smith raisonne non pas en termes de quantités physiques de travail mais en termes de travail salarié homogénéisé par le salaire, qui dépend lui-même du prix des marchandises, d'où le raisonnement circulaire de Smith. La valeur des marchandises est donc mesurée par la quantité de travail salarié qu'elles permettent d'acheter et non par la quantité de travail qu'elles contiennent. En retenant le travail commandé (c'est-à-dire salarié) rendu homogène, il n'y a pas besoin de monnaie pour mesurer la valeur des marchandises.

Les rapports d'échange sont des prix relatifs. Ils peuvent donc s'exprimer sans monnaie. Les ricardiens modernes tenteront de résoudre un système de prix de production qui donne des prix relatifs. Comme nous le verrons plus loin, la recherche d'un étalon universel et invariable de la valeur par Ricardo et Sraffa n'a pas besoin de monnaie. Le taux de profit et la part des salaires dans le revenu national sont liés par une relation indépendante de la monnaie et même du niveau de la production (elle dépend seulement, dans cette vision, de la structure de la production[23]).

Say rompit avec toute théorie de la valeur-travail pour se fourvoyer avec l'utilité et la confusion entre valeur d'usage et valeur d'échange. La valeur comme résultat de la confrontation de l'offre et de la demande n'intègre pas la monnaie, sauf comme unité de compte. La relation entre la valeur et l'organisation sociale est avec lui définitivement rompue, puisque la monnaie en tant qu'institution sociale n'est pas pensée.

---

[21] Smith A., *La richesse des nations*, *op. cit.*, tome 1, p. 101.
[22] *Ibid.*, p. 102.
[23] Voir Duménil G., *De la valeur aux prix de production*, Paris, Economica, 1980, p. 31.

Au final, la monnaie reste exclue des théories classiques de la valeur, malgré la prise en compte du marché. Le prix du marché gravite autour du prix naturel ou prix de production, qui renvoie aux conditions objectives indépendantes de ce qui se passe sur le marché, ce qui est faux car il peut y avoir déplacement des capitaux à la suite d'une réaction du marché. Dans les échanges internationaux, les coûts de production sont comparés ; mais c'est un recul par rapport à la théorie de la valeur-travail, car on fait un calcul de coût d'opportunité et on a encore moins besoin de monnaie. Même Stuart Mill, qui fait pourtant intervenir les offres et les demandes réciproques, ne prend pas en considération la monnaie.

Il y a certes des échanges monétaires et des revenus distribués qui sont monétaires, mais ces derniers sont entièrement consommés ou investis. L'épargne ne peut être thésaurisée. Cela permet de conclure à l'impossibilité de la surproduction. L'harmonie universelle et naturelle est préservée et l'ensemble théorique reste cohérent. En effet, dans une économie de troc, la loi des débouchés de Say est bien sûr vérifiée.

Le mérite des classiques fut de démontrer que la véritable richesse n'était pas constituée par la monnaie, contrairement à ce que croyaient les mercantilistes. Leur tort fut d'en déduire une théorie qui excluait le fait monétaire et qui s'interdisait alors de voir que la monnaie était réserve de valeur et surtout de comprendre les crises.

Plus largement, en neutralisant la monnaie, on lui donne un statut « naturel » et elle échappe à la volonté humaine et politique. L'économie politique classique ajoute donc un étage de plus à sa construction théorique qui ne voit que des mécanismes naturels : loi ricardienne des rendements décroissants, loi malthusienne de la population, loi d'airain des salaires, loi des débouchés. C'est le grand écart de la théorie classique : d'un côté, le naturalisme le plus complet ; de l'autre, une théorie de la valeur qui plonge au cœur des rapports sociaux. Comment concilier les deux ? Par un tour de passe-passe : la propriété privée, apanage des uns et pas des autres (qui n'auront alors que leurs bras), est naturelle !

Karl Polanyi (1866-1964) pointe la contradiction classique :

> « Dans le cas de Ricardo, la théorie contient par elle-même un élément qui en contrebalance le naturalisme rigide. Cet élément, qui imprègne tout son système et qui est fermement fondé dans sa théorie de la valeur, c'est le principe du travail. Il complète ce que Locke et Smith avaient commencé, l'humanisation de la valeur économique ; ce que les physiocrates ont attribué à la nature, Ricardo le réclame pour l'homme. Dans un théorème erroné, mais d'une immense portée, il investit le travail de la capacité unique de constituer la valeur, réduisant ainsi toutes les transactions concevables dans une société économique au principe de l'échange égal dans une société d'hommes libres.[24] »

À notre sens, l'erreur de Ricardo n'est pas son théorème de la valeur, c'est la contradiction entre son théorème social et le naturalisme du reste de son œuvre. Il reviendra à Marx de faire éclater cette contradiction et de réfuter les conceptions des lois économiques prétendument naturelles et universelles.

Bien que l'échange marchand soit conçu comme l'acte fondateur de la société, et bien que les échanges se déroulent en monnaie, celle-ci n'est pas vue comme une institution sociale, encore moins comme un enjeu entre les classes sociales. Paradoxe de plus car, pour Smith et Ricardo, la production est répartie entre les classes et le surproduit est approprié par les propriétaires du capital et de la terre.

Chez Say, il y a un recul théorique considérable, car non seulement il assimile richesse et valeur ainsi que valeur d'usage et valeur d'échange, mais l'activité économique ne se présente plus comme une succession de phases d'avances et de reprises mais comme une

---

[24] Polanyi K., *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983, p. 173.

simple procédure d'échanges de services productifs dont la rémunération est l'exacte contrepartie de l'apport productif.

Si la monnaie n'exerce pas d'influence sur les prix relatifs, elle peut influencer le niveau général des prix. D'où l'ébauche de la théorie quantitative de la monnaie à laquelle participent les classiques (après Bodin, Locke, Hume, Cantillon) et notamment Ricardo avec la thèse bullioniste (qui donnera naissance à la *currency school*) affirmant que l'émission excessive de monnaie-papier ou métallique inconvertible est à l'origine de l'inflation, de la dépréciation du change et de la flambée du prix de l'or, et qu'il convient donc de revenir à l'étalon métallique et de restreindre la circulation des billets. La monnaie est neutre à l'égard de la production et elle sera alors neutralisée à l'égard des prix. Et si elle est neutralisée à l'égard des prix, elle ne peut effectivement pas influencer la sphère réelle. La loi de Say et la théorie quantitative de la monnaie s'impliquent réciproquement. À défaut d'avoir raison, l'économie politique comporte une certaine cohérence : bien qu'adoptant des points de départ différents sur la théorie de la valeur, les théoriciens classiques arrivent tous à l'association entre la monnaie-voile, la loi des débouchés et la théorie quantitative de la monnaie.

Mais, victime de sa vision naturaliste de l'économie et de la société, la théorie classique connaîtra un destin partagé en deux :

- à la suite de Say, la conception de la monnaie voile triomphera dans la théorie néoclassique qui abandonne toute théorie de la valeur ;
- à la suite de Malthus et de Sismondi qui eurent l'intuition de la possibilité des crises parce que la monnaie dissocie pouvoir d'achat et vouloir d'achat, Marx réintroduit la monnaie comme instrument de pouvoir et d'accumulation et comme facteur de déclenchement des crises, à cause de la thésaurisation que Keynes systématisera avec la préférence pour la liquidité.

3) Les prétendues lois économiques

Du XVIIIe siècle au XIXe siècle s'élabore un corpus théorique qui accompagne l'éclosion et l'arrivée à maturité du capitalisme industriel, tandis qu'une part croissante de la population est prolétarisée.

Smith esquisse en 1776, mais avec modération, les grands traits de la figure que ses disciples transformeront en modèle universel de l'homme moderne façonné par et pour le capitalisme : l'*homo œconomicus*, qui recherche sa satisfaction maximale par une consommation toujours croissante de biens ou de services, que son activité lui procure ou lui permet d'obtenir en échange. Sa soif est inextinguible et est seulement bornée par son pouvoir d'achat. Sa force repose sur une rationalité sans faille et sur une autonomie totale. Cette robinsonnade tant moquée par Marx repose sur le postulat smithien selon lequel l'individu a une propension « naturelle » à l'échange. L'établissement de contrats marchands, grâce auxquels il trouve pleine satisfaction, est l'acte fondateur de la société. Celle-ci ne préexiste pas au commerce, elle en procède. Mieux encore, son harmonie naît de la généralisation de celui-ci, facilitée par la propriété privée et la libre concurrence agissant comme si une « main invisible[25] » d'essence quasi divine faisait se réaliser cette maxime de Montesquieu : « C'est presque une règle générale que, partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce ; et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces. [26] »

La contradiction dans laquelle est enfermé l'*homo œconomicus* est évidente : il est seul puisque n'existe aucune « cité » au sens grec, c'est-à-dire aucune communauté politique, et il doit échanger. La seule manière de le faire sortir de cette contradiction est de *naturaliser* sa

---

[25] Smith A., *La richesse des nations*, *op. cit.*, tome 2, p. 43.

[26] Montesquieu C. de S. de, *De l'esprit des lois*, 1758, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1951, tome 2, 4e partie, Livre XX, Chapitre premier, p. 585.

condition. Il est *naturellement* doté d'une propriété, il est *naturellement* porté à chercher son plaisir maximum, il est *naturellement* rationnel, il est *naturellement* disposé à échanger sur un marché qui se créera *naturellement* dès que le hasard fera se rencontrer *naturellement* le boucher et le boulanger de Smith[27]. Autrement dit, l'*homo œconomicus* est *naturellement un être social*, ce qui est une contradiction dans les termes puisqu'il serait social sans avoir besoin d'être socialisé.

Smith est trop fin philosophe pour ne pas voir la faille de ce raisonnement qui prétend fonder le bien-être général sur l'égoïsme calculateur de tout *homo œconomicus*. Il saute l'obstacle en attribuant à celui-ci une caractéristique plus positive : l'*homo œconomicus* a besoin de reconnaissance qu'il ne peut obtenir que des autres, et c'est de l'empathie générale que surgit l'harmonie de la société bien plus que de la recherche de l'intérêt égoïste. Malheureusement, les successeurs libéraux de Smith ne retiendront que ce dernier mobile, parce que le Smith des « sentiments moraux[28] » pouvait se révéler assez vite encombrant pour les tenants de l'ordre capitaliste.[29] Dès lors, le schéma de Smith, tronqué par ses successeurs, permettra plus tard d'exclure le politique, c'est-à-dire la délibération collective et donc la démocratie. Deux raisons poussent dans ce sens. D'une part, le marché où s'échangent les marchandises est considéré comme autosuffisant : ainsi, sont ignorées toutes les activités fondées sur la réciprocité comme le don ou sur la redistribution organisée par la collectivité. D'autre part, il est logiquement impossible de déduire une décision collective de la collecte des décisions individuelles, aussi rationnelles soient-elles[30]. Il ne reste plus qu'à instaurer une forme dictatoriale du pouvoir[31].

Tout est donc en place pour consacrer une « Sainte Trinité » de l'orthodoxie économique libérale : la croyance en la rationalité de l'*homo œconomicus*, la croyance en l'existence de lois économiques naturelles et la croyance au marché régulateur de la totalité sociale. Polanyi parlera à ce propos de « fiction » qui se conclut par l'inutilité du politique. La supercherie atteint son comble en tenant deux discours contradictoires, qui étaient pourtant absents chez Smith : d'un côté, l'État est inutile et, de l'autre, il est au service de tous, protecteur sous son aile des riches et des pauvres embarqués sur le même navire. La contradiction se résout *a minima* par un renoncement : ainsi, Lionel Jospin, confronté aux plans de licenciements capitalistes, avait-il déclaré que l'État ne pouvait tout faire, dissimulant derrière cet aveu d'impuissance un ralliement au précepte normatif libéral selon lequel l'État ne *devait* pas interférer dans la relation supposée d'égal à égal entre le salarié et son employeur. Ce n'est pas faute d'avertissements lancés par Smith : « Le gouvernement civil, en tant qu'il a pour objet la sûreté des propriétés, est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres, ou bien, ceux qui ont quelque propriété contre ceux qui n'en ont point. » Ainsi, les premiers peuvent « dormir avec tranquillité ».[32] Marx pourra alors

---

[27] Smith A., *La richesse des nations*, *op. cit.*, tome 1, p. 82.

[28] Avant sa célèbre *Richesse des nations*, Adam Smith avait publié en 1759 *Théorie des sentiments moraux*, Paris, Éd. Guillaumin, 1860, réimpr. Plan de La Tour, Éd. d'Aujourd'hui, 1982.

[29] Nous avons développé ce point dans Harribey J.-M., *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Le Passant ordinaire, 2002, 2e éd. 2004, chapitre 37, épuisé et accessible à http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/demence.pdf ; et dans Harribey J.-M., *Raconte-moi la crise*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2009.

[30] C'est le célèbre paradoxe de Condorcet. Si trois individus X, Y et Z doivent choisir entre trois possibilités A, B et C, et si X et Z préfèrent A à B, X et Y préfèrent B à C, A devrait donc être préféré à C, or Y et Z préfèrent C à A. La transitivité des préférences individuelles ne se retrouve pas à l'échelle collective.

[31] C'est ce que montre Arrow K.J., *Choix collectifs et préférences individuelles*, 1951, Paris, Calmann-Lévy, 1974.

[32] Smith A., *La richesse des nations*, *op. cit.*, tome 2, p. 337 et 332.

en déduire que les lois gouvernant l'organisation sociale ne sont jamais naturelles mais toujours le produit de rapports de force sociaux.[33]

La grandeur de l'économie politique est d'avoir saisi la portée des transformations introduites par le capitalisme naissant qui affichait une promesse d'abondance pour les temps à venir, effaçant la malédiction de l'homme chassé du paradis, dont les portes restent cependant ouvertes grâce à la Providence du marché. La faille de l'économie politique est de n'avoir pas poussé la logique du raisonnement jusqu'au bout : la réalité est là mais elle est, au moins pour une bonne partie, le résultat d'une construction sociale, et non pas le résultat mécanique des évolutions matérielles. À propos des économistes classiques, Jean-Marie Vincent notait :

> « Ce qui les intéresse fondamentalement, c'est d'arriver à comprendre les obstacles qui s'opposent au développement continu de la production, et non les rapports sociaux qui s'expriment et se renouvellent à travers la production. En raison de ces impensés, ils acceptent sans s'en rendre compte comme évidentes les cristallisations d'automatismes de représentations et de pensée dans les formes économiques, ce que Marx appelle les formes de pensée objectives (*objektive Gedankenformen*) ou encore les abstractions réelles (*Realabstraktionen*). Ils ne peuvent en conséquence pénétrer le capital et le travail comme hiéroglyphes sociaux, comme fantasmagorie socialement déterminée d'une relation purement instrumentale et technique à la production ; ils pensent en définitive à l'ombre du capital en succombant au fétichisme des formes économiques.[34] »

La conception de la richesse que laisse l'économie politique est doublement paradoxale. Elle affirme l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur d'échange, ou encore de la richesse à la valeur économique, et laisse ainsi la place à une richesse non monétaire et même à une richesse monétaire mais non marchande. Mais, et c'est le premier paradoxe, elle cantonne la richesse aux productions matérielles. Et elle pose, pour la première fois dans l'histoire de la pensée, la valeur en prise directe avec les rapports sociaux, à la fois sur le plan de la production de valeur (la division du travail chère à Smith) et sur le plan de la répartition de celle-ci entre les classes sociales (capitalistes, salariés et propriétaires fonciers). Mais, second paradoxe, elle aboutira à la rationalité individuelle de l'*homo œconomicus* qui nie l'existence préalable de la société.

Ces deux paradoxes seront fatals à la théorie classique de la valeur et à la distinction originelle valeur d'usage/valeur d'échange.

---

[33] Marx K., *Misère de la philosophie, Réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon*, 1847, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965.

[34] Vincent J.-M, « Critique de l'économisme et économisme chez Marx », *Carré rouge*, n° 39, décembre 2008, p. 21-28, ici p. 22, http://gesd.free.fr/jmv2001.pdf.

Chapitre 2

La critique et le dépassement de l'économie politique

> *« Sur le terrain de l'économie politique, la* libre et scientifique recherche *rencontre bien plus d'ennemis que dans ses autres champs d'exploration. La nature particulière du sujet qu'elle traite soulève contre elle et amène sur le champ de bataille les passions les plus vives, les plus mesquines et les plus haïssables du cœur humain, toutes les furies de l'intérêt privé. »*
> Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Préface de la première édition, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 550.

Alors qu'éclatent les révolutions de 1848, John Stuart Mill fait paraître ses *Principes d'économie politique* qui clôturent la période dite classique. Une nouvelle phase s'ouvre, faite de développement capitaliste industriel dans toute l'Europe occidentale, et rythmée de crises économiques répétées et de crises sociales concomitantes. L'économie politique, qui promettait la prospérité par la vertu de la « main invisible », se trouve prise en défaut. À ce moment, Karl Marx et Friedrich Engels proclament : « Un spectre hante l'Europe : c'est le spectre du communisme.[1] » Et Marx entreprend une visite de fond en comble de l'économie politique laissée par ses prédécesseurs pour en faire une critique radicale, en ce qu'elle est une vision propre à légitimer la domination de la classe bourgeoise sur la société.

Nous ne procéderons pas dans ce livre à un examen de la littérature inépuisable consacrée à la théorie de la valeur de Marx. Nous nous limiterons à indiquer les points qui nous seront nécessaires ultérieurement pour notre projet, celui d'intégrer dans la compréhension de la richesse et de la valeur les éléments susceptibles de prendre en compte l'imbrication des transformations sociales et écologiques à opérer pour dépasser le capitalisme et le productivisme qui lui est inhérent. Nous procèderons dans ce chapitre en trois étapes : la critique de l'économie politique de Marx, en quoi la valeur est-elle un rapport social et comment naît-elle du travail productif en vue de l'accumulation. Nous laisserons pour le chapitre suivant les débats que la loi de la valeur a ouverts.

1. La critique de l'économie politique

Le projet théorique par lequel débute *Le Capital* est de produire le modèle le plus abstrait et le plus pur du capitalisme. Il part du double caractère de la marchandise et de son fétichisme. En dévoilant le mécanisme de l'exploitation de la force de travail, la théorie de la valeur, bien au-delà d'une théorie explicative des prix, est une théorie des rapports sociaux capitalistes. Cela signifie que la critique marxienne de l'économie politique doit s'entendre comme une critique de la représentation du monde que se donne la classe dominante (ou que ses penseurs lui offrent) et comme une critique de ce monde lui-même.

[1] Marx K. et Engels F. *Manifeste du parti communiste*, 1848, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 161.

1) Le double caractère de la marchandise

Puisque « la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises », alors « l'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches.[2] »

La marchandise se présente, nous dit Marx, sous un double aspect : valeur d'usage et valeur d'échange[3]. Marx reprend les termes d'Aristote qu'il cite dès la première page du *Capital*. La valeur d'usage désigne la capacité d'une marchandise à satisfaire un besoin humain. « Les valeurs d'usage forment la *matière de la richesse*, quelle que soit la forme sociale de cette richesse.[4] » Mais, « dans la société que nous avons à examiner, elles sont en même temps les soutiens matériels de la valeur d'échange[5] », cette dernière étant le rapport quantitatif entre deux marchandises. Pour opérer ces distinctions, Marx utilise fréquemment le concept de *forme*, dont il donne la signification de manière diffuse. Le marxiste russe Isaak Illich Roubine (1886-1937) en a donné le sens suivant :

> « La nouvelle méthode sociologique introduite par Marx en économie politique distingue systématiquement entre forces productives et rapports de production, entre procès matériel de production et forme sociale de ce procès, entre procès de travail et procès de formation de la valeur. L'économie politique étudie l'activité de travail des hommes non du point de vue de ses méthodes techniques ou de ses instruments de travail, mais du point de vue de sa forme sociale. Elle traite des *rapports de production* qui s'établissent entre les hommes dans le procès de production. Mais, comme, dans la société marchande-capitaliste, les rapports de production dans lesquels entrent les hommes s'établissent par l'intermédiaire du mouvement des choses, ces rapports de production acquièrent un caractère matériel. Cette "réification" a lieu parce que l'objet par l'intermédiaire duquel les hommes entrent dans des rapports mutuels déterminés joue un *rôle social* particulier de lien entre les hommes – le rôle d'"intermédiaire" ou de "support" du rapport de production considéré. En plus de son existence matérielle ou technique de bien de consommation ou de moyen de production concret, l'objet semble acquérir un existence *sociale* ou *fonctionnelle*, c'est-à-dire une propriété sociale particulière qui exprime le rapport de production considéré et qui donne aux objets une forme sociale particulière.[6] »

Pourquoi Marx, afin de reprendre le problème de l'économie politique, pose-t-il le travail comme principe déterminant la « grandeur de valeur », en tant que substance commune à toutes les marchandises et pourquoi « met-il de côté[7] » l'utilité, qu'on pourrait également considérer comme un facteur commun aux marchandises ? Essentiellement parce que le travail est un acte social, effectué dans le cadre de rapports sociaux, alors que l'utilité renvoie à un usage individuel dans la consommation[8], bien que l'usage des choses soit largement influencé socialement. Arrive donc l'idée centrale : la valeur est un rapport social.

---

[2] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 561.
[3] On verra que, lorsque Marx introduit le travail abstrait, son expression va se modifier : les deux aspects seront la valeur d'usage et la valeur.
[4] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 563.
[5] *Ibid*, p. 563.
[6] Roubine I.I, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, 1928, Paris, Syllepse, 2009, p. 67. Le titre du chapitre 4 d'où est tirée cette citation est : « L'objet et sa fonction (ou forme) sociale ».
[7] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 565.
[8] Nous reprendrons et discuterons ce point dans la seconde partie de ce chapitre.

Marx se démarque subtilement de Smith et de Ricardo : les marchandises-valeurs d'usage sont des « porte-valeur[9] ». Les marchandises sont l'objet d'un échange qui donne au travail privé qui les a créées un caractère social validant. Le travail échangé abandonne ses caractéristiques concrètes (celles du paysan, du menuisier, de l'informaticien, etc.) pour devenir une fraction du travail de la société, abstraction faite de ses particularités, et être le dénominateur commun à toutes les marchandises. Marx appelle ce travail « travail indistinct » ou « travail abstrait » puisqu'il prend la forme *valeur* et, plus précisément, la forme *argent* ; réciproquement, le travail abstrait est la *substance* de la valeur. L'expression *valeur d'échange* désigne alors le rapport quantitatif dans lequel deux marchandises s'échangent, rapport qui représente une valeur relative : par exemple, une table contre deux chaises.

Le double caractère de la marchandise renvoie donc au double caractère du travail, entendu non comme deux types de travail mais comme les deux faces d'une même réalité. La face *travail concret* est celle qui produit une valeur d'usage particulière. La face *travail abstrait* est celle qui est réalisée par le processus *social* de production et qui est révélée et validée par l'échange marchand.

Par conséquent trois niveaux d'analyse se superposent : la *valeur d'usage* comme condition de la *valeur* en tant que fraction du travail social, laquelle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée.

Pourquoi le double caractère de la marchandise et du travail s'analyse-t-il selon les trois niveaux précédents ? Parce que, dans les sociétés marchandes dont le capitalisme est la forme la plus achevée, la valeur – en tant que fraction du travail social – s'exprime en monnaie et non pas sous le simple rapport d'échange relatif à deux (ou plus) marchandises. C'est ainsi que la monnaie représente la forme de la valeur qui s'est autonomisée des valeurs d'usage qui la portent sur le marché. Autrement dit, la monnaie est l'équivalent général accepté contre toutes les marchandises non pas tant parce qu'il simplifie les échanges que parce qu'il est la forme la plus capable de représenter le désir de posséder de la valeur. À notre sens, cela figure chez Marx comme une intuition très forte mais qui n'est pas sans ambiguïté. D'un côté, il fait de la monnaie la « mesure universelle des valeurs[10] » dont on pourrait penser qu'elle est *logiquement antérieure* à la généralisation des échanges ; de l'autre, il la fait dériver de la transformation d'une marchandise parmi d'autres en équivalent de toutes les autres :

> « Ce n'est pas la monnaie qui rend les marchandises commensurables : au contraire. C'est parce que les marchandises en tant que valeurs sont du travail matérialisé, et par suite commensurables entre elles, qu'elles peuvent mesurer toutes ensemble leurs valeurs dans une marchandise spéciale, et *transformer cette dernière en monnaie*, c'est-à-dire en faire leur mesure commune. Mais la mesure des valeurs par la monnaie est la forme que doit *nécessairement* revêtir leur mesure *immanente*, la *durée du travail*.[11] »

Marx réussit-il à donner la « genèse non pas historique mais logique de la monnaie[12] » comme le pense Alain Bihr dans un remarquable petit ouvrage de synthèse récent ? Selon nous, Marx, en dépit de sa volonté d'y parvenir, ne fournit pas toujours toutes les clés pour comprendre comment se rencontrent et s'imbriquent, voire se hiérarchisent, la substance de la valeur (le travail) et la genèse logique de la monnaie :

> « Chacun sait, lors même qu'il ne sait rien autre chose, que les marchandises possèdent une forme valeur particulière qui contraste de la manière la plus éclatante avec leurs formes naturelles diverses : la forme monnaie. Il s'agit maintenant de faire

[9] *Ibid*, p. 576 et 581.
[10] *Ibid*, p. 630.
[11] *Ibid*, p. 630, le premier souligné de cette citation est de nous.
[12] Bihr A., *La logique méconnue du « Capital »*, Lausanne, Page deux, 2010, p. 12.

> ce que l'économie bourgeoise n'a jamais essayé ; il s'agit de fournir la *genèse* de la forme monnaie, c'est-à-dire de développer l'expression de la valeur contenue dans le rapport de valeur des marchandises depuis son ébauche la plus simple et la moins apparente jusqu'à cette forme monnaie qui saute aux yeux de tout le monde. En même temps, sera résolue et disparaîtra l'énigme de la monnaie.[13] »

L'hésitation qui subsiste dans *Le Capital* devra être levée au moment où il faudra réfléchir à ce que sont et ce que seront la richesse et la valeur dans une phase de transition du capitalisme à une société post-capitaliste.[14]

2) Le fétichisme de la marchandise et de l'argent

Marx abandonne à tout instant un formalisme économiste qui consiste à voir dans l'échange de marchandises un simple rapport entre des choses matérielles, une simple valeur d'échange, et à oublier que, derrière, il y a des rapports entre des producteurs, c'est-à-dire des rapports sociaux, puisque la production est un acte social, un acte qui est même de plus en plus social au fur et à mesure que la division du travail s'approfondit. En introduisant une dimension philosophique dans son analyse, Marx entreprend la critique de la *réification* des rapports sociaux, c'est-à-dire de leur *chosification* :

> « Mais la forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à voir avec leur nature physique. C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles. Pour trouver une analogie à ce phénomène, il faut la chercher dans la région nuageuse du monde religieux. […] C'est ce qu'on peut nommer le fétichisme attaché aux produits du travail, dès qu'ils se présentent comme des marchandises, fétichisme inséparable de ce mode de production.[15] »

La valeur n'est donc pas une qualité inhérente, intrinsèque, aux produits, elle n'est même pas le résultat de travaux concrets. Elle est une réalité sociale, masquée par la forme matérielle, *objectivée*, des marchandises qui sont la forme que revêtent les produits du travail.[16] Et ce fétichisme de la marchandise culmine dans le fétichisme de l'argent. Puisque la monnaie, dès l'instant où elle a, entre les mains du capitaliste, vocation à être de l'argent-capital à valoriser, devient la fin et le moyen de l'activité, elle représente l'expression abstraite la plus aboutie de la valeur et, on le verra, de la richesse, censée être réductible à la première. Le fantasme du capitalisme est de vouloir, tel le roi Midas, transformer tout ce qu'il touche en or. Étendre indéfiniment la sphère de la marchandise est donc la manifestation du mythe selon lequel l'argent serait capable de représenter le désir extrême de richesse et de pouvoir : vouloir tout posséder et tout régenter. Et Étienne Balibar apporte la précision suivante :

> « La présence de l'argent en face des marchandises, comme condition de leur circulation, ajoute un élément au fétichisme, et permet de comprendre l'usage de ce terme. Si les marchandises (nourritures, vêtements, machines, matières premières, objets de luxe, biens culturels, voire corps des prostitué(e)s, bref tout le monde des objets humains produits ou consommés) semblent *avoir* une valeur d'échange, l'argent de son côté semble *être* la valeur d'échange elle-même, et du même coup

---

[13] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 576-577.

[14] Nous reviendrons ultérieurement dans ce livre sur ces questions, en y intégrant les développements théoriques récents sur la monnaie.

[15] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 606.

[16] Dans le chapitre 9, où nous traiterons du travail productif dans les services non marchands, nous verrons qu'une erreur similaire à celle que Marx dénonce à propos des marchandises est fréquemment reproduite au sujet des services non marchands, qui consiste à ne pas voir que, derrière la production non marchande, il y a la validation sociale d'une valeur, établissant l'émergence d'un autre type de rapport social.

posséder intrinsèquement le pouvoir de communiquer aux marchandises qui "entrent en rapport avec lui" cette vertu ou puissance qui le caractérise. C'est pourquoi il est recherché pour lui-même, thésaurisé, considéré comme objet d'un besoin universel qui s'accompagne de crainte et de respect, de désir et de dégoût (*auri sacra fames* : "la soif maudite de l'or", disait le poète latin Virgile dans un vers célèbre que cite Marx, et l'Apocalypse identifie clairement l'argent à Bête, c'est-à-dire au diable).[17] »

2. La valeur et les rapports sociaux

La théorie de l'exploitation est trop connue pour que nous nous y attardions longuement. Le capitaliste loue la force de travail du prolétaire salarié qui crée plus de valeur qu'elle ne coûte. La différence est la *plus-value* ou *survaleur*[18] qui vient ainsi grossir le capital engagé, à condition que le capitaliste réussisse à vendre la marchandise, transforme le surplus[19] représenté par la plus-value en profit monétaire, et valide alors la fraction du travail social reconnue dans la marchandise en question. Le capitaliste avance donc du capital pour se procurer des moyens de production (le capital dit *constant* par Marx car il ne fait que transmettre sa propre valeur) et de la force de travail (le capital *variable* car il est à la source de la plus-value créée par la force de travail) qui se trouvera ainsi valorisé, accru, une fois la marchandise vendue.

1) Le capital est un rapport social

Le surplus social est donc la contrepartie physique d'un travail non payé, le surtravail qui dépasse le temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail. Ces catégories de surplus et de surtravail peuvent être appliquées à toute société où les travailleurs-producteurs sont exploités par leurs maîtres (esclavage), leurs seigneurs (servage) ou leurs employeurs (capitalisme privé ou d'État). Il s'ensuit que Marx définit le capital d'une part comme une valeur en auto-accroissement et d'autre part comme un rapport social. Le lien entre ces deux manières de définir le capital est donné par le fait que le capital ne peut se

---

[17] Balibar É., *La philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, Repères, 1993, p. 58-59.

[18] Dans leur somme magistrale, Pierre Dardot et Christian Laval, *Marx, prénom : Karl*, Paris, Gallimard, 2012, notamment p. 57-78, critiquent l'usage de ces deux termes et leur préfèrent celui de *plus-de-valeur* pour traduire les termes anglais *surplus value* ou *additionnal value*. Nous ne sommes pas convaincu que cette substitution soit décisive. En revanche, très intéressante est la démonstration que ces deux auteurs apportent, d'une part, du fait que Marx a trouvé le concept d'*aditionnal value ou de surplus value* chez William Thompson (1775-1833), *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth Most Conducive to Human Happiness ; Applied to the Newly Proposed System of Voluntary Equality of Wealth*, Longman, Hurst, Rees, Orme, Brown and Green, London, 1824, qu'ils qualifient de « Lavoisier de l'économie politique » (p. 66-78), et, d'autre part, que Marx a puisé chez les saint-simoniens le concept d'exploitation. On pourrait ajouter que Smith, toujours aussi clairvoyant, avait lui aussi anticipé le concept d'exploitation quand il écrivait (*La Richesse des nations*, *op. cit.*, tome 1, p. 417) : « Le travail d'un ouvrier de manufacture, ajoute, en général, à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier, la valeur de sa subsistance et du profit de son maître. »

[19] Pendant tout le temps de maturation de l'économie politique, notamment au XVIIIe siècle, le terme de surplus (ou surproduit) social est tenu pour équivalent du produit net, conformément à la croyance des physiocrates. Ce n'est que plus tard que la distinction entre produit net (correspondant à la notion moderne de valeur ajoutée nette en comptabilité nationale) et surplus fut établie. Dans le Livre III du *Capital*, 1894, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 1446 et suiv., Marx fait une double distinction entre produit brut et produit net et entre revenu brut et revenu net, dont il résulte la double non-correspondance entre produit brut et revenu brut et entre produit net et revenu net, puisque, conformément à l'usage classique, le revenu brut comprend les salaires et la plus-value et le revenu net (sous-entendu pour le capital) correspond à la plus-value. Pour plus de commodité, nous nous référons à la conception actuelle qui fait correspondre produit net (brut), revenu net (brut) et valeur ajoutee nette (brute).

valoriser que dans le cadre de la mise au travail de la main-d'œuvre qu'il emploie. Ainsi le taux d'exploitation de la force de travail se mesure par le *taux de plus-value* qui est le rapport de la masse de plus-value dégagée au capital variable payant les salaires. D'où une première formulation de la valeur de la marchandise se décomposant en capital constant (C), capital variable (V) et plus-value ou survaleur (S) : $C + V + S$.

De la réussite à prélever la plus-value dépendra la dynamique d'accumulation du capital. Marx distingue trois cas de figure. Le premier est celui où le capital réussit à augmenter de manière absolue la plus-value. Marx appelle « plus-value absolue » la plus-value supplémentaire que le capital obtient en faisant travailler plus longtemps les prolétaires pour un même salaire ou pour un salaire qui augmente moins que la durée du travail. Il considère également que l'augmentation de l'intensité du travail dans une même durée et pour un même salaire rapporte une plus-value absolue. Cependant cette dernière caractérisation peut être contestée (voir l'encadré « Intensité du travail et productivité du travail »).

Le deuxième cas de figure est celui où le capital réussit à augmenter la plus-value relativement à valeur de la force de travail. Marx appelle « plus-value relative » la plus-value supplémentaire obtenue en diminuant la valeur des biens consommés par les travailleurs grâce à l'augmentation de la productivité du travail dans les secteurs qui fabriquent les biens que ceux-ci consomment.

Le troisième cas de figure représente de la « plus-value extra » lorsqu'un capitaliste ou un secteur capitaliste réussissent, en raison d'une situation de monopole ou d'un progrès de productivité non encore imité ailleurs, à vendre leurs marchandises à un prix supérieur à celui déterminé par les conditions moyennes de production auxquelles sont encore pendant un temps au moins contraints les concurrents. Ce troisième cas envisagé de surprofit par rapport à la moyenne correspond au profit que Joseph A. Schumpeter (1883-1950) désignera comme résultant de l'innovation.

Intensité du travail et productivité du travail

Marx n'a pas toujours établi de distinction claire entre productivité et intensité du travail. Ainsi, il écrit : « Si sa productivité augmente, le travail rend dans le même temps plus de produits, mais non plus de valeur. Si son intensité croît, il rend dans le même temps plus de produits, mais aussi plus de valeur, parce que l'excédent de produits provient alors d'un excédent de travail.[20] » Cette affirmation est source de confusions.

En effet, la productivité augmente soit par intensification du travail, soit par amélioration de l'équipement, cette dernière éventuellement couplée avec l'amélioration de la formation des travailleurs. Il n'y a pas lieu non plus de réserver la notion de productivité du travail au cas où l'augmentation de la production par unité de travail se réalise à la suite d'une amélioration des équipements, et la notion d'intensification au cas où l'augmentation de la production par tête se fait à équipement constant.

Soit P la production à la date 1 et T la quantité globale d'heures de travail utilisées à la date 1. Si, à la date 2, l'intensité du travail augmente d'un taux t, alors que la quantité d'heures reste égale à T, nous avons :

- productivité horaire à la date 1 = $\frac{P}{T}$

[20] Marx K., *Le Capital,* Livre I, op. cit., p. 1017. On trouve dans d'autres passages les mêmes ambiguïtés : p. 572 et 749-750. De même, dans *Critique de l'économie politique*, 1859, dans *Œuvres*, *op. cit.*, tome I, p. 282 ; ainsi que dans *Critique du Programme du Parti ouvrier allemand*, 1875, dans *Œuvres*, *op. cit.*, tome I, p. 1419-1420. Dans ses notes, Maximilien Rubel signale combien les textes de Marx sont hésitants sur cette question et que celui-ci n'a jamais rédigé quelque chose de définitif, *op. cit.*, p. 1636, 1650-1651.

- valeur unitaire à la date 1 = $\frac{T}{P}$

- productivité horaire à la date 2 = $\frac{P(1+t)}{T}$

elle a donc été multipliée par 1 + t ;

- valeur unitaire à la date 2 = $\frac{T}{P(1+t)}$

elle a donc été divisée par 1 + t.

Si nous affections à la durée du travail le coefficient 1 + t comme nous le faisons pour la production, on ne constaterait aucune évolution de la productivité qui ne serait pas multipliée ; pire, la notion de productivité perdrait toute signification.

De même, si nous affections à la durée du travail un coefficient (appelons-le : 1 + m) chargé d'établir la multiplication du travail complexe par rapport au travail simple à la suite par exemple d'une élévation de la qualification des travailleurs, alors la valeur unitaire ne serait pas divisée par 1 + t mais multipliée par le rapport (1+m) / (1+t).

Nous pensons que le texte suivant de Marx est beaucoup plus cohérent : « Une quantité plus considérable de valeurs d'usage forme évidemment une plus grande *richesse matérielle* ; avec deux habits, on peut habiller deux hommes, avec un habit, on ne peut en habiller qu'un seul, et ainsi de suite. Cependant à une masse croissante de la richesse matérielle peut correspondre un décroissement simultané de sa valeur. Ce mouvement contradictoire provient du *double caractère du travail.* L'efficacité, dans un temps donné, d'un travail utile dépend de sa force productive. Le travail utile devient donc une source plus ou moins abondante de produits en raison directe de l'accroissement ou de la diminution de sa force productive. Par contre, une variation de cette dernière force n'atteint jamais directement le travail représenté dans la valeur. Comme la force productive appartient au travail concret et utile, elle ne saurait plus toucher le travail dès qu'on fait abstraction de sa forme utile. Quelles que soient les variations de sa force productive, le même travail fonctionnant durant le même temps, se fixe toujours dans la même valeur.[21] »

2) Le statut de la force de travail

La force de travail est-elle une marchandise ? La question peut surprendre car on a l'habitude de lire dans Marx ou sur Marx que la force de travail est devenue avec le capitalisme une marchandise comme les autres, et qu'elle est vendue par le salarié au capitaliste. Pourtant, il y a dans l'œuvre de Marx matière à interrogation. Si l'on met de côté le cas des petits producteurs indépendants qui utilisent leur force de travail pour leur propre compte, la force de travail salariée est-elle vraiment une marchandise comme toutes les autres ?

On pourrait répondre positivement sans hésitation à cette question si la force de travail était produite. Parce qu'en effet il ne suffit pas qu'une chose soit vendue pour qu'elle soit une marchandise. Il faut qu'elle ait été produite avant d'être vendue. Par exemple, la Joconde de Léonard de Vinci peut être vendue à un certain prix, elle n'est pas pour autant une marchandise produite et reproductible en série dont le travail de fabrication constituerait le fondement de sa valeur. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Ricardo avait commencé par définir ce qu'était une marchandise avant d'en étudier la valeur, et avait donc exclu de sa

[21] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 574.

définition les objets uniques et les œuvres d'art. Marx lui reste fidèle sur ce point. Mais qu'en est-il de la force de travail et du salaire ?

Marx a renouvelé l'analyse du salaire de l'économie politique classique, mais tout en restant partiellement prisonnier de celle-ci. La position ambiguë adoptée par Marx est reflétée par la multiplicité du vocabulaire : valeur de la force de travail, prix de la force de travail, salaire réel, salaire monétaire. Alternativement, Marx utilise l'une ou l'autre de ces notions ou y fait référence. Les marxistes ultérieurs ont perpétué l'ambiguïté pour n'avoir pas su démêler l'écheveau du statut de la force de travail et de la détermination du salaire.

Or, s'agissant de la force de travail, si l'on peut en première approximation dire qu'elle est vendue[22], il est beaucoup plus difficile de démontrer qu'elle est produite en série selon des normes standards, *capitalistement*. En effet, les biens consommés par le salarié sont, lors de leur fabrication, l'occasion d'une production de plus-value, ils contiennent donc une plus-value, mais lorsqu'ils sont utilisés comme matière première pour « produire » la force de travail, il n'y a aucun travail générateur de plus-value. Ces matières premières transmettent leur propre valeur sans création de surplus nouveau. Autrement dit, la « production » de la force de travail n'est pas une vraie production au sens capitaliste : il n'y a pas de valeur ajoutée et de ce fait, la « valeur » de la force de travail ne peut être transformée en prix de production.[23] Pour cette raison, certains auteurs ont proposé de considérer la force de travail comme une sorte de ressource naturelle qui aurait un prix mais pas une valeur dans le sens de réductible à une quantité de travail incorporé.[24]

On parle certes de reproduction de la force de travail. Comment pourrait-elle être reproduite si elle n'est pas produite ? Sans trancher prématurément entre les deux conceptions, considérons qu'elles ont pour conséquence d'aboutir à des explications du salaire différentes.

La conception du salaire dont Marx hérite de la part des classiques est celle considérant que le salaire est déterminé par la quantité de marchandises dont le salarié a besoin pour se maintenir en vie et se... reproduire. Sans doute ce dernier verbe doit s'entendre à la fois au sens biologique et au sens économique. C'est cette conception que systématisera Ferdinand Lassalle (1825-1864) dans sa célèbre loi d'airain des salaires selon laquelle le salaire est toujours ramené au niveau du minimum de subsistance à cause de l'augmentation de la population qu'entraînerait toute hausse du salaire.

Cette conception du salaire comme valeur du panier de marchandises est totalement cohérente avec l'idée que la force de travail est une marchandise dont la valeur est, comme celle de toutes les autres, déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa propre production. Le fait d'y introduire comme Marx un élément historique en considérant que le panier minimum évolue dans le temps avec l'augmentation de la productivité et du niveau de vie moyen ne change pas la nature de ce salaire.

Très souvent, dans beaucoup de textes, Marx adopte cette conception[25]. Mais il fait appel aussi fréquemment[26] à une conception dont on pourrait croire qu'elle s'harmonise avec la précédente et la complète mais dont on va voir qu'elle lui est assez contradictoire.

Marx considère en effet que, compte tenu d'un état donné du développement définissant la norme moyenne de subsistance, le salaire est le résultat d'un rapport de forces entre capitalistes et salariés. Par conséquent, on pourrait dire : le panier de marchandises définit un seuil par rapport auquel se fixe définitivement le salaire en fonction du résultat de la lutte des

---

[22] Encore que certains fassent remarquer à juste titre qu'il conviendrait de dire « louée ». Voir Gouverneur J. *Manuel de théorie économique marxiste*, Bruxelles, De Boeck-Université, 1987, p. 17.

[23] Emmanuel A., *La dynamique des inégalités*, Paris, Anthropos, 1985, p. 136.

[24] De Vroey M., « La théorie du salaire de Marx : une critique hétérodoxe », *Revue économique*, vol. 36, n°3, mai 1985, p. 451-480 ; Gouverneur J., *Manuel d'économie politique marxiste*, *op. cit.*

[25] Marx K., chapitres VI à IX du *Capital,* Livre I, *op. cit*.

[26] Marx K., chapitre XXVII du *Capital,* Livre III, 1894, dans *Œuvres*, *op. cit.*, notamment p. 1466 et 1469.

classes à un moment donné. Mais alors, comment peut-on prétendre que le salaire dépend tendanciellement de la quantité de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail (celui que Marx appelle travail nécessaire, sous-entendu nécessaire à la production des biens de subsistance) et en même temps que la longueur de la journée du travail dépend de la lutte sociale, sachant que la longueur de la journée influe sur le partage de celle-ci entre temps nécessaire au salarié et surtravail ?[27]

La première conception est typiquement une conception du salaire réel alors que la seconde est une conception du salaire monétaire puisque les salariés ne luttent jamais pour obtenir tel ou tel panier de marchandises mais pour tel ou tel salaire monétaire (de leur côté, les capitalistes n'achètent pas les biens de consommation nécessaires aux travailleurs). Alors, on pourrait objecter qu'il s'agit d'une querelle byzantine puisque le salaire réel est égal au rapport du salaire monétaire et des prix des marchandises achetées pour être consommées. Mais l'objet de la discussion porte sur le sens de la détermination. Est-ce que c'est la valeur des biens de consommation et leur quantité qui déterminent le salaire monétaire comme le sous-entend la conception du salaire panier, ou bien est-ce le niveau du salaire monétaire qui détermine la quantité de biens qu'il permet d'acheter ? Dans un cas, c'est la valeur de la force de travail qui détermine, via le prix des biens de consommation, le salaire. Dans l'autre, c'est le salaire monétaire qui détermine, via le taux de profit et les prix de production, le prix de la force de travail.[28]

Dans le premier cas, on part de l'idée que la force de travail est une marchandise comme les autres, qui a une valeur déterminée comme celle des autres, et on arrive à une conception du salaire réel tout à fait classique et en partie marxienne.

Dans le second, on part de l'idée que la force de travail n'est pas une marchandise ou tout au moins que ce n'est pas une marchandise comme les autres, qui n'a pas sa valeur déterminée *a priori* par une quantité de travail incorporé, mais qui a un prix qui résulte d'un rapport de forces pour le partage du revenu national, le salaire étant une variable de répartition, et on aboutit à une conception marxienne, non pure car hésitante, et keynéso-kaleckienne et polanyienne.[29]

Cette discussion sur la notion de salaire a au moins trois conséquences théoriques :

- Faut-il considérer les salaires plus élevés des travailleurs qualifiés comme la conséquence du coût de leur formation ou faut-il les considérer comme celle de leur position de force meilleure face au patronat ?[30]

- Faut-il considérer le salaire monétaire comme une variable endogène ou exogène ? C'est-à-dire comme une variable expliquée par les conditions économiques, les structures

---

[27] « La création d'une journée de travail normale est par conséquent le résultat d'une guerre civile longue, opiniâtre et plus ou moins dissimulée entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. » (Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 833 ; voir aussi p. 807).

[28] Dans plusieurs de ses travaux Michel Husson récuse cette opposition entre salaire-panier et salaire-lutte de classes. Son argument est que cette opposition relève d'une analyse statique et disparaît lorsqu'on se situe dans une perspective de dynamique du capital. Certes, et comme nous l'avons dit, sur le long terme, le panier évolue avec la productivité et les luttes sociales. Mais la perspective dynamique n'élimine pas la question du sens de la détermination : la valeur des biens de consommation composant le panier détermine le salaire monétaire qui les achètera ou bien le salaire monétaire détermine la quantité de biens pouvant être achetés ?

[29] La conception du travail ou de la force de travail a aussi des répercussions sur celle du « marché » du travail. Il n'est pas étonnant que les classiques considèrent qu'il existe un marché du travail et que Marx, en partie, et Keynes, totalement, considèrent qu'il n'y a pas de marché du travail à proprement parler. On pourrait ajouter que Polanyi, *La grande transformation*, *op. cit.*, chapitre 6, essentiellement p. 106-108, disait que le fait de considérer le travail comme une marchandise était une fiction qui avait permis d'organiser le marché du même nom.

[30] Nous laissons ici de côté cette première conséquence que nous traiterons dans le chapitre 9.

productives, ou comme une variable largement extérieure à celles-ci, mais beaucoup plus sociale et institutionnelle ? C'est plutôt cette seconde hypothèse qui est aujourd'hui retenue.

- Enfin, le choix de l'une ou l'autre conception du salaire peut modifier la façon dont on aborde le problème de la transformation des valeurs en prix de production, que nous examinerons dans le chapitre 3.

3. Le travail productif et l'accumulation du capital

Auparavant, il nous faut examiner le concept de travail productif de valeur, cette valeur promise pour assurer l'accumulation du capital. Cet examen est nécessaire pour se détacher de certaines interprétations contestables de l'économie politique et de quelques ambiguïtés véhiculées par le marxisme, laissées peut-être par Marx lui-même.

1) Retour sur le travail productif

Il faut entendre le concept de travail productif en relation avec les rapports sociaux. Il renvoie à la distinction établie par Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste. Cela permet de reconsidérer la façon dont certains courants de la pensée économique ont perpétué une certaine tradition issue de Smith au sujet de la production matérielle et de la production immatérielle.

L'économie capitaliste se présente comme un ensemble complexe (voir le schéma « Typologie de la richesse sociale ») où domine la production de marchandises possédant un double caractère (valeur d'usage et valeur d'échange, comme nous l'avons vu plus haut, distinction qui doit être reliée au double caractère du travail, concret et abstrait), mais où subsistent des formes de production non capitalistes, voire non monétaires. Toute production est au moins une production de valeurs d'usage constituant une richesse. La plupart de celles-ci prennent la forme monétaire. D'autres ne la prennent pas, par exemple les productions domestiques faites par soi et pour soi, ou celles qui résultent d'activités associatives réalisées dans le cadre du bénévolat ; on peut même faire mention des valeurs d'usage immatérielles, telles que le lien social et la solidarité, qui découlent souvent des précédentes mais qui sont hors du champ de la comptabilité économique. L'ensemble de ces valeurs d'usage, quelle que soit leur forme, constitue les richesses de la société à un moment donné ; nous appellerons cet ensemble la richesse sociale.

Parmi les valeurs monétaires, les unes sont des valeurs d'échange marchandes, ce sont les marchandises ; les autres représentent des valeurs monétaires non marchandes, telles que les services non marchands produits par les administrations. Enfin, parmi les valeurs d'échange, la plupart correspondent à une production capitaliste de plus-value par le travail salarié, tandis qu'une minorité est le résultat du travail indépendant ne produisant pas de plus-value appropriée par un capitaliste.

Au sein de l'économie capitaliste, seule la production de valeurs d'échange marchandes par le travail salarié aboutit à une production de plus-value permettant d'accumuler privativement du capital, si l'on fait abstraction de la petite accumulation que peut réaliser le travail indépendant. C'est en ce sens qu'il faut entendre la définition du travail productif par Marx : dans le mode production capitaliste pur, seul le travail salarié est productif de valeur venant grossir le capital, c'est-à-dire, en un mot, seul ce travail est productif de capital. « N'est productif que le travail qui produit du capital » en déduit Marx[31]. On aurait tort de prendre cette définition du *travail productif de capital* pour une définition du *travail productif*

[31] Marx K., *Principes d'une critique de l'économie politique*, 1857-1858, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 242.

en soi, indépendamment des rapports sociaux dans lesquels il s'effectue. Marx lui-même nous avertit du problème :

> « L'esprit borné du bourgeois confère un caractère absolu à la forme capitaliste de la production et la considère comme son unique forme naturelle. Il confond donc volontiers la question du travail productif et du travailleur productif, telle qu'elle se pose du point de vue du capital, avec la question du travail productif en général.[32] »

Encore faut-il ajouter que le concept s'inscrit dans une vision collective du procès de travail :

> « À partir du moment, cependant, où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou de loin, ou même pas du tout, les déterminations de *travail productif*, de *travailleur productif*, s'élargissent nécessairement. Pour être productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre ; il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque. La détermination primitive du travail collectif, née de la nature même de la production matérielle, reste toujours vraie par rapport au travailleur collectif, considéré comme une seule personne, mais elle ne s'applique plus à chacun de ses membres pris à part. [33] »

On peut exprimer le procès de travail en général par les trois premières propositions logiques suivantes[34] :

1) travail productif ⇒ valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage non produites par l'homme) ;
2) valeur d'échange ⇒ valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage sans valeur d'échange)[35] ;
3) valeur d'échange ⇒ travail productif (car il existe du travail productif qui ne produit pas de valeur d'échange) ;
4) les trois propositions précédentes peuvent être rassemblées : valeur d'échange ⇒ travail productif ⇒ valeur d'usage.

En revanche, le procès de travail capitaliste pur modifie les relations précédentes :

5) travail productif (de capital) ⇒ valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage sans qu'elles ne proviennent d'un travail productif de capital) ;
6) travail productif (de capital) ⇔ plus-value ⇒ valeur d'échange (car, d'une part, il y a travail productif de capital si et seulement s'il y a production de plus-value, et, d'autre part, la plus-value suppose un cadre marchand sans que la réciproque ne soit vraie)[36] ;

---

[32] Marx K., *Matériaux pour l'économie (Théories sur la plus-value)*, 1861-1865, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 388.

[33] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 1001-1002.

[34] On rappelle que l'expression à droite du signe ⇒ est la condition nécessaire mais non suffisante de celle qui est à gauche.

[35] L'économiste russe Roubine formule cette implication logique de la manière suivante : « la valeur d'usage est le présupposé de la valeur d'échange et non sa source », dans *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, *op. cit.*, p. 78.

[36] Michel Herland, « À propos de la définition du travail productif, Une incursion chez les grands anciens », *Revue économique*, Vol. XXVIII, n° 1, janvier, p. 109-133, estime que Marx a tort de laisser entendre que « la création de valeur d'échange [est] une condition nécessaire et *suffisante* pour rendre un travail productif » [p. 126]. Marx a raison si l'on raisonne sur le travail productif de capital ; et il aurait tort si l'on parlait de travail productif en général car, en effet, il existe des cas de production de valeur d'échange sans plus-value extraite de force de travail salariée, comme la production marchande des travailleurs indépendants.

7) les propositions 5 et 6 peuvent être rassemblées : travail productif (de capital) ⇔ plus-value ⇒ valeur d'échange ⇒ valeur d'usage.[37]

Il faut noter que, selon Marx, tout le travail s'échangeant contre du capital n'est pas productif de capital : seul le travail s'échangeant contre du capital investi dans la sphère de la production est productif de valeur pour celui-ci ; le travail s'échangeant contre du capital de la sphère de circulation ne l'étant pas[38]. Nous verrons comment la production de valeurs d'usage dans le cadre des services non marchands vient complexifier la dichotomie établie par Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste : notre hypothèse est que le caractère non marchand de ces services les placerait dans le champ du procès de travail en général producteur de valeurs d'usage sans valeur marchande, mais le statut salarial de la force de travail qui y est utilisée le rapprocherait de celui en vigueur au sein du procès de travail capitaliste, d'où une forme hybride que nous examinerons plus loin.

Il convient à notre sens de s'écarter de la position définie par Smith[39] et que Marx a semble-t-il reprise parce que, à l'époque, la production de services collectifs était quasi inexistante[40] et que les services fournis aux classes dominantes par les domestiques qu'elles s'attachaient n'engendraient évidemment aucun capital nouveau. Bien entendu, la rémunération de la domesticité est une dépense d'une partie du revenu (un « prélèvement ») de la classe dominante. Mais l'erreur serait de déduire du raisonnement de Smith qu'il s'agit d'un prélèvement stérile de quoi que ce soit. C'est un prélèvement stérile pour le capital puisqu'il aurait mieux valu pour celui-ci embaucher un salarié de plus dans l'industrie capitaliste pour produire des marchandises vendables sur le marché plutôt que de payer des domestiques à faire le ménage. Mais, d'une part, il n'est pas stérile de valeurs d'usage (les services produits par la domesticité), et, d'autre part, il donne lieu à un revenu supplémentaire reçu par la domesticité.

Dans les *Grundrisse*, Marx reprend l'exemple de Senior[41] à propos du fabricant de pianos et du pianiste : « Le fabricant de pianos reproduit du capital ; le pianiste ne fait qu'échanger son travail contre un revenu.[42] » Telle quelle, la réponse de Marx n'est pas suffisante et dans d'autres passages, il l'affinera. Nous considérons que quatre cas de figure au sujet du pianiste de Senior sont à envisager, qui correspondent à quatre modes de production abstraits différents.

---

[37] Rappelons que pour Say et plus tard les néoclassiques, valeur d'échange ⇔ valeur d'usage (soit une identité entre les deux concepts), alors que d'Aristote à Marx en passant par Smith et Ricardo, valeur d'échange ⇒ valeur d'usage.

[38] Nous reviendrons sur ce point plus loin, notamment dans le chapitre 9.

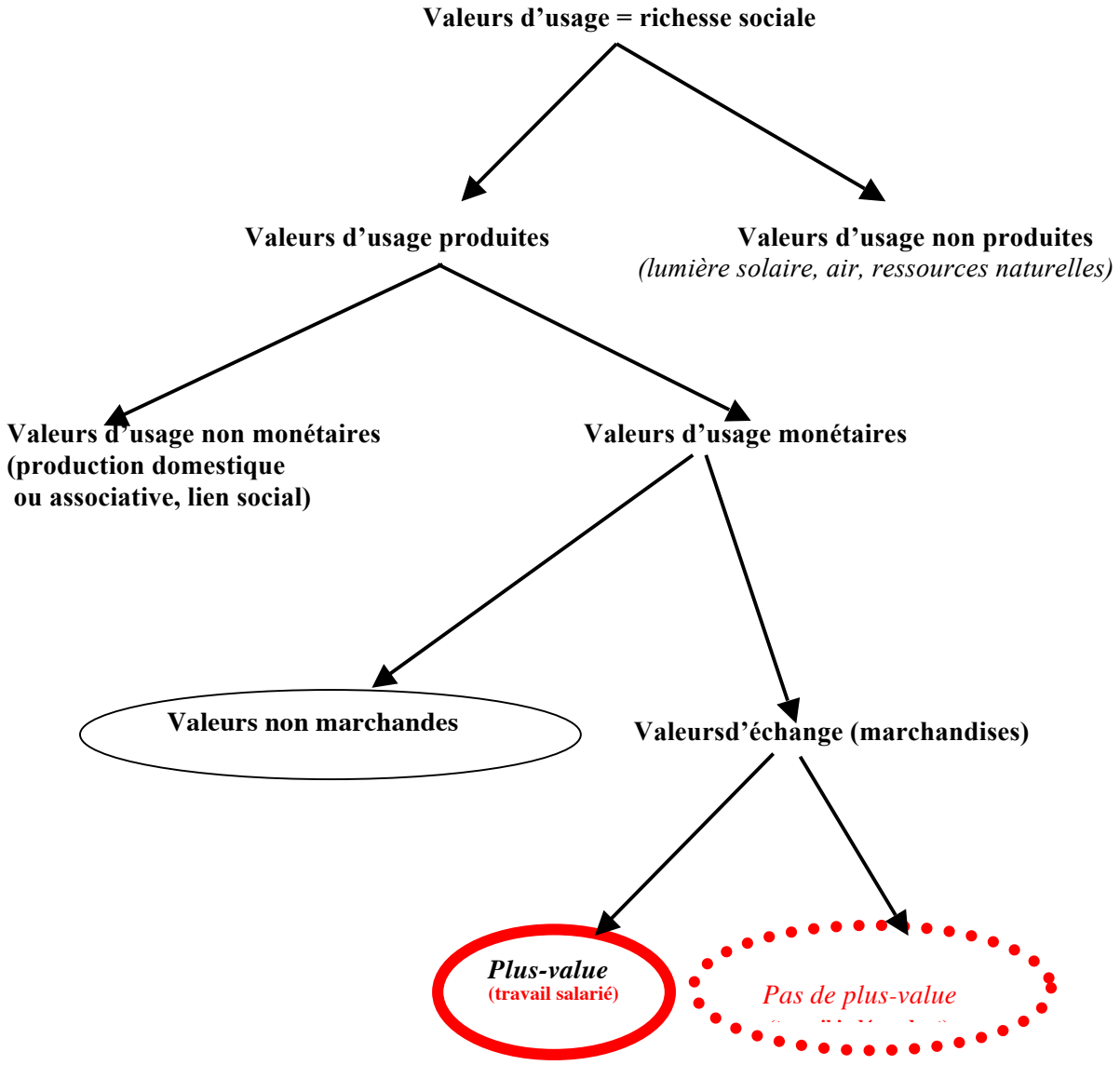
[39] Smith A., *La Richesse des nations*, *op. cit.*, tome 1, p. 417 et suiv.

[40] Marx écrit : « Certains travaux susceptibles d'être consommés uniquement comme services ne peuvent constituer des produits à part, transformables en marchandises autonomes ; toutefois, ils peuvent être exploités directement de manière capitaliste. *Mais, comparés à la masse de la production capitaliste, ces travaux sont quantitativement peu importants.* » (*Matériaux pour l'économie*, *op. cit.*, p. 393-394, souligné par nous).

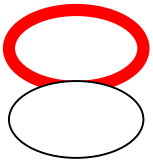
[41] Nassau William Senior (1790-1864) était un économiste anglais proche des premiers classiques.

[42] Marx K., *Principes d'une critique de l'économie politique*, *op. cit*, p. 242.

Typologie de la richesse sociale



Légende



Travail productif de capital avec ou sans plus-value

Travail productif de valeurs d'usage monétaires sans valeur marchande

Premièrement, le musicien vient faire son récital devant son mécène et reçoit ensuite son obole des mains généreuses de son Altesse (tel fut le sort de Mozart à la cour de Vienne et de tant d'autres). C'est de ce cas dont parle Marx dans la citation ci-dessus et il le fait de manière correcte (à ceci près, comme nous le verrons plus tard, que le revenu est engendré), mais ce cas ne reflète pas le mode de production capitaliste.

Deuxièmement, le musicien est un artisan qui vend son produit à sa valeur reconnue par le marché, laquelle excède la valeur de sa seule force de travail et qui lui permet d'accumuler à petite échelle du capital (c'est ce point qui sépare l'artiste artisan de l'artiste mozartien).

Troisièmement, le musicien est employé comme professeur dans une école de musique privée appartenant à un capitaliste cherchant la rentabilité de son capital : le musicien est productif de capital. C'est, sans conteste, également le point de vue de Marx.

Le problème théorique naît avec le quatrième cas de figure possible : le musicien est employé par l'État ou une collectivité quelconque qui ont décidé que tous les enfants devaient apprendre la musique en même temps que le calcul. Faut-il ranger ce musicien dans la même catégorie que Mozart ? Marx ne répond pas à cette question, mais établit pourtant implicitement la même typologie que celle que nous proposons :

> « Une chanteuse qui chante comme un oiseau est un travailleur improductif. Lorsqu'elle vend son chant, elle est salariée ou marchande. Mais la même chanteuse, engagée pour donner des concerts et rapporter de l'argent, est un travailleur productif, car elle produit directement du capital.[43] »

Il faudra donc construire une nouvelle catégorie, celle d'un travailleur ne produisant pas du capital mais du revenu et qui a quelques points communs avec le musicien mozartien.[44]

2) Circuit du capital et circuit monétaire

Dans le circuit que suit le capital, à chaque cycle de production, Marx soutient que le capital-argent, sous l'effet du travail productif, grossit d'une plus-value qui provient d'un surtravail non rémunéré, à la condition expresse que la marchandise soit vendue. Marx a symbolisé cela par la formule générale du capitalisme : *A-M-M'-A'* [45];

où *A* est le capital avancé,

M la transformation en capital productif-marchandises (moyens de production achetés par le capital constant, et force de travail achetée par le capital variable) de nouvelles marchandises *M'*,

et *A'* le capital final accumulé.

Le capital d'arrivée *A'* est supérieur au capital de départ *A*, et la différence *A'– A* est la plus-value transformée en profit monétaire.

Si l'on s'en tenait là, il resterait une énigme de taille : comment l'économie capitaliste dans son ensemble pourrait-elle retirer un volume d'argent supérieur en fin de cycle au volume qu'elle a injecté en début de cycle ? La réponse à cette question n'est qu'implicite chez Marx, elle sera explicitée par tâtonnements successifs par quelques auteurs, notamment

---

[43] Marx K., *Matériaux pour l'économie*, *op. cit.*, p. 393.
[44] Nous examinerons en détail cette question dans le chapitre 9.
[45] Cette formule est souvent résumée par *A-M-A'* ou bien par *A-P-A'* où *P* est le capital productif.

Rosa Luxemburg, John Maynard Keynes, Joseph Schumpeter et surtout Michal Kalecki.[46] Nous donnons ici la synthèse de ces travaux.[47]

D'où vient la monnaie servant aux avances faites pour payer des salaires et éventuellement des intérêts et des dividendes, et d'où vient celle servant à acheter les biens d'investissement net non financés par l'épargne des ménages ? Il n'y a que deux réponses possibles : ou bien cette monnaie circule déjà, et les capitalistes l'avancent, mais alors il ne peut y avoir de profit d'entreprise à l'échelle macroéconomique ; ou bien elle est créée et est validée par l'investissement net.

Le bouclage du circuit capitaliste avec profit d'entreprise exige que des revenus monétaires puissent se trouver en face de la partie du produit national correspondant à $A' - A$ (voir l'annexe « L'analyse du circuit »). Ce bouclage implique l'investissement net, c'est-à-dire l'achat des biens d'investissement net par les entreprises capitalistes à d'autres entreprises, et il n'est possible macroéconomiquement que si une injection de crédit est réalisée : par la création monétaire, le système bancaire anticipe le fait que les entreprises feront du profit et permet la réalisation simultanée du profit non distribué et de l'accumulation. Et cela, Marx l'avait très bien pressenti[48], et ce fut confirmé plus tard par Kalecki, Keynes et Boulding[49].

Le profit monétaire non distribué des entreprises ne peut être réalisé sur la base des seules ressources monétaires résultant de l'avance faite par les capitalistes. En effet, cette avance reflue vers les entreprises sous forme soit de consommation de capital, soit de consommation finale, soit d'achats de titres ; mais, pour qu'une quantité de monnaie vienne se porter acquéreur des biens d'investissement net privé et des biens d'investissement net public, il faut que cette monnaie soit injectée de manière volontariste. L'injection de monnaie privée par le système bancaire ordinaire suffit-elle ? Cela pourrait suffire si le système bancaire n'était composé que d'une seule banque. Ce n'est pas le cas. Dès lors, la compensation entre banques exigeant une monnaie publique, l'injection d'un flux privé nécessite elle-même l'injection d'un flux de monnaie de banque centrale qui ne peut être émise qu'en contrepartie d'une avance à l'État, d'une avance à l'étranger ou d'un refinancement des banques ordinaires. Dira-t-on que la création monétaire s'effectue *ex post*, après avoir constaté l'impossibilité de boucler le circuit sans elle, l'impossibilité de réaliser l'accumulation du capital ? Non, d'un point de vue logique, elle s'effectue *ex ante*, parce que, sans elle, le processus de production capitaliste dans son ensemble ne serait pas inauguré.[50] D'un point de

---

[46] Luxemburg R., *L'accumulation du capital*, 1913, Paris, François Maspero, 1972. Keynes J. M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969. Schumpeter J.A., *Théorie de l'évolution économique*, 1912, Paris, Dalloz, 1934. Kalecki M., *Selected essays on the dynamics of capitalist economies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971.

[47] Nous avons détaillé ces travaux dans Harribey J.-M., « Retour sur la "source" du profit », *Documents pour l'enseignement économique et social*, n° 119, mars 2000, p. 39-54, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/profit.pdf.

[48] À dire vrai, il semblerait que Marx ait davantage insisté sur une augmentation de la masse monétaire en circulation soit par le biais d'une déthésaurisation, soit par celui de l'augmentation de la production de métaux précieux, que sur une création de monnaie de crédit moins développée à son époque qu'aujourd'hui [Marx K., *Le Capital*, Livre II, 1885, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, 1968, p. 720-722]. Dans « Retour sur la "source" du profit », *op.cit.*, nous avons montré qu'on peut faire apparaître ce point à l'aide de la théorie du circuit et aussi des schémas de la reproduction élargie de Marx, mais à condition d'abandonner la vision d'une économie de profit sans production qui ressemble fort à l'économie d'échange sans production des néoclassiques.

[49] Boulding K. E., *A Reconstruction of Economics*, New York, 1e éd. John Wiley & Sons, Inc, 1950, Science Editions, Inc., 1967.

[50] Combemale P. et Quilès J.-J., *L'économie par le circuit : Comprendre la macroéconomie*, Paris, Nathan, 1990, p. 207-211, montrent qu'une économie capitaliste sans endettement n'aurait pas de sens. On peut se reporter aussi à Poulon F., *Macroéconomie approfondie, op. cit.* ; Lavoie M., « Monnaie et production : une synthèse de la théorie du circuit », *Économies et Sociétés*, vol. XXI, n° 9, Série M.P. n° 4, p. 65-101.

vue pratique, les entreprises capitalistes anticipent un volume de production qu'elles pensent pouvoir vendre, par là-même, elles anticipent leur profit, et elles expriment auprès du système bancaire la demande de crédit indispensable au lancement de la production en vue de réaliser ce profit. Mais les banques ordinaires ne pourraient anticiper le résultat du processus de production, c'est-à-dire ne pourraient pré-valider[51] le travail social effectué au cours de ce processus si elles n'étaient pas certaines que la banque centrale valide leur pré-validation. L'accumulation nette du capital, qui n'est autre chose que la réalisation du profit monétaire non distribué, nécessite donc absolument la présence d'une banque centrale qui ait le pouvoir d'émettre de la monnaie en plus de celle qui est endogène au système économique. Ainsi, avant même que Keynes ait pensé que l'intervention de l'État était nécessaire pour remédier à une situation de sous-emploi, Marx avait saisi que l'existence d'un État était indispensable pour que les rapports sociaux capitalistes puissent s'étendre sur une échelle toujours plus grande, ce qui est la définition même de l'accumulation du capital.

On peut comprendre alors l'idée de l'économiste polonais Michal Kalecki (1899-1970) réexprimée par Nicholas Kaldor (1908-1986) : les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent, alors que les salariés dépensent ce qu'ils gagnent. Plus les travailleurs travaillent, plus la plus-value susceptible d'être prélevée sur le produit de leur travail par les capitalistes est élevée. Et la part que ceux-ci parviennent effectivement à prélever est déterminée lorsqu'ils répartissent le pouvoir d'achat entre les travailleurs et eux-mêmes, c'est-à-dire entre les salaires et les dépenses d'investissement qui commandent la dynamique économique. Le fait que les profits se fixent à la hauteur des dépenses d'investissement que les entreprises réalisent est illustré avec talent par Laurent Cordonnier dans une fable bien tournée : « Plus les travailleurs bossaient dur, plus le montant que les karentoc [les propriétaires] étaient susceptibles de prélever sur le produit de leur travail était élevé. Mais la part qu'ils parvenaient effectivement à prélever était réglée, quant à elle, au moment précis où les karentoc distribuaient le pouvoir d'achat relatif entre les travailleurs et eux-mêmes, c'est-à-dire : entre les salaires et les dépenses d'investissement…[52] »

La théorie de Marx permet donc de distinguer la création du surproduit physique, dont la plus-value sera l'équivalent monétaire, et la réalisation de celle-ci, c'est-à-dire son *apparition* sous forme de profit monétaire au moment de la vente du surproduit physique. Entre le moment où le profit est pensé comme objectif par les capitalistes et celui où il est perçu par eux, il y a trois étapes, celle où il est anticipé, celle où son équivalent physique est créé par la force de travail, celle où il est réalisé monétairement. Ces trois étapes ne sont ni plus ni moins que les diverses phases de la métamorphose du capital décrites par Marx : phases de circulation, de production et de circulation.

Le *miracle* du bouclage du circuit ne tient pas au fait que « le profit a sa source dans le profit » comme le dira Henri Denis[53], mais il tient à l'anticipation du profit par le système bancaire, c'est-à-dire à l'anticipation que la force de travail est capable de valoriser le capital, à la condition que la production trouve en face d'elle un pouvoir d'achat équivalent dont une partie pourrait être distribuée hors crédit et l'autre qui ne peut l'être que par le biais du crédit. Sans cette anticipation, la production ne serait pas lancée, la force de travail ne serait pas engagée et aucune « valeur ajoutée » ne verrait le jour.

La reproduction élargie de période en période a lieu si la création de monnaie de banque centrale est supérieure à la thésaurisation des ménages. Dans le cas où il n'y aurait pas de

---

[51] Lipietz A., *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte/Maspéro, 1983, p. 147, parle d' « anté-validation ».

[52] Cordonnier L., *L'économie des Toambapiks, Une fable qui n'a rien d'une fiction*, Paris, Raisons d'agir, 2010, p. 160.

[53] Denis H., « Le problème de l'origine du profit », *La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 9, 1er semestre 1997, p. 227-235 ; Denis H., *Profit, équilibre et emploi, Pour une appréhension dialectique de l'économie*, Paris, Economica, 1997.

création de monnaie centrale, pour qu'il y ait tout de même accumulation et reproduction élargie, les ménages devraient déthésauriser, ce qui équivaudrait à une réintroduction de monnaie dans le circuit, monnaie qui en avait été soustraite.[54]

Le tort de tous les économistes adversaires de la loi de la valeur de Marx est de faire du profit un revenu *préexistant* qu'il suffirait de *prélever* au passage alors qu'il est un revenu *créé* dans un processus dialectique de mise en œuvre de la force de travail dont le résultat se trouve validé par la reconnaissance de son caractère socialement utile dans l'échange marchand. Autrement dit, il y a une règle du circuit, qu'énonce ainsi Alain Barrère :

> « *Le circuit est un processus circulatoire de flux de liquidités monétaires itératifs, qui peuvent se muer en d'autre formes monétaires mais ne peuvent engendrer de nouvelles richesses liquides.* (...) Ce qui signifie qu'en fin de circuit on ne peut trouver plus de richesse qu'il n'en a été introduit en un point quelconque de l'itinéraire. On ne peut donc découvrir, au terme du circuit, un profit monétaire, dont le montant n'aurait pas été intégré, sous une autre forme-monnaie, en un point quelconque du processus circulatoire. [55] »

Mais il y a un corollaire à cette règle que nous formulons de la manière suivante : *aucune forme de monnaie, à prix fixés, ne peut être introduite en un point quelconque du circuit, sous peine de dysfonctionnement systémique grave, si elle ne correspond pas à une production réalisée ou anticipée, c'est-à-dire à une valeur ou à une valeur pré-validée, ou encore à du travail social déjà reconnu utile ou dont la reconnaissance est anticipée.*[56]

Il faut enfin dissiper au sujet de la théorie marxienne de la valeur un malentendu qui aboutit souvent à un contresens : contrairement à ce que laissent entendre beaucoup d'interprétations, maints écrits de Marx attestent que, pour lui, la valeur n'apparaît pas avant l'échange ni en dehors de celui-ci, l'acte productif ne suffisant pas pour qu'il y ait *réalisation* de valeur. Le travail privé (consacré à produire telle marchandise) trouve sa reconnaissance sociale par la vente sur le marché. Il écrit :

> « Enfin, aucun objet ne peut être une *valeur* s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement, et conséquemment ne crée pas de valeur[57]. »
>
> […]
>
> « C'est seulement dans leur échange que les produits du travail acquièrent comme valeurs une existence sociale identique et uniforme, distincte de leur existence matérielle et multiforme comme objets d'utilité. Cette scission du produit du travail en objet utile et en objet de valeur s'élargit dans la pratique dès que l'échange a acquis assez d'étendue et d'importance pour que des objets utiles soient produits en

---

[54] Voir Zerbato M., « Bouclage monétaire du circuit et austérité », *Économie appliquée*, tome XLII, n° 1, 1989, p. 91-113 ; et Harribey J.-M., « Retour sur la "source" du profit », *op. cit.* Michel Herland, dans *Keynes et la macroéconomie*, Paris, Economica, 1991, p. 67, propose une solution au problème de la réalisation des profits. Il construit un schéma où les entreprises font produire 1000 à des salariés qu'elles paient 800. Ceux-ci achètent 800. Le stock de 200, correspondant au profit potentiel de 20% n'est pas vendu. Pour y parvenir, les entreprises distribuent aux capitalistes 20% des 800 déjà encaissés, soit 160 qui servent aux capitalistes à acheter. Puis, par un processus en chaîne, les entreprises distribuent de nouveau 20% des 160, etc., jusqu'à ce que, à la fin du processus, 200 de profits aient été réalisés. Au total, les capitalistes ont récupéré les 800 d'avances et ont réalisé 200 de profits. Cette réalisation s'est-elle faite sans système bancaire créateur de monnaie ? En apparence, oui. En réalité, les capitalistes ont accepté de ne pas récupérer immédiatement la totalité de leurs avances et se sont comportés comme des banquiers en faisant crédit aux entreprises.

[55] Barrère A., « Signification générale du circuit : une interprétation », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, 1990, p. 9-34, ici p. 28, souligné par l'auteur.

[56] En matière de dysfonctionnement, nous verrons comment le déclenchement de la crise de 2007 est largement imputable à l'injection de monnaie, non pour anticiper une production, mais pour nourrir la pure spéculation.

[57] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 568.

vue de l'échange, de sorte que le caractère de valeur de ces objets est déjà pris en considération dans leur production même.[58] »

Jacques Bidet propose même d'abandonner l'expression *théorie de la valeur-travail* : « Ce qui a été traditionnellement désigné comme théorie de la "valeur-travail", c'est-à-dire l'exposé qui ouvre *Le Capital*, doit donc en réalité être appréhendé comme *théorie de la valeur-travail-utilité dans une structure de marché*.[59] » Le reproche de Denis – « le travail crée les "valeurs d'usage" et non pas les valeurs d'échange[60] » – ne peut donc être adressé à Marx qui avait distingué travail concret et travail social abstrait à l'origine respectivement des premières et des secondes. En revanche, il est justifié pour les classiques.

La loi de la valeur énoncée par Marx réunifie les deux pôles de la marchandise dont Aristote avait esquissé le premier l'articulation reprise plus tard par Smith[61] et Ricardo[62] : valeur d'usage et valeur d'échange, cette dernière étant la mesure du phénomène valeur. Les difficultés conceptuelles viennent du fait que le mot *valeur* désigne tantôt le phénomène et tantôt la grandeur de ce phénomène. Le phénomène de la valeur doit sa raison d'être au travail reconnu socialement utile, et sa grandeur est donnée par la quantité de ce travail qui est validée à travers la loi capitaliste de l'établissement d'un taux moyen de profit.[63] Bien que l'expression n'ait pas cessé d'être ambiguë depuis Marx, la *loi de la valeur* de Marx n'est pas la théorie de la valeur-travail au sens ricardien, elle est la *théorie de la valeur-travail abstrait validé par le marché sur lequel joue la concurrence des capitaux provoquant une tendance à l'égalisation des taux de profit*.

S'il suffisait, pour que les entreprises réalisent des profits, qu'elles présupposent que ceux-ci existeront par le miracle d'une prophétie auto-réalisatrice ou d'une génération spontanée, elles pourraient se passer de force de travail. Mais, jusqu'à nouvel ordre, pour vendre des produits, il faut encore les fabriquer.[64]

4. Profit et rente

Pour deux raisons au moins, il est nécessaire de rappeler comment Marx fait de la rente une catégorie subordonnée à celle du profit et donc de la plus-value. D'une part, le déclenchement de la crise structurelle du capitalisme du début du XXIe siècle a été attribué à la crise financière, elle-même faisant suite à trois décennies de captation de la rente financière par une classe prédatrice et spéculatrice. D'autre part, dans un contexte de raréfaction de beaucoup de ressources naturelles, leur appropriation (par des groupes privés multinationaux

---

[58] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 607.

[59] Bidet J., *Théorie de la modernité,* suivi de *Marx et le marché*, Paris, PUF, 1990, p. 206.

[60] Denis H., « Le problème de l'origine du profit », *op. cit.*, p. 233 ; *Profit, équilibre et emploi, op. cit.*, p. 83.

[61] Smith A., *La Richesse des nations*, *op. cit.*, tome 1, p. 96.

[62] Ricardo D., *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, *op. cit.*, p. 52.

[63] Nous étudierons cette question dans le chapitre suivant, mais il faut noter dès maintenant que l'expression « transfert de plus-value » d'un secteur capitaliste à l'autre, en usage dans toute la littérature marxiste et dans Marx lui-même, est malheureuse et ambiguë ; de ce fait, elle est trompeuse et donc largement fausse. La valeur d'échange n'étant constatée qu'au moment de sa réalisation monétaire, si la marchandise est vendue au taux moyen de profit, alors il y a par le biais des prix de production, une fraction de l'équivalent monétaire du travail effectué dans certaines branches qui se trouve être absente du prix de ces branches et présente dans le prix de certaines autres. Ce n'est donc pas un transfert d'une valeur qui préexisterait à la vente, c'est un transfert d'équivalent monétaire de travail. Dès lors, on ne peut accuser Marx d'avoir cru que certaines entreprises faisaient des « cadeaux » (Denis H., *Profit, équilibre et emploi, op. cit.*, p. 156) à d'autres car il s'agit du fonctionnement normal de la concurrence entre les capitaux.

[64] Même sur un marché à terme, un produit dérivé ne se vend que parce qu'il y a ou il y aura un produit tout court.

ou par des États) engendre une rente de monopole importante. Quel est donc le statut du concept de rente au sein de l'économie politique et de la critique de celle-ci ?

1) La rente différentielle de Ricardo

C'est l'une des thèses les plus connues de l'économiste anglais qu'on peut résumer ainsi. La rente foncière est le revenu versé par le fermier exploitant au propriétaire du sol qu'il utilise. Au fur et à mesure que les besoins de la population augmentent, on met en culture des terres de moins en moins fertiles, c'est-à-dire qui nécessitent de plus en plus de travail, donc entraînant des coûts de production de plus en plus élevés. Le prix du blé, unique pour tous les sacs de blé, quelle que soit la terre d'où ils proviennent, tend à se fixer au niveau du coût du blé provenant de la terre la moins fertile. Le prix du blé détermine donc celui de la terre et non pas l'inverse. Autrement dit, c'est parce que le blé est de plus en plus cher qu'on paie une rente aux propriétaires fonciers et non l'inverse.

Dans l'hypothèse de rendements décroissants, le prix des denrées agricoles a tendance à augmenter, donc les rentes aussi, mais également les salaires pour que les ouvriers puissent continuer à subsister. Il en résulte que les profits industriels connaîtront à long terme une tendance à diminuer, freinant l'investissement et l'accumulation du capital pour aboutir à un état stationnaire. C'est ce qui amenait Ricardo à penser la détermination du taux de profit général par la production de blé.[65] Les difficultés théoriques commencent là : si l'hypothèse selon laquelle le produit agricole et le capital utilisé en agriculture sont composés de la même marchandise n'est pas tenable, alors la connaissance des conditions de production du blé ne suffit pas pour déterminer le taux de profit, car il faut connaître le rapport du prix du blé à ceux des marchandises industrielles entrant dans le capital investi dans l'agriculture, ce qui suppose de connaître le taux de profit. À ce stade, l'indétermination du taux de profit empêche de déterminer la rente.

On le sait, pour enrayer la baisse du taux de profit, Ricardo préconisait l'abrogation des lois anglaises sur les droits de douane imposés aux céréales importées. Il épousait ainsi la cause des capitalistes industriels contre celle des propriétaires fonciers, cette dernière étant jugée contraire à l'intérêt de la société.

2) Les différents types de rente chez Marx comme fractions de la plus-value

Comme à son habitude, Marx va remettre tout à plat pour reconstruire une théorie de la rente de telle sorte qu'elle s'intègre dans la compréhension générale des rapports sociaux : la théorie de la rente présuppose une théorie du profit, laquelle suppose à son tour une théorie de la valeur.[66]

---

[65] Y a-t-il une parenté entre l'analyse à la marge de Ricardo et celle à la marge des néoclassiques ? Dans l'analyse néoclassique, les facteurs de production sont rémunérés à hauteur de leur productivité marginale. Ainsi pour un capital fixe donné, l'ajout d'un travailleur conduit à la baisse de la productivité marginale. L'embauche se poursuit jusqu'à ce que la productivité marginale descende au niveau du salaire de marché. Mais la productivité ne dépend pas du travailleur lui-même : les travailleurs sont interchangeables, elle dépend de leur ordre d'entrée en action. La notion de productivité s'applique à un seul facteur à la fois. La notion de rendement s'applique à tous les facteurs variant en même temps. On dira par exemple que, si la quantité de travail et celle de capital doublent et que cela provoque un doublement de la production, les rendements sont constants. Cette hypothèse la plus souvent retenue dans les fonctions de production est compatible avec celle de la baisse de la productivité marginale de chaque facteur, justement à cause du raisonnement à la marge avec variation d'un facteur et constance de l'autre. Dans l'analyse de Ricardo au contraire on utilise telle ou telle terre en fonction de sa capacité productive plus ou moins grande. Dans l'analyse néoclassique, on fait l'hypothèse de l'homogénéité des facteurs, ce qui n'est pas le cas chez Ricardo.

[66] Marx K., *Le Capital*, Livre III, *op. cit.*, 6e section.

Dans les sociétés pré-capitalistes, les produits agricoles restaient largement en dehors de la circulation des marchandises, tant que l'agriculture produisait de simples valeurs d'usage. Les choses commencèrent à changer lorsque le surplus social, à l'origine prélevé directement en nature ou sous forme de surtravail (les corvées imposées aux serfs par la noblesse terrienne), fut exigé en argent. L'avènement du capitalisme entraîne la transformation de la terre et des produits de la terre en marchandises, transformation qui implique que les capitaux qui y sont investis doivent rapporter profit.

Là où Ricardo voyait une rente différentielle d'un seul type à cause de l'inégalité de fertilité des terres, Marx distingue des rentes différentielles de deux types et la rente absolue. La rente différentielle de type I correspond à celle identifiée par Ricardo. La rente différentielle de type II provient de l'intensification de la production agricole apportée par des investissements supplémentaires, qui améliore la productivité du travail agricole sur une terre particulière. Si l'on s'en tenait là, le propriétaire de la terre la moins fertile, la dernière mise en exploitation, ne percevrait aucune rente. Or, le monopole sur la terre exercé par les propriétaires fonciers empêche ou freine l'entrée libre des capitaux qui ne peuvent ainsi pas pénétrer facilement dans l'agriculture. Il s'ensuit que le surplus dégagé dans l'agriculture ne participe pas à la péréquation générale du taux de profit dans l'économie. La composition organique du capital dans l'agriculture étant en moyenne plus faible que celle dans l'industrie, il existe donc un surprofit du fermier-capitaliste, qu'il doit abandonner au propriétaire du sol, et qui empêche de relever le taux de profit général : ce surprofit est la rente absolue.

On comprend que le morcellement de la propriété agricole soit un obstacle à la pénétration des capitaux dans l'agriculture, qui ne commencera à être levé qu'avec la concentration des terres. Tous les types de rentes foncière sont un prélèvement sur le produit du travail agricole, mais ce surplus est approprié par les propriétaires fonciers au détriment de la classe capitaliste. Marx réinterprète donc cette fraction de la plus-value dans le cadre de son analyse globale et, finalement, il fournit *a posteriori* à Ricardo et Mill les raisons pour lesquelles ceux-ci étaient opposés à la propriété privée de la terre, et qu'ils n'avaient pas véritablement su expliciter.

3) Rente et capitalisme néolibéral

La phase actuelle du capitalisme néolibéral est souvent caractérisée par la captation d'une rente financière par les groupes sociaux en mesure de placer leur argent, par les institutions financières et par les multinationales constituées en holdings financiers. Mais définir le capitalisme néolibéral ou financiarisé par les structures et les mécanismes permettant de tirer bénéfice des bulles boursières et des instruments tels que les marchés à terme, les produits dérivés, les contrats d'assurance, etc., est très insuffisant. En effet, le capitalisme actuel est en train de procéder à de nouvelles enclosures non plus seulement sur la terre (encore que la terre africaine en particulier soit convoitée et accaparée par des multinationales et certains États), mais de plus en plus sur les connaissances et sur le vivant. Autrement dit, l'appropriation privée de ces ressources crée, de toutes pièces, une rareté artificielle, c'est-à-dire un monopole comparable à celui qu'analysait Marx sur le foncier. Dans ce cadre, la multiplication des brevets et l'instauration de droits de propriété intellectuelle visent à assurer le prélèvement d'une rente qui, comme dans le cas de la rente foncière, n'a rien de naturel, mais qui est le résultat d'une transformation des rapports sociaux. Les enclosures, qu'elles soient matérielles avec la clôture des champs, ou juridico-institutionnelles avec l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), font reculer l'espace du collectif, du public et du commun[67].

[67] Nous verrons dans le chapitre 9 la distinction entre ces trois qualificatifs.

Le capitalisme néolibéral approfondit la division qu'avait déjà perçue Marx entre le capital productif ayant pour fonction de faire produire de la valeur et le capital financier ou « capital-propriété » dont l'unique obsession est de « faire de l'argent ». Comme l'explique François Chesnais, la réémergence du capital financier dans les années 1970 s'est faite avec l'appui des États lorsque ceux-ci ont eu recours de façon de plus en plus importante aux marchés financiers pour placer leurs titres de dette.[68] Il est donc logique que la crise financière ait fini par se traduire par une crise dite de la dette publique.

S'il le pouvait, le capital financier se passerait bien du détour par la case productive. C'est d'ailleurs ce qu'il tente en faisant de l'argent par le simple jeu du transfert de droits de propriété sur le capital productif, actant ainsi ou anticipant le renforcement de l'exploitation de la force de travail. Ainsi, le prélèvement de la rente financière par le « capital porteur d'intérêt » est une forme fétichisée de l'extorsion de plus-value. On a donc affaire à une opération de dissociation mais qui est contradictoire, car elle est porteuse de contradictions dont la crise dite financière actuelle est l'aboutissement. On peut remarquer aussi que l'approche de Marx sera confirmée par Keynes qui montrera l'opposition entre le capitaliste entrepreneur et le spéculateur. Dans un passage célèbre, il préconisera l'euthanasie du rentier :

> « Cet état de choses serait parfaitement compatible avec un certain degré d'individualisme. Mais il n'en impliquerait pas moins l'euthanasie du rentier et par suite la disparition progressive du pouvoir oppressif qu'a le capitaliste d'exploiter la valeur conférée au capital par sa rareté. L'intérêt ne rémunère aujourd'hui aucun sacrifice véritable non plus que la rente du sol. Le détenteur d'un capital peut obtenir un intérêt parce que le capital est rare, de même que le détenteur du sol peut obtenir une rente parce que le sol est rare.[69] »

La différence entre les deux auteurs est que l'un fait plus que l'autre de la rareté une conséquence de l'appropriation. Le taux d'intérêt pour Marx se distingue nettement du taux de profit et cette distinction renvoie à l'opposition capital-propriété/capital productif. Il n'y a pas de loi économique gouvernant le taux d'intérêt chez Marx, tandis que pour les néoclassiques il est un prix sur un marché particulier qui égalise l'offre d'épargne et la demande de capital, et que pour Keynes il est fonction inverse de la préférence pour la liquidité. Selon Marx, le taux d'intérêt est le résultat d'un rapport de force, comme le montre avec netteté la fixation des taux exigés des États en déficit. Néanmoins, pour Marx comme pour Keynes, la rente est un parasite de l'économie. Nous disons bien : de l'économie productive, car la véritable autonomie de la finance, c'est celle de la circulation du capital et non pas celle de produire de la valeur. La crise l'a une nouvelle fois démontré.

5. La théorie de la valeur et la crise

La baisse tendancielle du taux de profit (voir l'annexe « Le taux de profit ») et la paupérisation du prolétariat sont, parmi tant d'autres, les deux sujets les plus couramment objectés à la théorie économique de Marx. Pourtant, d'une crise contemporaine à l'autre, celle des années 1970 et celle de 2007-2008, ces deux faits sont avérés. De même, se trouve réhabilité le concept de capital fictif, longuement défini par Marx dans le Livre III du *Capital*.

---

[68] Voir Chesnais F., *Les dettes illégitimes, Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Paris, Raisons d'agir, 2011. Du même auteur : « La théorie du régime d'accumulation financiarisé : contenu, portée et interrogations », Forum de la régulation, Paris, 11-12 octobre 2011, http://www.ucm.es/info/ec/jec8/Datos/documentos/ponencias/Chenais%20F%20plenario.pdf.

[69] Keynes J.M., *Théorie générale*, *op. cit.*, p. 369.

1) Crise de production et de réalisation de la valeur

Un quart de siècle après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'accumulation et la croissance économique en Europe, au Japon et aux États-Unis se sont ralenties parce que le progrès technique nécessitait de la part des entreprises capitalistes qui voulaient se hisser au niveau mondial des investissements dont la progression dépassait celle de la productivité du travail, ce qui conduisit à une moindre efficacité du capital dit productif. Aussi, dès le milieu des années 1960, le taux de profit a amorcé une descente aux enfers, confirmant parfaitement l'analyse du Livre III du *Capital*. La suraccumulation de capital présentait donc ses deux aspects corollaires : une suraccumulation de capital-argent par rapport aux capacités du système productif à offrir une rentabilité suffisante aux capitaux investis et une surproduction dans la plupart des grands secteurs industriels. Les schémas de la reproduction élargie de Marx montrent qu'à un déséquilibre dans la section I des biens de production (insuffisance de l'offre) correspond un déséquilibre en sens inverse dans la section II des biens de consommation (insuffisance de la demande). La profondeur des crises contemporaines tient à la juxtaposition de mécanismes structurels (tendance de long terme de l'efficacité d'un modèle socio-technique) et de mécanismes conjoncturels (insuffisance de débouchés notamment). La mondialisation du capital a donné un coup d'accélérateur aux processus de centralisation du capital (croissance externe des sociétés par actions qui sont réunies en un nombre de mains plus réduit) et de concentration du capital (croissance interne de l'accumulation), sans pour autant engendrer une nouvelle phase longue d'accumulation. La raison en est que le capitalisme n'a pas réussi encore à rendre cohérents le rythme de l'investissement se transformant en capital, l'irruption des nouvelles techniques, un « modèle » social de gestion de la force de travail, la nouvelle division internationale du travail et une régulation monétaire accompagnant l'installation d'un nouveau régime d'accumulation long.[70]

Et le capitalisme n'est sorti de cette crise de rentabilité qu'en donnant un tour féroce à la lutte des classes pour distordre le partage de la valeur ajoutée en faveur des propriétaires du capital. Ce sont le Fonds monétaire international et l'Union européenne eux-mêmes qui établissent, après avoir longtemps nié le phénomène, qu'une baisse de la part salariale de 8 à 10 points de pourcentage de PIB s'est produite dans tous les pays capitalistes développés du début des années 1980 au milieu des années 2000. Même s'il est plus concentré dans le temps, le cas de la France est conforme à cette tendance générale : la baisse de la part salariale intervient entre 1983 et 1989 et représente 9 points de pourcentage par rapport au niveau de 1982 et 5 points par rapport à 1972.[71] De quoi s'agit-il, sinon de l'élévation du taux

---

[70] Sur la théorie des ondes longues, voir Mandel E., notamment *Le troisième âge du capitalisme*, 1973, nouvelle édition, Paris, Les Éditions de la passion, 1997. Sur l'actualité des concepts de Marx, voir les nombreux travaux de Duménil G. et Lévy D., notamment : « Vieilles théories et nouveau capitalisme : actualité d'une économie marxiste », dans *Cahiers d'épistémologie*, n° 2001-10, 2001, et dans Bidet J., Kouvélakis E. (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2001, p.97-119, http://www.jourdan.ens.fr/levy/dle2001k.pdf. Voir aussi, Johsua Isaac, *La grande crise du XXIe siècle, Une analyse marxiste*, Paris, La Découverte, 2009 ; et Bensaïd Daniel, « Préface » à Marx Karl, *Les crises du capitalisme*, Texte inédit, Édition établie et traduite par Jacques Hebenstreit, Paris, Éditions Demopolis, 2009.Pour une interprétation en termes de régulation, voir Aglietta M., 1986, *Régulation et crises du capitalisme*, nouvelle édition, Paris, Odile Jacob, 1997 ; et Boyer R., *Théorie de la régulation, 1. Les fondamentaux*, Paris, La Découverte, Repères, 2004.

[71] Pour le cas français : INSEE, « Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France », Rapport de Jean-Philippe Cotis, 2009, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/partage_VA/rapport_partage_VA.pdf. Pour l'Europe : Commission européenne, *Employment in Europe*, Report 2007, chapitre 5, « The Labour Income Share in European Union », p. 4 ; Husson M., « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *La Revue de l'IRES*, n° 64, 2010-1, p. 47-91, http://hussonet.free.fr/psalirsw.pdf ; Husson M., *Le capitalisme en 10 leçons, Petit cours illustré d'économie*

d'exploitation de la force de travail, c'est-à-dire du taux de plus-value ou encore de la *paupérisation* du salariat, relativement au capital ?[72] Là encore, le propos de Marx est confirmé : le capital est un rapport social, c'est-à-dire c'est la mise en œuvre d'un processus de valorisation permanente grâce à l'exploitation de la force de travail.

2) Le capital fictif

La crise financière qui a éclaté aux États-Unis en 2007 à partir des crédits hypothécaires *subprime* entre-t-elle à son tour dans le cadre des catégories de Marx ? Non, dira-t-on, si l'on s'en tient à une description des mécanismes financiers dont la sophistication n'a d'égale que leur capacité à engendrer des catastrophes foudroyantes parce que des techniques comme la titrisation, ou des structures telles que les marchés de produits dérivés ont engendré les seuls effets qu'on pouvait en attendre : une spéculation sans bornes et, au final, l'effondrement boursier. Mais la réponse est tout autre si l'on relie la financiarisation à l'instauration d'un nouvel ordre social, c'est-à-dire à la destruction d'un type de rapport salarial entouré d'un droit du travail et d'une protection sociale et à son remplacement par un autre type de rapport fait de précarité et de flexibilité. Le délabrement de la condition salariale dans le dernier quart du XXe siècle et le début du XXIe a été le terreau de l'enrichissement faramineux des classes possédantes. Dans une spirale qui semblait ne pas avoir de fin, celui-ci a permis l'expansion d'un mode d'accumulation financière qui croyait pouvoir planer perpétuellement dans un monde virtuel, en vertu d'on ne sait quel miracle autoréférentiel s'affranchissant de tout contact avec la réalité. Hélas, pour les heureux capitalistes et leurs mandataires banquiers et financiers, ce modèle a explosé parce que la finance ne pouvait vivre continuellement hors-sol, l'exploitation de la force de travail ayant une limite.

Le fétichisme de la finance est ainsi mis au grand jour dans les termes mêmes où Marx les avait prononcés en parlant du capital fictif :

> « L'absurdité de la mentalité capitaliste atteint ici au comble : au lieu d'expliquer la valorisation du capital par l'exploitation de la force de travail, on explique au contraire la productivité de la force de travail en attribuant à celle-ci cette qualité mystique d'un capital productif d'intérêt. […] Constituer du capital fictif s'appelle capitaliser. On capitalise toute recette périodique, en la calculant, selon le taux d'intérêt moyen, comme un revenu que rapporterait un capital prêté à ce taux. Par exemple, si le revenu annuel est de 100 £ et le taux d'intérêt est de 5%, les 100 £ représenteraient l'intérêt annuel de 2000 £ et ces 2000 £ sont considérées comme la valeur-capital du titre de propriété sur ces 100 £ annuelles. Pour l'acheteur de ce titre, le revenu annuel de 100 £ représente effectivement l'intérêt de son capital placé à 5 %. Toute relation avec le véritable processus de valorisation du capital a ainsi disparu et l'idée d'un capital qui fructifie automatiquement s'en trouve renforcée. […] Le mouvement autonome de la valeur de ces titres de propriété, effets publics aussi bien qu'actions, accrédite l'illusion qu'ils constituent un capital réel à côté du capital ou du droit qu'ils ne font que consigner. En effet, ils se changent en

---

hétérodoxe, Dessins par Charb, Paris, La Découverte, Zone, 2012. Pour les pays de l'OCDE : OCDE, « Tour d'horizon des inégalités croissantes de revenus dans les pays de l'OCDE : principaux constats », Paris, 2011, http://www.oecd.org/fr/els/politiquesetdonneessociales/49177707.pdf. Pour le monde : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale, Effets de contagion et cycles économiques mondiaux*, Rapport avril 2007, chapitre 5, « The Labour Income Share in European Union », http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2007/01/fra/sumf.pdf ; Duménil G., Lévy D., *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge Massachusetts, Harvard University Press, 2011 ; Duménil G., Lévy D., « Dettes souveraines : Limites du traitement keynésien d'une crise structurelle », *Actuel Marx*, « Néolibéralisme : rebond/rechute », n° 51, premier semestre 2012, p. 27-43.

[72] Voir Husson M., « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », *Imprecor*, n° 534-535, janvier-février 2008, http://hussonet.free.fr/parvainp.pdf ; *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page Deux, 2008.

> marchandises dont le prix obéit à un mouvement et à des lois qui lui sont spécifiques. Leur valeur marchande est déterminée autrement que leur valeur nominale sans qu'il y ait changement dans la valeur du capital réel (dont cependant la valorisation peut se modifier). D'une part, leur valeur marchande varie avec le montant et la sécurité des revenus auxquels ils donnent droit. D'autre part, la valeur marchande de ces papiers est souvent affaire de spéculation, puisqu'elle est déterminée non seulement par le bénéfice réel de l'entreprise, mais par le bénéfice escompté, que l'on calcule par anticipation. Mais en supposant que le capital s'accroisse de manière constante […], le prix de ces titres montera ou baissera en raison inverse du taux d'intérêt. Leur valeur est toujours du simple revenu capitalisé, c'est-à-dire du revenu calculé au taux d'intérêt existant sur la base d'un capital illusoire.[73] »

En bref, la finance capitaliste ne peut s'exonérer de la loi de la valeur que Marx a énoncée : seul le travail crée de la valeur, et le profit monétaire – tiré de la réalisation sur le marché de la plus-value provenant du surtravail – est réparti parmi la classe capitaliste au prorata du capital engagé. Tout le reste n'est qu'illusion, notamment la prétendue autonomie de la finance par rapport à la sphère productive ou encore l'existence de deux capitalismes, l'un industriel vertueux, l'autre financier parasitaire et vorace. En effet, cette opposition est fausse, bien que l'écart de rentabilité entre les deux sphères soit devenu flagrant. Parce que la dégradation des rapports sociaux dans l'économie productive dite réelle a nourri la financiarisation pendant trente ans : moins de salaires et de protection sociale, c'était plus de profit pour les actionnaires. Et parce que la sphère financière est un élément nécessaire à la circulation du capital qui met les travailleurs en concurrence, et qu'en retour la valorisation financière ne peut se réaliser sans la sphère productive. La financiarisation du capitalisme n'a fait qu'exacerber la contradiction entre le passage obligé par le circuit *capital argent-capital productif-capital argent supérieur (A-P-A')* et la tentation permanente mais illusoire d'éviter celui-ci pour aller directement au but *A-A'*. Dans l'édition du Livre II du *Capital* établie par Engels, Marx exprime cette idée ainsi : « C'est parce que la monnaie est la forme autonome, concrète de la valeur, que la circulation *A… A'*, dont elle marque le départ et le retour, dit clairement que "faire de l'argent" est le motif stimulant de la production capitaliste. Produire y est simplement un moyen indispensable, un mal inévitable pour obtenir de l'argent. C'est pourquoi toutes les nations capitalistes subissent périodiquement le vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production.[74] »

Si l'on ajoute à ce premier aspect de la crise – en termes de suraccumulation – celui de la difficulté de plus en plus grande à concevoir et mettre en œuvre une accumulation infinie parce que les ressources naturelles sont limitées[75], les conditions d'une crise structurelle, c'est-à-dire mettant en question les logiques d'exploitation de la force de travail et de la nature à des fins de valorisation du capital, sont réunies. Une double crise donc : crise de production et de réalisation de la valeur créée par la force de travail, crise de production et de réalisation de valeur qui aurait une base matérielle en régression.[76] Les faits semblent donc

---

[73] Marx K., *Le Capital,* Livre III, *op. cit.*, tome II, 1968, p. 1193-1195. Il ne restera plus à Keynes qu'à dire que la liquidité ne peut être vraie simultanément pour tous les porteurs d'action ; pour un hommage parodique du second au premier, voir Harribey J.-M., « Correspondance inédite entre Keynes et Marx », *Libération,* 19 novembre 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/correspondance-marx-keynes.pdf, reproduit dans *Raconte-moi la crise*, *op. cit*.

[74] Marx K., *Le Capital*, Livre II, Paris, V. Giard et E. Brière, 1900, édition électronique, http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/capital/capital_livre_2/capital_livre_2_fichiers.html, p. 38-39.

[75] Nous reviendrons précisément dans les chapitres 5, 7, 8 et 9 sur les implications de la crise écologique en termes de richesse et de valeur.

[76] Voir Harribey J.-M., « Marx, un spectre qui hante le capitalisme : la crise de la marchandisation du monde », *in* Harribey J.-M., Montalban M. (dir.), *Pouvoir et crise du capital : Marx, penseur du XXI*e *siècle*, Lormont, Le

donner raison à Marx. Pourtant, les débats suscités par la théorie de la valeur de Marx n'ont pas manqué après la disparition de celui-ci.

Bord de l'eau, 2012, p. 105-123. Une version voisine figure dans Harribey J.-M., « Pour comprendre la crise : aux sources de la richesse et de la valeur », *Revue Espaces Marx*, « Marx aujourd'hui », n° 31, coordonné par Roland Delacroix et Richard Sobel, second semestre 2011-premier semestre 2012, p. 69-86.

Chapitre 3

La loi de la valeur en débat

« *Le marxisme est l'ensemble des contresens qui ont été faits sur Marx*. »
Michel Henry, *Marx*, tome I, *Une philosophie de la réalité*, Paris, Gallimard, 1976, p. 9.

Résumer les débats sur la théorie marxienne de la valeur est impossible tellement ils ont jalonné tout le parcours de la théorie économique depuis 1883, année de la mort de Marx, jusqu'à aujourd'hui. Nous ne pourrons ici que présenter une courte synthèse des axes majeurs des discussions qui ne sont peut-être pas définitivement closes. La pierre de touche de ces discussions a été et est toujours le problème dit de la transformation des valeurs en prix de production : comment conserver une théorie de la valeur fondée sur le travail avec le mouvement du capital conduisant à une tendance à l'égalisation des taux de profit dans chaque branche de l'économie ? La réponse à cette question n'est pas unique, tant sur le plan des méthodes que sur celui des résultats. Rappelons d'abord la réponse de Marx, puis nous verrons les termes de la discussion qui sont techniques et également épistémologiques.

1. Les valeurs et les prix de production chez Marx

Dans son Livre III du *Capital*, Marx propose une solution à l'énigme laissée en suspens par Ricardo[1]. Mais cette solution n'est pas sans poser de nouvelles questions.

1) La solution de Marx à l'énigme de Ricardo

La concurrence capitaliste et la mobilité des capitaux qui en résulte conduisent à une tendance à l'égalisation des taux de profit dans l'ensemble des secteurs économiques. Le taux moyen de profit est le rapport de la plus-value S totale prélevée sur la force de travail et de la totalité du capital constant C et du capital variable V : $\sum S / \sum (C + V)$.

Ainsi que l'avait noté Ricardo, si tous les secteurs avaient une intensité capitalistique identique, les prix reflèteraient exactement les contenus en travail. Or l'intensité capitalistique diffère et Marx essaie de montrer que le système des prix qui se forme tend à répartir la masse de plus-value en fonction de la composition organique du capital C/V.

Plus la mécanisation est élevée, plus la composition organique du capital est forte, ce qui correspond à l'idée que l'intensité capitalistique est élevée, et plus la productivité du travail sera en principe grande. Les secteurs les plus modernes vont donc capter une part de la plus-value sociale produite au niveau de l'ensemble de l'économie par le biais de *prix de production supérieurs à l'équivalent monétaire de la quantité de travail incorporé*[2]. Ces

[1] Voir le chapitre 1 ci-dessus.

[2] Cette formulation est de loin préférable à celle habituellement utilisée « prix de production supérieurs à la valeur » car il n'y a pas de valeur qui ne soit monétaire : voir Harribey J.-M., « Marx : des prix de production au circuit monétaire », dans Bidard C., Hendaoui A., Poulon F. (sous la direction de), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, 1998, p. 157-176, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/marx-sraffa.pdf. Nous reprendrons ce point un peu plus loin.

secteurs sont en quelque sorte récompensés de l'effort de modernisation qu'ils ont accompli et des gains de productivité obtenus. Par contre, les secteurs archaïques sont pénalisés par le biais de *prix de production inférieurs à l'équivalent monétaire de la quantité de travail incorporé*. Le marché sanctionne les secteurs qui ont une productivité du travail inférieure à la moyenne, c'est-à-dire qui gaspillent du travail par rapport à la moyenne sociale. Au contraire, il récompense ceux qui économisent les ressources.

Marx conclut que les valeurs (au sens du travail incorporé) sont transformées en prix de production. Sa démonstration s'appuie sur un modèle simplifié appelé modèle de la transformation des valeurs en prix de production ou bien de la péréquation du taux de profit.

De manière générale le modèle de Marx peut s'écrire :

$(C_i + V_i)\ (1 + r) = P_i$

avec $r = \sum S_i / \sum (C_i + V_i)$,

P_i le prix de production,

C_i le capital constant, V_i le capital variable et S_i la plus-value, $\forall$ le secteur i,

Selon Marx, puisque le marché capitaliste transforme les valeurs (toujours au sens du travail incorporé) en prix, les premières deviennent invisibles, les contenus en travail disparaissent derrière un écran, et le profit peut apparaître comme né du capital ou de l'échange alors qu'il est en réalité une forme déguisée de la plus-value.

2) De nouvelles questions

Malheureusement pour Marx, l'équation ci-dessus est entachée d'une erreur logique dans la mesure où les marchandises, qui sont à la fois intrants et extrants, ne peuvent avoir dans la même équation qu'une seule forme d'expression. Or, Marx écrit les marchandises à gauche de l'équation en valeur (au sens de travail incorporé) et à droite en prix de production. Il était conscient de s'être livré à une approximation, mais il pensait qu'elle ne remettait pas en cause la portée de son analyse.

> « Il est vrai que ces explications ont modifié la thèse initiale concernant la détermination du coût de production des marchandises. Primitivement, nous avons supposé que le coût d'une marchandise est égal à la *valeur* des marchandises consommées dans sa production. Mais, pour l'acheteur, le prix de production d'une marchandise en est le coût de production et c'est comme tel qu'il peut donc entrer dans les prix des autres marchandises. Comme le prix de production peut différer de la valeur d'une marchandise, le coût de production de celle-ci renfermant ce prix de production d'une autre marchandise peut lui aussi se trouver au-dessus ou au-dessous de cette partie de sa valeur globale dérivée de la valeur des moyens de production consommés. Il faut donc avoir à l'esprit cette signification modifiée du coût de production et se rappeler qu'une erreur est toujours possible quand, dans un secteur de production particulier, le coût de production est identifié à la valeur des moyens de production consommés. Pour la présente analyse, il est inutile d'insister sur ce point.[3] »

Mal lui en prit car tous les critiques profitèrent de cette approximation – dont il ne pouvait venir à bout, tout au moins sur le plan technique, puisque les théorèmes de l'algèbre matricielle ne furent démontrés que plus tard – pour dénoncer la théorie de la valeur-travail sous-jacente à la transformation des valeurs en prix de production. Une abondante littérature existe sur cette discussion, ouverte dès la mort de Marx et relancée avec Sraffa, pour savoir s'il n'y avait pas d'incohérence entre le Livre I du *Capital* présentant la loi de la valeur-travail

[3] Marx K., *Le Capital,* Livre III, *op. cit.*, p. 957.

de Marx et le Livre III présentant sa théorie du mouvement du capital et les prix de production qui en résultent.

En publiant les Livres II et III, à l'état de manuscrits inachevés par Marx, Engels lance une invitation à résoudre la question qui va devenir le « problème » de la transformation des valeurs en prix de production. Immédiatement, l'économiste autrichien Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914) répond en 1896 que la théorie de la valeur fondée sur le travail n'est pas nécessaire pour connaître les prix de production, qu'il y avait donc une contradiction entre la théorie de la valeur-travail du Livre I de Marx et celle des prix de production du Livre III, et que, de toute façon, la théorie de la valeur-travail était un postulat non démontré.[4] À sa suite, l'économiste ukrainien Mikhail Tugan-Baranovsky (1865-1919)[5] et l'économiste russe Ladislaus Bortkiewicz (1868-1931)[6] reprennent l'approximation de Marx évoquée ci-dessus pour en déduire que, puisqu'il y a une faute de logique dans l'écriture du système des prix de production qui empêche de trouver, d'une part, une égalité entre la somme des valeurs et des prix de production, et, d'autre part, une égalité entre la somme des plus-values et la somme des profits, alors la théorie de l'exploitation de Marx est fausse. En particulier, il n'est plus possible de faire découler le taux de profit du taux d'exploitation.[7]

Cependant, la « rectification » de Bortkiewicz a été à son tour contestée. Michel Rosier en a proposé une démonstration :

> « La cause de la difficulté relevée par Marx réside donc bien entièrement dans des "erreurs relatives au passé", puisqu'elle tient à une différence entre K^t et KE^t [la valeur-travail incorporée par les biens acquis au cours du moment d'échange *t* et utilisés productivement par la suite, et la valeur en échange de ces mêmes biens]. La seule faiblesse de Marx sur ce point est de n'avoir pas traité cette difficulté. S'il l'avait traitée, certes, il se serait aperçu que, contrairement à ce qu'il affirme, ces "erreurs relatives au passé" ne se compensent pas toujours et qu'une "erreur relative au passé" globale est possible au cas où une partie du produit est utilisée improductivement, mais, en même temps, il aurait vu qu'une "erreur relative au passé" globale ne remet pas en cause sa conception de la production comme production de valeur-travail.[8] »

Il n'en reste pas moins que c'est la contribution de Bortkiewicz qui a servi de point de départ aux nombreux rebondissements ultérieurs.

---

[4] Böhm-Bawerk E., « Zum Abschluss den Marxchen Systems », *in* Von Boenigk Otto, *Staatswissenschaftliche Arbeiten. Festgaben für Karl Knies*, hrsgb. von, Berlin, 1896, p. 87-205, http://www.marxists.org/deutsch/referenz/boehm/1896/xx/index.htm.

[5] Tugan-Baranovsky M., *Theoretische Grundlagen des Marxismus*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1905.

[6] Bortkiewicz L., « Wertrechnung und Preisrechnung inn Marxschen System », *Archiv fur Sozialwissenscraft und Sozialpolitik,* XXIII, 1, juillet 1906, p. 1-50, XXV, 1, juillet 1907, p. 10-51, XXV, 2, septembre 1907, p. 445-488 ; « Essai de rectification de la construction théorique fondamentale de Marx dans le troisième livre du *Capital* », 1907, *Cahiers de l'ISMEA*, Série S, 1, janvier 1959, p. 19-36.

[7] Pour une synthèse des critiques issues de Tugan-Baranovsky et de Bortkiewicz, voir Faccarello G., « Karl Marx et la critique de l'économie politique », et « Les controverses autour du *Capital* (I), Les débats autour de la loi de la valeur », p. 62-170 et p. 171-201, et Tutin C., « Les controverses autour du *Capital* (II), Les crises », p. 202-234, *in* Alain Béraud et Gilbert Faccarello, *Nouvelle histoire de la pensée économique*, *Des premiers mouvements socialistes aux néoclassiques*, Paris, La Découverte, 2000, tome 2. Pour une réinterprétation marxiste, la littérature est très abondante ; signalons : Benetti C., *Valeur et répartition*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Paris, François Maspero, 1974 ; Hai Hac T., *Relire « Le Capital » , Marx, critique de l'économie politique et objet de la critique de l'économie politique*, Lausanne, Page deux, Cahiers libres, 2003.

[8] Rosier M., « Réhabilitation d'une prétendue erreur de Marx », *Cahiers d'économie politique*, n° 48, 2004, p. 17-49, http://gesd.free.fr/rosier04.pdf, p. 44.

2. De la valeur au prix, la fin d'un débat ?

La discussion née à la fin du XIXe siècle et au début du XXe rebondit surtout dans la seconde moitié du XXe avec l'apport original de Sraffa. Tout le monde académique, orthodoxe comme hétérodoxe, fut mobilisé sur cette question théorique. Mais le paradoxe voulut que ce fût au moment où le marxisme vécut un recul intellectuel et politique considérable.

1) La réponse insuffisante inaugurée par Sraffa

Piero Sraffa (1898-1983) est un économiste italien ayant fui le régime fasciste de Mussolini et émigré à Cambridge, à l'invitation de Keynes. En menant à bien l'édition des œuvres complètes de Ricardo, il essaie de résoudre la question ouverte par celui-ci au sujet d'une marchandise étalon universel des valeurs, dont il donne une solution dans *Production de marchandises par des marchandises* en 1960.[9]

L'objectif explicite de Sraffa est d'écrire un « prélude à une critique de la théorie économique ». Le fonctionnement du système économique repose sur la reproduction de ses conditions matérielles de fonctionnement : les prix et la répartition doivent s'analyser dans le cadre de ce processus de reproduction. Cette vision, en revenant à l'approche classique, opère une rupture avec celle de l'école autrichienne du « détour de production » et celle de toute l'école marginaliste. Mais, dans le modèle de Sraffa, la nécessité de reproduire le système donne aux marchandises un prix de production qui ne va plus nécessiter de connaître au préalable les contenus en travail. Pour construire la marchandise-étalon tant cherchée par Ricardo, c'est-à-dire dont le prix ne dépend pas de celui des autres marchandises, Sraffa imagine un système-étalon dans lequel les conditions de production seraient telles qu'elles resteraient inchangées après une modification de la répartition entre salaires et profits. Cela signifie que le rapport travail direct/moyens de production ne changerait pas, ou, dans la mesure où il y a un taux de profit uniforme, que le rapport prix du produit net/prix des moyens de production ne changerait pas. (Voir l'annexe « Les prix de production et la marchandise-étalon de Sraffa »).

Plusieurs conclusions peuvent être tirées du modèle de Sraffa. La première est donnée par l'auteur : il existe dans le système étalon une relation linéaire entre le taux de profit et la part des salaires. Si on exprime les prix et le salaire en termes de la marchandise-étalon, cette relation reste valable dans le système réel initial parce qu'un théorème mathématique (de Perron-Frobenius) assure la correspondance biunivoque entre les prix et la matrice technique. Une telle relation est impossible à obtenir, et un taux de profit qui ne dépendrait pas des prix est impossible à déterminer en dehors d'un système étalon choisi comme numéraire. Or, la construction du système étalon exige qu'il y ait l'une des deux variables de répartition qui soit exogène. Sraffa exécute donc la théorie néoclassique qui se propose de déterminer simultanément salaire et profit. Il n'y a dès lors plus de théorie néoclassique de la valeur et de la répartition, et la mesure du capital indépendamment de la répartition est une chimère. Le modèle de Sraffa donne les bases d'une critique de la construction néoclassique des prix de marché postulant l'existence d'un marché sans production.

Deuxièmement, Sraffa construit un système étalon dans lequel les proportions entre les intrants sont égales aux proportions entre les extrants. Il tire de ce système étalon le produit net étalon qui constitue le but et l'aboutissement de sa recherche : servir d'unité de mesure. La loi de répartition qui en résulte montre que le prix du produit net n'est autre que la somme du salaire et du profit. La conséquence est que le travail social est l'unique créateur du produit

[9] Sraffa P., *Production de marchandises par des marchandises, Prélude à une critique de la théorie économique*, 1960, Paris, Dunod, 1970.

net, ou, si l'on renverse la proposition : l'étalon net de Sraffa exige pour sa production tout le travail social et rien que le travail social. Certes, il a fallu des moyens matériels de production pour produire cet étalon net, mais à l'origine desquels figure du travail social. Le produit net étalon n'a d'autre sens que celui d'une marchandise dont la production, aussi loin que l'on remonte dans la chaîne de fabrication, exige tout le travail social et uniquement celui-là. Le produit net est donc réductible à du seul travail direct et le raisonnement s'applique au système économique réel, puisque le système étalon exige la même quantité de travail direct que le système réel. Mais le paradoxe est que la valeur-travail devient inutile pour déduire les prix, conduisant à son rejet complet par des auteurs comme Ian Steedman[10] et Paul Samuelson[11].

Troisièmement, puisque le modèle de Sraffa exige que les prix des extrants et les prix des intrants, qui sont ceux des extrants de la période précédente, soient les mêmes, il suppose que les conditions de production sont invariables d'une période à l'autre, et cela de manière indéfinie. Or, cet état stationnaire n'est pas compatible avec la dynamique capitaliste et, si on voulait différencier les prix d'une période et ceux de la suivante, le système de prix ne pourrait être résolu à cause d'un nombre d'inconnues supérieur au nombre d'équations.[12] Donc, dans le cadre sraffaien, la possibilité de calculer un système de prix à partir des seules données physiques des marchandises nécessaires à la production, sans passer par les valeurs-travail, est due à cette hypothèse d'état stationnaire qui empêche, au sein de ce modèle, d'établir une commensurabilité entre le contenu en travail de chaque marchandise et son prix.

Quatrièmement, si l'on exprime le système de production de marchandises par les marchandises elles-mêmes, et si les conditions techniques de la production de la marchandise-étalon déterminent le taux de profit maximum *R* indépendamment des rapports d'échange, alors les prix et le taux de profit sont déterminés sans qu'il soit nécessaire de connaître les contenus en travail, les valeurs comme disait Ricardo. De ce fait, l'origine du profit redevient invisible, et les rapports sociaux sont occultés. Et cela est d'autant plus déroutant pour la théorie de la valeur et de l'exploitation de Marx que l'égalité de la somme des valeurs et de la somme des prix de production, ainsi que l'égalité de la somme des plus-values et de la somme des profits, ne sont plus garanties, sauf exception.[13]

---

[10] Steedman I., *Marx after Sraffa*, Londres, New Left Books-Verso, 1977 ; « Ricardo, Marx et Sraffa », dans Dostaler G. (sous la dir. de, avec Lagueux M.), *Un échiquier centenaire, Théorie de la valeur et formation des prix*, Paris, La Découverte, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1985, p. 183-191.

[11] Samuelson P. A., « The Transformation from Marxian "Values" to Competitive "Prices" : A Process of Rejection and Replacement », *Proceeding of the National Academy of Sciences*, Vol. 67, n° 1, p. 423-425, september 1970, http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC283221/pdf/pnas00099-0432.pdf. Il est l'auteur d'une boutade célèbre en conclusion de cet article : « En résumé, la "transformation" des valeurs en prix peut être décrite logiquement comme la procédure suivante : "(1) écrivez les relations de valeurs ; (2) prenez une gomme et effacez ; (3) finalement, écrivez les relations de prix – ainsi vous avez effectué le fameux processus de transformation." » (« In summary, "transforming" from values to prices can be described logically as the following procedure : "(1) Write down the value relations ; (2) take an eraser and rub them out ; (3) finally write down the price relations – thus completing the so-called transformation process." »).

[12] Voir la critique de Michel Husson : Perez M., « Valeur et prix : un essai de critique des propositions néoricardiennes », *Critique de l'économie politique*, Nouvelle série, n° 10, janvier-mars 1980, http://hussonet.free.fr/perez.pdf ; Husson M., « Forme et mesure de la valeur », Communication au colloque « Jean-Marie Vincent, un théoricien critique », Saint-Denis, 27 mai 2005, http://hussonet.free.fr/mhvincen.pdf. Cependant, l'idée selon laquelle la mise en évidence à la Sraffa d'un surplus économique serait incompatible avec la thèse de l'exploitation ne nous paraît pas fondée, comme nous le montrons dans l'annexe 2 du chapitre 3 « Comment passer de Sraffa à Marx ? ».

[13] Duménil G., « Une approche fonctionelle du théorème marxien fondamental d'Okishio-Morishima », *Cahiers d'économie politique*, 1982, Vol. 7, p. 129-139.

Bien que, sur le plan de la formalisation et de la formulation du système des prix de production, Sraffa soit allé au-delà de Marx, il est resté en deçà sur ce dernier point.[14] L'ouvrage de Sraffa a donné lieu à une abondante littérature et nourri un débat pendant plusieurs décennies. Où en est-on aujourd'hui ? Nombreux sont les auteurs qui ont tenté de reformuler, chacun à leur manière, la problématique des prix de production. Nous retiendrons ici les formulations les plus typiques des principaux termes du débat.

2) Le théorème marxien fondamental

Il y a eu tout d'abord la formalisation du « théorème marxien fondamental » par Nobuo Okishio[15] et Michio Morishima[16]. Ces deux auteurs se situent dans le prolongement des travaux de Sraffa, mais ils ont montré, en désagrégeant l'économie en ses multiples secteurs, l'unité des Livres I et III du *Capital* :

> « L'exploitation des travailleurs par les capitalistes est nécessaire et suffisante pour qu'existe un ensemble prix-salaire rapportant des profits positifs, autrement dit pour que la conservation de l'économie capitaliste soit possible.[17] »

Une économie capitaliste est ainsi obligatoirement une économie dans laquelle la force de travail est exploitée. Cependant, ainsi que l'ont fait remarquer de nombreux auteurs, le fait de prélever un surplus social sur le fruit du travail ne constitue pas une preuve de la loi de la valeur de Marx. Le problème du passage des valeurs (dans le sens de contenus en travail) aux prix reste donc à résoudre, à la fois parce que valeurs et prix s'expriment dans des dimensions différentes et parce que, dans le cas de production jointe, un taux de profit positif peut coexister avec un taux d'exploitation de la force de travail négatif.

Les contributions contemporaines sur la transformation de la valeur en prix ont ensuite fait progresser la discussion sur deux questions restées en suspens : celle de la double égalité marxienne valeurs/prix et plus-values/profits, et celle du traitement de la production jointe.

Parmi les solutions proposées au problème de la transformation, celles qui retiennent surtout l'attention aujourd'hui reposent soit sur une redéfinition du salaire, donc du capital variable, soit sur une prise en compte historique du capital fixe.

3) La redéfinition du salaire

La première proposition a été faite par Gérard Duménil[18] en 1980 et Duncan Foley[19] en 1982 et reprise par Alain Lipietz[20] en 1982 et 1983. Les deux premiers auteurs ont récemment

---

[14] L'une des critiques portée par Frédéric Poulon (*Macroéconomie approfondie, Équilibre, déséquilibre, circuit*, Paris, Cujas, 1982, p. 217) au modèle de Sraffa qui ne proposerait que « des décompositions tautologiques des prix en coûts de production » ne nous paraît pas fondée car Sraffa (*Production de marchandises par des marchandises*, *op. cit.*, p. 10-11) distingue les marchandises non fondamentales dont le prix dépend de celui de leurs biens de production, la réciproque n'étant pas vraie, et les marchandises fondamentales pour lesquelles il y a interdépendance entre leur prix et celui de leurs biens de production. En revanche, pour avoir une vision critique de l'approche de Sraffa, on peut se reporter à Salama P., *Sur la valeur*, Paris, François Maspero, 1975, ainsi qu'au numéro spécial des *Cahiers d'économie politique*, n° 3, 1976, consacré aux Actes du colloque Sraffa, Amiens, 1 au 3 juin 1973.

[15] Okishio N., « A Mathematical Note on Marxian Theorem », Weltwirtschaftliches Archiv, 91-2, p. 287-299.

[16] Morishima M., *Marx's Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973.

[17] Morishima M., *Marx's Economics*, Cambridge, *op. cit.*, p. 53.

[18] Duménil G., *De la valeur aux prix de production*, *op. cit.* ; « Une approche fonctionnelle du théorème marxien fondamental d'Okishio-Morishima », *op. cit*.

[19] Foley D., « The Value of Money, the Value of Labor Power and the Marxian Transformation Problem », *Review of Radical Political Economics*, vol. 14, 1982, p. 37-47.

[20] Lipietz A., « Retour au problème de la "transformation des valeurs en prix de production" », *Cahiers d'économie politique*, n° 7, 1982, p. 141-166, http://digamo.free.fr/lipietz79.pdf ; *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.

reformulé en commun leur solution qu'ils avaient imaginée séparément. Ils la définissent comme une *unallocated purchassing power approch* (approche du pouvoir d'achat non alloué) et elle est connue sous le nom de *Single-system labour theory of value* (SS-LTV, théorie de la valeur-travail à système unique)[21]. L'idée de base est double. D'une part, l'égalité des valeurs et des prix s'applique au produit net et non au produit brut. D'autre part, la valeur de la force de travail est définie comme un salaire monétaire que la lutte des classes détermine et non pas comme la valeur d'un panier de biens. Les auteurs retiennent donc la seconde conception de la force de travail et du salaire que nous avions repérée chez Marx. La conséquence de cette seconde hypothèse est de ne pas faire dépendre le salaire monétaire des prix de production et donc de la péréquation du taux de profit.

Il s'ensuit que le total du capital variable V engagé par les capitalistes (la masse salariale exprimée en travail) est égal au taux de salaire unitaire nominal w multiplié par l'équivalent-travail d'une unité monétaire u_m et par la quantité de travail vivant utilisé l :

$V = w\, u_m\, l$ (exprimé en travail),

avec $u_m = l / Y \Leftrightarrow Y\, u_m = l$,

avec Y le produit net (en monnaie),

les profits $\Pi = Y - w\, l$ (en monnaie),

les plus-values $S = l - w\, u_m\, l = l\,(1 - w\, u_m)$,

par le biais de u_m on exprime les profits en équivalent-travail :

$\Pi\, u_m = Y\, u_m - w\, u_m\, l = l - w\, u_m\, l = l\,(1 - w\, u_m) = S$.

Si la valeur ajoutée nette (V+S) et la part de celle-ci qui revient aux salariés ne varient pas dans la transformation, alors la somme des plus-values est égale à la somme des profits (voir l'annexe « La double égalité marxienne »).

Les avantages de cette interprétation sont nombreux. Elle bénéficie de l'apport de la résolution d'un système des prix de production à partir d'une écriture matricielle que Marx ne pouvait, à son époque, pas connaître. Elle fournit une preuve formalisée de l'intuition de Marx, à savoir que, sur le plan macroéconomique, simultanément, la somme des prix de toutes les marchandises est égale à la somme de l'équivalent monétaire de toutes les valeurs-travail – ce qui pouvait être posé comme une hypothèse – et la somme des profits monétaires est égale à la somme de l'équivalent monétaire de toutes les plus-values – ce qui ne pouvait être obtenu à partir d'une conception du salaire réel considéré comme un panier de biens dont le prix dépend de la péréquation du taux de profit –. Cette interprétation, enfin, relie la théorie des prix à la loi de la valeur, et rend leur unité à la loi de la valeur et à la théorie de l'exploitation.

Avec cette solution se trouvent réunis par Marx les deux objectifs que l'économie politique n'avait pas réussi à atteindre et un troisième dont il avait fait l'élément fondamental pour critiquer l'économie politique de ses prédécesseurs, à savoir élaborer :

- une théorie de la valeur et des prix,
- une théorie de la répartition entre les classes sociales qui trouve son fondement dans les rapports de production d'exploitation,
- et une théorie de la marchandise comme forme fétiche des rapports sociaux médiatisés par l'échange de valeurs.

On peut comprendre alors la cohérence entre le Livre I et le Livre III du *Capital* car la théorie de l'exploitation énoncée dans le premier Livre n'a pas besoin de la théorie des prix du troisième, contrairement aux affirmations de Böhm-Bawerk à la fin du XIXe siècle.

---

[21] Duménil G., Foley D., « The Marxian Transformation Problem », *in* Durlauf Steven N. and Blume Lawrence E. (Eds), *The New Palgrave : Dictionary of Economics*, Second Edition, 2008, http://jourdan.ens.fr/levy/dfo2008b.pdf ; Duménil G., Foley D., Lévy D., « A Note on the Formal Treatment of Exploitation in a Model with Heterogenous Labor », *Metroeconomica*, vol. 60, 2009, p. 560-567, http://jourdan.ens.fr/levy/dui2009a.pdf.

Cependant, la solution Duménil-Foley-Lipietz souffre d'au moins deux défauts. Le premier est de laisser dans l'ombre la question de savoir si le capital constant utilisé (surtout le fixe mais aussi le circulant) a été produit au cours de la période étudiée ou bien au cours des périodes précédentes. Ce point est important, car si le capital constant a été produit antérieurement, il ne peut être systématiquement évalué aux mêmes prix que ceux qui résultent du processus en cours. Or, la résolution simultanée d'un système d'équations dans lequel on applique aux intrants les mêmes prix qu'aux extrants de même nature aboutit à réévaluer les intrants en fonction des conditions de production présentes. En d'autres termes, il s'agit de savoir si l'on raisonne comme si l'économie était stationnaire ou si on se place dans la perspective de la dynamique du capital.

Le deuxième défaut est lié au précédent. L'établissement d'un système de prix de production se fait toujours à partir de prix de production et non à partir d'un système préexistant dans une autre dimension. *Le problème est donc de réallouer des équivalents monétaires de travail entre les branches et non pas de réallouer des quantités de travail.* Aussi, est-il important de rétablir la cohérence interne de la théorie de l'exploitation de Marx, mais cela ne suffit pas à faire de sa théorie de la valeur, telle qu'elle est le plus couramment exprimée, une théorie des prix.

4) La prise en compte du capital fixe

En partant des difficultés non surmontées précédentes, d'autres approches dites « séquentielles » ou historiques ont été récemment présentées. Plusieurs auteurs les ont esquissées[22] et nous en donnons la présentation fournie récemment par Vincent Laure van Bambeke :

> « En résumé, la critique principale que nous formulons à l'encontre de SS-LTV est de traiter tous les éléments qui forment le capital de la même façon alors que ceux-ci accomplissent des cycles différents.[23] »

Et cette critique est liée au fait que :

> « Le problème de la transformation des valeurs en prix de production ne peut être résolu sans aborder la question des "prix de production de marché" et celui de l'allocation efficiente du capital entre les sections. […] [Il faut] définir le problème de la transformation des valeurs en prix de production dans sa double dimension : péréquation de la plus-value sociale et réallocation du capital entre les branches. […] Nous estimons que capital fixe, capital circulant et capital variable doivent avoir des traitements différenciés dans le processus de transformation des valeurs en prix de production car les marchandises qui les constituent suivent des cycles différents et de durées inégales.[24] »

La solution proposée par Laure van Bambeke part de l'idée que l'hétérogénéité des intrants composant les diverses sortes de capital empêche qu'on les évalue en quantités physiques et que seuls les prix monétaires les rendent homogènes. Ce n'est donc pas une quantité d'heures de travail qui est transformée en monnaie ; ce qui est transformé, c'est l'équivalent monétaire d'une quantité de travail en un autre équivalent monétaire une fois

---

[22] On peut citer : Freeman A. « The Logic of the Transformation Problem », dans Mandel E.. and Freeman A., *Ricardo, Marx, Sraffa, The Langston Memorial Volume*, London, Verso, 1984, p. 221-264 ; Freeman A., 1996, « Price, Value and Profit – A Continuous, General, Treatment », dans Freeman A. and Carchedi G., *Marx and Non-equilibrium Economics,* Cheltenham, Brookfield, Edward Elgar, 1996, p. 190-233 ; M. Rosier, « Réhabilitation d'une prétendue erreur de Marx », *op. cit*.

[23] Laure van Bambeke V., « La théorie de la valeur et des prix absolus en tant que synthèse du temporalisme et du simultanéisme », Congrès Marx International VI, 22 au 25 septembre 2010, http://laure.van.bambeke.free.fr/fichiers_page1/fichierspdf/2010.lvb.synthese.pdf.

[24] *Ibid.*

intégrée l'exigence de rémunération égale des capitaux.[25] Ainsi l'introduction de l'hypothèse de déplacement des capitaux entre les branches (conforme à la pensée des classiques et de Marx) permet d'infirmer la tentative de réfutation de Marx par Bortkiewicz.

En distinguant le capital constant fixe avancé K_i et celui qui est consommé k_i dans le secteur i au cours de la période, le capital constant circulant c_i, le capital variable v_i, les coefficients de réallocation x_i et la part du capital avancé y_i dans ce secteur, un système à deux secteurs exprimant la réallocation de la valeur γ_i s'écrit :

$$(k_1 + c_1 x_1 + v_1 x_2) + r (K_1 + c_1 x_1 + v_1 x_2) = \gamma_1 x_1$$

$$(k_2 + c_2 x_1 + v_2 x_2) + r (K_2 + c_2 x_1 + v_2 x_2) = \gamma_2 x_2$$

Le premier membre de ces équations représente la transformation des éléments composant la matrice socio-technique et le profit unitaire associé. Les éléments $c_i x_i$ et $v_i x_i$ représentent les résultats de la réallocation en parts de capital avancé y_i. Le second membre des équations représente les prix de production.

Cette solution répond-elle à toutes les objections ? De notre point de vue, non. Elle résout la question de la prise en compte du capital constant fixe mis en œuvre à des dates différentes et dont la valeur de son amortissement (qui est transmise dans le produit fini) est redistribuée en fonction des mouvements du capital. Mais cette solution consiste toujours à partir d'un système en valeur-travail incorporé pour le transformer, alors que l'établissement d'un système de prix de production ne peut se faire que sur la base d'un système également de prix de production, et cela bien qu'il soit affirmé au départ que l'on raisonne en équivalent monétaire des quantités de travail.

5) La valeur est monétaire

Si les marchandises sont évaluées de la même façon en tant qu'intrants et extrants, c'est-à-dire en prix de production, les prix et le taux de profit sont déterminés simultanément. La résolution du système des prix ne suppose pas la connaissance préalable des contenus en travail. Mais cela ne signifie pas que l'on ne puisse pas établir la répartition des contenus en travail qui est *reconnue* dans l'économie via le système de prix de production. De la même façon, le taux de profit peut être relié *a posteriori* au taux d'exploitation. Un premier point peut donc être établi : comme le dit Gilbert Abraham-Frois, « les conditions de normalisation du système des prix permettent que soit toujours vérifiée soit l'égalité de la plus-value globale et du profit global, soit l'égalité de la somme des valeurs et de la somme des prix[26] ». Ensuite, Luigi Pasinetti montre qu'il existe une relation biunivoque entre le système des « valeurs » et celui des prix [27] (voir le schéma « La théorie de la valeur-travail reconsidérée »). Cela signifie que :

- il n'y a aucune correspondance entre la quantité de travail concret utilisé dans la production d'une marchandise particulière et son prix de production (c'était déjà le point de vue de Ricardo confirmé par Marx) ;
- il y a une identité entre chaque prix de production et la quantité de travail socialement validée en monnaie ;
- il y a une équivalence globale entre le *système* des prix et le *système* du travail socialement validé ;
- sous réserve de l'écoulement de la totalité des marchandises produites, il y a équivalence, au niveau global, entre le travail concret, le travail socialement validé et les prix, toutes catégories exprimées en monnaie.

---

[25] Sans la pousser aussi loin à l'époque, nous esquissions la même idée dans « Retour sur la "source" du profit », *op. cit.*

[26] Abraham-Frois G., *Dynamique économique*, Paris, Dalloz, 1991, 7e édition, p. 420.

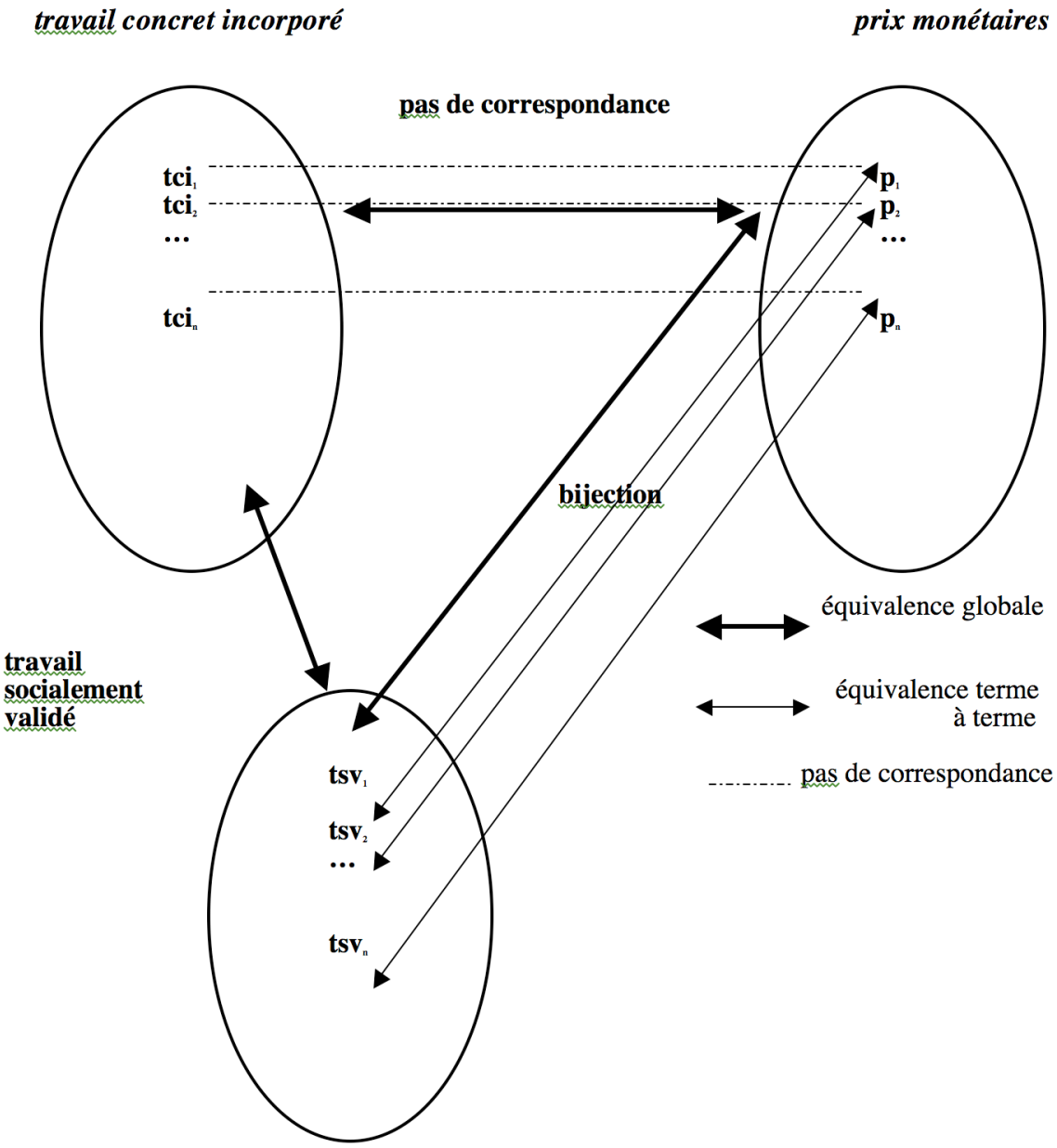
[27] Pasinetti L., *Leçons sur la théorie de la production*, Paris, Dunod, 1985, Appendice au chapitre 5, p. 128-155.

Sur la base d'une valeur de la force de travail comme valeur d'un panier de marchandises, la double égalité marxienne est impossible à retrouver dans un cas général.

En normant le système par l'égalité de la valeur ajoutée nette et du prix du produit net, on retrouve en revanche l'égalité de la plus-value sociale et du profit global, mais à une condition dirimante consistant à déduire un système de prix d'un autre système exprimé dans une dimension différente.

On retrouve aussi la double égalité marxienne en posant comme invariant le montant du capital fixe avancé, mais ou bien la restriction précédente subsiste, ou bien on suppose connus les prix de production des équipements composant le capital fixe.

La théoriee de la valeur-travail reconsidérée



Voilà donc où nous en sommes : bien que le modèle de Sraffa n'ait pas besoin de connaître les contenus en travail des marchandises pour déterminer un système de prix de

production, il reste utile pour faire apparaître un taux de surplus physique social et la relation conflictuelle entre salaires et profits pour le partage du produit. C'est ainsi que Gilles Dostaler analyse les rapports entre Marx et Sraffa :

> « Que l'on dise, comme Marx, que l'ouvrier travaille tant d'heures pour reproduire sa force de travail et tant d'heures pour créer la plus-value accaparée par le capitaliste, ou que l'on explique qu'il existe un surplus physique, *R,* dans l'économie, dont la répartition constitue l'enjeu d'un rapport de force exprimé "algébriquement" par la fameuse équation $r = R(1-w)$, on décrit la même réalité. Et, dans les deux cas, on met en évidence l'antagonisme des intérêts entre les travailleurs et les détenteurs des moyens de production.[28] »

Le cas des productions jointes modifie-t-il les conclusions ? Une production est dite jointe si une branche produit plus d'un bien, autrement dit si un intrant sert à produire plus d'un extrant, ou si on considère que les biens de production sont du capital fixe s'usant sur la moyenne et longue période. Les exemples de productions jointes abondent : le raffinage du pétrole permet de fabriquer des carburants de plusieurs sortes ainsi que des dérivés chimiques ; l'élevage d'animaux permet de produire de la viande, du lait, du cuir et de la laine, etc. Selon Pasinetti, même dans le cas de production jointe, les prix peuvent se réduire à des quantités de travail pondérées : « Les prix de production sont des quantités physiques de travail, pondérées par le taux de profit composé correspondant à leurs dates conceptuelles d'application.[29] »

Comme le plus important est de restituer les rapports sociaux derrière la production et l'échange de marchandises, la « loi de la valeur », pour parler comme Marx, peut être, au final, exprimée ainsi :

Le marché capitaliste valide la production de valeur d'usage et, à travers elle, il valide le fait d'avoir travaillé pour la produire, dans une proportion qui sera le travail abstrait ou travail socialement nécessaire de Marx. Par les mécanismes d'égalisation du taux de profit et de circulation du capital, le marché est le réallocateur de l'équivalent monétaire du travail concret. Ce rôle de réallocateur, qui s'achève par la flexibilité des prix en fonction de l'offre et de la demande, ne s'exerce pas à partir de rien, hors-sol, mais à partir des conditions sociales et techniques de production.

À notre sens, partir des conditions de production et de reproduction du système économique n'invalide pas la thèse de Marx, dont on peut imaginer qu'elle fut pensée ainsi par son auteur, et cela dans une tradition classique assumée : le produit net en termes physiques est partagé entre capitalistes et prolétaires, mais non pas à ce stade en nature. À la suite du processus de valorisation monétaire qui implique une égalisation des taux de profit dans l'ensemble de l'économie, la part de la valeur monétaire du produit net qui revient aux salariés définit un taux d'exploitation dont on peut *alors* déduire le partage entre surtravail et travail nécessaire, ces deux quantités ayant été socialement validées, c'est-à-dire reconnues à travers la chaîne qui conduit de la production à sa réalisation sur le marché capitaliste. Cette reconstruction théorique *a posteriori* remet-elle en question la loi de la valeur de Marx dont la présentation habituelle, même sous la plume de celui-ci, consiste à suivre l'enchaînement suivant : le travail crée toute la valeur, donc, comme il ne la reçoit pas en totalité, il est exploité ? Le schéma habituel est ainsi : théorie de la valeur → théorie de l'exploitation. Or ce schéma, qui fait découler l'exploitation de la valeur, semble inversé dans la réalité ; que faut-il alors en conclure ? Contrairement à ce qui apparaît dans le texte de Marx, l'antériorité n'est pas dans le calcul des valeurs-travail incorporé par rapport au calcul des prix de production ou dans l'antériorité du calcul de la plus-value par rapport à celui du profit, ou encore dans

---

[28] Dostaler G., « Marx et Sraffa », *L'actualité économique*, vol. 58, n° 1-2, 1982, p. 95-114 (ici p. 103), http://www.erudit.org/revue/ae/1982/v58/n1-2/601016ar.pdf.

[29] Pasinetti L., *Leçons sur la théorie de la production*, *op. cit.*, p.197, et note 9, p. 197.

l'antériorité du calcul du taux de plus-value par rapport à celui du taux de profit. L'antériorité réside dans la réalité économique et sociale : il y a prélèvement du surplus physique, donc exploitation, avant que les prix soient établis, et cela pour deux raisons. La première est matérielle : la production précède sa réalisation. La seconde est sociale : elle est fondée en droit dans la mesure où le contrat salarial institue par avance la spoliation qui sera effectuée. C'est ainsi que la loi de la valeur peut être lue non pas avant tout comme une théorie des prix, mais comme une théorie des rapports sociaux.[30]

Ce qui a longtemps perturbé la compréhension de la loi de la valeur de Marx, présentée le plus souvent comme la théorie de la valeur-travail presque semblable à celle de Ricardo, c'est que, en réalité, elle devrait être formulée comme le fait Roubine : « Les *prix de production* des marchandises sont *proportionnels aux capitaux* au moyen desquels les marchandises sont produites.[31] » Et ces capitaux investis reflètent la répartition du travail social dans la société.

Sur le plan méthodologique, une fois admise l'idée selon laquelle la théorie de la valeur-travail n'est pas au sens strict une théorie microéconomique des prix, il est possible de la retenir comme loi macrosociale. On pourrait même suggérer qu'elle peut être déclinée selon une version faible et une version forte : la version faible serait de considérer comme équivalentes la quantité de travail social (et donc validé) dépensé et la valeur créée pendant une période ; la version forte est de poser que la valeur créée pendant une période a pour seule origine le travail social dépensé. La version faible n'est pas contestable parce qu'elle peut être réduite à une pure convention.

Pour notre part, nous allons jusqu'à la version forte que nous tenons pour valide tant qu'elle n'aura pas été réfutée. Pourquoi ce choix ? Nous pensons cohérent de considérer qu'il n'existe qu'une seule source de création de valeur ajoutée, le travail, dont la productivité s'élève grâce notamment à l'amélioration du capital technique et à l'accumulation de connaissances. Le renversement de la charge de la preuve n'est pas une dérobade intellectuelle car plusieurs éléments peuvent être avancés dans ce sens. D'abord, le phénomène (création de valeur ajoutée), l'évolution dans le temps du phénomène (augmentation de la productivité du travail) et les causes de cette évolution (le progrès technique et la mécanisation, l'organisation et l'intensification du travail, la formation) doivent être clairement distingués. Ensuite, à supposer que le temps justifie l'appropriation du profit, ce n'est pas le temps qui crée la marchandise-contrepartie réelle du profit monétaire. Imaginons un détour de production... improductif : non seulement, un bien de production inutilisé ne sert à produire aucune valeur nouvelle, mais il perd lui-même sa propre valeur puisque celle-ci ne sera jamais transmise dans celle d'un produit final ; transmise par quoi ? par le temps ? non, par le travail de transformation.[32] Sans travail, le capital est dévalorisé. Imaginons un cas inverse : automatisation généralisée de la production des biens de production et de celle des biens de consommation. La valeur de la production est alors nulle.

---

[30] On trouvera une synthèse assez proche de la nôtre chez Montalban M., « De la place de la théorie de la valeur et de la monnaie dans la Théorie de la Régulation : critique et synthèse », 2012, à paraître.

[31] Roubine I.I., *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, *op. cit.*, p.287.

[32] Ce qui vient d'être dit ne signifie pas un retour à une conception de la valeur monétaire préexistante à l'échange. On ne pourrait donc opposer à Marx le fait que la valeur d'un équipement ancien et amortissable doive être constamment révisée (le plus souvent à la baisse) en fonction de la valeur actuelle d'équipements de remplacement puisqu'il en a lui-même tenu compte : « Ce qui détermine la valeur, ce n'est pas le temps de travail incorporé aux produits, mais celui qui est actuellement nécessaire. » (Marx K., *Manuscrits de 1857-1858 (« Grundrisse »)*, Paris, Éditions sociales, 1980, tome I, p. 69). Intervient l'obsolescence qui signifie que la validation du travail contenu dans les moyens de production par le marché n'est jamais définitive avant la fin de leur utilisation. Il est donc légitime de parler de travail mort mais l'ampleur de la transmission de celui-ci est soumise aux conditions présentes de la production et du marché. Encore une fois, la validation va estampiller la mesure d'un phénomène en fonction des conditions sociales. Dit autrement, *le fait* de mesurer ne doit pas être confondu avec l'ampleur de cette mesure.

Ce cas d'école est un cas limite, au sens mathématique du terme : plus la production s'automatise, c'est-à-dire plus la productivité du travail tend vers l'infini, plus les quantités produites deviennent grandes, mais plus la valeur tend vers zéro.[33] L'automatisation des processus de production multiplie les valeurs d'usage dont la valeur d'échange diminue.[34] L'automatisation totale ne signifiant rien d'autre que l'abondance absolue, voilà, pourrait-on dire, la théorie de la valeur-travail et la loi de la rareté réconciliées. Pas du tout : elles n'ont pas à être réconciliées puisque, comme nous l'avons vu, l'une est incluse dans l'autre, le travail humain impliquant la rareté (ou la croyance en la rareté, peu importe ici).

La critique de l'économie politique s'imposait donc puisqu'elle laissait entendre que le travail concret privé possédait cette vertu naturelle de conférer aux biens une valeur. La critique des fausses objections à la critique marxienne de l'économie politique s'impose encore aujourd'hui puisqu'elles ignorent sciemment que, pour Marx, les travaux privés ne sont pas reconnus comme utiles sans médiation de l'échange. Contrairement à certaines interprétations, nous retiendrons de Marx qu'il n'y a pas, d'un côté, la valeur en heures de travail, et de l'autre, le prix en monnaie. En effet, sur le marché, il n'y a jamais des heures de travail mais des prix monétaires, car le travail abstrait ne se révèle que sur le marché. Donc, la validation des travaux concrets privés sur le marché s'effectue par l'expression de travaux abstraits échangés directement en monnaie. La valeur comme expression du travail socialement nécessaire n'a de sens qu'entendue en monnaie. De là vient sans doute la confusion selon laquelle les conceptions de Kalecki et de Boulding réfuteraient celle de Marx. Il est vrai que c'est la dépense des capitalistes qui règle le niveau global des profits monétaires qu'ils engrangeront. Il est non moins vrai que cette moisson de capital ne serait pas récoltée d'une part si la force de travail n'avait été mise en œuvre pour en faire une réalité matérielle potentiellement convertible en monnaie, et d'autre part si cette force de travail recevait l'équivalent monétaire de tout le produit net. Les théories keynésienne et post-keynésienne ont le mérite de distinguer profit anticipé et profit réalisé. Mais le chaînon manquant est fourni par Marx en allant du profit anticipé au profit créé et au profit réalisé. Omettre l'élément central (doublement central ici), c'est finalement refuser de reconnaître le concept de force de travail. Utiliser la loi de la valeur issue de la théorie de la valeur-travail

---

[33] On peut trouver un tel mode de raisonnement chez un auteur marxiste, ce qui ne surprendra pas, comme Ernest Mandel, « Initiation à la théorie économique marxiste », *Les Cahiers du Centre d'Economie Socialiste*, Paris, Etudes et Documentation Internationale, n° 39 à 41, 1er février-1er mars 1964, p. 23], mais aussi, ce qui est plus savoureux, chez Say J.-B., *Traité d'économie politique*, *op. cit.*, 1972, p. 334-335, souligné par l'auteur : « Un pays est d'autant plus riche et mieux pourvu, que le prix des denrées y baisse davantage. Mais je suppose qu'on insiste, et que, pour mettre à l'épreuve un tel principe, on pousse la supposition à l'extrême : *Si d'économies en économies*, dira-t-on, *les frais de production se réduisaient à rien, il est clair qu'il n'y aurait plus ni rente pour les terres, ni intérêts pour les capitaux, ni profits pour l'industrie: dès lors plus de revenus pour les producteurs*. Dans cette supposition, je dis qu'il n'y aurait plus même de producteurs. Nous serions, relativement à tous les objets de nos besoins, comme nous sommes relativement à l'air, à l'eau, que nous consommons sans que personne soit obligé de les produire, et sans que nous soyons obligés de les acheter. Tout le monde est assez riche pour payer ce que coûte l'air ; tout le monde est assez riche pour payer ce que coûteraient tous les produits imaginables : ce serait le comble de la richesse. Il n'y aurait plus d'économie politique; on n'aurait plus besoin d'apprendre par quels moyens se forment les richesses : on les aurait toutes formées. Quoiqu'il n'y ait pas de produits dont le prix soit tombé à rien et ne vaille pas plus que l'eau commune, il y en a néanmoins dont le prix a éprouvé des baisses prodigieuses, comme le combustible aux lieux où l'on a découvert des houillères; et toute baisse analogue est sur le chemin de l'état de l'abondance dont je viens de parler. » Si l'on fait abstraction ici des exemples (l'air et l'eau) pris par Say et qui sont devenus avec le temps de mauvais exemples de gratuité au regard de leur pollution, du besoin de l'acheminement de l'eau, et donc de la nécessité de les produire qui en résulte, mais qui, tout de même, *a contrario*, vérifient le raisonnement de l'auteur puisque ces biens, maintenant produits, ont un prix qui a cessé d'être nul, on peut y trouver une confirmation de notre conclusion sur le rapport entre la loi de la valeur et celle de la rareté.

[34] Voir la citation de Marx sur les « deux habits » que nous avons reproduite dans l'encadré « Intensité du travail et productivité du travail » du chapitre 2 (Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 574).

comme une simple théorie explicative des prix constitue un retour en arrière par rapport à la critique de l'économie politique, car elle ne prend sa pleine signification que dans la démystification des rapports sociaux.

6) Le travail, unique substance commune aux marchandises ?

Marx a-t-il eu raison de défendre l'idée que le travail est le seul dénominateur commun aux marchandises permettant de conclure que la valeur est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire, comme nous l'avions noté au début de ce chapitre ?

> « Un exemple emprunté à la géométrie élémentaire va nous mettre cela sous les yeux. Pour mesurer et comparer les surfaces de toutes les figures rectilignes, on les décompose en triangles. On ramène le triangle lui-même à une expression tout à fait différente de son aspect visible : au demi-produit de sa base par sa hauteur. De même les valeurs d'échange des marchandises doivent être ramenées à quelque chose qui leur est *commun* et dont elles représentent un plus ou un moins.
>
> Ce quelque chose de commun ne peut être une propriété naturelle quelconque, géométrique, physique, chimique, etc., des marchandises. Leurs qualités naturelles n'entrent en considération qu'autant qu'elles leur donnent une utilité qui en fait des valeurs d'usage. Mais d'un autre côté, il est évident que l'on fait abstraction de la valeur d'usage des marchandises quand on les échange et que tout rapport d'échange est même caractérisé par cette abstraction. Dans l'échange, une valeur d'utilité vaut précisément autant que toute autre, pourvu qu'elle se trouve en proportion convenable. […] Comme valeurs d'usage, les marchandises sont avant tout de qualité différente ; comme valeurs d'échange, elles ne peuvent être que de différente quantité.
>
> La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste plus qu'une qualité, celle d'être des produits du travail. Mais déjà le produit du travail est métamorphosé à notre insu. Si nous faisons abstraction de sa valeur d'usage, tous les éléments matériels et formels qui lui donnaient cette valeur disparaissent à la fois. Ce n'est plus, par exemple, une table, ou une maison, ou du fil, ou un objet utile quelconque ; ce n'est pas non plus le produit du travail du tourneur, du maçon, de n'importe quel travail productif déterminé. Avec les caractères utiles particuliers des produits du travail disparaissent en même temps et le caractère utile des travaux qui y sont contenus, et les formes concrètes diverses qui distinguent une espèce de travail d'une autre espèce. Il ne reste donc plus que le caractère commun de ces travaux : il sont tous ramenés au même travail humain, à une dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée.[35] »

Philipp Wicksteed (1844-1927)[36] et Böhm-Bawerk avaient pointé l'arbitraire à leurs yeux du choix du travail comme seule substance commune. Pourquoi pas, soulignaient-ils, l'utilité, la rareté, le rôle de la nature, qui sont tout autant que le travail des propriétés communes aux marchandises ? Pourquoi pas l'universalité du besoin ? Il s'avère que le fait d'éliminer, même à juste raison, tel ou tel élément, ne peut, logiquement, suffire à en qualifier un autre. De plus, définir la substance commune comme une « dépense de force humaine » ne revient-il pas à réintroduire une sorte de propriété naturelle que Marx exclut au départ ?

Au début du XXe siècle, Rudolf Hilferding (1877-1941) et Roubine ont essayé de répondre aux objections précédentes à peu près dans les mêmes termes. Par exemple, Roubine insiste sur le fait que Marx a fondé sa théorie de la valeur sur des « prémisses

---

[35] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 564-565.

[36] Wicksteed P.H., « Das Kapital : a criticism », *To-day*, October 1884, p. 388-411, http://www.marxists.org/history/international/social-democracy/today/1884/10/wicksteed-capital.htm.

sociologiques » et il note :

> « L'acte d'échange est un acte d'égalisation. Cette *égalisation des marchandises échangées* reflète la caractéristique fondamentale de l'économie marchande : *l'égalité des producteurs de marchandises*. […] Il ne s'agit pas de l'égalité au sens de répartition égale des biens matériels, mais au sens d'indépendance et d'autonomie des agents économiques qui organisent la production.[37] »

Là se trouve très vraisemblablement la raison qui a conduit Marx à écarter l'utilité comme dénominateur commun des marchandises échangées et à ne retenir que le travail. Non pas parce que l'utilité n'est pas *un* point commun des marchandises. Ce n'est pas une mise à l'écart logique, il s'agit d'autre chose. Le travail est défini par Marx comme la substance de la valeur parce que l'échange et les rapports d'échange entre les marchandises, qui traduisent l'égalité des producteurs, définissent la position respective de ceux-ci dans la division sociale du travail. La difficulté que nous retrouverons encore plus loin (et qui était déjà sous-jacente au fameux problème de la « transformation ») provient du fait que l'échange de marchandises ne met pas face à face des quantités de travail mais des quantités de monnaie.

Pour Marx, la théorie de la valeur ne peut donc être séparée de la théorie du fétichisme. Roubine l'exprime ainsi :

> « Marx ne montre pas seulement que les rapports humains sont voilés par des rapports entre les choses, mais en outre que, dans l'économie marchande, les rapports sociaux de production prennent inévitablement la forme de rapports entre les choses et ne peuvent être exprimés autrement qu'au travers de choses. La structure de l'économie marchande fait jouer aux choses un rôle social particulier et extrêmement important et leur fait ainsi acquérir des propriétés sociales particulières. Marx a découvert les bases économiques objectives qui sont à l'origine du fétichisme de la marchandise.[38] »

Dans le premier chapitre de son livre *L'économie politique du rentier*, consacré aux « fondements méthodologiques de la théorie de l'utilité marginale et du marxisme », Nicolaï Boukharine (1888-1938) souligne lui aussi le même choix méthodologique de Marx :

> « Le phénomène que Marx appelle "le caractère fétichiste de la marchandise", et qu'il a brillamment analysé dans *Le Capital*, ne caractérise que la production marchande proprement dite et sa forme suprême, la production capitaliste. C'est ici que le rapport personnel des hommes dans le processus de production devient un rapport impersonnel entre les choses, celles-ci apparaissent sous forme de "hiéroglyphe social" de la valeur (Marx). D'où le caractère "énigmatique" propre au mode de production capitaliste, et l'originalité des problèmes qui se posent pour la première fois à l'investigation théorique.[39] »

La valeur est donc la forme sociale que revêt le travail dans la société marquée par la division sociale du travail. Au début du chapitre précédent, nous distinguions trois niveaux d'analyse : la *valeur d'usage* comme condition de la *valeur* en tant que fraction du travail social, laquelle apparaît dans l'échange par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée. Nous pouvons à présent mieux cerner le projet théorique de Marx : il veut trouver la *substance* de la valeur qu'il situe dans le travail ; il veut déterminer la *grandeur* de la valeur qui est mesurée par le temps de travail ; et il veut comprendre le passage de la valeur à sa *forme* qui se fait par le biais de la valeur d'échange monétaire.

Que reste-t-il alors de l'objection, qui se voulait logique, à la théorie de Marx, en opposant l'utilité au travail comme dénominateur commun des marchandises ? De notre point

---

[37] Roubine I., *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, *op. cit.*, p. 125 et 128-129.
[38] Roubine I., *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, *op. cit.*, p.. 37.
[39] Boukharine N., *L'économie politique du rentier, La théorie de la valeur et du profit de l'école autrichienne, Critique de l'économie marginaliste*, 1914, Paris, EDI, 1966, p. 58.

de vue, il ne reste rien car la fétichisation/réification des rapports sociaux empêche de saisir d'emblée la réalité contradictoire du processus de production et de répartition du travail dans la société. Dans ce cadre-là, l'utilité ne renvoie qu'à la rencontre fortuite de la caractéristique spécifique d'un objet et de l'expression d'un besoin individuel. Elle ne peut par conséquent rendre compte d'une organisation sociale.

3. La critique de la critique de l'économie politique

Le grand paradoxe de l'histoire de la théorie de Marx est qu'une théorie née pour penser les rapports sociaux fut interprétée comme un déterminisme économique et donc passablement tordue.[40] Le verdict tombe dès que l'instruction rappelle cette phrase à l'emporte-pièce de Marx : « Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur vous donnera la société avec le capitaliste industriel.[41] » De plus, les circonstances aggravantes sont requises si l'on cite le célèbre *Avant-propos à la Critique de l'économie politique*, et notamment la phrase qui a fait le tour du monde : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence ; c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience.[42] » Ceux qui prétendent faire de cet avant-propos la pièce à charge majeure contre le Marx économiciste oublient peut-être l'essentiel, à savoir la place de l'« être social ». La présence de ce concept au cœur même de cette phrase clé de l'avant-propos suffit, à notre sens, pour s'interroger sur la pertinence de la critique de Cornélius Castoriadis (1922-1997). Mais on verra alors que la frontière entre le substantialisme et le naturalisme est ténue.

1) Un mode de production parle-t-il d'économie ?

L'être social dont parle Marx est-il le produit combiné de conditions matérielles objectives et de l'action concrète des hommes en société, les unes réagissant sur les autres et réciproquement ? Selon Castoriadis, la relation entre forces productives et rapports sociaux serait historiquement fausse et philosophiquement contradictoire avec une perspective émancipatrice.[43] Cette affirmation oblige à examiner le concept de mode de production que Marx forge à l'entrée de sa critique sociale. Contrairement à ce que l'on dit souvent – et c'est plus qu'implicite chez Castoriadis – l'infrastructure ou base économique n'est pas pour Marx constituée des forces productives, mais des forces productives *et* des rapports sociaux de production[44]. Cela signifie que les rapports sociaux sont intégrés dès l'abord dans le jeu dialectique qui provoque le mouvement de l'histoire. Or, Castoriadis établit une suite séquentielle qui nous paraît tordre la théorie de Marx dans le sens qui lui permet de la mettre à bas. Ainsi :

---

[40] Nous avons essayé de déchiffrer ce problème dans Harribey J.M., « Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens », *in* Sainsaulieu I. (dir.), *Par-delà l'économisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 101-116, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/economisme.pdf ; et dans Harribey J.-M., « La lutte des classes hors-sol ? À propos du prétendu économisme de Marx », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1er trimestre 2009, p. 123-133, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/castoriadis-debat.pdf.

[41] Marx K., *Misère de la philosophie, Réponse à La Philosophie de la misère de M. Proudhon*, 1847, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 79.

[42] Marx K., *Avant-propos à la Critique de l'économie politique*, 1859, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 273.

[43] Castoriadis C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

[44] Concédons que chez Marx le vocabulaire peut varier : rapports de production, rapports sociaux de production, rapports sociaux.

> « L'idée, par exemple, que dans toutes les sociétés le développement des forces productives a "déterminé" les rapports de production et par suite les rapports juridiques, politiques, religieux, etc., présuppose que dans toutes les sociétés la même articulation des activités humaines existe, que la technique, l'économie, le droit, la politique, la religion, etc., sont toujours et nécessairement séparés ou séparables, sans quoi cette affirmation est privée de sens.[45] »

L'idée de séparation est totalement contraire à celle d'imbrication de tous les aspects de la vie sociale. Elle ne vaut pas plus qu'une certaine interprétation du « désencastrement » de Polanyi, qui nous paraît fausse si l'économie et le marché sont vus comme des entités autonomes obéissant à des lois indépendantes des rapports sociaux.

L'objection de Castoriadis s'appuyant sur les cas de l'Antiquité n'en est alors pas une, car s'il est vrai qu'à des rapports de production marqués par l'esclavage ont correspondu des formes d'organisation politique différentes (la démocratie à Athènes, la domination d'une oligarchie dans d'autres cités)[46], cela ne concerne pas la relation entre forces productives et rapports sociaux mais concerne les formes différentes de « superstructures politiques » articulées à un état comparable de l'infrastructure, comprenant forces productives *et* rapports sociaux. Et ce cas n'est pas original. Les exemples historiques abondent dans ce sens. Au sein même de l'histoire du capitalisme depuis deux siècles, on peut trouver de nombreux cas où, au rapport social fondamental du salariat, se trouvent associées des formes politiques très différentes, allant de la démocratie représentative avancée à la dictature la plus féroce, genre Pinochet ou colonels grecs. On peut expliciter ce point encore autrement : le déterminisme économique aurait consisté à établir une relation mécanique et à sens unique entre état des forces productives et type de rapports sociaux, mais ce n'est plus le cas dès lors qu'on intègre à niveau égal dans la « base » de la société forces productives et rapports sociaux ; et dès lors que, selon le rapport de force entre les classes, se dessinent une architecture politique et une conscience de cette architecture, laquelle conscience donne des représentations collectives de « légitimation » (au sens de Pierre Bourdieu) ou au contraire de contestation de l'ordre social.

Isabelle Garo rejette aussi la critique de Castoriadis dans ces termes :

> « Le cœur du désaccord apparaît en ce point : médiations historiques mobiles plus que donnée anthropologique, les représentations sont alors pensées par Marx certes comme formations mentales individuelles et idéologies collectives mais aussi comme structures et institutions. Autrement dit, au lieu de séparer un imaginaire radical et premier de ses formations secondes plus ou moins rigidifiées, il s'intéresse à des représentations qui sont parties prenantes de tout social et qui en dessinent en même temps, à leur plus haut niveau d'élaboration théorique, le contour d'ensemble. Et cette saisie d'ensemble cristallise tous les enjeux politiques d'une période donnée ; c'est à ce titre que les représentations sont inséparables des actions et inventions politiques des individus, des classes, des groupes et instances qui les forgent. La possibilité d'une invention institutionnelle révolutionnaire et véritablement démocratique émerge nécessairement de creuset théorico-pratique qui n'est jamais création pure, mais jamais non plus déterminisme linéaire, sous prescription téléologique. On mesure à quel point la critique adressée par Castoriadis vise un Marx mécaniste et non dialecticien, construit comme pur repoussoir, lui permettant par contraste de valoriser la thèse de l'auto-institution de l'imaginaire ; lorsqu'il concède à Marx une saisie authentique de l'imaginaire, Castoriadis lui objecte

[45] Castoriadis C., *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 35.

[46] C'est l'argument que reprend Pierre Khalfa, « Peut-on critiquer Marx ? À propos d'un article de Daniel Bensaïd sur Castoriadis », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1er trimestre 2009, p. 113-122, dans le cadre d'un débat engagé avec Bensaïd D., « Politiques de Castoriadis (Castoriadis corrige Marx ?) », *Contretemps*, n° 21, février 2008, p. 131-142.

> aussitôt un abandon trop rapide de l'exploration qui devrait selon lui se poursuivre par l'analyse du phénomène bureaucratique. […] La désignation d'un imaginaire bureaucratique par Castoriadis, et qui va rendre possible, en partie contre son intention première, la lecture antitotalitaire libérale de ses textes, résulte d'une focalisation sur la sphère institutionnelle et idéologique, où se joueraient dorénavant les seules luttes "révolutionnaires" qui vaillent.[47] »

La difficulté que nous avons avec Marx est qu'il a laissé, et heureusement, une pensée en construction. Et cela pour deux raisons. D'abord parce que la mort l'a pris avant qu'il ait achevé le programme qu'il s'était fixé. Mais, au-delà de cette nécessité « biologique », parce que toute son œuvre est une tentative d'avancer sur deux fronts sans chercher systématiquement à les réunir à tout instant : d'une part, la construction d'un modèle théorique, par définition abstrait – par exemple le modèle idéal-typique (au sens de Max Weber) de la marchandise et du capital – et, d'autre part, l'analyse historique concrète. Même son ouvrage théorique maître, *Le Capital*, alterne considérations abstraites (ainsi, le tout début du Livre I) et descriptions précises sur la fabrique capitaliste, la journée de travail et les premières résistances à son allongement. Un autre exemple de cette dualité est fourni par l'analyse des classes sociales. Le modèle théorique ne distingue que deux classes antagoniques dans le capitalisme. Mais l'analyse historique d'une société concrète à un moment donné, telle la France de 1848, en inventorie six dans leurs rapports spécifiques.[48] D'un côté, la transformation matérielle, d'ordre socio-technique, et non pas d'ordre purement technique, constitue la trame (au sens du tissage) de ce mouvement de fond qu'est le changement social. De l'autre, on trouve l'entrelacement des rapports complexes et contradictoires entre les forces sociales et politiques dont l'action fait passer de la potentialité à la réalité. Où est l'économisme dans le discernement de ce qui est condition nécessaire mais non suffisante ?

Certes, chacun est libre de contester *a priori* la thèse marxienne selon laquelle les conditions de la transformation sociale sont réunies lorsque s'exacerbe la contradiction entre forces productives et rapports sociaux, mais cette contestation ne peut raisonnablement pas être menée au motif que cette thèse pécherait par économisme. Et cela pour deux raisons. D'une part, parce que cette dialectique intègre au cœur même de l'explication les rapports entre les classes. D'autre part, parce que l'issue de l'éclatement de la contradiction entre forces productives et rapports sociaux dépend évidemment des représentations collectives et de la pratique politique des classes en présence. Il est assez étonnant que la thèse la plus dialectique peut-être de Marx, la moins déterministe, la moins économiciste soit retournée contre son auteur avec une pancarte infamante d'économisme : « La force matérielle doit être renversée par une force matérielle, mais la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle saisit les masses. »[49] Finalement, c'est à se demander si, sous couvert de critique du prétendu économisme outrancier de Marx, ses contestataires ne s'attaquent pas en fait à sa vision matérialiste et dialectique du monde, celle-ci étant entendue à la manière dont la formule Maurice Godelier : l'idéel est dans le matériel[50].

---

[47] Garo I., *Marx et l'invention historique*, Paris, Syllepse, 2012, p. 41-42.

[48] Marx K., *Les luttes de classes en France, 1848-1850*, 1850, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome IV, 1994 ; *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome IV, 1994.

[49] Marx K., *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1844, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome III, 1982, p. 390.

[50] Godelier M., *L'idéel et le matériel, Pensée, économies, sociétés*, Paris, Fayard, 1984, p. 171 : « La distinction entre infrastructures et superstructures n'est ni une distinction de niveaux ou d'instances, ni une distinction entre des institutions, bien qu'elle puisse se présenter ainsi dans certains cas. Elle est, dans son principe, une distinction de fonctions. La notion de causalité en dernière instance, de primat des infrastructures, renvoie à

La lutte des classes, dans ses dimensions culturelle, idéologique, politique et économique pour le partage de la valeur ne se déroule pas hors-sol. Elle s'enracine dans une réalité matérielle, bien que ne découlant pas mécaniquement d'elle, surtout en ce qui concerne son aboutissement, qui n'est jamais décidé par avance. Et on reste assez abasourdi de lire sous la plume de Castoriadis :

> « Si on effectue ce retour, on est amené à constater que la théorie économique de Marx n'est tenable ni dans ses prémisses, ni dans sa méthode, ni dans sa structure. Brièvement parlant, la théorie comme telle "ignore" l'action des classes sociales. Elle "ignore" l'effet des luttes ouvrières sur la répartition du produit social – et par là nécessairement, sur la réalité des aspects du fonctionnement de l'économie, notamment sur l'élargissement constant du marché des biens de consommation. Elle "ignore" l'effet de l'organisation graduelle de la classe capitaliste, en vue précisément de dominer les tendances "spontanées" de l'économie. Cela dérive de sa prémisse fondamentale : que dans l'économie capitaliste les hommes, prolétaires ou capitalistes sont transformés en choses, réifiés ; qu'ils y sont soumis à l'action de lois économiques qui ne diffèrent en rien des lois naturelles sauf en ce qu'elles utilisent les actions "conscientes" des hommes comme l'instrument *inconscient* de leur réalisation.[51] »

Mais tout n'est-il pas dans le « sauf » de Castoriadis ? En occultant, sinon en faisant disparaître, ou bien en suspectant, sinon en niant, les relations entre l'économie, les rapports sociaux et l'ensemble de l'organisation sociale, et, *in fine*, en rejetant le concept de mode de production, resterait-il encore une théorie de la lutte des classes que revendique Castoriadis ?

L'idée maîtresse qui parcourt toute l'entreprise théorique de Marx sur la valeur est de faire de celle-ci non pas avant tout une explication des prix – encore qu'elle surpasse sur ce point toutes ses rivales – mais une théorie critique de l'aliénation, entendue largement, c'est-à-dire incluant l'exploitation économique. La production capitaliste n'est pas seulement l'occasion de voler au travailleur une partie du fruit de son travail, mais aussi celle de lui voler sa capacité à être maître de son temps, de sa vie, et donc l'occasion d'inféoder ceux-ci à la rentabilité du capital, cette subsumption prenant notamment la forme de l'assujettissement à la machine. Mais cette réification, pour les besoins mêmes du capital, ne peut être totale : l'homme ne peut être réduit entièrement à l'état de machine ni à celui d'appendice de celle-ci. Nous sommes ici au cœur d'une contradiction fondamentale du système. En réaffirmant une constante de l'œuvre de Marx, Castoriadis peut-il prétendre rompre avec lui ?

Castoriadis s'attaque ainsi à la théorie économique de Marx : « La pierre angulaire de tous les problèmes est la détermination du taux d'exploitation. [52] » Et il donne quitus à Marx d'avoir correctement défini ce dernier comme le rapport de la plus-value au prix de la force de travail. Mais c'est pour aussitôt ajouter que le raisonnement « s'effondre avec l'hypothèse que le niveau de vie réel de la classe ouvrière reste constant dans le temps[53] ». Où peut-on trouver chez Marx cette idée ? Nulle part. Tout le raisonnement de Marx se place sur un plan relatif et non pas absolu. C'est donc celui de Castoriadis qui s'effondre, bâti il est vrai à une époque où, entre autres, le Parti communiste français, s'obstinait encore à défendre la thèse éculée de la paupérisation absolue de la classe ouvrière. De plus, la période à laquelle se réfère Castoriadis

---

l'existence d'une hiérarchie de fonctions et non à une hiérarchie d'institutions. Une société n'a pas de haut ni de bas et n'est pas un système de niveaux superposés. C'est un système de rapports entre les hommes, rapports hiérarchisés selon la nature de leurs fonctions, fonctions qui déterminent le poids respectif de chacune de leurs activités sur la reproduction de la société. »

[51] Castoriadis C., *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 23.

[52] Castoriadis C., *Capitalisme moderne et révolution*, Paris, 10/18, 1979, tome 2, p. 77, cité par Caumières P., *Castoriadis, Le projet d'autonomie*, Paris, Michalon, 2007, p. 45.

[53] Castoriadis C., *Capitalisme moderne et révolution*, *op. cit.*, p. 206, cité par Caumières P., *Castoriadis, Le projet d'autonomie*, *op. cit.*, p. 47.

pour observer l'augmentation absolue du niveau de vie du prolétariat dans les pays capitalistes développés – et donc entreprendre de réfuter Marx – est celle des « Trente Glorieuses », dont on peut se demander avec le recul si elle ne fut pas qu'une période temporaire, tellement elle semble révolue depuis que le néolibéralisme est passé par là. Pendant les « Trente Glorieuses », le taux d'exploitation de la force de travail était resté stable, ce qui signifie que les salaires suivaient la productivité du travail. Sous le capitalisme néolibéral, en moyenne, les salaires au mieux stagnent le plus souvent en valeur absolue, et donc le taux d'exploitation augmente, puisque dans le même temps la production croît. L'analyse de Castoriadis est donc datée et n'a aujourd'hui plus aucune espèce de pertinence. Qu'on en juge à travers ce texte publié en 1975 :

> « Et l'expérience des cent dernières années ne montre, dans les pays capitalistes développés, ni paupérisation (absolue ou relative) du prolétariat, ni augmentation séculaire du chômage, ni baisse du taux de profit, encore moins un ralentissement du développement des forces productives dont le rythme s'est au contraire accéléré dans des proportions inimaginables auparavant.[54] »

Castoriadis récuse la thèse de la contradiction entre forces productives et rapports sociaux : « c'est pire qu'un abus de langage, c'est une phraséologie qui prête une apparence dialectique à ce qui n'est qu'un modèle de pensée mécanique[55] ». Il n'accorde à cette thèse qu'une seule application : « la révolution bourgeoise[56] ». Dans ce cas, comment expliquer que le néolibéralisme ait fait sauter le rapport salarial fordiste pour lui substituer le modèle de la précarité et mettre ainsi fin à la chute du taux de profit des années 1960-70 ?[57]

Castoriadis croit déceler des « contradictions insurmontables[58] » au sujet de la valeur comme travail socialement nécessaire, dont il donne trois interprétations possibles, à ses yeux toutes intenables : temps de travail le plus productif, ou le moins productif, ou moyen. Or, ce n'est aucune de ces définitions qui s'applique au travail socialement nécessaire, c'en est une autre : le temps de travail validé par le marché après péréquation du taux de profit, abstraction faite des différences de son objet, de son intensité et de sa qualification. Castoriadis l'écarte au nom d'une conception tout simplement ricardienne de la valeur-travail incorporé : « les marchandises ne sont pas échangées selon le "le temps de travail socialement nécessaire", c'est-à-dire selon leurs valeurs, mais selon leur "prix de production" (c'est le fameux pseudo-problème de la pseudo-péréquation du taux de profit et du rapport entre le Livre I du *Capital* et le "Livre III").[59] » Autrement dit, Castioriadis critique Marx en lui attribuant une pensée que ce dernier a constamment récusée.

Il est vrai que Marx a laissé un « blanc » au sujet de la réduction du travail complexe en travail simple, précisément parce qu'il reste encore ici sous l'influence de Ricardo. Mais ce « blanc » peut être comblé en menant jusqu'au bout la logique du concept de travail abstrait :

---

[54] Castoriadis C., *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 22-23.
[55] Castoriadis C., *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 26-27.
[56] Castoriadis C., *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 27.
[57] Sur l'origine du néolibéralisme, voir Audier S., *Le colloque Lippmann, Aux origines du "néo-libéralisme"*, Lormont, Le Bord de l'eau, Poch'BDL, 2012 ; sur l'histoire de l'application du néolibéralisme, voir Cabannes M., *La trajectoire néolibérale, Histoire d'un dérèglement sans fin*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2013.
[58] Castoriadis C., « Valeur, égalité, justice, politique, De Marx à Aristote et d'Aristote à nous », dans *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, 1978, p. 256. Ce texte est considéré par tous les exégètes de Castoriadis comme la base de la réfutation de la théorie économique de Marx entreprise par Castoriadis. Voir par exemple Caumières P., *Castoriadis, Le projet d'autonomie*, *op. cit.* ; et Caumières P., Tomès A., *Cornelius Castoriadis, Réinventer la politique après Marx*, Paris, PUF, 2011. En dépit de la qualité des ces travaux, nous n'adhérons pas à l'idée que ce texte serait l'un « des plus remarquables » de Castoriadis, selon Caumières et Tomès, *Cornelius Castoriadis, Réinventer la politique après Marx*, *op. cit.*, p. 64.
[59] Castoriadis C., « Valeur, égalité, justice, politique,… », *op. cit.*, p. 259.

une heure de travail abstrait égale une heure de travail abstrait, c'est-à-dire l'une crée autant de valeur que l'autre.[60]

Pourquoi Castoriadis pense-t-il démontrer l'inanité de la théorie de la valeur de Marx ? Parce que la force de travail n'est pas une marchandise comme les autres. Et où a-t-il trouvé cette idée ? La réponse est : chez Marx. On ne peut donc la retourner contre celui-ci. En revanche, l'affirmation de Castoriadis « il est entièrement faux de dire que le niveau des salaires sur une période donnée est indépendant de l'action de la classe ouvrière[61] » tombe à côté car on ne trouve pas chez Marx une telle idée. Certes, on trouve sous sa plume, à de nombreuses reprises, que la valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des marchandises nécessaires à sa reproduction. Mais c'est pour préciser ensuite que la valeur de la force de travail est « socio-historique », ce qui signifie deux choses : d'une part, elle évolue dans le temps avec le développement économique, d'autre part, elle évolue selon le rapport de force entre capital et travail. Ces deux aspects, l'histoire et la lutte des classes, sont, au sujet même de la valeur de la force de travail, liés, car le niveau des salaires qui fera l'objet d'un rapport de force et, à tout instant, d'un compromis provisoire, intègre à chaque période historique la conscience de ce que *doit être* – et pas seulement *peut être* – le niveau de vie des travailleurs. Pourquoi faire alors le reproche à Marx d'avoir pensé que le « doit être » ne pouvait cependant pas être séparé du « peut être » ? En persistant dans cette direction, Castoriadis ne peut que dériver encore une fois vers une théorie de la lutte des classes sans racine réelle, hors-sol, disons-nous pour simplifier.

2) La thèse de la substance de la valeur : du substantialisme au naturalisme ?

La substance n'est pas une caractéristique sous-jacente, préalable, quasi naturelle, propre à l'objet, de la valeur, mais c'est la traduction du caractère social de la valeur que lui donne le travail envisagé du point de vue de la matrice sociale qui lui en fixe le cadre et sa distribution dans la division de la société.

Mais il y a un risque dans cette théorie de Marx que n'ont pas manqué de relever les critiques de tous bords. C'est celui de glisser vers une interprétation substantialiste du travail fondement de la valeur, qu'il est ensuite difficile de distinguer d'une vision naturaliste. Nous avons déjà vu que Wicksteed et Böhm-Bawerk avaient critiqué le choix du travail comme seul dénominateur commun, seule substance aux marchandises. Mais certains ont poussé encore plus loin la critique parce que, jusqu'au sein du marxisme traditionnel, la tendance est fréquente de réduire la valeur à une pure comptabilité des temps de travail qui ne sont eux-mêmes que des dépenses d'énergie humaine. Dans cette optique, on a certes abandonné une conception naturaliste qui renverrait aux qualités intrinsèques des marchandises, mais on a substitué à celle-ci une autre conception naturaliste qui renvoie à un travail anhistorique, c'est-à-dire coupé des conditions sociales de son exercice. De plus, le marxisme traditionnel a souvent eu une vision erronée de la monnaie (très proche de celle des classiques) qui lui interdisait de comprendre que la forme dans laquelle s'exprimait la valeur était la monnaie.[62]

Par conséquent, le travail abstrait ne doit pas être entendu comme une quantité de

---

[60] Nous avons esquissé la présentation de cette idée dans Harribey J.-M., « Eléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique : Théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », Colloque « Marx aujourd'hui : fondements et critique de l'économie politique », Université Paris X, CAESAR-FORUM, URA CNRS 1700, Actuel Marx, ERS-CNRS 196, 27 et 28 novembre 1997, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/egalite.pdf. Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 9.

[61] Castoriadis C., *Capitalisme moderne et révolution*, *op. cit.*, p. 86, cité par Caumières P., *op. cit.*, p. 47.

[62] Pour une approche au contraire très marxienne de la monnaie, les ouvrages de référence restent ceux de Suzanne de Brunhoff, notamment : *La monnaie chez Marx*, Paris, Éditions sociales, 1967 ; *L'offre de maonnaie (critique d'un concept)*, Paris, François Maspero, 1971 ; *L'heure du marché, Critique du libéralisme*, Paris, PUF, 1986.

travail, même débarrassé de ses aspects concrets, mais comme une quantité de monnaie, seule *forme* dans laquelle il peut s'exprimer en tant que *substance* de la valeur. Véritable épine dans le corps des théories économiques, orthodoxes et aussi hétérodoxes, la monnaie sera, comme nous le verrons plus loin, au cœur de nouvelles controverses sur la valeur et la richesse.

Une thèse récente a été soutenue par André Orléan[63] pour renouveler une critique radicale de l'approche de Marx, coupable selon lui d'avoir affaibli la critique du fétichisme à cause d'une conception substantialiste de la valeur. Il n'est pas contestable qu'il y a chez Marx (et *a fortiori* chez les classiques anglais) et chez Walras l'idée d'une substance expliquant la valeur des marchandises. Mais cette substance est-elle intrinsèque aux objets matériels, en est-elle une propriété physique, quasiment naturelle ? À n'en pas douter, chez Walras, il y a la rencontre entre l'utilité intrinsèque et objective d'un objet – sa substance – et le désir d'un individu. Retrouve-t-on une démarche conceptuelle parallèle chez Marx, une substance intrinsèque aux objets, reportée ici sur le travail ? Oui, répond Orléan, et c'est ce qui le fonde à récuser la théorie de la valeur de ce dernier, au même titre que celle des néoclassiques.

Pourtant, Orléan oscille entre l'acceptation de l'hypothèse marxienne et son rejet. Il écrit : « En tant qu'elles valent, les marchandises accèdent à une forme d'objectivité particulière, l'objectivité de la valeur, fondamentalement distincte de leur objectivité en tant que valeur d'usage, mais qui s'imposent aux acteurs marchands d'une manière tout aussi impérative. Pour cette raison, il faut définir le rapport marchand comme une relation à autrui médiée par l'objectivité de la valeur.[64] » Marx aurait signé cette phrase. Mais aussitôt, Orléan se rétracte en affirmant : « Toutes deux [les théories de la valeur-travail et de la valeur-utilité] y voient l'effet d'une "substance" ou qualité que les biens possèderaient en propre. Cette hypothèse que nous nommerons "substantielle" tend à "naturaliser" les rapports économiques. En accordant la primauté aux objets, elle construit une "économie des grandeurs" au détriment d'une "économie des relations".[65] »

Or, il n'est pas douteux que, pour Marx, l'analyse de la valeur s'inscrit dans le cadre de l'analyse de la marchandise, à l'intérieur d'un modèle abstrait, celui du mode marchand, qui servira ensuite de cadre général pour analyser le cas particulier mais devenu dominant du capital (« valeur en auto-accroissement »), qui ne peut lui-même être compris que comme un rapport social. Il paraît pour le moins exagéré de dire, pour ce qui concerne l'auteur du *Capital*, qu'« elle [l'hypothèse substantielle] avance une conception du monde marchand centrée sur les objets. Elle ne met qu'au second plan les rapports des acteurs entre eux dans la mesure où l'intelligibilité des faits économiques primordiaux, comme les prix et les volumes échangés, repose intégralement sur le calcul des valeurs.[66] » Marx a toujours dit que le travail qui produisait une marchandise qui ne se vendait pas ne créait aucune valeur :

> « Enfin, aucun objet ne peut être une *valeur* s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement, et conséquemment ne crée pas de valeur[67]. […] C'est seulement dans leur échange que les produits du travail acquièrent comme valeurs une existence sociale identique et uniforme, distincte de leur existence matérielle et multiforme comme objets d'utilité. Cette scission du

---

[63] Orléan A., *L'empire de la valeur, Refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011. Nous avons discuté le livre d'Orléan au cours du séminaire de l'Association française d'économie politique, Université Paris VII, 24 octobre 2011 : Harribey J.-M., « La valeur ni en surplomb, ni hors-sol, À propos du livre d'André Orléan, *L'empire de la valeur, Refonder l'économie* », *Revue de la régulation, Capitalisme, institutions, pouvoirs*, n° 10, second semestre 2011, http://regulation.revues.org/9483?&id=9483. La réponse d'Orléan figure à http://regulation.revues.org/9502.
[64] *Ibid.*, p. 21.
[65] *Ibid.*, p. 22.
[66] *Ibid.*, p. 41.
[67] Marx K., *Le Capital*, Livre I, dans *Œuvres*, *op. cit.*, tome I, p. 568.

> produit du travail en objet utile et en objet de valeur s'élargit dans la pratique dès que l'échange a acquis assez d'étendue et d'importance pour que des objets utiles soient produits en vue de l'échange, de sorte que le caractère de valeur de ces objets est déjà pris en considération dans leur production même.[68] »

Cela invalide donc l'idée qu'il y aurait chez lui une substance intrinsèque à l'objet, indépendamment de son destin sur le marché. Cette tentative de réfutation de Marx est d'autant plus surprenante qu'Orléan reconnaît que « Marx souligne que la valeur est un fait social, produit spécifiquement par la séparation marchande, et en rien une grandeur "naturelle".[69] » Orléan est donc conduit à accuser Marx, à la suite de Castoriadis[70], d'avoir une conception de la valeur incompatible avec sa thèse du fétichisme. Et Orléan dit trouver chez Isaac Roubine[71] un refus d'une conception naturaliste du travail abstrait et, au contraire, une confirmation de sa propre thèse. Mais le passage que cite Orléan[72] doit être resitué dans un cadre plus large du texte de Roubine, qui se prête à une interprétation différente que celle que donne Orléan. Roubine écrit en effet quelques pages plus loin, en paraphrasant Marx :

> « Le concept de travail abstrait présuppose que le *procès au cours duquel le travail devient impersonnel et égalisé soit un procès unique au cours duquel le travail se trouve en même temps "socialisé"*, c'est-à-dire inclus dans la masse de travail social. Cette égalisation du travail peut se produire dans le procès de production direct *avant* l'échange, mais seulement mentalement et par anticipation. Dans la réalité, elle s'accomplit par l'intermédiaire de l'acte d'échange, par l'intermédiaire de l'égalisation (même si celle-ci se fait mentalement et par anticipation) du produit du travail considéré avec une somme d'argent donnée. Mais si cette égalisation précède l'échange, elle doit cependant se réaliser effectivement dans le processus d'échange réel. […] Le concept de travail abstrait suppose une forme sociale déterminée d'organisation du travail dans une économie marchande : les producteurs marchands individuels ne sont pas directement liés entre eux dans le procès de production lui-même, dans la mesure où ce procès représente la totalité de leurs activités de travail concrètes ; ce lien s'établit à travers le procès d'échange, c'est-à-dire à travers l'abstraction de ces propriétés concrètes. Le travail abstrait n'est pas une catégorie physiologique, mais une catégorie *sociale et historique*. Le travail abstrait ne diffère pas du travail concret seulement négativement (abstraction des formes concrètes du travail), mais positivement (égalisation de toutes les formes de travail dans le cadre d'un échange multilatéral des produits du travail).[73] »

Peut-on réfuter la théorie de la valeur de Marx de la manière suivante ? : « À la question "pourquoi les biens s'échangent-ils ?", cette théorie, d'après Orléan, répond : "parce qu'ils contiennent de la valeur", tandis qu'à la question : "selon quel rapport les biens s'échangent-ils ? ", elle répond : "selon le rapport de leurs valeurs".[74] » Mais Marx répond quelque chose d'un peu différent : les biens s'échangent parce qu'ils contiennent (potentiellement, selon Roubine) de la *valeur*, certes, mais ils s'échangent selon leur *valeur d'échange*[75]. Le distinguo entre valeur et valeur d'échange, pas toujours présent d'ailleurs de manière claire dans

---

[68] *Ibid.*, p. 607.
[69] Orléan A., *L'empire de la valeur, op. cit.*, p. 42.
[70] Voir notamment Castoriadis C., « Valeur, égalité, justice, politique », *op. cit.*
[71] Roubine I.I., *Essai sur la théorie de la valeur de Marx*, *op. cit*. Dans la dernière phrase de cette citation, Roubine reprend mot pour mot ce que dit Marx dans *Le Capital*, *op. cit.*, p. 599.
[72] Orléan A., *L'empire de la valeur*, *op. cit.*, p. 48-49.
[73] Roubine I.I., *Essai sur la théorie de la valeur de Marx*, *op. cit.*, p. 191-193.
[74] Orléan A., « Monnaie, séparation marchande et rapport salarial », *in* Lordon F. (éd.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Paris, Presses de la Fondation des sciences politiques, 2008, p. 55-87, http://www.pse.ens.fr/orlean/depot/publi/Monnaie0612.pdf, ici p. 6.
[75] Voir à ce sujet Roubine I.I., *Essai sur la théorie de la valeur de Marx*, *op. cit.*

l'œuvre de Marx, est subtil, mais il est susceptible d'éclairer la différence entre l'aspect qualitatif de la valeur (la forme sociale que revêt le produit du travail sanctionné par le marché) et son aspect quantitatif (sa grandeur sanctionnée à un certain niveau par le marché). Plus généralement, Marx considère que la valeur d'échange, le prix de production et le prix de marché sont des formes différentes d'un même phénomène, la valeur, qu'il rattache au travail social.[76] Autrement dit, le fait que l'objectivation (concept qu'accepte Orléan) de la valeur abstraite ne puisse se réaliser sans une monnaie préexistante n'implique pas logiquement une rupture entre la valeur et sa source, le travail. À notre sens donc, il n'y a pas besoin de supposer une caractéristique naturelle du travail et des objets pour retenir l'idée de substance sociale. S'il y avait un doute en lisant Marx quant à savoir si le produit du travail arrive sur le marché déjà muni de sa substance sociale ou s'il ne l'acquiert que sur le marché, en aucun cas ce ne pourrait être considéré comme une substance naturelle, car les conditions de production (qui exercent leur influence avant la réalisation monétaire du produit sur le marché) sont toujours socialement construites et historiquement situées.

De ce fait, la critique suivante perd beaucoup de son acuité : « En conséquence, la monnaie ne s'y introduit qu'après coup, c'est-à-dire après que toutes les questions essentielles ont trouvé leur réponse. On ne saurait mieux dire son inutilité conceptuelle. Ni l'échangeabilité en elle-même, ni la détermination des rapports quantitatifs à travers lesquels celle-ci se manifeste ne dépend d'elle.[77] » Et pourtant, Marx répète inlassablement : « *L'égalité de travaux* qui diffèrent entièrement les uns des autres ne peut consister que dans une *abstraction de leur inégalité réelle*, que dans la réduction à leur caractère commun de dépense de force humaine, de travail humain en général, et c'est l'échange seul qui opère cette réduction en mettant en présence les uns des autres sur un pied d'égalité les produits des travaux les plus divers.[78] »

Dans ces conditions, la thèse mettant sur le même plan Marx et les néoclassiques est difficilement tenable : « L'hypothèse probabiliste conserve l'idée cruciale d'objectivité de la valeur et permet de maintenir les croyances collectives hors du champ de l'économie. Ce faisant, elle s'affirme comme le prolongement naturel, dans le domaine financier, des théories de la valeur substance dont elle reproduit le geste fondateur : établir l'existence de grandeurs en surplomb des échanges, échappant aux opinions et aux rapports de force.[79] » Manifestement, ce jugement ne peut s'appliquer à Marx car, pour celui-ci, la fameuse substance de la valeur est le produit des conditions socio-techniques de production et intègre donc les rapports de force sociaux et les représentations de ces rapports. On pourrait presque se demander s'il s'applique complètement aux économistes néoclassiques, dans la mesure où ils croient leurs fonctions d'utilité capables de prendre en compte à la fois les dimensions matérielles et symboliques de l'usage des biens. Et, aujourd'hui, beaucoup d'auteurs venant d'horizons divers intègrent dans leur schéma, à l'instar d'Orléan, la vision d'un Veblen pour qui l'utilité des marchandises ne tient pas seulement à leur capacité matérielle de satisfaire un besoin mais comporte une dimension symbolique essentielle et sans doute même primordiale.

On sait que l'une des apories de la théorie néoclassique de la valeur-utilité est de conduire à un raisonnement circulaire : les prix doivent être connus avant l'échange tout en

---

[76] On peut laisser de côté ici toute la discussion sur le passage des valeurs aux prix de production parce qu'elle n'interfère pas avec une problématique qui entend se situer dans le cadre du rapport marchand et non pas dans celui du rapport capitaliste où joue la péréquation du taux de profit.

[77] Orléan A., « Monnaie, séparation marchande et rapport salarial », *op. cit.*, p. 6.

[78] Marx K. *Le Capital*, *op. cit.*, p. 607. Au cours de la discussion du livre d'Orléan le 24 octobre 2011, Frédéric Lordon nous a objecté que dire avec Marx que « la valeur est une substance sociale et historique » constitue un oxymore et contient la conclusion dans l'hypothèse. Nous lui avons répondu que son assertion postule que la substance sociale ne peut être que naturelle et intrinsèque aux objets et qu'elle encourt donc le même reproche que celui qu'il adresse à Marx.

[79] Orléan A., *L'empire de la valeur*, *op. cit.*, p. 239.

résultant de celui-ci. La thèse d'Orléan ne risque-t-elle pas de déboucher sur un autre raisonnement circulaire ? Il écrit en effet : « Ce qui rend les marchandises commensurables et permet l'échange, c'est seulement le désir unanime des acteurs marchands pour la monnaie. La valeur d'un bien se mesure à la quantité de monnaie que ce bien permet d'obtenir, à savoir son prix.[80] » C'est quasiment, au mot près, ce que nous dit Adam Smith au sujet du travail commandé : « Ainsi, la *valeur* d'une denrée quelconque pour celui qui la possède et qui n'entend pas en user ou la conserver lui-même, mais qui a intention de l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de *travail* que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. [81] »

3) Que retenir de cette longue discussion étalée sur un siècle et demi ?

Les rapports sociaux sont réifiés et disparaissent derrière l'échange des marchandises, véritables fétiches, dont la valeur d'usage n'est, dans le cadre du capitalisme, qu'un porte-valeur.

Le capitalisme est nécessairement un système exploiteur de la force de travail. Réciproquement, il n'y a pas d'autre source du profit capitaliste que le travail.

La loi de la valeur synthétise le rapport entre capital et travail et, à travers le mouvement du capital, la concurrence à laquelle se livrent les diverses fractions du capital.

Ladite transformation des valeurs en prix de production n'en est pas une à proprement parler, car il ne s'agit pas d'un processus relevant d'une chronologie déroulant d'abord les valeurs, la plus-value et le taux de plus-value, et puis dans un second temps les prix, le profit et le taux de profit. Il s'agit d'un pur raisonnement, d'une abstraction qui met en relation non pas deux moments de la réalité, mais deux niveaux d'analyse de celle-ci : exotérique/ésotérique.

La réalité de la société marchande, dont le capitalisme est l'aboutissement, est marquée par la division sociale du travail. Cette division du travail dans l'espace social évolue dans le temps au fur et à mesure que l'accumulation s'étend. Le marché valide le travail effectué pour produire des valeurs d'usage, dans une proportion qui *sera* le travail abstrait à travers le processus réallocateur des prix de production-prix de marché, lequel ne peut s'effectuer que via la monnaie.

L'intuition de Marx, formulée plus ou moins explicitement et plus ou moins exempte d'ambiguïtés, voire de contradictions, est que fétichisme, abstraction du travail et forme de la valeur sont une seule et même chose. Il n'y a donc pas de substance intrinsèque naturelle de la valeur qui serait dissociée de la forme monétaire qu'elle prend comme une sorte de point de fuite réunissant les conditions sociales et techniques de la production, les rapports de force qui se nouent et les représentations dont l'effet performatif n'est pas négligeable puisque la monnaie est elle-même un condensé de la richesse et du désir qu'elle suscite. Nous y reviendrons.[82]

---

[80] *Ibid.*, p. 169.
[81] Smith A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, *op. cit.*, tome 1, p. 99.
[82] Ce sera l'objet du chapitre 7 dans la troisième partie.

Deuxième partie

Disparition de la valeur et évanescence de la richesse : de la vacuité néoclassique aux nouvelles fausses pistes

> *« Ce que nous appelons la terre est un élément de la nature qui est inextricablement entrelacé avec les institutions de l'homme. Le plus étrange de toutes les entreprises de nos ancêtres a peut-être été de l'isoler et d'en former un marché. »*
> *« On ne peut pas séparer nettement les dangers qui menacent l'homme de ceux qui menacent la nature. »*
> Karl Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983, respectivement p. 238 et 253.

Pendant que Marx mène la critique de l'économie politique et que, dès sa mort, sa propre théorie est soumise à la discussion et à la critique, un autre corpus théorique s'élabore indépendamment. Il naît à peu près simultanément dans le dernier quart du XIXe siècle en Angleterre avec Stanley Jevons (1835-1882), en Autriche avec Carl Menger (1840-1921) et en France avec Léon Walras (1834-1910). Ces économistes vont systématiser des intuitions formulées auparavant par quelques mathématiciens comme Daniel Bernoulli (1700-1782), Antoine Augustin Cournot (1801-1877) ou Jules Dupuit (1804-1866). En particulier, Bernoulli avait montré que l'utilité de la monnaie était une fonction logarithmique de la quantité de monnaie possédée, *U(monnaie)* = Log (*monnaie*), car la variation de l'utilité est égale à la variation relative de la quantité de monnaie, d*U* = d(*monnaie*) / *monnaie*. Autrement dit, la notion d'utilité marginale était conçue.[1]

Le nouveau courant d'économistes, au départ dénommé marginaliste, puis néoclassique, se caractérise par trois traits principaux. Premièrement, il reprend pour partie le fil de l'économie politique classique sur le projet normatif libéral : la rationalité de l'individu et la concurrence sur un marché sans entraves conduisent au meilleur état possible pour la société. Deuxièmement, le marginalisme, renouant avec l'utilitarisme des précurseurs du libéralisme, rompt avec l'autre versant de l'économie politique, la théorie de la valeur fondée sur le travail, et il entend fonder la valeur sur l'utilité et la rareté. Troisièmement, à la suite de Walras, qui formalise un modèle d'équilibre général, et de son successeur à l'Université de Lausanne Vilfredo Pareto (1848-1923), qui invente le concept d'optimum, se constitue pendant tout le XXe siècle le socle de pensée néoclassique qui va dominer sans partage le monde de la désormais dite « science économique », hormis l'intermède de l'après-guerre où, pendant une trentaine d'années, le keynésianisme en avait limité l'emprise.

L'objet de la deuxième partie de ce livre n'est pas de présenter le gigantesque échafaudage qui constitue la plus grande partie de l'édition et de l'enseignement de l'économie. Nous essaierons simplement de montrer les points dont, aujourd'hui, la crise

---

[1] Bernoulli D., « Esquisse d'une théorie nouvelle de mesure du sort », 1730, *Cahiers du séminaire d'histoire des mathématiques*, tome 6, 1985, p. 61-77, http://archive.numdam.org/ARCHIVE/CSHM/CSHM_1985__6_/CSHM_1985__6__61_0/CSHM_1985__6__61_0.pdf.

majeure du capitalisme mondial révèle la vacuité en termes heuristiques et aussi en termes politiques.

Dans ce but, nous développerons successivement trois aspects. Le premier portera sur les principales failles logiques, méthodologiques et épistémologiques de la théorie néoclassique. En particulier, dans une suite de subterfuges étonnants, la théorie néoclassique commence par identifier la valeur à l'utilité, puis se débarrasse de la catégorie de valeur pour ne garder que celle de prix de marché, et enfin réintroduit cette catégorie pour soi-disant prendre en compte la question environnementale. La conclusion ne manque pas d'étonner : la valeur n'existe pas, mais la nature a une valeur. La résolution de ce paradoxe demandera de distinguer radicalement les différentes catégories de valeurs. C'est ce que nous ferons dans le chapitre suivant, où nous découvrirons comment un courant, que nous appelons néophysiocrate, revient, au nom de l'écologie, à l'idée que la nature est créatrice de valeur économique, voire qu'elle est seule productive à cet égard, et qu'elle-même possède une valeur économique intrinsèque, rejoignant en cela par bien des aspects la théorie néoclassique de l'environnement. Et nous verrons à quelles contradictions aboutit la confusion récurrente entre richesse et valeur à propos de la nature, rendant encore plus nécessaire un retour à la critique de l'économie politique.

Enfin, l'évolution des processus de production mis en œuvre par le capitalisme est marquée par la place croissante de la connaissance et de l'intelligence dans la création de richesse et de valeur. Les théories du capitalisme cognitif, de l'économie de la connaissance, de l'économie de l'information et de l'économie de l'immatériel ont toutes pour point commun de récuser le travail comme source de la valeur, qui se situerait dorénavant hors de la sphère du travail productif. On voit par là que ce serait une nouvelle raison, cette fois objective, de remiser à jamais la loi de la valeur-travail. Pourtant, ces théories constituent autant d'apories que la crise récente a mises au grand jour.

Chapitre 4

La vacuité néoclassique sur la richesse et la valeur

> « *La fonction de production a été un instrument puissant d'abêtissement.* »
> Joan Robinson, « The Production Function and the Theory of Capital », *Review of Economic Studies*, vol. XXI, n° 2, 1953-54, p. 81, http://www.territoriopaiva.com/tw5.0/contas/00074_v1/arquivos/workspaces/download/1/robinson_the_production_function_and.pdf.

L'épistémologue Karl Popper (1902-1994) a laissé une méthode pour affirmer le statut d'une science et faire le tri entre les propositions scientifiques et celles qui ne le sont pas. Une hypothèse est scientifique si elle est « falsifiable » ou « réfutable », sinon elle appartient à la métaphysique. Popper ne tenait pas en grande estime le marxisme qu'il tenait pour de la métaphysique non réfutable, marquée par le déterminisme, et il avait de gros doutes sur le caractère scientifique des « sciences » sociales. Néanmoins, son critère de réfutabilité peut être utilisé pour trancher un point resté obscur en économie depuis que Say avait cru pouvoir affirmer péremptoirement que la valeur d'usage et la valeur d'échange ne faisaient qu'un, qu'il était donc inutile de conserver cette distinction et qu'il n'y avait de richesse que marchande. Un seul contre-exemple suffit pour réfuter la croyance de Say. La lumière du soleil a une valeur d'usage immense, puisqu'elle conditionne la vie mais n'a pas de valeur d'échange. Et même si un capitaliste astucieux réussissait à en faire payer un prix pour pouvoir l'utiliser sans aucun artefact technique, sa valeur d'usage ne pourrait être considérée comme assimilable, identifiable, à ce prix. D'autres cas peuvent être trouvés, tout aussi convaincants : le lait pris au sein de sa mère par le nourrisson est une valeur d'usage non marchande ni même monétaire ; et, comme nous le verrons plus tard, certaines productions de valeur d'usage échappant à l'emprise du capital n'ont pas de valeur marchande bien qu'elles prennent la forme monétaire. Il existe donc un espace entre la richesse au sens de valeur d'usage et la valeur d'échange marchande.

Pourtant, la théorie néoclassique passe outre à ces considérations. Elle considère que seule la catégorie de prix est visible et qu'elle ne résulte que de la confrontation entre l'offre et la demande. Aller au-delà, remonter plus haut reviendrait à introduire dans un paradigme individualiste et rationnel un contexte social qui est *a priori* exclu et qui n'est admis que comme résultante des échanges individuels. Il s'ensuit que les prix sont réputés « sans valeur », que les rapports sociaux n'existent pas et qu'il ne peut donc y avoir d'exploitation. Il n'y a que des facteurs de production (travail, terre et capital) récompensés à la hauteur de leur apport mesuré à la marge et dont la combinaison est traduite dans une fonction de production, où la monnaie n'intervient pas. Ce n'est pas le moindre des paradoxes quand tout est présenté comme pouvant se réduire à l'argent.

1. Des prix sans valeur

Puisque le prix est censé refléter l'utilité ou la satisfaction retirée d'un bien ou service par son utilisateur, se pose le problème de la mesure de l'utilité. Si celui-ci est contourné, il reste celui de la cohérence logique de l'ensemble de la construction théorique.

1) L'impossible mesure de l'utilité

Très vite, les économistes marginalistes se sont aperçus qu'il n'était pas possible de quantifier le degré de satisfaction ou d'utilité d'une consommation. La conception cardinale de l'utilité n'est donc pas tenable. Pour s'en détacher, deux pas furent franchis. Tout d'abord, ce qu'il est important de mesurer n'est pas l'utilité totale d'un bien mais le supplément de satisfaction obtenu en utilisant une unité supplémentaire du bien : l'utilité marginale. Cependant, le problème repéré plus haut n'est pas résolu car, pour mesurer l'utilité marginale, il faut comparer deux états successifs de l'utilité totale. Aussi, Pareto propose-t-il au début du XXe siècle d'abandonner la conception de l'utilité cardinale au profit de l'utilité ordinale : on ne mesure plus la quantité de satisfaction, on classe les préférences des utilisateurs. Et des propriétés mathématiques viennent à point nommé assurer qu'on pourra différencier les fonctions d'utilité ainsi obtenues.[1]

Sur ces bases-là se développe une théorie microéconomique des choix du consommateur et du producteur, considérés chacun comme agent représentatif de l'ensemble de leurs congénères. Les économistes néoclassiques démontrent alors facilement que le consommateur atteint sa satisfaction maximale et arrête d'échanger lorsque le taux marginal de substitution entre deux biens, c'est-à-dire le rapport de leurs utilités marginales, est égal au rapport de leurs prix. De son côté, l'entrepreneur (dénommé producteur dans la novlangue néoclassique) est à son point optimum de satisfaction lorsque le taux marginal de substitution technique des facteurs, c'est-à-dire le rapport entre leurs productivités marginales, est égal au rapport de leurs prix.

La démonstration s'achève en généralisant le raisonnement pour déterminer l'optimum général entre tous les consommateurs, entre tous les producteurs, puis entre les consommateurs et les producteurs. Il en résulte que :

- à l'optimum, tous les taux marginaux de substitution des biens considérés deux à deux sont égaux pour tous les consommateurs et égaux aux rapports des prix des biens (des prix qui par hypothèse sont égaux pour tout le monde) ;
- à l'optimum, tous les taux marginaux de substitution technique des facteurs sont égaux pour tous les producteurs et égaux aux rapport des prix des facteurs de production ; de plus, les taux marginaux de transformation des produits, qui définissent les choix de produire tel ou tel bien en fonction de la dotation en facteurs de production et qui sont mesurés par le rapport des coûts marginaux des biens, sont égaux aux rapports des prix de ceux-ci ;
- au total, à l'optimum général entre les consommateurs et les producteurs, le comble de la satisfaction est atteint parce que, dans une situation de concurrence parfaite où les prix des biens sont les mêmes pour tous les consommateurs et les prix des facteurs sont les mêmes pour tous les producteurs, sont vérifiées les égalités suivantes : les taux marginaux de substitution des produits deux à deux sont égaux pour tous les consommateurs et ils sont égaux aux taux de transformation des produits deux à deux pour tous les producteurs ainsi qu'aux rapports des prix des biens deux à deux.

Quand bien même les rapports des prix seraient égaux aux rapports des utilités marginales ou encore aux taux marginaux de substitution entre les biens au point optimal, cette égalité ne pourrait être tenue comme fondement de l'échange puisqu'elle en est un

---

[1] Il n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage de détailler par le menu les démonstrations néoclassiques. Des ouvrages de référence, dans une perspective critique, existent, notamment ceux de Bernard Guerrien : Guerrien B., *La théorie néo-classique, Bilan et perspectives du modèle d'équilibre général*, Paris, Economica, 3e éd., 1989 ; Bénicourt E., Guerrien B., *La théorie économique néoclassique, Microéconomie, macroéconomie et théorie des jeux*, Paris, La Découverte, Grands repères, 3e éd., 2008.

résultat. C'est ce qui fait dire à Jacques Sapir : « La vision traditionnelle de l'équilibre, telle qu'elle est propagée par la TEG [théorie de l'équilibre général], est en effet un discours circulaire (l'équilibre se caractérise par des échanges aux bons prix, mais ces prix doivent être connus avant l'échange tout en en résultant), et une vision de l'économie qui tend à abolir les institutions.[2] » Et Alain Caillé illustre ainsi la même circularité du raisonnement : « Le gain de rigueur que la théorie économique pense avoir obtenu depuis Bentham en se débarrassant de toute hypothèse substantielle sur la nature de l'utilité et de l'intérêt est en fait ce qui la condamne à l'impuissance de la circularité tautologique. Là où la théorie devrait tenter de prévoir les pratiques effectives à partir d'une hypothèse sur les préférences de sujets, elle se borne à poser que si tel sujet a choisi telle possibilité, c'est parce que c'était celle-ci qu'il préférait. Au lieu d'amorcer une nécessaire clarification conceptuelle des différences entre préférences, utilité, intérêt, à court ou à long terme, subjectif ou objectif, entre comportement logique, c'est à dire formellement cohérent, et comportement rationnel, la théorie nous répète inlassablement que les hommes préfèrent ce qu'ils préfèrent et sont intéressés par ce qui les intéresse.[3] » Cette circularité du raisonnement est due au fait que la théorie néoclassique n'a jamais réussi à dépasser le dilemme de l'utilité cardinale *versus* l'utilité ordinale, évoqué précédemment.

Détachant la fixation des prix des conditions matérielles et sociales de production, la théorie néoclassique ne peut concevoir de fondement aux prix avant l'échange. Or, et c'est une contradiction qu'avait relevée Kaldor, les prix doivent être connus avant celui-ci pour que le marché puisse jouer le rôle d'équilibre que lui assigne la théorie. Conscients de cette contradiction, les néoclassiques oscillent entre ce raisonnement et un autre : ils supposent les prix donnés pour expliquer les choix des consommateurs, mais, alors, la construction de l'équilibre général s'effondre puisque, les prix étant donnés, le modèle ne peut plus les expliquer : « De fait, le commissaire-priseur walrasien n'est que la personnification symbolique d'une hypothèse cruciale pour la cohérence du modèle : l'extériorité des prix[4] », écrit Hubert Brochier.

Une fois posés ces fondements méthodologiques, la théorie peut alors perfectionner le modèle d'équilibre général conçu par Walras, dans lequel les conditions de l'équilibre résident dans la perfection de la concurrence rendue possible par la flexibilité des prix de marché. En découle ladite économie du bien-être qui est synthétisée dans deux propositions réciproques l'une de l'autre :

- un équilibre concurrentiel est optimal au sens défini par Pareto, c'est-à-dire que la satisfaction d'un individu ne peut être améliorée sans détériorer celle d'un autre ;
- un optimum de type parétien est nécessairement un équilibre concurrentiel.

La pertinence de ce modèle est fonction de la solidité de ses hypothèses. Certaines peuvent être acceptables : la transitivité des choix pour chaque individu pris séparément, la non-saturation en termes de consommation, la convexité des préférences qui fait préférer les mélanges des biens à l'exclusivité de l'un ou de l'autre, et la substituabilité imparfaite entre les biens. Mais d'autres hypothèses fragilisent complètement le modèle. À la racine de celles-ci, il y a l'impossibilité de se détacher réellement de l'utilité cardinale car, dès l'instant où on différencie une fonction par rapport à une variable, la dérivée de cette fonction en un point appartenant à son espace de définition est égale à la limite de son taux d'accroissement : si

---

[2] Sapir J., *Les trous noirs de la science économique, Essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent*, Paris, Albin Michel, 2000, p. 73.

[3] Caillé A., *Splendeurs et misères des sciences sociales, Esquisses d'une mythologie*, Genève, Librairie Droz, 1986, cité par Angel M., *La nature a-t-elle un prix ? Critique de l'évaluation monétaire des biens environnementaux*, Paris, Les Presses de l'École des Mines, 1998, p. 12.

[4] Brochier H., « À propos de l'individualisme méthodologique : l'ouverture d'un débat », *Revue d'économie politique*, n° 104 (1), janvier-février 1994, p. 25-52, ici p. 44.

$f(x)$ est définie, $f'(x_0) = \lim [f(x_0+h) - f(x_0)] / h$ quand h tend vers 0. Pour pouvoir mesurer des accroissements d'utilité, le préalable serait de mesurer l'utilité, ce qui est impossible. On croit alors pouvoir se rabattre sur l'utilité ordinale, mais, si le classement des préférences est possible pour chaque individu, toute comparaison interpersonnelle est interdite, de même que toute agrégation. De Charybde en Scylla, le dilemme de l'utilité est insurmontable, bien que Samuelson ait affirmé « qu'il y a bien des façons de choisir un indice d'utilité particulier et de le définir comme vraie mesure cardinale de l'utilité[5] ». D'une part, il est impossible de mesurer l'utilité et sa variation. D'autre part, dire que les prix sont dans les mêmes rapports que les utilités marginales, c'est énoncer un résultat du processus d'échange et non une cause de celui-ci. On ne peut donc à la fois dire qu'en concurrence les prix s'imposent aux agents économiques individuels et que les utilités marginales obtenues par ceux-ci déterminent les prix. En réalité, l'utilité explique pourquoi on produit mais ne détermine pas la valeur d'échange de ce qui est produit, tout simplement parce que l'utilité ne se mesure pas. Le dilemme néoclassique récurrent demeure donc inextricable : ou bien on raisonne en termes de préférences (utilité ordinale) et de classement de celles-ci, et alors on ne peut effectuer aucune comparaison interpersonnelle ni additionner les préférences individuelles pour estimer une préférence collective ; ou bien on raisonne en termes quantitatifs (utilité cardinale), et alors on se heurte à l'impossibilité de mesurer l'utilité.

Il en résulte que la construction d'une relation de préférence collective à partir de relations de préférences individuelles est vouée à l'échec. C'était la conclusion du célèbre paradoxe de Condorcet qu'a redémontré Kenneth Arrow à travers le problème du *no-bridge*. Aucun des outils théoriques avancés par les néoclassiques ne passe l'obstacle du passage du micro au macro ou de l'équilibre partiel à l'équilibre général. C'est le cas encore du « surplus du consommateur » censé mesurer le gain procuré par la différence entre le prix auquel l'acheteur est prêt à payer et le prix du marché[6], et du « surplus collectif » censé additionner tous les surplus des consommateurs et des producteurs. Or, le dénommé « surplus du consommateur » ne peut porter que sur des variations de l'utilité, utilité par définition non mesurable, et il n'est pas comparable ni agrégeable aux « surplus » des autres agents.

2) L'équilibre optimum introuvable[7]

Kenneth Arrow et Gérard Debreu ont ensuite établi que les hypothèses sur lesquelles reposait l'équilibre général simultané sur tous les marchés étaient infondées ou particulièrement restrictives. En particulier, s'il était vrai qu'il n'y a jamais de rendements croissants ni de coûts fixes, tous les individus pourraient devenir entrepreneurs. D'autre part, le modèle d'équilibre général suppose que les individus disposent d'une dotation initiale leur permettant de survivre sans avoir besoin de travailler ni d'échanger ; le paradoxe est que, dans un modèle concurrentiel, cette dotation ne pourrait leur être attribuée que par une institution publique. Dans le cas contraire où la dotation de survie ne serait pas assurée, l'équilibre du marché s'accommoderait très bien de la disparition des individus non dotés. Et ce sont ces auteurs, pourtant tous issus du courant néoclassique, qui ont en outre montré que la recherche de l'équilibre entrait en contradiction avec les préceptes libéraux : on est bien loin de la main invisible et du marché autorégulé si cette main est celle d'un décideur central.

---

[5] Samuelson P.A., *Les fondements de l'analyse économique*, tome I, *Théorie de l'équilibre et principales fonctions économiques*, 1947, Paris, Gauthier-Villars, 1971, p. 229.

[6] Samuelson P.A., *Les fondements de l'analyse économique*, *op. cit.*, p. 254, reprend la définition suivante du surplus : « mesure du gain (ou de la perte) de l'utilité qui provient d'une diminution (ou d'un accroissement) du prix d'un seul bien ».

[7] Nous complétons ici quelques éléments que nous avions donnés dans *La démence sénile du capital*, *op. cit.*, ouvrage épuisé.

La question des dotations initiales est cruciale car il existe autant de situations optimales au sens de Pareto qu'il y a de dotations initiales possibles et le critère parétien ne permet pas de les départager, puisque personne ne doit être lésé dans l'échange. Les néoclassiques suggèrent de modifier la répartition initiale si l'on juge que la répartition est trop inégale et de laisser faire le marché ensuite. Cependant, parmi les dotations initiales, figure le niveau de formation des individus. Si l'on veut assurer l'égalité des chances, il faut un système d'éducation gratuit, donc des prélèvements obligatoires. L'intervention de l'État peut alors faire passer d'une situation optimale à un situation qui ne l'est plus. Faut-il alors ne pas toucher aux dotations initiales? Non, puisqu'on peut toujours chercher à atteindre un état optimal à partir d'une dotation différente. Mais, nouvelle contradiction : le marché ne peut pas y conduire s'il y a des biens collectifs et des effets externes.

Ladite « loi » de l'offre et de la demande est-elle une loi ? Rien n'est moins sûr car Hugo Sonnenschein, Rolf Mantel et Gérard Debreu[8] ont démontré qu'il n'est pas certain que la demande de chaque bien diminue quand son prix augmente et qu'elle augmente quand le prix des autres biens augmente. En effet, dans la mesure où les différents marchés sont interdépendants, rien n'assure que la baisse du revenu réel consécutive à la hausse du prix d'un bien n'aura pas pour effet d'en accroître la demande au détriment des autres biens qui ne se substitueront pas ainsi au premier. Si l'effet de substitution l'emporte sur l'effet de revenu, l'équilibre général est stable ; sinon, la flexibilité des prix ne fait pas converger le système vers l'équilibre. De plus, ce théorème dit de Sonnenschein-Mantel-Debreu établit qu'il peut exister plusieurs équilibres, c'est-à-dire un équilibre entre offre et demande pour plusieurs niveaux de prix. En définitive, il s'avère que dégager des lois à partir des hypothèses du modèle d'équilibre général est impossible.

On savait déjà que les dotations initiales influençaient la détermination de l'optimum et qu'il existait autant d'optimums que de dotations initiales. Mais Kelvin Lancaster et Richard Lipsey[9] sont allés plus loin encore en démontrant le théorème dit de « l'optimum de second rang ». Si les conditions de la concurrence parfaite ne sont pas remplies – c'est le cas lorsqu'il existe des biens collectifs ou des externalités – ou s'il y a des rendements d'échelle croissants, alors une situation optimale au sens de Pareto ne peut être atteinte, ni même une situation approchante de second rang. En effet, dès l'instant où la solution optimale n'existe pas dans un secteur de l'économie et nécessite l'intervention d'un organisme public pour affecter les ressources, par une succession de réactions en chaîne, tous les autres secteurs se retrouvent dans la même situation et appellent une coordination collective. Il s'ensuit que, ou bien il faut un marché parfait et général, ou bien il ne faut pas de marché du tout. Or, le marché ne peut exister spontanément et sans cadre institutionnel. Deux conclusions rédhibitoires s'imposent alors : le marché n'est pas efficace et le marché total est impossible. Ainsi, dans le cas où le marché a laissé se développer une pollution, une gestion écologique confiée à un marché tente de corriger une défaillance de marché en créant un nouveau marché dont la défaillance à son tour nécessitera encore un marché supplémentaire, et ainsi de suite dans une régression à l'infini. Cela signifierait la marchandisation absolue de la société, ce qui est logiquement impossible puisque le marché ne peut se passer de cadre social, impossibilité qu'avait déjà formulée Polanyi.

---

[8] Sonnenschein H., « Market Excess Demand Functions », *Econométrica*, vol. 40, n° 3, mai 1972, p. 549-563 ; « Do Walras Identity and Continuity Characterize the Class of Excess Demand Functions ? » *Journal of Economic Theory*, vol. 6, 1973, p. 345-354 ; Mantel R., « On the Characterisation of Aggregate Excess Demand », *Journal of Economic Theory*, vol. 7, mars 1974, p. 348-353 ; Debreu G., « Excess Demand Functions », *Journal of Mathematical Economics*, vol. 1, mars 1974, p. 15-21.

[9] Lancaster K., Lipsey R., « The General Theory of Second Best », *The Review of Economic Studies*, vol. 24, n° 1, 1956-1957, p. 11–32, http://www.uv.es/~mperezs/intpoleco/Lecturcomp/Distribucion%20Crecimiento/Second%20Best.pdf.

2. Sans théorie de la valeur, pas de théorie du profit ni du capital

Pourquoi la théorie néoclassique, qui n'a pas de théorie de la valeur, ne peut-elle avoir *a fortiori* de théorie du profit[10] ni du capital ? Les raisonnements circulaires déjà rencontrés à propos des théories de l'optimum et de l'équilibre général se retrouvent également au niveau du profit et du capital.

1) Le déni la plus-value

Parallèlement au débat sur la théorie de la valeur que nous avons examiné dans le chapitre 3, les différentes variantes de la théorie néoclassique ont cherché des alternatives à l'explication du profit par la plus-value. Il est nécessaire d'en examiner quelques-unes parmi les plus importantes, notamment celle amenée par l'école autrichienne. En faisant du coût du décalage temporel représenté par le détour capitalistique un ultime argument contre la théorie de la plus-value, Böhm-Bawerk ouvrit la voie à un glissement théorique substituant la question de la justification du profit à celle de son origine. Ce glissement est rendu possible par la confusion entre plusieurs questions :

a) D'où vient le profit ? Question qui se subdivise en trois sous-questions :

a-1) De quelle valeur le profit est-il la contrepartie ?

a-2) À quelles occasions les entreprises réalisent-elles des profits et des surprofits ?

a-3) À quelle hauteur se fixe le profit ou quelle est la mesure du profit ?

b) À quoi sert le profit ?

a-1) De quelle valeur le profit est-il la contrepartie ?

À cette question, Marx apporte une réponse : le profit est une partie de la valeur ajoutée nette correspondant au surtravail, la plus-value. Il n'existe pas d'autre réponse à cette question dans la théorie économique[11]. Les autres « réponses » répondent aux autres questions que nous avons énumérées ci-dessus et que nous examinerons plus loin. De ce fait, les tentatives de réfutation de la *théorie* de la plus-value n'ont jamais abouti[12]. Le théorème d'Okishio-Morishima établit que l'existence de la plus-value est une condition nécessaire et suffisante de l'économie capitaliste, proposition qu'il faut entendre comme la plus-value *monétaire* est une condition nécessaire et suffisante du capitalisme. Il s'agit donc bien ici d'une exploitation du travail validée par la vente de la marchandise.

Pour réfuter la théorie de la plus-value il faudrait démontrer que la production et la valeur potentielle de celle-ci ne proviennent pas exclusivement du travail humain et trouver

---

[10] Sur ce dernier point, voir une synthèse dans Harribey J.-M., « Retour sur la "source" du profit », *op. cit.*.

[11] La réponse dite de l'échange échelonné que Paul Fabra, *L'anticapitalisme, Essai de réhabilitation de l'économie politique*, Paris, Arthaud, 1974, a essayé de développer pour réhabiliter Ricardo face à Marx, bute sur la même difficulté à laquelle s'était heurté sans s'en rendre compte Böhm-Bawerk qui avait confondu les problèmes de l'origine de l'intérêt et du niveau de celui-ci, s'attirant les foudres de Bortkiewicz (voir Dostaler G., *Valeur et prix, Histoire d'un débat*, Paris, François Maspero, Presses universitaires de Grenoble, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1978, p. 159, note 10). S'il m'a fallu 5 heures, dit Fabra, pour récolter 1200 g de fruits et si je les mets à la disposition d'un salarié, il devra me restituer 1200 g et me verser en plus 1200 g à titre de compensation de la mise à disposition du salaire avancé pendant un laps de temps égal au temps nécessaire à la récolte de 1200 g. La réponse de Fabra présente un vice de forme et un vice de fond. Vice de forme parce que si je procède à un échange échelonné dans le temps (je donne A aujourd'hui et je ne recevrai B que dans un an), alors je ne suis pas privé pendant un an des deux biens puisque, de toute façon, même en cas d'échange immédiat, je n'aurais pu disposer que de B. Vice de fond parce que Fabra confond profit et taux d'actualisation.

[12] Nous parlons de réfutation de la théorie et non pas de réfutation de l'évaluation du montant de la plus-value. Nous examinerons plus loin la tentative de réfutation de Schumpeter.

une explication de substitution. De ce fait, les adversaires de la théorie de la valeur-travail, dans sa version ricardienne ou sa version marxienne, disqualifient celle-ci en la traitant de croyance mais sont obligés de faire appel à une autre croyance, celle du « capital productif ». Déjà Marx avait ironisé à plusieurs reprises sur les vertus prolifiques du capital :

> « C'est la propriété naturelle du travail qu'en créant de nouvelles valeurs, il conserve les anciennes. À mesure donc que ses moyens de production augmentent d'efficacité, de masse et de valeur, c'est-à-dire à mesure que le mouvement ascendant de sa puissance productive accélère l'accumulation, le travail conserve et éternise, sous des formes toujours nouvelles, une ancienne valeur-capital toujours grossissante. Mais, dans le système du salariat, cette faculté naturelle du travail prend la fausse apparence d'une propriété qui est inhérente au capital et l'éternise ; de même les forces collectives du travail combiné se déguisent en autant de qualités occultes du capital, et l'appropriation continue de surtravail par le capital tourne au miracle, toujours renaissant, de ses vertus prolifiques. [13] »

Quant à Keynes, pourtant adversaire déclaré de Marx et des classiques, il écrivait dans sa *Théorie générale* :

> « Au lieu de dire du capital qu'il est *productif* il vaut beaucoup mieux en dire qu'il fournit au cours de son existence un rendement supérieur à son coût originel. Car la seule raison pour laquelle on peut attendre d'un bien capital qu'il procure au cours de son existence des services dont la valeur globale soit supérieure à son prix d'offre initial, c'est qu'il est *rare* ; et il reste rare parce que le taux d'intérêt rattaché à la monnaie permet à celle-ci de lui faire concurrence. À mesure que le capital devient moins rare, l'excès de son rendement sur son prix d'offre diminue, sans qu'il devienne pour cela moins productif – au moins au sens physique du mot.
>
> Nos préférences vont par conséquent à la doctrine pré-classique que c'est le *travail* qui *produit* toute chose, avec l'aide de l'art comme on disait autrefois ou de la technique comme on dit maintenant, avec l'aide des ressources naturelles, qui sont libres ou grevées d'une rente selon qu'elles sont abondantes ou rares, avec l'aide enfin des résultats passés incorporés dans les biens capitaux, qui eux aussi rapportent un prix variable selon leur rareté ou leur abondance. Il est préférable de considérer le travail, y compris bien entendu les services personnels de l'entrepreneur et de ses assistants, comme le seul facteur de production ; la technique, les ressources naturelles, l'équipement et la demande effective constituant le cadre déterminé où ce facteur opère. Ceci explique en partie pourquoi nous avons pu adopter l'unité de travail comme la seule unité physique qui fût nécessaire dans notre système économique en dehors des unités de monnaie et de temps.[14] »

Les économistes n'ont donc le choix qu'entre deux possibilités. Mais, une fois n'est pas coutume, sur ce point, les néoclassiques sont pratiquement isolés face à tous les autres économistes, classiques, marxistes, keynésiens, post-keynésiens, néoricardiens[15] : au sens

---

[13] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 1113-1114 et aussi *Matériaux pour l'économie*, *op. cit.*, p. 383.

[14] Keynes J.M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969, p. 223.

[15] Par exemple, citons Luigi Pasinetti, *Structural Change and Economic Growth, A Theorical Essay on the Dynamic of the Wealth of Nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 199-200 : « Pour réaliser que c'est le cas, on peut regarder le processus de production dans une autre direction. Un instant de réflexion suffira pour que chacun réalise que toute la structure des biens capitaux n'existerait pas si les travailleurs n'existaient pas, tandis que le contraire n'est pas vrai. Si nous imaginions un instant que tous les biens capitaux disparaissaient soudainement (disons par un coup malveillant d'une baguette magique), une terrible crise s'ensuivrait évidemment. Mais les gens qui survivraient à la crise redémarreraient le processus d'accumulation du capital d'un bout à l'autre : des outils primitifs jusqu'aux réacteurs nucléaires ! (Et dans un temps plus court qu'il a pris dans le passé.) Le travail seul peut faire tous les biens capitaux. Si nous imaginions la catastrophe opposée – la disparition de tous les êtres humains – nous pouvons très bien réaliser ce qui suivrait : absolument rien. Les biens capitaux seuls ne peuvent rien faire. » (« To realise that this is the case, one may look at the

propre, le travail est le seul *facteur* de production. Pourtant, Schumpeter consacre tout le chapitre III de *Capitalisme, socialisme et démocratie* à annoncer qu'il va réfuter la théorie de la plus-value, mais, à notre sens, n'y parvient pas. Son argumentation part de l'idée que, la théorie de la valeur-travail n'étant pas confirmée par la réalité des prix[16], la plus-value n'est plus fondée théoriquement. Le premier point du constat de Schumpeter est conforme à la pensée de Marx et même de Ricardo ; le second point montre qu'il oublie que la plus-value n'a jamais été pour Marx un concept microéconomique mais un concept conçu pour dévoiler la *nature* des rapports sociaux, c'est-à-dire qui a d'emblée une portée systémique. Ensuite, Schumpeter distingue deux types de situation. En situation statique[17], il pense que, même si la théorie de la valeur-travail était valable pour toutes les marchandises, elle ne pourrait être appliquée à la marchandise travail. Or, précisément, on doit dire au minimum que Marx ne l'applique pas à la marchandise *travail* parce que celui-ci n'en est pas une, mais à la « marchandise » *force de travail*, sinon, effectivement, il y aurait raisonnement circulaire ; et, mieux encore, on doit dire que l'objection tombe complètement avec la conception du salaire monétaire. De plus, Schumpeter affirme qu'en concurrence pure et parfaite, il ne peut y avoir de profits d'exploitation parce qu'autrement tous les employeurs s'efforceraient de développer la production et les profits disparaîtraient en raison de la hausse des salaires inévitable en l'absence de chômage caractérisant la situation de concurrence. Il reprend ainsi la thèse néoclassique selon laquelle le profit est inexistant en concurrence, confondant surprofit et profit déjà comptabilisé comme rémunération du capital. En situation dynamique[18], Schumpeter explique que, l'économie n'étant jamais en équilibre stable, on pourrait concevoir que, tendanciellement, les plus-values soient réduites à zéro et recréées en permanence par les modifications de structures, mais, précise-t-il, c'est l'innovation qui concrétise les possibilités de profits[19]. Il confond alors nos questions a-1 et a-2. Enfin, Schumpeter affirme péremptoirement la supériorité de la théorie de la valeur-utilité sur celle de la valeur-travail[20] après avoir dénoncé l'hypothèse ricardienne de l'homogénéité du travail, alors que la théorie néoclassique repose également sur l'hypothèse de l'homogénéité des facteurs de production.[21] Curieusement, il concède[22] que les prix relatifs mesurés par les rapports des utilités marginales peuvent sous certaines conditions être proportionnels aux quantités de travail, mais en renversant la causalité et sans se demander si l'égalité des rapports de prix et des rapports d'utilités marginales n'était pas un résultat de l'échange au lieu de fonder celui-ci.

L'inéluctabilité de l'écoulement du temps et la certitude de la mort expliquent que le futur soit déprécié par rapport au présent et que cette dépréciation soit compensée par un taux d'actualisation. Le temps et la mort sont objectifs. Mais la perception de cette dépréciation

---

production process in yet another way. An instant's reflection will suffice to make anyone realise that the whole structure of capital goods would not exist at all if laboureurs did not exist, while the contrary is not true. If we were to imagine, for a moment, that all capital goods were suddently to vanish (let us say by the spiteful touch of a magic wand), a terrible crisis would of course ensue. But those people who could survive the crisis would start the whole process of capital accumulation all over again : from primitive tools to atomic energy reactors ! (And in a shorter time than it took in the past.) Labour alone can make all the capital goods. If we were to imagine the opposite catastrophe – the disappearance of all human beings – we can very well realise what would follow : absolutely nothing. Capital goods alone can make nothing. »)

[16] Schumpeter J.A., *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1951, Paris, Payot, 1979, p. 49 : « l'écart qui sépare la théorie de la valeur-travail et les faits patents de la réalité économique ».

[17] *Ibid.*, p. 47-48.

[18] *Ibid.*, p. 48.

[19] *Ibid.*, p. 53.

[20] *Ibid.*, p. 43.

[21] La question de l'hétérogénéité du travail est à notre avis mal résolue par la théorie économique marxiste avec la réduction du travail complexe en travail simple, nous la reprendrons un peu plus loin.

[22] Schumpeter J.A., *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op. cit.*, p. 43.

n'a rien d'objectif, de naturel ou d'universel. Elle est tout à fait socio-culturelle : lorsque la certitude de la vie dans l'au-delà était présente dans tous les esprits, l'Église catholique se voyait fondée à condamner le prêt à intérêt car le temps n'appartenait qu'à Dieu. De plus, admettons un instant qu'un taux d'actualisation soit justifié : on prête aujourd'hui un capital d'une valeur de 1000 et on récupère 1100 dans un an. Ce n'est pas l'écoulement du temps qui, de lui même, a engendré un supplément de valeur de 100. Quelque part dans le circuit économique, un travail a été effectué pendant l'écoulement de ce temps. L'aphorisme de Benjamin Franklin « le temps, c'est de l'argent » ne doit pas être mal interprété : le temps n'est de l'argent que s'il est du temps de travail validé. Seule la proposition renversée possède en vérité une signification : l'argent, la valeur, c'est du temps. L'argent n'engendre l'argent que si un travail est effectué.[23] Cette controverse n'est pas dépassée parce qu'elle est implicite lorsqu'on entend dire que les marchés financiers sont devenus autonomes ou que la sphère financière est déconnectée de la sphère productive. Ce jugement confond l'autonomie de mouvement du capital, qui est devenue quasiment absolue, et l'autonomie du capital quant à son accroissement et son accumulation, qui, sur le plan macroéconomique[24], ne peut être que nulle. Croire le contraire, c'est être victime de l'illusion de la fécondité du capital.[25]

a-2) À quelles occasions les entreprises réalisent-elles des profits et des surprofits?

À cette question, les théoriciens que l'on cite habituellement (J.S. Mill, Schumpeter, Knight) répondent par la récompense de l'abstinence, de l'innovation, du risque, de l'incertitude. Mais cela n'est en rien une réfutation du fait que le profit tiré de la vente des marchandises représente une part de la valeur de ces marchandises, ce qui est une banalité, mais surtout ce n'est pas une réfutation du fait que le profit représente l'équivalent monétaire d'une partie du travail social validé. D'ailleurs, Mill ne s'y était pas trompé quand il justifiait le profit au nom de l'abstinence et en même temps déclarait : « La cause du profit est que le travail produit plus qu'il n'est nécessaire pour son entretien. [...] Ainsi nous voyons que les profits naissent, non du jeu des échanges, mais de la puissance productive du travail.[26] » Marx

---

[23] D'ailleurs, dans la longue citation rapportée par Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905, Paris, Plon-Agora, 1964, p. 44-45, il apparaît clairement que c'est bien ainsi que Franklin l'entendait : « Souviens-toi que le *temps*, c'est de l'*argent*. Celui qui, pouvant gagner dix shillings par jour en travaillant, se promène ou reste dans sa chambre à paresser la moitié du temps, bien que ses plaisirs, que sa paresse, ne lui coûtent que six pence, celui-là ne doit pas se borner à compter cette seule dépense. Il a dépensé en outre, jeté plutôt, cinq autres shillings. »

[24] Nous insistons sur la différence à établir entre *valeur ajoutée* et *valeur captée*, car, bien entendu, tel ou tel capitaliste peut toujours s'enrichir et accumuler du capital en captant les richesses produites ailleurs. On remarquera qu'à chaque époque où le déficit de l'État n'est plus financé par création monétaire mais par emprunt auprès des rentiers, l'accumulation du capital se ralentit sur un plan global et l'enrichissement des rentiers se fait par modification à leur avantage du partage de la valeur ajoutée.

[25] C'est cette erreur que commettent certains auteurs dont les intentions critiques sont manifestes mais chez lesquels tout fondement théorique est dramatiquement absent. Le fait que l'économie capitaliste n'ait pas besoin des « surnuméraires » (sauf pour peser sur les salaires) et diminue sans cesse le volume de travail vivant utilisé dans la production n'est pas la preuve que le capital peut s'accumuler sans le travail. C'est simplement la preuve que le travail devient de plus en plus productif. À partir de là, il y a deux grandes manières de gérer cette diminution du volume de travail : ou bien on diminue le nombre de travailleurs tout en laissant inchangée la durée individuelle du travail, ou bien on maintient, et même on augmente, le nombre de travailleurs tout en diminuant la durée individuelle du travail.

[26] Mill J.S, *Principes d'économie politique*, 1848, éd. fr., Paris, Dalloz, Textes choisis et Préface par François Trevoux, 1953, p. 194. On trouvera dans Harribey J.-M., « Le développement soutenable par la réduction du temps de travail », *op. cit.*, Annexe 4, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-annexe4.pdf, un commentaire critique de l'idée défendue par Van Parijs P., *Qu'est ce qu'une société juste? Introduction à la pratique de la philosophie politique*, Paris, Seuil, 1991, selon laquelle on pourrait considérer qu'à côté du travail exploité il y aurait le « pétrole exploité » comme source du profit.

raillera Mill pour une autre raison : parce que celui-ci n'avait pas su distinguer la productivité et le surtravail[27].

Nous pensons donc que la plupart des éléments avancés par les théoriciens libéraux du profit peuvent être intégrés à l'intérieur du schéma des classiques et de Marx, pour qui les situations de monopole, les avances technologiques permettent à certaines entreprises ou branches de pratiquer des prix dégageant des surprofits par rapport à ceux de leurs concurrents. Dans l'esprit de Marx, il s'agissait de surprofits par rapport aux profits normaux, ces derniers résultant de l'établissement de prix de production.

Les réflexions ouvertes par les circuitistes keynésiens, à la suite de Keynes et de Kalecki, concernant la nécessité de la création monétaire pour assurer la réalisation de la plus-value en profit monétaire macro-économique, ne peuvent pas se substituer non plus à une analyse en terme de surtravail pour expliquer l'origine du surplus social dont le profit est l'équivalent monétaire. D'ailleurs, certains circuitistes actuels[28] se rallient à la thèse de la plus-value pour expliquer l'origine du profit.

a-3) À quelle hauteur se fixe le profit ?

La théorie du circuit donne raison à la formule de Kaldor résumant la pensée de Kalecki pour qui les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent : le profit global des entreprises s'élèvera à la hauteur de l'investissement net. Kalecki formalise simplement ainsi la relation entre profits et dépenses des capitalistes :

profits = consommation des capitalistes + investissement.

Il donne le sens de causalité de cette relation : « Que signifie cette équation ? Faut-il entendre que les profits durant une période donnée déterminent la consommation et l'investissement des capitalistes, ou bien l'inverse ? La réponse à cette question dépend des grandeurs qui font directement l'objet des décisions des capitalistes. Il est clair, en effet, que les capitalistes peuvent décider de consommer et d'investir, mais ils ne peuvent décider de gagner plus. Ce sont, en conséquence, leurs décisions d'investissement et de consommation qui déterminent les profits et non l'inverse.[29] »

Ce n'est donc pas le montant du surtravail qui détermine *a priori* le montant du profit. Le surtravail est une condition nécessaire mais non suffisante du profit. Si le surtravail, en même temps que tout le travail social, est validé par la vente, alors la condition nécessaire et suffisante du profit est remplie. Contrairement à l'opinion d'Henri Denis[30], *le fait que ce soit le montant des dépenses capitalistes qui détermine le montant des profits réalisés et par là même qui détermine le montant du surtravail validé, n'infirme en rien l'existence de ce surtravail* : bien au contraire, la réalisation du profit monétaire est la validation sociale de ce surtravail.

b) À quoi sert le profit ?

Les fausses querelles doivent ici être évitées : qui met en doute qu'une économie d'accumulation doive dégager un surplus ? Certainement pas Marx, théoricien de l'accumulation et qui resta toujours vigilant à distinguer surplus social et surplus de croissance. Il existe cinq cas possibles de répartition de la valeur ajoutée :

b-1) le nouveau produit est partagé en conservant la structure de répartition ancienne ;

b-2) les salaires récupèrent la totalité du surplus de croissance ;

b-3) les profits accaparent tout le surplus de croissance ;

---

[27] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 1009-1011.

[28] Notamment Poulon F., *Macroéconomie approfondie, op. cit.*, et *Économie générale*, *op. cit*.

[29] Kalecki M., *Théorie de la dynamique économique*, *Essai sur les variations cycliques et à long terme de l'économie capitaliste*, Paris, Gauthier-Villars, 1966, p. 32.

[30] Voir plus haut dans le chapitre 2.

b-4) l'augmentation des salaires est supérieure à celle des profits ;

b-5) l'augmentation des profits est supérieure à celle des salaires.

Parmi ces cinq cas, seul le troisième (b-3) correspond à un accroissement du surplus social égal au surplus de croissance.[31] L'existence du surplus social est indépendante de celle du surplus de croissance. Dans un cas de reproduction simple, il peut logiquement exister une société avec ou sans surplus social, c'est-à-dire avec ou sans exploitation. Dans un cas de reproduction élargie de période en période, le surplus social en est une condition nécessaire mais non suffisante : reproduction élargie ⇒ surplus social. Pour qu'il y ait reproduction élargie, il faut en outre que le surplus social soit réinvesti.

On voit par là que plusieurs questions sont trop souvent confondues : l'origine du surplus de valeur (et par-delà celle de la valeur), sa répartition et éventuellement sa justification.

Au total, la théorie néoclassique, quelles que soient ses variantes, ne réussit pas à proposer une réponse satisfaisante alternative à la loi de la valeur de Marx dont est issue la théorie de l'exploitation comme source du profit, qui conserve ainsi toute sa place dans une théorie générale du système social capitaliste car elle est une théorie des rapports sociaux.

2) La fonction de production et la notion de capital

Joan Robinson (1903-1983) a souligné la difficulté d'additionner les différents types de capital technique dans une fonction de production agrégée[32], difficulté qu'avait déjà repérée Knut Wicksell (1851-1926). Le capital étant hétérogène, d'autant plus qu'il est mis en service à des périodes différentes, il ne peut être évalué physiquement et son introduction dans la fonction de production ne peut se faire que par l'intermédiaire des prix. Mais, pour le mesurer monétairement, il faudrait pouvoir appliquer un taux d'actualisation aux différents éléments du stock de capital, donc connaître le taux de profit que l'on se proposait justement d'expliquer. Autrement dit, la valeur du capital est fonction des profits qu'il permet d'obtenir, or ceux-ci ne peuvent être déduits de la productivité marginale du capital qui suppose de connaître la valeur du capital introduit dans la fonction de production. On ne sort de ce cercle vicieux, selon Gérard Duménil, que par « la mise à l'écart de la notion de productivité marginale du capital[33] ». La conséquence la plus rédhibitoire de cette contradiction pour la théorie de la valeur-utilité est l'impossibilité d'expliquer simultanément la valeur du stock de capital et le taux d'intérêt. Pierre Salama résume ainsi le problème :

> « Aussi bien au niveau micro que macro, nous sommes devant une contradiction. Soit nous connaissons le taux de profit, auquel cas nous pouvons mesurer le capital et calculer la productivité marginale de ce facteur, mais nous ne pouvons plus calculer le taux de profit, puisque nous nous le sommes donné. Soit nous ne connaissons pas le taux de profit et nous ne pouvons pas calculer la productivité marginale du capital et donc déterminer le taux de profit ! […] La productivité marginale ne peut déterminer la rémunération d'un facteur, ce qui, en termes clairs, signifie tout simplement que *la loi de la valeur néoclassique est totalement incohérente, même quand on accepte ses hypothèses de départ !* [34] »

Pour sa part, Robinson concluait de la manière suivante :

---

[31] Voir la démonstration dans Harribey J.-M., *L'économie économe*, *op. cit.*, p. 152-155 ; ou bien dans « Développement soutenable et réduction du temps de travail », *op. cit.*, p. 401-404, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-chapitre6.pdf.

[32] Une fonction de production est une relation établie entre la quantité produite, l'*output* ou extrant et la quantité d'*inputs* ou intrants (les néoclassiques parlent de *facteurs de production*) utilisés, généralement résumés au capital et au travail.

[33] Duménil G., *De la valeur aux prix de production*, *op cit.*, p. 9.

[34] Salama P., *Sur la valeur*, *op. cit.*, 1975, p. 82-83.

> « D'ailleurs, la fonction de production a été un instrument puissant d'abêtissement. L'étudiant en théorie économique apprend à écrire *O= f(L, C)*, où *L* est une quantité de travail, *C* une quantité de capital et *O* un niveau d'output de marchandises. On lui apprend à supposer tous les travailleurs semblables, et à mesurer *L* en heures de travail ; on lui dit quelque chose au sujet du problème compliqué d'indexation en choisissant une unité d'output ; et ensuite on le presse de passer à la question suivante, dans l'espoir qu'il oubliera de demander en quelles unités *C* est mesuré. Avant même qu'il le demande, il est devenu professeur, et ainsi de mauvaises habitudes de pensée se transmettent d'une génération à l'autre.[35] ».

De toute façon, la fonction de production utilisée par les néoclassiques est inopérante, puisqu'elle ne pourrait être définie que dans une économie où il n'y aurait qu'une seule marchandise à la fois intrant et extrant. La tentative de Paul A. Samuelson d'introduire des biens multiples s'est soldée par un échec. Et la controverse sur le retour des techniques s'est achevée à son désavantage : la baisse du salaire relativement à la rémunération du capital ne conduit pas nécessairement à une diminution de l'intensité capitalistique et sa hausse ne conduit pas nécessairement à une augmentation de l'intensité capitalistique.[36]

Au final, la querelle dite des « deux Cambridge » (l'anglaise et l'américaine) s'est soldée par la reconnaissance de son erreur par Samuelson :

> « Nous souhaitons préciser pour mémoire que le théorème du *nonswitching* qui nous est associé est définitivement faux. Nous sommes reconnaissants au Dr. Pasinetti pour avoir fourni le premier des exemples mettant en doute la véracité de ce théorème, et pour avoir discuté des défauts concernant la preuve du théorème et les bases de l'économie générale du phénomène de *reswitching*. Et nous sommes reconnaissants au Professeur Morishima, au Professeur Garegnani et à M. Sheshinski pour leurs contre-exemples indépendants qui ont définitivement réglé cette question.[37] »

La théorie de la valeur-utilité et ses prolongements peuvent donc être interprétés comme une tentative de donner un soubassement au fantasme de la productivité du capital que déjà Aristote dénonçait et que Marx a démystifié.

> « Étant donné que l'échange entre capital et travail incorpore le travail vivant au capital et le fait apparaître comme une activité qui lui appartient dès que s'engage le processus du travail, toutes les forces productives du travail social se présentent comme étant celles du capital, de la même manière que la forme sociale du travail en général apparaît dans l'argent comme la propriété d'une chose. Ainsi la force productive du travail social et ses formes particulières apparaissent comme

---

[35] Robinson J., « The Production Function and the Theory of Capital », *Review of Economic Studies*, vol. XXI, 1953-54, p. 81-106, ici p. 81, http://www.jstor.org/pss/2296002. Elle proposa ultérieurement dans de nombreuses publications de résoudre la question de la valeur du capital : pour une présentation complète, voir Jorland G., *Les paradoxes du capital*, *op. cit.* Après la publication de *Production de marchandises par des marchandises* par Sraffa en 1960, la controverse resurgit avec la tentative avortée de Samuelson P.A., « Parable and Realism in Capital Theory : The Surrogate Production Function », *Review of Economic Studies*, vol. XXIX, 1962, p. 193-206, au sujet du retour des techniques.

[36] Pour la démonstration, voir Salama P., *Sur la valeur*, *op. cit.*, p. 104-107 ; Guerrien B., *La théorie néo-classique, op. cit.*, p. 303-307 ; ou Jorland G., *Les paradoxes du capital*, Paris, Odile Jacob, p. 409-464.

[37] Levhari D., Samuelson P.A., « The Nonswitching Theorem is False », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 80, n° 4, Nov. 1966, p. 518-519, http://gesd.free.fr/levhari66.pdf. (« We wish to make clear for the record that the nonswitching theorem associated with us is definitely false. We are grateful to Dr. Pasinetti for first giving examples that raise legitimate doubts about the theorem's truth, and for discussion of flaws in the purported proof of the theorem and of the bearing for general economics of the reswitching phenomenon. And we are grateful to Professor Morishima, Professor Garegnani and Mr. Sheshinski for independent counterexamples that settle this matter definitively. »). Voir Morishima M., « Refutation of Nonswichting Theorem », *The Quarterly Journal of Economics*, 1966, Vol. 80, p. 520-525, http://www.jstor.org/pss/1882913.

> l'émanation du capital, du travail matérialisé, des conditions matérielles du travail, et se trouvent, face au travail vivant, incarnées par le capitaliste, sous l'aspect d'un objet indépendant. Ici encore nous sommes devant l'inversion du rapport que nous avons désigné, en analysant le système de la monnaie, par le terme de *fétichisme*.[38] »

La fonction de production néoclassique n'a plus de validité scientifique ; en revanche, elle fonctionne en tant que croyance, ainsi que le reconnaît C.E. Ferguson : « La validité de la critique cambridgienne est incontestable, mais son importance est une affaire empirique ou économétrique qui dépend du degré de substitution toléré dans le système. Jusqu'à ce que les économétriciens nous donnent la réponse, faire confiance à la théorie économique néoclassique est une affaire de foi. Personnellement, j'ai la foi.[39] »

---

[38] Marx K., *Matériaux pour l'économie*, *op. cit.*, p. 383 ; ou *Théories sur la plus-value, Livre IV du « Capital »*, Paris, Éditions sociales, 1974, tome I, p. 456. Voir aussi ci-dessus la conception que Keynes avait du travail productif lorsqu'il invalidait la notion de capital productif. Serge Latouche, *Épistémologie et économie, Essai sur une anthropologie sociale freudo-marxiste*, Paris, Éd. Anthropos 1973, p. 319, caractérise ainsi le fantasme de la fécondité du capital : « La fécondité du capital est un cas particulier du fétichisme de la marchandise. »

[39] Cité par Jorland G., *Les paradoxes du capital*, *op.cit.*, p. 448.

Chapitre 5

La valeur de la nature

> *« La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport* quantitatif*, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèces différentes s'échangent l'une contre l'autre, rapport qui change constamment avec le temps et le lieu. La valeur d'échange semble donc quelque chose d'arbitraire et de purement relatif : une valeur d'échange intrinsèque, immanente à la marchandise, paraît être, comme dit l'école, une* contradictio in adjecto *(une contradiction dans les termes). »*
> *« Jusqu'ici aucun chimiste n'a trouvé de valeur d'échange dans une perle ou dans un diamant. »*
> Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, dans *Œuvres*, tome I, 1965, respectivement p. 563 et 618.

Toutes les difficultés théoriques répertoriées dans le chapitre précédent ont été redoublées lorsque les auteurs néoclassiques ont estimé nécessaire d'introduire dans leurs modèles les contraintes environnementales. Ils contrevenaient ainsi à l'affirmation péremptoire de Say il y a plus de deux siècles et qui a servi pendant très longtemps de couverture à l'oubli ou la négation de la contrainte écologique : « Ne pouvant être ni multipliées ni épuisées, elles [les ressources naturelles] ne sont pas l'objet des sciences économiques.[1] » D'une certaine manière, Say n'avait pas tout à fait tort : la science économique, telle qu'il la concevait et telle que l'ont conçue ses successeurs, passait et passe à côté de l'écologie. Son intuition était cependant tirée d'une prémisse fausse : l'affirmation de l'inépuisabilité des ressources. L'erreur avait consisté à déduire de la gratuité des ressources leur caractère inépuisable, alors que seule la proposition inverse aurait eu un sens : si les ressources étaient inépuisables et obtenues sans aucun travail, elles seraient gratuites. Indépendamment de cette erreur de type logique, il est vrai qu'à partir du moment où une ressource naturelle conditionne la vie, elle ne peut avoir d'autre « valeur » qu'infinie, et de ce fait elle devient inestimable : au sens familier de l'expression, « elle n'a pas de prix ».

Cette conclusion ruine définitivement tout espoir pour la théorie néoclassique de trouver une évaluation monétaire de la nature qui permettrait de justifier le recours aux seuls mécanismes du marché pour gérer la planète de telle sorte que l'équité intergénérationnelle soit garantie. Pourtant, une certaine écologie politique vient lui prêter main forte aujourd'hui pour élaborer une conception de la richesse et de la valeur que nous avons appelée néophysiocrate et qui se révèle à son tour être un échec. Comment l'économie politique et, surtout, la critique de l'économie politique peuvent-elles répondre à la vacuité des thèses dominantes et éviter elles-mêmes quelques chausse-trapes ? C'est à cette question que ce chapitre est consacré.

---

[1] Say J.-B., *Cours complet d'économie politique pratique*, *op. cit.*, p. 68.

1. Des valeurs sans prix ou l'impossible économie néoclassique de l'environnement

La théorie dominante s'est engagée dans une impasse lorsque le mythe de l'inépuisabilité des ressources naturelles s'est évanoui. Elle a réduit les processus biologiques à des phénomènes monétaires et rendu équivalents des temps incommensurables entre eux, le temps de l'économie et le temps de la vie. Nous avons montré précédemment que les théoriciens néoclassiques croyaient construire des prix sans la catégorie de valeur. Au sujet de la nature, ils tentent désespérément de lui trouver une valeur économique sans qu'elle ait un prix de marché. Les controverses sur la soutenabilité du développement portent donc sur des approches contradictoires de la valeur.[2]

1) La nature n'a pas de valeur économique intrinsèque

Dans la mesure où les éléments naturels ne sont pas produits, les économistes de néoclassiques de l'environnement se rabattent sur un prix qu'ils qualifient eux-mêmes de « fictif », correspondant au coût marginal des mesures de protection ou de reconstitution. D'autres définitions voisines de cette fiction existent : « Le prix de la ressource n'est pas égal au coût marginal d'extraction, mais au coût marginal plus une variable auxiliaire attachée à la contrainte de stock qui s'interprète comme le prix fictif de la ressource *in situ*. Ce prix fictif est aussi nommé royalty ou rente de rareté. C'est cette rente qui constitue le véritable indicateur de la ressource.[3] »

Ces économistes définissent ensuite une valeur économique globale de la nature comme la somme des valeurs d'usage, d'option (valeur anticipée d'un bien naturel, inutilisé aujourd'hui, lors d'une utilisation future), de quasi-option (avantage retiré d'informations nouvelles lors d'une utilisation différée), de legs (valeur correspondant au désir de transmission aux générations futures), d'existence (en dehors de tout usage présent ou futur) et écologique (valeur liée à la préservation des écosystèmes)[4], selon le schéma suivant :

Valeur économique globale de la nature					
Valeur d'usage	Valeur d'option	Valeur de quasi-option	Valeur intrinsèque		
Valeur d'usage	Valeur d'option	Valeur de quasi-option	Valeur de legs	Valeur d'existence	Valeur écologique

Cette démarche visant à intégrer dans un concept de valeur globale ces différents éléments commet plusieurs erreurs méthodologiques et épistémologiques. Nous en

[2] Nous ne faisons que résumer ici l'analyse critique que nous avons présentée dans des travaux antérieurs : Harribey J.-M., « Développement soutenable et réduction du temps de travail, Analyse critique appliquée au cas de la France », *op. cit.*, notamment le chapitre 4, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-p2-chapitre4.pdf ; *L'économie économe, op.cit.* ; « La soutenabilité : une question de valeur(s) », *op. cit.*

[3] Point P., « Introduction », *Revue économique*, « Économie de l'environnement et du patrimoine naturel », Vol. 41, n° 2, mars 1990, p. 181-194, ici p. 185, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1990_num_41_2_409206 ; « Le prix de la nature », *Cahiers français*, « Environnement et gestion de la planète », n° 250, mars-avril 1991, p. 39-44, ici p. 43 ; « Les services rendus par le patrimoine naturel : une évaluation fondée sur des principes économiques », *Économie et statistique*, n° 258-259, octobre-novembre 2012, p. 11-18, ici p. 12.

[4] Ces différentes notions ont été conçues par une série d'auteurs, parmi lesquels : Weisbrod B., « Collective Consumption services of Individual Consumption Goods », *Quaterly Journal of Economics*, 1964, vol. 78, n° 3, p. 471-477 ; Henry C., « Option Value in the Economics of Irreplaceable Assets », Symposium on the Economics of Exaustible Resources, *Review of Economic Studies*, 1974, vol. 41, n° 3, p. 89-104 ; Krutilla J.V., « Conservation Reconsidered », *American Economic Review*, 1967, vol. 47, p. 777-786.

dénombrons ici quatre : l'addition d'éléments incommensurables, l'impossible mesure de l'utilité de la nature, l'impossible mesure de la valeur du stock de la nature et de celle des flux qui en sont issus, l'échec de la modélisation de la substitution du capital à la nature.

Additionner ce qui ne peut l'être ?

Additionner des montants relevant de l'économique et des éléments relevant de l'éthique ou de l'esthétique n'est pas possible : que signifierait l'addition d'une évaluation monétaire d'un coucher du soleil sur le Bassin d'Arcachon et de la valeur ajoutée pendant une période donnée par l'activité économique des ostréiculteurs dans le Bassin ? Le Mont-Saint-Michel vaut-il les omelettes de la Mère Poulard ? À l'inverse, que vaudraient les revenus engendrés par l'activité d'un éventuel aéroport à Notre-Dame-Des-Landes à côté de la biodiversité détruite dans cette zone humide ? (Voir l'encadré « L'analyse coûts-bénéfices et autres méthodes »). Ces incohérences sont une conséquence directe de la non-distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, intenable logiquement et pourtant entérinée définitivement depuis Say par la « science économique ».[5]

L'analyse coûts-bénéfices et autres méthodes

L'analyse coûts-bénéfices ou coûts-avantages d'un projet consiste à faire la somme de tous les coûts qui lui sont attachés et de les comparer aux bénéfices attendus. Elle tente de donner une image chiffrée à une fonction d'utilité sociale supposée pouvoir être construite et mesurée. Elle suppose un inventaire le plus complet possible de tous les paramètres en jeu et d'actualiser en termes monétaires leur impact à travers le temps sur les coûts et les bénéfices.

Appliquée à la sauvegarde de la nature, la méthode entend ajouter toutes les « valeurs » recensées ci-dessus dans la « valeur économique globale de la nature » à partir de *shadow prices* (prix fantômes). Il lui faut donc surmonter d'une part les problèmes de mesure qui lui sont inhérents, quel que soit le sujet traité, et d'autre part ceux spécifiques à l'évaluation de la nature.

Le projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes près de Nantes offre une image saisissante des différences de résultats obtenus en fonction de le la valeur unitaire affectée aux différents paramètres. Ainsi, l'enquête d'utilité publique a-t-elle conclu à un bénéfice net pour la société de 607 millions d'euros (valeur 2006), à partir d'une analyse coûts-bénéfices qui, notamment, surestimait le temps gagné et la croissance de l'activité économique générée, tandis qu'elle sous-estimait l'évolution du prix du pétrole et de tous les coûts de transport aérien, et qu'elle ignorait la biodiversité détruite ainsi que la perte de terres agricoles. D'un autre côté, une étude indépendante demandée par le « Collectif d'élu-e-s doutant de la pertinence de l'aéroport », en pondérant de manière plus réaliste les paramètres en jeu, aboutit à une perte sociale pouvant atteindre 614 millions d'euros (valeur 2006).[6]

La nature constitue un bel exemple permettant d'illustrer la dichotomie entre valeur d'usage et valeur d'échange et l'irréductibilité de la première à la seconde et inversement. Plus un élément naturel possède une utilité pour l'homme, soit directement, soit pour son

[5] Lantz P., *Valeur et richesse, Aux marges de l'économie politique, Une approche de l'idée de nature*, Paris, Anthropos, 1977, p. 105, fait justement remarquer la confusion dans laquelle Say s'enferme en fondant la valeur d'échange sur l'utilité tout en concédant, poussé dans ses retranchements par Mac Culloch, que l'air, l'eau, la lumière du soleil, richesses naturelles, « n'ont point de valeur échangeable à la différence des richesses sociales » (Say J.-B., *Traité d'économie politique*, *op. cit.* p. 319).

[6] Brinke L., Faber J., « Examen de l'analyse globale coûts-bénéfices de l'aéroport du Grand Ouest, Comparaison avec des améliorations sur Nantes Atlantique », Commited to the Environment Delft, octobre 2011, http://aeroportnddl.fr/file/Etude_pertinence_economique_NDL_CEDPA_oct11.pdf.

activité économique, plus sa valeur d'usage sera considérée comme « grande ». S'il conditionne la vie, cette valeur d'usage pourra être dite « infiniment grande ». Mais, associer à cette valeur d'usage « infinie » une valeur d'échange qui le serait aussi n'aurait pas de sens, pas plus que n'en aurait à son sujet la notion d'utilité marginale décroissante. En effet, si chaque bouffée d'air est indispensable au maintien en vie, elle ne représente pas moins d'utilité que la précédente.

Cette difficulté méthodologique et épistémologique oblige les économistes néoclassiques de l'environnement à postuler une commensurabilité de toutes les catégories de valeurs inventoriées dans le tableau ci-dessus, d'autant plus forte qu'ils envisagent la possibilité qu'elles puissent être interchangeables. Autrement dit, plus ils admettent une commensurabilité forte entre elles, plus ils peuvent exprimer ces valeurs en termes de capitaux, et donc plus ils peuvent se contenter d'une soutenabilité faible puisqu'il sera possible de substituer ceux-ci entre eux. D'ailleurs, ils associent explicitement, d'un côté, commensurabilité forte et soutenabilité faible, et, de l'autre, commensurabilité faible et soutenabilté forte. Il faut bien voir que ce parti pris épistémologique est la conséquence de l'acceptation de la notion de valeur intrinsèque de la nature qui se décline notamment en valeur d'existence, en entretenant la confusion entre ce qui relève du registre économique et ce qui lui échappe. On retrouve malheureusement des traces de cette confusion dans les hésitations fréquentes de certains théoriciens hétérodoxes qui regrettent que les comptables nationaux ne puissent intégrer ladite valeur d'existence de la nature.[7]

Mesurer l'utilité de la nature ?

L'analyse en termes de surplus du consommateur et du producteur pour mesurer le surplus collectif repose sur une conception cardinale de l'utilité qui était pourtant censée être abandonnée. D'un côté, elle suppose connus les consentements marginaux à payer des agents économiques permettant de mesurer leur surplus et donc la valeur des biens naturels, et, de l'autre, elle prétend faire du processus d'échange une méthode de détermination des taux marginaux de substitution des biens privés aux biens publics permettant de déduire justement ces consentements marginaux à payer.[8] Fondamentalement, cette difficulté rejoint celle de la

---

[7] Dans une thèse de doctorat par ailleurs très intéressante, « Au-delà du PIB : un tournant historique. Enjeux méthodologiques, théoriques et épistémologiques de la quantification », Thèse de doctorat en sciences économiques et de gestion, Université catholique de Louvain, 2012, http://dial.academielouvain.be/vital/access/services/Download/boreal:111496/PDF_01?view=true, Géraldine Thiry écrit, p. 208 : « Dans un cadre théorique où l'environnement n'est pris en compte qu'à travers la fonction d'utilité d'un agent représentatif (Bolt et Matete 2002, Osberg et Sharpe 2005), la nature est envisagée uniquement au prisme des biens et services que l'on peut en extraire. De ce cadre théorique, la valeur d'existence est exclue, c'est-à-dire la valeur qui lui est accordée indépendamment de tout acte de production et de consommation (Everett et Wilks 1997, Falconi 1999). Cette approche de la soutenabilité est porteuse d'une vision instrumentale de la relation de l'humain à la nature. » Nous partageons totalement la première phrase de cette citation. C'est la deuxième qui pose problème : la valeur « accordée indépendamment de tout acte de production et de consommation » *ne peut qu'être exclue*, et cela dans n'importe quel raisonnement économique, utilitariste ou non. Regretter qu'on ne puisse raccrocher une « valeur d'existence » de la nature à la valeur économique de l'usage que l'on en fait ne peut que conduire à un désarmement intellectuel face à l'idéologie néoclassique. Sans le vouloir, ces regrets sont une forme du retour de l'utilitarisme au cœur d'une démarche qui se voulait hétérodoxe. Ces regrets sont du même ordre que ceux relatifs au fait que le PIB n'additionne que des montants monétaires sans pouvoir exprimer la qualité des produits ni la satisfaction (l'utilité !) qu'on en retire.

[8] Cela est montré bien au-delà du cercle des auteurs marxistes que nous avons mentionnés au chapitre précédent. Ainsi, Jean-Pierre Dupuy, « Temps du projet et temps de l'histoire », *in* Boyer R., Chavance B., Godard O. (sous la direction de), *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1991, p. 97-134, conteste que des agents puissent prendre des décisions en fonction de prix extérieurs alors que ce sont leurs décisions qui sont censées déterminer ces prix. On peut aussi consulter Angel M., « Calcul économique et politique environnementale, Limites de l'évaluation économique et de l'analyse coût-avantage », Cerna, Centre d'économie industrielle, École nationale supérieure des Mines de Paris, décembre 1995, http://www.cerna.ensmp.fr/Documents/MA-CalculEnv.pdf ; *La nature a-t-elle un prix ?*, *op.cit*.

théorie fondant le prix sur l'utilité marginale, qui est une fiction que seule l'existence d'une production préalable à l'échange permet de dissimuler : les prix relatifs reflétant les coûts de production, niveaux autour desquels agissent les fluctuations de l'offre et de la demande, on peut, *a posteriori*, après l'échange, déduire des rapports des prix ceux desdites utilités marginales. En dépit des critiques connues depuis plus d'un siècle de la conception cardinale de l'utilité, celle-ci revient invariablement dans le raisonnement des économistes de l'environnement : « L'élasticité de l'utilité marginale de la consommation est *la variation en pourcentage de l'utilité* résultant de la variation en pourcentage de la consommation.[9] » Et nous verrons comment la thèse de la valeur-utilité conduit tout droit aux politiques de marchandisation de la nature et qu'elle enlève une grande partie de leur pertinence aux critiques qui ne rompent pas radicalement avec la croyance que l'on peut rendre commensurables des choses qui appartiennent à des registres différents.

Nous avons déjà observé que, traditionnellement, la théorie néoclassique postule qu'il existe une économie d'échange sans production. Personne n'est dupe pour les marchandises que, de toute façon, le travail humain produit avant qu'elles soient échangées, et à propos desquelles l'égalité entre les taux marginaux de substitution et les rapports des prix n'est au mieux qu'un résultat du processus d'échange : le marché valide le travail social dépensé en fonction de la productivité et des conditions sociales de production et de mise en valeur du capital. La théorie néoclassique peut donc sans grand risque prendre l'apparence pour l'essence du phénomène et laisser croire que la valeur résulte du seul marché. Mais les apparences s'effondrent pour les éléments naturels qui ne sont pas le produit du travail humain. La création *ex nihilo* d'un marché pour transformer le statut des éléments naturels de non-marchandises en marchandises ne pourrait provoquer l'effet attendu, fixer un prix de marché, que si ces pseudo-marchandises étaient auparavant produites. En l'absence de production des éléments naturels, cela devient impossible et tout prix qui leur est attribué ne peut être que *fictif* au sens plein du terme.

Chacune des phases du raisonnement néoclassique précédent est prise en défaut. Parce que la théorie de la valeur-utilité n'a aucune espèce de pertinence et que les théoriciens néoclassiques les plus avertis s'en doutent, ces derniers croient tourner la difficulté en multipliant les artifices. Le plus évident de ces artifices est le suivant : il consiste à considérer que la nature s'apparente à une sorte d'*entreprise de services*. Or, ce qui est appelé couramment maintenant « valeur des services rendus par la nature » ne peut jamais refléter que l'ensemble des coûts de production occasionnés par l'utilisation de la nature, qui n'ont strictement rien à voir avec une prétendue « valeur économique intrinsèque de la nature », laquelle est un non-sens absolu.[10] (Voir l'encadré « La valeur des chauves-souris, des abeilles et de la forêt »). Le raisonnement peut être étendu à la raréfaction de certaines ressources naturelles : leur prix va augmenter. Cela n'a rien à voir avec une augmentation de la prétendue

---

[9] Laurent É., *Social-écologie*, Paris, Flammarion, 2011, p. 42, souligné par nous. L'idée qu'on puisse calculer le pourcentage de variation de l'utilité signifie un retour toujours renouvelé à la conception cardinale de l'utilité.

[10] Notre jugement n'est pas en lancé l'air puisque les néoclassiques incorporent la « valeur intrinsèque de la nature » dans ce qu'ils appellent la « valeur économique totale » (voir Turner R. K., Van den Bergh Jeroen C.J.M., Barendregt A., Maltby E., « Ecological-Economics Analysis of Wetlands : Science and Social Science Integration », Global Wetlands Economics Network (GWEN), 1998, http://dspace.ubvu.vu.nl/bitstream/handle/1871/9284/98050.pdf;jsessionid=987F75E3319D8F2A2241FE133E59C366?sequence=1 ; Turner R. K., Van den Bergh Jeroen C.J.M., Söderqvis T., Barendregt A., Van der Straaten J., Maltby E., Van Ierland E. C., « The Values of Wetlands : Landscape and Institutional Perspectives, Ecological-economic Analysis of Wetlands : Scientific Integration for Management and Policy », *Ecological Economics*, 35, Special Issue, 2000, p. 7–23, http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921800900001646 ; Söderqvis T., Mitsch W., Turner R. K., « The Values of Wetlands : Landscape and Institutional Perspectives, Valuation of Wetlands in a Landscape and Institutional Perspective », *Ecological Economics*, 35, Special Issue, 2000, p. 1-6, http://directory.umm.ac.id/Data%20Elmu/jurnal/E/Ecological%20Economics/Vol35.Issue1.Oct2000/10891.pdf.

valeur intrinsèque de ces ressources, ni avec une augmentation de la valeur des services rendus. Cela aura à voir avec l'aggravation des conditions de production, humaines par définition, qui résultera de leur raréfaction.[11]

La valeur des chauves-souris, des abeilles et de la forêt

Un article du *Monde* du 20 avril 2011 portant sur « Le coût de la disparition des chauves-souris américaines se chiffre en milliards de dollars », rapportait une étude scientifique parue le 1er avril 2011 dans *Science* : une maladie due à un champignon décime les chauves-souris nord-américaines, au point de menacer sérieusement la capacité de cette espèce à jouer un rôle d'insecticide et de pollinisateur. Les conséquences économiques ont été évaluées : par l'action de ces chauves-souris, 22,9 milliards de dollars d'insecticides chimiques seraient économisés par an, sans compter les effets sur la santé et l'environnement. Aussitôt, la tentation est grande de déduire de la valeur économique des dégâts évités celle des auteurs de l'évitement, en l'occurrence ici la valeur des chauves-souris ou la valeur des services économiques rendus par ces petites bêtes. Être tenté ne signifie pas nécessairement succomber. Mais la pente est suffisamment glissante pour esquisser l'idée que ces 22,9 milliards de dollars représenteraient la valeur des chauves-souris dans les fonctions qu'elles remplissent pour l'économie, ce qui serait un bon argument pour les protéger.

Mais c'est une voie sans issue. Les chauves-souris, les biens naturels, la nature elle-même, pas plus que le lait maternel, n'ont de valeur économique intrinsèque. Cette notion a été inventée au milieu du XXe siècle par les économistes néoclassiques quand ils ont soudain fait mine de se soucier d'environnement. Or la « valeur » de la nature appartient à un autre registre que l'économie. Derrière l'exemple des chauves-souris, ressurgissent donc 1) l'impossibilité de rendre commensurables l'utilité de la chauve-souris et la valeur marchande des insecticides évités, 2) la vacuité de la notion de valeur économique intrinsèque de la nature, et 3) au contraire la nécessité de maintenir la distinction irréductible entre la valeur d'usage des choses et la valeur d'échange. *A fortiori*, la « valeur » des êtres vivants ne peut être réduite à un quantum de monnaie.

De plus, à supposer que l'idée de mesurer la valeur des chauve-souris par les sommes économisées annuellement ait un sens, elle comporte une confusion entre stock et flux, entre patrimoine et revenu : s'il était vrai que les 22,9 milliards représentaient les services annuels rendus par les chauves-souris, cela ne pourrait pas correspondre à la valeur d'un patrimoine, d'une richesse qui ne s'éteint pas après une année.

Des chauves-souris, on passe à la biodiversité dans son ensemble. Là encore, les études abondent[12] pour dire que, autre exemple, les abeilles contribuent pour 153 milliards de dollars à la production agricole mondiale annuelle (190 milliards pour tous les insectes pollinisateurs), non par la valeur de leur miel mais par leur action pollinisatrice. Et il existe même une Banque du capital naturel (Bank of Natural Capital[13]) qui se propose d'« évaluer le non évaluable », au motif qu'« on ne peut pas gérer ce qu'on ne mesure pas », et qu'il faut donc « mettre la nature dans l'équation ».[14]

---

[11] Pour une présentation ludique et ironique de ce point de théorie crucial, voir Harribey J.-M., *Raconte-moi la crise*, *op. cit.*, chapitre 11 intitulé « Le prix des choses et les choses de prix ».

[12] Notamment le rapport du TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) présenté à la Convention sur la biodiversité de l'ONU à Nagoya en octobre 2010, http://www.teebweb.org/Portals/25/Documents/TEEB%20for%20Business/TEEB%20for%20Bus%20Exec%20French.pdf.

[13] http://bankofnaturalcapital.com.

[14] Dans sa chronique de *Charlie hebdo* du 27 avril 2011, « Pendant ce temps, les abeilles disparaissent », Oncle Bernard revient lui aussi sur ces difficultés de méthode qui renvoient à des choix épistémologiques. Il écrit : « Qu'est-ce que la richesse ? Le travail, le labeur des hommes, qui se retrouve cristallisé en voitures, machines,

La mesure de la « valeur de la forêt française » fournit un autre d'exemple de difficultés méthodologiques. Pour ajouter à la valeur économique de la production de bois la valeur supposée être celle des fonctions écologiques remplies par la forêt, on estime par la méthode du consentement à payer que « les Français seraient prêts à payer 15,2 euros par ménage et par an pour contribuer au maintien de la biodiversité dans la forêt. En multipliant cette somme par le nombre de ménages français, on obtient 364 millions d'euros par an, soit 22,8 euros par hectare.[15] » Et on ajoute la séquestration de 16 millions de tonnes de carbone en moyenne par an, valorisés au prix du marché européen des émissions de gaz à effet de serre, dont on sait à quel point il est peu fiable !

Dans le cadre du programme des Nations unies *Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation* (REDD) lancé en 2008 à l'initiative du PNUD, du PNUE et de la FAO, des initiatives sont prises pour établir des « certifications » des efforts des entreprises pour éviter la déforestation ou la dégradation des forêts. Ces entreprises pourront alors bénéficier de crédits carbone dès lors qu'elles attesteront que les plantations de palmiers à huile ou d'eucalytus feront plus que compenser le recul de telle ou telle forêt traditionnelle. Le rapport de Nicholas Stern[16] en 2006 entrevoit la potentialité d'un marché du carbone forestier de 100 milliards de dollars par an. Cette marchandisation s'accompagne en outre de la restriction des droits des communautés locales dans la mesure où il est jugé que cela coûte moins cher en compensation monétaire (on dit qu'il s'agit d'un coût d'opportunité) de pousser au départ de leurs terres (de gré ou de force) certaines populations vivant de la forêt que de réaliser des investissements onéreux.

Il est encore un phénomène que l'analyse néoclassique de l'environnement ne peut prendre en compte d'aucune manière : le métabolisme au sein des écosystèmes naturels. La façon habituelle qu'a l'économie dominante d'isoler chaque élément pour en évaluer le coût, puis le prix, voire l'utilité, ne peut saisir ce qui est le plus important, à savoir les interactions qui constituent la trame de la vie, et dont la préservation conditionne sa reproduction et son équilibre.

Des méthodes d'évaluation de l'inestimable ?

L'absence de prix de marché pour les éléments fournis par la nature a conduit les économistes néoclassiques à imaginer des méthodes permettant de la pallier. Une littérature très abondante existe à ce sujet dans un sens laudateur comme critique. Nous ne ferons que rappeler brièvement les principales.[17] Elles sont fondées sur des équivalences de coût ou bien sur des procédures d'interrogation des comportements des individus.

Les méthodes d'évaluation fondées sur des équivalences de coût reposent sur l'idée que

---

iphones, pots de yaourt et pots de miel. Sans le labeur des hommes, le diamant au fond de la mine, ou la pépite d'or ne sont rien. Soit. Mais le travail à lui seul ne peut expliquer la valeur du diamant ! La rareté l'explique tout autant, et le désir qu'ont les puissants de l'accaparer. » Adam Smith avait déjà répondu à cette dernière objection (cf. ci-dessus dans le chapitre 1, notamment la citation de John Huston).

[15] Berger A., Peyron J.-L., « Les multiples valeurs de la forêt française », IFEN, *Les données de l'environnement*, n° 105, août 2005, http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Le_Point_Sur/2005/de105.pdf.

[16] Stern N., « L'évaluation économique des conséquences du dérèglement climatique », octobre 2006, http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article165 ; *The Economics of Climate Change, Stern Review*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+/http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm. Voir également ci-dessous dans notre chapitre 9 l'encadré « Sur le découplage de l'utilisation de la nature par rapport à la croissance ».

[17] Nous les avons examinées de manière plus détaillée dans Harribey J.-M., *Développement soutenable et réduction du temps de travail*, *op. cit.*, chapitre 4, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-p2-chapitre4.pdf.

le coût marginal de restauration, de reconstitution ou de remplacement de la ressource fournira un équivalent monétaire de la valeur de celle-ci, lorsqu'elle est supposée renouvelable. Lorsqu'elle ne l'est pas, on doit additionner le coût marginal d'exploitation et une rente qualifiée de « malthusienne » correspondant à un usage intertemporel, dont le coût est lui-même estimé par le coût marginal occasionné par la recherche d'une ressource de remplacement. Mais, si l'exploitation d'une ressource non renouvelable bénéfice à ses débuts de rendements croissants qui décroîtront dans le futur, il convient d'ajouter au coût marginal d'exploitation et à la rente « malthusienne » une rente « ricardienne ». Les techniques pour déterminer les équivalences de coût sont le plus souvent construites sur la notion de coût d'opportunité. Il s'ensuit qu'il est postulé qu'il existera toujours une possibilité de remplacer les ressources disparues ou trop dégradées.

Les méthodes d'évaluation à partir d'études comportementales sont de deux types. Le premier consiste à imaginer des marchés dits de substitution pour évaluer les consentements marginaux à payer pour lutter contre une dégradation. Que l'on évalue les dépenses de protection, ou que l'on attribue des prix « hédonistes » à des caractéristiques environnementales d'un bien (le calme ou le bruit, le cadre verdoyant ou pollué d'une habitation), ou bien que l'on mesure le coût des déplacements, dans tous les cas, cela suppose que des droits de polluer ou d'utiliser aient été accordés en amont aux pollueurs ou utilisateurs de la ressource, avec pour conséquence une sous-estimation par les victimes de leur consentement à payer par rapport à la situation inverse où ils auraient été considérés comme les propriétaires.

Le second type d'études comportementales est le plus connu, c'est celui dit de l'évaluation contingente, qui se pratique en interrogeant directement les individus, d'une part, sur le prix de compensation qu'ils sont disposés à payer pour continuer de bénéficier de leur environnement, et, d'autre part, sur le prix d'équivalence qu'ils accepteraient de recevoir pour renoncer à cet environnement. Le fait que les prix de compensation auront tendance à être sous-estimés et que les prix d'équivalence seront surestimés rendra impossible l'égalité entre les uns et les autres et illusoire la recherche d'un optimum. L'accès aux ressources sera donc inégal et cette inégalité se répercutera de génération en génération puisque la méthode d'évaluation contingente entérine des consentements à payer et à recevoir. Tel est le résultat prévisible de l'application de méthodes qui s'acharnent à estimer l'inestimable.

Mesurer la valeur du stock de la nature et celle des flux qui en sont issus ?

Contrairement à ce que pensait Ludwig von Mises (1881-1973)[18], les éléments naturels n'ont pas de valeur économique intrinsèque qui s'ajouterait à leur valeur résultant de la

[18] Von Mises L., *Le socialisme, Étude économique et sociologique*, 1920, Paris, Éditions M.-Th. Génin, Librairie de Médicis, 1938, p. 153 (on peut trouver ce texte à http://herve.dequengo.free.fr/Mises/Soc/LS_TDM.htm). Mises écrit : « Le calcul en travail tient compte également, semble-t-il à première vue, des conditions naturelles de la production, conditions extérieures à l'homme. Le concept du temps de travail social nécessaire tient compte de la loi du rendement décroissant dans la mesure où cette loi joue en raison de la différence des conditions naturelles de production. Si la demande pour une marchandise augmente et qu'on soit forcé par là d'avoir recours pour l'exploitation à des conditions naturelles de production inférieures, le temps de travail social généralement nécessaire pour la production d'une unité augmente aussi. Si l'on arrive à trouver des conditions naturelles de production plus favorables, la quantité de travail nécessaire baisse alors. L'on tient compte des conditions naturelles de la production, mais seulement et exactement dans la mesure où cette considération s'exprime par des changements dans la quantité de travail social nécessaire. C'est tout. Au-delà, le calcul en travail ne fonctionne plus. Il ne tient aucun compte de la consommation en facteurs de production matériels. Admettons que deux marchandises P et Q exigent au total pour leur fabrication la même quantité de travail, soit dix heures. Admettons aussi que ces dix heures de travail se décomposent dans les deux cas de la façon suivante : en ce qui concerne Q, neuf heures pour sa fabrication proprement dite et une heure pour la production de la matière première *a* nécessaire à sa fabrication ; en ce qui concerne P, huit heures pour sa fabrication et deux heures pour la production de la quantité double, soit 2*a* matière première. Dans le calcul en travail, P et Q apparaissent

production réalisée lors de leur mise en exploitation. L'économiste autrichien ne fournit d'ailleurs aucun élément susceptible de cerner cette prétendue valeur économique intrinsèque. En outre, le coût de reconstitution des éléments naturels ne peut jamais être calculé exhaustivement s'ils sont épuisables. S'il s'agit de ressources naturelles reproductibles, elles sont utilisables à la suite d'une production humaine et la loi de la valeur retrouve un terrain d'application puisque l'établissement de la relation biunivoque entre le système-travail et le système-prix intégrera cette nouvelle donne. S'il s'agit de ressources naturelles non renouvelables ou seulement partiellement reproductibles, leur préservation ou la réparation des dommages qui leur ont été causés étant le résultat de l'activité humaine, la loi de la valeur conserve sa validité, mais seulement pour mesurer ces coûts-là qui s'ajoutent aux coûts d'extraction, de transformation, bref les coûts de la production humaine, et non pour mesurer les coûts de l'autoproduction naturelle des éléments naturels. En d'autres termes, la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque, naturelle pourrait-on dire, mais sa préservation a un coût et donc un prix.

Cette difficulté théorique autour de la valeur économique intrinsèque de la nature est-elle résolue par l'introduction d'un autre concept, celui des services rendus par la nature ? La réponse est donnée par les concepteurs eux-mêmes : « Ainsi, que l'on se situe dans une approche *ex ante* de réflexion sur l'affectation des ressources, ou dans une approche *ex post* d'évaluation du dommage écologique, le calcul économique du bénéfice ou de la perte environnementale s'impose. Cet exercice suppose que l'on situe les services livrés par le patrimoine naturel dans une logique économique.[19] » Autrement dit, ou bien ces chercheurs considèrent que la valeur de la nature est d'ordre économique et ils ne peuvent la déclarer intrinsèque, à la fois en tant que stock (patrimoine naturel) et en tant que flux (services rendus, évalués comme la somme des variations marginales du surplus des producteurs, du surplus des consommateurs, et du surplus des détenteurs de ressources primaires, par rapport au facteur environnemental), ou bien ces chercheurs ne considèrent pas la valeur de la nature comme relevant de l'économique et ils la nomment intrinsèque, tout en l'ajoutant à la valeur économique. Dans les deux cas, ils échouent à sortir d'une matrice théorique qui n'a jamais su penser correctement la valeur.

Si l'on revient un instant à Say, on voit qu'il généralise ainsi son concept de service producteur : « L'industrie, les capitaux et les instruments naturels (tels que les fonds de terre), concourent au même but, qui est de donner tantôt à une chose, tantôt à une autre, une valeur au moyen de laquelle cette chose devient un produit. » Et il fait suivre immédiatement cette définition de : « Cela ne peut s'opérer que par une certaine action, un certain travail exécuté par des hommes, par des capitaux, par des fonds de terre. C'est ce travail que l'on appelle un service productif.[20] » Autrement dit, Say a une intuition juste, à savoir que la transformation des instruments en valeur ne peut être le fait que du travail, mais il anéantit cette intuition en accordant aux capitaux, à la terre, et donc à la nature, le statut de travail.

En 1997, une équipe de chercheurs dirigée par Robert Costanza a inauguré une série de travaux empiriques, qui se sont par la suite multipliés, pour mesurer les services annuels

---

équivalents. Dans le calcul en valeur, P devrait être estimé à une valeur supérieure à Q qui contient moins de matière première. Le calcul en travail est faux ; seul le calcul en valeur répond à la nature et au but du calcul. Il est vrai que ce "plus" accordé à P par le calcul en valeur par rapport à Q, il est vrai que cette base matérielle "existe de par la nature et sans que l'homme y soit pour rien" [Marx]. Cependant si ce "plus" n'existe qu'en une quantité tellement limitée qu'il devienne un objet ayant une importance pour l'économie, il faudra, d'une manière ou d'une autre, le faire entrer en ligne de compte dans le calcul de la valeur. » Le raisonnement de Mises postule que la valeur de 2*a* de matière première est supérieure à celle qu'expriment 2 heures de travail. La différence serait donc constituée par la valeur économique intrinsèque de cette matière première.

[19] Point P., « Les services rendus par le patrimoine naturel : une évaluation fondée sur des principes économiques », *op. cit.*, p. 11.

[20] Say J.-B., *Cours d'économie politique et autres essais*, *op. cit.*, p. 333. Les deux phrases sont contiguës.

rendus à l'homme par la nature. Mais leurs résultats ne donnent pas autre chose qu'une évaluation des activités économiques ayant pour support la nature et non pas une prétendue valeur économique de la nature : les services annuels rendus par la nature étaient évalués entre 16 000 et 54 000 milliards de dollars 1994.[21] La même méthodologie est utilisée pour évaluer des effets positifs et négatifs de l'économie sur le bien-être humain ou sur la nature : par exemple, les gains attendus de la directive REACH sur les produits chimiques sont évalués à 90 milliards d'euros (pour un coût de 30 milliards) dont 55 milliards de gains de bien-être.[22]

Cette approche est aujourd'hui celle qui domine dans les réunions des instances internationales[23], par exemple lors de la Conférence de l'ONU sur la biodiversité qui s'est tenue à Nagoya en octobre 2010. Et dans le rapport de l'Union européenne *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité* dirigé par Pavan Sukhdev, la notion clé est également celle de la « valeur des services rendus par les écosystèmes ». La préface de l'auteur débute en faisant allusion au célèbre paradoxe soulevé par Adam Smith, mais sans dire comment celui-ci l'avait résolu :

> « Tout ce qui est très utile (l'eau, par exemple) n'a pas nécessairement une valeur élevée et tout ce qui a beaucoup de valeur (par exemple, un diamant) n'est pas forcément très utile. Cet exemple illustre non pas un mais deux importants défis d'apprentissage auxquels la société est aujourd'hui confrontée. Tout d'abord, nous en sommes encore à apprendre la "nature de la valeur", à mesure que nous élargissons notre concept de "capital" pour englober le capital humain, le capital social et le capital naturel. En reconnaissant l'existence de ces autres formes de "capital" et en cherchant à les accroître ou les préserver, nous nous rapprochons de la durabilité. Par ailleurs, nous nous efforçons toujours de découvrir la "valeur de la nature". La nature est une source de valeur importante au quotidien mais il n'en demeure pas moins qu'elle n'apparaît guère sur les marchés, échappe à la tarification et représente un défi pour ce qui est de l'évaluation. Nous sommes en train de nous apercevoir que cette absence d'évaluation constitue une cause sous-jacente de la dégradation observée des écosystèmes et de la perte de biodiversité. [24] »

Pendant la tenue de la Conférence de l'ONU « Rio + 20 » en juin 2012, le même auteur expliquait : « On nous accuse de vendre Mère Nature, alors qu'il s'agit au contraire d'évaluer les services qu'elle rend. Qui détruit la nature ? Ceux qui veulent donner une valeur aux services rendus par les océans ou les forêts, ou ceux qui refusent de les évaluer et laissent les entreprises épuiser les écosystèmes sans rien payer ? Un des inventeurs de la notion

---

[21] Costanza R. (et al.), « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai 1997, p. 253-260.

[22] Chiffres cités par Milanesi J., « La nature mise à prix », *L'Économie politique*, n° 38, avril 2008, p. 107-112. L'auteur indique aussi, p. 108 : « Dans le dossier d'enquête publique du projet d'autoroute A65 devant relier dans le sud-ouest de la France les villes de Langon et de Pau, la valeur d'un mort par accident est estimée à 750 000 euros ; l'effet de serre est pour sa part évalué à 0,004 euro par véhicule et par kilomètre, tandis que les pollutions atmosphériques valent entre 0,012 et 0,015 euro par kilomètre. »

[23] OCDE, *Manuel d'évaluation de la biodiversité, Guide à l'intention des décideurs*, Paris, 2002, http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/environment/manuel-d-evaluation-de-la-biodiversite_9789264275799-fr ; *Payer pour la biodiversité : améliorer l'efficacité-coût des paiements pour services écosystémiques*, Paris, 2011 ; *Vers une croissance verte*, Paris, 2011, http://www.oecd.org/dataoecd/37/49/48224700.pdf ; *Vers une croissance verte : suivre les progrès, les indicateurs de l'OCDE*, Paris, 2012, http://www.oecd.org/dataoecd/60/57/49526383.pdf ; Centre d'analyse stratégique (CAS), « Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes, Contribution à la décision publique », Rapport sous la présidence de Bernard Chevassus-au-Louis, avril 2009, http://www.economie.eaufrance.fr/IMG/pdf/rapport_bio_v2.pdf. Voir aussi Union européenne, *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité* (sous la dir. de Sukhdev P.), Rapport d'étape, 2008, http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/teeb_report_fr.pdf.

[24] Union européenne, *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité*, *op. cit.*, p. 4.

d'économie verte, Edward Barbier disait : "On utilise la nature parce qu'elle a une valeur, on la perd parce que c'est gratuit."[25] »

Cette démarche intellectuelle est avalisée par beaucoup de cercles déclarés indépendants. Ainsi, au risque de confondre les flux d'activité économique utilisant la nature et les stocks d'éléments naturels, l'International Union for Conservation of Nature (IUCN) écrit dans son rapport 2009 :

> « Toutes les composantes de l'économie mondiale, des matières premières à la production en passant par les échanges et le commerce, sont fortement tributaires de la biodiversité et de la bonne santé des écosystèmes. Dans le même temps, de nombreux problèmes environnementaux ont une dimension économique et découlent d'imperfections du marché. Pourtant, en dépit de leur importance, ces liens restent mal connus des décideurs au sein des pouvoirs publics ou du milieu des affaires, à l'instar de la valeur totale des biens et services environnementaux. D'où l'absence de systèmes de gestion durable des écosystèmes.
>
> Les travaux de l'UICN dans ce domaine visent essentiellement à réunir et à diffuser des connaissances sur les répercussions des activités économiques sur les écosystèmes et la biodiversité de façon à susciter une prise de conscience. Dans le même temps, l'Union s'emploie à mettre au point des outils analytiques pour mettre en évidence la valeur économique totale de la biodiversité.
>
> *Déterminer la valeur de la biodiversité en tant qu'actif commercial*
>
> En 2009, l'UICN a participé au projet The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB), sous l'égide du PNUE. Cette initiative, qui réunit des scientifiques, des économistes et des décideurs, vise à attribuer un prix aux actifs naturels, qu'ils soient perdus ou conservés. L'UICN est allée encore plus loin en lançant l'initiative "TEEB for business", un réseau de bailleurs de fonds dont le rôle est de déceler les meilleures pratiques dans le secteur privé ainsi que les lacunes et les opportunités liées à un investissement d'entreprise. L'étude porte sur une large palette de secteurs et d'impacts dont les infrastructures minières, gazières et pétrolières, les secteurs de la pêche et de l'agriculture tributaires de la biodiversité et les secteurs de la banque et de l'assurance. Elle a également trait aux entreprises qui négocient des services écosystémiques ou des produits en rapport avec la biodiversité, par exemple l'écotourisme, l'agriculture écologique ou le carbone vert.[26] »

Dans le cadre de l'application de la Convention sur la diversité biologique, on voit peu à peu se généraliser la problématique de la « valorisation », qui des stocks passe aux flux et aux processus. La conservation de la biodiversité est soumise à l'instauration de la propriété privée qui permet ensuite de marchandiser. En contrepartie, lors de la Conférence de Nagoya en 2010, il fut négocié d'accorder aux nations la reconnaissance de leur souveraineté sur leurs ressources et de partager avec les populations locales les produits des innovations tirées de l'exploitation de ces ressources. Mais peu à peu se répand l'idée qu'il est possible de réguler les ressources naturelles par l'instauration de marchés spécifiques à chacune d'elles. On connaît déjà le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre, et sont projetés des marchés de droits à pêcher la baleine ou toute espèce de poissons. Les quotas seraient transférables dès lors qu'on peut identifier des propriétaires ou des quasi-propriétaires.

Le raisonnement néoclassique consiste à décréter que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie est capable d'homogénéiser les *biens* et les *bienfaits*, puis

---

[25] Sukhdev P., « Il est vital pour les pays de mesurer leur capital naturel », cité par Van Kote G., *Le Monde*, 22 juin 2012.

[26] IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature), « Des actifs naturels », Rapport annuel 2009, http://cmsdata.iucn.org/downloads/2009_annual_report_fr.pdf, p. 22-23.

à assimiler une mesure (contestable) de la valeur d'un stock au flux de « services rendus par les écosystèmes »[27], et enfin à conclure que, puisqu'on connaît désormais la « valeur des services rendus par les écosystèmes », on peut mieux les protéger en « prenant en compte » la « valeur de la nature ».

Cette faiblesse méthodologique est contournée en inversant le problème : puisqu'on ne sait pas et qu'on ne peut pas mesurer la valeur « intrinsèque » des forêts et que, malgré tout, il faut absolument les protéger pour le seul fait qu'elles existent et pour lutter contre le réchauffement climatique, les économistes néoclassiques et les institutions internationales – et, derrière eux, les lobbies financiers – vont leur donner la valeur marchande du carbone qu'elles sont capables de capter. D'une part, on laisse donc le marché du carbone, sur lequel la spéculation bat son plein, déterminer la « valeur » des forêts, et, d'autre part, on opère un glissement de sens entre le prix de marché de la tonne de carbone et la valeur des services rendus par les forêts. La substitution d'un prix de marché à une prétendue « valeur intrinsèque » de la nature en dit long sur la faiblesse scientifique qui caractérise l'économie officielle de l'environnement. Que ce prix de marché soit volatil et objet de spéculation, que la nature qui donne la vie soit « hors de prix[28] » et que son métabolisme échappe à toute quantification monétaire, tout cela est hors de l'entendement des économistes néoclassiques dont le raisonnement s'enchaîne ainsi :

tout est du capital → tout est quantifiable monétairement → tout peut être rentabilisé → les capitaux privés circulant sur les marchés financiers sont les plus qualifiés pour garantir cette rentabilité et leur accroissement → la richesse globale est la somme de tous les types de capitaux → l'économie verte sera donc capitaliste.

On comprend donc la logique qui va de l'octroi de droits de propriété privée à la mesure de la « valeur » des forêts, des océans ou de la biodiversité en termes de stock et de flux de « services rendus », à la création de marchés sur lesquels s'échangent les « crédits de compensation », jusqu'à la transformation ultime de ceux-ci en produits spéculatifs. Ainsi, propriété privée, « valorisation » et financiarisation sont les trois moments de la transformation de la nature en marchandise. Mettre un prix sur tout, c'est accepter le risque que tout soit approprié, que tout puisse être acheté et vendu, que tout puisse rapporter un profit privé.

Faible scientifiquement, disons-nous, cette démarche, en revanche, est en résonance avec la substitution du capital manufacturé à la nature.

Modéliser la substitution du capital à la nature ?

La croyance en la possibilité de substituer indéfiniment du capital manufacturé aux ressources naturelles épuisées et les difficultés à appréhender la valeur autrement qu'en termes d'utilité subjective sont liées. Ainsi, deux chercheurs de l'Office français des conjonctures économiques (OFCE) expliquent qu'on peut surmonter la loi de l'entropie car il existe « la décumulation des stocks de ressources épuisables ou la dénaturation tout aussi irréversible de certains fonds environnementaux d'un côté, l'accumulation des savoirs et des techniques de l'autre ». Il en résulte qu'« on peut donc décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition

---

[27] Cette confusion entre stock et flux est fréquente. Ainsi par exemple, dans un essai récent d'Éloi Laurent, *Social-écologie*, *op. cit.*, p. 71, souligné par nous, on lit : « le capital naturel [inclut] les *produits* des forêts, les terres arables et les sous-sols ». Pour une critique, voir Harribey J.-M., « Pour éviter que la social-écologie se noie dans le calcul *ou* Les valeurs commandent nos choix, mais on ne mesure pas ces valeurs », mai 2011, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/social-ecologie-calcul.pdf.

[28] Harribey J.-M., « La nature hors de prix », *Ecorev*, n° 38, décembre 2011, p. 36-43, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/nature-hors-prix.pdf ; Attac (Azam G., Bonneuil C., Combes M.), *La nature n'a pas de prix, Les méprises de l'économie verte*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2012.

de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système[29] ». Les entorses à la rigueur scientifique la plus élémentaire sont légion. Un rapport élaboré par le Programme des Nations unies pour l'environnement et l'United Nations University International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change, en vue d'aider à la tenue de la Conférence dite Rio+20 de l'ONU en juin 2012 à Rio de Janeiro, répète à l'envi que la soutenabilité forte est préférable à la soutenabilité faible, mais, lorsqu'il définit les facteurs de la richesse, à savoir le capital manufacturé, le capital social, le capital humain et le capital naturel, il se livre, sous la plume de Paul Ekins, à une déclaration pour le moins révélatrice : « On peut noter que dans cette formulation, le capital financier est une forme de capital social par la capacité de mobiliser les autres formes de capital social et les trois autres sortes de capitaux.[30] » Il faut remarquer à cet égard combien la transformation radicale des méthodes comptables à l'époque du capitalisme financier, à savoir l'évaluation des actifs financiers « à la valeur de marché », considérée comme la « juste valeur », et non pas à la valeur d'achat ni de remplacement des équipements investis, est transposée jusque dans le domaine de l'environnement.

La modélisation de la conception de la soutenabilité faible s'appuie sur l'utilisation d'une fonction de production de type Cobb-Douglas.[31] Sa formulation de base met en relation la quantité produite Q et les quantités de capital physique K et de travail L utilisées. La forme de cette fonction a été choisie à dessein pour ses propriétés mathématiques. Elle est de caractère multiplicatif, c'est-à-dire que les facteurs K *et* L sont multipliés entre eux après avoir été « élevés à la puissance » d'exposants mesurant les élasticités partielles a et b de Q par rapport respectivement à K et L. Ainsi, on est assuré par les vertus de cette multiplication que les facteurs sont substituables entre eux. Ce qui donne la formule $Q = K^a L^b$. Lorsque, en outre, la fonction est à rendements constants ($a + b = 1$), c'est-à-dire que la production augmente strictement proportionnellement à la quantité de facteurs, la fonction présente des propriétés mathématiques dont les économistes néoclassiques ont usé et abusé : 1) le produit total se répartit intégralement en rémunération du capital (profit) et du travail (salaires), conformément au théorème d'Euler[32] sur les fonctions homogènes dérivables ; dans ce cas, les élasticités partielles a et b représentent aussi les parts de ces rémunérations dans le produit total ; 2) l'hypothèse fondamentale néoclassique peut être conservée : l'optimum de l'entrepreneur est atteint lorsque les rémunérations du capital et du travail sont respectivement égales à leur « productivité marginale », c'est-à-dire au supplément de production obtenu en ajoutant une unité de capital en laissant la quantité de travail inchangée, ou bien en ajoutant une unité de travail en laissant la quantité de capital inchangée.

---

[29] Fitoussi J.-P., Laurent É., *La nouvelle écologie politique, Économie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008, p. 54. Pour une critique de cette thèse, voir Harribey J.-M., « La croissance élitiste », *Le Sarkophage*, n° 9, novembre 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-croissance-elitiste.pdf.

[30] Ekins P., « Safeguarding the Future of the Wealth of Nature, Sustainability, Substitutability, Measurement, Thresholds, and Aggregation Issues in Natural Capital Accounting for Human Well-being », in UNU-IHDP, UNEP, *Inclusive Wealth Report 2012, Measuring Progress Toward Sustainability*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, http://www.ihdp.unu.edu/article/read/inclusive-wealth-report-2012-has-been-launched, p. 231-265, ici p. 233, note 2 : « It may be noted that in this formulation, financial capital is a form of social capital with the power to mobilize other forms of social capital and the other three capitals. »

[31] La fonction de production la plus connue est celle imaginée par le mathématicien Richard Cobb et l'économiste Paul Douglas, qui est construite de telle façon qu'elle permet d'utiliser des propriétés mathématiques fort commodes pour considérer que, globalement, l'économie est à rendements constants et que la répartition entre capital et travail est immuable, quel que soit le degré de substitution d'un intrant à un autre. Comme nous l'avions montré dans « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre 2005, p. 151-158, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf, une fonction de Cobb-Douglas dans laquelle on ajouterait l'environnement est totalement incapable de refléter la prise en compte de l'écologie.

[32] Leonhard Paul Euler (1707-1783) est un mathématicien suisse qui a laissé son nom à quantité de découvertes et démonstrations mathématiques dans les domaines de l'analyse, du calcul infinitésimal, de la géométrie, de la théorie des graphes, etc.

Cependant, un premier inconvénient est venu bousculer cette vision. Lorsque les économistes néoclassiques, à la suite du travail pionnier de Robert Solow[33], tentèrent de décomposer le taux de croissance économique pour comprendre les causes de celle-ci, ils n'eurent aucune difficulté à calculer la dérivée logarithmique de Q – qui est, par définition, le taux de croissance de Q – mais ils constatèrent que l'augmentation des quantités de facteurs de production n'expliquait qu'environ la moitié du taux de croissance. Ils baptisèrent le reste « résidu » et l'imputèrent au progrès technique en reconstruisant la fonction de production de telle sorte que l'hypothèse de rémunération des facteurs à la hauteur de leur productivité marginale soit conservée. Il suffisait de concevoir le progrès technique comme un trend constant et le tour était joué.

Une deuxième difficulté a surgi lorsque la préoccupation environnementale a saisi les économistes néoclassiques. En perfectionnant le modèle de croissance de base de Solow, les économistes néoclassiques, notamment Joseph Stiglitz[34], incorporèrent un troisième facteur E représentant l'environnement dans la fonction de production : $Q = K^a L^b E^c$, où c est l'élasticité partielle de Q par rapport à E et simultanément la part des propriétaires de l'environnement dans le produit global puisque les rendements restent constants ($a + b + c = 1$). Quand on prend la dérivée logarithmique de Q par rapport au temps t, on obtient le taux de croissance de Q dans le temps qui se décompose comme la somme du taux de croissance de chaque facteur pondérée par sa part dans le produit total :

$$\frac{\mathrm{dLn}Q}{\mathrm{d}t} = a\frac{\mathrm{dLn}K}{\mathrm{d}t} + b\frac{\mathrm{dLn}L}{\mathrm{d}t} + c\frac{\mathrm{dLn}E}{\mathrm{d}t}$$

Grâce aux propriétés mathématiques de cette fonction construite *ad hoc*, on a l'illusion que le résultat obtenu donne la contribution de chaque facteur à la production et, pour ce qui nous intéresse dans cet ouvrage, la contribution de la nature à la création de la valeur de cette production. Cette idée selon laquelle on pourrait identifier la part du revenu global captée par les différents propriétaires des facteurs de production à la contribution productive de chacun d'eux rappelle celle que Marx critiquait avec la « formule trinitaire[35] » : parce que le prix des marchandises comprend le salaire, le profit et la rente, les économistes dont se moquait Marx pensaient désigner les trois sources de la valeur. Mais ce n'est qu'une illusion. En effet, la décomposition du taux de croissance économique à partir de la fonction de production n'est pas une preuve de la contribution productive de chaque facteur, pour plusieurs raisons que tous les critiques de cette fonction connaissent bien.

D'abord, on n'obtient ce résultat que parce que la fonction multiplie les facteurs pour les rendre substituables entre eux, aux antipodes d'une conception écologiste où les facteurs seraient complémentaires et au nom de laquelle on ne devrait donc pas réclamer qu'on incorpore le facteur environnement dans une telle fonction de production.

Ensuite, cette fonction a été construite pour conserver l'hypothèse selon laquelle la rémunération d'un propriétaire de facteur est égale à ladite « productivité marginale » de ce facteur. Cette règle constitue l'un des piliers de la théorie microéconomique néoclassique qui en fait la condition de l'utilisation optimale des facteurs de production.

Enfin, on pourrait ajouter beaucoup d'autres facteurs dans cette fonction et trouver une « justification » de la part que s'approprient leurs propriétaires et dont la croissance pondérée viendrait atténuer celle imputable aux seuls capital et travail dans une fonction à deux

---

[33] Solow R., « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quaterly Journal of Economics*, vol. 70, 1956, p. 65-94.

[34] Stiglitz J., « Growth with Exhaustible Natural Resources : Efficient and Optimal Growth Paths », *Review of Economic Studies*, Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, 1974, p. 123-137 ; pour une présentation : http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-annexe7.pdf.

[35] Marx K., *Le Capital*, Livre III, *op. cit.*, chapitre XXV, p. 1425 et suiv.

variables. Tout cela est impeccable mathématiquement mais c'est une aberration économique. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer que les néoclassiques qui ne s'occupent pas d'environnement mais d'autres choses ô combien plus sérieuses (!) mettent comme troisième argument de la fonction de production multiplicative le progrès technique à la place de l'environnement et ils obtiennent le même résultat : la décomposition du taux de croissance global fait apparaître à peu près la moitié qui est dite provenir du progrès technique. Donc, si on mettait n'importe quel troisième facteur, on aurait ce même résultat. Résultat d'ailleurs qui s'évanouit jusqu'à zéro quand on incorpore le progrès technique aux autres facteurs : l'accroissement de la quantité d'équipements se réalise toujours en incorporant le progrès technique dernier cri ; ainsi, quand une entreprise augmente son parc d'ordinateurs, elle n'achète pas les anciens modèles.

Tim Jackson[36], responsable de la Commission du développement soutenable du Royaume-Uni, a proposé une modélisation simple pour dépasser les limites de la fonction de production néoclassique de Cobb-Douglas, laquelle, on vient de le voir, est fondée sur l'idée qu'on peut continûment substituer un facteur de production à l'autre, pierre de touche de la conception faible de la soutenabilité du développement. Introduire le facteur environnement à côté du travail et du capital changerait-il la nature et la portée de cette fonction ? Jackson semble dire qu'une fonction de production aux rendements d'échelle constants mais avec une élasticité de substitution entre les facteurs constante et inférieure à 1 résout le problème. Certes, avec une telle élasticité inférieure à 1, on se rapproche d'une situation de complémentarité des facteurs. Mais cela signifie que la baisse de l'intensité de la production en ressources naturelles (donc ici la substitution de facteurs techniques aux ressources naturelles) sera moindre que la hausse du prix relatif des ressources naturelles aux autres facteurs. Autrement dit, les ressources naturelles s'épuisant, on aura beau avoir un prix de ces ressources qui augmente relativement au niveau général des prix, cela ne compensera pas l'insuffisante baisse de l'intensité en ressources pour pouvoir éviter une croissance absolue de la consommation de ces ressources. (Voir l'annexe « L'élasticité de substitution entre les facteurs de production »).

Les difficultés théoriques sont bien illustrées par l'imbroglio suivant, en introduction d'une étude sur la valeur du carbone :

> « L'existence d'un substitut à la ressource fossile, renouvelable, non polluant, disponible en quantité abondante, mais très cher, n'est pas postulée explicitement. Mais nous faisons l'hypothèse classique que, quand le prix net du coût marginal d'extraction de la ressource atteint une certaine valeur (le *choke price*), l'économie arrête d'utiliser la ressource fossile et se tourne vers un substitut non polluant. Il n'y a pas de progrès technologique en tant que tel, mais l'existence du *choke price* suppose implicitement qu'il existera une ressource de substitution.[37] »

2) L'impasse néophysiocrate

Au sein de quelques tendances de l'écologie politique persiste une incompréhension de la dualité valeur/richesse. Au nom d'un certain anti-économisme, les catégories de la critique de l'économie politique sont récusées, à tort car la « théorie de la valeur » n'est pas une

---

[36] Jackson T., *Prospérité sans croissance, La transition vers une économie durable*, 2009, Bruxelles et Namur, De Boeck et Etopia, 2010. Nous avons proposé un commentaire de ce livre dans Harribey J.-M., « Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité », Note pour les Économistes atterrés, 2011, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-jackson.pdf.

[37] Schubert K., « La valeur du carbone : niveau initial et profil temporel optimaux », *in* Centre d'analyse stratégique (CAS), *La valeur tutélaire du carbone, Exercices de modélisations et contributions*, Rapport de la commission présidée par Alain Quinet, n° 16, Paris, La Documentation française, 2009, tome 2, p. 355-373, ici p. 356, http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000195/0000.pdf.

théorie strictement économique mais une théorie des rapports sociaux. En revanche, émerge une interprétation néophysiocrate qui situe l'origine de la valeur dans la nature. Ainsi, plusieurs travaux[38], relayés en France par Yves Cochet[39], ont prétendu réfuter la théorie néoclassique en proposant une fonction de production Cobb-Douglas intégrant l'énergie à côté du capital et du travail. Or, le principe de cette introduction avait été posé par les pionniers des modèles de croissance des années 1950 à 1970, comme nous l'avons vu, dans le but explicite d'introduire l'environnement dans le modèle d'équilibre général. Loin d'amorcer une critique de la théorie économique dominante, cette introduction en est le parachèvement en même temps que l'image de son impasse totale : acceptation de l'hypothèse de substituabiilité entre facteurs de production ; assimilation de l'output réparti entre les propriétaires des prétendus « facteurs » à la contribution productive de chacun d'eux ; confusion entre le cadre nécessaire à la production de valeur économique et la valeur créée. Il s'ensuit que faire crédit à la fonction de production à facteurs substituables (seule capable de fournir une décomposition mathématique du taux de variation de la production *ad hoc* pour justifier la répartition des revenus dans le capitalisme) oblige à abandonner un point crucial de la critique du capitalisme productiviste. Si l'on considère la complémentarité des intrants, alors s'impose la notion de *facteur limitant* : on produit zéro si on n'a pas d'énergie, mais cela n'autorise pas à en conclure que l'énergie produit 100 % de la valeur ou bien que, par exemple, le pétrole crée plus de plus-value que le travail, ce qui est un contresens montrant la confusion entre l'occasion de la production de plus-value (quand on produit du pétrole ou toute autre marchandise) et le « facteur », c'est-à-dire le créateur de la valeur de cette production. Question de logique, qui ne porte en elle aucun jugement normatif *a priori* et qui laisse la porte ouverte à la décision sociale : on choisit d'aller plus avant dans le productivisme ou de bifurquer.

L'utilisation de la notion de « productivité des ressources[40] » signifie un ralliement à la conception néoclassique de la prétendue productivité du capital : les ressources ne produisent rien ; seules les notions inverses d'intensité de la production en ressources naturelles ou en capital ont un sens. Donner ainsi un prix à la nature est nécessaire pour mesurer l'impact d'une substitution des facteurs en laquelle les économistes néoclassiques placent leurs espoirs de soutenabilité grâce au progrès technique. Suivant cette démarche, l'OCDE[41] invente maintenant une longue série d'indicateurs de « productivité des ressources » par analogie avec la productivité du travail et la productivité du capital. Déjà, cette dernière notion est trompeuse puisque seul a un sens son inverse mathématique, à savoir l'intensité de la production en capital (capital/production), qui, lorsqu'elle s'accroît, permet généralement à la productivité du travail d'augmenter. L'OCDE n'en a cure et propose de calculer la productivité de l'environnement, la productivité matérielle, la productivité hydrique, la productivité énergétique, sans que l'on discerne jamais l'intérêt de ces notions par rapport à l'intensité de la production en chacun de ces facteurs. Le meilleur de cet inventaire à la Prévert inconscient est constitué par la « productivité carbone » ou « productivité CO_2 »

---

[38] Ayres R.U., « Two Paragims of Production and Growth », Fontainebleau, Center for the Management of Environmental Resources, INSEAD, 2000 ; Ayres R.U., « The Minimum Complexity of Endegenous Growth Model : The Role of Physical Resource Flows », *Energy-The International J.*, 2001, 26, p. 817-838 ; Lindenberger D., Kummel R., « Energy-Dependent Production Functions and the Optimization Model "PRISE" of Price-Induced Sectoral Evolution », *International Journal of Applied Thermodynamics*, Vol 5 (n° 3), sept. 2002, p. 101-107, http://www.ehakem.com/index.php/IJoT/article/viewFile/92/82.

[39] Cochet Y., « Economie et thermodynamique », *Cosmopolitiques*, n° 9, juin 2005, p. 15-30. Pour une critique technique détaillée, voir Harribey J.-M., « La misère de l'écologie », *op. cit*.

[40] Conseil économique, social et environnemental (CESE), « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », Avis présenté par Philippe Le Clézio, 2009, notamment p. 19, 30, 40, 41, http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics//094000249/0000.pdf ; OCDE, *Vers une croissance verte : suivre les progrès, les indicateurs de l'OCDE*, *op. cit.*.

[41] OCDE, *Vers une croissance verte*, *op. cit.*

définie comme le « niveau de la production économique (exprimée en termes physiques ou monétaires) par unité d'émissions, c'est-à-dire par unité de service de régulation utilisée ».

Autrement dit, on a raison de souligner la corrélation positive entre l'augmentation du PIB et l'utilisation de l'énergie et des ressources naturelles en général, et cela malgré la dématérialisation relative de l'économie et la baisse de l'intensité en ressources de la production. Mais les écologistes ont tort quand ils pensent que cette corrélation peut être interprétée comme une contribution à la valeur économique créée ou, pire, qu'elle permet d'imputer la totalité de la valeur créée aux ressources naturelles, en un mot que la nature, tels le capital dans la vision néoclassique ou la terre dans la vision physiocrate, « produit ».

À l'opposé, nous disons que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en leur état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse* mais *n'ont pas de valeur intrinsèque monétaire*. Notre thèse se décline donc en cinq propositions :

- les ressources naturelles sont des richesses ;
- elles n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain (le pétrole gisant au fond des océans n'a aucune valeur économique s'il est inaccessible ou si on ne va pas l'extraire ; les rentes de monopoles – parce qu'il y a eu appropriation d'une ressource – sont une fraction du surplus social né du travail productif) ;
- elles ne créent elles-mêmes pas de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et de valeur nouvelles par le travail ;
- si, dans le cadre de l'activité humaine ou en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique et au politique ; ces « valeurs » inspirent nos choix mais elles ne se mesurent pas ;
- la crise écologique ne reflète pas l'inadéquation de la loi de la valeur de Marx, elle traduit au contraire la tentative du capitalisme de soumettre de force à cette loi l'ensemble de la vie humaine et de la biosphère.

Le paradoxe dans lequel sont enfermés nombre de théoriciens de l'écologie politique est qu'ils prétendent innover sur le plan théorique, alors qu'ils reproduisent les erreurs méthodologiques de la physiocratie, et, pire, celles de la théorie néoclassique. Or, en refusant de reconnaître la différence fondamentale entre valeur d'usage et valeur d'échange, en fondant la seconde sur la première, les économistes néoclassiques justifient par avance la marchandisation du monde puisque l'extension des valeurs d'usage et donc de la satisfaction qui en est retirée ne peut provenir que de celle des valeurs d'échange, de la « valorisation », de la « mise en valeur », disent-ils. Mais, si l'évaluation monétaire de la nature s'avère difficile sinon impossible, ils ne peuvent plus résoudre le problème des externalités et donc de la pollution.

2. La tentative vaine de valorisation marchande d'une richesse non économique

La catégorie de « valeur » étant évacuée avec le reniement de l'héritage théorique classique et marxien, la confusion entre prix et valeur débouche sur un paradoxe : la valeur n'existe pas, mais il faut « valoriser » la nature. La possibilité de « mise en valeur », au sens capitaliste du terme, n'est ouverte que si sont installées les institutions sociales garantissant des droits de propriété sur la nature ou des droits d'usage sur elle, c'est-à-dire si la nature peut être considérée, en droit et dans les représentations, comme un capital. À cet égard, la Banque mondiale pose clairement le problème ainsi : il faut définir des droits de propriété sur

l'environnement, qui sont « manquants ou incomplets[42] », en « aidant les firmes à remonter la chaîne de valeur, organisant les compromis entre croissance forte et produits plus verts, et incorporant la valeur économique des services dans les décisions de politiques[43] ».

Dès lors, on assiste à une tentative sur deux plans : au niveau politique, s'imposent des mécanismes marchands pour administrer la nature et répartir son usage, tandis qu'au niveau théorique, des efforts démesurés sont accomplis pour définir le « capital naturel » et le réduire à une sorte de capital comme un autre. Autant d'efforts qui se heurtent à une impossibilité radicale.

1) La gestion de la nature ne peut relever d'un ordre marchand

Le modèle de développement industriel impulsé par le capitalisme a fonctionné pendant deux siècles sur la croyance en l'inépuisabilité des ressources naturelles. Lorsque cette croyance s'est effondrée, les économistes néoclassiques ont tenté d'intégrer l'environnement dans le modèle d'équilibre général walrasien. Cette intégration a été inaugurée par Harold Hotelling (1895-1973)[44] et trouve son aboutissement dans la règle de compensation énoncée par John M. Hartwick[45] garantissant l'équité entre les générations actuelles et futures. Les rentes prélevées au fur et à mesure de l'épuisement des ressources, qui sont égales à la différence entre le prix et le coût marginal des ressources, doivent être réinvesties pour produire du capital substitut aux ressources épuisées ; ces rentes croissent de période en période d'un taux égal au taux d'actualisation, car il n'y a aucun avantage à reporter d'une période sur l'autre l'utilisation de la ressource. Il est en effet indifférent de placer au taux *r* les bénéfices provenant de la vente d'une unité de la ressource ou bien d'attendre la période suivante pour l'exploiter, sachant qu'elle rapportera alors un bénéfice augmenté d'un taux *r*. C'est la conception de la soutenabilité dite *faible*, par opposition à la soutenabilité *forte* dans laquelle le maintien du stock de ressources naturelles est au contraire recherché sans faire appel à la substituabilité. Il est ainsi postulé dans la soutenabilité faible que le progrès technique sera toujours capable de modifier les processus productifs dans un sens de moins en moins polluant. (Voir le schéma « La soutenabilité faible »).

---

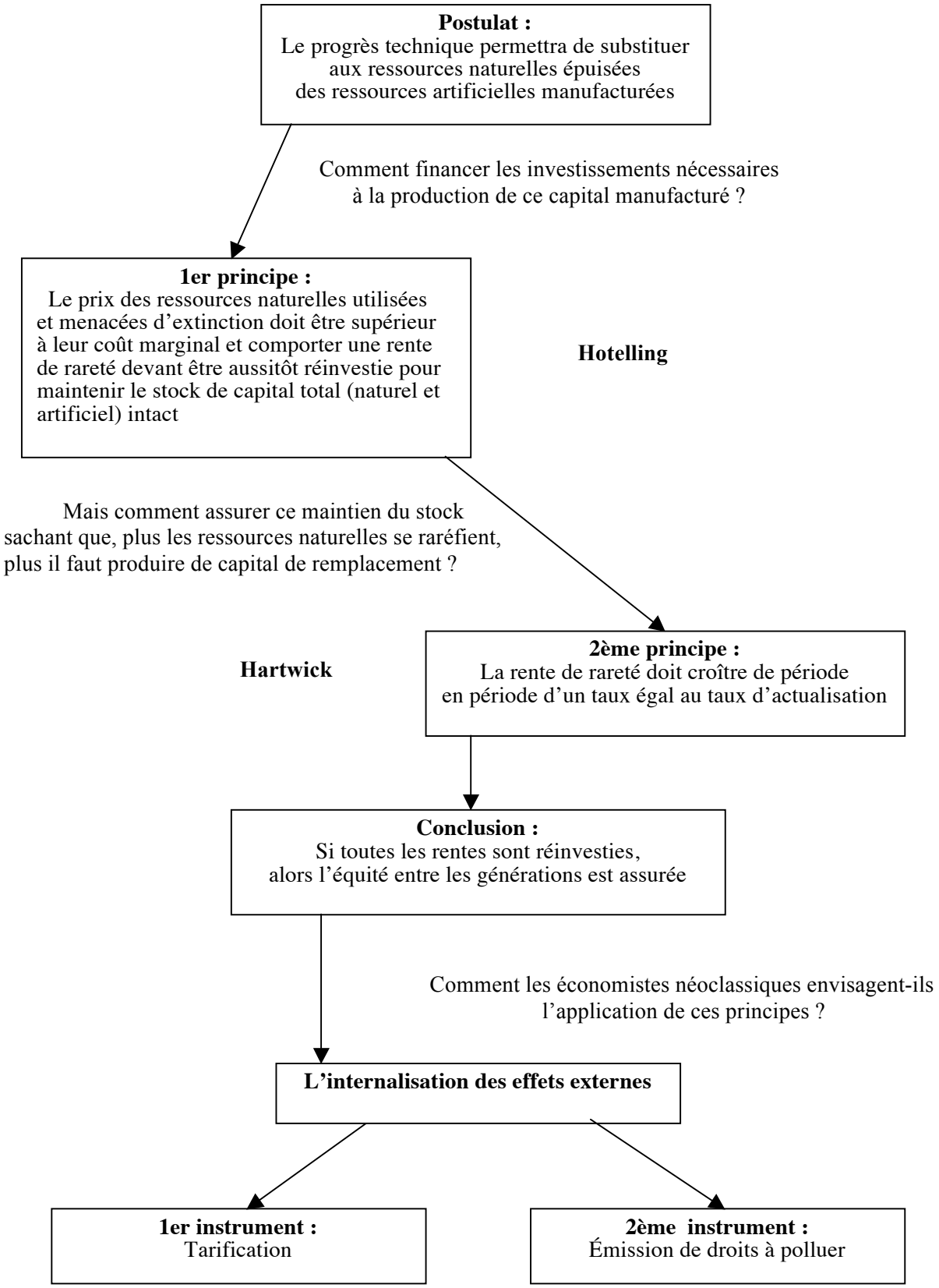
[42] Banque mondiale, *Inclusive Green Growth, The Pathway of Sustainable Development*, 2012, p. 46, dans l'encadré intitulé « Les défaillances institutionnelles et de marché qui aident à expliquer pourquoi la croissance est souvent écologiquement insoutenable ». http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf?cid=ISG_E_WBWeeklyUpdate_NL.

[43] *Ibid.*, p. 3, voir aussi p. 107.

[44] Hotelling H., « The Economics of Exaustible Resources », *Journal of Political Economy*, 1931, vol. 39, n° 2, p. 137-175. Voir Harribey J.-M., « Développement soutenable et réduction du temps de travail », *op. cit.*, chapitre 4 ; ou *L'économie économe*, *op. cit.*, chapitre 3 ; ou *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998, chapitre II.

[45] Hartwick J.M., « Intergenerational Equity and the Investing of Rents from Exhaustible Resources », *American Economic Review*, vol. 67, n° 5, 1977, p. 972-974. Voir Harribey J.-M., « Développement soutenable et réduction du temps de travail », *op. cit.*, chapitre 4 ; ou Harribey J.-M., *L'économie économe*, *op. cit.*, chapitre 3 ; ou Harribey J.-M., *Le développement soutenable*, *op. cit.*, chapitre II.

La soutenabilité faible



En complément de cette démarche, l'intégration de l'environnement au calcul économique repose sur la prise en compte des externalités, c'est-à-dire sur leur internalisation dont les modalités principales sont la tarification (conception héritée d'Arthur Cecil Pigou, 1877-1959[46]) et l'émission de droits à polluer. Selon Ronald Coase[47], l'internalisation des effets externes peut être obtenue sans intervention de l'État autre que l'établissement de droits de propriété. Une fois ces droits institués, quelle que soit leur répartition initiale entre les pollués et les pollueurs, la négociation marchande entre ceux-ci suffit. Chaque agent économique est incité à se procurer des droits à polluer tant que leur coût marginal reste inférieur à celui des mesures de dépollution. L'optimum social sera atteint puisque les prix des droits à polluer s'élèvent au fur et à mesure que les contraintes environnementales se renforcent. Quelles sont les plus graves limites de cette approche de l'équité entre les générations ? Il en est au moins trois.

Premièrement, l'imputation des dégradations de la nature à l'absence de propriété privée – thèse sous-jacente à l'analyse de Coase qu'est venue accréditer celle du biologiste Garret Hardin[48] – est fondée sur une assimilation abusive de la propriété collective à la non-propriété.[49] Elle procède d'une démarche analogue à celle qui avait conduit à la fin du XVIIIe siècle à la suppression progressive du système de l'*openfield* par les lois sur les enclosures, point de départ de départ de l'accumulation primitive du capital. On peut deviner une tentative du même type dans la privatisation des biens publics/collectifs/communs, afin de donner un nouveau champ d'extension à l'accumulation par la dépollution de ce qui aura été pollué auparavant.

Deuxièmement, un taux d'actualisation est non pertinent pour prendre en compte l'avenir à très long terme, d'autant plus que les décisions en matière d'environnement se heurtent à l'incertitude entourant leurs conséquences dans l'avenir lointain. Le taux d'actualisation est le moyen d'exprimer la préférence du présent au futur : plus le taux sera élevé, plus la dépréciation du futur sera forte. Mais, d'une part, la notion d'actualisation a été forgée pour estimer la rentabilité de placements monétaires. Appliquée à la gestion des éléments naturels, elle attribue à ceux-ci une valeur future inférieure à leur valeur actuelle. Si l'intérêt des générations à venir est sous-estimé par cette procédure, il ne peut être question d'équité intergénérationnelle définie à partir des principes de justice de Rawls, puisque le taux d'actualisation ne garantit pas le non-épuisement des ressources et se contente au mieux d'assurer un financement du capital de substitution. La conception du développement soutenable qui prévaut ici est donc celle dite faible. D'autre part, la procédure d'actualisation introduit le temps dans le calcul économique. Or le temps économique n'a aucune commune

---

[46] Pigou A.C, *L'économie de bien-être*, 1920, Paris, Dalloz, 1958.

[47] Coase R.H., « The Problem of Social Cost », *The Journal of Law and Economics*, 1960, vol. 3, n° 1, p. 1-44, http://econweb.umd.edu/~givens/Econ456/coase1960.pdf. Coase s'est opposé à Pigou parce que la taxe aurait un effet pervers en diminuant la production réalisée par le pollueur dans la mesure où le surplus (au sens de Dupuit) total diminuerait. Il vaudrait donc mieux répartir le paiement des dommages entre pollués et pollueurs (le mode d'attribution des droits d'usage de l'environnement n'affecte pas l'équilibre économique, si l'on est en concurrence). La proposition de Coase traduit la croyance au progrès technique susceptible de procurer des solutions aux externalités négatives. En effet, mettre sur le marché des permis de polluer, c'est-à-dire l'usage de portions d'environnement à un prix non nul, suppose que la production est et sera obtenue à partir de facteurs continûment substituables :

- un peu plus d'environnement – qui en sortira un peu plus pollué – pour ceux qui pourront acheter les permis, et un peu moins d'investissements en techniques propres ;
- un peu plus d'investissements en techniques propres et un peu moins d'accès à l'environnement pour ceux qui vendront leurs permis.

[48] Hardin G., « The Tragedy of the Commons », *Science*, 1968, vol. 162, p. 1243-1248.

[49] La frontière entre propriété collective et non-propriété est ténue et dépend peut-être de l'existence ou non d'une protection (normes, amendes, taxes) de l'objet de la propriété par le représentant de la collectivité.

mesure avec le temps biologique et écologique. Les processus de constitution et d'évolution des écosystèmes et les activités humaines n'obéissent pas aux mêmes temporalités.

Troisièmement, en transformant les inconvénients subis par les individus dans leur environnement en avantages monétaires, on provoque un effet pervers pour l'environnement démontré par David Pearce[50] car la pollution ne donne lieu à une pénalité monétaire que lorsque le seuil de capacité d'auto-épuration de l'environnement est franchi. Comme cela a pour effet de rabaisser ce seuil, cela conduit progressivement à une dégradation inexorable. Le principe du pollueur payeur ne peut donc se substituer au principe de précaution car, à lui seul, il ne peut conduire à une gestion protectrice de la nature. La mise en place d'écotaxes n'est susceptible de produire des effets bénéfiques pour l'environnement que si elle est associée à des mesures de prévention visant à éviter ou diminuer la pollution et la dégradation et non pas seulement à réparer ces dernières ou, pire, à les compenser monétairement.[51] La taxation ne supprime pas la nécessité de la prévention, qui consiste à prendre des mesures face à un risque connu, ni celle de la précaution, qui vise à se prémunir contre un risque potentiel entouré d'incertitude due à notre ignorance.

2) Des méthodes d'évaluation sans fondement réel

Puisque le marché ne révèle pas spontanément un prix pour les biens naturels pas plus que pour les prétendus « services économiques rendus par la nature », les économistes néoclassiques ont fait assaut d'imagination pour trouver des méthodes d'évaluation de substitution. Nous avons montré ailleurs que ces méthodes comportaient des failles logiques et méthodologiques impossibles à combler.[52] Nous ne faisons que rappeler ici les principales que l'on peut rassembler en trois groupes.

Le premier groupe de ces failles concerne l'impossibilité de définir un optimum de Pareto. Pour que cela soit possible, il faudrait que les agents économiques puissent exprimer des préférences rationnelles. Or, la présence d'externalités empêche de connaître les vraies dispositions marginales à payer des agents. De plus, comme la distribution des droits d'usage de la nature (par exemple celle des droits d'émission de gaz à effet de serre, quasi-droits de polluer) influence la détermination de la situation optimale, le point atteint grâce à l'application du principe de pollueur-payeur est, d'un point de vue parétien, sous-optimal par rapport à la situation de laisser-faire, puisque la situation d'un individu au moins aura été affaiblie. Et nous avons déjà signalé l'effet pervers pour l'environnement démontré par Pearce.

Le deuxième type d'insuffisances dont souffrent les méthodes d'évaluation de la nature concerne les difficultés rencontrées pour créer un marché. Comme la nature n'a pas de prix de marché, créer un marché de toutes pièces peut-il résoudre le problème ? C'est ce pari que tente l'économie néoclassique de l'environnement, au risque de réduire la nature à la logique marchande. Pourtant, des auteurs comme Pearce et Markandya ont montré qu'accorder des droits sur l'environnement aux pollueurs pour en faire payer l'accès aux victimes potentielles conduirait à une sous-estimation de la part de ces derniers de leur consentement à payer par rapport à leur évaluation du dommage subi s'ils avaient été déclarés *a priori* détenteurs des droits de propriété. Des marchés dits de substitution ne peuvent donc remplir le rôle qui leur

---

[50] Pearce D.W., *Environmental Economics*, London, Longman, 1976. Voir Harribey J.-M., « Développement soutenable et réduction du temps de travail », *op. cit.*, chapitre 4, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-p2-chapitre4.pdf ; ou Harribey J.-M., *L'économie économe*, *op. cit.*, chapitre 3 ; ou Harribey J.-M., *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998, chapitre III.

[51] Nous aborderons la question de la fiscalité écologique dans le chapitre 7.

[52] Voir Harribey J.-M., « Développement soutenable et réduction du temps de travail », *op. cit.*, chapitre 4 ; ou Harribey J.-M., *L'économie économe*, *op. cit.*, chapitre 3 ; ou Harribey J.-M., *Le développement soutenable*, *op. cit.*, chapitre III.

est assigné. Les méthodes dites d'évaluation convergente comportent les mêmes défauts de sous-estimation des consentements à payer dont doivent s'acquitter les victimes d'un dommage et de sur-estimation des prix d'équivalence pour qu'elles acceptent de renoncer à un environnement sain. Il faut aussi remarquer que l'évaluation convergente, qui vise à trouver une solution à l'impasse de la théorie néoclassique de la valeur, est fondamentalement antinomique avec le principe de base de celle-ci, à savoir que l'individu n'a aucune influence sur les prix qui lui sont donnés par le marché ou le commissaire-priseur : avec l'évaluation contingente, il n'y a pas de prix qui précède le consentement à payer ou à recevoir que va signifier l'individu interrogé par l'enquêteur. Si celui-ci propose une enchère de départ, son niveau influencera la réponse. La conséquence est que, comme l'égalité des consentements marginaux à payer des différents agents n'est pas réalisée, et donc que l'équité intra-générationnelle n'est pas assurée, l'évaluation contingente détermine un accès inégal aux ressources naturelles, inégalité qui se transmettra aux générations suivantes.

Le troisième type de défaillances a été bien mis en évidence par Nicholas Georgescu-Roegen[53] (1906-1994) et René Passet[54]. L'approche néoclassique de l'environnement s'inscrit dans une vision walrasienne de l'économie, elle même héritée de la mécanique de Newton. Celui-ci a compris l'univers comme étant régi par des déterminismes répétitifs, dont aucun élément ne peut modifier l'équilibre. Walras a cru possible de penser l'économie de la même manière : chaque agent est inscrit dans la formation de l'équilibre général sous la conduite du commissaire-priseur, mais sans qu'il puisse lui-même en influencer le résultat. La focalisation sur l'équilibre du marché permet d'évacuer toute idée de production, et *a fortiori* toute idée de reproduction, pourtant fondatrices de l'économie politique classique. Au bout du compte seront évacués les facteurs vivants. Ladite science économique moderne ne sera plus alors que « la science de la gestion d'une chose morte, le capital sous sa forme financière la plus abstraite, qu'elle se plaît à servir[55] ».

À l'encontre de la théorie dominante qui postule que l'économie ne puisse porter atteinte à la biosphère et que l'activité humaine s'exerce dans un univers immuable, Passet montre l'emboîtement de la sphère humaine dans la sphère sociale, elle même dans la biosphère. Les temporalités dans lesquelles s'inscrivent l'action humaine et l'évolution de la biosphère sont très différentes, de même que leurs logiques. Il s'ensuit que le modèle de l'*homo œconomicus* appliqué à tous les actes de la vie sociale selon un calcul rationnel ne peut pas rendre compte de la co-évolution des sociétés humaines et de la nature.

Après avoir pendant si longtemps considéré la nature comme inépuisable et donc sans valeur d'échange, les économistes néoclassiques veulent maintenant lui attribuer (à tout prix) une valeur monétaire, comme gage de leur conversion à la cause de la nécessaire sauvegarde du « patrimoine » naturel. Leur raisonnement peut être schématisé ainsi en deux étapes : il n'y a pas d'autre valeur que la valeur économique ; et il n'y a pas d'autre valeur économique que monétaire. La deuxième partie du raisonnement est juste dans le cadre d'une économie monétaire, mais elle est tautologique. Mais la première, qui réduit la prise en compte de la nature à l'attribution d'une valeur économique à l'aide des seuls critères quantitatifs possibles, les critères marchands, est fausse. Elle est fausse parce que la nature est un ensemble de systèmes vivants irréductibles aux catégories marchandes et aux catégories monétaires : sa « valeur » n'est pas économique, elle est autre.

---

[53] Georgescu-Roegen N., *La décroissance, Entropie-écologie-économie*, Paris, Éd. Sang de la terre, 2e éd. 1995.

[54] Passet R., *L'économique et le vivant*, Paris, Payot, 1979, 2e éd., Paris, Economica, 1996 ; Passet R., « L'économie : des choses mortes au vivant », *Encyclopædia Universalis*, Symposium, « Les enjeux », 1985, p. 831-841 ; Passet R., *Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire, De l'univers magique au tourbillon créateur*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2010.

[55] Passet R., *L'économique et le vivant*, *op. cit.*, 1996, p. 39.

3) Le prétendu prix de la vie

Ne soyons pas surpris que les méthodes précédentes soient poussées encore plus loin pour estimer monétairement le prix ou la valeur de la vie humaine. Il y a en effet un continuum de l'estimation d'un prix du vivant à celle d'un prix de la vie humaine. Cela suppose possible de mettre en balance la vie des hommes avec une valeur économique, un prix exprimé en euros ou dollars, comme les économistes néoclassiques le font désormais pour l'environnement. Ils mesurent la valeur d'une vie brisée ou d'une nature détruite par le coût de la « réparation » versée en dédommagement ou engagée pour la remise en état. Ce n'est ni plus ni moins qu'un renversement du problème : on ne sait pas mesurer ce qui disparaît, donc on mesure la compensation, au demeurant le plus souvent partielle. Ils peuvent aussi évaluer la vie et la nature par le manque à gagner dû à la diminution de la production consécutive à un décès ou à une destruction de la nature. Mais la vie d'un ouvrier smicard vaudrait-elle moins que celle d'un ingénieur payé dix fois plus ?

La réponse est impeccable mathématiquement et statistiquement : en demandant aux individus le prix qu'ils accepteraient de payer (c'est leur « consentement à payer » que nous avons vu pour la nature) pour réduire leur risque de mourir, on parvient à estimer, grâce à une comparaison des espérances mathématiques de la satisfaction et du risque, le « prix statistique d'une vie » : la vie d'un Français *vaut* environ 120 fois le PIB par habitant, soit 2,4 millions d'euros.[56] On en déduira que la vie d'un habitant dans un bidonville du Sud vaut beaucoup moins. Et on imagine facilement dans quelle direction cette approche pseudo-statistique, et donc pseudo scientifique, peut aiguiller les politiques publiques.

Même si on ne se place pas sur un plan philosophique, ces méthodes, appliquées aussi bien à la nature qu'aux êtres humains, ont été définitivement réfutées, par des savants hétérodoxes et par aussi par certains issus de l'orthodoxie[57], parce que l'incertitude radicale pèse sur l'avenir, et parce que ces méthodes présentent le même point faible : pallier l'absence de prix de marché pour toute chose qui n'est pas marchande par l'attribution d'un prix censé rendre commensurables des choses qui appartiennent à des registres différents. C'est l'impasse de toute l'économie néoclassique de l'environnement qui s'imagine pouvoir faire s'exprimer tous les consentements à payer. C'est aussi celle des tentatives de faire entrer dans le PIB le temps libre, le lait maternel, toutes les relations sociales non monétaires, etc. C'est encore celle de mesurer la vie à la hauteur du revenu escompté pendant son déroulement.

Sur quelles attitudes pratiques débouchent nos considérations théoriques critiques ? Ne peut-on rien mesurer ? Évidemment, oui, mais :

- Les *valeurs* philosophiques, éthiques et politiques conditionnent nos choix, par exemple nos choix d'organisation de la société et nos choix de production et de consommation, mais ces valeurs ne seront jamais mesurées par des quantificateurs économiques. « Derrière toute idée de la valeur, il y a des valeurs[58] », écrit Patrick Viveret. Or, répétons que, si les *valeurs* influencent nos choix, ce ne sont pas ces

---

[56] Cette estimation est rapportée par Thibault Gajdos, « Le prix de la vie », *Le Monde de l'économie*, 29 mars 2011.

[57] D'un côté, on peut citer Jean-Pierre Dupuy, « Temps du projet et temps de l'histoire », *op. cit.* ; de l'autre, Maurice Allais à travers le paradoxe qui porte son nom, « Fondements d'une théorie positive des choix comportant un risque et critique des postulats et axiomes de l'école américaine », *Économétrie*, Collection des Colloques internationaux du CNRS, vol. XL, Paris, 1953.

[58] Viveret P., « Les coups de force sémantiques du discours économique », *in* FAIR, *La richesse autrement*, Alternatives économiques, Hors-série poche, n° 48, mars 2011, p. 8.

valeurs qu'on mesure. On ne construira jamais d'indicateur quantitatif qui mêlera *valeur* et *valeurs*.[59]

- Ce qu'on mesure économiquement doit intégrer tous les coûts. Si on y arrive – dans le meilleur des cas – cela ne dira quand même rien du bien-être humain, du temps libre, de la nature et de la culture.[60]
- Toute utilisation des mécanismes régulateurs de marché doit être subordonnée à une maîtrise en amont des choix stratégiques. Cela signifie qu'une régulation de l'utilisation de la nature, par le biais de taxes pour modifier les prix ou de normes quantitatives, reste possible dès lors que le critère du profit maximum ne présiderait plus à cette utilisation.[61]
- Lorsque les conditions précédentes sont réunies, la fixation d'un prix monétaire à des éléments naturels que l'on a décidé de préserver reste possible, mais un tel prix, qui sera d'ordre politique avant tout, ne donnera jamais la « valeur » de la nature (voir l'encadré « Le projet Yasuni-ITT »). De ce fait, une compensation qui peut être jugée nécessaire ne peut équivaloir à une légitimation de la substitution d'un capital manufacturé à une ressource naturelle.

Le projet Yasuni-ITT

Le gouvernement de l'Équateur a proposé de ne pas exploiter les ressources pétrolières enfouies dans la forêt amazonienne de Yasuni-Ishpingo-Tambococha-Tiputini pour contribuer à lutter contre le réchauffement climatique, à condition de recevoir une compensation financière internationale. Il a fixé celle-ci à hauteur de 50 % du manque à gagner pour le pays, c'est-à-dire environ 2,7 milliards de dollars sur les 5,5 milliards estimés pour le stock. On pourrait dire que, au cours du prix de marché du brut actuel, on a ainsi mesuré la valeur de ce stock. Mais il n'en est rien. Comme il est absolument certain que le prix du marché du brut évoluera dans le temps, vraisemblablement à la hausse, donner la valeur du stock avec le prix du brut actuel n'a aucune pertinence économique. Ce prix donné au stock de pétrole qui ne sera pas exploité est exclusivement une affaire de type conventionnel ou discrétionnaire : il s'agit donc d'un prix politique et non pas économique.

3. Pour un retour critique à la critique de l'économie politique

Il ne suffit pas de mettre au jour les impasses de la théorie néoclassique de l'environnement et de ses avatars, qui se résument le plus souvent à un bric-à-brac hétéroclite et incohérent. Il faut disposer d'un ensemble qui tire le meilleur parti de l'économe politique et de la critique de celle-ci, de telle sorte que soient distingués l'analyse de la production qui s'effectue dans un cadre social et le respect de la nature et des écosystèmes. L'économie

[59] Dans le film de Vincent Glenn, *Indices* (2011), Jean Gadrey, interrogé par le réalisateur, dit : « Il faut trouver des indicateurs reflétant les finalités, les valeurs de la société. » Nous pensons que cette formulation devrait être plus précise : « refléter mais non pas mesurer », sous peine d'entretenir la confusion entre valeur économique et valeurs éthiques.Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 8.

[60] Le Ministère de la culture a déclaré en 2011 « patrimoine immatériel de la France » la tauromachie et s'apprêterait à en demander l'inscription au patrimoine de l'Unesco, au titre de patrimoine culturel. Mais il devrait prendre garde à de multiples confusions :

- entre les choses ou activités qui ont une utilité pour une minorité et celles qui ont une utilité générale ;
- entre la richesse au sens de patrimoine et la richesse au sens de flux ;
- entre les richesses d'ordre économique et celles qui échappent à celui-ci ;
- entre la valeur économique et les valeurs philosophiques, éthiques et politiques.

[61] Nous aborderons la question de l'utilisation de ces mécanismes de marché dans le chapitre 7.

politique avait seulement esquissé une telle démarche. La critique marxienne de l'économie politique est aujourd'hui confrontée à l'écologie.

1) L'économie politique au milieu du gué

L'économie politique est une analyse de la production et des conditions sociales de celles-ci. Elle n'est pas une analyse de la non-production, et le regretter, à l'instar des pourfendeurs de l'économie politique classique et de sa critique marxienne, ou élargir le domaine de l'économie – et ses catégories – aux phénomènes de non-production (la nature, la famille, l'éducation, la délinquance, etc.) tout en lui niant tout caractère social et historique, comme le font les adeptes de la théorie néoclassique, ne représente pas une avancée mais un recul trivial par rapport à l'économie politique. Les physiocrates avaient clarifié la distinction entre la richesse entendue comme un stock, comme patrimoine, et la richesse entendue comme flux périodique, comme revenu. Smith avait fait un pas de plus en distinguant la richesse donnée (ressources naturelles) et la richesse produite qui peut être accumulée. Très logiquement, Ricardo avait limité le champ d'application de la théorie de la valeur aux marchandises produites et affirmé que les ressources naturelles n'avaient pas de valeur puisqu'elles n'étaient pas le fruit d'un travail. Là où les néoclassiques feignent de voir une légèreté conceptuelle ou un mépris de la nature, il n'y avait que parfaite cohérence intellectuelle que Pierre Lantz explicite ainsi :

> « En refusant de s'en tenir à la détermination de la valeur par le travail humain, en faisant dire inversement à Ricardo que toute la richesse est produite par le travail humain, on poursuit le même but : ou bien on masque la spécificité du travail humain, ou bien on abolit la dualité entre valeur d'usage et valeur d'échange, ce qui permet de reprocher à Ricardo "des erreurs" qu'il avait lui-même combattues. Nous verrons que, pour ce dernier cas, Marx a été victime des mêmes interprétations déformantes aussi bien chez ses adversaires que chez les "marxistes" eux-mêmes, qui oublient que l'idée que l'ensemble de la richesse est un produit du travail est une doctrine bourgeoise puisqu'elle suppose que "le travail est une puissance surnaturelle de création". Or "le travail est dans la dépendance de la nature" et est donc lié à des "conditions objectives".[62] »

Rappelons que Marx a répété plusieurs fois : « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty.[63] » Ailleurs : « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine.[64] » Et encore : « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*.[65] »

---

[62] Lantz P., *Valeur et richesse*, *op. cit.*, p. 254.
[63] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 571.
[64] Marx K., *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, *op. cit.*, p. 1413.
[65] Marx K., *Le Capital*, Livre III, Paris, Éditions Sociales, 1974, tome 3, p. 195, ou dans *Œuvres*, *op. cit.*, tome II, p. 1430. Cette distinction entre l'apport positif de la nature à la richesse et son prétendu apport à la création de valeur, qui selon nous n'a aucun sens, est à l'origine de toutes les controverses que nous avons avec de nombreux théoriciens représentants de la doxa écologiste pour qui Marx est inaudible. Par ailleurs, il est savoureux de remarquer à quel point un auteur aussi libéral que Frédéric Bastiat *(Harmonies économiques*, 1850, chapitre V, http://bastiat.org/fr/de_la_valeur.html) récuse l'idée d'une valeur économique qui serait créée par la nature, dans des termes presque équivalents à ceux de Marx :
« Ce qui importe en ce moment, c'est de consolider la vraie théorie de la Valeur, et de la débarrasser d'une erreur dont la science économique est affectée. Quand nous disons : Ce que la nature a fait ou donné, elle l'a fait ou donné *gratuitement*, cela n'a pas par conséquent de *valeur* — on nous répond en décomposant le prix de la

Marx anticipait et réfutait ainsi toutes les constructions idéologiques actuelles portant sur les prétendues « valeur économique intrinsèque » de la nature et « valeur économique des services rendus par la nature » que l'on trouve dans les expertises rendues par les organisations multilatérales au sujet du développement durable ou de la croissance verte.[66]

Le tort des classiques, sauf de John Stuart Mill sans doute, et, au moins partiellement – mais seulement partiellement comme nous le verrons plus loin –, de Marx, fut de croire que la capacité de transformation de la nature par le travail était sans limites. La thèse du développement illimité des forces productives est au fond une thèse profondément hégélienne qui fait le pari idéaliste que l'homme peut s'affranchir, par son travail, de toute contrainte matérielle. Et Lantz commente ainsi cette difficulté :

> « Ainsi malgré quelques tentatives de définir le travail comme une unité de mesure, c'est le procès de travail et non celui de valorisation qu'analyse Destutt de Tracy. Il lui était nécessaire de partir d'une philosophie de la conscience et de la volonté pour dégager les caractéristiques propres et spécifiques du travail humain, c'est-à-dire le "côté actif de l'homme" comme l'écrira Marx dans la première thèse sur Feuerbach. L'opposition est claire entre deux conceptions opposées d'une économie qui, dans les deux cas, ne se réduit pas au subjectivisme néoclassique. La thèse physiocratique définit l'homme avant tout comme un être au développement limité par la limitation des subsistances : la richesse se définit par cette production élémentaire et alimentaire ; mais c'est alors l'ensemble de la production naturelle qui l'assure ; l'agriculture n'est qu'un cas particulier de la chimie biologique ; la thèse physiocratique est donc intenable si on ne l'élargit pas en une théorie écologique qui ne prend en considération que la finalité de la consommation alimentaire de l'homme et subordonne l'ensemble des activités économiques à cette norme. Cette thèse correspond à nos problèmes de la fin du XXe siècle. Si, au contraire, on part de l'idée prométhéenne que l'humanité peut se libérer par rapport à cette limitation, que l'activité humaine est capable de produire des formes de mieux en mieux appropriées à ses fins, le travail humain conscient, producteur d'utilités, devient le centre de l'activité économique. Le rôle historique de l'idéalisme est d'avoir développé ce caractère en postulant comme Hegel que l'homme est ainsi porteur de l'Idée, que la

---

houille ou de tout autre produit naturel. On reconnaît bien que ce prix, pour la plus grande partie, est afférent à des services humains. L'un a creusé la terre, l'autre a épuisé l'eau ; celui-ci a monté le combustible, celui-là l'a transporté ; et c'est la totalité de ces travaux qui constitue, dit-on, *presque* toute la *valeur*. Cependant il reste encore une portion de valeur qui ne répond à aucun travail, à aucun *service*. C'est le prix de la houille gisant sous le sol, encore vierge, comme on dit, de tout travail humain ; il forme la part du propriétaire ; et puisque cette portion de valeur n'est pas de création humaine, il faut bien qu'elle soit de création naturelle.

Je repousse une telle conclusion, et je préviens le lecteur que, s'il l'admet de près ou de loin, il ne peut plus faire un pas dans la science. Non, l'action de la nature ne crée pas la valeur, pas plus que l'action de l'homme ne crée la matière. De deux choses l'une : ou le propriétaire a utilement concouru au résultat final et a rendu des services réels, et alors la part de Valeur qu'il a attachée à la houille rentre dans ma définition ; ou bien il s'est imposé comme un parasite, et, en ce cas, il a eu l'adresse de se faire payer pour des *services* qu'il n'a pas rendus ; le prix de la houille s'est trouvé indûment augmenté. Cette circonstance prouve bien qu'une injustice s'est introduite dans la transaction ; mais elle ne saurait renverser la théorie au point d'autoriser à dire que cette portion de valeur est matérielle, qu'elle est combinée, comme un élément physique, avec les dons gratuits de la Providence. En voici la preuve : qu'on fasse cesser l'injustice, si injustice il y a, et la valeur correspondante disparaîtra. Il n'en serait certes pas ainsi, si elle était inhérente à la matière et de création naturelle. »

[66] Voir notamment Union européenne, *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité*, *op. cit.* ; OCDE, *Vers une croissance verte*, *op. cit.* ; *Vers une croissance verte : suivre les progrès, les indicateurs de l'OCDE*, *op. cit.* ; PNUE, *Global Green New Deal, Policy Brief*, March 2009, http://www.unep.org/pdf/A_Global_Green_New_Deal_Policy_Brief.pdf ; *Vers une économie verte, Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté, Synthèse à l'attention des décideurs*, 2011, http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_fr.pdf.

nature n'est que son aliénation, de telle sorte que disparaisse en droit le frein que celle-ci pourrait mettre à son développement infini.[67] »

2) La critique de l'économie politique confrontée à l'écologie

L'agronome Daniel Tanuro émet l'hypothèse que, contrairement à l'opinion répandue, l'erreur de Marx n'est pas d'avoir « récusé toute idée de limite des ressources », mais d'avoir ignoré « le passage d'un combustible renouvelable, produit de la conversion photosynthétique du flux solaire, le bois, à un combustible de stock, produit de la fossilisation du flux solaire et par conséquent épuisable à l'échelle des temps, le charbon[68] ». Et nous ajoutons que le tort des néoclassiques est de croire qu'il est possible de traiter de la même manière la catégorie prix d'une ressource-stock et la catégorie prix d'une marchandise-flux. La plupart de leurs confusions sont déjà contenues dans l'oeuvre de Say[69] quand celui-ci considère que la nature produit une valeur d'usage et aussi une valeur d'échange, qu'il identifie à la première parce qu'il a absolument besoin de cette identification pour avancer son concept de services producteurs et justifier indifféremment la rémunération du travailleur, du capitaliste ou du rentier. L'incapacité à distinguer valeur d'usage et valeur d'échange chez Say équivaut à l'incapacité à distinguer richesse et valeur chez Jeremy Bentham : « Les termes de *richesse* et de *valeur* s'expliquent l'un par l'autre.[70] »

En réinterprétant la portée écologiste de l'œuvre de Marx, le marxiste écologiste américain John Bellamy Foster[71] déconstruit la thèse selon laquelle Marx et Engels se seraient rangés derrière l'entreprise de soumission et d'exploitation de la nature que menait déjà le capitalisme à leur époque, empêchant ainsi toute prise de conscience de l'écologie dans le mouvement socialiste et communiste ultérieur. À titre d'exemple de cette idéologie productiviste est souvent cité le texte qui termine le Livre III du *Capital* où Marx réfléchit au passage du règne de la nécessité à celui de la liberté qui ne pourrait être possible que dans une société communiste d'abondance[72]. Foster met en avant trois séries d'arguments : le concept de métabolisme chez Marx, la présence dans son œuvre du concept moderne de soutenabilité, et le dépassement de l'opposition entre anthropocentrisme et écocentrisme à travers l'idée de co-évolution humaine et naturelle.

Le métabolisme

Foster montre que Marx n'a jamais cessé, depuis ses premiers travaux de jeunesse jusqu'aux œuvres de maturité, d'inscrire sa théorie critique du capitalisme dans la relation que l'homme entretient avec la nature. Cette relation est désignée par le concept de métabolisme que Marx importe des travaux de son contemporain, le chimiste allemand Justus von Liebig (1803-1873). Celui-ci montrait combien l'agriculture moderne ruinait les possibilités de retour à la terre des éléments nutritifs permettant le renouvellement de la fertilité des sols. Et Foster détaille les très nombreuses références où Marx analyse comment le développement des forces productives au sein du capitalisme provoque une « rupture métabolique entre la

---

[67] Lantz P., *Valeur et richesse*, *op. cit.*, p. 111.
[68] Tanuro D., *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, Les Empêcheurs de penser en rond, 2010, p. 269 et 272-273, 2e éd. Paris, La Découverte, Poche, 2012, p. 201 et 204.
[69] Say J.-B., *Traité d'économie politique*, *op. cit.*, p. 67.
[70] Bentham J., *in* Ricardo D., *The Works and Correspondance of David Ricardo*, edited by P. Sraffa with the collaboration of M.H. Dobb, Volume III, *Pamphlets and Papers 1809-1811*, Cambridge, 1962, p. 284.
[71] Foster J.B., *Marx's Ecology, Materialism and Nature*, New York, Montly Review Press, 2000 ; *Ecology Against Capitalism*, New York, Montly Review Press, 2002. ; *Marx écologiste*, Paris, Amsterdam, 2011. On lira aussi la thèse de doctorat d'Alfred Schmidt, *Le concept de nature chez Marx*, 1962, Paris, PUF, 1994.
[72] Marx K., *Le Capital*, Livre III, *op. cit.,* tome II, p. 1487-1488.

production humaine et ses conditions naturelles[73] ». Cette rupture est illustrée par la pollution des villes, la perte de fertilité des sols, phénomènes déjà sensibles au XIXe siècle, et la coupure des villes et des campagnes, tous problèmes sur lesquels Marx revient fréquemment dans *Le Capital* :

> « Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologue du producteur, le moyen de travail que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur, la combinaison sociale du travail que l'oppression organisée de sa vitalité, de sa liberté et de son indépendance individuelles. La dissémination des travailleurs agricoles sur de plus grandes surfaces brise leur force de résistance, tandis que la concentration augmente celle des ouvriers urbains. Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : *La terre et le travailleur*.[74] »

Il en résulte donc que « Marx utilise le concept de rupture métabolique pour saisir l'aliénation matérielle des êtres humains vis-à-vis des conditions naturelles de leur existence dans le capitalisme. Affirmer que l'agriculture capitaliste à grande échelle créait une rupture métabolique entre les êtres humains et la terre revenait à affirmer que les conditions fondamentales de la préservation de la terre étaient violées. […] L'incapacité à restituer au sol ses nutriments trouvait sa contrepartie dans la pollution des villes et l'irrationalité des systèmes d'égouts modernes[75] ». Autrement dit, Marx a toujours eu une conception matérialiste des rapports sociaux mais également de l'insertion de ces rapports dans la nature. Le travail est précisément la mise en action de cette dialectique. C'est la raison pour laquelle Marx et Engels adhérèrent immédiatement à la théorie de l'évolution des espèces de Darwin qui « fournissait le fondement de [leurs] conceptions dans l'histoire naturelle[76] ».

La soutenabilité

On sait, depuis quatre décennies maintenant, que l'émergence de l'écologie politique puis, plus récemment, les théories autour du développement durable ont systématisé le concept de soutenabilité écologique, laquelle est souvent associée à la soutenabilité sociale. En particulier, il est admis, même au sein l'économie de l'environnement officielle, que la satisfaction des besoins humains aujourd'hui ne doit pas hypothéquer celle des besoins des générations futures.

Foster soutient que cette préoccupation du long terme et donc des générations futures est omniprésente chez Marx : « Le fait, pour la culture des divers produits du sol, de dépendre des fluctuations du marché, qui entraînent un perpétuel changement de ces cultures, l'esprit même du capitalisme, axé sur le profit le plus immédiat, sont en contradiction avec l'agriculture, qui doit mener sa production en tenant compte de l'ensemble des conditions

---

[73] Foster J.B., *Marx écologiste*, *op. cit*., p. 43.
[74] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *in Œuvres*, *op. cit.*, tome I, p. 998-999.
[75] Foster J.B., *Marx écologiste*, *op. cit*., p. 62.
[76] *Ibid*., p. 19.

d'existence permanentes des générations humaines qui se succèdent.[77] » Il ajoute que « pour Marx, il est nécessaire que la terre soit "consciemment et rationnellement traitée comme la propriété perpétuelle de la collectivité, la condition inaliénable d'existence et de reproduction de la série de générations successives" »[78].

Et Foster de citer aussi Engels qui, dans *Dialectique de la nature*, écrivait :

> « Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. […] Ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement.[79] »

Le dépassement de l'opposition entre anthropocentrisme et écocentrisme à travers l'idée de co-évolution humaine et naturelle

À ce stade, explique Foster, Marx, en affirmant la nécessité de maintenir à travers le temps le lien qui unit l'homme et la nature (donc, métabolisme et soutenabilité), forge la conception de co-évolution de l'histoire humaine et de l'histoire de la nature, qui sera reprise et approfondie par les scientifiques de la fin du XXe siècle. « Comme le note le biologiste et paléontologue Stephen Jay Gould, toutes les explications scientifiques de l'évolution du cerveau humain jusqu'à aujourd'hui ont pris la forme de la coévolution gènes-culture, et "la meilleure défense de la coévolution gènes-culture au XIXe siècle a été menée par Friedrich Engels". L'analyse de Marx et d'Engels suggérait donc l'idée d'une coévolution : il ne s'agissait pas de réduire la société à la nature ni la nature à la société, mais d'explorer leurs interactions[80] ». Plus loin, il écrit : « La complexité de l'interaction entre la nature et la société telle qu'elle est envisagée par la théorie coévolutionniste laisse peu de place à des concepts tels qu'"anthropocentrisme" ou "écocentrisme", dans la mesure où, même quand nous défendons la nature, nous défendons quelque chose de modelé par les êtres humains[81] ».

L'opposition traditionnelle entre les partisans d'une conception de l'écologie centrée sur l'homme et ses besoins, souvent à connotation utilitariste, et ceux d'une écologie centrée sur la nature, voire sur ses droits, n'a pas de sens chez Marx, affirme Foster. On peut même selon lui trouver chez Marx l'intuition de l'inscription de l'action humaine dans la biosphère que systématiseront plus tard Georgescu-Roegen et Passet[82]. Malheureusement, entre temps, le stalinisme avait étouffé tout développement d'une préoccupation écologique au sein du marxisme qui aurait bien pu se produire : il faut « concevoir les êtres humains, comme Boukharine le soulignait en 1931, comme des êtres "vivant et travaillant dans la biosphère"[83] ».

Cette co-évolution ne peut être abandonnée au capitalisme car « le danger de l'aggravation des problèmes écologiques est *d'autant plus grand* que le système ne possède pas de mécanisme de régulation interne (ou externe) qui entraînerait sa réorganisation. Il n'y a

---

[77] *Ibid*., p. 63. Foster commente ici et cite dans le passage suivant Marx, *Le Capital*, Livre III, Paris, Éd. Sociales, 1974, tome 3, p. 10, note 1, ou dans *Œuvres*, *op. cit.*, tome II, p. 1289, note *a*.
[78] *Ibid*., pp. 63-64.
[79] *Ibid*., p. 69-70.
[80] *Ibid*., p. 71-72.
[81] *Ibid*., p. 115.
[82] Georgescu-Roegen N., *La décroissance, op. cit.*; Passet R., *L'économique et le vivant*, *op. cit.* ; Passet R., *Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire, op. cit*.
[83] Foster J.B., *Marx écologiste*, *op. cit*., p. 77.

pas d'équivalent écologique au cycle des affaires[84] ». Implicitement, on trouve ici une clé pour critiquer la croissance verte ou le capitalisme vert qui sont censés remédier aux dégâts du productivisme.[85]

Foster s'écarte des thèses défendues par certains contemporains, hors du marxisme tels Herman Daly ou Juan Martinez-Alier[86], et même au sein du marxisme écologique, notamment par Ted Benton, Joel Kovel, Michael Löwy ou James O'Connor[87]. Ce dernier a soutenu que Marx aurait sous-estimé, voire ignoré, la « seconde contradiction du capitalisme », les limites naturelles, pour se concentrer sur la « première », celle de la lutte des classes, capital contre travail. Au contraire, Foster abonde la thèse que « Marx parlait de deux sortes de barrières au capital, menant toutes deux à des contradictions dans l'accumulation du capital et à des crises : des barrières générales, communes à la production en général et liées aux conditions naturelles, et les barrières plus spécifiquement historiques et inhérentes au capital lui-même[88] ». Il soutient que « malgré l'intelligence de sa "ruse", le capital n'est jamais capable de transcender la barrière des conditions naturelles, qui se réaffirment en permanence et impliquent que "sa production se meut dans des contradictions qui sont constamment surmontées, mais tout aussi constamment posées". Nul penseur à l'époque de Marx, et peut-être jusqu'à aujourd'hui, n'a su aussi brillamment rendre compte de la complexité de la relation qu'entretiennent la nature et la société moderne.[89] »

À juste titre, Foster réfute l'idée omniprésente dans la pensée écologiste dominante selon laquelle la théorie de la valeur de Marx ignorerait la nature. Il rappelle que Marx distinguait richesse et valeur et que « la véritable richesse constituait en valeur d'usage – qui caractérisent la production en général, au-delà de sa forme capitaliste. Par conséquent, la nature, qui contribuait à la production de valeurs d'usage, était autant une source de richesse que le travail[90] », mais pas de valeur, ainsi que l'a répété Marx à de nombreuses reprises[91].

Est-ce à dire que l'on peut exonérer Marx de toute critique au sujet du « développement des forces productives » ? Certainement, non, et Philippe Corcuff a sans doute raison de dire qu'il reste « une épine dans l'écologisme de Marx : le schéma "de la domination de la nature" dans les *Grundrisse*[92] ». La critique de l'économie politique et la critique de la critique de l'économie politique sont donc toujours à poursuivre et à renouveler. Mais il faut prendre garde où l'on met les pieds : l'utilisation des outils néoclassiques pour ce faire ne peut que

---

[84] *Ibid*., p. 98.

[85] On lira aussi Gleizes J., « La croissance verte est-elle possible ? », *in* Coutrot T., Flacher D. Méda D. (coord.), *Les chemins de la transition*, Paris, Éditions Utopia, 2011, p. 69-83, qui esquisse un rapprochement entre la pensée de Marx, débarrassée des scories dramatiques du marxisme historique, et la pensée écologiste.

[86] Daly H.E., « The Circular Flow of Exchange Value and the Linear Throughput of Matter-Energy : A Case of Misplaced Concreteness », *Revue of Social Economy*, vol. 43, n° 3, december 1985, p. 279-297 ; Daly H.E., Farley J., *Ecological Economics, Principles and applications*, Washington, Island Press, 2004; Martinez-Alier J., « Valeur économique et valeur écologique », *Écologie politique*, n° 1, 1992, p. 13-39. Pour un examen approfondi des controverses entre ces auteurs et les marxistes écologistes, voir Douai A., « Richesse, valeur(s) et bien-être : Réflexions théoriques et méthodologiques sur l'analyse de la relation entre croissance économique et qualité de la vie », Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Bordeaux IV, 2009.

[87] Benton T., « Marxisme et limites naturelles », *Actuel Marx*, n° 12, seond semestre 1992, p. 59-95 ; (ed.) *The greening of Marxism*, New York, Guilford Press, 1996 ; Kovel J., *The Enemy of Nature: The End of Capitalism or the End of the World ?*, London, Zed Books, 2007 ; Löwy M. (coord.), *Écologie et socialisme*, Paris, Syllepse, 2005 ; Löwy M., *Écosocialisme, L'alternative radicale à la catastrophe écologique planétaire*, Paris, Mille et une nuits, 2011 ; O'Connor J., « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », *Actuel Marx*, n° 12, deuxième semestre 1992, p. 30-40 ; *Natural causes : Essays in Ecological Marxism*, New York, Guilford Press, 1998 ; Harribey J.-M., Löwy M. (dir.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, 2003.

[88] Foster, J. B., *Marx écologiste*, *op. cit*., p. 130, note 48.

[89] *Ibid*., p. 131.

[90] *Ibid*., p. 68.

[91] Voir notamment la citation que nous avons donnée ci-dessus concernant la valeur du blé.

[92] Corcuff P., *Marx XXIe siècle, Textes commentés*, Paris, Textuel, Petite encyclopédie critique, 2012, p. 112.

conduire dans une voie sans issue. L'enseignement de la thermodynamique est à prendre en considération, non pas pour croire que la Terre est un système isolé, mais pour considérer que le temps de structuration et de complexification de la vie grâce au flux d'énergie solaire – lequel agit contre l'entropie de la matière – n'a rien à voir avec le temps de l'activité humaine infiniment plus court. C'est la raison pour laquelle nous devons compter avec la rareté des ressources et construire socialement une meilleure répartition des richesses produites comme des richesses naturelles. Mais une justification qui se fonderait sur un gigantesque contresens méthodologique ne pourrait déboucher que sur « la misère de l'écologie ».

3) La nature sujet de droits ?

Nous voudrions aborder une dernière question qui a quelque chose à voir avec la croyance dominante en une « valeur économique intrinsèque » de la nature, même si elle déborde largement la dimension économique des choses. Elle a fait l'objet notamment de discussions au sein des mouvements alternatifs dont la rencontre a entouré le sommet de l'ONU à Rio de Janeiro en juin 2012, dit Rio+20. Elle montre combien la définition d'un nouveau mode de développement humain implique un rapport différent à la nature. Puisque le capitalisme a bâti sa dynamique d'accumulation sans limites sur l'utilisation à outrance de la nature, au point de menacer les équilibres des écosystèmes et les conditions d'existence des organismes vivants, ne faut-il pas reconnaître des droits à la nature, ou ériger celle-ci en nouveau sujet de droits ?

La question n'est plus seulement théorique puisque, par exemple, la nouvelle constitution de l'Équateur, adoptée par l'Assemblée constituante de Montecristi en 2008, sous la présidence de Rafael Correa, en affirme le principe, lié à celui d'une alternative au développement qui se définirait comme le « bien-vivre » (*Buen Vivir*). La Nature-Pachamama (Terre-Mère) a droit à ce que soient pleinement respectés son existence, ainsi que le maintien et la régénération de ses cycles vitaux, sa structure, ses fonctions et ses processus évolutifs[93]. Cette expression traduit la prise en compte des savoirs traditionnels des peuples indigènes. Elle ouvre de nouvelles obligations pour les individus, les collectivités et l'État.[94]

La rupture avec la pensée traditionnelle du développement ne va pas jusqu'à rejeter l'idée occidentale de posséder et maîtriser la nature, puisque cette Constitution « indique

---

[93] L'article 71 de cette constitution indique (http://www.wipo.int/wipolex/fr/text.jsp?file_id=178829) : « La naturaleza o Pacha Mama, donde se reproduce y realiza la vida, tiene derecho a que se respete integralmente su existencia y el mantenimiento y regeneración de sus ciclos vitales, estructura, funciones y procesos evolutivos.

Toda persona, comunidad, pueblo o nacionalidad podrá exigir a la autoridad pública el cumplimiento de los derechos de la naturaleza. Para aplicar e interpretar estos derechos se observarán los principios establecidos en la Constitución, en lo que proceda.

El Estado incentivará a las personas naturales y jurídicas, y a los colectivos, para que protejan la naturaleza, y promoverá el respeto a todos los elementos que forman un ecosistema. »

[94] L'article 277 : « Para la consecución del buen vivir, serán deberes generales del Estado:

1. Garantizar los derechos de las personas, las colectividades y la naturaleza.
2. Dirigir, planificar y regular el proceso de desarrollo.
3. Generar y ejecutar las políticas públicas, y controlar y sancionar su incumplimiento.
4. Producir bienes, crear y mantener infraestructura y proveer servicios públicos.
5. Impulsar el desarrollo de las actividades económicas mediante un orden jurídico e instituciones políticas que las promuevan, fomenten y defiendan mediante el cumplimiento de la Constitución y la ley.
6. Promover e impulsar la ciencia, la tecnología, las artes, los saberes ancestrales y en general las actividades de la iniciativa creativa comunitaria, asociativa, cooperativa y privada. »

L'article 278 : « Para la consecución del buen vivir, a las personas y a las colectividades, y sus diversas formas organizativas, les corresponde:

1. Participar en todas las fases y espacios de la gestión pública y de la planificación del desarrollo nacional y local, y en la ejecución y control del cumplimiento de los planes de desarrollo en todos sus niveles.
2. Producir, intercambiar y consumir bienes y servicios con responsabilidad social y ambiental. »

clairement que les êtres humains doivent s'approprier les ressources et richesses de l'environnement, mais elle précise un contexte nouveau, à savoir que cette appropriation doit être mise au service du Bien Vivre ». Il s'agirait donc sans doute d'une approche plutôt anthropocentrique qu'écocentrique de la nature, ou biocentrique comme le dit le chercheur du Centre latino-américain d'écologie sociale (CLAES) Eduardo Gudynas[95], même si elle n'est pas à proprement parler une démarche utilitariste.

Le paradoxe est que le refus du développement se conclut par un ralliement au développement durable : « Tous les courants de la durabilité ont trait, d'une manière ou d'une autre, à la recherche d'un certain *équilibre* entre les différentes composantes sociales, économiques, écologiques, etc. Cette perspective apparaît dans la Constitution, par exemple lorsqu'elle stipule le respect de la diversité culturelle et la satisfaction des besoins des générations actuelles et futures (art. 395). Dans le même ordre d'idées, elle affirme que l'appropriation des ressources naturelles, doit être faite selon "un mode rationnel, durable et soutenable" (art. 83). Elle établit également qu'il est nécessaire d'assurer la "conservation et l'utilisation durable de la biodiversité" dans les territoires des nations et peuples indigènes (art. 57).[96] » Gudynas établit une ligne de démarcation entre *un développement alternatif* et *des développements autres* ? Mais pourquoi revendiquer l'abandon du concept de développement et comment théoriser une « alternative au développement » qui soit des « développements autres » ou bien qui débouche sur « des *transitions* vers un *développement autre* » ? Ici, toutes les confusions sont possibles, au point de se référer en tant qu'« alternative au développement » à la thèse de Tim Jackson, alors qu'il n'est pas certain que celle-ci en soit véritablement une.[97]

Les difficultés à la fois théoriques et politiques apparaissent clairement lorsqu'il s'agit de concilier d'un côté le refus de la conception traditionnelle où « l'environnement n'est pas protégé pour ses valeurs propres, mais parce qu'il est nécessaire pour garantir la qualité de vie et la santé des individus, leurs biens ou encore leurs bénéfices », et où « les droits partent de et reviennent vers l'être humain »[98], et, de l'autre côté, l'idée que le développement doit être au service du bien vivre humain.

La contradiction se résout-elle dans « la juxtaposition de deux systèmes de droits : l'ensemble des droits des citoyens, qui inclut la qualité de l'environnement, et l'innovation que représentent les droits de la Nature[99] » ? Ce pourrait être le cas si le concept de droit de la Nature était clairement établi. Or, cela ne semble pas le cas. Au contraire, le rapport à la nature doit être gouverné par un principe inverse : « Ces objectifs [du Bien Vivre] assignent des devoirs, tant à l'État qu'aux personnes et aux collectivités (art. 277 et 278)[100] ». On en revient donc à un principe de type kantien[101] selon lequel s'impose un nouvel impératif catégorique des êtres humains à l'égard de la nature, et non pas à l'érection d'un nouveau sujet de droits.

---

[95] Gudynas E., « Développement, droits de la nature et bien vivre : l'expérience équatorienne », *in* Weber G., (ed.), *Debates sobre cooperacion y modelos de desarrollo, Perspectivas desde la sociedad civil en el Ecuador*,. Centro de Investigaciones CIUDAD y Observatorio de la Cooperacion al Desarrollo, Quito, marzo 2011, traduit dans *Mouvements*, 2011/4, n° 68, p. 15-37, Introduction par Haeringer N., « Lire Gudynas », http://www.mouvements.info/Developpement-droits-de-la-Nature.html ; voir le débat que nous avons engagé avec lui : Harribey J.-M., « La nature sujet de droit : une fiction, un mythe fondateur pour changer la réalité ? », *Mouvements*, janvier 2012, http://mouvements.info/La-nature-sujet-de-droit-une.html.

[96] Gudynas E., « Développement, droits de la nature et bien vivre : l'expérience équatorienne », *op. cit*.

[97] Voir Harribey J.-M., « Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité », *op. cit.*

[98] Gudynas E., « Développement, droits de la nature et bien vivre : l'expérience équatorienne », *op. cit*.

[99] *Ibid*.

[100] *Ibid*.

[101] Entendons-nous : Kant n'exprimait pas un souci d'impératif catégorique à l'égard de la nature, mais l'attitude que doivent avoir les humains à l'égard de la nature peut être analysée comme une nouvelle forme d'impératif catégorique par analogie avec celui indiqué par Kant.

La nature devrait donc plutôt être l'objet de devoirs qu'un sujet de droits : ce n'est que parce que les humains se feraient un devoir de respecter la nature qu'ils auraient le droit d'en faire un usage raisonnable. Autrement dit, l'idée que « la vie, humaine comme non humaine, est une valeur en soi[102] » n'est jamais exprimée par la nature mais l'est par l'humanité qui, selon nous, *se fixe à elle-même* un « mandat écologique » selon le propre terme de Gudynas. C'est ce que ce dernier reconnaît d'ailleurs : « la formulation des droits de la Nature ou du Bien Vivre dans la Constitution équatorienne actuelle est potentiellement l'un des meilleurs exemples d'articulation entre la société civile et la société politique ». Ainsi, on a bien affaire à une relation des humains entre eux (société civile et société politique, dit-il) nouée à propos de la nature. Nicolas Haeringer, qui introduit la traduction française du texte de Gudynas, indique bien que ce sont « des citoyens qui ont saisi un juge, au nom d'une rivière souillée par des rejets industriels. Le juge a accepté d'instruire le dossier, en reconnaissant comme fondé le principe d'inversion de la charge de la preuve : ce n'est pas à la rivière (ou aux citoyens qui la représentent) d'apporter la preuve des dommages, mais aux industries polluantes de démontrer qu'elles n'ont eu aucun rejet toxique. » Si, comme le propose Bruno Latour[103], on installait un « parlement des choses » pour représenter les choses et les êtres non humains (plantes, animaux, écosystèmes), qui siègerait sinon des humains ?

La Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère (CMPCC), qui s'est tenue en 2010, propose quant à elle un projet de Déclaration universelle des droits de la Terre Mère qui seraient :

- « le droit au respect ;
- le droit à la régénération de sa biocapacité et à la bonne continuité de ses cycles et processus vitaux, libres de toute modification humaine ;
- le droit de maintenir leur identité et leur intégrité comme êtres distincts, autorégulés et intimement liés entre eux ;
- le droit à l'eau comme source de vie ;
- le droit à la pureté de l'air ;
- le droit à la pleine santé ;
- le droit à être libres de contamination, de pollution et de déchets toxiques ou radioactifs ;
- le droit de ne pas être génétiquement modifiés et transformés dans sa structure, ce qui menacerait leur intégrité et leur fonctionnement vital et sain ;
- le droit à une entière et prompte réparation suite aux violations, occasionnées par l'activité humaine, des droits reconnus dans cette Déclaration.[104] »

Mais s'agit-il vraiment de la création de nouveaux droits ou d'une manière originale d'exprimer un nouvel impératif catégorique des êtres humains à l'égard de la nature, c'est-à-dire de la définition *d'une relation des humains entre eux nouée à propos de la nature* ? Les neuf droits énoncés ci-dessus sont à la fois des expressions de droits pour les humains et de droits que les humains expriment au nom de la sauvegarde de la nature. Ainsi, le refus de l'extractivisme se définit comme une obligation puissante mais qui est le produit d'un choix politique conscient, « rationnel » dit la constitution équatorienne, et pas du tout comme la mise au jour d'un droit sous-jacent, immanent, intrinsèque, propre au monde physique et biologique, fût-il vivant. Le concept de « droit de la Nature » disparaît donc au profit de celui d'obligation, de devoir. C'est d'ailleurs ce que reconnaît implicitement Gudynas : « En effet,

---

[102] Gudynas E., « Développement, droits de la nature et bien vivre : l'expérience équatorienne », *op. cit*.

[103] Voir par exemple Latour B., « Nouvelles règles de la méthode scientifique », *Revue Projet*, n° 268, décembre 2001, http://www.ceras-projet.org/index.php?id=1887.

[104] CMPCC, « Les principales propositions de la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère », avril 2010, http://www.michelledemessine.fr/IMG/pdf/Propositions_CMPCC_FR.pdf.

les droits de la Nature, les droits à un environnement sain, ainsi que d'autres obligations présentées plus haut, ont une importance telle qu'ils formulent une obligation évidente pour l'État : la zone doit être préservée. » Et l'auteur conclut, très logiquement, qu'une compensation financière à une dégradation de la nature « n'est pas une mesure environnementale ».[105]

C'est évident puisque la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque. Mais reconnaître cette évidence obligerait à s'écarter des conceptions de l'écologie profonde. Parce que la reconnaissance et l'intégration des savoirs indigènes ou traditionnels n'impliquent pas une adhésion à une forme de fondamentalisme écologique que représente par exemple la *deep ecology*, pas plus qu'une adhésion à l'idée que la nature serait une entreprise de services, sous-jacente à l'idéologie néoclassique.

Finalement, il semblerait qu'une redéfinition radicale en termes de devoirs puisse être rapprochée de l'idée de co-évolution de l'homme et de la nature adoptée aujourd'hui par beaucoup de scientifiques, et qui n'est pas sans rappeler un thème de Marx, malheureusement resté trop longtemps à l'état d'intuition ou, pire, négligé par la tradition marxiste :

> « Physiquement l'homme ne vit que des produits naturels, quelle que soit leur forme : nourriture, chauffage, habillement, habitation, etc. Concrètement, l'universalité de l'homme apparaît précisément dans le fait que la nature entière constitue son prolongement non organique, dans la mesure où elle est son moyen de subsistance immédiat et la matière, l'objet et l'outil de son activité vitale. La nature, pour autant qu'elle ne soit pas elle-même le corps humain, est le corps non organique de l'homme. L'homme vit de la nature – ce qui signifie que la nature est son corps et qu'il doit maintenir des rapports constants avec elle pour ne pas mourir. Dire que la vie physique et intellectuelle de l'homme est liée à la nature ne signifie rien d'autre que la nature est liée à elle-même, car l'homme est une partie de la nature.[106] »

Beaucoup plus que des problèmes techniques, derrière la problématique de ladite « valeur de la nature », se nichent des enjeux de rapports sociaux, non seulement au sens habituel de rapports entre les classes, mais aussi de rapports que l'homme entretient avec son cadre naturel de vie. Dit encore autrement, le rapport à la nature est un rapport social ; ainsi, il se vérifie que, à l'image de toute la discussion sur la valeur, la reconnaissance d'une « valeur de la nature » doit être comprise comme le fruit d'un rapport social.

---

[105] Les deux citations sont tirées de Gudynas E., *op. cit.*

[106] Marx K., *Économie et philosophie, Manuscrits parisiens*, 1844, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 62.

Chapitre 6

L'économie de la connaissance et la valeur

> *« Il n'y a richesse, ni force que d'hommes »*
> Jean Bodin, *Les Six Livres de la République*, 1576, http://aberkane.yolasite.com/resources/bodin...six%20livres%20republique.pdf, p. 250.

Les transformations du capitalisme à la fin du XXe siècle et au début du XXIe ont dessiné un nouveau régime d'accumulation à dominante financière. Il s'agit d'un mode de captation de la valeur entre les mains des groupes financiers les plus puissants et, derrière ceux-ci, de la classe sociale détentrice des droits de propriété. Centralisation, concentration et liberté de mouvement du capital, renforcement du pouvoir des actionnaires et nouvelle gouvernance, externalisation et sous-traitance des segments les moins rentables sont les principaux leviers du pouvoir financier. Mais ces mutations dans la manière d'organiser la finance n'auraient pas eu de retombées positives sur la rentabilité du capital si, dans le même temps, le mode de gestion de la force de travail n'avait été profondément bouleversé. Chômage et précarité, flexibilisation et intensification du travail, recul relatif des salaires par rapport à la productivité du travail furent autant d'instruments pour augmenter le taux d'exploitation de la force de travail, dont l'illustration la plus connue est la détérioration constatée dans tous les pays de la part de la masse salariale dans la valeur ajoutée. C'est dans l'augmentation du taux de plus-value au sein de la sphère productive que réside la source de l'économie-casino caractéristique des décennies 1990 et 2000, dans lesquelles se succédèrent une « nouvelle économie » très éphémère et des bulles financières à répétition.

Parallèlement, le capitalisme suscite et intègre aussitôt une révolution des techniques d'information et de communication qui contribue à accélérer les transformations des outils et des méthodes de production, des produits et des rapports de force entre travail et capital. Mais cette révolution technique ne serait elle-même rien sans l'intégration des connaissances comme facteur décisif de la création de richesses. Ainsi prend naissance et se développe un capitalisme que certains auteurs ont qualifié de « cognitif », prenant le relais de l'ancien capitalisme fordiste de l'industrie de masse d'après-guerre. L'évolution serait telle qu'elle conduirait progressivement soit, selon certains, à éliminer le travail vivant comme source de la valeur, soit, selon d'autres, à englober dans le travail vivant tout instant de la vie, et, de toute façon, nous obligerait à quitter le rivage de la loi marxienne de la valeur. Sur le plan théorique, la sortie du capitalisme industriel sonnerait le glas de la loi de la valeur-travail qui aurait connu son apogée à l'époque du fordisme. Et, sur le plan politique, la seule issue serait d'accompagner la transformation du capitalisme – considérée comme résultant de l'évolution des techniques et des connaissances en dehors de tout rapport de force puisque les classes sont censées disparaître – qui promet à chaque travailleur la possibilité de « se produire soi-même », et simultanément, pour tous ceux que le système met quand même à l'écart, de s'avancer sur les voies du revenu d'existence en lieu et place d'un plein emploi désormais hors d'atteinte et surtout contraire à l'objectif d'émancipation.

Toutes ces recherches suggèrent la question suivante : les concepts que Marx a forgés à l'aube du capitalisme industriel pour rendre compte de celui-ci et en faire la critique conservent-ils leur pertinence à l'époque du capitalisme néolibéral appelé aussi capitalisme financier ? Les catégories, notamment, de travail, de valeur, de capital, qui furent au point de départ de la critique de l'économie politique ne sont-elles pas obsolètes dès lors que le

processus de valorisation du capital fait relativement moins appel à un travail dans sa forme industrielle classique et de plus en plus à la connaissance comme facteur décisif de la création de valeur ? Et cela d'autant plus que, comme le capitalisme suscite et intègre aussitôt une révolution des techniques d'information et de communication qui contribue à accélérer les transformations des outils et des méthodes de production, des produits et des rapports de force entre travail et capital, il tend à soumettre (« subsumer ») une part de plus en plus grande du temps de vie du travailleur-producteur-consommateur. Nous nous proposons d'examiner dans ce chapitre la validité de ces thèses en essayant de répondre à trois questions : 1) les mutations de la production et de l'accumulation capitalistes modifient-elles la source de la valeur ? 2) modifient-elles la nature des rapports sociaux capitalistes ? 3) les difficultés auxquelles se heurte le capital pour subsumer totalement le travail ne sont-elles pas révélatrices de la crise capitaliste actuelle ?

1. Les mutations de la production et de l'accumulation capitalistes modifient-elles la source de la valeur ?

Déjà, au début du XXe siècle, Thorstein Veblen[1] (1857-1929) avait diagnostiqué que la progression de la productivité était le fait du savoir beaucoup plus que des moyens de production accumulés. Et, au cours des années 1970, certains chercheurs en sciences sociales, notamment Daniel Bell[2] aux États-Unis et Alain Touraine[3] en France, avaient pronostiqué le passage à une société post-industrielle fondée sur l'information et la connaissance en relation avec la montée des services. Mais les théoriciens du capitalisme cognitif ont repris récemment en partie cette problématique pour la confronter à l'évolution de l'accumulation du capital. En quoi consiste le capitalisme cognitif selon les créateurs de ce concept ? C'est d'abord une « économie de l'immatériel », c'est-à-dire dans laquelle la connaissance devient « principale force productive[4] », écrit André Gorz. Mais c'est plus que cela, car se produit « une autonomisation de la sphère de la production de connaissances, en tant que sphère de d'accumulation capitaliste en soi » pour Antonella Corsani qui poursuit en disant : « Le capital ne soumet plus la science pour la rendre adéquate à sa logique d'accumulation, à ses lois de valorisation à travers le système de la fabrique et dans un processus de production de marchandises. Sa valorisation vise immédiatement, et de l'intérieur, la sphère de production de connaissances, le processus de production des connaissances par des connaissances.[5] »

L'intelligence humaine, le savoir, la connaissance sont désormais des facteurs essentiels de la production, de la valeur de celle-ci et sont appelés à le devenir plus encore. Pas seulement de manière directe par leur intégration au processus productif, mais surtout par les extraordinaires externalités positives qu'ils créent, à la manière de l'abeille qui pollinise les champs et les vergers, sans que quiconque puisse en voir la moindre trace dans les prix de marché. C'est la thèse qu'illustre Yann Moulier Boutang, qui se propose de montrer que « l'acte fondateur de la finance contemporaine, c'est la montée en force des immatériels dans les économies[6] ».

---

[1] Veblen T., *Les ingénieurs et le capitalisme*, 1921, Londres, New York, Paris, Gordon & Breach, 1971.
[2] Bell D., *The Coming of Post-Industrial Society*, New York, Basic Books, 1973, trad. *Vers la société post-industrielle*, Paris, Robert Laffont, 1976.
[3] Touraine A., *La société post-industrielle, Naissance d'une société*, Paris, Denoël, 1969.
[4] Gorz A., *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003, p. 13. Voir aussi Azaïs C., Corsani A., Dieuaide P. (éd.), *Vers un capitalisme cognitif, Entre mutations du travail et territoires*, Paris, L'Harmattan, 2000.
[5] Corsani A., « Le capitalisme cognitif : les impasses de l'économie politique », *in* Vercellone C. (sous la dir. de), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003, p. 55-75, ici p. 57.
[6] Moulier Boutang Y., *L'abeille et l'économiste*, Paris, Carnets Nord, 2010, p. 66.

Plus le savoir est diffusé, plus il participe à la constitution du « travailleur collectif » devenu « General Intellect », selon les expressions de Marx. Ainsi se réaliserait la prophétie de celui-ci :

> « Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur *puissance efficace* – n'a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production. […] Dans cette mutation ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de l'individu social, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. […] Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être nécessairement sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. [7] »

Notre hypothèse est que la conclusion tirée par les penseurs du capitalisme cognitif pourrait reposer sur une suite d'erreurs, de confusions et sur un grave contresens au sujet de la citation de Marx ci-dessus, pour autant que celle-ci ne fût pas elle-même exempte d'ambiguïtés. Essayons de le vérifier.

1) Une erreur sur le concept de valeur ?

La plupart des auteurs théorisant le capitalisme cognitif passent alternativement du concept de valeur d'usage à celui de valeur d'échange en gommant la différence irréductible entre eux, au risque de se tromper sur la nature de leur relation.

Ils ignorent ou oublient l'incommensurabilité de la valeur d'usage et de la valeur d'échange au point de les mettre en comparaison, ce qui, une fois encore, est un pur non-sens. Ainsi Gorz, se référant à Jeremy Rifkin[8], écrit-il : « La nouveauté, pour Rifkin, peut se résumer ainsi : la dimension immatérielle des produits l'*emporte* sur leur réalité matérielle ; leur valeur symbolique, esthétique ou sociale, sur leur valeur d'usage pratique et, bien entendu, sur leur valeur d'échange qu'elle gomme.[9] » Cette phrase comporte deux idées. L'une est banale, car toute marchandise représente une valeur d'usage à la fois matérielle et symbolique, la nouveauté de la période étant que la seconde prend le pas sur la première. L'autre est fausse, en ce sens que la valeur d'usage ne peut l'emporter sur la valeur d'échange puisqu'elles appartiennent à deux registres différents et incommensurables : le premier est pratique ou symbolique, le second est économique. Nous tenons cela pour un acquis de l'économie politique que précisément l'analyse économique libérale néoclassique moderne s'attache à nier farouchement. Il est curieux de la voir rejointe par les penseurs du capitalisme cognitif qui prétendent être sur une posture critique. D'autant plus que, par ailleurs, des réminiscences de l'économie politique surgissent ici et là : « la valeur d'usage […] n'est pas mesurable[10] ». Réminiscences contrebalancées par : « Le lien entre "plus" et "mieux", entre

---

[7] Marx K., *Manuscrits de 1857-1858, (« Grundrisse »)*, *op. cit.*, tome II, p. 192-193.
[8] Rifkin J., *L'âge de l'accès, La nouvelle culture du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2000.
[9] Gorz A., *L'immatériel*, *op. cit.*, p. 49, souligné par nous. La même idée est reprise p. 63.
[10] *Ibid.*, p. 94. Auparavant, p. 75, l'auteur avait cité Enzo Rullani qui rappelait la même chose.

"valeur" au (sens économique) et "richesse" se rompt.[11] » S'il est sûr que le lien qualitatif se rompt, il ne faut pas y chercher une rupture d'un lien quantitatif qui n'a jamais existé.

La confusion entourant les concepts de valeur d'usage et de valeur d'échange aboutit à utiliser la notion de « valeur intrinsèque » qui est renvoyée à juste titre « en dehors de l'économie[12] » pour désigner simplement ce qui est valeur d'usage sans valeur d'échange. La contradiction éclate lorsqu'il est question de verser un revenu d'existence – donc obligatoirement prélevé sur la sphère productive monétaire – pour pouvoir participer à l'échange de « richesses non monnayables ayant une valeur intrinsèque[13] ». Le revenu d'existence aurait donc pour but de restreindre la sphère productive alors qu'il serait prélevé sur celle-ci. Cette contradiction nous paraît irréductible.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 5, la notion de valeur intrinsèque est largement utilisée par les économistes néoclassiques de l'environnement pour justifier la marchandisation des éléments naturels. Elle comporte donc un effet pervers que les théoriciens du capitalisme cognitif n'évitent pas. Par ailleurs, les richesses non monétaires comme la santé, la nature, sont assimilées à des « externalités[14] », alors que cette notion a été inventée par les économistes néoclassiques pour désigner les effets non marchands de l'activité destinée au marché, qu'ils veulent à tout prix internaliser. Les richesses non monétaires sont vraiment « indispensables au système de production de marchandises, mais que celui-ci est incapable de produire selon sa logique et ses méthodes propres[15] », comme le dit Gorz. En revanche, les externalités sont, elles, engendrées par le système productif sans que celui-ci soit capable de les « évaluer ».

Alors que Marx n'a cessé de répéter la différence entre richesse et valeur et que le travail n'était pas la seule source de richesse, mais qu'il était la seule source de valeur, les théoriciens du cognitivisme confondent souvent les deux idées et, pire, mettent cette confusion sous la plume de Marx :

> « Ainsi, par-delà la critique radicale du concept de travail et de l'économie politique de Smith, l'analyse marxienne s'inscrit-elle de fait à l'intérieur du chemin tracé par Adam Smith, qui fait de la fabrique et du travail divisé le fondement de la production de richesse et de valeur. […] La fin du capitalisme est vue ici comme une crise de la loi de la valeur, car, avec le développement des forces productives impulsé par la technologie capitaliste, la création de richesse ne repose plus sur le temps de travail mais dépend du niveau atteint par la science et la technologie. […] C'est donc le capital, sa logique d'accumulation, qui impulse, comme on l'a vu précédemment, le processus d'accumulation des connaissances et fait que le travail n'est plus la source de la valeur, et que le temps de travail cesse d'être sa mesure ; par conséquent la valeur d'échange cesse d'être la mesure de la valeur d'usage. […] Autrement dit, face à l'émergence de la connaissance, la théorie marxienne de la valeur ne tient plus.[16] »

Nous examinerons plus loin en quoi la dégénérescence de la valeur ne signifie pas la dégénérescence de la loi de la valeur. Rappelons pour l'instant que Ricardo écrivit :

> « La valeur diffère donc essentiellement de la richesse, car elle ne dépend pas de l'abondance, mais de la difficulté ou de la facilité de production. Le travail d'un million d'hommes dans les manufactures produira toujours la même valeur, mais pas la même richesse.[17] »

---

[11] *Ibid.*, p. 85.
[12] *Ibid.*, p. 75. Voir aussi p. 34.
[13] *Ibid.*, p. 31. Voir aussi p. 101.
[14] *Ibid.*, p. 78.
[15] *Ibid.*, p. 78.
[16] Corsani A., « Le capitalisme cognitif : les impasses de l'économie politique », *op. cit.*, p. 64-65.
[17] Ricardo D., *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, *op. cit.*, p. 289.

Une richesse plus grande parce que la productivité du travail augmente, laquelle fait diminuer la valeur unitaire. On ne peut donc que rester surpris de lire que : « L'économie politique, qui s'affranchit de la philosophie pour se constituer en tant que discipline à part entière à la fin du XVIIIe siècle, se veut science de la richesse. Elle va chercher l'origine de la richesse, de la valeur, à l'intérieur du système de la fabrique et à partir du travail qui est spécifique à ce système.[18] »

Parallèlement aux transformations du système productif réel, le passage vers un mode d'accumulation purement financière répond, selon El Mouhoub Mouhoud et Dominique Plihon, à la nécessité d'intégrer le savoir : « La finance moderne est étroitement liée aux besoins spécifiques de l'économie de la connaissance[19] » ou encore « les principaux arrangements institutionnels du capitalisme financier contemporain sont endogènes à l'économie du savoir[20] ». Il s'ensuit pour les deux auteurs que, puisque l'évaluation des actifs immatériels – composante principale des actifs des entreprises – est très difficile, « le "tour de force" de la Bourse est de contourner cet obstacle majeur[21] » et que « les institutions clés du capitalisme financier moderne avaient pour objectif de résoudre les problèmes posés par l'exploitation des résultats de la connaissance[22] ». Le marché n'étant pas capable de donner une valeur à la production de connaissance, « la finance remplit ce rôle en endossant les risques liés à ces activités[23] ». La conclusion est tirée par Moulier Boutang : « la source de la richesse, c'est la circulation[24] ».

Comment ne pas rester pour le moins perplexe devant ces thèses ? Loin de nous l'idée de nier le rôle direct et indirect de la connaissance ou la volonté du capitalisme de transformer la connaissance en marchandise en saisissant l'opportunité offerte par les nouvelles techniques de l'information et de la communication. Mais qu'en est-il de ce déplacement affirmé du cœur de la création de la richesse, allant de la production par le travail à la circulation du capital ?

Si la financiarisation du capitalisme est intrinsèquement liée au rôle croissant joué par la connaissance, cela signifierait-il l'impossibilité de séparer les deux phénomènes et donc ne plus pouvoir se défaire de la domination de la première, sauf à abandonner tout espoir d'utiliser la connaissance en tant que bien commun réapproprié par l'humanité ? Ce n'est sans doute pas l'option des auteurs, surtout de Mouhoud et Plihon qui montrent l'ambivalence des rapports entre savoir et finance, mais alors, la thèse d'un lien indéfectible entre les deux phénomènes ne tient plus car elle reviendrait à dire que le capitalisme néolibéral était un passage obligé, comme résultat d'un nouveau déterminisme techno-cognitiviste.

D'autre part, dans cette vision, que devient la baisse de la rentabilité du capital, vérifiée dans tous les pays capitalistes développés à la fin des années 1960, et qui a amené les classes dominantes à prendre le virage de la déréglementation, de l'austérité salariale et, par le biais de la libéralisation de la circulation des capitaux, à ouvrir une nouvelle phase d'accumulation financière ? Dire que « les mutations récentes du capitalisme et sa financiarisation sont une réponse aux besoins de l'économie du savoir[25] » et faire de la difficulté de financer les actifs immatériels « l'une des raisons principales de ces bouleversements financiers[26] » paraissent bien hasardeux sur le plan historique. Affirmer que « l'économie du savoir a besoin de la

---

[18] Corsani A., « Le capitalisme cognitif : les impasses de l'économie politique », *op. cit.*, p. 59.
[19] Mouhoud E.M., Plihon D., *Le savoir et la finance, Liaisons dangereuses au cœur du capitalisme contemporain*, Paris, La Découverte, 2009, p. 52.
[20] *Ibid.*, p. 118.
[21] *Ibid.*, p. 125.
[22] *Ibid.*, p. 161.
[23] *Ibid.*, p. 59.
[24] Moulier Boutang Y., *L'abeille et l'économiste*, *op. cit.*, p. 221.
[25] Mouhoud E.M., Plihon D., *Le savoir et la finance, op. cit.*, p. 71 et 113.
[26] *Ibid.*, p. 118.

finance moderne pour résoudre ses problèmes d'évaluation[27] » signifierait que la finance (par définition de marché dans le capitalisme d'aujourd'hui) serait capable d'évaluer les externalités positives (par définition non évaluables par le marché) : on est proche ici d'une aporie, ou bien d'une tautologie puisque, entre deux crises boursières, les marchés financiers évaluent les entreprises à l'aune de leurs anticipations auto-réalisatrices.

On devine que ces différents auteurs sentent bien que quelque chose cloche dans tout cela. En effet, « les temporalités de la finance et de la connaissance sont différentes » et cela est « source d'instabilité et de crises récurrentes dans l'histoire du capitalisme[28] ». Mais si l'on veut signifier que le capitalisme a de plus en plus de mal à faire que la connaissance devienne un capital, difficulté que ne peut surmonter l'habillage sémantique de la connaissance en « capital humain », et que, comme le disait Gorz, « le capitalisme dit cognitif *est* la crise du capitalisme[29] », alors il faut renouer avec la thèse de Marx : le déploiement du capital sur les marchés financiers n'est rien d'autre que la montée du capital fictif. Moulier Boutang n'est pas loin de le rappeler quand il écrit que « la finance est l'art d'esquiver le rapport de classes[30] ». Très justement, il poursuit : elle est « le raccourci qui permet de gagner de l'argent sans être confronté à la société ici et maintenant[31] ». Dit dans les termes de Marx, la finance croit pouvoir aller du capital argent *A* à un capital *A'* plus grand sans passer par le travail productif. Donc, tout raisonnement qui ferait du *goodwill* (la différence entre la valeur d'une entreprise au prix du marché et sa valeur comptable associée au coût historique ou au coût de renouvellement) autre chose qu'une fiction ne serait que la marque du fétichisme de la finance. De manière réaliste, Mouhoud et Plihon finissent par conclure que « les marchés sont souvent dans l'incapacité de mesurer le *goodwill* [32]».

Dira-t-on que tout cela n'est que pure exégèse théorique sans conséquence politique ? On aurait tort de le croire. Car on ne peut affirmer sans risque stratégique que « la Bourse permet de faire face à l'incertitude qui caractérise la "nouvelle économie"[33] ». L'incertitude ne caractérise pas seulement ladite nouvelle économie, mais elle est le propre de toute économie, et, de surcroît, le marché financier ne vise pas à calmer l'incertitude, il *est* lui-même l'incertitude. Il ne suffit plus alors de dire que deux scénarios d'après-crise sont possibles : l'un où « le savoir continue d'être l'otage de la finance », l'autre où « le savoir s'émancipe de la domination de la finance[34] », car la seconde branche de l'alternative invalide la thèse de « la finance endogène à l'économie du savoir », tandis que la première ne constituerait pas une sortie de crise mais le maintien dans celle-ci, en suivant ce que veulent exprimer les auteurs eux-mêmes !

Plus sujettes à caution encore sont les conclusions de Moulier Boutang. Puisque, désormais, la création de valeur se situerait selon lui dans la sphère de la pollinisation, voire dans celle de la circulation du capital, la voie serait-elle ouverte pour le développement d'une économie de rente dans laquelle on pourrait par exemple financer des retraites par capitalisation, puisque les retraités sont de toute façon des « rentiers[35] », ou bien tirer un revenu d'existence de la pollinisation due à la connaissance[36] ? Comme le travail ne produit

---

[27] *Ibid.*, p. 151.
[28] *Ibid.*, p. 145.
[29] Gorz A., *L'immatériel*, *op. cit.*, p. 55.
[30] Moulier Boutang Y., *L'abeille et l'économiste*, *op. cit.*, p. 132.
[31] *Ibid.*, p. 132.
[32] Mouhoud E.M., Plihon D., *Le savoir et la finance, op. cit.*, p. 195.
[33] *Ibid.*, p. 227-228.
[34] *Ibid.*, p. 228 et 231.
[35] Moulier Boutang Y., *L'abeille et l'économiste*, *op. cit.*, p. 70. Au passage, les travailleurs intellectuels sont transformés en « co-participants du capital, co-produisant les conditions de production » (*Ibid.*, p. 163). Le pas sera-t-il franchi pour dire que ce sont des capitalistes à part entière ? Si oui, nous aurons alors définitivement oublié que les travailleurs ont toujours été les producteurs de leurs conditions d'existence.
[36] *Ibid.*, p. 221.

plus la valeur qui « se forme principalement dans la circulation[37] », l'exploitation de la force de travail disparaît par enchantement de la circulation du capital inhérente à l'économie de la connaissance ! Et, pour faire bonne mesure, remplaçons l'impôt progressif sur le revenu qui « appartient à un autre âge[38] » par un prélèvement sur les transactions financières[39], sans voir que ce dernier a pour but primordial de réduire l'assiette et non pas à en faire une source pérenne. Et le fait de se référer à une thèse néophysiocrate[40] ne sauve pas l'ensemble, car si la nature est une richesse, si les abeilles créent même de la richesse, la confusion entre la source de la richesse et la valeur économique est une nouvelle figure fétichiste de la confusion entre valeur d'usage et valeur marchande, ou bien, comme le disait Keynes dans sa *Théorie générale*, entre l'environnement de la production de la valeur et la valeur elle-même.

Il est vrai que tout est lié : importance de la connaissance contemporaine de la finance débridée ; contradiction de l'appropriation privée de la connaissance alors qu'elle ne peut être séparée de son porteur, la force de travail ; négation de la force de travail dans sa double dimension corporelle et intellectuelle ; croyance en la possibilité de pérenniser durablement une financiarisation stable. La négation du travail en tant que force productive et en tant que rapport social face au capital ne peut déboucher que sur une fable, pas celle qui est racontée avec à propos par Moulier Boutang mettant en opposition l'abeille et l'économiste orthodoxe, mais une fable revisitée sur la capacité de la finance, du capital, à s'autovaloriser. Il est curieux que l'imaginaire bourgeois soit, de manière imprudente ou inconsciente, à ce point réhabilité pour donner libre cours à l'autonomisation de la valeur, de la finance et, finalement, du capital, en commettant un contresens sur le mot de Marx : cette valeur en « auto-accroissement ».

2) Une confusion entre valeur et conditions de la valeur ?

Lorsque Marx définit le concept de mode de production, la base matérielle de celui-ci est constituée des forces productives et des rapports de sociaux de production dans lesquels les premières sont mises en œuvre. Une relation dialectique unit ces deux niveaux mais qui n'autorise pas à les assimiler. Dans un univers conceptuel différent mais dont la portée critique est loin d'être mineure, Keynes fait, en quelques lignes de sa *Théorie générale*, la distinction entre valeur et conditions (ou « environnement ») de la valeur dont il conclut que le travail est, au sens propre du terme, le seul facteur de production.[41]

Ces distinctions conceptuelles semblent méconnues par les théoriciens du capitalisme cognitif. Penser que « l'activité gratuite en amont et en aval de ce qui est considéré par l'économie politique (toutes écoles confondues) comme le seul travail méritant rémunération, est la source principale de valeur[42] », est contestable. D'abord, l'économie politique n'a jamais dit que la force de travail marchande était la seule force de travail méritant rémunération, mais qu'elle était la seule force de travail engendrant de la valeur monétaire et donc engendrant du revenu. Ensuite, l'activité gratuite en amont et en aval de la production monétaire représente le « cadre » de la valeur dont parle Keynes. Ce n'est qu'ainsi et en distinguant richesse et valeur qu'on peut admettre la formulation de Carlo Vercellone : « Ces métamorphoses font que la source de la "richesse des nations" se déplace aujourd'hui de plus en plus en amont de l'activité des entreprises. C'est de plus en plus en amont de la sphère du "travail salarié et de l'univers marchand", dans la société, et notamment dans le système de

[37] *Ibid.*, p. 183.
[38] *Ibid.*, p. 222.
[39] *Ibid.*, p. 214.
[40] *Ibid.*, p. 28.
[41] Keynes J.M., *Théorie générale*, *op. cit.*, p. 223. Voir ce passage de Keynes dans notre chapitre 4.
[42] Moulier Boutang Y., « Richesse, propriété, liberté et revenu dans le "capitalisme cognitif" », *Multitudes*, n° 5, mai 2001, http://multitudes.samizdat.net/Richesse-propriete-liberte-et.

formation et de recherche que se trouve la clé de la productivité et du développement de la richesse sociale.[43] »

Autrement dit, on assiste à un déplacement de l'objet de l'analyse : on ne recherche plus l'origine de la valeur mais le contexte dans lequel celle-ci sera créée. « L'idée centrale est que la productivité tient désormais plus à la qualité des interfaces entre les acteurs qui interviennent dans les processus productifs qu'aux formes classiques, telles que l'intensification taylorienne de l'usage des ressources considérées isolément. La productivité taylorienne demeure certes essentielle dans de nombreux secteurs, et l'automatisation des procédés, dans l'industrie comme dans les services, constitue toujours un facteur essentiel de productivité. Mais il s'y ajoute désormais une productivité liée à la qualité des relations qui se nouent entre services dans les entreprises, entre l'entreprise et ses fournisseurs, entre l'entreprise et son environnement institutionnel.[44] » Cette thèse était déjà esquissée dans une revue de l'OCDE : « Plus l'importance de la technologie est grande dans les économies, plus les entreprises doivent habituellement pouvoir compter sur un "environnement" propice à l'innovation technologique […], les avantages comparatifs liés à la technologie sont non seulement propres à l'entreprise mais sont aussi fortement tributaires de facteurs extérieurs à l'entreprise.[45] » On l'a compris, l'« environnement » est ici exactement le « cadre » de Keynes.

Le glissement de sens sur l'objet de l'analyse est encore frappant à cet endroit : « Ce ne sont donc pas le capitalisme industriel et ses fabriques, et encore moins le travail divisé, qui sont la force du changement, la source de la valeur, mais bien les "fortes volontés, les esprits vigoureux" libérés des contraintes propres au système féodal. Dans l'analyse de Schumpeter, ces esprits sont ceux que recèle la figure clé, celle de l'entrepreneur, produit de la bourgeoisie. […] Le point qui me semble vraiment essentiel c'est le fait qu'en reconnaissant dans l'innovation la seule source de valeur, Schumpeter soit amené à sortir des schémas méthodologiques sur lesquels s'est fondée toute l'économie politique et pose le problème d'une théorie de la production créatrice qui ne peut avoir lieu qu'en dehors de la fabrique et de sa logique homogénéisante.[46] » Hélas, avec sa théorie du profit, Schumpeter se situe bien en deçà de Keynes.[47]

Dans l'ouvrage collectif déjà mentionné, Patrick Dieuaide retrouve la notion de cadre de la valeur de Keynes, mais en tire une conclusion différente : « Comme expression d'une nouvelle norme d'ajustement, le changement organisationnel porterait avec lui les conditions d'une nouvelle fonctionnalité du capital productif, source de "création de valeur". […] La valeur "nouvellement créée" serait le fait non pas d'une rationalisation du temps de travail immédiat et parcellisé (comme temps dépensé en énergie physique ou intellectuelle), mais de gains de temps portés par le mode d'organisation des entreprises et, plus particulièrement, par le surplus de productivité globale dégagé de l'action combinée de l'accumulation de capital fixe (de plus en plus immatériel) et de la collectivité des travailleurs considérée comme telle. La "création de valeur" serait le fait de conditions techniques et sociales particulières qui réduisent les temps de production et de circulation des marchandises selon deux modalités principales : par la coopération des travailleurs entre eux pour concevoir et organiser leurs propres activités ; par l'inclusion des moments et des conditions de la circulation dans les engagements de production des entreprises. Ces conditions sont d'une grande portée du point

---

[43] Vercellone C., « Mutations du concept de travail productif et nouvelles formes de répartition », *in* Vercellone C. (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, *op. cit.*, p. 249-272, ici p. 260.

[44] Veltz P., « Entreprises et territoires : une dépendance accrue », Entretien avec *Alternatives économiques*, « L'entreprise », Propos recueillis par Frémeaux P., Hors-série n° 43, 1er trimestre 2000.

[45] Kurth W., « Technology and Shifting Comparative Advantage », OCDE, *STI Review,* n° 10, april 1992, p. 7-47.

[46] Corsani A., « Le capitalisme cognitif : les impasses de l'économie politique », *op. cit.*, p. 68-70.

[47] Voir ci-dessus dans le chapitre 4.

de vue de la dynamique du capitalisme.[48] » Répétons que, pour nous, il ne s'agit pas de contester l'importance de la transformation des systèmes productifs et de tout ce qui les « entoure » pour la dynamique même de l'accumulation capitaliste dont le but est toujours de faire produire le plus de valeur appropriable possible. Il s'agit de montrer que, contrairement à la thèse des théoriciens du cognitivisme, la loi marxienne de la valeur n'est pas contredite par ces transformations de l'environnement de la production. En effet, aucun théoricien du cognitivisme – sauf sans doute de temps à autre Gorz – ne voit que les conditions de la production qu'ils mettent à juste titre en évidence contribuent à augmenter la productivité du travail, c'est-à-dire, de manière tautologique, à diminuer la valeur unitaire des marchandises.

3) Une confusion entre valeur et loi de la valeur ?

La démarche des théoriciens du cognitivisme ne partirait-elle pas d'une mauvaise interprétation du texte des *Grundrisse* de Marx cité ci-dessus ? Marx parle de la distanciation de plus en plus grande entre le travail vivant et les richesses créées, c'est-à-dire le travail et les valeurs d'usage, mais jamais il ne parle de distanciation entre travail et valeur. Au contraire, au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail et de la disparition du travail vivant – et pour Marx il s'agit d'une « proposition tautologique[49] » – la valeur d'échange disparaît elle aussi, ce qui est, jusqu'au bout, conforme à la loi de la valeur. Gorz a raison de faire remarquer[50] qu'il arrive à Marx de parler indifféremment de richesse et de valeur, notamment quand celui-ci dit : « Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être nécessairement sa mesure… » Sans doute Marx a-t-il en tête la contradiction du capital :

> « Il contribue ainsi, malgré lui, activement à la création des moyens du temps social disponible, tendant à réduire le temps de travail nécessaire pour la société tout entière à un minimum décroissant et à libérer ainsi le temps de tous aux fins de leur propre développement. Mais sa tendance est toujours de créer d'un côté du temps disponible, et, d'un autre côté, de le convertir en surtravail. S'il réussit trop bien dans la première entreprise, il souffre alors de surproduction et le travail nécessaire se trouve interrompu faute de ce que du surtravail puisse être valorisé par le capital. Plus cette contradiction se développe, plus il s'avère que la croissance des forces productives ne peut plus être enchaînée à l'appropriation de surtravail d'autrui, mais qu'il faut que ce soit la masse ouvrière elle-même qui s'approprie son surtravail. Lorsqu'elle a fait cela – et que, par là, le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire –, alors, d'un côté, le temps de travail nécessaire aura sa mesure dans les besoins de l'individu social, d'un autre côté, le développement de la force productive sociale croîtra si rapidement que, bien que la production soit désormais calculée pour la richesse de tous, le temps disponible de tous s'accroîtra. Car la richesse réelle est la force productive développée de tous les individus. Ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse.[51] »

---

[48] Dieuaide P., « Diffusion des NTIC, changement organisationnel et essor des marchés boursiers », *in* Vercellone C. (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003, p. 223-245, ici p. 237. Dans un autre texte, l'auteur soutient l'idée que la sortie du capitalisme industriel rendrait obsolète la théorie de la valeur-travail qui n'aurait eu de validité que sous le fordisme : « Quand le capitalisme dit adieu à la valeur-travail », *in* Delaunay J.-C. (dir.), *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 17-40, voir p. 20.

[49] Marx K., *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, *op. cit.*, tome II, p. 322.

[50] Gorz A., *L'immatériel, op. cit.*, p. 75.

[51] Marx K., *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, *op. cit.*, tome II, p. 196.

À l'encontre des théoriciens du cognitivisme, on peut dire que, pour Marx, c'est la dissociation entre valeur et richesse qui est au cœur de la contradiction du capital dont il avait bien vu les potentialités d'évolution :

> « Il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui est affecté.[52] »

Le développement des forces productives conduit à l'exclusion progressive du travail vivant du processus de production, ce qui a pour conséquence d'augmenter la productivité du travail et donc d'abaisser les coûts de production et, à long terme, la valeur des marchandises, évolution que renforce l'incorporation de connaissances de plus en plus grandes[53]. Cette exclusion ne constitue pas une négation de la loi de la valeur en tant que tendance, mais en est la stricte application. On peut même observer qu'à l'époque de la tertiarisation de l'économie, dans laquelle l'introduction de la connaissance joue un rôle important, les gains de productivité du travail se révèlent inférieurs à ce qu'ils étaient au temps de la primauté de l'industrie. Preuve supplémentaire s'il en était besoin de la nécessité de distinguer accroissement de richesse et accroissement de valeur.

Contrairement aux affirmations les plus fréquentes, la loi de la valeur n'est pas « caduque[54] » dans le champ de l'économie ; elle n'a jamais été aussi valide. Mais, d'une part, elle n'a pas et n'a jamais eu de validité en dehors de ce champ. L'« au-delà » de la loi de la valeur dont parle Gorz[55] n'a de sens que dans la reconquête de champs dans lesquels sa forme capitaliste ne gouvernerait pas, mais dire que « (l'évolution présente) exige une autre économie dans laquelle les prix ne refléteraient plus le coût immédiat du travail, de plus en plus marginal, contenu dans les produits et les moyens du travail[56] » est proprement dénué de signification.[57] D'autre part, il faut distinguer le fait de « l'écroulement de la production

---

[52] *Ibid.*, p. 194. Jacques Bidet, dans *Théorie générale*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 1999, p. 462, pousse la critique plus loin en soutenant que le passage des *Grundrisse*, p. 192-193, cité plus haut est « en deçà de Marx » car celui-ci n'aurait pas été encore, à l'époque de la rédaction de ce texte, en possession de sa théorie de la valeur. L'emploi de « richesse » pour « valeur » serait donc dû à une imprécision conceptuelle à ce stade de la réflexion de Marx. Si tel est le cas, cela renforce notre conviction que la thèse du cognitivisme est contestable.

[53] Ce point est d'ailleurs confirmé par Gorz, *L'immatériel, op. cit.*, p. 47. Ce qui est curieux, c'est qu'il en tire la conclusion de l'obsolescence de la loi de la valeur. Il affirme – et là-dessus nous sommes d'accord avec lui – qu'au fur et à mesure que les coûts unitaires de production et de reproduction s'amenuisent, la valeur tend vers zéro et qu'on s'achemine vers la possibilité de la gratuité, et, simultanément, il ne voit pas qu'il s'agit tout simplement de l'application de la règle de l'amortissement s'intégrant tout à fait à l'intérieur de la loi de la valeur, la seule nouveauté étant que l'amortissement ne s'applique plus uniquement au travail mort contenu dans les équipements, mais également au travail de production et de transmission des connaissances qui peut être réparti dans un nombre quasi infini de produits finals.

[54] Gorz A., *Misères du présent, Richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997, p. 148. Voir aussi Leredde D., « Les dialectiques normatives dans l'analyse du capitalisme de Marx », *Economies et Sociétés, Œconomia*, Série « Histoire de la pensée économique, P.E. n° 25, 1, 1997, p. 147-160.

[55] Gorz A., *Misères du présent, Richesse du possible*, p. 145.

[56] *Ibid.*, p. 148.

[57] L'affirmation selon laquelle le travail aurait été autrefois la source du surplus social, donc du profit, mais qu'il ne le serait plus aujourd'hui à cause des techniques modernes, est, sur le plan théorique, dénuée de sens. Ainsi Robin J., « Un bluff inhumain : l'économie de marché », *Transversales Science/culture*, n° 27, mai-juin 1994, p. 2, écrivait-il : « Notons pourtant qu'au temps où le capitalisme trouvait sa principale source de plus-value, donc de profit, non point dans des technologies encore dans l'enfance, mais dans le travail humain (...) ». L'affirmation selon laquelle « il n'existe plus de rapport clair entre la quantité de travail dépensée, les quantités produites et leur valeur » (Caillé A., « Marché et capitalisme, même combat », *Alternatives économiques*, « 500 ans de capitalisme », Hors Série, n° 33, 3° trimestre 1997, p. 42) est elle aussi sujette à caution car elle enfourche un lieu commun qui s'énonce par deux propositions totalement contradictoires : la productivité du travail ne cesse de s'accroître (ce qui est vrai) et la notion de travail productif a de moins en moins de sens (ce qui est exactement le contraire de la proposition précédente).

reposant sur la valeur d'échange[58] » au fur et à mesure que l'automatisation progresse, ainsi que le note à juste titre Marx, et une modification, tout à fait imaginaire, du fonctionnement interne de la loi de la valeur reposant sur la quantité de travail social. D'ailleurs, lorsqu'il évoque la société future débarrassée du capital, Marx n'élimine pas du tout la relation entre travail et valeur :

> « Après l'abolition du mode de production capitaliste, le caractère social de la production étant maintenu, la détermination de la valeur prévaudra en ce sens qu'il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la répartition du travail social entre les divers groupes de production et, enfin, de tenir la comptabilité de tout cela.[59] »

Nous soutenons donc l'idée, contre beaucoup d'interprétations actuelles[60], que la dégénérescence de la valeur est constitutive de la loi de la valeur, c'est-à-dire que l'accumulation du capital entraîne une tendance à la dégénérescence de la valeur mais non une tendance à une dégénérescence de la *loi* de la valeur, c'est-à-dire non une dégénérescence du critère du travail social à l'intérieur de la loi. Le critère (le travail social) et la quantité (de travail social) doivent être pour cela absolument distingués. Sinon, puisque la loi de la valeur est l'expression d'un rapport social, de la disparition de la première ne pourrait résulter en effet que la disparition du second.

2. Les mutations de la production et de l'accumulation capitalistes modifient-elles la nature des rapports sociaux ?

La question étant particulièrement vaste et complexe, on se limitera à soulever trois problèmes liés à la thèse du capitalisme cognitif. D'abord, quel crédit accorder à la notion de « travail immatériel » ? Ensuite, le détachement du savoir de l'homme ne conduit-il pas à une fétichisation de ce savoir ? Enfin, la thèse du capitalisme cognitif ne court-elle pas le risque de renforcer la fétichisation du capital et de la finance, qui s'ajouterait à celle de la nature que nous avons analysée dans le chapitre 5 ?

1) Le travail est toujours matériel

Il y a déjà une douzaine d'années, un livre fit sensation dans tous les milieux académiques hétérodoxes et surtout dans les réseaux alternatifs, notamment de l'altermondialisme. La mode est passée mais le paysage dans lequel elle s'était installée demeure. Dans un essai iconoclaste[61], Michael Hardt et Antonio Negri ont proposé une théorisation des transformations du travail entraînées par le passage à une « économie informationnelle[62] ». Il ne s'agit pas seulement, selon les auteurs, du passage du fordisme au

---

[58] Marx K., *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, *op. cit.*, tome II, p. 193.

[59] Marx K., *Le Capital*, Livre III, *op. cit.*, tome II, p. 1457. Richard Sobel donne lui aussi cette citation dans *Capitalisme, travail et émancipation chez Marx*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, p. 107.

[60] Notons toutefois que, lors de discussions de séminaire et de colloque, Carlo Vercellone a tempéré le propos en disant que « La crise de la loi de la valeur ne signifie pas non plus que le travail ne serait plus la *principale* source de la création de la valeur, même si en raison même de l'effritement des frontières entre travail et non-travail, l'exploitation tend désormais à englober l'ensemble des temps sociaux qui participent à la production de la plus-value captée par les entreprises.». (« Fin du capitalisme industriel ? Vers un capitalisme cognitif ? », octobre 2004, *in Espaces Marx Aquitaine Bordeaux Gironde : Explorer-onfronter-Innover*, Lettre trimestrielle, n° 12, Économie & politique(s), 2, avril-juin 2006).

[61] Hardt M., Negri A., *Empire*, Paris, Exils Éd., 2000.

[62] *Ibid.*, p. 354.

toyotisme qui inverse la « structure de communication entre production et consommation[63] », car « le secteur des services de l'économie offre un modèle plus riche de communication productrice[64] ». La raison en est l'émergence et la prédominance du « travail immatériel », défini comme « un travail qui produit un bien non matériel tel que service, produit culturel, connaissance ou communication[65] ». L'intérêt de ce livre est d'essayer de penser une théorie à la hauteur des transformations du capitalisme contemporain. En particulier, il montre bien l'élargissement progressif du travail productif à des catégories de plus en plus larges d'activités soumises à l'emprise du capital. Celui-ci poursuit le processus de socialisation du processus de production et donne son plein sens au concept de « travailleur collectif » de Marx. Et le bouleversement apporté par les techniques d'information et de communication permet au capitalisme de happer le temps de vie du travailleur, non seulement durant son temps de travail, mais aussi hors de ce dernier. Autrement dit, la « subsomption réelle » du travail au capital analysée par Marx franchit une étape supplémentaire, puisque la reproduction du capital exige la domination de toute la forme sociale.

Cependant, en repoussant à l'infini la frontière entre travail productif et travail improductif de capital, Hardt et Negri assimilent toute forme d'exploitation et, plus largement, de domination à une production de plus-value et de valeur pour le capital.[66] Cela revient à nier la différence entre production de valeurs d'usage et production de valeur pour le capital, et, plus généralement, cela conduit à assimiler tout signe de vie, biologique, mental, affectif, etc., à une production de capital par le canal de la production de soi. Dit dans des termes classiques, *la reproduction de la force de travail serait déjà production de capital*.

Ce point nous paraît extrêmement contestable pour plusieurs raisons qui tiennent au glissement opéré au sujet du travail. Premièrement, la notion de travail immatériel désigne alternativement l'activité et le résultat de celle-ci ; c'est incohérent. Deuxièmement, le travail concret est un geste, un acte, qui est toujours matériel, c'est-à-dire une dépense d'énergie et de temps, une fatigue, un stress, et le fait qu'il soit à prédominance manuelle, intellectuelle ou relationnelle n'y change rien. Troisièmement, la définition donnée du travail immatériel est d'un piètre secours pour caractériser par exemple le service de coiffure où le produit est immatériel mais le travail est essentiellement manuel, ou bien encore les services aux personnes où le travail est à la fois manuel et relationnel, et surtout le travail des nombreux techniciens de l'informatique dont la dépense d'énergie et le stress sont tout ce qu'il y a de plus matériel, en étant pourtant occasionnés par une tâche essentiellement intellectuelle. Les auteurs considèrent à tort comme synonymes « travail immatériel », « force de travail intellectuelle », « intelligence générale[67] ». On pourrait croire que l'expression de « travail immatériel » est un raccourci commode pour désigner le travail dont le produit est immatériel. Il n'en est rien, car les différents auteurs sont là-dessus clairs : le travail immatériel se situe selon eux bien en amont du travail de fabrication proprement dit, lui-même « envoyé à la périphérie du procès de production ou […] carrément externalisé[68] ».

Cette notion de travail immatériel est d'autant plus surprenante chez Hardt et Negri qu'elle revient à nier la catégorie marxienne d'abstraction du travail à laquelle les deux auteurs se réfèrent pourtant, abstraction renforcée selon eux par l'automatisation et l'informatisation : « Ce travail abstrait est une activité sans lieu, mais qui est toutefois très

---

[63] *Ibid.*, p. 354.
[64] *Ibid.*, p. 355.
[65] *Ibid.*, p. 355.
[66] Dans le chapitre 9, nous suggérerons une définition du travail productif de valeurs d'usage et de valeur par les travailleurs des services non marchands, qui se distingue du travail productif de valeur pour le capital.
[67] Hardt M., Negri A., *Empire*, *op. cit.*, p. 55. Cette confusion rappelle étrangement celles auxquelles les économistes libéraux nous ont habitués : confusions entre travail et force de travail, entre valeur du produit du travail et valeur de la force de travail.
[68] Gorz A., *L'immatériel, op. cit.*, p.. 17.

puissante. C'est l'ensemble coopérant de cerveaux et de bras, d'esprits et de corps ; c'est la diffusion sociale du travail vivant, à la fois non appartenante et créatrice ; c'est le désir et l'effort de la multitude des travailleurs adaptables et mobiles ; et c'est, dans le même temps, l'énergie intellectuelle et la construction linguistique et communicatrice de la multitude des travailleurs intellectuels et affectifs.[69] » Plus loin : « Par le biais de l'informatisation de la production, le travail tend donc vers la position d'un travail abstrait.[70] » Ne s'agit-il pas là d'un contresens sur le travail abstrait, en tout cas celui théorisé par Marx ? Pour ce dernier, le travail n'est pas rendu abstrait par le degré croissant d'immatérialité de la production. Il l'est par le fait que le marché valide une fraction du travail social à travers la vente de la marchandise et fait oublier ainsi les caractères particuliers des travaux singuliers effectués par les producteurs. C'est la définition même de la loi de la valeur. Et le travail des ouvriers produisant des automobiles n'est pas moins rendu abstrait que le travail « informationnel » des techniciens de l'informatique lors de la vente des produits sur le marché capitaliste. Le travail est donc abstrait non par le caractère technique de la production mais par son caractère social.

Gorz utilise lui aussi la notion de travail immatériel pour désigner la « fourniture de services » et en faire le « cœur de la création de valeur[71] ». D'une part, la distinction entre l'activité et son résultat n'est là non plus pas faite. D'autre part, la théorie de la valeur de Marx a rompu sur un point avec celle de Ricardo en abandonnant la référence au travail concret, de laquelle la notion de travail immatériel risquerait au contraire de nous rapprocher.

À partir du moment où l'abstraction du travail – qui est un processus conduit par le capitalisme comme vecteur de la marchandise et de la valorisation du capital – laisse la place dans l'appareillage conceptuel de Hardt, Negri et Gorz à un travail de nouveau habillé de ses particularités concrètes, ici une prétendue immatérialité, il y a peu de chances pour que la réalité des transformations soit perçue dans tous leurs aspects et leurs contradictions. À ce sujet, Michel Husson fait justement remarquer le dualisme de l'emploi contemporain : « d'un côté, les effectifs des "travailleurs cognitifs" croissent très rapidement, mais la masse des emplois créés se retrouvent dans des emplois peu qualifiés du commerce et des services aux personnes[72] ». Cet aspect est d'ailleurs reconnu par Hardt et Negri, mais il passe au second plan alors que la mondialisation du capital implique pourtant la soumission d'un nombre croissant de travailleurs à des tâches répétitives et qu'environ la moitié de la population active mondiale travaille encore dans l'agriculture et constitue une immense « armée de réserve ».

Il y a au moins une continuité sinon une cohérence dans les thèses de l'« Empire » et du capitalisme cognitif : au départ est l'évanescence de la loi de la valeur dont découlent la dilution des rapports sociaux et donc celle des classes ; il ne reste plus qu'à théoriser la « multitude » – qui n'est pas sans nous rappeler les « mécontents » de Lordon[73] – faite d'un ensemble de singularités, appelée à remplacer la classe ouvrière, qui n'aurait eu de réalité que pendant la phase du capitalisme industriel pré-fordiste et fordiste, en tant que sujet actif de l'histoire.[74] Curieusement, Hardt et Negri font comme s'il y avait encore un théoricien marxiste ou sociologue critique qui identifiait aujourd'hui le prolétariat à la seule catégorie des ouvriers. Et la définition qu'ils donnent du prolétariat est juste mais n'a plus rien

---

[69] Hardt M., Negri A., *Empire*, *op. cit.*, p. 262.
[70] *Ibid.*, p. 357.
[71] Gorz A., *L'immatériel, op. cit.*, p.. 17.
[72] Husson M., « Sommes-nous entrés dans le "capitalisme cognitif" ? », *Critique communiste*, n° 169-170, été-automne 2003, http://hussonet/free.fr/cogniti.pdf.
[73] Nous examinerons la thèse de Lordon dans le chapitre 7.
[74] Comme l'écrivait avec ironie Daniel Bensaïd, *Un monde à changer, Mouvements et stratégies*, Paris, Éditions Textuel, 2003, p. 81 : « Les métamorphoses historiques semblent alors procéder d'un double déterminisme : technologique (les effets des nouvelles technologies sur le contenu et l'organisation du travail) et sociologique (l'irrésistible poussée de la multitude en marche vers son fabuleux destin). »

d'original : « En termes conceptuels, nous entendons *prolétariat* comme une vaste catégorie incluant tous ceux dont le travail est directement ou indirectement exploité par les normes capitalistes de production et de reproduction auxquelles il est assujetti.[75] » Ils précisent : « Le concept de "prolétariat" ne se réfère pas simplement à la classe ouvrière industrielle, mais à toutes celles qui sont subordonnées au capital, exploitées par lui et qui produisent sous sa férule. Dans cette perspective, donc, le capital mondialisant toujours davantage ses relations de production, toutes les formes de travail tendent à se prolétariser. [76] » Et ils concluent : « La classe ouvrière industrielle n'a représenté qu'un moment *partiel* dans l'histoire du prolétariat et de ses révolutions, au cours de la période où le capital était en mesure de réduire la valeur à la mesure. [77] » Comme si quelque chose d'autre que la mesure intéressait le capital pour s'accumuler ! Comme si la valeur avait un autre sens pour le capital que celle qui peut se mesurer et l'agrandir ! Hardt et Negri sont victimes de l'ambivalence du terme « valeur » appartenant au registre de l'économie – et donc ici du capital – et aussi à celui de la philosophie, de la politique et de l'éthique quand on parle *des* « valeurs ». Nous voilà donc ramenés au cœur de la théorie du cognitivisme : le temps de travail ne mesure plus la valeur ; plus encore, pour certains[78], la loi de la valeur s'évanouit. Nous sommes au cœur de la contradiction de cette théorie : parce que les logiciels ont une valeur qui tend vers zéro, ce qui est l'application stricte de l'esprit et la lettre de la loi de la valeur, la loi de la valeur ne fonctionnerait plus ! Bien au contraire, la logique du capitalisme, en poussant le fonctionnement de la loi de la valeur jusqu'à son point ultime, bute sur une difficulté insurmontable : il n'y a plus – ou il n'y a pas assez – de valeur appropriable. À ce point, répétons-le : la valeur disparaît mais pas la loi de la valeur, sauf à l'infini quand, alors, elle serait devenue totalement sans objet.

Toute apparence de cohérence se dissipe donc quand les théoriciens du cognitivisme mettent bout à bout la disparition de la loi de la valeur et l'omniprésence du travail. La loi de la valeur disparaîtrait, mais tout deviendrait travail et donc création de valeur. Le capitalisme serait en crise, mais il aurait devant lui un potentiel de valorisation infini. La valeur ne serait plus, mais elle serait partout : « toutes les formes de pauvreté sont devenues productives[79] » écrivent Hardt et Negri dans un passage au souffle puissant. Mais de quoi s'agit-il, de quelle valeur parlent-ils ? Veulent-ils entendre que les chômeurs produisent de la valeur pour le capital ? Ce serait difficile à expliquer dans une file d'attente de Pôle Emploi. Suggèrent-ils que tout acte de vie valorise le capital ? Notre respiration, nos émotions, nos amours, méditations, réflexions créatrices de valeur ?[80] On retrouve la confusion entre création de valeur et conditions de celle-ci dénoncée par Keynes ou bien, dans les termes de Marx, la mauvaise appréhension de la relation entre forces productives et rapports sociaux à l'intérieur desquels elles agissent. Là réside sans doute une nouvelle forme de fétichisme.

---

[75] Hardt M., Negri A., *Empire*, *op. cit.*, p.. 83.
[76] *Ibid.*, p. 315.
[77] *Ibid.*, p. 483.
[78] À lire attentivement, deux options se dessinent. Pour les uns (Gorz, Corsani et Moulier Boutang sans doute), la loi de la valeur disparaît. Pour les autres (Hardt et Negri), il ne s'agit que d'un problème de mesure : la valeur est partout mais n'est plus mesurable. D'où la divergence sur l'état du capitalisme (crise pour Gorz, dynamique pour Hardt et Negri).
[79] Hardt M., Negri A., *Empire*, *op. cit.*, p. 204.
[80] On peut comprendre alors que beaucoup de théoriciens du capitalisme cognitif soient en même temps des partisans d'un revenu d'existence (à la place du plein emploi) qu'ils justifient par ces « nouvelles sources de la valeur ». Pour une critique de cette thèse, voir Harribey J.-M., *L'économie économe*, *op. cit.* Si chaque individu a droit de vivre décemment grâce à un revenu garanti, quels que soient les aléas de son existence, ce n'est pas au nom de cette justification économique peu convaincante mais au nom d'une exigence de philosophie politique.

2) La fétichisation du savoir

La part grandissante prise par l'accumulation de connaissances dans la constitution et la mise en œuvre des forces productives et notamment dans la formation et l'emploi de la force de travail est un fait indéniable. Mais doit-on en tirer la conclusion qu'un détachement se produit entre l'ensemble des connaissances et l'être humain qui les reçoit, les porte, les enrichit et, ce faisant, « s'enrichit » lui-même ? C'est dans cette voie que nous entraînent les penseurs du cognitivisme, notamment Gorz :

> « À moins de n'être qu'une métaphore, l'expression "économie de la connaissance" signifie des bouleversements fondamentaux du système économique. Elle indique que la connaissance est devenue la principale force productive. Que, par conséquent, les produits de l'activité sociale ne sont plus, principalement, du travail cristallisé mais de la connaissance cristallisée. Que la valeur d'échange des marchandises, matérielles ou non, n'est plus déterminée en dernière instance par la quantité de travail social général qu'elles contiennent mais, principalement, par leur contenu de connaissances, d'informations, d'intelligence générales. C'est cette dernière et non plus le travail social abstrait, mesurable selon un unique étalon, qui devient la principale substance commune à toutes les marchandises. C'est elle qui devient la principale source de valeur et de profit, et donc, selon nombre d'auteurs, la principale forme du travail et du capital.[81] »

De deux choses l'une : ou bien Gorz élabore une nouvelle conception du travail social abstrait qui prend en compte l'importance du savoir dans le processus productif capitaliste, et à ce moment-là il n'y a aucune objection de principe à lui opposer ; ou bien il récuse le concept de travail social abstrait pour le remplacer par le « cognitif », mais il lui faut, pour le récuser, le déformer complètement en le réduisant à du pur travail manuel, aux antipodes de la conception de Marx. Il semble bien que la deuxième option soit celle choisie par Gorz. Elle a pour inconvénient de fétichiser le savoir, c'est-à-dire, en le coupant de la force de travail en dehors de laquelle il ne peut en réalité exister, de le « naturaliser » en quelque sorte. Qu'est-ce qu'une marchandise qui serait de « la connaissance cristallisée » sans être du travail de haute qualification cristallisé ? Il y a là un mystère ou une contradiction que les théoriciens du cognitivisme ne lèvent pas ou ne dépassent pas, et ce n'est pas un mince paradoxe de les voir affirmer, et cela à juste titre, que le travailleur « se produit » lui-même.

Les théoriciens du cognitivisme croient peut-être résoudre ce paradoxe en affirmant que le capital cherche à s'approprier les connaissances portées par les travailleurs pour se valoriser. Et Gorz pointe bien la difficulté inhérente à l'appropriation d'un « capital » de connaissances. Il a raison de souligner « la difficulté intrinsèque à faire fonctionner le capital intangible comme un capital, à faire fonctionner le capitalisme dit cognitif comme un capitalisme » ; et d'ajouter : « le capitalisme dit cognitif *est* la crise du capitalisme »[82] ou encore : « le "capitalisme cognitif" *est* la crise du capitalisme tout court[83] ». Autant la catégorie de « travail immatériel » nous paraît fausse, autant celle de « capital immatériel » pourrait, sous certaines conditions, être acceptée pour désigner l'ensemble des connaissances que le système capitaliste tente de s'approprier afin de valoriser le capital tout court, alors que la possibilité existe pour qu'elles demeurent un bien collectif. La socialisation de la production et de la transmission de connaissances entre en contradiction ouverte avec leur

---

[81] Gorz A., *L'immatériel, op. cit.*, p.. 33.
[82] *Ibid.*, p. 55.
[83] *Ibid.*, p. 47. Voir aussi Jappe A., Kurtz R., *Les habits neufs de l'Empire, Remarques sur Negri, Hardt et Ruffin*, Fécamp, Éditions Lignes & Manifestes, Éditions Léo Scheer, 2003.

appropriation privée. Cette contradiction, comme manifestation de la crise contemporaine du capitalisme, est susceptible de rapprocher les points de vue[84], mais il n'est point besoin pour cela d'une théorisation – fausse selon nous – de la « nouvelle source de la valeur ».

Cependant, Hardt et Negri tirent une conclusion différente : « Pourtant, alors que nous écrivons ce livre et que le XXe siècle touche à sa fin, le capitalisme est miraculeusement bien portant et son accumulation plus vigoureuse que jamais.[85] » Or, rien n'était moins sûr, déjà en 2000. Certes, le capital avait rétabli les taux de rentabilité devenus défaillants à la fin des années 1960, mais par le biais d'un renforcement du taux d'exploitation de la force de travail, sans qu'il soit en mesure de relancer une vague d'accumulation importante : l'évolution du taux de profit et celle du taux d'accumulation divergent nettement dans la phase du capitalisme financiarisé.[86] Une décennie plus tard, celui-ci, de manière tout à fait prévisible, a plongé le monde dans le chaos économique et social.

On peut se demander si la thèse du capitalisme cognitif n'a pas une grande attirance envers celle du capital humain. L'ensemble des connaissances acquises par les travailleurs et leur état de santé sont considérés depuis Jacob Mincer[87], Gary Becker[88] et Theodore Schultz[89] comme du capital humain à la formation duquel une partie de la production a été affectée. Le capital humain est alors traité comme une sorte de capital avec pour conséquences : d'une part, la productivité de chaque travailleur sera d'autant plus forte que le niveau de capital humain sera lui-même élevé, et, d'autre part, l'optimum social sera différent de la situation donnée par un équilibre concurrentiel, puisque les décisions privées des agents sont prises dans l'ignorance des effets externes. Le modèle se présentera sous la forme d'un système comportant autant d'équations différentielles que de variables introduites, équations qui traduiront chacune l'affectation d'une part de la production à la formation de chaque type de capital.

On sait que le capital humain a été introduit dans les modèles de croissance endogène – inaugurés par Paul Romer[90] et Robert Lucas[91] – sous forme d'un argument de plus dans la fonction de production néoclassique. Quelle est la portée de ces modèles ? Premièrement, ils ont été élaborés pour remédier aux défauts des analyses néoclassiques traditionnelles dont Solow avait été l'inspirateur, mais ils opèrent un retournement, aux antipodes des conclusions normatives habituelles : l'État doit intervenir pour que le maximum d'externalités positives soient engendrées. De plus, les externalités ne peuvent exister qu'en présence de centres multiples dont les décisions ne sont pas par définition coordonnées, ou que le marché

---

[84] Dans un débat (Dieuaide P., Husson M., Lojkine J., Vercellone, C., « Table-ronde sur le capitalisme cognitif », *Regards*, n° 89, avril. 2003), Vercellone, nuance : « Nous ne disons pas que la loi de la valeur a disparu. La tension la plus importante se situe entre la crise de la loi de la valeur et la tentative du capital de l'imposer de manière forcée. ». Voir aussi du même auteur Vercellone C., « Le sens et les enjeux de la transition vers le capitalisme cognitif : une mise en perspective historique », Colloque LAME-Université Reims-Champagne-Ardenne, « Les transformations du capitalisme contemporain : faits et théories, État des lieux et perspectives », 31 mars, 1er et 2 avril 2004.

[85] Hardt M., Negri A., *Empire*, *op. cit.*, p. 330.

[86] Voir Duménil G., Lévy D., *Crise et sortie de crise, Ordre et désordres néolibéraux*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2000 ; *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003.

[87] Mincer J., « Investment in Human Capital and Personal Income Distribution », *Journal of Political Economy*, vol. 66,1958, p. 281-302.

[88] Becker G., *Human Capital : A Theorical and Empirical Analysis with Special Reference to Education*, New York, Columbia University Press, 1964.

[89] Schultz T.W., « Investment in Human Capital », *American Economic Review*, vol. 51, n° 1, mars 1961,p. 1-17, http://www.ciefr.cn/download/2009_02/09022516022200.pdf.

[90] Romer P.M., « Increasing Returns and Long Run Growth », *Journal of Political Economy*, vol. 94,1986, p. 1002-1037.

[91] Lucas R., « On the Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*, n° 22,1988, p. 3-42.

coordonne mal. Or, les modèles néoclassiques raisonnent tous à partir d'un agent unique considéré comme représentatif.

Deuxièmement, en dépit du retournement précédent, ces modèles ont une portée idéologique immense car le travail a disparu pour laisser la place à du capital humain dont la constitution résulterait d'un calcul rationnel des individus comparant le coût d'une période d'éducation supplémentaire et la somme des revenus actualisés supplémentaires qu'ils espèrent en retirer ensuite. On laissera de côté ici le fait que la majeure partie des dépenses d'éducation ne sont pas engagées par les individus mais par la collectivité, car l'essentiel est ailleurs. L'éducation est considérée comme un choix privé, dégagé de toute détermination sociale et comme un instrument, jamais comme une finalité. Si c'est un capital, il ne peut être accumulé que dans une perspective de rentabilité, comme tout capital. Si les travailleurs sont définis comme les détenteurs de cette sorte de capital instrumentalisé, ce sont des capitalistes. La théorie est ici fétichisme, au sens que Marx donnait à ce mot : les rapports sociaux sont éliminés pour ne laisser voir que des rapports entre les choses.

Troisièmement, on pourrait s'étonner de la débauche d'énergie consacrée à énoncer une évidence : l'éducation est utile à la productivité. Dans *La richesse des nations*, Smith n'avait-il pas déjà tout dit, réduisant la théorie du capital humain à une simple banalité :

> « Quand on a établi une machine coûteuse, on espère que la quantité extraordinaire de travail qu'elle accomplira avant d'être tout à fait hors de service remplacera le capital employer à l'établir, avec les profits ordinaires tout au moins. Un homme qui a dépensé beaucoup de temps et de travail pour se rendre propre à une profession qui demande une habileté et une expérience extraordinaires, peut être comparé à une de ces machines dispendieuses. On doit espérer que la fonction à laquelle il se prépare lui rendra, outre les salaires du simple travail, de quoi l'indemniser de tous les frais de son *éducation*, avec au moins les profits ordinaires d'un capital de la même valeur.[92] »

Tout y est chez Smith : l'évidence incontestable[93] et aussi les multiples contresens, à savoir l'utilisation du terme « travail » pour désigner la rotation des machines, l'éducation réduite à un choix individuel, et le salaire vu comme un retour sur investissement.

Edouard Poulain[94] a montré combien le concept de capital humain était mal fondé, tant dans sa version néoclassique où le salaire est en même temps reflet de la productivité et preuve de celle-ci et où le salaire est cause et effet du capital humain, que dans sa version marxiste traditionnelle où la théorie du travail complexe établit un lien entre salaire et coût de reproduction de la force de travail et puis entre salaire et production de valeur, ce qui est contradictoire avec la théorie de l'exploitation.

Alain Mounier le rejoint en réfutant le syllogisme sur lequel repose la théorie du capital humain : 1) le revenu est fonction de la productivité marginale du travail ; 2) la productivité marginale du travail est fonction du niveau d'éducation ; 3) le revenu est donc fonction de l'éducation. La première prémisse n'est pas démontrée et elle est retenue au plan microéconomique, alors qu'elle est rejetée par la théorie de la croissance endogène au plan macroéconomique[95]. La seconde prémisse est en fait une déduction de la première à partir du moment où l'on tient déjà pour acquise la conclusion qu'il s'agit justement de démontrer. Or, si cette conclusion peut être retenue parce qu'elle relate un fait d'évidence – revenu et éducation sont souvent corrélés –, rien n'autorise à établir un lien de causalité de l'éducation

---

[92] Smith A., *La richesse des nations*, *op. cit*, tome 1, p. 175.

[93] Voir Mounier A. « Capital humain et croissance, Développement des connaissances ou appauvrissement de la pensée ? », *in* Dockès P., *Ordre et désordres dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, p. 359-387, ici, p. 374.

[94] Poulain É., « Le capital humain, d'une conception substantielle à un modèle représentationnel », *Revue économique*, vol. 52, n° 1, janvier 2001, p. 91-116.

[95] Au plan macroéconomique, les rendements d'échelle étant croissants, on ne peut plus épuiser le produit par la seule rémunération du travail et du capital à leur productivité marginale respective.

vers le revenu, car le lien inverse mis en évidence par Pierre Bourdieu[96] est au moins aussi pertinent puisque les catégories sociales dominantes peuvent utiliser davantage de services éducatifs et reproduire ainsi leur domination.

Nombre de travaux hétérodoxes concordent aujourd'hui pour contester toute prétention scientifique aux thèses du capital humain et de la croissance endogène. Mais Rémy Herrera montre la fascination exercée par ces modèles sur beaucoup de courants parmi lesquels figurent « keynésiens, institutionnalistes, régulationnistes, même certains "marxistes du capitalisme cognitif"[97] ». Cette fascination est révélatrice de la proximité paradigmatique entre la plupart de ces courants et la théorie néoclassique. Tous se révèlent incapables de penser le capital comme un rapport social, tous le réduisent à une chose ou un ensemble de choses dont on peut grossir à l'envi l'inventaire : « Le "capital" en question peut correspondre *à n'importe quel facteur sujet à accumulation* (capital-connaissance, infrastructurel, humain…), à la condition mathématique de relier *positivement* cette chose à la productivité.[98] » À la « segmentation du marché du travail reposant sur la séparation artificielle d'une composante intellectuelle de la force de travail (le "capital humain" intégré au capital) du reste de la main- d'œuvre[99] », qui est au cœur de la théorie du capital humain, correspond le détachement des connaissances du travailleur, qui en est le porteur au sein de la théorie du capitalisme cognitif.

3) La fétichisation du capital et de la finance

Derrière la fétichisation du savoir réapparaît la fétichisation du capital et de la finance. Ce que les théoriciens du cognitivisme désignent par les « nouvelles sources de la valeur » pourrait n'être en réalité qu'une nouvelle figure de l'illusion de la fécondité du capital : « L'indépendance de la sphère financière a été largement analysée comme un "régime d'accumulation à dominante financière ou patrimoniale". Ainsi, la valeur émerge de la sphère de la circulation monétaire tandis que la sphère de la production industrielle et l'entreprise perdent le monopole de la création de valeur, et donc du travail supposé directement productif.[100] » Posons la question crûment : si « la valeur émerge de la circulation monétaire », pourquoi les bulles financières finissent-elles toujours par éclater ? Nous avons déjà dit que la financiarisation du capitalisme pouvait être analysée comme un processus généralisé de captation de la valeur à l'échelle mondiale et non comme un nouveau processus de création de valeur. Or, Hardt et Negri écrivent : « Robert Reich appelle le type de travail immatériel impliqué dans le travail informatique et de communication des "services symbolico-analytiques", tâches qui englobent des activités de "résolution-des-problèmes, identification-des-problèmes, et courtage-stratégique". Ce type de travail *revendique* la plus haute valeur, et Reich l'identifie ainsi comme la clé de la nouvelle économie mondiale. Il reconnaît toutefois que la croissance de ces emplois de manipulation créatrice symbolique, fondés sur la connaissance, implique une augmentation correspondante des travaux de manipulation symbolique de routine à faible compétence et *faible valeur*, tels que la saisie de

---

[96] Bourdieu P., *La noblesse d'Etat, Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Éditions de Minuit, 1989.

[97] Herrera R., « L'État contre le service public ? La face cachée de la croissance endogène », *Actuel Marx*, « Violence de la marchandisation », n° 34, second semestre 2003, p. 147-160, ici p.153.

[98] *Ibid.*, p.155. On pourrait ajouter le « capital naturel » cher aux néoclassiques, comme nous l'avons vu dans le chapitre 5.

[99] *Ibid.*, p. 46.

[100] Moulier Boutang Y., « Capitalisme cognitif et nouvelles formes de codification du rapport salarial », *op.cit.*, p. 308. L'auteur exprime la même idée dans « L'inconditionnalité du revenu comme mutation décisive du salariat dans le troisième capitalisme émergent », *Ecorev', Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre 2001, p. 23-27, ici p. 23.

données et le traitement de textes.[101] » *Revendiquer* une part de la valeur créée collectivement dans le procès de travail ne signifie pas l'avoir créée. Devoir se contenter d'une part plus faible ne signifie pas une plus faible productivité. La reconnaissance sociale de la valeur attribuée à chacun ne correspond en rien et n'a jamais correspondu à la productivité individuelle, notion typiquement puisée dans l'idéologie libérale néoclassique.[102] Ne se laisse-t-on pas abuser par l'idée que les secteurs de l'économie à la pointe de la technique et de la connaissance sont dits « à haute valeur ajoutée » ? Et si, plus prosaïquement, il s'agissait de secteurs « à haute valeur captée » ?

L'évolution considérable de l'activité économique vers des productions immatérielles, dans lesquelles les intrants sont eux-mêmes, pour une large part, des services, et dans lesquelles un travail de type intellectuel est surtout requis, ne change strictement rien à la nature de la relation entre l'accumulation du capital et le travail. L'augmentation considérable et inexorable de la productivité du travail est synonyme de deux autres choses qui constituent une identité logique : la diminution progressive des besoins en travail pour produire et la diminution de la valeur des marchandises produites. La diminution des besoins en travail et la montée du cours des actions à l'annonce de licenciements ne sont pas la preuve que le capital fait du profit sans travail, c'est la preuve qu'il répartit encore plus à son avantage le fruit d'un travail de plus en plus productif. La production a beau se détacher quelque peu[103] de la matière, l'accumulation du capital à l'échelle globale ne se détache pas, et ne peut pas se détacher, du travail. Le capitalisme cognitif n'est pas une nouvelle économie dans laquelle cette règle serait démentie. Mais les gigantesques regroupements qui se réalisent déjà entre les grands groupes industriels et financiers préparent certainement des voies nouvelles de captation de la valeur.

La circulation des capitaux est totale dans le monde. Leurs détenteurs ont ainsi toute liberté pour organiser la production aux conditions qui leur paraissent les plus avantageuses et, ensuite, pour s'approprier la valeur en fonction des rapports de forces établis. Le marché financier est devenu le lieu où s'élabore la norme de rentabilité et d'où elle est dictée, en fin de compte, au système productif. La globalisation et la libéralisation financières ont favorisé la multiplication des produits financiers permettant de réduire les risques et de mieux assurer la liquidité. Mais cette liquidité est bornée par deux contraintes. L'une tient à la nature même du marché qui met en présence des vendeurs et des acheteurs, les seconds se substituant aux premiers pour « porter » le capital productif immobilisé. L'absolue nécessité de porter celui-ci introduit la seconde contrainte : sans force de travail capable de valoriser le capital productif, la base même de l'accumulation financière se tarirait. La croyance en l'autonomie du capital est un mythe. Le mythe devient mystification lorsque la force de travail, emmagasinant savoir, savoir-faire et savoir-être, est ramenée à du capital humain. Par un renversement complet de la problématique classique où tout se réduisait à du travail, tout se ramène ici à du capital. Ainsi, le processus d'aliénation du travail est conduit jusqu'au point de déterminer les représentations de celui-ci : l'objectivation du travail vivant est partie prenante de la réification des rapports sociaux.

4) Appropriation du savoir par le capitalisme ou crise du capitalisme ?

Nous émettons la thèse selon laquelle la contradiction nouvelle du capitalisme est de vouloir transformer l'élément principal constituant le travail vivant – la connaissance – en

---

[101] Hardt M., Negri A., *Empire*, *op. cit.*, p. 356, souligné par nous.
[102] Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 9.
[103] Quelque peu seulement, car pour échanger des informations et faire de la « communication », il faut des ordinateurs, des câbles, des satellites, des fusées, de l'énergie, etc., et des bras et des cerveaux pour faire fonctionner le tout.

capital à valoriser, c'est-à-dire en une nouvelle forme de travail mort. Deux obstacles au moins se dressent devant cette entreprise. Le premier est le caractère difficilement appropriable de la connaissance en elle-même, puisqu'elle naît de l'esprit humain et qu'elle ne peut être ôtée de celui-ci. Seul l'usage de la connaissance est aisément appropriable, et le brevet le frappe alors d'interdit ou le soumet au paiement d'une rente. Hormis le cas où son usage est restreint par un brevet, la connaissance est donc un bien public/collectif/commun[104] par excellence, même au sens où le définissent les économistes néoclassiques : il satisfait à la règle de non-exclusion (on ne peut exclure personne de son utilisation) et il obéit à la règle de non-rivalité (sa consommation par un individu n'empêche pas celle qu'en fait un autre car le coût de la fourniture du bien à une personne supplémentaire est nul).

Le deuxième obstacle à l'appropriation par le capital de la connaissance est le risque que cette appropriation fait courir à la diffusion et à l'extension des connaissances. Plus la connaissance est partagée, plus elle se transmet et grandit. Au contraire, plus elle est concentrée, plus elle risque de s'étioler. La socialisation de la production et de la transmission de connaissances entre donc en contradiction avec leur appropriation privée. Cette contradiction ouvre la crise du capitalisme contemporain, qui éprouve de la difficulté à faire fonctionner le savoir comme capital, c'est-à-dire à en faire un objet de profit. Pourtant, il s'y emploie. Et pour cela il ne peut se passer de la force de travail qui « porte » le savoir. On ne peut donc dissocier celui-ci des travailleurs en qui il est emmagasiné. La chance des travailleurs dans leur combat pour un autre monde est que le savoir, c'est capital, mais a du mal à être du capital.[105]

L'évolution des techniques que le capitalisme suscite met celui-ci devant l'obligation de rendre à tout prix (si l'on ose dire) payant ce qui tend à être gratuit : l'échange sur internet de fichiers numériques dont le coût de production et de divulgation est quasi nul en est l'exemple le plus symptomatique. Comme l'explique Pierre-Noël Giraud, « un spectre hante le capitalisme : la gratuité[106] », car, se moquant de la rationalité de l'*homo œconomicus*, les internautes ne se vendent pas entre eux leurs fichiers mais se les donnent. Nous soutenons l'idée que, s'il en fallait une preuve supplémentaire, ce comportement de don, prenant le pas sur celui de l'individualisme vanté par la théorie néoclassique, atteste l'irréductibilité définitive de la valeur d'usage et de la valeur d'échange : la valeur d'échange tend vers zéro alors que la valeur d'usage estimée par chacun des participants à cette nouvelle « donne » est *très grande*, sans d'ailleurs qu'il soit possible d'en donner une mesure, puisque par définition elle échappe à la quantification.

Tout comme la connaissance, les biens issus des techniques modernes permettant leur numérisation deviennent tendanciellement non exclusifs et non rivaux, et donc potentiellement des biens publics/collectifs/communs. Giraud en tire deux conclusions. La première est que le mode d'exploitation privé des œuvres de création qui se situent en amont des biens numériques aboutit à une concentration effrénée des gains par le biais de rentes gigantesques, n'ayant rien à voir avec les coûts de la recherche ni, de façon plus générale, avec les coûts de production. Il s'ensuit que le financement public de la recherche et de la création se révèle plus efficace socialement que son abandon aux mains des intérêts privés. La seconde conclusion tirée par l'auteur renvoie à la thèse de Marx qui voyait dans les rapports sociaux capitalistes, et notamment dans les rapports de propriété, un obstacle au développement des forces productives. En s'arc-boutant sur la défense de la propriété intellectuelle, voire en l'étendant, le capitalisme donnerait raison à Marx. Et Giraud plaide pour que cette contrainte soit en quelque sorte desserrée, de telle sorte que le capitalisme

---

[104] Nous proposerons dans le chapitre 9 une typologie permettant de définir ces trois catégories.

[105] Voir Harribey J.-M., « Le savoir, c'est capital », *Politis*, n° 784, 15 janvier 2004, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/savoir-capital.pdf.

[106] Giraud P.-N., « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité », *Le Monde*, 6 mai 2004.

puisse une nouvelle fois surmonter sa crise et démentir le pronostic de Marx, raillé comme toujours. Mais le problème vient du fait que la contradiction à laquelle se heurte le capitalisme n'est pas banale : il s'agit ni plus ni moins du fondement même du rapport social capitaliste, à savoir le droit de propriété. Ou bien le capitalisme laisse échapper ce qui fait déjà et fera encore davantage à l'avenir le cœur des forces productives, la connaissance, et il détruit immédiatement son potentiel d'accumulation, ou bien il se l'approprie et il se condamne à terme à en voir le dépérissement. La contradiction est donc inédite et il est assez mal venu d'ironiser sur les prédictions de Marx. Nul ne sait dans quelle mesure et dans quel sens sera dépassée cette contradiction. Sans doute, l'issue dépendra-t-elle davantage des rapports de force dans la société que de l'évolution technique proprement dite.

Au terme de ce chapitre et de la deuxième partie de cet ouvrage, nous avons mis en évidence trois points fondamentaux : 1) l'incapacité de la théorie économique néoclassique à penser la richesse en dehors du cadre marchand et à penser la valeur elle-même, à la fois pour des raisons d'ordre logique et de cohérence interne, et aussi pour des raisons d'ordre épistémologique, les lois économiques étant considérées comme naturelles et s'exerçant à travers la rationalité des individus hors de tout contexte social ; 2) le caractère idéologique de tous les efforts tentés pour faire de la nature la source de la valeur économique afin de mieux voiler l'instrumentalisation qui en est faite et la marchandisation dont elle est l'objet ; 3) l'erreur consistant à considérer la tendance inhérente à la loi de la valeur (évolution de la valeur en sens inverse de celle de la productivité du travail) comme une invalidation de cette loi alors qu'elle en est la stricte application. Ces deux derniers points découlent très largement du premier, puisque richesse et valeur y sont confondues, et valeur d'usage et valeur d'échange réduites l'une à l'autre.

Devant tous ces échecs, il faut entreprendre de reconstruire un ensemble théorique susceptible de prendre en compte la dynamique des transformations imposées par le capitalisme et les obstacles que celui-ci rencontre pour étendre toujours davantage le champ de l'accumulation. La richesse déborde la valeur, la monnaie en tant qu'institution sociale dépasse le cadre de la marchandise, et, au-delà de la sphère des biens privés, s'ouvre un espace pour les biens publics/collectifs/communs.

Troisième partie

Redéfinir la richesse et la valeur

« Par la majesté de leur forme et la hardiesse de leur profil dessiné en plein ciel, par la ceinture de nuées qui s'enroule à leurs flancs, par les variations incessantes de l'ombre et de la lumière qui se produisent dans les ravins et sur les contreforts, les montagnes deviennent pour ainsi dire des êtres doués de vie, et c'est afin de surprendre le secret de leur existence qu'on cherche à les conquérir. […] La nature sauvage est si belle : est-il donc nécessaire que l'homme, en s'en emparant, procède géométriquement à l'exploitation de chaque nouveau domaine conquis et marque sa prise de possession par des constructions vulgaires et des limites de propriétés tirées au cordeau ? S'il en était ainsi, les harmonieux contrastes qui sont une des beautés de la terre feraient bientôt place à une désolante uniformité, car la société, qui s'accroît chaque année d'au moins une dizaine de millions d'hommes, et qui dispose par la science et l'industrie d'une force croissant dans de prodigieuses proportions, marche rapidement à la conquête de toute la surface planétaire ; le jour est proche où il ne restera plus une seule région des continents qui n'ait été visitée par le pionnier civilisé, et tôt ou tard le travail humain se sera exercé sur tous les points du globe. »

Élisée Reclus, « Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes », *Revue des deux mondes*, n° 63, 15 mai 1866, p. 352-381, reproduit dans *Écologie et politique*, n° 5, hiver 1993, p. 154-174, http://classiques.uqac.ca/classiques/reclus_elisee/sentiment_nature_soc_modernes/sentiment_nature.html.

Dans les deux premières parties de cet ouvrage il s'agissait de montrer que la ligne de partage entre les différentes conceptions de la richesse et de la valeur était le fait de considérer ou non la théorie candidate à l'analyse de la richesse et de la valeur comme une théorie des rapports sociaux. En dépit de certaines approximations ou incertitudes, c'est ce qui fait la force des intuitions de l'économie politique classique, et surtout celle des concepts élaborés par Marx, par rapport aux incohérences des diverses variantes de la théorie néoclassique et à son caractère apologétique de l'ordre social construit par le capitalisme, qui tend à confondre tout l'espace social avec celui du marché.

Nous le savons depuis la parution du *Capital* en 1867, le développement du capital financier s'auto-engendrant repose sur une fiction. Non seulement le capital ne peut se valoriser que par le biais du travail productif de valeur, c'est-à-dire par l'extorsion de plus-value. Mais la financiarisation du capitalisme, dont la période actuelle pousse à l'extrême la tendance, dégénère en crises financières récurrentes parce que la sortie d'une bulle n'est possible que par l'entrée dans la suivante.

La valeur du capital est fictive parce que les marchés financiers ne font qu'enregistrer la montée du *goodwill*, qui elle-même est rendue possible par un recours massif à l'endettement, permis par un système bancaire aussi laxiste vis-à-vis de l'utilisation de l'effet de levier qu'il est chiche vis-à-vis de l'activité économique qui serait utile socialement.

Toutefois, cette situation peut donner lieu à des interprétations ambiguës, voire contestables. Ainsi André Gorz écrit-il : « La valorisation du capital repose de plus en plus sur des artifices, de moins en moins sur la production et la vente de marchandises. La richesse produite a de moins en moins la forme valeur, la forme marchandise ; elle est de moins en moins mesurable en terme de valeur d'échange, en terme de PIB.[1] » Si cette idée est juste, pourquoi les bulles finissent-elles toujours par éclater ? Donc, la valorisation du capital pris dans sa totalité ne peut reposer que sur la production réelle de marchandises, celles-ci étant matérielles ou immatérielles comme les services, c'est-à-dire ne peut reposer que sur l'exploitation du travail. C'est une illusion, relevant du fétichisme, que de croire à la déconnexion de la sphère financière par rapport à la sphère réelle. Déconnexion que l'on trouve théorisée aussi bien chez certains penseurs critiques radicaux du capitalisme contemporain que chez certains sociaux-libéraux qui ont poussé la thèse des prophéties auto-réalisatrices jusqu'au point où celles-ci pourraient s'étendre à l'infini. Or, si rien ne monte jusqu'à l'infini, c'est bien parce que la financiarisation, loin de signifier une capacité du capital de s'auto-valoriser, n'est jamais que la redistribution de la valeur réelle dans l'espace des capitaux, les bulles en étant la forme paroxysmique.

Il s'agit donc maintenant de proposer, dans cette troisième partie, une synthèse permettant d'incorporer à la théorie des rapports sociaux, communément appelée « loi de la valeur » à la suite de Marx, les concepts nécessaires pour accomplir le passage d'une critique de l'économie politique à une critique de l'économie politique et écologique. Cet objectif nécessite de franchir trois étapes. La première sera d'intégrer la valeur et la monnaie dans un ensemble cohérent et d'articuler celui-ci avec les espaces du marché et du hors marché. Dans un deuxième temps, nous examinerons les tentatives de construction des « nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être » qui sont devenus aujourd'hui un domaine de recherche à la fois très balisé et très idéologique. La dernière étape consistera à élaborer un corpus capable de théoriser l'au-delà de la valeur marchande. L'enjeu n'est pas seulement théorique, il est politique dans la mesure où la crise du capitalisme est globale, avec deux dimensions imbriquées l'une dans l'autre : sociale et écologique.

[1] Gorz A., « Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme », *Entropia*, n° 2, « Décroissance et travail », printemps 2007, reproduit dans *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008, p. 112-113.

Chapitre 7

Le travail, la valeur, la monnaie, le marché et la crise

> *« Son raisonnement était qu'une action vaut d'abord son prix d'émission, ensuite l'intérêt qu'elle peut rapporter, et qui dépend de la prospérité de la maison, du succès des entreprises. Il y a donc une valeur maximum qu'elle ne doit raisonnablement pas dépasser ; et, dès qu'elle la dépasse, par suite de l'engouement du public, la hausse est factice, la sagesse est de se mettre à la baisse, avec la certitude qu'elle se produira. »*
> Émile Zola, *L'argent*, 1891, Paris, Gallimard, Folio, 1980, p. 341.

À la fin du chapitre 3, pour clore provisoirement le débat sur la loi de la valeur, nous avions annoncé l'approfondissement de la question de la monnaie, monnaie dans laquelle la valeur est obligatoirement exprimée. Cela signifiait que, pour rompre définitivement avec la première version de la théorie de la valeur-travail, celle de Ricardo qui s'entend en heures de travail concret, il était impératif d'intégrer dans un même corpus théorique la monnaie, le travail social et les modes de validation de celui-ci, dont le marché est, dans le capitalisme, le principal, mais pas le seul.[1]

Dans ce chapitre, nous verrons d'abord en quoi le réexamen de la monnaie peut servir à la réexposition du problème de la valeur. Ensuite, il faudra préciser que l'expression de la valeur sous forme impérativement monétaire exprime toujours une quantité de travail social. Alors il sera possible de voir dans quelles conditions l'usage du marché peut être envisagé dans un processus de transformation sociale et écologique.

1. La nature sociale de la monnaie

Au début de ce livre, nous écrivions que les économistes classiques, essentiellement Smith et Ricardo, avaient eu le mérite de rejeter l'idée mercantiliste selon laquelle la richesse était constituée des métaux précieux, mais qu'ils avaient eu le tort de croire qu'ils pouvaient se dispenser d'intégrer la monnaie à la compréhension de l'« économie réelle ». La « monnaie-voile » fut l'une des pires, sinon la pire, des erreurs de la future mal nommée « science économique », malgré les efforts de Marx et de Keynes pour l'éradiquer. Il faudra attendre la fin du XXe siècle pour que la théorie de la monnaie connaisse un renouveau important. Mais, on va le voir, ce n'est pas sans ambiguïtés.

1) La monnaie versus *la valeur ?*

La monnaie ne peut pas être comprise si elle est réduite à son aspect purement économique. Elle n'existe pas non plus seulement dans un cadre capitaliste. Elle est une institution sociale qui dépasse ce cadre. Et, depuis une trentaine d'années, Michel Aglietta et André Orléan, ensemble ou séparément, puis d'autres chercheurs, ont développé une

[1] Nous verrons dans le chapitre 9 le second mode de validation du travail social qu'est la décision politique collective d'organiser des services non marchands.

conception originale et féconde de la monnaie. Selon eux, la monnaie est une institution sociale précédant les échanges, fondée sur une double validation : la confiance partagée par ses utilisateurs et la légitimation politique conférée par la souveraineté qui l'impose. Elle n'est pas, comme le croient les libéraux, une conséquence de la multiplication des échanges, le troc devenant trop mal commode. En effet, acceptée par tous, la monnaie est à la fois expression du désir de richesse et lien social. Nous adhérons pleinement à l'idée de départ des deux économistes cités plus haut dans l'ouvrage référencé ci-dessous : « L'analyse que ce livre cherche à développer part de l'hypothèse qu'il n'est d'économie marchande que monétaire. Nous voulons dire par là que tout rapport marchand, même dans sa forme la plus élémentaire, suppose l'existence préalable de monnaie. Ou bien encore, d'une manière plus concise et plus directe, le rapport marchand est toujours un rapport monétaire.[2] » Les auteurs font de cette hypothèse l'axe de leur programme de recherche dont l'ambition n'est pas moins que de « refonder l'économie[3] » en tant que champ disciplinaire. Il y a fort à faire au moment où tous les dogmes enseignés et assenés connaissent un échec cuisant, à la hauteur de la gravité de la crise systémique du capitalisme mondial, dont on peut dire qu'elle doit largement à l'application systématique desdits dogmes, notamment celui qui décrit le modèle concurrentiel comme spontanément efficient et stabilisateur. À la racine de cet échec, explique Orléan, il y a une erreur à la base même de la compréhension de l'économie : toutes les théories de la valeur sont erronées, aussi bien celle qui pense la valeur en termes de travail que celle qui la pense en termes d'utilité. Celles-ci, en apparence opposées, partagent, selon Orléan, une même conception substantialiste qui ferait dépendre la valeur des qualités propres aux objets échangés, le travail d'un côté ou l'utilité de l'autre. Sa thèse est que « la valeur marchande n'est pas une substance […] qui préexiste aux échanges. Il faut plutôt la considérer comme une création *sui generis* des rapports marchands, par laquelle la sphère économique accède à une existence séparée, indépendante des autres activités sociales.[4] » Comment repenser alors la valeur ? En considérant que « l'élection » d'une monnaie est l'acte fondateur de l'ordre social marchand. « La monnaie est l'institution première des économies marchandes. *La monnaie fonde l'économie marchande*.[5] » Inutile alors de chercher un fondement ou un indicateur de mesure dans le travail comme Marx, ou dans l'utilité et la rareté comme Walras, car « *il n'y a d'expression de la valeur que monétaire*[6] ».

Si l'on suit ces auteurs, l'alternative théorique à la valeur « substance » doit donc être construite à partir de l'hypothèse mimétique qui postule que les individus élisent un bien comme monnaie parce qu'ils savent que tous, ou une majorité d'entre eux, feront le même choix. Il en résulte que la monnaie est la valeur par excellence, puisqu'elle est par définition parfaitement liquide, dès lors qu'elle est acceptée. La confiance accordée à la monnaie élue est donc la conséquence d'un processus de relations sociales qui interdit de voir les individus agir et s'exprimer au nom d'une rationalité personnelle construite hors de l'environnement social. Cette hypothèse est, selon Orléan, particulièrement vérifiée en ce qui concerne la valeur des actifs financiers, totalement détachée de toute valeur objective dite fondamentale, et qui, en revanche, est le résultat des comportements mimétiques, dans lesquels le phénomène des prophéties auto-réalisatrices joue à plein.

Notre objectif est d'examiner si une conception renouvelée de la monnaie autour de l'idée qu'elle est une institution sociale « instituante », et non pas qui résulte des échanges,

---

[2] Aglietta M., Orléan A., *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob, 2002, p. 35. Nous ne développons pas ici le point suivant : tout rapport marchand est monétaire, mais la réciproque n'est pas vraie, car ce qui est monétaire n'est pas forcément marchand. Donc il existe un espace pour le développement d'une espace non marchand dans la société, aspect que nous étudierons dans le chapitre 9.
[3] Orléan A., *L'empire de la valeur, op. cit.*
[4] *Ibid.*, p. 12.
[5] *Ibid.*, p. 148.
[6] *Ibid.*, p. 29.

implique obligatoirement le rejet de toute théorie de la valeur. Cette question est d'autant plus importante qu'elle a quelque rapport avec celle de la définition de la richesse. C'est sans doute aussi l'opinion d'Orléan qui écrit :

> « On nommera "richesse", ces biens hypothétiques qui font l'objet d'un désir généralisé de la part des acteurs. […] Cette analyse se prête volontiers à l'interprétation spinoziste avancée par Frédéric Lordon. Car si le conatus est "l'intérêt à effectuer ses puissances et à les augmenter" comme l'écrit cet auteur, alors, dans l'ordre marchand, il a précisément pour finalité l'appropriation de la richesse. Dans la richesse, c'est l'accès à la généralité qui est recherché par les producteurs-échangistes aux fins d'accroître leur puissance d'être. Il s'ensuit que la lutte des conatus marchands est d'abord une lutte pour la richesse.[7] »

La généralité du désir de richesse, née « des contraintes sociales marchandes » s'exprime donc par l'« élection » de la monnaie au rang de richesse universellement reconnue. Dès lors, la conclusion d'Orléan est qu'il ne peut y avoir pour cette richesse qu'une définition « autoréférentielle ».

Mais, si la monnaie, richesse par excellence, est définie de manière purement autoréférentielle, comment se fait-il qu'elle ne puisse être créée à l'infini et qu'une création excessive dégénère souvent en crise ? Cette question invite à réfléchir, d'une part au fait que la monnaie n'est « richesse par excellence » qu'en face de toutes les autres richesses, et d'autre part à l'impossibilité pour la monnaie de n'être le résultat que d'un processus d'autorégulation.

Le choix d'un bien comme monnaie résulte-t-il seulement d'une imitation des individus entre eux ? La monnaie est élue équivalent universel parce qu'elle est garantie par la puissance publique, et elle n'est richesse par excellence, elle n'a de valeur que si, parallèlement, un travail productif est effectué. Autrement dit, comme la monnaie est un droit à valoir sur la production, il faut considérer que notre économie n'est pas une économie monétaire mais une économie monétaire de production, ainsi que l'ont exprimé avec des mots différents Marx et Keynes. En abandonnant toute théorie de la valeur fondée sur le travail, on ne peut voir dans les excès de la finance qu'un phénomène uniquement autoréférentiel qui s'entretiendrait de lui-même sans aucun lien avec ce qui se déroule dans la production. Cette croyance empêche de voir la crise globale actuelle comme une crise de l'ordre social imposé par le capital dont la suraccumulation est une tendance revenant régulièrement. Et, au sujet des retraites, beaucoup croyaient que la finance était capable de transférer dans le temps des richesses réelles (voir l'encadré « La valeur et les retraites »). Or, la finance est seulement capable de transférer dans le temps la propriété des richesses, si celles-ci sont produites et si, bien sûr, elles ne sont pas fictives.[8] On pourrait dire que cette dernière remarque relève du simple bon sens, mais elle traduit une idée complexe et subtile de Marx qui met en relation dialectique les surplus-surtravail (on est au niveau de la *substance*) et le type de rapports sociaux qui permet à une classe de s'en emparer sous la *forme* valeur.

---

[7] Orléan A., 2006, « Monnaie, séparation marchande et rapport salarial », *op. cit.*, p. 10-11.

[8] Si Orléan a raison de penser que sa position s'écarte de celle de Marx, il n'est pas certain qu'elle ne s'écarte pas en même temps de celle de Keynes – dont pourtant les conventionnalistes se réclament –, qui, bien que très réservé à l'égard de Marx et des classiques, n'oubliait pas le travail derrière les conventions et le mimétisme. Voir la citation de Keynes tirée de sa *Théorie générale*, *op. cit.*, p. 223, que nous avons donnée dans le chapitre 4.

La valeur et les retraites

À l'époque de Marx, les salariés n'avaient pas encore conquis le droit à la retraite. Avec un aplomb inimitable, les porte-parole des compagnies d'assurance et des fonds de pension exercent une pression énorme pour que les gouvernements substituent des systèmes de retraites par capitalisation aux systèmes par répartition, au motif suivant : « Le passage complet à un régime financé par capitalisation résout, en principe, toutes les questions de motivation et la plupart des questions de répartition. Il résout aussi celles relatives à l'épargne, à l'équité entre les générations et à la formation de marchés de capitaux, auxquelles la réforme axée sur le financement par répartition ne peut répondre.[9] »

La déconfiture totale des fonds de pension ayant englouti l'épargne de leurs souscripteurs dans la frénésie financière de ces dernières années est la réponse criante à la stérilité intrinsèque du capital hors de sa mise en œuvre par la force de travail. En même temps, elle est révélatrice de l'imaginaire bourgeois fantasmant sur l'impossible émancipation du capital par rapport au travail. Plus crûment, elle est aussi l'expression de la revendication cynique de la captation de la valeur : « La population à forte épargne des pays développés et vieillissants subirait une baisse de rentabilité de sa richesse financière si elle devait investir exclusivement dans des droits de propriété sur le capital interne. Cependant, l'intégration mondiale des marchés de capitaux lui permet d'investir dans les droits de propriété sur le capital productif des zones où la population active est en forte croissance. […] Les épargnants des zones riches seront donc mieux rémunérés qu'ils ne le seraient en autarcie.[10] »

Orléan explique que « l'erreur des théoriciens de la valeur a été de confondre deux questions indépendantes[11] » :

> « Notre cadre théorique distingue deux questions : (1) s'interroger sur les conditions qui font qu'un objet capte le désir unanime du groupe pour la liquidité ; (2) une fois la monnaie produite, s'interroger sur les rapports de force qui se nouent dans l'échange entre les acheteurs et les vendeurs. Ces deux questions sont nettement distinctes : elles appellent des outils conceptuels de nature différente. La première, la plus fondamentale, porte sur la monnaie en tant qu'elle s'impose objectivement aux producteurs-échangistes par le biais des quantités de monnaie acquises dans l'échange. Puis, une fois la question monétaire résolue, il reste à comprendre, pour chaque marchandise, comment se détermine son prix, ce qui suppose un cadre d'analyse différent qui examine la position relative des acheteurs et des vendeurs ainsi que le degré de concurrence existant entre eux. Autrement dit, la première question établit l'existence de la forme prix alors que la seconde cherche à expliciter le niveau des prix.[12] »

À notre sens, le problème logique vient du fait qu'on ne peut poser la monnaie comme valeur par excellence parce qu'elle est absolument liquide et convoitée comme telle, puis, au sein même de la première question à résoudre donnée par Orléan, déduire la valeur des marchandises des quantités de monnaie obtenues dans l'échange de ces marchandises. Orléan réintroduit ainsi la seconde question dans la première, qu'il venait de séparer. Et on comprend bien la difficulté : il s'agirait de dire simultanément ce qui rend les marchandises

---

[9] Holzmann R., « L'approche de la Banque mondiale quant à la réforme des pensions », *Revue internationale de sécurité sociale*, janvier-mars 2000, vol. 53, n° 1, p. 23.

[10] Aglietta M., Château J., Fayolle J., Le Cacheux J., Touze V., Julliard M., « L'avenir de nos retraites face à la globalisation financière : une exploration du modèle INGENUE », *La Lettre du CPII*, n° 200, avril 2001, *in Problèmes économiques*, n° 2722, 18 juillet 2001, http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/3-hs.pdf.

[11] Orléan A., *L'empire de la valeur*, *op. cit.*, p. 170.

[12] *Ibid.*, p. 169-170.

échangeables et à quel taux. D'où la nécessité de distinguer le *fait monétaire*, notamment le choix (l'élection) de tel bien comme monnaie, qui résulte de l'unanimité et de la validation politique, et la *hauteur* à laquelle les porteurs de marchandises sur le marché vont tenter de s'approprier la monnaie-richesse. Et Orléan ne fait pas mieux, au contraire, que Marx qui, dans le premier chapitre du *Capital*, nous promène longuement dans les méandres des diverses formes de la valeur. Mais il ne faut pas prendre ces diverses formes comme un déroulé historique qu'elles auraient parcouru, ce sont simplement les étapes d'un raisonnement abstrait pour saisir l'essence du mode marchand et celui du mode capitaliste et, plus tard, dans la suite du *Capital*, pour comprendre la différence entre *M-A-M'* et *A-M-A'*. Ainsi, la forme de la valeur dite simple par Marx (20 mètres de toile = un habit) n'est pas une illustration du troc, comme le croit, semble-t-il, Orléan. Elle est une étape de l'abstraction qui est de même nature que celle qu'adopte Orléan lorsqu'il veut expliquer la nécessité logique de la monnaie :

> « Ce que nous nous efforçons de comprendre est comment, au sein même des économies marchandes, les désirs de liquidité évoluent jusqu'à converger sur un objet unique, la monnaie. Pour ce faire, nous nous livrerons à l'expérience suivante : considérer une économie marchande développée et lui enlever sa monnaie. Nous chercherons alors à démontrer qu'au sein d'une telle économie, privée de monnaie, s'engendreront spontanément certaines forces sociales conduisant à la résurgence de cette dernière. Toute notre analyse vise à caractériser ces forces ainsi que les processus par lesquels elles produisent l'ordre monétaire. Cette démarche peut sembler paradoxale par le fait qu'on commence par y postuler l'existence de rapports marchands sans monnaie, alors même que tout notre effort théorique vise à établir qu'une telle configuration sociale ne peut pas exister.[13] »

On ne peut non plus se contenter de la formule : « Derrière les prix, il n'y a pas de "valeur" cachée, mais simplement le désir unanime de monnaie.[14] » Un prix n'est pas abstrait, il est l'expression monétaire d'une quantité concrète de l'objet du désir. Pour le dire plus prosaïquement, ce serait un tour de passe-passe que de dire 1) la valeur se mesure par le prix, et 2) ces deux questions sont indépendantes. De même, la formule « l'échange marchand apparaît comme le lieu véritable de constitution de la valeur[15] » mériterait-elle d'être amendée : l'échange marchand est le lieu de *constitution de la représentation de la valeur*, ce qui est différent, sauf à considérer que les rapports sociaux ne sont que des représentations, c'est-à-dire fétichisés.

Sans aucun doute profondément attaché à comprendre la crise actuelle du capitalisme, Orléan réintroduit lui-même l'idée qu'il y a des bornes aux phénomènes autoréférentiels : « La thèse que nous défendrons est que cette crise a pour origine la primauté accordée à la finance de marché. Plus précisément, la cause des désordres se trouve dans l'instabilité propre aux marchés financiers, à savoir leur incapacité à faire en sorte que les évolutions de prix soient maintenues dans des limites raisonnables, à la hausse comme à la baisse.[16] » Que sont ces limites raisonnables, sinon quelques références fondamentales données, par exemple, par le système productif ?

Allant plus loin, dans un autre article théorique publié dans un rapport du Conseil d'analyse économique, Orléan distingue trois modèles de détermination des valeurs financières : le modèle de l'efficience informationnelle, le modèle de la rationalité stratégique, qui tous les deux « adhèrent à l'idée d'une valeur fondamentale objectivement définissable ex

---

[13] *Ibid.*, p. 156.
[14] Orléan A., « Monnaie, séparation marchande et rapport salarial », *op. cit.*, p. 15.
[15] Orléan A., *L'empire de la valeur*, *op. cit.*, p. 115.
[16] Orléan A., « De l'euphorie à la panique : penser la crise financière », CEPREMAP, Paris, Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'ENS, 2009, p. 14, http://www.cepremap.ens.fr/depot/opus/OPUS16.pdf.

ante[17] », et le modèle de la convention financière définie de manière autoréférentielle. Il propose alors une interprétation des crises :

> « En résumé, l'analyse autoréférentielle voit dans le marché boursier une source autonome de crises et de difficultés dans la mesure ou rien dans son fonctionnement n'assure que les évaluations produites soient conformes aux nécessités de l'économie productive, a fortiori, du bonheur collectif. Cette déconnexion, inscrite dans le fonctionnement même de la liquidité, est une source de difficultés.[18] »

Là se fixe une question redoutable : puisque c'est de l'opinion majoritaire que sort toujours la convention financière, comment se fait-il que, une fois installée sur une trajectoire (haussière par exemple), la croyance majoritaire se retourne ? Pourquoi la hausse n'est-elle pas infinie ? La non-réponse à cette question empêche de comprendre véritablement la crise. Considérer une déconnexion radicale et définitive avec l'activité productive et les rapports sociaux qui s'y nouent revient à nier toute force de rappel au réel lorsque le gonflement de la bulle devient outrancier.

Nous sommes donc revenus au point de départ : est-il aussi illégitime que le pensent certains théoriciens institutionnalistes de la monnaie de concevoir une théorie de la valeur en tant qu'expression des rapports sociaux ? Peut-on glisser du constat que le marché crée la liquidité à l'idée que le marché crée la valeur financière ? Notre réponse est négative tandis celle d'Orléan oscille entre deux thèses qui nous paraissent incompatibles : d'une part, celle d'un détachement vis-à-vis de toute référence à l'économie, d'autre part, celle où l'efficacité et la rentabilité du système productif restent centrales de manière sous-jacente à moyen et long terme.

> « Cependant, de quelques manières qu'on raisonne, il est clair que la question des profits reste centrale.[19] […]
>
> C'est dans cette période (1989 à 1994) que se constitue ce que j'appellerai la convention "marché émergent" dont le Mexique est l'illustration la plus parfaite. Elle désigne ces pays en voie de développement qui ont choisi de suivre une politique résolument libérale marquée par une forte expansion financière. […] Cette convention se fonde sur une analyse de long terme du capitalisme mondial. Elle fait le diagnostic que les économies émergentes ont un fort potentiel de croissance, plus élevé que celui des économies matures, que leurs besoins en investissements sont considérables et que le rendement du capital y est beaucoup plus élevé que dans les pays développés. Tous les éléments de ce diagnostic convergent pour voir dans les économies émergentes un nouvel eldorado ayant une marge de progression considérable alors que les économies développées vieillissent. On fait également valoir que l'augmentation de la part des pays émergents dans les portefeuilles financiers permet de diminuer le risque global encouru par l'investisseur.[20] […]
>
> Le cas coréen est ici exemplaire. La forte progression de l'investissement interne entre 1994 et 1996 cache une suraccumulation des facteurs de production et un affaiblissement certain de la compétitivité des *chaebols*.[21] »

---

[17] Orléan A., « Efficience, finance comportementale et convention : synthèse théorique », *in* Conseil d'analyse économique, *Les crises financières*, Paris, La Documentation française, Rapport n° 50, 2004, p. 241-270, ici p. 268.

[18] *Ibid.*, p. 267.

[19] Orléan A., *Le pouvoir de la finance*, Paris, O. Jacob, 1999, p. 148. Voir un commentaire dans Harribey J.-M., 2001, « La financiarisation du capitalisme ou la valeur captée », *in* Delaunay J.-C. (sous la dir. de), *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 67-111, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/valeur-captee.pdf.

[20] Orléan A., *Le pouvoir de la finance*, *op. cit.*, p. 152-153 ; voir aussi p. 169.

[21] *Ibid.*, p. 171.

Malgré tout, cette reconnaissance explicite de la liaison entre production et finance est perturbée par d'autres affirmations contredisant les précédentes :

> « On retrouve ici le caractère clos du monde de la finance qui détermine ce que sont les fondamentaux à partir des interprétations qu'il produit. Les valeurs fondamentales n'existent pas en elles-mêmes. Il n'y a que des interprétations.[22] »

Le point ultime du raisonnement sur l'autonomie de la finance est que non seulement les fondamentaux ne déterminent plus les valeurs financières, mais que la relation est inversée : ce sont les croyances qui vont façonner les fondamentaux, et la détermination des croyances elles-mêmes est renvoyée dans un monde éthéré. Or ce monde est un monde enchanté parce que le capital y aurait la capacité de « se[23] » valoriser tout seul : « […] si l'on doit reconnaître que le capital est la source créatrice de toute valeur, aucun capital en particulier ne possède en lui-même la capacité de l'affirmer. Son aptitude à créer de l'utilité sociale, autrement dit sa valeur sociale, seul le marché en juge.[24] » Dès lors, la finance « travaille à la reconnaissance du capital comme source ultime de la valeur et du marché comme son évaluation pertinente[25] ».

Le fait que le taux de rendement du capital, ou rentabilité financière, soit devenu une exigence *a priori* a pour conséquence de faire s'aligner la rentabilité économique sur la première, comme une sorte d'« obligation de résultat[26] » qui s'exprime vis-à-vis de l'entreprise, laquelle n'a plus d'autre choix que de se retourner contre ses salariés. Le risque est donc assumé finalement par ces derniers. La « déconnexion entre les niveaux de risque et rendement[27] » pour les détenteurs de capitaux est indéniable, mais elle ne doit pas à notre sens être assimilée à une déconnexion entre l'obtention de valeur pour eux et l'activité productive. Si Orléan a raison de dire qu'une crise financière est « un processus de destruction de la *liquidité* financière[28] », il a tort d'affirmer qu'il s'agit d'une disparition de « *richesse* financière[29] » ou bien que « entre son point le plus haut en 2007 et son point le plus bas en 2009, la moitié de la capitalisation boursière s'est volatilisée, soit une perte de 25 000 milliards de dollars. C'est assurément une destruction colossale de valeurs, l'équivalent de la moitié des richesses produites en un an sur la planète ou dix fois le produit intérieur brut de la France[30] ». Ce qui « s'évanouit[31] », lorsqu'éclate la bulle, ce n'est pas de la richesse « massivement créée par le marché[32] », ni même de la valeur, c'est le grossissement précédent du capital fictif. Et on peut avancer l'hypothèse que, au-delà des apparences ou des phénomènes purement mimétiques, la crise de l'accumulation financière ne soit que l'expression exacerbée de la difficulté à produire et à réaliser de la valeur. Dit encore autrement, il n'y a pas, sur le plan macroéconomique et à long terme, de plus-value financière sans plus-value réelle. Au vu de la crise actuelle, il nous semble d'ailleurs qu'Aglietta a

---

[22] *Ibid.*, p. 183.
[23] *Ibid.*, p. 45 et 247. L'auteur emploie toujours la forme pronominale et jamais la forme passive « est valorisé par ».
[24] *Ibid.*, p. 245-246
[25] *Ibid.*, p. 249.
[26] Baudru D., Morin F., « Gestion institutionnelle et crise financière, Une gestion spéculative du risque », *in* Conseil d'analyse économique, *Architecture financière internationale*, Rapport n° 18, 1999, p. 151-169, ici p. 159.
[27] *Ibid.*, p. 159.
[28] Orléan A., *Le pouvoir de la finance*, *op. cit.*, p. 130, souligné par nous.
[29] *Ibid.*, p. 98, souligné par nous.
[30] Orléan A., « L'argent fou exalte le théâtre des passions », *Le Monde*, 20 juillet 2012. Entendons-nous bien : il y a effectivement perte de « capitalisation boursière », mais cela ne représente aucune destruction de valeur ou de richesse, simplement destruction de capital fictif.
[31] *Ibid.*, p. 98.
[32] Orléan A., *L'empire de la valeur*, *op. cit.*, p. 302.

signifié un jugement plus nuancé que ceux qu'il professait au plus fort de l'euphorie financière : « Marx a une analyse de l'argent extraordinaire.[33] »

Ce côté « extraordinaire » tient à l'intégration du fait monétaire dans la dynamique du capital, conçu comme un rapport social. Il ouvre la voie aux recherches anthropologiques qui viendront plus tard. Ainsi, en suivant Marcel Mauss, la monnaie est un « fait social total » car elle est d'une part inséparable du triptyque *donner-recevoir-rendre*, et d'autre part elle est constitutive de la dette comme relation sociale la plus ancienne et la plus répandue des sociétés. Bruno Théret introduit, dans l'ouvrage qu'il a dirigé, de la manière suivante l'idée que la monnaie est un médiateur social :

> « En effet, dans de tels moments critiques [de crise], où les formes monétaires en place sont remises en cause, leur nature double – à la fois universelle et spécifique à chaque contexte historico-culturel – de médiation (de la totalisation) sociale, nécessaire à la reproduction de la société, se dévoile plus largement. […] La monnaie qui circule dans la chaîne des paiements est ce qui permet que les dettes soient honorées et donc relancées dans un cycle qui constitue le cœur de la reproduction sociale. En tant qu'unité de compte et moyen de paiement, elle est donc un lien social clé, un opérateur de totalisation unifiant le système des dettes et le reproduisant en dynamique. Elle représente symboliquement la société en tant que tout, mais c'est une représentation active qui participe à la construction et à la reproduction de ce tout qui ne lui préexiste pas nécessairement. Cela dit, pour saisir l'origine de la monnaie, *La monnaie souveraine* attire l'attention sur la place centrale qu'occupe dans le système des dettes la forme originaire ou primordiale qu'est la dette de vie.[34] »

Selon cette interprétation, au commencement des dettes figure donc la dette de vie qui est au fondement de la perpétuation des sociétés. L'hypothèse symbolique de la monnaie, telle que l'explique Théret, signifie que la monnaie apparaît dans les échanges cérémoniels pour payer la dette de vie : l'être humain s'est endetté auprès de la Nature ou auprès d'un ailleurs – Dieu ou les ancêtres – et les honore par des sacrifices toujours renouvelés car on ne peut jamais se libérer de cette dette. La monnaie est le substitut à ces sacrifices qui présentent le paradoxe de s'acquitter d'une dette de vie en offrant une vie. Remarquons que la perpétuation des sociétés ne doit pas s'entendre en termes biologiques, mais en termes sociaux et culturels. C'est dans ce sens que s'inscrit la monnaie, comprise comme médiateur social. Si l'on suit aussi Philippe Rospabé, la monnaie ne peut plus être pensée dans « l'espace de la catégorie du marché[35] ».

Cependant, la vision de la monnaie que vont systématiser de livre en livre Aglietta et Orléan pour rejeter toute théorie de la valeur peut être nuancée, voire critiquée parce qu'elle relève d'une conception que Jacques Sapir qualifie d'« essentialiste[36] ». Ce dernier reproche à ces auteurs d'avoir introduit pour traiter de la monnaie l'hypothèse métaphysique de René Girard[37] pour qui le caractère mimétique du désir, la canalisation de la violence, la désignation du bouc émissaire, le sacrifice et le sacré sont liés. Cette hypothèse se révèle univoque et empêche de voir la nature contradictoire de la monnaie, qui est à la fois lien

---

[33] Aglietta M., « Marx a une analyse de l'argent extraordinaire », *Le Point,* Hors-série « Grandes biographies, Marx », n° 3, 2009.

[34] Théret B., « La monnaie au prisme de ses crises d'hier et d'aujourd'hui », *in* Théret B. (dir.), *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2007, vol. I, *Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*, p. 19 et p. 21.

[35] Rospabé P., *La dette de vie, Aux origines de la monnaie*, Paris, La Découverte/MAUSS, 1995, p. 24.

[36] Les deux ouvrages de référence de cet auteur sont : Sapir J., *Les trous noirs de la science économique, Essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent,* Paris, Albin Michel, 2000 ; *Quelle économie pour le XXIe siècle ?*, Paris, Odile Jacob, 2005.

[37] Son ouvrage le plus connu est : Girard R., *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972.

social et facteur de désintégration de ce lien : la monnaie donne droit aux biens et services issus du travail social et elle est un enjeu du rapport entre les classes. Ce point rapproche sans aucun doute Keynes et Weber de Marx, mais éloigne à notre sens d'Aglietta, Orléan et Girard, car faire de la monnaie un principe premier et unique oblige à ne considérer la richesse que sous cet angle et lui seul. De la même façon que Girard réduit toutes les richesses à une richesse prenant sa source dans le sacré, Aglietta et Orléan font de la monnaie la richesse par excellence, mais est-ce vrai quelles que soient les contingences historiques et sociales ? Si c'était le cas, cela interdirait d'avoir une compréhension du caractère contradictoire de la monnaie.

D'une approche contradictoire de la monnaie, au contraire, on déduit qu'elle éteint la dette économique mais qu'elle transmet aussi les dettes sociales qui n'ont pas vocation à s'éteindre, et pas seulement dans les sociétés dites primitives. La monnaie a donc une double dimension. D'une part, elle est un bien privé, instrument d'accumulation reflétant des rapports sociaux, dès l'instant où sa possession en quantité suffisante permet l'achat de la force de travail qui transforme l'argent en capital en perpétuel accroissement. Il s'ensuit que, si « la monnaie n'est pas un bien particulier soumis à la loi de la valeur[38] », elle n'élimine pas la valeur en tant que rapport social au sein duquel la force de travail la crée[39]. Pour le dire autrement, distinguer monnaie et argent signifie que la transformation de l'argent en capital (en tant que processus historique et en tant que condition générique) suppose le rapport social d'exploitation de la force de travail.

Mais, d'autre part, la monnaie est aussi un bien public parce qu'elle est instituée par la société qui en garantit la validité sur un territoire donné, sans quoi les échanges privés ne pourraient se dérouler, et parce que, grâce à elle, une partie de la richesse peut être socialisée dans les canaux des services non marchands et de la protection sociale. La monnaie est l'*institution sociale* sans laquelle la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle également l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées. Son caractère de bien public est validé par une décision de la puissance publique et par la production de richesses réelles. Les deux critères de validation de ce bien public sont niés par la vision dominante de la monnaie, parce qu'ils révèlent le conflit de classes pour le partage de la richesse et parce qu'ils portent en eux la potentialité d'une société non marchande et solidaire. Ainsi, l'endettement public est légitime lorsqu'il s'agit de financer la production d'une richesse collective sous forme d'éducation, de santé, de recherche ou d'infrastructures publiques. Dans la société, la monnaie est un opérateur social d'homogénéisation des travaux. C'est déjà vrai au sein d'un secteur capitaliste pur, c'est encore plus vrai là où un secteur non marchand coexiste à côté du secteur capitaliste.

2) La monnaie expression ultime du désir ?

À la fin du XIXe siècle, au moment où commence à s'imposer la théorie néoclassique de la valeur-utilité, Georg Simmel (1858-1918) fournit dans sa *Philosophie de l'argent* une clé pour mettre en relation la valeur avec le désir individuel :

> « J'ai montré auparavant que cette formation de la valeur découlait d'un écart qui s'ouvrait entre le sujet jouissant et la cause de sa jouissance. Et avec les variations de cet écart – mesuré non à l'aune de la jouissance dans laquelle il disparaît, mais du

[38] Aglietta M., Cartelier J., « Ordre monétaire des économies de marché », *in* Aglietta M., Orléan A. (dir.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 128-158, ici p. 133.

[39] Sur ce point, voir Harribey J.-M., « La valeur, ni en surplomb, ni hors-sol, À propos du livre d'André Orléan, *L'empire de la valeur, Refonder l'économie* », *op. cit.* En complément de nos remarques sur la thèse d'Aglietta et Orléan, on pourra lire la critique faite par Sapir J., *Quelle économie pour le XXIe siècle ?*, *op. cit*.

> désir qui se développe en lui et qu'il cherche à surmonter – surgissent alors des différences d'accentuation axiologique, séparables en subjectives et objectives. Au moins pour ces objets sur l'estimation desquels repose l'économie, la valeur est le corrélat du désir – comme le monde de l'être est ma représentation, celui de la valeur est mon désir ; mais en dépit de la nécessité logico-physique voulant que toute pulsion désirante attende d'être satisfaite par un objet, elle s'oriente dans de nombreux cas, conformément à sa structure psychologique, vers cette seule satisfaction, l'objet lui-même restant pleinement indifférent pourvu qu'il calme la pulsion.[40] »

La particularité de Simmel est d'exclure l'idée que la valeur serait inhérente aux objets ou encore l'idée qu'elle résulterait du travail qu'ils contiennent. La valeur vient du sacrifice d'un objet, de sa « mise à distance », et cela dans une réciprocité entre les deux échangistes, car « pour obtenir l'objet il faut en abandonner un autre[41] » ou bien « la valeur économique en tant que telle ne s'attache pas à un objet singulier en vertu de son être-pour-soi, mais seulement par la défense d'un autre objet donné en échange[42] ». Mais il y a deux étrangetés dans la thèse de Simmel. Il nous dit que « le sens de l'échange, c'est que la somme de valeur soit plus grande après qu'avant, et cela signifie que chacun donne à l'autre plus qu'il n'a possédé lui-même[43] ». À supposer que ce soit exact, c'est-à-dire que l'échange ne soit pas un échange d'équivalents, comment peut-on à la fois considérer que la valeur naît de l'échange et qu'il en ressort davantage qu'avant puisque la « valeur d'avant » n'existe pas ? Simmel n'évite cette contradiction que parce qu'il a considéré que même un producteur isolé, ne pratiquant aucun échange, a arbitré dans sa tête entre les diverses possibilités de production qui s'offrent à lui, en comparant les dépenses de travail nécessaires à telle ou telle option, faisant ainsi une sorte de calcul de coût d'opportunité.[44] Mais alors, Simmel est obligé de postuler une distinction entre la valeur et la valeur économique, cette dernière ne se révélant que dans l'échange. Ce qui appelle une seconde objection : Simmel semble osciller entre une conception substantialiste tenant aux objets eux-mêmes et une critique du fétichisme qui n'est pas sans rappeler Marx, car les relations entre les hommes sont masquées par les relations entre les choses. Dans ce cas, cette hésitation le ferait tomber sous le coup de la critique qu'Orléan adresse à Marx – tout en se référant à Simmel – puisque la relation entre les deux échangistes qui « objectiveraient leur subjectivité » n'aurait pas besoin du concours de la monnaie. On retomberait là dans une vision classique de la monnaie et on cesserait de voir celle-ci comme une institution sociale en amont des échanges.

Une autre manière d'interroger la nature sociale de la monnaie se trouve dans la lecture spinoziste qu'a proposée l'économiste Frédéric Lordon. On l'a dit, la monnaie est une institution sociale fondée sur la confiance partagée, née du fait qu'elle est désirée par tous parce que tous la désirent, et sur la légitimation politique conférée par la souveraineté qui l'impose. En ce sens, la monnaie n'est pas simplement un instrument d'échange, elle est un rapport social à part entière. Plus exactement, dit Lordon, « la monnaie [est] le nom d'un certain rapport social et […] l'argent est le nom du désir qui prend naissance sous ce rapport[45] ».

---

[40] Simmel G., *Philosophie de l'argent*, 1900, 1907, Paris, PUF, Quadrige, 1999, p. 35.
[41] *Ibid.*, p. 49.
[42] *Ibid.*, p. 63.
[43] *Ibid.*, p. 53.
[44] *Ibid.*, p. 54-55.
[45] Lordon F., *Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza*, Paris, La Fabrique, 2010, p. 27. Pour une critique de la thèse de Frédéric Lordon, voir Harribey J.-M., « Marx et Spinoza, le mariage de l'année ?, Note de lecture du livre de Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza* », *Revue de la régulation*, n° 9, 1er semestre 2011, http://regulation.revues.org/index9110.html.

Dès lors, Lordon rejoint Orléan pour dire qu'il n'y a plus besoin de théorie de la valeur, car toutes les théories de la valeur sont peu ou prou substantialistes. On comprend ainsi que la dilution des classes sociales trouve chez Lordon un substrat théorique dans la substitution de l'« exploitation passionnelle[46] » au prélèvement de la plus-value. La notion de plus-value est récusée parce qu'elle renvoie à « une théorie substantialiste de la valeur – dont la substance est ici le temps de travail abstrait[47] ». En suivant Spinoza, il écrit : « la valeur ni le sens n'appartiennent aux choses mais sont *produits* par les forces désirantes qui s'en saisissent[48] ». Et il cite le philosophe : « Nous ne nous efforçons pas vers quelque objet, nous ne le voulons pas, nous ne le poursuivons, ni ne le désirons parce qu'il est un bien, mais au contraire nous ne jugeons qu'un objet est un bien que parce que nous le voulons, le poursuivons et le désirons. (*Eth.*, III, 9, scolie)[49] ». Il s'agit donc d'inverser « le rapport de la valeur et du désir en posant, à l'exact opposé de nos appréhensions spontanées, que ce n'est pas tant la valeur, préexistante et objectivement établie, qui attire à elle le désir que le désir qui, investissant les objets, les constitue en valeur[50] ». Condillac, l'un des introducteurs avec Voltaire de Locke en France et théoricien des sensations comme source de la connaissance, n'aura plus qu'à transformer le précepte de Spinoza en aphorisme qui servira de base, non pas à l'abandon de toute théorie de la valeur, mais à la théorie néoclassique de la valeur-utilité : « Une chose n'a pas de valeur parce qu'elle coûte, comme on le suppose ; mais elle coûte parce qu'elle a une valeur.[51] » Quelle est la différence entre les sensations de Condillac et les affects de Spinoza ? S'il n'y en pas, comment Lordon évitera-t-il le mirage de la théorie néoclassique de la valeur-utilité, dont la raison d'être profonde est d'évacuer de l'analyse les conditions socio-techniques de production, et donc les rapports sociaux ? Une fois de plus, il faut reconnaître le mérite de l'économie politique, en rupture avec cette conception, d'avoir réhabilité la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, tandis que Condillac, Say et, à leur suite, ladite science économique moderne défendront mordicus que la valeur d'usage et la valeur d'échange ne font qu'un, voire les feront disparaître. Au contraire, avec la valeur réduite aux désirs, cela risque d'être difficile de marquer la frontière avec la toute nouvelle neuro-économie behaviouriste que par ailleurs Lordon fustige à juste titre.

Puisque, selon Spinoza, nous allons à l'objet du désir et qu'ainsi il devient bon à nos yeux, pourquoi y allons-nous, et puisque, selon Lordon, c'est le désir qui le fait devenir valeur, quelle est la source de ce désir qui doit s'insérer obligatoirement, nous dit Spinoza, dans une succession de causes et d'effets ? Si l'on se reporte à l'intégralité de la scolie de Spinoza que cite Lordon, on lit :

---

[46] *Ibid.*, p. 148 et suiv.
[47] *Ibid.*, p. 148.
[48] *Ibid.*, p. 90, souligné par Lordon.
[49] *Ibid.*, p. 90, 149 et 212.
[50] *Ibid.*, p. 149.
[51] Condillac É. Bonnot de, *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*, 1776, http://fr.wikisource.org/wiki/Le_Commerce_et_le_gouvernement_consid%C3%A9r%C3%A9s_relativement_l%E2%80%99un_%C3%A0_l%E2%80%99autre/Premi%C3%A8re_Partie/Section_1. Ce qu'il faut remarquer, c'est que Condillac détruit lui-même dans les deux phrases suivantes ce qu'il vient de dire : « Je dis donc que, même sur les bords d'un fleuve, l'eau a une valeur, mais la plus petite possible, parce qu'elle y est infiniment surabondante à nos besoins. Dans un lieu aride, au contraire, elle a une grande valeur ; et on l'estime en raison de l'éloignement et de la difficulté de s'en procurer. » Qu'est-ce donc que la difficulté de s'en procurer sinon le renvoi au coût de production ? La théorie de la valeur-utilité s'effondre à peine est-elle formulée. Condillac nous en administre lui-même la démonstration quelques lignes plus loin : « Quoiqu'on ne donne point d'argent pour se procurer une chose, elle coûte, si elle coûte un travail. […] D'après ces réflexions préliminaires, je dis que, lorsque je suis loin de la rivière, l'eau me coûte l'action de l'aller chercher ; action qui est un travail, puisqu'elle est faite pour me procurer une chose dont j'ai besoin ; et, lorsque je suis sur le bord de la rivière, l'eau me coûte l'action de me baisser pour en prendre ; action qui est un bien petit travail, j'en conviens : c'est moins que le premier coup de bêche. Mais aussi l'eau n'a-t-elle alors que la plus petite valeur possible. »

> « Cet effort, quand il se rapporte à l'Âme seule, est appelé *Volonté* ; mais, quand il se rapporte à la fois à l'Âme et au Corps, est appelé *Appétit* ; l'appétit n'est par là rien d'autre que l'essence même de l'homme, de la nature de laquelle suit nécessairement ce qui sert à sa conservation ; et l'homme est ainsi déterminé à le faire. De plus, il n'y a nulle différence entre l'Appétit et le Désir, sinon que le Désir se rapporte généralement aux hommes, en tant qu'ils ont conscience de leurs appétits, et peut pour cette raison, se définir ainsi : *le Désir est l'appétit avec conscience de lui-même*.[52] »

Arrivés à ce point, nous sommes inclus, selon la lecture spinoziste, dans une chaîne déterministe absolue : ce que nous estimons être libre-arbitre n'est que la manifestation de l'ignorance des causes qui nous font agir, hormis la tristesse ou la joie, qui, pour la première, nous pousse à résister ou qui, pour la seconde, nous fait agir pour la perpétuer ; dans les deux cas, notre puissance d'agir se trouve augmentée. Comment se fait-il alors que, grâce à la résistance à la tristesse – d'autant plus grande que la tristesse est grande[53] – ou grâce à la joie qui nous fait agir pour rester joyeux, nous ne soyons pas toujours joyeux, ne baignions pas en permanence dans la félicité et restions le plus souvent asservis ?

Bref, il y a là, à notre sens, un échafaudage théorique encore mal assuré. Au lieu d'inverser le rapport de la valeur et du désir, comme le propose Lordon, ne s'agirait-il pas plutôt de sortir de ce dilemme pour considérer qu'il y a deux réalités dont la rencontre va valider leur reconnaissance simultanée : d'un côté, le désir nous pousse *à vouloir la valeur*, de l'autre, *la formation de la valeur reflète les conditions socio-techniques de production de l'objet du désir*. Autrement dit, contrairement à tout l'enseignement néoclassique de l'économie, contrairement aussi à l'implicite de la thèse d'Aglietta et d'Orléan et de celle de Lordon sur la monnaie et la valeur, la théorie dite de la valeur-travail est incluse dans l'âpreté du désir, l'utilité et la rareté, que cette dernière soit réelle ou fantasmée : parce que le désir est là, l'homme va produire, mais les conditions sociales et techniques de cette production n'ont pas grand-chose à voir avec des affects préalables tristes ou joyeux. Et cela nous semble parfaitement compatible avec l'expression citée plus haut : « la valeur ni le sens n'appartiennent aux choses mais sont *produits* par les forces désirantes qui s'en saisissent ».

Une large gamme de critiques ont été émises à l'encontre de la loi de la valeur issue des classiques anglais et de Marx : rejeter toute idée de substance est leur point commun.[54] Le problème est que chassez la substance du travail, en surgit une autre en tout point semblable, chez Lordon lui-même : « Avant même la conversion du produit en argent, le patron *capitaliste* capte la même chose que n'importe quel autre patron spécifique (mandarin, croisé, chorégraphe…), l'objet princeps de capture du patron général : de l'effort, c'est-à-dire de la puissance d'agir.[55] » Mais qu'est-ce que cet effort, cette puissance d'agir, sinon la *force de travail* de Marx, convertie en travail abstrait face au capitaliste générique ?

Remarquons pour finir que le refus le plus obstiné de la théorie de la valeur vient des néoclassiques dont l'incompréhension de la monnaie est totale. On pourrait croire la chose paradoxale, ce n'est qu'une apparence. Ils fondent la valeur sur la comparaison des utilités marginales des biens à partir de l'idée que l'utilité marginale est décroissante au fur et à mesure que les désirs sont satisfaits. Mais comment appliquer cela au désir de possession de l'argent, dont on voit bien qu'il vérifierait l'axiome inverse : plus on en possède, plus on en veut ? Seul cet axiome inverse permet de saisir « l'esprit du capitalisme » et la soif inextinguible d'accumulation. Et nous prenons le mot « soif » à dessein puisque la métaphore

---

[52] Spinoza B., *Éthique*, III, IX, scolie, Paris, Flammarion-Le Monde de la philosophie, 2008, p. 260-261. Cette référence renvoie à l'édition de l'*Éthique* que nous possédons, qui n'est pas la même que celle de Lordon.
[53] *Ibid.*, III, XXXVII, p. 294.
[54] Voir ci-dessus le chapitre 3.
[55] Lordon F., *Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza*, *op. cit.*, p. 156.

de l'eau dans le désert sert de point de départ à tous les premiers auteurs marginalistes. Comme le raisonnement ne s'applique pas à la monnaie-argent, comme la métaphore de l'eau n'a pas de portée générale, et qu'elle est donc invalidée (falsifiée, dirait Popper), il ne resterait plus qu'une seule échappatoire : évacuer de l'analyse l'objet récalcitrant, qui n'entre pas dans le modèle, la monnaie. Or, Walras construit son modèle d'équilibre général en posant une première équation où il considère la monnaie comme un autre bien, et il anéantit du même coup la « valeur » de son modèle. La théorie néoclassique part du désir et postule que la consommation rapproche du point de satiété. Ce faisant, elle méconnaît totalement le désir, toujours prêt à renaître, jusqu'à la mort, tel celui de *Don Juan* pour qui la possession d'une femme crée le désir d'en posséder immédiatement une autre.

3) Un rapport social sans classes ?

Sous couvert d'une recherche d'une nouvelle théorie de la monnaie, l'abandon de la valeur et l'occultation du concept de force de travail ne sont pas anodins, car ils laissent la place à une conception de l'exploitation et, par voie de conséquence, de l'émancipation qui nous semble très fragile, pour ne pas dire évanescente. Pour construire, à côté d'une économie politique marxiste, une économie politique spinoziste à l'intérieur d'une science sociale spinoziste de façon à « combiner un structuralisme des rapports et une anthropologie des passions[56] », Lordon emprunte à Spinoza le concept de *conatus* qui désigne « l'effort par lequel "chaque chose, autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être"[57] ». Autrement dit, le conatus est l'énergie vitale, cette force désirante qui prend appui sur les passions, les affects ou les « *affections*[58]», et qui permet à l'être de se maintenir en tant qu'être agissant. Mais il existe une énigme à résoudre. Comment le capitalisme peut-il réussir à « mettre en mouvement » les salariés pour les faire adhérer à des objectifs qui manifestement ne sont pas les leurs et qui, pire, sont ceux-là mêmes qui les plongent dans la servitude ? S'agit-il de la servitude volontaire qui semble caractériser beaucoup de rapports humains, telle que l'avait indiquée La Boétie ? Non, répond Lordon : « La servitude volontaire n'existe pas. Il n'y a que la servitude passionnelle. Et elle est universelle.[59] » Cette puissance des désirs et des affects peut s'exercer selon deux modalités principales : par les affects tristes et les affects joyeux. Le premier cas est simple à comprendre : le prolétaire, aiguillé par la faim, menacé à tout moment de chômage, est contraint de se soumettre au capital. Au cours du XXe siècle, le capitalisme fordiste avait amorcé un virage : les affects tristes étaient égayés par les premiers affects joyeux que l'accès à la consommation autorisait.

Mais, désormais, le projet du capitalisme néolibéral va bien au-delà de procurer des affects joyeux « extrinsèques » comme dans le fordisme. Le néolibéralisme fonctionne sur la base d'affects joyeux « intrinsèques » qui visent à persuader le salarié qu'il va se réaliser dans son travail : réenchanter le travail pour en faire oublier la réalité le plus souvent sordide. « C'est donc l'activité *elle-même* qu'il faut reconstruire objectivement et imaginairement comme source de joie *immédiate*.[60] » Ainsi s'instaure une domination bien plus efficace et aussi plus dangereuse car elle est totalitaire, c'est-à-dire vise à posséder de l'intérieur la totalité de l'individu : « subordonner la vie et l'être *entiers* du salarié comme y prétend l'entreprise néolibérale[61] ». Le subsumer entièrement, disait Marx. Il s'agit donc d'enrôler

---

[56] *Ibid.*, p. 10.
[57] *Ibid.*, p. 17.
[58] *Ibid.*, p. 32.
[59] *Ibid.*, p. 35.
[60] *Ibid.*, p. 76.
[61] *Ibid.*, p. 107.

l'individu par ces affects joyeux, le mettre en mouvement pour que le désir de l'autre devienne sien.

Le désir de l'autre – l'autre qui me domine – le « désir-maître » qui deviendrait mien ? Encore un paradoxe à expliquer : « l'insondable mystère du désir enrôlé[62] ».

> « La plupart des occasions de joie sociale sont différentielles – posséder ce que d'autres n'auront pas – et […] les gestes mêmes de *réserver* (à soi ou à sa "classe") et d'*écarter* (les autres) sont les plus caractéristiques de la domination sociale. Avec cette particularité supplémentaire que pour être parfaitement réussie, l'opération distributive de la domination suppose non seulement de réserver certains objets de désir aux dominants mais non sans les avoir fait reconnaître comme désirables par les dominés ; *quoique sous la clause décisive* : désirable en général mais pas pour eux en particulier.[63] »

Lordon donne ainsi à voir un capitalisme capable de renaître de ses cendres après chaque crise :

> « De tous les facteurs de reconduction des rapports de dépendance salariale, l'aliénation marchande en ses affects caractéristiques est sans doute l'un des plus puissants. Quoique par cantonnement dans un registre très étroit, la prolifération des objets marchands offre au désir une démultiplication sans limite de ses points d'application. Et il faut atteindre le stade de la consommation de masse pour que l'énoncé spinoziste selon lequel "on n'imagine plus guère aucune espèce de joie qui ne soit accompagnée de l'idée de l'argent comme cause" reçoive sa pleine dimension. L'habileté suprême du capitalisme, dont l'époque fordienne sous ce rapport aura été décisive, aura donc consisté à susciter, par l'offre élargie de marchandises et la solvabilisation de la demande, ce réagencement de désir par lequel désormais "l'image [de l'argent] occupe entièrement l'esprit du vulgaire".[64] »

Cependant, malgré la subtilité de l'aliénation imposée par le néolibéralisme, il subsiste « à terme, l'espoir que, de discutable, le capitalisme finisse par entrer dans la région du dépassable[65] ». Qu'est-ce qui peut contribuer à garder cet espoir chevillé au corps des dominés ? Qu'est-ce qui peut *mettre en mouvement* des individus pour sortir de leur servitude ? Ou, pour le dire à la manière de Lordon, comment faire cesser la « colinéarité », c'est-à-dire l'alignement « du désir des enrôlés sur le désir-maître[66] » ?

Pour repenser l'émancipation, il faut redéfinir le concept d'aliénation. Traditionnellement, l'aliénation est définie par le marxisme comme la perte de soi, la dépossession de soi, à cause de la séparation du travailleur des moyens de production et du produit de son travail. Or Lordon, revisitant Spinoza, veut montrer qu'il n'existe rien à retrouver qui aurait été perdu : « Il n'y a pas pour Spinoza de puissance qui ne soit immédiatement et intégralement en acte. En d'autres termes, il n'y a pas de réserve dans l'ontologie spinoziste. Il n'y a pas de puissance inaccomplie ou ineffectuée qui se tiendrait en retrait, disponible pour être activée, et toujours le conatus est au bout de ce qu'il peut, même s'il peut très peu.[67] »

Aussi, « quel pourrait être alors le principe structurant de ce nouvel antagonisme [de classes] ?[68] » La réponse ne laisse pas de surprendre tellement elle paraît simple : « Le mécontentement, voilà la force historique affective capable de faire bifurquer le cours des

---

[62] *Ibid.*, p. 112.
[63] *Ibid.*, p. 145.
[64] *Ibid.*, p. 49.
[65] *Ibid.*, p. 13.
[66] *Ibid.*, p. 54.
[67] *Ibid.*, p. 182-183.
[68] *Ibid.*, p. 188.

choses.[69] ». L'obstacle du brouillage de classe peut être dépassé car, « au moment même où il s'efforce de sophistiquer ses méthodes pour développer le salariat content, [le capitalisme le] maltraite à des échelles et des intensités inouïes depuis des décennies[70] ». Donc « la remontée du mécontentement à partir des couches les plus dominées du salariat, où il aurait dû rester confiné, a pour effet de produire une sorte de "re-purification" de la situation de classe et de restauration de son paysage originaire. C'est alors la classe homogène, et en extension, des mécontents qui menace de se retourner contre le capitalisme – et de remettre l'histoire en marche.[71] ».

Puisque les passions sont le moteur de l'histoire, il est inutile et illusoire de penser que le communisme pourrait s'en abstraire : « autant que le capitalisme, quoique sous un tout autre mode, le communisme doit compter avec le désir et les passions, c'est-à-dire avec la "force des affects" telle qu'elle fait non la bizarrerie locale de la servitude volontaire, mais la permanence de l'universelle "servitude humaine"[72] ». Il n'y a pas de fin de l'histoire des passions, il n'y aura donc pas de fin de l'histoire. Le sujet de l'histoire dans l'eschatologie marxiste, c'est le prolétariat, l'ensemble des travailleurs maintenus par le capital sous sa coupe. Chez Lordon, le sujet est remplacé par ses affects. Et l'affect décisif pour faire advenir le changement, c'est le mécontentement, c'est-à-dire les « affects colériques[73] ». Ce mécontentement s'incarne bien sûr dans les mécontents : « La multitude capable de rassembler suffisamment de puissance pour opérer les grands renversements est la multitude des mécontents.[74] » Mais comment le prolétariat, atomisé par la division du travail, pulvérisé par ses affects tristes et joyeux qui le font courber devant toutes les oppressions, laisserait-il sa place de sujet de l'histoire aux mécontents ? De deux choses l'une : ou bien il n'y a plus de sujet de l'histoire et est-il alors besoin de convoquer les mécontents, ou bien il peut y en avoir encore un et, dans ce cas, en quoi les mécontents seraient-ils suffisamment plus mécontents que les prolétaires pour décider de faire avancer l'histoire à leur place ?

Lordon dit ne pas abandonner le concept de classes sociales mais il lui préfère celui de multitude, concept très spinozien. Mais sur quoi se fonde ce concept, a-t-il une base objective et subjective, que par ailleurs Toni Negri et Michael Hardt[75] avaient eu eux aussi de la peine à définir ? Lordon essaie : « Dans le cas présent, c'est bien du côté du capital qu'il faut chercher, non pas tant le capital comme classe antagoniste, dont un noyau dur demeure très identifiable mais dont les contours et la périphérie sont devenus flous, mais le capital comme rapport social, et finalement comme forme de la vie sociale.[76] » Le capital comme rapport social, c'est du Marx dans le texte. Mais qu'est-ce qu'un rapport social aussi fondamental que celui-là qui ne serait pas un rapport entre des classes antagonistes ? Si tout individu, maître ou esclave, capitaliste ou prolétaire, est mû par des passions de même nature dans le fond, comment expliquer que la conscience de classe soit mieux répandue chez les dominants que chez les dominés ? Le contentement des uns possède-t-il une intensité plus grande que le mécontentement des autres ?

Notre idée est que le fait d'abandonner une vision linéaire de l'histoire, comme une nécessité du développement des forces productives ou de toute autre considération prétendument objective qui installerait automatiquement les dominés dans une perspective révolutionnaire et les mettrait effectivement en action tendue vers ce but, n'implique pas une dilution du concept de classes dans une catégorie sans autre contenu que le mécontentement et

---

[69] *Ibid.*, p. 188.
[70] *Ibid.*, p. 190.
[71] *Ibid.*, p. 190.
[72] *Ibid.*, p. 195.
[73] *Ibid.*, p. 189.
[74] *Ibid.*, p. 189.
[75] Hardt M., Negri A., *Empire*, *op. cit.*
[76] *Ibid.*, p. 189-190.

avec un périmètre encore plus flou que celui d'un salariat éclaté par la division du travail. On peut très bien considérer que le jaillissement révolutionnaire peut être provoqué par le sentiment d'une injustice devenue intolérable – et dans ce cas-là l'affect constitue *la motivation de la mise en mouvement des corps* – sans pour autant ériger ce sentiment en *constituant de ces corps sans aucune existence préalable*. Sinon, le matérialisme de Spinoza serait sérieusement amoindri.

2. Le travail et la monnaie comme rapports sociaux

Parvenus à ce point de l'exposé, il nous faut considérer ensemble la nature sociale de la monnaie dans laquelle s'exprime la valeur dont la source est le travail, en tant que forme sociale et historique de l'activité humaine visant à produire et reproduire les conditions d'existence. Le processus de marchandisation, tendance de fond du capitalisme, connaît une accélération particulière dans la phase néolibérale. Cela explique le renouvellement de la réflexion autour du travail et de son abstraction inhérente aux rapports marchands. Plusieurs auteurs ont porté une critique radicale des conceptions transmises par le marxisme traditionnel, notamment ceux du groupe Krisis, Robert Kurz et Anselm Jappe.[77] Récemment, c'est le livre traduit de Moishe Postone[78] qui a nourri le débat sur ces questions regroupées souvent sous l'étiquette « critique de la valeur » (*Wertkritik* en allemand). Nous situerons notre propre réflexion par rapport à la synthèse donnée par Postone.[79]

Postone propose une réinterprétation complète de la théorie de Marx, à partir des œuvres de celui-ci qualifiées de « maturité » par l'auteur. Son objectif est donc de réfuter le « marxisme traditionnel » pour pouvoir repenser la critique radicale du capitalisme. Son point de départ est de refuser de considérer le travail comme une catégorie transhistorique mais de le prendre au contraire comme une catégorie spécifique du capitalisme et de la modernité. La théorie de Marx doit être comprise selon lui non comme « une critique du capitalisme *faite du point de vue du travail* » mais comme « une critique *du* travail sous le capitalisme[80] ». Il en résulte que « les rapports sociaux et les formes de domination qui caractérisent le capitalisme dans l'analyse de Marx restent insuffisamment compris aussi longtemps qu'ils le sont en termes de classes enracinés dans des rapports de propriété et médiatisés par le marché[81] », et que « les théories marxistes traditionnelles se focalisent sur le mode de distribution et comprennent la contradiction [du capitalisme] comme une contradiction entre la sphère de distribution et la sphère de production[82] ». Pour l'auteur, « le fait que Marx interprète le sujet historique à l'aide de la catégorie de capital indique le passage d'une théorie des rapports sociaux fondamentalement compris en termes de rapports de classes à une théorie des formes de médiation sociale exprimées par des catégories telles que valeur et capital. Cette différence est liée à la différence entre les deux formes de critique sociale […], à savoir la différence

[77] Krisis, *Manifeste contre le travail*, Paris, Lignes-Manifeste, 2002, Paris, Union générale d'éditions, 10/18, 2004 ; Kurz R., *Lire Marx, Les principaux textes de Marx pour le XXIe siècle*, Paris, La Balustrade, 2002 ; Jappe A., *Les aventures de la marchandise, Pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoël, 2003 ; « Le "côté obscur" de la valeur et du don », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Que faire, que penser de Marx aujourd'hui ? », n° 34, Paris, La Découverte, second semestre 2009, p. 96-113 ; *Crédit à mort, La décomposition du capitalisme et ses critiques*, Fécamp, Nouvelles éditions Lignes, 2011.

[78] Postone M., *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Mille et une nuits, 2009, publié aux États-Unis pour la première fois en 1993.

[79] On trouvera une critique acerbe mais tonique de ce courant dans Garnier J.P., « "Plus radical que moi, tu meurs !", À propos des critiques de la valeur », *Revue Espaces Marx*, « Marx aujourd'hui », n° 31, coordonné par Roland Delacroix et Richard Sobel, second semestre 2011-premier semestre 2012, p. 111-117.

[80] *Ibid.*, p. 19.

[81] *Ibid.*, p. 19.

[82] *Ibid.*, p. 42.

entre comprendre le capitalisme, d'un côté, comme système d'exploitation et de classe dans la société moderne et, de l'autre, comme constituant de la fabrique même de la modernité.[83] » Postone s'attache donc à revisiter l'économie politique et l'approche du marxisme considérée par lui comme traditionnelle, en passant par une critique en règle des principaux auteurs de l'école de Francfort. Il s'agit de faire une « critique de l'économie politique » et non pas une « économie politique critique »[84].

1) Une nouvelle articulation entre richesse et valeur ?

Le célèbre passage de Marx des *Grundrisse*[85] est convoqué par Postone, comme il l'est par tous les auteurs modernes qui ont tenté de reconsidérer la valeur et la richesse dans le capitalisme contemporain, et cela dans des directions totalement divergentes. Selon Marx, dans le capitalisme, valeur et richesse sont différentes. La première dépend du temps de travail, la seconde n'en dépend pas. Marx n'a effectivement jamais cessé de le répéter.[86] À s'en tenir là, Marx n'aurait d'ailleurs pas fait preuve de grande originalité, car Ricardo l'avait déjà dit en levant toutes les ambiguïtés laissées par Smith.[87] Mais Marx a exploré une voie dans laquelle s'inscrit Postone : il s'agit de la spécificité du travail, rendu abstrait par le processus de marchandisation. Il en résulte une question théorique décisive pour aborder la transition vers une société post-capitaliste : faut-il, après avoir établi la distinction entre valeur et richesse, considérer avec Postone qu'elle n'est valable que sous le capitalisme, ou, plus précisément, que « la "théorie de la valeur-travail" de Marx n'est pas une théorie du travail en général, mais une analyse de la spécificité historique de la valeur comme forme de richesse et du travail qui est censée la constituer[88] » ? Si c'était le cas, comme l'abstraction du travail ne peut prendre que la forme monétaire, cela pourrait conduire à l'assimilation entre travail, monnaie, valeur et capitalisme. Or, c'est cette assimilation qui nous paraît contestable. Essayons d'examiner la question.

2) Valeur et capitalisme

Si la valeur est spécifiée comme « forme de richesse », s'agit-il d'une forme de *la* richesse ou bien de la forme d'*une* richesse ? Dans le premier cas, on édulcorerait la différence entre les deux catégories qui était au départ posée comme irréductible, et on s'empêcherait d'exploiter théoriquement le hiatus croissant entre quantité de richesse produite pendant une unité de travail et valeur de celle-ci, du fait de l'augmentation de la productivité.[89] Il faudrait donc, en toute rigueur, parler de « valeur comme forme d'une part de la richesse », si l'on considère que la valeur ne recouvre pas toute la richesse.

---

[83] *Ibid.*, p. 120.
[84] *Ibid.*, p. 110.
[85] Voir ci-dessus dans le chapitre 6.
[86] C'est sur cette base que nous avons commencé en 1992 une critique de l'approche libérale de la « valeur de la nature » et qui est résumée dans Harribey J.-M., *L'économie économe, op. cit.*, à partir de notre thèse de doctorat « Développement soutenable et réduction du temps de travail », *op. cit*.
[87] Voir la citation de Ricardo D., *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, *op. cit.*, p. 289, que nous avons rapportée dans le chapitre 6.
[88] Postone M., *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 45-46. Nous avons commenté ce livre dans Harribey J.-M., « Ambivalence et dialectique du travail, Remarques sur le livre de Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale* », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 4, 4e trimestre 2009, p. 137-149, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/travail-postone.pdf.
[89] Nous reprendrons ce point plus loin. Pour l'instant, disons qu'il est l'objet d'une incompréhension récurrente, notamment dans certains milieux écologistes qui, adeptes de la décroissance, s'imaginent que, parce que la production diminuerait d'un point de vue physique, la valeur de celle-ci (mesurée par exemple par le PIB) suivrait automatiquement le même chemin.

La théorie de la valeur-travail n'a-t-elle de validité que dans l'économie capitaliste ? Autrement dit, les échanges marchands dans les sociétés pré-capitalistes n'avaient-ils pas une base en termes de comptabilité de travail et le dépassement du capitalisme signifiera-t-il la même absence ? Au sujet du premier point, outre le fait que, dans les sociétés précapitalistes, les échanges symboliques occupent une place très grande à côté ou à l'intérieur même des échanges économiques, il est vrai qu'il existe une différence entre l'égalisation des travaux en leur sein et celle au sein du capitalisme. Dans les sociétés pré-capitalistes, l'égalisation des travaux procède au moins autant de décisions *a priori* de la collectivité que du marché quand il existe, alors que, dans le capitalisme, elle résulte de l'échange monétaire des produits du travail sur le marché. Au sujet du second point, Postone fait fi de l'avertissement de Marx : « Après l'abolition du mode de production capitaliste, le caractère social de la production étant maintenu, la *détermination de la valeur* prévaudra en ce sens qu'il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la répartition du travail social entre les divers groupes de production et, enfin, de tenir la comptabilité de tout cela.[90] » Il n'est pas certain que Postone soit sur la même longueur d'ondes quand il écrit : « Bien que, dans ce type de société [post-capitaliste], une économie de temps reste importante, ce temps aurait probablement une simple valeur descriptive.[91] » Reconnaissons toutefois que la position de Marx peut être changeante : « Aucun type de société, dit-il, ne peut empêcher que, d'une manière ou d'une autre, le temps de travail de la société ne règle la production.[92] » Et ailleurs : « Dans la société coopérative fondée sur la propriété collective des moyens de production, les producteurs n'échangent pas du tout leurs produits ; de même, le travail incorporé dans ces produits n'apparaît pas ici *comme valeur* de ces produits, comme une qualité qu'ils possèdent ; en effet, contrairement à ce qui se passe dans la société capitaliste, où les travaux individuels ne prenaient d'existence qu'après un détour, ils existent désormais de façon immédiate, en tant que partie intégrante du travail total.[93] » À notre avis, c'est le point le moins convaincant de Marx qui renvoie à l'insuffisance de sa vision du marché, en tant que mode de coordination sociale, qui dépasse le capitalisme avec lequel il y a toujours un risque de confusion. Ce n'est pas un hasard si le statut du marché est totalement absent du livre de Postone.

L'« immense accumulation de marchandises » prend la forme de *valeur pour le capital*. Est-ce à dire qu'il n'y a point d'autre valeur que celle destinée à se transformer en capital ? Il n'y en a point, répond Postone. Que dit Marx à ce sujet ? C'est là que la discussion commence car les interprétations diffèrent. Il ne fait pas de doute que lorsque Marx dessine au début du *Capital* le modèle théorique pur du capitalisme, dans lequel tout est marchandise, la valeur est par définition exclusivement celle qui est produite par la force de travail salariée, qui est « portée » (selon le mot de Marx) par l'un des deux caractères de la marchandise (sa valeur d'usage) et qui est finalement appropriée par le capital. Cependant, l'analyse d'une

---

[90] Marx K.,, *Le Capital*, Livre III, dans *Œuvres*, *op. cit.*, tome II, p. 1457, souligné par nous. Et il faudrait aussi rappeler le célébrissime passage de la *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, *op. cit.*, p. 1420 : « Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, par suite, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail corporel ; quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie ; quand avec l'épanouissement universel des individus, les forces productives se seront accrues, et que toutes les sources de la richesse coopérative jailliront avec abondance – alors seulement on pourra s'évader une bonne fois de l'étroit horizon bourgeois, et la société pourra écrire sur ses bannières : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !" » Une grande part de Marx se trouve réunie dans ce passage, notamment son matérialisme et sa croyance au progrès des forces productives, bien peu écologiste ici, mais surtout pas une vision du travail à la Postone.

[91] Postone M., *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 556.

[92] Marx K., Lettre à Engels, citée par Rubel M., en note du *Capital,* Livre III, dans *Œuvres*, *op. cit.*, tome II, p. 1847.

[93] *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, *op. cit.*, p. 1418.

société concrète fait apparaître l'imbrication de différents types de rapports sociaux, l'un dominant et en extension, les autres mineurs ou en voie de disparition. Autrement dit, à un moment donné, une société n'est jamais un modèle pur. Une chose est de dire que « d'après Marx, la forme-marchandise et la loi de la valeur *ne se développent pleinement* que sous le capitalisme et elles en sont les déterminations essentielles[94] », autre chose est d'en conclure qu'elles *n'existent* que sous le capitalisme.

Dès lors, les caractères monétaire et marchand d'une société, qui dépassent l'existence ou la domination du capitalisme, impliquent de reposer le problème autrement : la valeur ne se réduit pas à celle produite par la force de travail salariée pour le capital. La proposition contraire est invalidée, d'abord de manière indiscutable, par l'existence de valeur produite dans le cadre d'un travail indépendant, qui, clairement, permet l'accumulation d'un petit capital entre les mains de son propriétaire. En outre, nous verrons plus loin qu'il existe une valeur, que la collectivité exprime monétairement, produite dans la sphère non marchande. Autrement dit, la catégorie de travail productif, dont Postone curieusement ne dit presque rien dans son ouvrage, doit constamment être référencée aux rapports sociaux en vigueur car il n'y a pas de travail productif en soi.

3) Le travail, catégorie anthropologique et/ou historique ?

La distinction entre procès de production capitaliste (de travail productif de capital) et procès de production en général (de travail productif en général) est permanente chez Marx et, à notre sens, elle s'oppose au refus de Postone d'attribuer au travail une quelconque dimension anthropologique. Position extrême qu'il est finalement obligé de plus ou moins abandonner pour se ranger à une vision beaucoup plus dialectique, quoique hésitante : « La possibilité que le travail social, dans une société postcapitaliste, soit plus intéressant et gratifiant ne traduit pas une utopie du travail. Elle n'est pas liée à l'idée que le travail soit centralement constitutif de toute vie sociale, elle se fonde au contraire sur la *négation* historique du rôle socialement constitutif que le travail joue sous le capitalisme.[95] » Nous disons hésitante car on peut se demander si, au sein d'une telle société débarrassée du capitalisme, le travail « plus intéressant et gratifiant » ne serait pas encore plus central dans la construction sociale des individus qu'il ne l'est sous le capitalisme où il est fondamentalement aliéné. Ainsi, Postone reconnaît que « le socialisme permettrait donc de nouveaux modes de travail et d'activité individuels, plus riches et plus satisfaisants, et une relation nouvelle du travail aux autres domaines de la vie », et que « le travail, libéré de son rôle social historiquement spécifique, [se transforme] de telle manière qu'il enrichisse les hommes au lieu de les appauvrir[96] ». Mais c'est après avoir affirmé : « Nous verrons que pour Marx le travail est effectivement socialement constituant et déterminant, mais *seulement* sous le capitalisme.[97] » En définitive, il n'y a pas de raison logique de supposer que, parce qu'il faut abolir le rôle que joue le travail sous le capitalisme, le travail ne jouerait pas un *autre* rôle sous d'autres rapport sociaux. À notre avis, là réside la principale fragilité de la thèse de Postone qui traverse tout son livre. De ce fait, il n'est pas sûr que l'on puisse affirmer que Marx avait définitivement tiré un trait sur la possibilité d'émanciper le travail tout en pensant à son abolition. Abolition du travail salarié, c'est certain ; abolition du travail, rien n'est moins sûr.

Pour réfuter ce qu'il appelle le marxisme traditionnel, Postone ne tord-il pas le bâton pour les besoins de sa thèse ? Par exemple, il cite Hilferding répondant à Böhm-Bawerk :

---

[94] Postone M., *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 198, souligné par nous.
[95] Postone M., *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 532.
[96] *Ibid.*, p. 545.
[97] *Ibid.*, p. 69.

« Marx part d'une analyse du travail comme élément constituant la société humaine et […] déterminant, en dernière analyse, le développement de la société. Ainsi saisit-il par son concept de valeur ce facteur dont la qualité et la quantité […] régissent causalement la vie sociale. » Et Postone répond : « Le "travail" est ici le fondement ontologique de la société – ce qui constitue, détermine et régit causalement la vie sociale. Si, comme le soutiennent les interprétations traditionnelles, le travail est la seule source de richesse et l'élément constituant essentiel de la vie sociale dans toutes les sociétés, alors la différence entre les diverses sociétés ne peut être fonction que des différentes manières dont cet élément régulateur domine : ou sous une forme voilée et "indirecte", ou (de préférence, aux yeux du marxisme traditionnel) sous une forme ouverte et "directe".[98] » Or, s'il est vrai qu'on peut voir dans la citation de Hilferding la tendance économiciste d'un certain marxisme traditionnel, Postone attribue à ce marxiste la confusion entre richesse et valeur, ce qui n'est pas juste.

On pourrait presque s'interroger pour savoir si Postone n'enfonce pas quelques portes ouvertes quand il réclame : « En fait, l'analyse marxienne de la marchandise et du capital – c'est-à-dire les formes quasi objectives de médiation sociale constituées par le travail sous le capitalisme – *devrait* être comprise comme une analyse des rapports sociaux fondamentaux de cette société.[99] » Quel marxiste, traditionnel ou non, n'a pas fait sienne l'idée que le capital est un rapport social ? Autrement dit, l'affirmation suivante de Postone n'a rien d'original : « La catégorie de capital se rapporte bien plutôt à un type de rapports sociaux particuliers, à une forme sociale dynamique, totalisante et contradictoire qui est constituée par le travail vivant dans sa dualité en tant qu'activité médiatisant la relation des hommes entre eux et avec la nature. [100] »

Cette dernière question n'est d'ailleurs pas étrangère à la manière dont on repose le problème du passage des « valeurs » aux prix de production, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3. Postone est muet sur ce point crucial. Or la manière dont cette controverse prit fin (du moins provisoirement) aurait pu constituer un terrain de choix pour une éventuelle remise en cause du « marxisme traditionnel ». Le salaire est-il la valeur du panier de biens de consommation nécessaires à la reconstitution de la force de travail ou bien faut-il considérer que le salaire est monétaire, faisant de celui-ci le résultat de la confrontation sociale pour le partage de la valeur ajoutée ? Ce silence et l'absence totale de la monnaie ne sont-ils pas révélateurs d'un marxisme pour le coup très traditionnel duquel Postone reste, à notre sens, pour une part prisonnier ?

4) Rapports sociaux, lutte des classes et monnaie

L'un des mérites de Postone est d'avoir systématisé le concept d'abstraction. On le sait depuis les premières pages du *Capital*, au double caractère de la marchandise (valeur d'usage et valeur) correspond le double caractère du travail (concret et abstrait). La marchandise objective le travail social et Postone l'exprime parfaitement : « Mais si la catégorie de travail humain abstrait est une détermination sociale, elle ne peut pas être une catégorie physiologique.[101] » Ou bien : « La marchandise est un produit en même temps qu'une médiation sociale. Ce n'est pas une valeur d'usage qui *a* de la valeur mais, en tant qu'objectivation matérialisée du travail concret et du travail abstrait, c'est une valeur d'usage

[98] *Ibid.*, p. 97.
[99] *Ibid.*, p. 19, souligné par nous.
[100] *Ibid.*, p. 511. Cette phrase est précédée de celle-ci sur laquelle nous reviendrons plus loin : « Nous avons vu que la conception marxienne de capital ne peut pas être comprise en termes seulement "matériels" – c'est-à-dire en termes de "facteurs de production" contrôlés par les capitalistes – ni pleinement saisie en termes de rapport social entre la classe capitaliste et la classe ouvrière structuré par la propriété privée des moyens de production et médiatisé par le marché. »
[101] *Ibid.*, p. 217.

qui *est* une valeur et qui donc a une valeur d'échange.[102] » Ou encore : « L'apparence de la marchandise comme simple bien ou produit conditionne en retour les conceptions de la valeur et du travail créateur de valeur. C'est-à-dire que la marchandise semble ne pas *être* une valeur, une médiation sociale, mais une valeur d'usage *ayant* une valeur d'échange.[103] »

C'est dans cette voie que s'étaient engagés Isaac Roubine[104] au début du XXe siècle, puis plus récemment Anselm Jappe. Le premier avait insisté sur le fait que, pour Marx, le travail était la substance de la valeur, la mesure de la valeur était le temps de travail et la valeur d'échange était la forme que prenait la valeur. Le second, qui d'ailleurs citait Postone, avait enfoncé le clou : « le travail est une réalité capitaliste[105] ». Et il affirmait sans hésiter que « la critique de l'économie politique du Marx tardif (mais aussi la *Critique du programme de Gotha*) démontre que tout changement social est vain s'il n'arrive pas à abolir l'échange marchand[106] ». L'affirmation est forte parce qu'elle situe la contradiction fondamentale du capitalisme non pas tant dans l'exploitation, et donc la lutte des classes qui s'ensuit, que dans l'opposition entre l'exigence de la valeur et la vie sociale. L'affirmation est forte mais elle ne clôt pas la discussion, comme nous allons le voir.

Quel sens peut-on attribuer à l'idée réitérée par Postone selon laquelle le marxisme traditionnel aurait statué sur la contradiction entre le mode de production capitaliste et son mode de distribution et aurait ainsi fait du mode de distribution le « noyau de la critique historique de Marx[107] » ? On peut donner entièrement raison à Postone en ceci que, si c'est le cas, on comprend aisément pourquoi une large fraction du mouvement ouvrier et de ses organes représentatifs (partis et syndicats) a longtemps pensé qu'il suffisait de supprimer la propriété privée des moyens de production et d'utiliser l'appareil de production hérité du capitalisme pour mener mécaniquement au socialisme. Mais l'échec historique du mouvement ouvrier est-il imputable à la théorie, à une théorie, quelle qu'elle soit ? Bien que l'auteur entende délibérément se situer au niveau théorique le plus élevé, son ambition politique n'est pas moindre et transparaît explicitement à plusieurs reprises. L'échec du marxisme est à ses yeux d'ordre historique et politique : c'est l'échec des constructeurs du « socialisme » du XXe siècle. Mais cet échec historique est-il dû à une conception théorique ou bien aux rapports de force qui se sont imposés dans la société : entre capital et travail, entre les mouvements représentatifs du travail, entre fractions du capital et donc entre nations expressions des unes et des autres ?

On reste dubitatif devant la manière dont Postone analyse les rapports entre les classes sociales. Pour lui, « l'analyse de Marx réfute l'idée que la lutte entre la classe capitaliste et le prolétariat soit une lutte entre la classe dominante dans la société et la classe qui porte en elle le socialisme et que, par conséquent, le socialisme entraîne l'autoréalisation du prolétariat[108] ». On peut partager avec Postone le refus de considérer que le prolétariat soit le seul sujet historique de la transformation sociale en raison de la multiplicité des formes de domination (des capitalistes sur les travailleurs, mais aussi des nations riches sur les pauvres, des hommes sur les femmes…), voire qu'il ne soit pas du tout ce sujet, mais il est totalement hors de question d'enlever à Marx cette idée.

Pourquoi Postone adopte-t-il ici cette position pour le moins surprenante ? La réponse est contenue dans ce qui suit : « Cette dernière idée est intimement liée à la compréhension traditionnelle de la contradiction fondamentale du capitalisme comme contradiction entre la production industrielle et le marché et la propriété privée. Chacune des deux grandes classes

---

[102] *Ibid.*, p. 231.
[103] *Ibid.*, p. 251.
[104] Roubine I., *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, *op. cit.*.
[105] Jappe A., *Les aventures de la marchandise, op. cit.*, p. 118.
[106] Jappe A., *Les aventures de la marchandise, op. cit.*, p. 19.
[107] Postone M., *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 23.
[108] *Ibid.*, p. 520.

du capitalisme est identifiée à l'un des termes de cette "contradiction" ; l'antagonisme entre travailleurs et capitalistes est donc vu comme l'expression sociale de la contradiction structurelle entre les forces productives et les rapports de production. Toute cette conception repose sur le concept de "travail" comme source transhistorique de la richesse sociale et élément constitutif de la vie sociale.[109] » Si l'on comprend bien, les travailleurs représentent les forces productives et les capitalistes les rapports de production, ou l'inverse, on ne sait, mais peu importe car cela n'a aucun sens. En effet, les forces productives sont constituées des moyens matériels de production et de la force de travail, et les rapports de production capitalistes sont les rapports entre travailleurs et capitalistes : on ne comprendrait pas que les rapports entre deux classes soient réduits à une seule d'entre elles.

Cet imbroglio est rendu nécessaire pour justifier la conclusion qui était d'ailleurs l'hypothèse de l'auteur : tout le marxisme entre Marx et lui s'est trompé. Or, si Postone avait raison au sujet de la contradiction entre forces productives et rapports de production, c'est à Marx lui-même qu'il faudrait s'en prendre et cela confirmerait le jugement que Castoriadis a porté[110]. Il nous semble que Castoriadis et Postone ont commis deux exagérations inverses. Le premier en accusant Marx de déterminisme économique, c'est-à-dire en lui imputant l'établissement de relations mécaniques et à sens unique, d'une part, entre état des forces productives et type de rapports sociaux, et, d'autre part, entre infrastructure et superstructures, sans tenir compte du fait que, selon les rapports de force entre les classes, se dessinent une architecture politique et une conscience de cette architecture, laquelle conscience donne des représentations collectives de légitimation ou au contraire de contestation de l'ordre social.[111] Le second en dépouillant Marx de l'une des thèses les plus chevillées à son corps, à savoir que « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes[112] ». De plus, comment concilier le célèbre « la lutte des classes est le moteur de l'histoire » avec « pour le Marx de la maturité, la lutte des classes n'est un élément moteur du développement historique du capitalisme que du fait du caractère intrinsèquement dynamique des rapports sociaux qui constituent cette société[113] »? Ou bien Postone a raison et il ne peut plus prétendre retrouver le « vrai » Marx, celui qu'il appelle mature. Ou bien il énonce un raisonnement circulaire ou, au mieux, une tautologie : comme les rapports sociaux qui constituent la société capitaliste *sont* la lutte des classes capitaliste et prolétaire, la lutte des classes explique le développement du capitalisme s'il y a lutte des classes ! Reconnaissons qu'il n'y aurait pas de tautologie si on ne définissait pas les rapports sociaux capitalistes comme la lutte entre capitalistes et prolétaires, mais si on les définissait, comme semble le faire Postone, par le travail en tant que médiateur social. Mais que serait ce travail sans son antagoniste, le capital ?

Puisque Postone souligne à juste titre l'impasse qui consisterait à utiliser sans le changer l'appareil productif capitaliste pour dépasser le capitalisme, trouve-t-on chez cet auteur la matière pour fonder un marxisme écologiste ? De manière explicite, il ne consacre à la question de l'écologie que de très brefs passages. Il souligne à juste titre que « la critique marxienne du procès d'accumulation pour l'accumulation propre au capitalisme ne concerne pas seulement la distribution, c'est-à-dire le fait que la richesse sociale ne soit pas utilisée au profit de tous[114] ». Et il poursuit : « Pour Marx, ce modèle de croissance est à double face : il entraîne l'expansion permanente des capacités productives humaines, mais cette expansion,

---

[109] *Ibid.*, p. 520.
[110] Castoriadis C., « Valeur, égalité, justice, politique, De Marx à Aristote et d'Aristote à nous », *op. cit.*
[111] Nous avons développé ce point dans « La lutte des classes hors-sol ? À propos du prétendu économisme de Marx », *op. cit*.
[112] Marx K., *Statuts de l'Association internationale des travailleurs*, 1864, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I, p. 469.
[113] Postone M., *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 475.
[114] *Ibid.*, p. 454.

liée comme elle l'est à une structure sociale dynamique aliénée, revêt une forme débridée, illimitée, accélérée, sur laquelle les hommes n'ont aucun contrôle. Indépendamment de toute considération sur les possibles limites à l'accumulation du capital, l'une des conséquences de cette dynamique particulière – qui produit de plus grandes augmentations de richesse matérielle que de survaleur –, c'est la destruction accélérée de l'environnement naturel. Selon Marx, par suite du rapport entre productivité, richesse matérielle et survaleur, l'expansion continue de la survaleur a de plus en plus de conséquences désastreuses pour la nature et pour les hommes.[115] »

On remarque que ce diagnostic de Postone n'a rien à voir avec certaines formes de critiques du productivisme situant l'origine de la crise écologique dans une nature humaine marquée par l'*hubris*, contre laquelle toute velléité de changement serait vaine[116]. Là-dessus, on peut donner entièrement raison à l'auteur. Cependant, en plusieurs endroits, l'argumentation développée est plus incertaine. Postone se livre en effet à un chassé-croisé entre une position anti-productiviste et une autre renouant avec la confiance dans le progrès technique, de nouveau implicitement paré d'une neutralité qu'on eût pensé abandonnée par l'auteur :

> « La logique de l'exposé de Marx implique que, si la base-valeur de la production était abolie, la richesse matérielle ne serait plus produite en tant que porteuse de valeur, mais qu'elle constituerait elle-même la forme sociale dominante de richesses dans un contexte de capacités productives technologiquement avancées. Étant donné l'analyse du capital que fait Marx, cela signifierait que la nature et les conséquences de la croissance économique pourraient être radicalement différentes de celles existant sous le capitalisme. La productivité accrue n'augmenterait plus la richesse sociale indirectement par la diminution du temps de travail nécessaire, ce qui engendre la croissance pour la croissance comme condition de la "santé" économique (ce qui est le cas lorsque la valeur est la forme dominante de la richesse) ; elle aboutirait au contraire directement à une richesse sociale accrue. Dans un tel contexte, il n'y aurait plus de fossé entre la quantité de richesse matérielle produite et la quantité de richesse sociale. À un niveau systémique, cela ne permettrait pas seulement de mettre fin à la pauvreté (en termes de "richesse" au sens capitaliste) au sein même de l'abondance apparente (la masse de biens produits), cela permettrait aussi une forme de croissance économique qui ne serait pas nécessairement diamétralement opposée aux intérêts écologiques durables de l'humanité.[117] »

Tour à tour, l'auteur invoque « l'abolition de la nécessité de toujours augmenter la productivité » et le maintien d'« un haut niveau de productivité »[118]. Postone analyse de manière correcte la relation entre productivité du travail, valeur et richesse, à savoir que productivité du travail et valeur évoluent en sens inverse, et que, pour un temps de travail donné, la richesse sociale (en termes de valeurs d'usage) s'accroît avec la productivité[119]. Il situe très bien la contradiction du capitalisme contemporain, qui économise du travail pour produire la richesse mais ne peut se passer du travail pour le processus de valorisation[120]. Mais l'analyse se fragilise de nouveau avec la projection dans le futur du salaire et le

---

[115] *Ibid.*, p. 457-458.
[116] Voir notre critique de cette posture dans « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, février 2007, p. 142-149, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-besset.pdf ; et « Du côté de la décroissance : questions encore non résolues », *Cahiers marxistes*, n° 238, octobre-novembre 2008, p. 175-195, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-cheynet-latouche.pdf.
[117] Postone M., *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 530.
[118] *Ibid.*, p. 531.
[119] *Ibid.*, p. 457.
[120] *Ibid.*, p. 501-503.

plaidoyer en faveur du revenu garanti, en raison d'un argument que l'on trouve aussi chez Gorz mais qui, à notre avis, est incohérent :

> « Dès lors que la capacité productive socialement générale du travail concret devient plus grande que la somme des travaux individuels, une disjonction croissante apparaît entre le temps de travail consommé et les biens matériels produits. Considéré du point de vue de la richesse matérielle, le système des salaires devient une forme de la distribution socialement générale et n'apparaît que comme rémunération pour la dépense de temps de travail. Il n'est plus une base dans la production de richesse matérielle ; sa conservation systémique est fonction de la seule valeur. Étant donné qu'il n'existe plus de relation nécessaire entre le temps de travail consommé et la richesse matérielle, l'abolition de la valeur permettrait aussi dans ces conditions le développement d'un autre mode de distribution sociale – un mode où l'acquisition des moyens de consommation ne dépendrait plus "objectivement" de la dépense de temps de travail.[121] »

Premièrement, dire qu'il n'y a plus de relation entre le temps de travail et la production de la marchandise confond absence de relation et proportion déclinante. En d'autres termes, c'est confondre augmentation de la productivité du travail et disparition de la relation inverse entre productivité et valeur, ou encore c'est prendre la diminution de la valeur en fonction de la hausse de la productivité pour une disparition de la loi de la valeur alors qu'elle en est la stricte confirmation. On retrouve le point évoqué plus haut.

Deuxièmement, arguer d'une supériorité de la capacité productive collective par rapport à la somme des travaux individuels ou bien situe l'acte productif en dehors du travail, comme le font les théoriciens du cognitivisme, ou bien fait l'impasse sur le concept de travailleur collectif de Marx en renouant avec une idée de Proudhon qui expliquait que des travailleurs ne peuvent individuellement soulever une lourde charge mais y parviennent en unissant leurs forces.

Troisièmement, la distribution de revenus (par définition monétaires) est équivalente à la production de la valeur réalisée (par définition monétaire). Donc, vouloir un mode de répartition des revenus où le salaire ne correspondrait plus à « la valeur du temps de travail dépensé » mais au « volume produit »[122] comporte deux risques : d'une part revenir à une conception pré-marxienne du salaire comme équivalent de la valeur produite par le travail, d'autre part ignorer que toute société voulant investir devra s'assurer d'un surplus social au-delà des biens de consommation. Enfin, le versement d'un revenu d'existence ne pourra provenir que d'une part du revenu global engendré par le travail social. Il ne viendra pas d'un ailleurs, ni ne sera prélevé sur un stock accumulé, car tout revenu est un flux courant. C'est en ce sens que le dépassement du salariat, pour ce qui concerne le mode de répartition qui lui est lié, ne viendra pas de la distribution de revenus dont on se demande bien où et par qui ils seraient engendrés, mais viendra surtout de la diminution du temps de travail soumis à une logique d'accumulation et de la réduction de l'inégalité de salaires et de revenus.

3. Du travail à la monnaie, au marché et à la crise

À la conception du marché auto-organisateur correspond la figure de l'*homo œconomicus*, rationnel et utilitariste, qui lui même renvoie à une vision de la monnaie dont le fondement serait individualiste. L'usage le plus fréquent qui est fait de l'œuvre d'Adam Smith est que le marché serait en mesure d'assurer toutes les tâches de coordination entre les

---

[121] *Ibid.*, p. 534-535.
[122] *Ibid.*, p. 535, note 1.

individus composant une société. Ainsi sont évacuées toutes les théories du contrat social élaborées aux XVIIe et XVIIIe siècles par Thomas Hobbes, John Locke et Jean-Jacques Rousseau. Ces ébauches étaient certes disparates et imprécises mais elles cherchaient toutes à établir sur quelles bases étaient fondées les relations entre l'individu d'un côté et l'État, le droit et la politique de l'autre. Pour Hobbes, l'homme sort de son état de nature où il s'entre-déchire avec ses semblables (« l'homme est un loup pour l'homme ») en établissant par la raison un contrat qui donne pouvoir à l'État d'assurer la paix civile : ce dessaisissement entre les mains du pouvoir politique équivaut à un renoncement au droit naturel mais dont le gain est la sécurité. Locke inverse le schéma : l'état de nature est un havre de paix où règnent la liberté et l'égalité naturelles, et, pour garantir leur pérennité, les hommes concluent un pacte social en confiant à un corps le pouvoir suprême législatif pour protéger les droits naturels au premier rang desquels figure le droit de propriété. Rousseau tente une synthèse entre les deux pôles précédents : la sécurité de Hobbes et la liberté de Locke. Le contrat social instituant le pouvoir d'État, expression de la volonté générale, doit garantir les plus grandes sécurité et liberté possibles que l'on trouverait dans une situation hypothétique dite naturelle qui n'a pourtant jamais existé. La réalité est que les rapports humains se dégradent dès lors qu'ils sont plus empreints d'utilitarisme que de sympathie. Il en résulte une tendance à l'accroissement des inégalités contre laquelle la loi permet de lutter. Ainsi, Rousseau ébauche une rupture avec l'idée selon laquelle la société ne serait qu'une somme d'individus : le contrat social n'est pas passé entre des individus mais entre ceux-ci et le corps social dans son ensemble. Il suppose donc que ce dernier a une existence ne se réduisant pas à celle des individus. Cela aurait pu être une source féconde de la légitimation du politique. C'est d'ailleurs cette voie qu'exploreront de nouveau à la fin du XXe siècle Jürgen Habermas et John Rawls, l'un pour construire autour de la discussion une communauté politique, l'autre pour fonder une société juste à partir d'un contrat social conclu sous « voile d'ignorance » de leur condition sociale par des individus rationnels. Mais l'aggravation des contradictions sociales et écologiques du capitalisme ont conduit les classes dominantes dans une fuite en avant potentiellement destructrice du contrat social.

1) L'effondrement d'une fiction

Par une succession de régressions théoriques ultérieures, le schéma élaboré par Smith, plus proche de celui de Locke que de ceux de Hobbes et de Rousseau, aboutit à l'*homo œconomicus*. Celui-ci exclut *a priori* le politique, c'est-à-dire la délibération collective, que ce soit sur l'*agora* ou sous la forme de la palabre, et *in fine* il exclut la démocratie. Et cela pour deux raisons. Parce que le marché où se fait le commerce est considéré comme autosuffisant : ainsi, sont ignorées toutes les productions orientées vers la réciprocité comme le don ou vers la redistribution par le biais de la collectivité. Et, comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, parce qu'il est logiquement impossible de déduire une décision collective de la collecte des décisions individuelles.

La croyance en l'existence de lois naturelles qui gouverneraient les sociétés humaines est en phase avec celle de la rationalité de l'*homo œconomicus*. Ainsi peut se propager la « fiction[123] » du marché comme régulateur total de la société et de son corollaire, l'inutilité du politique, et la neutralité de la monnaie.

Mais peut-on imaginer un instant que nos ancêtres aient pu domestiquer le feu, puis inventer l'agriculture, *individuellement*, par un savant calcul d'optimisation d'*homo œconomicus* ? De telles conquêtes ou maîtrises ne peuvent se penser sans une organisation collective élaborée. Qui peut croire que le bien-être résulte automatiquement de la liberté totale de circuler des capitaux permettant au marché de répartir équitablement les ressources,

[123] Selon Polanyi K., *La grande transformation*, *op. cit.*

les emplois et les revenus ? Personne. Mais certains ont intérêt à le laisser croire. En faisant du marché un concept abstrait, jailli de la seule rencontre de deux contractants hors de tout environnement social, on le naturalise, on l'intemporalise, on l'universalise, c'est-à-dire on en fait un modèle global, en dehors duquel il n'y a point de salut, et on éternise la valorisation du capital obtenue par la vente sur ce marché du produit du travail, censé répondre aux besoins de l'insatiable *homo œconomicus*. La globalisation du capital trouve ici la légitimation sans laquelle aucune forme de domination et d'aliénation n'est tenable durablement. Cette légitimation agit avec la puissance d'une violence symbolique qui lamine tout autre entendement du monde et tout autre projet. La gratuité, la production de valeurs d'usage sans nécessairement de valeur d'échange, c'est-à-dire un véritable développement humain, sont impensables dans l'idéologie de l'*homo œconomicus*. Cette idéologie rejette dans l'inexistant, dans l'illégitime, dans l'irrationnel, ce qui relève de la construction collective. Toute forme de solidarité devient inutile, voire nuisible à l'efficacité. L'*homo œconomicus* réduit l'humain à un seul aspect. Il le rabougrit. Il lui borne son horizon. Il le fige. Il lui boucle son histoire. Il en prépare la fin. La fin de l'histoire théorisée par Francis Fukuyama[124] n'est que le masque de la volonté d'assurer l'infinitude du capital.

Que reste-t-il de cette fiction grandiose mais puérile ? Cela peut paraître paradoxal mais il faut revenir à une intuition féconde de Smith pour le cerner. Le marché révèle et vérifie un processus qui lui est antérieur : celui de la production et des rapports sociaux qui s'y nouent. Le marché valide le travail socialement nécessaire à la production, c'est-à-dire la valeur engendrée par la force de travail. La loi de la valeur esquissée par les classiques et achevée par Marx est l'expression de ce cheminement qui va du travail aux prix monétaires en passant par la redistribution, dans l'espace des capitaux, de la plus-value sociale, par le biais des prix de production autour desquels oscillent en tendance les prix de marché en fonction des rapports de force dans la société et des représentations obéissant avec plus ou moins de prégnance à des processus mimétiques. La théorie de Marx, faisant du travail la seule source, sur le plan macro-socio-économique, de la valeur nouvelle est confirmée par la crise actuelle : la finance connaît un collapsus parce qu'elle a imposé un type de rapports sociaux qui ne pouvait qu'aboutir à une difficulté croissante de bouclage macro-économique.

Une fois abandonnée la fiction de l'autonomie des individus, que la théorie néo-classique réduit à une collection de Robinson Crusoé isolés chacun sur son île, une construction théorique est possible. Derrière le marché, il y a des institutions, des conventions, des règles, en un mot une « organisation[125] ». Derrière les marchandises, il y a des rapports sociaux dissimulés par le fétichisme de la marchandise.

2) Le marché après le capitalisme ?

Les leçons tirées de l'histoire du XXe siècle, surtout celles de ses échecs, permettent de distinguer, sur le plan théorique, capitalisme et marché[126], et d'envisager, sur le plan politique,

---

[124] Fukuyama F., « La fin de l'histoire ? », *Commentaire*, n° 47, automne 1989 ; « Nous sommes toujours à la fin de l'histoire », *Le Monde*, 18 octobre 2001.

[125] Bidet J., Duménil G., *Altermarxisme, Un autre marxisme pour un autre monde*, Paris, PUF, 2007. Sur le rapport entre marché et organisation, voir aussi Bidet J., *L'État-monde, Libéralisme, socialisme et communisme à l'échelle globale, Refondation du marxisme*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2011.

[126] Précisons que nous n'entendons pas ici marché au sens d'économie *de* marché, où terre, travail et monnaie seraient convertis en « pseudo-marchandises », comme disait Polanyi. Voir plus de détails sur notre position dans Harribey J.-M., « Le marché partout », *Alternatives économiques*, Hors-série, « L'économie de marché », n° 77, 3e trimestre 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/marche-partout.pdf ; « Questions à

le dépassement du capitalisme sans pour autant renoncer aux avantages du marché et de la monnaie. L'utilisation, dans un certain environnement politique, des mécanismes de marché pour contribuer à la régulation climatique constitue un bon cas d'école pour mettre au jour l'ambivalence du marché, à la fois instrument du capitalisme et institution dépassant ce cadre-là. Quelle utilisation des outils économiques peut-on envisager dans une perspective de transformation sociale et écologique ?

Le marché ne produit pas les normes

Contrairement à ce que croient ou feignent de croire les libéraux, le marché est fondamentalement incapable d'être le régulateur omniscient de la société. Parce que, comme l'a montré Keynes dans l'entre-deux guerres, il règne, selon son expression, une « incertitude radicale » dans la vie en société dont découle cette incapacité. À tel point que beaucoup d'économistes, même certains venus de l'orthodoxie, parlent aujourd'hui d'« incomplétude radicale du marché ». Que ce soit parce que la libre circulation des capitaux sur les marchés financiers porte en elle la crise financière, ou que ce soit parce que les externalités sont par définition inassimilables par le marché, le rapport marchand ne peut pas gérer de manière satisfaisante les questions écologiques, et même économiques, d'une société, c'est-à-dire, au sens plein de l'expression, l'ensemble des questions sociales. Dit encore autrement, le marché ne produit pas la norme sociale et encore moins celle du milieu naturel. Dans l'imagerie libérale, les vertus de la concurrence occupent une place de choix, mais elles sont une fable jouant un rôle de mythe fondateur. L'établissement de normes relève donc du politique, quitte à ce que les outils économiques du marché viennent ensuite aider à leur respect.

On rencontre, parmi les réflexions écologistes, deux attitudes relativement contradictoires. D'un côté, la notion d'internalisation est souvent refusée au motif qu'elle est née dans les cercles de pensée libéraux. Or, si nous voulons soustraire à la logique marchande la production ou la protection des biens publics/collectifs/communs, et si nous voulons intégrer dans la décision publique la prise en compte de *tous* les coûts, il s'agit d'une opération proche de celle baptisée par les libéraux « internalisation ». La vraie différence se situe d'une part dans l'ampleur et le périmètre des coûts sociaux réintégrés par le biais de taxes directes ou indirectes, et d'autre part dans la méthode choisie pour évaluer ces coûts. Le second point étant d'ailleurs largement lié au premier, car si l'on procède, comme le prônent les libéraux, à des enquêtes individuelles (dites « évaluations contingentes »), le phénomène de passager clandestin apparaît aussitôt, qui consiste pour un individu à sous-estimer la valeur qu'il accorde à tel ou tel bien public, l'environnement sain par exemple, pour laisser à d'autres le soin de le prendre en charge.

D'un autre côté, mais souvent chez les mêmes interlocuteurs, on voit louées les vertus de la taxe écologique, considérée comme alternative à l'autre mode d'internalisation inventée par les libéraux qui est l'échange de permis d'émission sur un marché. La raison de cette opposition est que la taxe ne relèverait pas d'un mécanisme de marché, au contraire de l'échange de permis, et que seule la taxe serait par essence politique, donc préférable dans une logique antilibérale. Ce point de vue part d'un malentendu qu'il convient de dissiper. L'enjeu est très important parce qu'il s'agit, dans une optique post-capitaliste, de réfléchir à l'utilisation que l'on pourra faire des outils économiques, et notamment des mécanismes de marché.

Les mécanismes de marché recouvrent les effets combinés de la flexibilité des prix et de celle des quantités produites et échangées. Sur un marché, ne se fixe pas seulement le prix ou la quantité, il se fixe les deux, sinon ce n'est pas un marché. Dans le cas d'une taxe écologique, la régulation est confiée au prix, le marché ajustant ensuite les quantités. Dans le

---

Jacques Bidet et Gérard Duménil, *Altermarxisme, Un autre marxisme pour un autre monde* », Congrès Marx international V, 3 au 6 octobre 2007, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/alter-bidet-dumfenil.pdf.

cas des permis d'émission, la régulation est assurée par la fixation de la quantité de pollution à ne pas dépasser, le marché ajustant les prix en conséquence. Mais, au-delà de cette différence, il y a plusieurs points communs entre ces méthodes.

Le premier est d'exiger un choix politique *a priori* sur la norme écologiquement et socialement souhaitable, directement pour les droits qui seront échangés, ou indirectement pour fixer le bon niveau de la taxe. Si le cours du quota « tonne de carbone » s'est effondré sur le marché mis en place par l'Union européenne en 2005, c'est parce que la quantité de quotas d'émission mise en circulation était bien trop grande. Au contraire, plus les normes pour la mise en circulation des permis seraient particulièrement sévères, moins ledit marché serait un vrai marché puisque l'un des côtés de celui-ci (la quantité) serait choisi de telle sorte que la volonté politique primerait sur toute considération marchande. Autrement dit, il est faux de croire que les normes, les taxes et les permis appartiennent à des registres radicalement différents : il n'y a pas de taxes sans normes pour définir le bon niveau de celles-ci, de façon à faire payer le prix de la pollution ; il n'y a pas non plus de permis d'émissions sans normes pour définir la quantité à ne pas dépasser. Le seul cas où la norme se différencie nettement de la taxe et du permis est celui où elle est une interdiction pure et simple. Mais, même dans ce cas, s'il y a des sanctions prévues pour violation de l'interdiction, on va retrouver l'idée d'une taxe sous forme de pénalité après avoir constaté que la quantité de pollution autorisée a été dépassée.

L'efficacité de la régulation par les prix ou de celle par les quantités dépend des normes qui encadrent l'une et l'autre. On dispose d'expériences *grandeur nature* qui l'attestent. On cite souvent celle de la réduction des émissions de dioxyde de soufre (SO_2) aux États-Unis. Sans être à vocation écologique, la politique agricole commune européenne est un exemple de régulation d'abord par les prix (le soutien des prix est une sorte d'impôt négatif et cela a provoqué la surproduction) puis, timidement, par les quantités (tout en conservant un certain soutien des prix) parce que la première ne suffisait plus.

Il existe un autre point commun entre la régulation par les prix et celle par l'échange de quotas : il s'agit de faire payer le pollueur, en apparence l'entreprise productrice, en réalité le consommateur final parce que tout coût supplémentaire est répercuté sur le prix.

Si une mise en circulation de quotas ne fournit pas de recettes comme une écotaxe, cela ne tient pas à la différence de nature entre les deux formes de régulation, mais au fait que, par exemple dans le cadre du protocole de Kyoto appliqué en Europe, les États allouent gratuitement les quotas aux entreprises qui les échangent ensuite entre elles moyennant finance.[127] Mais il suffirait que cette mise en circulation soit payante pour qu'elle s'apparente à une fiscalité. La possibilité de spéculation qu'offre un marché de permis d'émission est-elle un inconvénient que la taxe évite ? Oui, mais le risque de spéculation est inversement proportionnel à l'encadrement politique dudit marché.

Comme l'ajustement des prix et des quantités relève du même mécanisme de marché, l'important est de mettre la politique à la barre parce que le marché est incapable de déterminer une norme autre que celle de la rentabilité et une répartition autre que celle qui avantage les plus riches. Lorsque la norme souhaitée par la société a été démocratiquement décidée, il reste à orienter la répartition de manière juste. Pour cela, on peut jouer sur les prix *et aussi* sur les quantités. Mais si la fiscalité écologique se contentait d'être un supplément de prix, elle ne serait pas plus juste que des quotas finissant dans les caisses des acteurs économiques les plus riches. Elle doit être intégrée dans le cadre d'une fiscalité entièrement rénovée sur la base de la progressivité. (Voir l'encadré « La fiscalité écologique »).

---

[127] Même la Commission européenne reconnaît que la régulation par le MPEN mis en place en Europe en 2005 est un échec (voir *La Tribune*, 14 février 2008). Le principe de la vente aux enchères des permis a été décidé à partir de 2013.

La fiscalité écologique

La fiscalité écologique, ou fiscalité de l'environnement, peut être entendue en deux sens. D'une part, lorsque la fiscalité a pour assiette l'utilisation de la nature ou les dégâts occasionnés à celle-ci. D'autre part, lorsque le produit d'une fiscalité ayant une assiette quelconque est utilisé pour orienter l'activité, les investissements et la consommation, ou pour réparer des dégâts. Les deux formes peuvent être combinées pour centraliser la « quasi-rente marshallienne[128] » qui est le montant maximum que l'agent économique serait prêt à payer pour continuer à user de l'environnement autant que s'il était gratuit.[129]

Différentes formes d'organisation des droits sur l'environnement existent : interdiction d'usage, norme (interdiction atténuée), formes monétaires modérant l'usage (écotaxe pour l'usage individuel, quotas ou permis pour l'usage collectif).

La différence entre l'écotaxe et le permis de polluer négociable tient à l'attribution initiale. Si les permis sont attribués gratuitement, l'attribution se fait en fonction des droits acquis par l'habitude de polluer, et tout se passe comme si la « quasi-rente » marshallienne était attribuée au pollueur initial. Si les permis sont vendus aux enchères par l'État, le prix du permis est égal à l'écotaxe actualisée.

L'écotaxe est soit une incitation pour respecter la norme ou une amende pour en sanctionner la violation, soit le prix de la compensation des dommages causés à l'environnement. Très souvent, à l'instar du prix de l'immobilier, l'écotaxe présente ces deux aspects : prix de l'accès à la propriété de l'environnement et prix de la construction (production) de cet environnement.

La taxe, qui traduit la différence entre le coût social total et le coût privé, ne signifie pas qu'existe automatiquement une égalité d'équilibre entre les trois éléments suivants :

- le prélèvement par l'écotaxe sur la quasi-rente de pollution ;
- le coût social, en supposant qu'il soit mesurable ;
- le coût de la réparation, en supposant qu'elle soit possible.

Ces trois éléments ne seraient égalisables que si l'environnement était reproductible, si le coût social était exprimable monétairement et si l'État était le mandataire des pollués pour discuter avec les pollueurs. D'ailleurs, l'écotaxe est souvent très supérieure au coût visible de la pollution, contrairement à ce que pensa dans un premier temps William Nordhaus[130].

La première justification (par incitation) de l'écotaxe est d'améliorer la qualité de l'environnement (premier dividende), ce qui se traduit par l'augmentation du surplus collectif. Mais celui-ci est difficile à mesurer car des éléments qualitatifs, éthiques, entrent en ligne de compte, d'autant qu'il est intergénérationnel. On prélève sur les quasi-rentes pour accroître le surplus (mais on ne finance pas le surplus par la taxe). Nous sommes parvenus au point où il n'est plus possible de laisser les quasi-rentes individuelles amputer le surplus collectif. D'où la conclusion des libéraux sur les biens communaux qui auraient provoqué les crises des XIVe et XVIe siècles.

---

[128] Pour Alfred Marshall (1842-1924), la notion de rente s'applique à toute situation où la quantité de moyens de production est limitée, dont les dons de la nature, fût-ce temporairement. Marshall A., *Principes d'économie politique*, 1890, Paris, Éd. V. Giard et E. Brière, 1906, http://classiques.uqac.ca/classiques/marshall_alfred/principes_eco_pol_1/principes_eco_pol_1_1.pdf.

[129] Lipietz A., « Économie politique des écotaxes », *in* Conseil d'analyse économique, *Fiscalité de l'environnement*, Paris, La Documentation Française, Rapport n° 8, 1998, p. 9-39.

[130] Nordhaus W.D., « Economic Approaches to Greenhouse Warming », Conférence « Economic Policy Response to Global Warming », Rome, 4-6 octobre 1990, http://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=xWlR7ZrrCg4C&oi=fnd&pg=PA33&dq=Economic+approach+to+greenhouse+warming&ots=2BfwLnEBXh&sig=yzFMxatUbyBxIeAKYBLPp6KSY5Q#v=onepage&q=Economic%20approach%20to%20greenhouse%20warming&f=false.

Quels sont les effets de la fiscalité de l'environnement sur la redistribution des revenus ? Comme la satisfaction marginale diminue avec le niveau de revenu, les pauvres sont davantage lésés par une perte de quasi-rente de pollution si l'on institue une écotaxe. Mais le résultat est le même si l'on impose un règlement (les riches auront deux voitures en cas de circulation alternée ou en achèteront une neuve chaque fois que les normes deviendront plus sévères).

Mais l'argument peut être retourné : quand on peut polluer sans limites, les riches le font plus que les pauvres et il vaut mieux pour la collectivité y mettre un frein. Les pauvres ont donc plus à gagner qu'à perdre en améliorant l'environnement, à condition que cette amélioration ne soit pas immédiatement captée par une couche sociale (les riches venant s'installer dans un quartier où l'on a amélioré l'environnement parce qu'ils seront les seuls à pouvoir acheter le sol dont le prix a monté). L'écotaxe présente donc l'avantage de centraliser la quasi-rente confisquée par la collectivité qui peut ensuite la redistribuer (deuxième dividende).

Les riches polluent davantage car ils ont plus de moyens pour payer le prix de leur pollution et ils ont aussi plus de moyens pour payer le prix de la protection de l'environnement. L'injustice vient des inégalités de revenus et, à l'échelle internationale, des inégalités de développement, et non de la protection de l'environnement. Les critiques contre cette dernière s'expliquent par la remise en cause des compromis implicites autour de la détérioration de l'environnement.

Très pauvres (car ils ont tout à gagner à un environnement plus sain) et très riches (car ils peuvent tout faire) ne perdent pas grand-chose à la taxation de la pollution. Il n'en va pas de même pour les couches ou pour les pays moyens pour lesquels le prélèvement apparaîtra comme supérieur à la satisfaction marginale résultant de l'amélioration de l'environnement consécutive à la taxe. En effet, si le principe pollueur-payeur avait été appliqué depuis longtemps, les couches moyennes n'auraient pu accéder à une consommation dont le prix n'incluait pas le coût de la dégradation de l'environnement (agriculture, automobile). Mais aujourd'hui, les pollutions étant devenues considérables, le prix de la protection devient légitime, même s'il ne faut pas chercher un optimum parétien car on ne peut gagner sur tous les tableaux.

Marché et planification écologique

Puisque le marché ne peut produire de normes, la planification – donc le politique – peut avoir deux rôles. Le premier est de fixer les objectifs et les moyens pour les atteindre. Le second est de procéder à l'allocation des droits et des ressources. Ensuite, il convient de s'aider des mécanismes de marché pour inciter au changement des comportements des producteurs et des consommateurs, en sachant que, tant que la circulation des capitaux perdure, toute introduction d'un « prix » de la pollution ou de l'utilisation d'une ressource rare, sous la forme d'une écotaxe ou d'un permis d'émission non gratuit, provoque une modification des prix relatifs : les prix des produits issus des branches taxées augmentent relativement aux autres à cause de la péréquation du taux de profit. Dans une économie qui resterait capitaliste, les capitalistes chercheront à compenser le renchérissement de l'utilisation de la nature par un accroissement de la productivité qu'ils s'octroieraient, c'est-à-dire qu'ils augmenteraient le taux d'exploitation de la force de travail (voir l'annexe « Exploitation de la force de travail et taxe écologique »).

Pour que le profit avec taxe ne soit pas inférieur à ce qu'il était sans la taxe, le relèvement du taux de profit doit compenser la taxe. Au sein du capitalisme, le relèvement du taux de profit ne peut passer que par celui du taux de plus-value. L'augmentation du taux de plus-value peut être obtenue soit de manière absolue, soit de manière relative. L'augmentation de la plus-value relative peut résulter de l'augmentation de la productivité dans le secteur

fabricant les biens de consommation achetés par les salariés ou bien de l'importation à bas prix de ces biens.[131] Sauf à retomber dans les illusions de la soutenabilité faible, postulant un progrès technique éternellement capable de résoudre les problèmes écologiques, *la question écologique est avant tout une question sociale*. Ce qui signifie que la « solution » capitaliste à la crise écologique consisterait à compenser l'inertie des méthodes et techniques de production, inhérente au temps nécessaire pour renouveler les équipements dans le cadre d'un système technique différent de celui utilisé sur la base d'une énergie quasi gratuite, par une flexibilité accrue exigée de la force de travail.

La prise en compte des réalités écologiques dans une perspective de dépassement de la mondialisation du capital implique donc une coopération très forte sur le plan international, et cela sur au moins deux plans qui dessineraient une amorce de planification à l'échelle mondiale de la protection ou de la production des biens publics/collectifs/communs mondiaux :

- Les transferts de capitaux doivent être contrôlés de façon à éviter que les investisseurs jouent sur les différences sociales et fiscales entre les pays, qui subsisteront encore pendant la phase de transition.
- La fiscalité écologique n'est envisageable dans une perspective anticapitaliste que si le taux d'exploitation de la force de travail n'augmente pas. D'où l'importance de ne pas échanger moins d'impôts et de cotisations sociales finançant les services publics et la protection sociale d'un côté pour plus de taxes écologiques de l'autre. À cet égard, les propos entendus quotidiennement, de la part des politiques et économistes de tous bords ou presque, sur la prétendue nécessité de « moins taxer le travail et davantage les pollutions » sont une nouvelle occasion de constater l'inanité des conceptions dominantes de l'origine de la valeur. Disons-le nettement, au risque de provoquer l'étonnement : à vrai dire, on ne peut taxer que le travail, dans le sens qu'on ne peut taxer que le produit du travail, quel que soit le stade où on effectue le prélèvement, car il faut distinguer la source de tout prélèvement et l'assiette du calcul de celui-ci. L'important est de choisir le stade et l'assiette les plus efficaces et les plus justes.

L'imposition de taxes est préférable à la mise en place d'un marché de permis d'émission négociables pour réguler les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. La raison en est que le réchauffement climatique est dû au stock de GES accumulé dans l'atmosphère depuis deux siècles et qui varie peu à court terme[132]. De ce fait, les coûts marginaux de réduction des pollutions augmentent plus vite que les coûts marginaux des dommages, ce qui donne un avantage en termes d'efficacité aux taxes (voir l'annexe « Le choix entre les instruments économiques de gestion de la nature »). Cependant, les écotaxes ne sont pas la panacée car leur impact peut parfaitement être détourné par les mécanismes inhérents à la circulation des capitaux gouvernée par la loi de la valeur capitaliste.

La question « économique » de la soutenabilité écologique est un bon exemple de l'utilisation des outils économiques qui pourrait être faite dans une perspective de transformation sociale, une fois la loi de la valeur subordonnée à des objectifs sociaux, tout en conservant une certaine souplesse permise par le marché, lui-même soumis à la régulation publique. Mais il faut se garder de croire en l'efficacité technique de tel ou tel procédé,

---

[131] Pour une approche complémentaire montrant l'influence d'une écotaxe en fonction de l'intensité énergétique et de l'intensité capitalistique, voir Husson M., « Un capitalisme vert est-il possible ? », International seminar, « In the face of climate change, energy revolution and social transformation », International Institute for Research and Education (IIRE), Amsterdam, Feb. 23-26 2008 dans *Contretemps,* Nouvelle série, n° 1, janvier 2009, http://hussonet.free.fr/capivert.pdf.

[132] Le stock accumulé dans l'atmosphère est évalué à 760 GtC pour un flux annuel de 8 GtC.

puisque nous avons affaire à un problème éminemment politique car impliquant un choix de société, celui d'ajouter à la protection sociale un nouveau champ de protection qui concerne l'environnement de la vie humaine. Encore une fois, cette discussion renvoie aux concepts plus fondamentaux de richesse et de valeur. On tient là une raison supplémentaire d'articuler les objectifs sociaux et les objectifs écologiques.

Chapitre 8

Le débat sur la mesure de la richesse et de la valeur

« Quand les hommes ne peuvent plus changer les choses, ils changent les mots. Et en vérité, l'humanité a si peu de joies innocentes que je me ferais scrupule de lui retirer celle-là ! »
Jean Jaurès, Discours au Congrès socialiste international, Paris, 23-27 septembre 1900, dans *Congrès socialiste international : Paris, 23-27 septembre 1900,* Genève, Minkoff Reprint, 1980, p. 127.

Le renouveau des réflexions sur la richesse est en bonne part lié à la prise de conscience de l'immensité des dégâts provoqués par le capitalisme mondial qui, pour élargir la base productive de son accumulation, a besoin de pousser jusqu'à son paroxysme la marchandisation des activités humaines. Portée par les récents mouvements sociaux contre le néolibéralisme, la critique de la marchandisation du monde va alors de pair avec une reconsidération de la richesse, c'est-à-dire avec une remise en cause de ce que le capitalisme considère comme étant de la richesse légitime, celle dont il lui importe d'assurer la croissance perpétuelle. En particulier, la crise écologique, équivalant à une destruction de richesse, est pour beaucoup dans la mise à plat des indicateurs de richesse et de bien-être, par le biais desquels les conceptions traditionnelles de la richesse et du bien-être ont été revisitées et contestées.

On peut discerner toutefois plusieurs voies empruntées par les chercheurs et aussi par les réseaux militants soucieux d'inscrire leurs actions hors du cadre de la pensée dominante. Une première orientation s'est dessinée autour de la redéfinition de la richesse. Ainsi, en France, Dominique Méda[1] et Patrick Viveret[2], le second se référant à la première, ont-ils formulé une certaine critique à l'encontre des définitions de la richesse attribuées à l'économie politique classique, coupable à leurs yeux d'avoir initié une conception étroite et finalement fausse de la richesse.

Après les travaux pionniers de William Nordhaus et James Tobin[3] qui avaient proposé un « indicateur de bien-être économique durable », une deuxième orientation a vu le jour, essentiellement en Amérique du Nord, autour des propositions de Lars Osberg et Andrew Sharpe[4], de Marc et Marque-Luisa Miringoff[5], du Redefining progress[6] et du Global Footprint

---

[1] Méda D., *Qu'est-ce que la richesse ?*, *op. cit*.
[2] Viveret P., *Reconsidérer la richesse*, *op. cit.*
[3] Nordhaus W.D., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? », *The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth*, NBER, vol. 18, 1973, http://cowles.econ.yale.edu/P/cp/p03b/p0398ab.pdf.
[4] Osberg L., « The Measurement of Economic Welfare », *in* Laidler D. (coord.), *Approaches to Economic Well-Being*, vol. 26 of the research program of the Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada, (MacDonald Commission), Toronto, University of Toronto Press, 1985.
Osberg L., Sharpe A., « An Index of Economic Well-being for Canada », CSLS Conference on the State of Living Standards and Quality of Life in Canada, October 30-31 1998, Ottawa, Ontario , http://www.csls.ca) also Research Paper R-99-3E, Applied Research Branch, Human Resources Development Canada, December 1998 ; « Un indicateur du bien-être économique dans les pays de l'OCDE », Séminaire de la DARES, 15 octobre 2002, http://www.ptolemee.com/dares/SHARPE.pdf.
[5] Miringoff M. et M.-L., *The Social Health of the Nation, How America is Really Doing ?*, Oxford, Oxford University Press, 1999.
[6] Redefining Progress : créateur de l'indice de progrès véritable (*Genuine Progress Indicator*, GPI), http://www.ecologicalfootprint.org. Cobb C., Halstead T., Rowe J., *The Genuime Progress Indicator : Summary*

Network[7]. Elle s'est attachée à élaborer de nouveaux indicateurs de richesse (indice de santé sociale, indice de bien-être économique, indice de richesse économique, sociale et écologique, Genuine Progress Indicator), alternatifs ou complémentaires au PIB, prolongeant ainsi l'indice du développement humain (IDH) désormais bien connu du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui associe le PIB par habitant, l'espérance de vie et le niveau d'instruction.

Ces deux premières approches sont assez complémentaires, notamment parce que la seconde est renforcée par la première pour cerner le cadre et l'orientation théorique de la recherche. On y trouve d'ailleurs des justifications souvent communes, et aussi les mêmes ambiguïtés, sinon erreurs, du moins les mêmes sujets de débats et controverses.

On pourrait aussi ajouter que les théoriciens du capitalisme cognitif ont proposé une troisième approche qui esquisse une théorie de la richesse et de la valeur dans le cadre de la société informationnelle.[8] Selon eux, l'origine de la richesse et de la valeur est renvoyée hors de la production, dans un ailleurs situé quelque part dans un triangle formé par le virtuel de la finance, la magie féconde des réseaux de communication et tous les actes de la vie quotidienne, quand bien même ceux-ci ne seraient pas directement investis par le capital.

Mais c'est véritablement le travail de synthèse réalisé par la « Commission pour la mesure des performances économiques et du progrès social », réunie à l'initiative du président de la République française Nicolas Sarkozy en 2008-2009, présidée par Joseph Stiglitz, conseillée par Amartya Sen et coordonnée par Jean-Paul Fitoussi, qui a donné un retentissement international très important à l'étude de la mesure de la richesse et du bien-être. Cette commission a remis son rapport le 14 septembre 2009, publié dans deux volumes imposants couvrant 790 pages, titrés *Richesse des nations et bien-être des individus* et *Vers de nouveaux systèmes de mesure*.[9] Dans la foulée, le Centre d'analyse stratégique (CAS)[10], le Conseil économique, social et environnemental (CESE)[11], le Conseil d'analyse économique (CAE)[12] et l'INSEE en France, et le Conseil des experts en économie en Allemagne (GCEE, German Council of Economic Experts) ont prolongé ces travaux, tandis que la Commission européenne adressait une communication au Conseil et au Parlement européens[13] en 2009 après sa « Déclaration d'Istanbul » en 2007, que l'European Environment Agency préparait

---

of Data and Methodology, San Francisco, Refining Progress, 1995 ; Cobb C., Halstead T., Rowe J., « If the GDP is up, Why is Amercia down ? », *The Atlantic*, october 1995, http://www.theatlantic.com/past/politics/ecbig/gdp.htm ; Cobb C., Goodman G.S., Wackernagel M., « Whye Bigger isn't Better : The Genuime Progress Indicator-1999 Update », Redefining Progress, November 1999, http://users.nber.org/~rosenbla/econ302/lecture/GPI-GDP/gpi1999.pdf.

[7] Global Footprint Network : organisation non gouvernementale créée en 2003, ayant imaginé l'indicateur de l'empreinte écologique et calculé le jour de l'année du dépassement des capacités de la terre : http://www.footprintnetwork.org/fr.

[8] Voir notre chapitre 6 ci-dessus.

[9] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus*, Préface de Nicolas Sarkozy, volume I, Paris, O. Jacob, 2009 ; *Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, Préface de Nicolas Sarkozy, volume II, Paris, O. Jacob, 2009. Le rapport en français « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social » figure à http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf. Le document de synthèse en anglais (« Issues Paper ») figure à http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/Issues_paper.pdf.

[10] CAS, « Au-delà du PIB, le bonheur ? », *La Note de veille*, n° 91, février 2008, http://www.strategie.gouv.fr/content/note-de-veille-n°-91-fevrier-2008-analyse-au-dela-du-pib-le-bonheur.

[11] CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », *op. cit*.

[12] CAE, « Évaluer la performance économique, le bien-être et la soutenabilité », Rapport du Conseil d'analyse économique et du Conseil allemand des experts en économie, Conseil des ministres franco-allemand, 10 décembre 2010, http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/095.pdf.

[13] Commission européenne, « Le PIB et au-delà, Mesurer le progrès dans un monde en mutation », *Communication au Conseil et au Parlement européen*, n° COM(2009) 433 final, 20 août 2009, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0433:FIN:FR:PDF.

un système de comptabilité commun des écosystèmes[14], et que l'OCDE dotait les pays membres d'un outillage pratique pour mesurer le bien-être[15].

Dans ces nombreuses publications, on trouve un recensement de l'immense littérature consacrée aux indicateurs de richesse, à la définition du bien-être et à celle de la soutenabilité du développement. Depuis très longtemps, en effet, on connaît les limites du produit intérieur brut (PIB), indicateur additionnant toutes les valeurs ajoutées monétaires dans un pays donné en une année. Même des économistes appartenant au courant dominant, comme Pigou en 1920, avaient attiré l'attention sur les limites d'un agrégat monétaire. Par définition, en sont exclues les activités ne faisant pas l'objet d'une évaluation monétaire, comme le travail domestique ou le travail bénévole associatif. En revanche, y sont comptabilisées des activités économiques dont la contribution au bien-être est faible, voire négative, comme des productions nuisibles, destructrices, polluantes, etc. On sait aussi que, si la corrélation entre PIB et bien-être est indéniable, au-delà d'un certain seuil de PIB, l'amélioration marginale du bien-être est décroissante (voir le graphique « La corrélation entre PIB et bien-être). Une abondante littérature a été consacrée à un tel « paradoxe » dit d'Easterlin[16]. Ce qui inspire ces démarches, dont ont bien rendu compte Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice[17], c'est d'essayer de soustraire les activités « négatives » en termes de bien-être ou bien de synthétiser un ensemble d'indicateurs sociaux et environnementaux « positifs ».

Même si les insuffisances de l'indicateur du produit intérieur brut (PIB) sont connues depuis longtemps, la Commission Stiglitz a fait œuvre utile en rappelant les distinctions trop souvent passées sous silence entre des évaluations *brutes* et *nettes* de dépréciation du capital, entre *stocks* (par exemple les stocks d'équipements ou ceux des ressources naturelles) et *flux* (les flux périodiques de production qui donnent naissance aux revenus monétaires), ou bien encore entre une *moyenne* (par exemple le PIB par habitant qui ne dit rien de la répartition du PIB global) et une *médiane* (PIB par habitant médian qui partage la population en deux). Sont également passés en revue, à juste titre, les multiples facteurs qui déterminent ou influencent la qualité de la vie, le bien-être, tant du point de vue individuel que collectif : santé, éducation, activités personnelles, représentation politique, liens sociaux, environnement, insécurité, etc. La Commission Stiglitz insiste aussi sur le lien entre la richesse et la soutenabilité : « mesurer la richesse revient à mesurer la taille du gâteau à partager avec les générations successives, tandis que mesurer la soutenabilité consiste à déterminer de quelle manière ce gâteau sera partagé entre les générations ou les époques, l'objectif étant qu'aucune génération future ne soit moins bien lotie que la génération actuelle[18] ». Mais on peut déjà noter deux absences dans cette formulation : la soutenabilité implique une répartition équitable au sein de la génération actuelle et aussi un certain contenu du gâteau. Leur mise en évidence permet de mettre le doigt sur les principales failles des recherches sur les nouveaux

---

[14] European Environment Agency, « An Experimental Framework for Ecosystem Capital Accounting in Europe », Technical Report, n° 13, 2011, http://www.eea.europa.eu/publications/an-experimental-framework-for-ecosystem.

[15] OCDE, « Better Life Index », 2012, http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/2012/05 ; « Comment va la vie ? », 2012, http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr ; « Au-delà du PIB : mieux mesurer pour vivre mieux », 21 mai 2012, http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/2012/05/au-dela-du-pib-mieux-mesurer-pour-vivre-mieux.

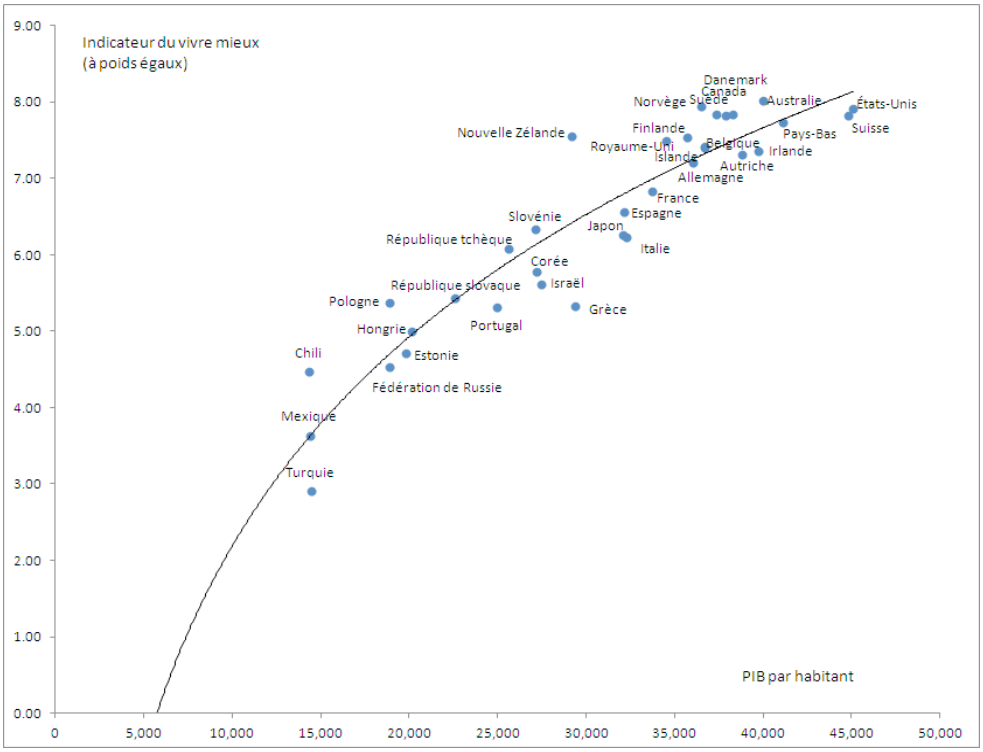
[16] Easterlin R., « Does Economic Growth Improve de Human Lot ? Some Empirical Evidence », *in* David P.A., Reder M.W. (eds), *Nations and Households in Economic Growth*, New York, Academic Press, 1974, p. 89-125. Voir notamment les travaux de Douai A., « Richesse, valeur(s) et bien-être : Réflexions théoriques et méthodologiques sur l'analyse de la relation entre croissance économique et qualité de vie », Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Bordeaux IV, 2009 ; et de Davoine L., *Économie du bonheur*, Paris, La Découverte, Repères, 2012.

[17] Gadrey J., Jany-Catrice F., *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, Repères, 2005, 2e éd. 2007.

[18] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol II, p. 345.

indicateurs de richesse. Ces failles concernent aussi bien les fondements théoriques que les propositions politiques.

Graphique : La corrélation entre PIB et bien-être



Source : OCDE, « Bien-être et PIB : un binôme indissociable », 13 juillet 2012, http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr. (Le PIB par habitant de la Norvège se limite à la partie continentale.)

La plupart des travaux, dont ceux de la Commission Stiglitz qui retiendront surtout ici notre attention compte tenu de leur caractère synthétique, tentent de rénover la mesure des performances économiques et du progrès social, mais en s'appuyant sur tous les fondamentaux hautement critiquables de la théorie économique dominante néoclassique. On peut le voir au travers de trois questions : les conceptions de la valeur et de la richesse ; les conditions du bien-être et de la qualité de la vie ; l'hypothèse de la substituabilité entre les diverses sortes de « capitaux ». Comme le mandat confié à la Commission était d'aboutir à des propositions de nouveaux indicateurs de progrès social, elle s'attelle à cette tâche, passe en revue les propositions existantes, discute de la pertinence d'indicateurs partiels composant des tableaux de bord ou bien d'indicateurs composites synthétiques. Tour à tour sont examinés le PIB vert, l'IDH, l'indice de bien-être économique, l'empreinte écologique, l'empreinte carbone, etc. Finalement, la Commission marque sa préférence, assortie toutefois de beaucoup de précautions, pour l'indicateur « épargne nette ajustée » promulgué par la Banque mondiale. La raison de ce choix tient au fait qu'il s'agit d'une « approche de la soutenabilité fondée sur les "stocks", la "richesse", les "actifs" ou le "capital" », c'est-à-dire « les ressources de toutes sortes que nous transmettons aux générations futures[19] ». C'est

[19] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol II, p. 340 ; voir aussi dans le vol. I, p. 140, 165 et 276 et dans le vol. II, p. 325 et 370.

l'approche par le capital, théorisée notamment par l'ONU, l'OCDE et Eurostat[20], qui est privilégiée.

1. Des conceptions biaisées de la valeur et de la richesse

Les conceptions de départ de la valeur et de la richesse déterminent largement les recommandations ultérieures, tant sur le plan méthodologique que sur un éventuel élargissement du PIB.

1) En confondant richesse et valeur, utilité et valeur…

La référence à la théorie dite de la « valeur-utilité » est omniprésente : « On additionne les proverbiales pommes et oranges et les autres biens produits dans l'économie en utilisant les prix du marché car ces derniers sont *censés* refléter les valorisations (marginales) que chacun fait de ces différents biens.[21] » Les auteurs du rapport de la Commission Stiglitz indiquent que cela suppose des marchés concurrentiels mais ajoutent aussitôt : « Malgré les défaillances du marché, les prix peuvent continuer à refléter les valorisations marginales des consommateurs. Les prix du marché ne seraient simplement pas les mêmes si ces défaillances étaient corrigées.[22] » On pourrait penser que la restriction précédente est prise au sérieux par la Commission : « En théorie, l'utilisation des prix du marché pour évaluer les flux et les stocks n'est pertinente que dans le cadre de marchés complets et concurrentiels, ce qui n'est de toute évidence pas le cas dans la réalité, et en particulier pour les ressources naturelles, pour lesquelles les externalités et les incertitudes sont flagrantes.[23] » Mais la condition est oubliée lorsqu'il s'agit d'évaluer « les prix des émissions de CO_2, à savoir l'estimation du coût social marginal d'une tonne de carbone supplémentaire[24] ». Or, selon la théorie néoclassique, s'il n'y a pas concurrence parfaite, le prix n'égale pas le coût marginal.

On sait que cette théorie est prise en défaut pour des raisons méthodologiques. Elle dit qu'en concurrence parfaite les individus échangent jusqu'à ce que les rapports entre les prix des marchandises égalent les rapports entre les utilités marginales de celles-ci, c'est-à-dire les suppléments d'utilité procurés par la consommation d'une unité supplémentaire de chaque bien. Les failles logiques que nous avions déjà relevées traversent cette théorie[25]. D'une part, il est impossible de mesurer l'utilité et sa variation. D'autre part, dire que les prix sont dans les mêmes rapports que les utilités marginales, c'est énoncer un résultat du processus d'échange et non une cause de celui-ci. Le raisonnement en termes de classement des préférences ne change rien à l'affaire, et les mêmes obstacles existent pour la mesure du bien-être. Pourtant, la Commission Stiglitz donne son aval aux études qui additionnent tous les bien-être présents et futurs pour aboutir à « une fonction d'utilité sociale, généralement représentée comme la somme actualisée du bien-être pour toutes les générations futures[26] ».

Le fait que l'utilité, ou autrement dit la satisfaction retirée d'un bien ou d'un service, ne se mesure pas en termes monétaires ruine, dès le départ, toute tentative de compléter le PIB en

---

[20] UNECE-OECD-Eurostat, *Measuring Sustainable Development*, Report of the Joint UNECE/OECD/Eurostat Working Group on Statistics for Sustainable Development, United Nations, New York and Geneva, 2008, http://www.oecd.org/dataoecd/30/20/41414440.pdf.
[21] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 46 ; voir aussi dans le vol. I, p. 55 et dans le col. II, p. 34, 59, 77 et 359.
[22] *Ibid.*, vol. I, p. 56, note 1.
[23] *Ibid.*, vol. II, p. 404.
[24] *Ibid.*, vol. II, p. 405.
[25] Voir ci-dessus le chapitre 4.
[26] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 305.

lui adjoignant des estimations qualitatives ramenées à un quantum de monnaie. Tous les efforts tentés pour surmonter cette impossibilité s'avèrent être des échecs, lesquels parcourent l'ensemble du rapport de la Commission Stiglitz, même si, à quelques endroits, on sent bien que les experts qui la composent ne croient pas trop à leurs hypothèses et reconnaissent la « non-comparabilité dans l'utilisation des échelles [de préférences] par divers individus[27] ».

2) … On est conduit à tout monétariser

Cela n'arrête pas la Commission qui veut absolument intégrer la « valeur des loisirs » dans le PIB, lequel pourrait ainsi augmenter de 80 %[28]. « Notre approche de la mesure des loisirs s'opère à partir de données sur l'utilisation du temps. La valeur des loisirs par heure se mesure d'après leur coût d'opportunité, c'est-à-dire le salaire perdu parce qu'une personne se livre à des loisirs plutôt qu'à un travail rémunéré.[29] » Ce qui débouche sur des conséquences cocasses : la valeur des loisirs de la population inactive est nulle ![30] Ce raisonnement est exactement celui de la théorie néoclassique standard pour expliquer le chômage, toujours volontaire, puisque le chômeur a fait un calcul mettant en balance le désagrément ou désutilité supplémentaire (marginale) d'une heure de travail et l'utilité supplémentaire du salaire horaire qui permet d'acheter biens et services.

L'idée d'inclure les loisirs, le temps libre ainsi que nombre d'activités autonomes dans le PIB remonte aux travaux de Nordhaus et Tobin, et Stiglitz, dès l'installation de sa Commission, en avait repris la formule[31], sans réussir à dépasser la contradiction propre au PIB. Par construction, celui-ci mesure la valeur monétaire, sous-ensemble borné de la richesse globale : la richesse du loisir n'est donc pas de la valeur. Un autre exemple révélateur de l'impasse théorique et méthodologique commun à la Commission Stiglitz et à la théorie néoclassique est celui du lait maternel : « L'évaluation des biens produits au foyer comporte une grave omission : la valeur du lait maternel. Celui-ci entre clairement dans le domaine de la production du système de comptabilité nationale, n'est pas quantitativement négligeable et a d'importantes implications pour la politique publique et la santé maternelle et infantile.[32] » Or le lait maternel a une valeur d'usage (richesse) mais n'a pas de valeur d'échange (monétaire).

La Commission s'inscrit donc dans le paradigme utilitariste qui domine ladite « science économique » et qui a banni tout l'héritage de l'économie politique. Cette dernière était fondée sur la distinction irréductible entre valeur d'usage et valeur d'échange, elle-même remontant à Aristote. En niant cette distinction, on aboutit à des critiques du PIB qui ne sont pas toujours suffisamment fondées, que l'on rencontre aussi bien au sein de la Commission que dans certains travaux se revendiquant de l'hétérodoxie[33]. Ainsi en est-il lorsque ces

---

[27] *Ibid.*, vol. II, p. 278.

[28] *Ibid.*, vol. I, p. 191 et vol. II, p. 43. L'évaluation des tâches ménagères correspondrait à 30 % du PIB (vol. I, p. 191 et vol. II, p. 120-121).

[29] *Ibid.*, vol. II, p. 126. Cette problématique revient sans cesse : vol. I, p. 174, 191, 221 et 286 et vol. II, p. 43, 106, 113, 114, 124, 126, 128, 143, 200, 207 et 321. Les loisirs dont il est question dans le rapport de la Commission sont autre chose que la consommation marchande de vacances aux Îles, de cinéma ou de CD-Rom, qui est déjà enregistrée dans la comptabilité nationale. Il s'agit du temps que l'on passe à lire, à faire de la musique ou l'amour, à jouer avec ses enfants ou à ne rien faire.

[30] *Ibid.*, vol. II, p. 126.

[31] Stiglitz J., « La valeur du loisir est un élément de la richesse », *Libération*, 20 mai 2008 ; pour une réponse, Harribey, J.-M., « La richesse du loisir n'est pas de la valeur », 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/loisir.pdf.

[32] *Ibid.*, vol. I, p. 98. Cet exemple est pris dans l'essai signé personnellement par Stiglitz, Sen et Fitoussi.

[33] Notamment Méda D., *Qu'est-ce que la rihesse ?*, *op. cit.*, Viveret P., *Reconsidérer la richesse*, *op. cit.* Dans un entretien avec *Alternatives économiques*, Hors-série n° 83, 4e trimestre 2009 , intitulé « Travailler mieux et moins pour vivre mieux », D. Méda semble approuver la Commission Stiglitz : « Si l'on va jusqu'au bout de la

critiques déplorent que le PIB n'intègre que les résultats quantitatifs de la production sans pouvoir *prendre en compte* la qualité de celle-ci, par exemple la qualité des services rendus : les *outputs* et pas les *outcomes*, comme le disent Gadrey et Jany-Catrice[34]. Il existe de nombreux travaux dans lesquels sont abordées les difficultés à mesurer cette qualité. Par exemple, dans son dernier livre, Florence Jany-Catrice revient sur l'idée que la productivité du travail est un concept qui serait lié à une économie industrielle. Elle écrit : « Les mesures proposées peinent à parvenir à leurs fins : capter la multi-dimensionnalité, l'hétérogénéité, et sans doute la multi-finalité d'une grande partie des activités de services, qui restent pour la plupart estimées à partir d'une vision "volumique" de leur activité, là où on attend d'elles non pas du supplément de volume mais des gains de qualité. […] Les raisonnements en volume qui naguère étaient incarnés dans les outils de mesure de la productivité industrielle (même volume produit avec un input réduit) et qui en étaient à son fondement, sont parfois caducs voire contre-performants dès lors que ce que l'on cherche (ou que l'on devrait chercher) relève davantage de gains de *qualité* des biens et des services produits et consommés.[35] » Outre le fait que cette argumentation relève encore de la critique que nous avons formulée plus haut (l'illusion de la possibilité de mesurer l'utilité et la qualité pour les intégrer aux indicateurs économiques), elle présente une contradiction de taille : d'un côté, la productivité est présentée comme un concept qui a perdu sa pertinence dans les économies tertiarisées et, de l'autre, il est constaté que les gains de productivité sont devenus plus faibles dans ce type d'économies, à cause notamment de la tertiarisation. Sont donc confondues la baisse objectivement constatée par un indicateur et la perte de précision de celui-ci. Si le thermomètre enregistre une baisse de la température, dirait-on que le thermomètre n'est plus pertinent ? Il faudrait supposer que le principe de construction de l'indicateur est en cause. Voyons donc ce qu'en dit Jany-Catrice : « Imaginons […] une aide aux devoirs le soir, après l'école, par exemple organisée dans l'enceinte de l'école primaire ou du collège. La quête de gisements de productivité peut amener le financeur à réduire le temps de cette aide de telle sorte qu'elle conduise l'aidant à réaliser lui-même le travail de l'élève pour le lendemain. Certes, les devoirs sont faits, tout comme pour la personne âgée, la toilette est réalisée. Mais si la mission consistait à accompagner l'élève dans un apprentissage personnalisé, ces gains de productivité conduisent à un échec de la mission, et le "produit" est nul.[36] » Jany-Catrice a raison sur un point très important : la mission d'éducation a échoué. L'*utilité* du *produit* est donc nulle. Mais cela n'a strictement rien à voir avec une mauvaise pertinence de l'indicateur productivité. L'utilité de ma voiture qui m'a été vendue pour « accomplir la mission » de m'aider à me déplacer est également nulle si je reste coincé dans un embouteillage, mais la mesure de la productivité du travail producteur de la voiture n'est pas en cause.

Ces regrets, exprimés par tous les « reconstructeurs » d'indicateurs de richesse et repris par la Commission Stiglitz, partent d'une bonne intention mais finissent par rejoindre implicitement la croyance dominante qui, depuis Say jusqu'à nos jours, confond richesse et valeur ou établit une identité entre valeur d'usage et valeur d'échange, et donc réduit la

---

Commission Stiglitz, on voit bien qu'il faudrait inclure dans le produit intérieur brut (PIB) le temps domestique et le temps de loisir. Un tel exercice permettrait de prendre en compte l'augmentation du niveau de vie et de satisfaction apportée par ces activités. »

[34] Gadrey J., Jany-Catrice F., *Les nouveaux indicateurs de richesse*, *op. cit.*, p. 18 et 24.

[35] Jany-Catrice F., *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, p. 70.

[36] *Ibid.*, p. 74. Ailleurs, l'auteur affirme que le ratio productivité est assez bien adapté à l'industrie de la période fordiste – alors qu'il est « inapproprié » (p. 35) dans une économie de services – parce que, dans la première, la qualité des biens était relativement stable dans le temps (p. 54). C'est sans doute vrai d'une année sur l'autre, mais souvenons-nous de la Citroën 2 CV : apparue en 1948, elle était selon ses concepteurs « quatre roues sous un parapluie » ; était-elle la même en 1990 quand elle a disparu des chaînes de production ? Ce n'était plus le même objet, pourtant vendu sous la même appelation (voir l'encadré « De quelques problèmes méthodologiques »).

première à la seconde, c'est-à-dire réduit l'espace de la richesse sociale à celui de la valeur marchande. Dès lors, conscients que la société serait insoutenable si on la réduisait à la sphère du marché, les experts de la Commission Stiglitz tentent d'échapper au piège dans lequel ils sont, comme la majorité de leurs collègues, inextricablement enfermés, car tantôt ils définissent l'output par la production[37], tantôt par la satisfaction ou la qualité de la vie[38], avec la volonté d'agréger les deux registres. Avec une fausse naïveté Stiglitz, Sen et Fitoussi ajoutent : « Qui oserait prétendre qu'un accroissement de la fabrication et du commerce des armes à usage privé, principalement pour des raisons d'autodéfense, représente une contribution positive au PIB [si cet accroissement est lié à une recrudescence de la violence] ?[39] » Une fausse naïveté qui induit en erreur le citoyen car, dans ce cas, le PIB augmente réellement pour un bien-être amoindri.

L'incommensurabilité irréductible entre les deux espaces, celui de la richesse en général et celui de la valeur monétaire, réduit considérablement la portée des travaux de la Commission car, dès l'instant où l'on s'attache à rompre la digue qui sépare ces deux espaces, la polysémie du terme « valeur » est source d'un imbroglio théorique total : « L'idée centrale du concept de capital social est que, de même que les outils (capital physique) et la formation (capital humain), les liens sociaux ont de la *valeur* pour la qualité de la vie.[40] » Aussi ne faut-il pas s'étonner que, dans la définition d'un nouvel indicateur de richesse, les auteurs s'attachent à faire la somme de toutes les « ressources » qui ont de l'importance pour la qualité de la vie. Et, pour y parvenir, ils sont obligés de ramener toutes ces choses à des formes de capital : capital physique, capital humain, capital social et capital naturel. Les auteurs préviennent une critique de cette assimilation : « Les économistes utilisent indifféremment les termes de "richesse" ou de "capital" pour désigner toutes les formes de biens qui peuvent être transférés d'une période à une autre, sans aucune considération préalable concernant le fait que ces biens soient une propriété collective, ou le fait que leur gestion puisse être ou non soumise aux forces du marché. Pour éviter ce type de malentendu, nous avons tenté, dans la mesure du possible, de retenir ici le terme plus neutre de "richesse".[41] » Mais cet avertissement suffit-il pour éviter des conceptions du bien-être et de la soutenabilité qui ne soient pas neutres ?

2. Les conditions du bien-être et de la qualité de la vie

Parmi les éléments qui concourent à donner du sens à la vie, à faire qu'elle soit bonne, ou encore que les individus puissent mettre en œuvre leurs capacités, comme le dit Sen, figurent la santé, l'éducation, la sécurité, la démocratie, etc. Et, jusque-là, on ne peut que donner raison à tous les écrits concernant la recherche de nouveaux indicateurs de richesse. Mais la suite est-elle aussi convaincante, si le mode de vie est toujours ramené à un niveau de vie dont l'élévation est élevée au rang de finalité[42] ?

---

[37] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 44 et 158.
[38] *Ibid.*, vol. I, p. 50, 83, 97 et 199. À remarquer que la Commission ne définit pas l'output comme le font Gadrey et Jany-Catrice. Ce que ces derniers appellent *outcome* (résultat) correspond à ce que la Commission appelle *output* (vol. I, p. 198).
[39] *Ibid.*, vol. I, p. 39.
[40] *Ibid.*, vol. II, p. 220.
[41] *Ibid.*, vol. II, p. 372.
[42] *Ibid.*, vol. I, p. 27 et vol. II, p. 127.

1) Quelle place pour le non-marchand dans une perspective de bien-être ?

Beaucoup des facteurs de bien-être précédents proviennent de services fournis par les collectivités publiques, en premier lieu l'État. La comptabilité nationale actuelle enregistre donc les « imputations[43] » relatives, entre autres, aux services comme l'éducation et la santé publiques.[44] À ce sujet, une confusion parcourt tout le rapport de la Commission Stiglitz entre le non-monétaire et le non-marchand. Le plus souvent[45], les auteurs réservent la catégorie du non-marchand aux activités non monétaires et assimilent les services rendus par les collectivités publiques – pourtant sur une base non marchande en contrepartie des impôts – au marchand, au prétexte que les « inputs [sont] acquis sur le marché[46] ». Mais si l'on s'abstrait des consommations de capital fixe et des consommations intermédiaires nécessaires à la production des services non marchands, et si l'on ne considère que leur production nette, alors la valeur monétaire des services non marchands est, par convention, tenue pour égale aux salaires versés. Il n'est donc pas exact de faire comme si la force de travail dans la fonction publique avait le même statut que dans le secteur marchand, sur le plan de ses conditions d'emploi et de l'absence d'obligation de valoriser du capital. En conséquence, si toute relation non monétaire est non marchande, la réciproque n'est pas vraie. (Voir l'encadré « De quelques problèmes méthodologiques »).

Bien sûr, les auteurs n'ignorent pas la distinction entre le non-monétaire et le non-marchand. Ils précisent même : « La production non marchande n'est pas réservée aux ménages. L'État est un autre grand producteur non marchand, mais, à la différence des ménages, les services qu'il fournit sont pris en compte dans les comptes nationaux standard.[47] » Certes, mais la différence essentielle n'est pas là. Elle réside dans la signification du fait monétaire : le grand paradoxe du rapport de la Commission Stiglitz est que celle-ci aboutit finalement à proposer de monétariser le plus de choses possibles pour les intégrer dans un « PIB "élargi" ou "ajusté" [48]», tout en ignorant la spécificité du fait monétaire, dans ce qu'il implique de rapports sociaux, de choix politiques et de coordination publique.

Le Conseil économique, social et environnemental développe encore davantage la confusion au sujet du monétaire et marchand, et, ce qui en est la suite logique, au sujet du non-monétaire et du non-marchand. Ainsi : « chaque fois qu'une activité passe du non-marchand au marchand, le PIB augmente[49] », ce qui est faux (au profit près si c'est marchandisé) car le PIB inclut déjà les activités monétaires non marchandes exercées notamment dans le cadre des administrations publiques d'État (éducation, santé) ou des collectivités locales. Le CESE n'aurait raison que s'il s'agissait d'inclure dans le PIB ce qui relève aujourd'hui du non-monétaire, projet qu'il serait alors nécessaire de discuter. Puis, il entretient une ambiguïté sur le loisir en regrettant que le PIB ne tienne « aucun compte du "loisir", c'est-à-dire des activités non monétarisées[50] ». Sans doute le CESE subit-il l'influence de la Commission Stiglitz et de Stiglitz lui-même.

Contredisant ce qu'il avait dit précédemment, le CESE livre un commentaire révélateur sur l'intégration du non-marchand dans le PIB :

---

[43] *Ibid.*, vol. II, p. 37 et suiv.
[44] Elle enregistre aussi notamment les services de logement « produits » par leurs propriétaires.
[45] *Ibid.*, vol. I, p. 16, 53, 96, 185 et 225, et vol. II, p. 31, 134, 187, 200 et 285. La Commission corrige son erreur à quelques endroits en considérant la production non marchande effectuée au sein des collectivités publiques (vol. I, p. 197, et vol. II, p. 58, 85, 109 et 133).
[46] *Ibid.*, vol. II, p. 31.
[47] *Ibid.*, vol. II, p. 109, note 1.
[48] *Ibid.*, vol. I, p. 72.
[49] CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », *op. cit.*, p. 9.
[50] *Ibid.*, p. 9 et 62.

> « Initialement cantonné aux activités pour lesquelles existent des prix de marché, il a, en 1973, été enrichi avec la prise en compte de certaines activités non marchandes (éducation, santé, administration…), comptabilisées au coût des facteurs, sans tenir compte ni de leur qualité ni des résultats effectifs. On suppose ainsi que la valeur de ces services est, pour les usagers, égale à leur coût de production (alors que celui-ci n'est pas significatif de l'état sanitaire ou du niveau d'instruction d'une population, par exemple) et que leur productivité est constante (avec les difficultés que pose, par exemple, la mesure de celle des enseignants), ce qui revient à les "dévaloriser" par rapport aux biens et services marchands.[51] »

Ces deux phrases sont un condensé de toutes les difficultés de la théorie dominante à saisir la valeur et la richesse. Premièrement, ce qui fait la différence entre un prix de marché et l'évaluation des services non marchands au coût des facteurs, c'est que, dans un cas, le profit s'ajoute au coût de production et, dans le second, il n'y a pas de profit. La différence ne tient donc pas à la question de la qualité ou des résultats pour l'usager. Ici, on retrouve l'illusion consistant à penser que la valeur économique est fondée sur la valeur d'usage, illusion entretenue aussi bien par l'idéologie néoclassique que par ceux qui ont cru répondre de nouvelle manière à la question « qu'est-ce que la richesse ? » Deuxièmement, le coût de production de la santé et de l'éducation n'est pas plus ni moins significatif de l'état sanitaire et de l'éducation que le coût de production des automobiles ne reflète la qualité des déplacements dans les villes saturées de voitures. Troisièmement, en admettant que la productivité dans les services non marchands reste constante (ce qui resterait à prouver) et qu'elle augmente dans la production de marchandises, ce sont ces dernières qui seraient dévalorisées. Après cette dernière erreur, il ne reste plus au CESE qu'à proposer la notion de « *valeur ajoutée d'usage durable*[52] » qui est un petit bijou d'embrouillamini. Comment faut-il comprendre cette notion ? Une valeur ajoutée qui aura un usage durable ? Cela ne voudrait strictement rien dire car la valeur ajoutée est un flux monétaire. Une valeur d'usage durable ? Ce serait un signe de soutenabilité véritable, mais cela ne peut être tiré de la valeur économique.

La théorie rejoint alors la politique. En effet, il n'était pas neutre de proposer de « valoriser » monétairement les loisirs, les activités personnelles, et pourquoi pas le lien social ou « la confiance en la justice[53] », le « sentiment de sécurité[54] » et le « vécu[55] » : cela permet de disserter sur les revenus « marchands ou non[56] », comme si tout revenu n'était pas monétaire, et comme si l'introduction de l'idée fausse qu'il existerait des revenus non monétaires pouvait faire oublier la détérioration relative de la masse salariale dans la valeur ajoutée au cours de la phase néolibérale du capitalisme[57]. Au point d'aboutir à des formulations surprenantes ou maladroites : « Les fluctuations de revenus dans le temps peuvent être sources d'insécurité pour l'intéressé, même si elles sont salutaires pour la société dans son ensemble (par exemple parce qu'elles traduisent une plus grande mobilité sociale).[58] » Ou bien : « La plupart des pays de l'OCDE ont réussi à réorienter le risque de pauvreté des personnes âgées vers les personnes plus jeunes au cours des dernières décennies,

---

[51] *Ibid.*, p. 59.
[52] *Ibid.*, p. 12.
[53] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 85.
[54] *Ibid.*, vol. I, p. 50.
[55] *Ibid.*, vol. II, p. 150, note 1.
[56] *Ibid.*, vol. II, p. 123.
[57] Cette dimension est totalement absente des deux volumes de la Commission Stiglitz, sauf incidemment à propos des États-Unis (vol. II, p. 94). Ailleurs, il est fait état de « la grande stabilité de la répartition des revenus en France au cours de la période considérée [1984 à 2004] » (vol. II, p. 93).
[58] *Ibid.*, vol. II, p. 251.

et cette évolution constitue l'un des acquis essentiels de la protection sociale dans ces pays.[59] »

Ce qu'il y a d'exact dans le rapport de la Commission Stiglitz, c'est l'idée qu'« avec les progrès de la société, il n'est pas déraisonnable de supposer que chacun voudra profiter d'une partie de ces progrès sous la forme de loisirs[60] ». Indirectement, la Commission légitime ainsi l'utilisation des gains de productivité pour réduire le temps de travail. Mais l'impensé de la Commission reste dans le fait que cette forme d'utilisation des gains de productivité suppose une répartition différente des revenus (monétaires par définition) et non pas la transformation abusive d'une somme d'heures de loisirs personnels en une virtuelle somme d'argent.

2) Les multiples dimensions du bien-être ramenées à du capital ?

On l'a dit plus haut, le fait de reconnaître les multiples dimensions du bien-être et de la qualité de la vie est positif. Mais à quelle aune mesurer le bien-être si le PIB n'est pas conçu pour cela, ayant un autre objet, et si l'on veut préserver le « principe d'invariance[61] » d'un indicateur lorsqu'une activité passe du non-monétaire au monétaire ou du non-marchand au marchand ou inversement ? Ce principe est déjà mis en application pour intégrer dans le PIB certaines activités économiques des ménages (notamment : auto-production-consommation, services de logement). Faut-il l'étendre à tous les actes de la vie humaine ?

La question mérite d'être posée, car à quoi servirait de savoir que le PIB augmenterait de 30 % si les tâches domestiques étaient monétarisées et de 80 % si le temps passé hors du travail était évalué monétairement[62] ? Le PIB doublerait ou triplerait ainsi, mais le bien-être ne changerait pas d'un iota parce que la richesse, au sens de valeur d'usage, serait strictement la même. Autrement dit, au lieu d'appliquer le principe d'invariance pour aboutir à un PIB *démesuré*, au sens propre du terme, la Commission Stiglitz aurait été mieux inspirée si elle avait promu l'idée que la monétarisation à tout va laissait invariants la qualité de la vie, le sens qu'on lui donne, et que, décidément, la richesse collective ne se réduit pas à la plage du marché, ni même à celle de la monnaie.

Tout considéré, la Commission n'abuserait-elle pas d'un aller-retour permanent entre les fins et les moyens pour définir et analyser le bien-être, ou entre les conditions du bien-être et le bien-être lui-même ? Beaucoup de membres de la Commission se réclamant de Keynes, peut-être pourraient-ils méditer ce que celui-ci écrivait en 1936 pour distinguer le facteur productif et le cadre dans lequel il opère[63].

La distinction entre richesse et conditions de la richesse est occultée par la Commission quand elle estime que le capital humain a une valeur plus élevée que celle du capital physique : « En d'autres termes, les mesures actuellement disponibles concernant la richesse totale d'un pays, tirées des bilans nationaux produits par les bureaux statistiques nationaux, ne tiennent pas compte de la principale composante de cette richesse.[64] » Si tant est que l'on puisse évaluer monétairement le capital humain – on y reviendra –, il n'y a là rien d'étonnant si l'on compare des stocks, « il n'est de richesse que d'hommes », disait déjà Jean Bodin au XVIe siècle. Mais un glissement de sens est à craindre lorsque la Commission Stiglitz, d'un côté, inscrit la démocratie, la justice, l'État de droit, les institutions de manière générale, la sécurité, les liens sociaux comme ayant « une incidence positive sur le bien-être réel comme sur la perception de celui-ci[65] » – ce qui est indéniable –, et de l'autre en conclut que tous ces

---

[59] *Ibid.*, vol. II, p. 257-258.
[60] *Ibid.*, vol. II, p. 124.
[61] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. II, p. 38.
[62] *Ibid.*, vol. I, p. 191 et vol. II, p. 120-121.
[63] Keynes J.-M., *Théorie générale*, *op. cit.*, p. 223. Voir cette citation plus haut dans le chapitre 4.
[64] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. II, p. 399.
[65] *Ibid.*, vol. II, p. 213.

facteurs « ont de la *valeur* pour la qualité de la vie[66] » qu'il s'agira ensuite d'agréger lorsqu'on aura réussi le tour de force de les convertir en différentes sortes de capitaux, eux-mêmes réduits à une quantité de monnaie. C'est sans doute ainsi qu'il faut interpréter la transformation du lien social à la Durkheim en capital social à la Putnam et celle de l'éducation à la Smith en capital humain à la Becker.[67] En effet, l'objectif avoué de la plupart des « chercheurs » en nouveaux indicateurs de richesse est de parvenir à l'agrégation des torchons et des serviettes, le Graal de la mesure économique. Au bout de cette quête, la Commission Stiglitz adoptera l'hypothèse de la substituabilité nécessaire au repli sur la version faible de la soutenabilité.

De quelques problèmes méthodologiques

1) Propositions logiques vraies sans que leur réciproque respective le soit

valeur d'échange ⇒ valeur d'usage
marchand ⇒ monétaire
non monétaire ⇒ non marchand

2) Valeurs ajoutées brute et nette

De la valeur monétaire de la production, on déduit les consommations intermédiaires (matières premières, énergie…) pour obtenir la valeur ajoutée brute, et, ensuite, on déduit de la valeur ajoutée brute l'usure des équipements (amortissements en comptabilité) pour obtenir la valeur ajoutée nette. Ce sont ces deux agrégats, brut et net, qui constituent (à la TVA près) le produit intérieur brut (PIB) et le produit intérieur net (PIN). Par construction, et il ne peut en être autrement, le PIN est égal à tous les revenus distribués dans l'ensemble de l'économie (salaires et profits) provenant de l'activité courante (autrement dit du travail vivant).

Or, au sujet de la possible intégration de l'activité domestique des ménages dans la comptabilité nationale, la Commission Stiglitz écrit : « La valeur de la production domestique se compose de la valeur du travail domestique (22 % environ du PIB entre 1995 et 2006 aux États-Unis, 30 % environ en France et 29 % en Finlande) et de la valeur des services en capital fournis par les biens durables.[68] » Plusieurs curiosités figurent dans cette phrase. Après avoir expliqué, à juste titre, que l'évolution d'un agrégat net était mieux à même de renseigner sur l'état de l'économie que celle d'un agrégat brut, c'est ce dernier qui est ici privilégié. Pire encore, on nous dit que les biens durables intermédiaires (qui sont pourtant du travail mort) fournissent de la valeur, ou bien que la valeur de ces biens est égale à celle qu'ils produisent[69].

La Commission Stiglitz persiste en indiquant plus loin : « Le revenu de la production domestique est égal à la valeur des intrants travail et capital estimés utilisés par les ménages pour produire des services pour leur propre compte (exception faite du logement occupé par le propriétaire).[70] » Ou bien la Commission oublie encore la distinction valeur ajoutée brute/valeur ajoutée nette, ou bien elle considère implicitement qu'il faut tenir compte de la rémunération virtuelle que recevrait le propriétaire des équipements avec lesquels sont

[66] *Ibid.*, vol. II, p. 220.
[67] Émile Durkheim fut l'un des premiers sociologues à théoriser la notion de lien social et Adam Smith avait souligné le rôle de l'éducation pour le développement, tandis que Robert Putnam et Gary Becker ont imposé respectivement le capital social et le capital humain comme concepts à pratiquement tous les économistes modernes. Pour une critique, voir Mounier A. « Capital humain et croissance, Développement des connaissances ou appauvrissement de la pensée ? », *op. cit.*, et Herrera R., « L'État contre le service public ? La face cachée de la croissance endogène », *op. cit.*
[68] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. II, p. 120-121.
[69] *Ibid.*, vol. II, p. 121, note 1.
[70] *Ibid.*, vol. II, p. 129.

produits les services domestiques, profit virtuel rebaptisé ici valeur des services fournis par le capital (on est ici en pleine problématique néoclassique). Dans ce dernier cas, qui est le plus probable dans l'esprit de la Commission, celle-ci se heurte à une nouvelle contradiction : elle a expliqué qu'il fallait introduire dans la comptabilité nationale la production domestique des ménages, au même titre que l'on inclut les « imputations » des services rendus par l'État, mais, pour ces derniers, on les évalue à hauteur des salaires versés sans jamais faire référence à un quelconque profit virtuel qui n'est pas réalisé et que personne n'imagine le nommer valeur des services rendus par les bâtiments « école » ou « hôpital » ; ce qui est comptabilisé, et c'est heureux ainsi, ce sont les services rendus par les travailleurs du secteur non marchand.

Peu après la publication du rapport de la Commisision Stiglitz, l'INSEE a mis en chantier la suite à donner ce rapport :

« Tout d'abord, le mode de calcul du PIB est surtout approprié pour les biens et services marchands valorisables à leur prix de marché. Il faut alors faire la part entre l'évolution des prix qui résulte de la seule inflation et celle qui traduit une montée en qualité et donc une possible augmentation du bien-être. Le problème se pose notamment pour les biens dont la nature évolue rapidement, tels que les biens de haute technologie. Il se pose aussi de manière particulièrement marquée pour les services : la règle généralement adoptée par les statisticiens consiste à retenir le volume de ventes comme mesure des volumes des services commerciaux. Or, par construction, cette méthode ne peut rendre compte de tous les aspects liés à la qualité du service (comme l'accessibilité du magasin ou le niveau des prestations fournies par le personnel), qui peut évoluer dans le temps ou différer d'un magasin à un autre.

Dans le cas des services publics tels que la santé et l'éducation, la difficulté est encore plus grande car ils sont fournis à titre gratuit. Ils n'ont donc aucun prix qui puisse servir à les valoriser. Pour remédier à ce manque, les comptables nationaux retiennent en niveau l'approche dite par les *inputs* ou les intrants. La valeur de la production de ces services est supposée égale au coût des facteurs utilisés pour les produire.

En valeur, cette méthode repose sur une hypothèse que l'on peut considérer comme acceptable : celle que les services publics ne dégagent pas de profit (plus précisément, leur excédent net d'exploitation est posé comme nul). Un débat subsiste néanmoins entre spécialistes pour savoir s'il conviendrait ou non de prendre en compte dans l'évaluation des coûts non seulement la consommation de capital fixe (ce qui est fait), mais aussi un coût d'opportunité du capital immobilisé (ce qui n'est pas fait).

En revanche, en volume, et notamment lorsqu'on veut appréhender le service rendu en évolution, la méthode des inputs est peu satisfaisante car elle ignore notamment les gains de productivité et les améliorations du service proposé.[71] »

Ce qui gêne le plus les comptables nationaux, c'est qu'on ne puisse évaluer par la méthode du coût des facteurs les « services » rendus par les… services et en particulier par les services non marchands. Cette difficulté témoigne de l'impasse théorique dans laquelle sont enfermés tous ceux qui sont pétris de culture économique néoclassique et qui n'ont jamais accepté l'idée de la dissociation définitive entre valeur d'usage et valeur économique. Jamais on ne pourra faire entrer ni dans les prix de marché, ni dans les coûts de production des services marchands ou non, ni dans la productivité la qualité ou le « service rendu ». Les comptables nationaux et les économistes qui croient buter sur une difficulté inédite avec les services se sont-ils posé la même question à propos des « services rendus » par l'automobile quand ils calculent la valeur ajoutée de l'industrie automobile ou bien celle de l'agriculture productiviste ? Les prix de marché des marchandises (biens ou services) sont calculés par les entreprises en multipliant leur coût de production par *1 + taux de profit ou de marge*. Et, dans le cas des services non marchands, le taux de profit étant nul, il ne reste que le coût de

[71] Clerc M., Gaini M., Blanchet D., « Les préconisations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelques illustrations », INSEE, 2010, p. 73-74, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ecofra10d.pdf.

production. Le problème n'existe que dans la tête de tous ceux qui croient qu'on peut réduire le bien-être, la satisfaction, la valeur d'usage à une quantité de monnaie et qui, de l'INSEE, au CESE et à la Commission Stiglitz, regrettent de ne pouvoir mesurer comme ils le voudraient pour les compter dans le PIB le loisir ou le travail domestique.

Cette succession de contradictions est du même ordre que celle que les économistes néoclassiques rencontrent lorsqu'ils utilisent une fonction de production à facteurs substituables et à rendements constants (la plus connue étant celle de Cobb-Douglas) : la part que s'approprient les propriétaires du capital est réputée correspondre à la part de la richesse créée par le capital. Cette assertion a été depuis longtemps réfutée, notamment par Joan Robinson[72].

3) Les dépenses dites passives et les intrants

Emportés par leur propension à ajouter et à soustraire quantités de choses jusqu'ici ignorées par le PIB, les auteurs ont un traitement curieux des « dépenses passives » qui, selon Nordhaus et Tobin, « ne sont pas directement en soi des sources d'utilité, mais sont, de manière regrettable, des apports nécessaires à des activités susceptibles d'avoir une utilité[73] ». Si nous comprenons correctement cette phrase, l'utilisation de certains biens ou services intermédiaires, donc ne relevant pas de la consommation finale, entrant dans la production d'un bien ou service final est regrettable ! L'électricité qui éclaire une école est utile à l'écolier qui apprend à lire, mais la présence de l'agent de police municipale qui l'aide à traverser la rue à la sortie de l'école est regrettable[74] ! Comprenne qui pourra la nouvelle comptabilité nationale.

Le fin mot de l'histoire pourrait être trouvé dans l'exemple donné par la Commission Stiglitz : « Prenons le cas des trajets entre domicile et travail : les ménages produisent des services de transports en consacrant leur temps (dépense de travail) et de leur argent (billets de transport en commun) à cette fin. Mis à part l'achat par le consommateur d'un billet de train, aucun de ces flux n'entre dans les mesures de la production et des revenus. On pourrait y remédier en tenant compte de la production de services de transports par les ménages qui serait considérée comme une fourniture non rétribuée d'intrants intermédiaires aux entreprises, ainsi "subventionnées" par les ménages privés. Même si cette manière de procéder ne change rien au PIB total, elle ferait apparaître une contribution à la production plus importante de la part des ménages et plus faible de la part des entreprises.[75] » Ce passage contient une contradiction flagrante : il est dit que ces flux ne sont pas comptés, puis que, si on les comptait, le PIB ne changerait pas. Il se pourrait donc qu'une confusion soit commise entre production et consommation. Si j'utilise un peu de mon temps pour prendre le train afin de me rendre à mon travail, je « dépense » du temps et de l'argent mais je ne produis rien, c'est le conducteur de train et ses collègues qui produisent et leur activité est comptée dans le PIB. Si je prends ma voiture, j'use celle-ci (je la consomme) mais je ne l'ai pas produite, de même pour le carburant, et si comme le suggère la Commission on évalue le prix du temps que je passe à conduire pour aller à mon travail, l'augmentation du PIB qui en découlera ne signifiera en rien une amélioration de la qualité de la vie ni de la mesure de celle-ci.

4) Prix, effet qualité et volume de la production

Au sein de l'écologie politique, et notamment dans le courant de la décroissance, circule l'idée que si la production devenait de qualité, cela contribuerait à diminuer le PIB. Cette question renvoie à la séparation que doivent effectuer les comptables nationaux entre la

[72] Voir plus haut notre chapitre 4.
[73] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 202 et vol. II, p. 66.
[74] *Ibid.*, vol. II, p. 65.
[75] *Ibid.*, vol. I, p. 203-204 et vol. II, p. 208.

variation des prix qui relève de l'inflation ou de la déflation et celle qui relève d'une modification de la qualité de la production.

Supposons que la production agricole productiviste soit remplacée par de la production agricole biologique. Si l'amélioration de la qualité nécessite une plus grande quantité de travail (incluant celui contenu dans les moyens de production) et de plus grandes précautions écologiques, entraînant une hausse de la valeur unitaire de chaque unité produite, nul ne sait quel sera le résultat de la somme des multiplications de ces valeurs par les quantités produites. En généralisant le raisonnement à l'ensemble de la production qui deviendrait écologique, on ne peut dire à l'avance si, après agrégation, on aura un PIB plus élevé ou plus faible. Le raisonnement s'étend aussi à la notion de productivité du travail : la productivité pour l'ensemble de l'économie sera mesurée monétairement, et on ne peut savoir *a priori* si ce qui figurera au numérateur de la productivité, la valeur ajoutée, aura diminué parce que les volumes auront plus diminué que n'auront augmenté les prix monétaires ou bien aura augmenté parce que les volumes auront moins diminué que n'auront augmenté les prix, et si, une fois connue l'évolution du numérateur, celle-ci sera plus ou moins forte que celle du dénominateur, la quantité de travail.

Ce problème n'a rien à voir avec la prise en compte de l'inflation. Si certains prix augmentent à cause de l'amélioration de la qualité ayant nécessité plus d'efforts de toutes sortes, les comptables nationaux peuvent atténuer la hausse des prix (dans ce cas, le volume s'en trouvera amoindri) ou bien laisser les prix tels qu'ils apparaissent. Nous pensons qu'il est préférable qu'on ne traficote pas trop les prix, car il faut considérer que, par exemple, un quintal de céréale OGM et un quintal de céréale biologique sont deux produits différents. Et tant mieux si la comptabilité nationale permet de les distinguer en ne gommant pas la différence des prix dans l'évaluation de l'agrégat global. C'est la raison pour laquelle on ne peut prévoir, comme le font hâtivement certains écologistes croyant bien faire, dans quel sens évoluera le PIB dans le cas où on passerait à une économie antiproductiviste.

En cela, reconnaissons à la Commission Stiglitz le mérite de trancher ce débat qui traverse les milieux associatifs alternatifs, notamment le Forum pour d'autres indicateurs de richesses (FAIR)[76] au sujet de l'évolution possible du PIB au fur et à mesure que la qualité de

[76] FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse), « Le "rapport Stiglitz" : un diagnostic lucide, une méthode discutable, et des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux », 2009, http://www.idies.org/index.php?post/Le-rapport-Stiglitz-%3A-un-diagnostic-lucide-une-methode-discutable-et-des-propositions-qui-ne-sont-pas-a-la-hauteur-des-enjeux2.
Jean Gadrey, fondateur et un des principaux animateurs du groupe FAIR, membre de la Commission Stiglitz, soutient, à notre avis, des choses assez contradictoires dans les textes qu'il a consacrés aux questions méthodologiques, notamment : « Cessons de penser croissance et productivité », 5 mars 2009, http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/03/05/cessons-de-penser-croissance-et-productivite/#more-63 ; « Une autre relance est possible », 3 février 2009, http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/02/03/une-autre-relance-est-possible ; « Pour une société du plein emploi sans croissance », *Le Monde*, 13 juin 2009 ; « L'expansion économique sans croissance », 30 juin 2009, http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/06/30/l'expansion-economique-sans-croissance/#more-80 ; « Une économie post-croissance riche en emplois », *Alternatives économiques*, n° 288, février. 2010.
Pour une discussion du livre de Gadrey J., *Adieu à la croissance, Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, Les Petits matins, Alternatives économiques, 2010, et de ses textes référencés ci-dessus, voir : Harribey J.-M., « Débat avec Jean Gadrey à propos de la productivité », 5 février 2009, http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2009/02/05/debat-avec-mon-ami-jean-gadrey-a-propos-de-la-productivite/#more-10 ; « Penser la productivité, Suite du débat avec Jean Gadrey », 19 mars 2009, http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2009/03/19/penser-la-productivite-suite-du-debat-avec-jean-gadrey/#more-15 ; « La richesse à tout prix », 17 juin 2009, http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2009/06/17/la-richesse-a-tout-prix/#more-25 ; « Décroissance et problèmes méthodologiques », 5 avril 2010, http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2010/04/05/decroissance-et-problemes-methodologiques/#more-60 ; « Diable de croissance ! », 7 octobre 2010, http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2010/10/07/diable-de-croissance/#more-118.

la production s'améliorerait : « si pour une raison ou pour une autre, les fabricants d'automobiles n'étaient pas disposés à produire des véhicules à faible niveau d'émissions, la réglementation imposant la production de véhicules à faible niveau d'émissions se traduirait par une augmentation du PIB[77] », pour un même nombre de voitures, faut-il ajouter.

Les statisticiens s'efforcent depuis longtemps d'isoler les évolutions en volume des évolutions de prix. L'enjeu est d'importance car il s'agit d'éviter une sous-évaluation de l'investissement et de la production puisque les prix industriels diminuent parallèlement à la hausse de la productivité du travail. Pour démêler l'effet-prix et l'effet-volume dans l'évaluation de l'investissement par exemple, les statisticiens ont recours à diverses méthodes dont aucune n'est pleinement satisfaisante[78] : méthode des services producteurs, méthode hédonique, méthode d'appariement, méthode des coûts des facteurs. La première méthode est celle qui intègre le plus l'amélioration de l'efficacité productive des équipements pour l'utilisateur et c'est celle qui annule le résidu « productivité totale des facteurs » ; à ce moment-là, l'amélioration de la productivité attribuée au travail s'en trouve accentuée. Notons le dilemme des économistes néoclassiques adoptant une « mesure de la valeur d'usage » et obligés de voir leur cher résidu de la croissance réduit à néant ! Le résultat est inverse au fur et à mesure qu'on passe aux autres méthodes pour finir avec la méthode des coûts des facteurs au point où le résidu « productivité totale des facteurs » est maximal.[79] Redisons-le, cette difficulté n'existe que dans la tête de ceux qui s'imaginent disposer avec les agrégats d'indicateurs mesurant à la fois la valeur (monétaire) et la valeur d'usage.

Dans son livre dont la portée est avant tout méthodologique, Florence Jany-Catrice indique que, pour les services non marchands évalués à leur coût de production, on trouve grosso modo au numérateur du ratio productivité la masse salariale et au dénominateur le volume d'heures travaillées, ce qui à notre avis ne devrait pas surprendre. Or, elle conclut que « le dénominateur du ratio productivité étant lui même composé d'une mesure du travail, en général les heures travaillées, les gains de productivité ne peuvent être, *sous cette convention*, qu'approximativement nuls[80] ». Elle cite aussi deux économistes américains Jack Triplett et Barry Bosworth : « En l'absence de déflateurs ou de mesures quantitatives directes des services aux entreprises, les deux méthodes les plus courantes servant à estimer la production consistent à projeter la production sur la base des variations de l'emploi ou à utiliser les taux salariaux comme variable de remplacement des variations du déflateur des prix à la production. Dans les deux cas, la croissance implicite de la productivité du travail est égale à zéro.[81] » Or, nous pensons que ces deux dernières affirmations sont fausses, parce que, quelle que soit la méthode utilsée pour déflater la production figurant au numérateur du ratio productivité, on n'a pas besoin de pondérer les heures de travail figurant au dénominateur par les taux de salaire : on a bien, à ce dénominateur, des heures de travail et non pas des heures de travail exprimées en monnaie.

Un dernier exemple peut illustrer les incompréhensions relatives aux évolutions des indicateurs. Lorsqu'une connaissance ou une technique tombent dans le domaine public parce

[77] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 78.

[78] Pour un aperçu, voir Cette G., Mairesse J., Kocoglu Y., « La diffusion des technologies de l'information et de la communication en France : mesure et contribution à la croissance », *in* Conseil d'analyse économique, *Nouvelle économie*, Rapport n° 28, Paris, La Documentation française,1998, p. 87-113.

[79] Les indices de prix à utilité constante aboutissent à des résultats contenus à l'intérieur des bornes données par les indices Laspeyre et Paasche, c'est-à-dire proches de l'indice de Fisher. Cf. Magnien F., Pougnard J., « Les indices à utilité constante », *Economie et statistique*, n° 335, 2000, 5, p. 81-94. L'indice des prix (donc à quantités constantes) Laspeyre est plus élevé que l'indice des prix Paasche. De même pour l'indice des quantités (donc à prix constants). Sur la productivité totale des facteurs, voir Harribey J.-M., « Productivité totale des facteurs », http://harribey.u-bordeaux4.fr/cours/ptf.pdf.

[80] Jany-Catrice F., *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?*, *op. cit.*, p. 63.

[81] *Ibid.*, p. 64.

que les brevets les protégeant arrivent à leur terme, les situations de monopole vont disparaître et la captation des rentes aussi : alors, vraisemblablement, l'évaluation monétaire de la production variera sans que le niveau de la production en termes de valeurs d'usage, quantitativement et qualitativement parlant ne soit modifié.

3) Que faut-il penser des indicateurs de bonheur ?

Partant du constat que les dimensions du bien-être humain sont multiples et, pour une part au moins, déconnectées du niveau de la production matérielle, car elles sont d'ordre qualitatif, on peut être tenté de les évaluer au moyen d'un ou de plusieurs indicateurs de bonheur ou encore d'indicateurs subjectifs de satisfaction. La recherche académique n'est pas la seule à s'intéresser à cet aspect. Près de vingt ans avant le PNUD et son IDH, le roi du Bhoutan, Jigme Singye Wangchuck, avait initié en 1972 le calcul du bonheur national brut (BNB) qui est fondé sur quatre principes : la croissance et le développement économique, la conservation et la promotion de la culture, la sauvegarde de l'environnement et l'utilisation durable des ressources, et une bonne gouvernance responsable.[82]

Dans un esprit voisin, le produit intérieur doux (PID) est né en 1999 au sein du Carrefour des savoirs sur les finances publiques au Québec. Il prend en compte toutes les contributions non monétaires à l'activité humaine. Le « Collectif Richesses » prend l'exemple suivant : les soins apportés aux malades dans les hôpitaux sont comptés dans le PIB, la prise en charge des malades à la maison est comptée dans le PID.[83] Sa caractéristique principale est donc de ne pas chercher à compléter le PIB en ajoutant dans celui-ci des éléments bénéfiques non comptés et y retranchant de mauvais éléments, mais d'être construit à côté pour donner à voir des aspects dont la commensurabilité avec le contenu du PIB n'est pas possible.

Il reste cependant un problème de taille dans ces tentatives : comment évaluer et dans quelle unité mesurer le soin au malade procuré à domicile sans intervention de personnel médical rémunéré ? Il ne faut donc pas s'étonner que les institutions internationales déploient une énergie considérable pour construire à leur tour des indicateurs qu'elles estiment capables de définir et mesurer le « bonheur ». Aussi bien le Programme des Nations unies pour l'environnement et l'United Nations University International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change avec leur *Inclusive Wealth Index*,[84] l'OCDE avec son indicateur de « bien-vivre », que le Earth Institute[85], tous restent dans un cadre qui postule la possibilité de réduire les facteurs de bien-être à un dénominateur commun. Ils ne pourront être que plus facilement substituables les uns aux autres.

3. L'hypothèse intenable de la substituabilité entre les diverses sortes de « capitaux » pour fonder la soutenabilité

C'est la simultanéité de la crise sociale et de la crise écologique qui a suscité la recherche de liens entre la réflexion sur la richesse et celle sur la soutenabilité des modes de vie et qui a motivé la mise en place de la Commission Stiglitz et des initiatives analogues

[82] Site du Bhoutan : http://www.bhoutan.org/bonheur-national-brut.
[83] Collectif Richesses, http://www.produitinterieurdoux.org.
[84] UNU-IHDP, UNEP, *Inclusive Wealth Report 2012, Measuring progress toward sustainability*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, http://www.ihdp.unu.edu/file/download/9927.pdf.
[85] Helliwell J., Layard R., Sachs J., *World Happiness Report*, The Earth Institute, Columbia University, 2012, http://earth.columbia.edu/articles/view/2960.

dans un grand nombre d'institutions officielles. Toutes cherchent à définir la soutenabilité et les instruments pour la mesurer.

1) Additionner pour substituer

Il est devenu presque banal de dire que le PIB additionne toutes les activités économiques ayant une évaluation monétaire, qu'elles aient un impact positif ou négatif sur les humains ou sur la nature. En conséquence, si la dépréciation du capital manufacturé est soustraite du PIB pour calculer le produit intérieur net (PIN), il n'en est pas de même de la dépréciation de ce que les économistes dans leur majorité appellent le capital naturel. Ainsi, il est traditionnellement dit qu'une catastrophe naturelle engendre un accroissement du PIB si la société met en œuvre des opérations de réparation. Et la Commission Stiglitz fait largement écho à ce constat. Mais il est rarement précisé, d'une part, que cet « ajout » de valeur au PIB n'intervient pas s'il y a un simple transfert de ressources humaines et matérielles d'un secteur à l'autre, et, d'autre part, que, si on ne peut considérer cet « ajout » comme un accroissement de bien-être par rapport à la situation d'avant la catastrophe, il permet au moins de retrouver l'état initial ou de s'en rapprocher.[86]

Le CESE n'est pas en reste, car il reprend lui aussi à son compte les notions de capital naturel et de capital humain, sans aucune distance critique par rapport à ces concepts directement issus de l'idéologie néoclassique, tendant à tout réduire à du capital, susceptible de valorisation financière. De plus, « le "capital humain" (non reconnu dans le cadre comptable mais qui représenterait 80 % des richesses d'une économie, voire davantage)[87] » est ici envisagé comme un stock qui pourrait être intégré dans un flux courant de richesse créée !

On peut alors comprendre les fortes limites qui entourent la construction d'indicateurs comme le « PIB vert ». Un premier obstacle tient à la méthode. Si on veut déduire du produit net habituel la dégradation écologique, il faut l'évaluer en monnaie. Mais on ne sait pas le faire et sans doute on ne le peut pas[88]. La seule solution consiste à l'estimer par le coût de la réparation (souvent partielle) que l'on a opérée ou que l'on projette. Autrement dit, dans le produit net ainsi ajusté, il y aura du côté « plus » la valeur ajoutée par les secteurs d'activité pollueurs ou destructeurs (dont on ne peut pas ne pas tenir compte car ils auront distribué des revenus) ainsi que la valeur ajoutée correspondant à la réparation, et du côté « moins » la valeur de la dégradation mesurée par ce que l'on viendra à l'instant d'inscrire comme réparation du côté « plus ». Ce point est implicitement admis par la Commission Stiglitz[89]. Mais la conclusion logique n'est jamais tirée, à savoir qu'il y a rupture de l'égalité entre produit et revenu, ce dernier devenant supérieur au premier, donc aboutissant à une situation absurde, sauf si l'on inventait les catégories de salaire et de profit soutenables.[90]

---

[86] Il semblerait toutefois que la Commission Stiglitz évoque ce point à un endroit : vol. II, p. 371.

[87] CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », *op. cit.*, p. 11.

[88] Cette impossibilité renvoie au fait que la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque, contrairement à ce que disent la plupart des analyses économiques ou écologistes. Ainsi, la Fondation Hulot pour la nature et pour l'homme, « Fonder les régulations sur de nouveaux principes », 2010, http://www.fondation-nicolas-hulot.org/actions/economie/nos-propositions/fonder-les-regulations-sur-de-nouveaux-principes, écrit : « Nos outils économiques ne prennent pas en compte les ressources naturelles. Nous utilisons de l'eau, des sols, des métaux, de l'énergie, mais le prix de la constitution de ces ressources n'apparaît jamais sur nos factures. Nous payons uniquement le travail et les rentes liées à leur extraction, leur transport, leur transformation, leur commercialisation, au marketing, à la publicité, mais jamais le prix de la quantité de ressources utilisées, c'est-à-dire, *in fine*, celui de leur rareté que notre utilisation accentue. » Effectivement, la valeur *économique* ne peut provenir que de la transformation par le travail.

[89] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 303 et 316, et vol. II, p. 308, 324 et 349.

[90] On peut retrouver une petite démonstration de ce point dans Harribey J.-M., *L'économie économe*, *op. cit.*, p. 253 et suiv.

Un second obstacle qui peut se révéler être une faille dans la construction d'indicateurs alternatifs est d'ordre épistémologique. Pour déduire du produit brut l'ensemble des usures et des dégradations, il faut tout ramener à du capital. La trouvaille est habile : puisque le souci des générations futures se résout en transférant dans le temps un stock de capital intact, il suffit de compléter la définition qu'avait donnée l'économiste britannique John Hicks (1904-1989)[91]. Ainsi, les connaissances et le savoir-faire, désormais tenus pour du capital humain, et les ressources naturelles, constituant notre capital naturel, viennent s'ajouter au capital économique. Or, si tout élément matériel ou humain est ramené à du capital, il a vocation à s'inscrire dans une logique de rentabilisation. Dans cette problématique, l'individu est censé effectuer un calcul comparant le coût d'une année supplémentaire d'études et le revenu supplémentaire qu'elle lui procurera ensuite. Les dépenses de formation sont considérées comme le résultat d'un choix et d'un investissement individuels, même si l'éducation se fait dans un cadre public non marchand au sein duquel l'essentiel de son paiement est socialisé. En ce qui concerne l'utilisation de la nature, sa valeur pour les générations à venir est estimée au moyen de la procédure d'actualisation, le taux d'intérêt signifiant la préférence pour le présent et donc la dévalorisation du futur.

Il s'ensuit que la conversion de tous les éléments concourant au bien-être présent et futur en capitaux de toutes sortes (matériel, humain, social, naturel) n'a de sens que dans la perspective de leur agrégation en une seule unité. Passe encore si cette agrégation n'avait pour but que de produite un indicateur synthétique. Mais sa véritable finalité est de permettre la substitution d'une forme de capital à une autre, au fur et à mesure que l'une d'elles ou plusieurs s'épuisent ou se dégradent. En dépit des précautions prises pour rappeler que deux versions de la soutenabilité s'opposent, l'une faible qui retient l'hypothèse de la substituabilité permise notamment par le progrès technique, l'autre forte qui la refuse, la Commission Stiglitz finit par tomber du côté de la faible, comme le montre la déclaration suivante : « Ainsi, des niveaux élevés de consommation de ressources naturelles pourraient se révéler durables, si le progrès technologique était suffisamment rapide.[92] »

Dans le rapport de la Commission Stiglitz, la substitution a pour nom « compensation[93] ». C'était déjà le principe du caractère interchangeable ou substituable de toutes les ressources qui était retenu dans l'ancien modèle économique de Stiglitz datant de 1974[94]. Et, dans le rapport présent, les auteurs aboutissent à ces conclusions qui ne surprendront que ceux qui n'ont pas saisi la logique implacable du raisonnement néoclassique : « Ces données montrent que les pays développés sont pour la plupart engagés sur un sentier de croissance soutenable, ce qui n'est pas le cas pour de nombreux pays émergents ou en développement. En particulier, la plupart des pays exportateurs de ressources naturelles sont sur des sentiers non soutenables, selon cet indicateur [l'épargne nette ajustée].[95] » Le message est clair : « D'un certain point de vue, on peut dire que les pays les plus développés sont les plus soutenables, car ils consacrent une part suffisante de leurs ressources à l'accumulation de capital, qu'il soit physique ou humain. Il n'est pas surprenant de constater que de nombreux pays moins développés sont sur des trajectoires économiques beaucoup plus fragiles.[96] » Prudemment, la Commission poursuit : « Mais, d'un autre côté, ce sont les pays développés qui sont souvent les plus grands contributeurs à la non-soutenabilité

---

[91] Hicks J., *Value and Capital : An Inquiry into Some Fundamental Principles of Economic Theory*, Oxford, Oxford University Press, 1939, trad. fr. Paris, Dunod, 1956.

[92] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 128. Ce raisonnement est repris implicitement ou explicitement tout au long des deux volumes : vol. I, p. 135, 137, 138, 141, 142, 144, 182, 292, 297 et 298, et vol. II, p. 48, 315, 340, 347, 349, 363, 369 et 398.

[93] *Ibid.*, vol. II, p. 347 et 363.

[94] Stiglitz J., « Growth with Exhaustible Natural Resources : Efficient and Optimal Growth Paths », *op. cit*.

[95] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. II, p. 328.

[96] *Ibid.*, vol. II, p. 369.

mondiale, au moins en ce qui concerne le climat.[97] ». La morale est sauve, mais au prix d'une gymnastique intellectuelle qui ne peut que déconsidérer un peu plus une « science » déjà mise à mal par les multiples cautions qu'elle a apportées à la dérégulation du monde. Et, alors que la crise financière a produit d'immenses dégâts, on trouve, parmi les indicateurs du développement durable de l'UNECE-OECD-Eurostat que reprend à son compte la Commission Stiglitz, les indicateurs de bien-être économique suivants : « avoirs financiers étrangers nets par habitant (stock) » et « investissements réels en actifs financiers étrangers par habitant (flux)[98] ». Que signifie cette conception de la soutenabilité sociale consistant à s'approprier la plus grande part possible des actifs étrangers ? La soutenabilité serait-elle la nouvelle figure de l'impérialisme financier ?[99]

Quant au CESE, il regrette que l'empreinte écologique n'envisage pas la substitution du capital économique au capital naturel, après avoir souligné que l'hypothèse de substituabilité relevait d'une conception faible de la soutenabilité[100].

L'United Nations University International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change et le Programme des Nations unies pour l'environnement définissent la richesse globale des nations par quatre éléments : le capital manufacturé, le capital humain, le capital social et le capital naturel[101]. Nous sommes en terrain désormais connu. En particulier, « les écosystèmes doivent être traités comme un bien important dans une économie et, en principe, les services des écosystèmes sont évalués de la même manière que n'importe quelle autre forme de richesse[102] » ou « les services des écosystèmes sont évalués comme n'importe quelle autre sorte de capital dans une économie » puisqu'« ils doivent être capables de générer des flux actuels et futurs de revenus ou bénéfices »[103].

Les difficultés commencent alors car, estimant sans doute que le tour de la richesse n'est peut-être pas complet, le rapport apporte au fil des pages des compléments et des « ajustements » sont donnés : le capital santé[104], le progrès technique qui fait progresser la « productivité totale des facteurs[105] ». Et, pour finalement arriver à une quantité de dollars pour estimer la prétendue vraie richesse des nations, ce rapport fournit la méthodologie suivante[106] :

> *Richesse = (quantité de capital manufacturé* x *son prix) + (quantité de capital humain* x *son prix) + (quantité de capital naturel* x *son prix)*.

---

[97] *Ibid.*, vol. II, p. 369 et vol. II, p. 410.
[98] *Ibid.*, vol. I, p. 322 et vol. II, p. 375.
[99] La crise financière de 2007-2008 n'a pas suffi à doucher l'enthousiasme des experts de la Commission Stiglitz vis-à-vis des fonds de pension, ni à leur ôter l'illusion que les régimes par capitalisation ne dépendaient pas de la démographie : « Si tous les systèmes de retraites sont certes exposés à certains risques (par exemple le risque de baisse des prestations retraites dans les régimes de financement par répartition en raison de l'évolution des conditions démographiques), le rôle accru du secteur privé dans le financement des pensions de vieillesse (sous forme de retraites professionnelles à la charge de l'employeur et d'épargne-retraite personnelle) a permis d'étendre la couverture retraite à un plus grand nombre de travailleurs, mais au prix d'un transfert du risque de l'État et des entreprises vers les individus, qui ont une moindre capacité à se prémunir contre ces risques et dont le degré d'aversion au risque s'accroît avec l'âge. » (vol. II, p. 258).
[100] CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », *op. cit.*, respectivement p. 41 et 13.
[101] UNU-IHDP, UNEP, *Inclusive Wealth Report 2012, op. cit.*, p. 233.
[102] *Ibid.*, p. XXVI et 165 : « Ecosystems should be treated as an important asset in an economy and, in principle, ecosystem services should be valued in a similar manner as any other form of wealth. »
[103] *Ibid.*, p. 172-173 : « In order to view ecosystems as a special type of capital asset – a form of "ecological wealth" – then just like any other asset or investment in the economy, ecosystems must be capable of generating current and future flows of income or benefits. »
[104] *Ibid.*, p. 32 et 35.
[105] *Ibid.*, p. 33.
[106] *Ibid.*, p. 30.

Variation de la richesse = Investissement global = (variation de la quantité de capital manufacturé x *son prix) + (variation de la quantité de capital humain* x *son prix) + (variation de la quantité de capital naturel* x *son prix).*

Quels sont les problèmes posés par cette méthodologie ? Le premier est qu'il est postulé que les prix sont constants. L'hypothèse est-elle tenable ? Non, car, pour réfléchir à la soutenabilité du développement, il faut raisonner à long terme, temps sur lequel les prix changeront. Et le rapport reconnaît lui-même que, en ce qui concerne les ressources naturelles, « sur le long terme, cependant, les prix peuvent changer de manière importante, et influencer les estimations de la richesse globale[107] ».

Il y a plus grave encore : comment fixer les prix de ce qui, par définition, n'en a pas sur le marché ? On est au cœur du problème qui est la faille principale des économistes néoclassiques : on imagine des prix fictifs, dont l'expression en anglais est révélatrice : *shadow prices.*

Le capital humain étant défini par les néoclassiques comme la somme des connaissances et savoir-faire des individus, dont la quantité est mesurée par le nombre d'années d'études, son prix sera mesuré ainsi : « Dans cette étude, le prix fictif du capital humain est représenté par la valeur actuelle de la compensation du travail reçue par les travailleurs durant leur vie active entière[108]. » En termes clairs : le supplément de revenu obtenu grâce aux études. Mais quelle est la « valeur actuelle » de quelque chose qui s'étale « durant toute la vie » ? La réponse n'est donnée qu'en annexe méthodologique : l'actualisation se fait grâce au taux d'intérêt fixé à 8,5 % : « la compensation additionnelle à travers le temps de cette formation est supposée être équivalente au taux d'intérêt[109] ».

Le prix du capital humain donne la méthode qui va permettre de fixer le prix du capital naturel. Celui-ci sera égal au prix du produit obtenu en exploitant la ressource naturelle multiplié par le taux de la rente afférente à cette ressource, le tout actualisé avec un taux d'intérêt de 5 %, alors qu'on sait que le taux d'actualisation qui met à égalité la génération actuelle et les générations futures doit être nul.

Et, pour couronner un si bel édifice méthodologique, voici le prix du capital santé : « Dans ce travail, la valeur totale du capital santé revient à multiplier la valeur du total des années de vie espérées de la population d'un pays [sous-entendu, pour chaque âge] par la valeur statistique d'une année de vie, qui est le prix fictif constant d'une unité de capital santé.[110] » L'espérance de vie est facile à calculer, ce qui l'est moins, c'est le prix d'une année de vie. Sauf si on se demande : combien gagnerons-nous d'argent pendant cette année-là ? Le prix de la vie se mesure donc en monnaie et ce n'est pourtant pas faute de répéter à longueur de rapports que l'hypothèse de substituabilité absolue n'est pas tenable. Les précautions de langage étant prises par les experts auteurs de ces rapports, c'est pour mieux revenir à leurs fondamentaux : au détour d'une note de bas de page, on découvre cette perle : « On peut noter que dans cette formulation, le capital financier est une forme de capital social par la capacité de mobiliser les autres formes de capital social et les trois autres sortes de capitaux.[111] »

---

[107] *Ibid.*, p. 30 : « Over the long run, however, price changes may be important, and could influence inclusive wealth estimates. »

[108] *Ibid.*, p. 235 : « In this study, the human capital shadow price is represented by the present value of the labor compensation received by workers over an entire working life. »

[109] *Ibid.*, p. 281 : « The additional compensation over time of this training, which is assumed to be equivalent to the interest rate, whichwas fixed at 8.5 percent. »

[110] *Ibid.*, p. 287 : « In this work, the total value of health capital stems from multiplying the value of the total expected discounted years of life remaining of a country's population and the value of a statistical life year, which is the constant shadow price of a unit of health capital. »

[111] Ekins P., « Safeguarding the Future of the Wealth of Nature, Sustainability, Substitutability, Measurement, Thresholds, and Aggregation Issues in Natural Capital Accounting for Human Well-being », in UNU-IHDP, UNEP, *Inclusive Wealth Report 2012,* p. 233, note 2 : « It may be noted that in this formulation, financial capital is a form of social capital with the power to mobilize other forms of social capital and the other three capitals. »

2) Vers un nouvel indicateur fétiche ?

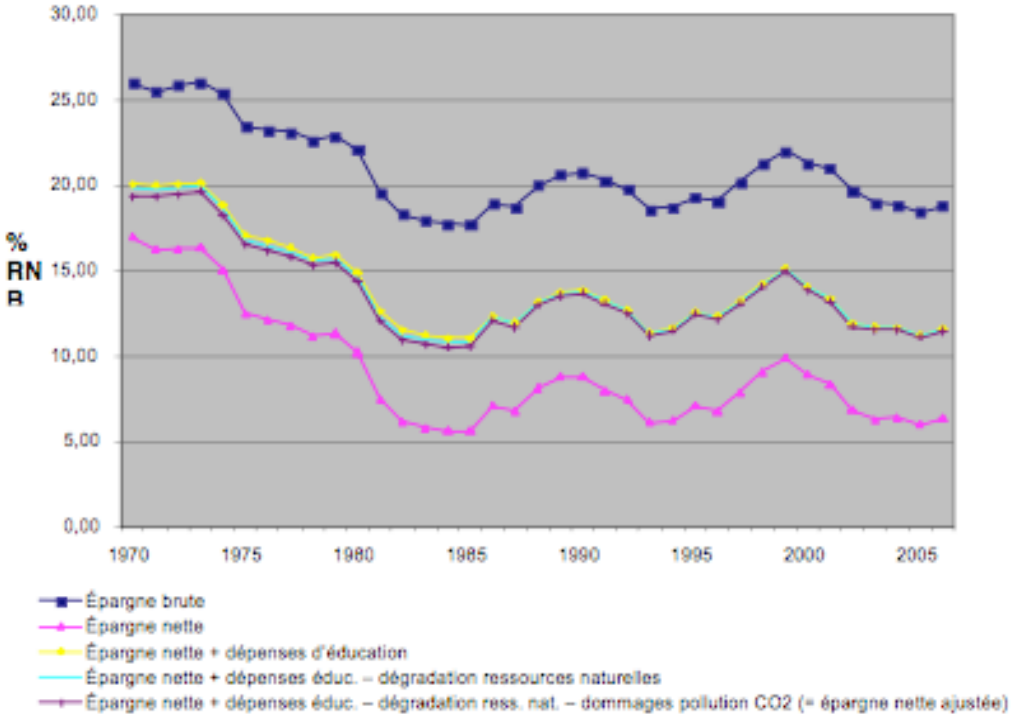
L'agrégation de toutes les sortes de capitaux et son corollaire, la substitution entre elles, sont indispensables à l'adoubement de la notion d'« épargne nette ajustée » (ENA) mise au point par la Banque mondiale[112]. Son principe est repris par la Commission Stiglitz ainsi que par le CESE. Cet indicateur est construit en partant du stock d'épargne brute nationale duquel on soustrait la dépréciation du capital technique et celle du capital dit naturel, et auquel on ajoute les investissements nets en formation. On obtient ainsi un stock d'épargne nette ajustée et on vérifie s'il varie positivement ou négativement d'une période à l'autre. Qu'est-ce qui empêche de tenir cet indicateur pour représentatif du bien-être présent et futur ? Le fait qu'on ne sorte pas d'une évaluation monétaire. Celle-ci ne pose pas de problème insurmontable pour la dépréciation du capital technique (encore que…), mais relève de l'arbitraire pour la dégradation de la nature que l'on ne peut mesurer que par le coût de réparation éventuelle de cette dernière, et surtout parce que, pour déterminer une dépréciation, il faut connaître la valeur de départ, chose impossible pour la nature qui n'a pas de valeur économique intrinsèque préalable à l'activité humaine.

D'ailleurs, les économistes de la Commission Stiglitz semblent être conscients de cette contradiction parce qu'ils recommandent un « indice monétaire de soutenabilité [qui] doit demeurer principalement axé sur les aspects économiques de la soutenabilité[113] ». On les comprend ; puisque leur nouvel indice fétiche, l'ENA est au beau fixe : « Que donne la comparaison de cet indicateur avec les mesures classiques de l'épargne et de l'investissement dans la comptabilité nationale ? Comme on peut le voir sur les graphiques 3.1 et 3.2 concernant la France et les États-Unis, le niveau d'épargne nette ajustée est principalement déterminé par l'épargne brute, ajusté pour la consommation de capital et les dépenses d'éducation, et semble être très marginalement affecté par d'autres éléments de correction (même si les ajustements pour l'épuisement des ressources naturelles n'étaient pas si marginaux que cela aux États-Unis pendant les années 1980).[114] ». En fait, les graphiques proposés par la Commission montrent une évolution strictement parallèle pour l'épargne brute et l'épargne nette ajustée (celle-ci se situant à un cran inférieur, mais toujours positif). Autrement dit, l'information supplémentaire apportée par l'ENA est insignifiante.

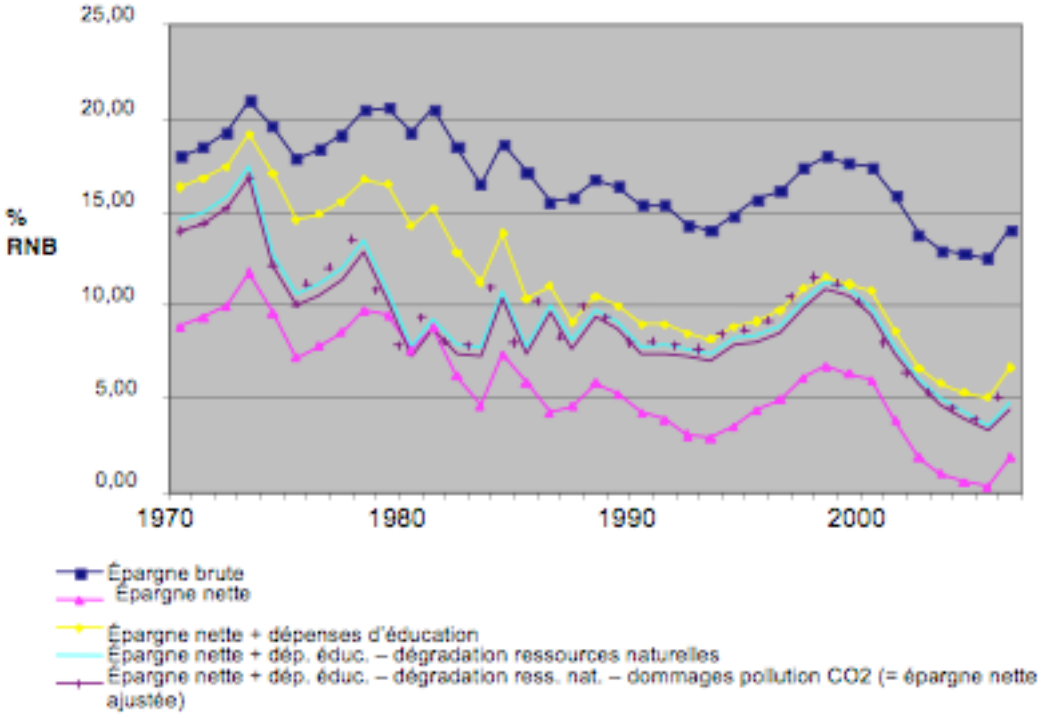
---

[112] World Bank, *Where is the Wealth of Nations ? Measuring Capital in the 21st Century*, Washington DC, World Bank, 2006, http://siteresources.worldbank.org/INTEEI/214578-1110886258964/20748034/All.pdf.
[113] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. II, p. 372, et aussi vol. I, p. 182.
[114] *Ibid.*, vol. II, p. 327.

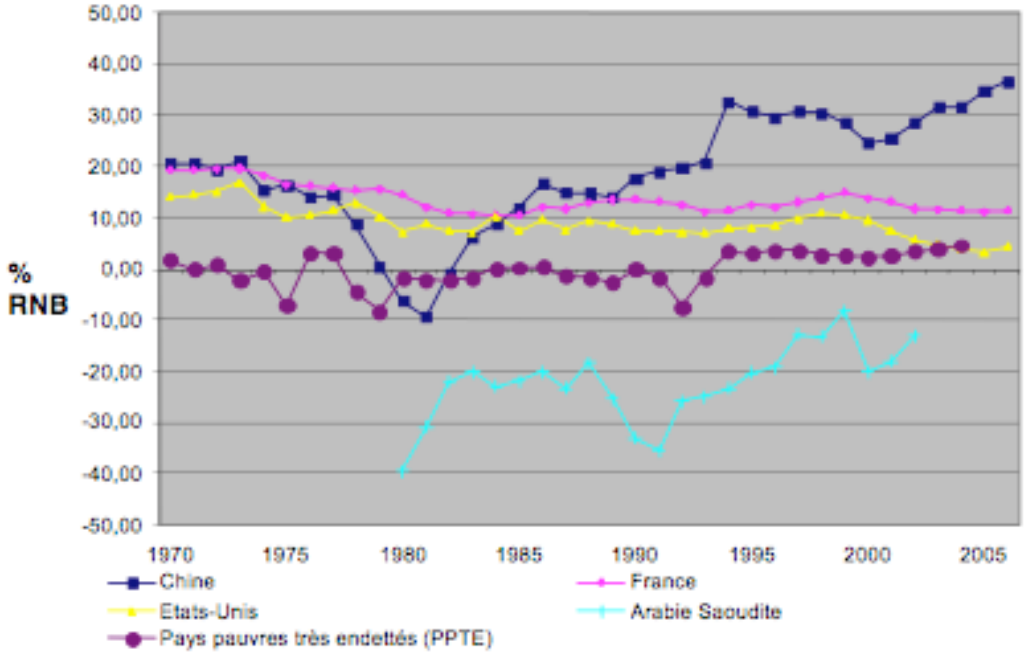
Graphique 3.1 De l'épargne nationale brute à l'épargne nette ajustée
Quels sont les principales sources d'écart ? (France)



Graphique 3.2 De l'épargne nationale brute à l'épargne nette ajustée
Quelles sont les principales sources d'écarts (Etats-Unis)



Graphique 3.3 Epargne nette ajustée pour une sélection de pays, 1970-2006



Source : les trois graphiques sont tirés de Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf, *op. cit.*, p. 267-268.

La prudence de la Commission Stiglitz arrive donc bien tard, après avoir additionné toutes les formes de capitaux, par le biais de « prix fictifs[115] » ou « virtuels[116] ». L'absence de prix de marché pour bon nombre d'éléments naturels taraude à ce point les économistes *main stream* que le pas entre la monétarisation et la marchandisation est vite franchi dès lors qu'on instaure des droits de propriété sur les biens communs. Aussi, ne faut-il pas s'étonner qu'une sourde bataille soit menée au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour que soient conclus les accords sur le commerce des services (AGCS) et sur le droit de propriété intellectuelle (ADPIC). La période actuelle est celle de l'avancée de la frontière de l'espace de la propriété privée. Un peu comme les enclosures en Angleterre au XVIIIe siècle et les lois sur le vol de bois dans la Prusse du XIXe avaient rendu possible la privation des pauvres de leurs droits coutumiers, la reprise d'une forte accumulation du capital exige aujourd'hui un élargissement des droits de propriété et donc une expropriation du bien commun, qu'il s'agisse de la nature ou de la connaissance.[117]

Aussi le lecteur du rapport de la Commission Stiglitz ne peut-il être que très surpris de la conversion de son coordinateur. En 2008, Fitoussi publiait avec son collègue Laurent un livre dans lequel les auteurs écrivaient : « on peut décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système[118] ». Ils faisaient donc leur l'hypothèse de la substituabilité infinie entre les facteurs de production,

[115] *Ibid.*, vol. II, p. 350.
[116] *Ibid.*, vol. II, p. 356.
[117] Voir Bensaïd D., *Les dépossédés, Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Paris, La Fabrique, 2007.
[118] Fitoussi J.P., Laurent E., *La nouvelle écologie politique, Économie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008, p. 54.

qui est sous-jacente à la conception de la soutenabilité faible qu'on trouve dans le mot d'ordre officiel du développement durable, façon « capitalisme vert ». Aux antipodes de cette affirmation, en remettant le rapport au président de la République française, Fitoussi déclarait : « Une situation est soutenable si nous pouvons léguer aux générations futures un capital au moins aussi élevé que celui dont nous avons disposé. L'idée est simple, mais la difficulté tient à ce qu'il existe plusieurs catégories de capitaux : le capital économique (les patrimoines des entreprises, des ménages, des administrations publiques), mais aussi le capital humain et, bien sûr, le capital naturel. Il faudrait pouvoir agréger toutes ces catégories de capitaux. Nous proposons un indicateur d'épargne nette ajustée qui mesure les variations du capital global, incluant le capital naturel. Cela suppose de savoir déterminer, en dehors du marché, un système de prix implicites. Ce système de prix devrait être tel que, quand certaines ressources tendent vers zéro, leur prix tend vers l'infini. Ainsi, quelle que soit l'importance du capital économique ou du capital humain, ils ne compenseront pas l'érosion du capital naturel si une ressource naturelle est en train de disparaître.[119] »

3) L'économie toujours dominante ?

Aussi bien intentionnés soient-ils, tous les experts convoqués au chevet des nouveaux indicateurs de richesse sont écartelés entre l'obligation de considérer la difficulté des sociétés actuelles à emprunter un chemin soutenable à long terme et leur attachement à une économie capitaliste dont la croissance est le moteur. Rarement, on trouve un tel avertissement : « Il ne sera pas possible d'accroître indéfiniment la production économique, notamment celle des biens.[120] » Avertissement vite oublié, car la référence qui est faite au rapport Brundtland constitue un véritable détournement de sens : « Le Sommet de Rio de 1992 a notamment permis d'ébaucher une définition du développement durable qui repose sur trois piliers : l'efficacité économique, l'équité sociale et la soutenabilité environnementale.[121] ». Or la célèbre définition du développement soutenable[122] ne met pas au même plan les trois aspects retenus par la Commission Stiglitz (qui sont en fait la traduction qu'en donnent l'OCDE et les autres institutions internationales), car le premier aspect est, pour le rapport Brundtland, le moyen pour atteindre les deux derniers qui sont les véritables finalités : équité intra-générationnelle et équité inter-générationnelle.[123]

Si on peut reconnaître à la Commission Stiglitz une remarquable capacité de synthèse d'une littérature foisonnante, la montagne a sans doute accouché d'une souris. À son actif cependant, notons que, même en s'accrochant à l'illusion de la monétarisation afin d'augmenter un PIB jamais assez grand pour signifier le bien-être, elle a la sagesse de conclure à la nécessité de tableaux de bord complémentaires au PIB et différents de ce dernier.

Mais est-ce que la méthode fondée sur la variation des stocks est capable de mesurer l'évolution du bien-être et la soutenabilité de cette évolution ? La réponse serait positive si les

---

[119] Fitoussi J.P., « Un enjeu démocratique », *Alternatives économiques*, n° 283, septembre 2009. Pour une critique des thèses de Fitoussi, voir Harribey J.-M., « La croissance élitiste », *op. cit.* ; « Je puise, donc j'épuise », *Le Sarkophage*, n° 14, septembre 2009, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/puise-epuise.pdf.

[120] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 124 et vol. II, p. 221.

[121] *Ibid.*, vol. II, p. 311-312.

[122] Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Fleuve. 1987, p. 51 : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »

[123] Toutefois, le rapport Brundtland disait : « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et "environnementalement" soutenable. » (p. XXIII).

auteurs appliquaient à eux-mêmes le précepte qu'ils recommandent[124] : séparer les instruments de bord servant à effectuer les mesures. Mais ce choix est contredit et invalidé dès l'instant où tout a été ramené à du capital dont les formes peuvent se décliner à l'infini (les caractères du bien-être individuel sont innombrables) et prendre la place les unes des autres. Si chaque variation de stock était examinée séparément et si sa mesure était positive, la soutenabilité pourrait être décrétée une fois constatée cette positivité dans chacun des domaines, au nom de la complémentarité des ressources : une seule ressource manque – facteur limitant – et l'homme est dénudé. L'alternative entre complémentarité et substituabilité des ressources (soutenabilité forte/faible) est donc indépassable, contrairement à l'hypothèse de la Commission Stiglitz[125]. De ce point de vue, elle se situe bien en retrait des propositions de Roefie Hueting et Peter Bosch qui ont cherché à mettre en relation les coûts de préservation et de restauration des fonctions environnementales et la demande inélastique par rapport aux prix et respectant la norme environnementale dans une perspective de soutenabilité forte.[126]

Le refus de monétariser tous les actes de la vie humaine et tous les éléments naturels, *a fortiori* le refus de les marchandiser, la réhabilitation de la valeur d'usage dont l'espace doit être distingué de celui de la valeur d'échange, la reconnaissance de la multidimensionnalité de la qualité de la vie, irréductible à la quantité de biens consommés, et le respect des êtres humains et de la nature, protégés d'une exploitation éhontée, voilà quelques-unes des conditions nécessaires à une véritable critique de la prétendue science économique, dont la Commission Stiglitz a cru se démarquer en évitant d'identifier le principal objet que les indicateurs doivent mesurer.

Tout au long des deux ouvrages de la Commission Stiglitz, abondamment documentés sur beaucoup de sujets, il y a en effet un grand absent : le capitalisme, alors que dans les productions des autres institutions internationales on trouve de plus en plus souvent la rhétorique sur le capitalisme vert. Et c'est là que réside le véritable tour de force de la Commission : réussir, en pleine crise globale, à ne pas dire un seul mot de la racine principale des maux que les nouvelles définitions du bien-être, du progrès social et les nouveaux systèmes de mesure sont censés guérir. Nulle part, il n'est dit que l'indicateur phare de la comptabilité nationale, le PIB, est finalement assez adapté pour mesurer la dynamique d'accumulation infinie du capitalisme, bien qu'il contienne en son sein des éléments contraires relatifs à la sphère non marchande. Et, sans doute, il ne suffirait pas de construire de nouveaux instruments de mesure pour que l'économie fonctionne autrement.[127]

À l'opposé de la Commission Stiglitz, la démarche de la « comptabilité adaptée au renouvellement de l'environnement » (CARE), proposée notamment par l'expert-comptable et professeur Jacques Richard,[128] mérite attention. Il s'agit de refuser la nouvelle comptabilité financière en vogue et d'appliquer les règles de la « comptabilité au coût historique » permettant de prendre en compte tous les coûts des impacts sur l'environnement. Cette approche a l'avantage de ne pas exclure *a priori* une évaluation monétaire de ces impacts,

---

[124] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. I, p. 314-315 et vol. II, p. 372-373.
[125] *Ibid.*, vol. II, p. 315.
[126] Hueting R., Bosch P.R., « Sustainable National Income in the Netherlands : The Calculation of Environmental Losses in Money Terms », Symposium international, Paris, 16-18 mars 1994, « Modèles de développement soutenable, Des approches exclusives ou complémentaires de la soutenabilité ? », Université Panthéon-Sorbonne, C3E (Centre Économie-Espace-Environnement), AFCET, volume I, p. 43-56. Nous avons présenté leurs travaux dans Harribey J.-M., « Le développement soutenable par la réduction du temps de travail », *op. cit.*, chapitre 9, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-chapitre9.pdf, et dans *L'économie économe*, *op. cit.*, chapitre 8.
[127] Voir aussi Husson M., « Les indicateurs pour les nuls », *Politis*, n° 1069, 24 septembre 2009, http://hussonet.free.fr/indicnul.pdf.
[128] Richard J., *Comptabilité et développement durable*, Paris, Economica, Gestion, 2012.

mais calculée à partir des coûts de restauration ou de préservation. De ce fait, à notre sens, elle se heurte elle aussi à la difficulté propre à l'inexistence d'un « coût historique » d'une production humaine de la nature, qui ne peut donc faire l'objet d'un amortissement comparable à celui d'un capital productif ordinaire. Aussi, l'idée d'appliquer « les principes fondateurs du capitalisme traditionnel (et non ceux du capitalisme financier) au capital naturel et au capital humain [pour] provoquer une révolution dans la gouvernance des entreprises[129] » nous paraît-elle assez illusoire.

4) Hors des sentiers battus des indicateurs

Quelles pistes pourrait-on tracer pour qu'il en soit différemment ?

- En premier lieu, inscrire la construction de nouveaux indicateurs dans un projet de dépassement de la logique du profit et de l'accumulation capitaliste, dont le point de départ serait un bornage strict de l'espace marchand et la protection, voire l'extension, des espaces non marchand et non monétaire, autant de questions qui ne peuvent être laissées aux experts mais que doivent s'approprier les citoyens.
- En ce qui concerne le PIB, sa critique doit tenir compte de deux aspects qui le rendent indispensable en dépit de ses défauts : il contient en son sein, outre les biens et services marchands, toute la valeur monétaire des services non marchands et il a pour contrepartie les revenus distribués dans l'économie.
- L'incapacité du PIB à traduire l'amélioration de la qualité de la vie et du bien-être et la préservation de l'environnement doit être compensée par la construction et la visibilité d'indicateurs portant sur la répartition des revenus et des ressources, la réduction des inégalités de toutes sortes, les conditions d'emploi et de travail, la durée du travail, le temps libre, l'accès aux soins et à l'éducation, la qualité de l'alimentation et du logement, l'état quantitatif et qualitatif des ressources naturelles, les émissions de polluants et de déchets, la part des énergies renouvelables, la part des activités à but non lucratif, etc. Ces indicateurs doivent être conçus comme complémentaires aux indicateurs monétaires. Ils pourraient également avoir des déclinaisons régionales et locales afin qu'ils traduisent au plus près l'évolution des conditions de vie des populations et celle des impacts de l'activité humaine sur les écosystèmes.[130]
- En aucun cas, il ne peut être question de réduire tous les éléments précédents à une évaluation monétaire qui viendrait grossir artificiellement le PIB, sans que cela signifie une amélioration quelconque du bien-être, mais dont la finalité serait de laisser croire à une substitution possible d'un facteur à un autre, laquelle est contraire à une optique de soutenabilité véritable.
- S'il est assez facile, du moins en théorie, de distinguer les activités profitables et celles sans but lucratif, il est moins aisé de partager en leur sein ce qui est

[129] *Ibid.*, p. 217.

[130] Une étude originale a été menée par Le Groupe de travail sur les indicateurs de développement durable du Conseil régional du Nord-Pas de Calais, Direction du développement durable, de la prospective et de l'évaluation, pour le compte de l'Association des régions de France, « Développement durable : la révolution des nouveaux indicateurs », Rapport sur les indicateurs de contexte de développement durable, janvier 2012, http://www.arf.asso.fr/wp-content/uploads/2012/04/rapportfinalARF.pdf. Sous l'égide de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) d'Île de France et de la Mission d'information sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Île de France (MIPES), un indicateur synthétique à 16 variables a été élaboré en 2009 : « Un indice de situation sociale régional (ISSR) pour la région Île de France », juin 2009, http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_588/Indice_de_situation_sociale_regional_ISSR_avec_signets.pdf. De son côté, l'Assemblée des Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER) a élaboré un document de synthèse sur les expériences en cours : « Les indicateurs territorialisés du développement durable », juin 2012, http://www.cesdefrance.fr/upload/11878.pdf?PHPSESSID=6d18637e743b980879734e1968e61908.

> objectivable et mesurable selon un critère quantitatif et ce qui ne l'est pas et ne doit pas l'être. Il s'ensuit que la juxtaposition, sans fusion possible, d'indicateurs monétaires et d'indicateurs faisant état de la qualité des situations sociales et des ressources est une condition de l'amélioration de la connaissance que nous en avons.[131]

Dans la problématique de l'économie politique classique et de sa critique marxienne, tout était réductible à du travail. Dans celle qui domine aujourd'hui au sein des instances internationales et des creusets universitaires, tout se ramène à du capital. Avoir choisi un titre du premier volume de la Commisison Stiglitz qui rappelle *La Richesse des nations* d'Adam Smith est un total contresens et un manquement à la mémoire du grand moraliste écossais.

Si la définition du bien-être relève seulement de la subjectivité des individus[132], il n'y a pas de projet collectif possible. Ainsi, l'économie actuelle est l'horizon de l'humanité. Elle est donc durable par définition. Il suffit de quelques indicateurs monétaires un peu plus sophistiqués pour accompagner l'élargissement de l'espace de la marchandise et le tour est joué. L'espace de la gratuité construite socialement disparaît alors.

Il faut donc plaider pour que la recherche de nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être ne soit pas sortie des rails de la critique de l'économie politique, en faisant attention à ne pas confondre échanges monétaires et échanges marchands, à maintenir l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur d'échange, à considérer que, dans le PIB, sont comptées les productions marchandes et les productions non marchandes et, finalement, que la monnaie est certes un instrument d'accumulation privée lorsqu'elle est transformée en capital avide de valorisation, mais qu'elle est aussi un bien public sans lequel aucune redistribution sous forme de protection sociale ne serait possible, ni aucune socialisation partielle de la richesse produite sous forme de services non marchands.

Gardons-nous de développer un imaginaire illusoire selon lequel de nouveaux indicateurs de richesse seraient « en mesure » d'identifier de nouvelles sources de valeur monétaire distribuable sous forme de revenus par définition monétaires. Il n'y a de source de ceux-ci qu'en contrepartie du fameux PIB. Deux objectifs politiques s'imposent donc : modifier la structure de ce PIB vers l'espace non marchand et vers la qualité ; construire des indicateurs sociaux qualitatifs à côté du PIB. Le PIB ne mesurera jamais l'utilité et s'évertuer à la rechercher en son sein serait un retour à l'avant-Aristote.

---

[131] Dans *L'idée même de richesse*, Paris, La Découverte 2012, p. 32, A. Caillé exprime un point de vue très proche : « Le débat est ainsi clairement posé. Et le choix à effectuer aussi : généraliser la norme économique ou quasi économique et tout mesurer – ce qui implique de tout rendre mesurable –, ou bien "sanctuariser" certaines activités ? En fait, les termes de ce dilemme sont tous deux intenables. Tout soumettre à la mesure, tout calculer, ne peut qu'engendrer un monde inhumain et terrifiant. Mais il n'y a pas plus de sens à tenter de "sanctuariser" tel ou tel secteur, comme si on instituait une sort de réserve d'Indiens ou de musée floklorique. Au contraire, il convient de déterminer dans chacun des secteurs et dans chacune des activités ordinaires la part de ce qui doit être objectivé et mesuré (ce qui n'est pas la même chose), et la part de ce qui ne peut pas et ne doit pas l'être. »

[132] Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P., *op. cit.*, vol. II, p. 146.

Chapitre 9

Vers de nouvelles conceptions de la richesse, de la valeur et de leur partage

> *« Déterminer les lois qui gouvernent cette répartition [entre les classes] constitue le principal problème en économie politique. »*
> David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris, GF-Flammarion, 1992, p. 45.

Refonder une théorie critique de la richesse et de la valeur est rendu nécessaire par l'entrée du capitalisme dans une crise sans précédent, aux racines sociales et écologiques étroitement imbriquées. L'organisation des sociétés tendue vers la mise en valeur toujours plus grande du capital a produit une perte de sens de l'activité économique, sinon de l'activité humaine. On a donc vu fleurir nombre de propositions alternatives, des plus orthodoxes aux plus radicales : de la croissance verte à la décroissance, en passant par le développement soutenable. Nous avons nous-même participé aux discussions sur ces questions, voire aux controverses au sujet du développement soutenable et de la décroissance. Nous avons exprimé une préférence pour une stratégie de développement qualitatif aussi éloignée d'une économie où la recherche du profit prime sur toute autre considération que d'une « sortie de l'économie ». Comme la croissance économique infinie est impossible, la recherche d'une croissance matérielle forte comme voie de sortie de la crise globale du capitalisme productiviste est impraticable et vouée à l'échec à long terme. Mais la proposition de décroissance immédiate prônée par certains théoriciens est tout aussi illusoire, car elle ignore la nécessité d'une transition qui s'étalera vraisemblablement sur plusieurs décennies à l'échelle mondiale. Ainsi, la transformation des systèmes énergétiques, des systèmes et modes de transport, de l'urbanisme, de l'habitat, ainsi que la reconversion de pans entiers de l'industrie et le passage d'une agriculture industrielle polluante et destructrice des paysages et de la biodiversité à une agriculture biologique ou plus raisonnable exigeront des investissements massifs qu'un contexte de diminution de la production globale – au sens strict d'une décroissance – ne permettrait pas.

L'explicitation des enjeux politiques qu'impliquent ces choix suppose une clarification théorique que nous examinerons ici sous quatre aspects, allant du plus quantitatif au plus qualitatif. Le premier a trait au rapport entre croissance de la richesse et développement humain. Le deuxième porte sur le travail réalisé dans la sphère non marchande que nous considérons comme productif, non seulement de valeurs d'usage mais aussi de valeur. Le troisième aspect concerne un ensemble de concepts se rapportant à un pan important de la richesse, qui sont proches les uns des autres mais qu'il convient cependant de distinguer : biens publics, biens collectifs et biens communs. Enfin, la redéfinition de la richesse et de la valeur n'est pas un enjeu seulement conceptuel, elle est éminemment politique puisqu'elle est un élément de la construction d'une société juste.

1. Croissance de la richesse et développement humain

L'explicitation théorique qu'il faut effectuer se situe en amont des discussions au sujet des voies de sortie de la crise du capitalisme productiviste. Nous commencerons par résumer les principaux thèmes débattus avec les théoriciens de la décroissance, tout en partageant une critique écologiste radicale du mode de développement imposé par le capitalisme. Puis nous proposerons une catégorisation du rapport entre croissance et développement.[1]

1) Éléments de débat sur l'alternative décroissance-développement

Nous avons soulevé trois séries de problèmes économiques que les théories de la décroissance ne résolvent pas : sur la définition de ce concept, sur les transitions à opérer et sur l'évolution de la productivité.

Qu'est-ce que la décroissance ?

À la question « comment définir la décroissance ? », les réponses apportées par les partisans de cette option, dont « c'est un mot obus », ou bien « la décroissance n'est pas le contraire de la croissance », ou bien « c'est la transformation de l'imaginaire », ne sont pas à la hauteur des problèmes posés, voire peu sérieuses, et cela pour plusieurs raisons.

On ne peut pas critiquer la croissance du PIB qui serait l'objectif de nos sociétés (ce qui est faux[2]) en refusant ensuite d'admettre que la décroissance ne vise pas à le faire diminuer.[3]

> « La décroissance, pour nous, n'est pas la croissance négative, expression oxymorique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la

[1] Le lecteur trouvera des approfondissements sur ces thèmes dans les publications effectuées depuis une vingtaine d'années, notamment : Harribey J.-M. *L'économie économe*, *op. cit.* ; (dir. pour Attac) *Le développement a-t-il un avenir ?, Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004 ; « Peut-on penser un ordre international ? », *Revue internationale et stratégique*, IRIS, n° 54, été 2004, p. 61-63, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/quel-developpement.pdf ; « Vers une société économe et solidaire, Développement ne rime pas forcément avec croissance », *Le Monde diplomatique*, juillet 2004, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/developpement-croissance.pdf ; « L'ex(-)croissance », *Politis*, n° 796, 8 avril 2004, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/excroissance.pdf ; « Que faut-il développer ? », *Politis*, n° 1052, 14 mai 2009, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/que-developper.pdf. « Décroissance uniforme ou développement qualitatif ? », Séminaire « Anti-productivisme, décroissance et démocratie », Montbrison, 5 et 6 février 2005, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/vu-developpement.pdf ; « La misère de l'écologie », *op. cit.* ; « Une conception de la richesse non marchande pour sortir du faux dilemme croissance-décroissance », *in* Berr É., Harribey J.-M. (dir.), *Le développement en question(s)*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2006, p. 265-288, http://harribey.u- bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/depasser-dilemme.pdf ; « Les théories de la décroisssance, Enjeux et limites », *Cahiers français*, « Développement et environnement », n° 337, mars- avril 2007, p. 20-26, http://harribey.u- bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/decroissance.pdf ; « La décroissance : nouvelle utopie ou impasse ? », *Encyclopaedia Universalis, Forum*, 2008, p. 944-950, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/decroissance- eu.pdf ; « Que faire croître et décroître ? », *Contretemps*, n° 21, février 2008, p. 85-95, http://harribey.u- bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/croitre-decroitre.pdf.

[2] Aucun capitaliste pris individuellement ne recherche l'augmentation du PIB. La logique systémique n'est pas non plus tendue vers ce but. Le but du capitalisme est la rentabilité du capital pour en accumuler toujours davantage. La synonymie entre accumulation du capital et croissance économique est vraie pour la sphère marchande, mais l'économie n'est pas que la sphère marchande ; donc croissance économique et accumulation du capital peuvent être différentes. On retrouve ici la marque des hésitations théoriques concernant le marchand, le monétaire, la richesse, la valeur, l'économie, qui se sont traduites par l'idée de « sortir de l'économie » , cette économie assimilée intrinsèquement au capitalisme.

[3] Cette double affirmation crée un imbroglio inextricable, surtout quand elle est accompagnée, d'un côté, par un plaidoyer en faveur d'une « sortie de l'économie », comme par exemple dans Latouche S., *Vers une société d'abondance frugale*, *Contresens et controverses sur la décroissance*, Paris, Mille et une nuits, 2011, p. 24, et de l'autre, p. 27, par un appel à « réenchâsser le domaine de l'économique dans le social et le politique en le dépassant – ou en l'abolissant (*aufheben*) –, comme le marxisme l'avait promis, mais qu'il n'a pas réalisé ».

croissance. […] On imagine quelle catastrophe engendrerait un taux de croissance négatif ! De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société travailliste sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance dans laquelle la croissance n'est pas au rendez-vous. Cette régression sociale et civilisationnelle est précisément ce qui nous guette si nous ne changeons pas de trajectoire. Pour toutes ces raisons, la décroissance n'est envisageable que dans une "société de décroissance", c'est-à-dire dans le cadre d'un système reposant sur une autre logique.[4] »

Exagère-t-on si l'on résume cette définition par « la décroissance, c'est la décroissance » ? Cette difficulté est censée être résolue par l'idée que le mot d'ordre de la décroissance ne vise qu'à sortir de l'imaginaire de la croissance, comme le répètent aussi bien Latouche qu'Ariès. Mais la référence de ces deux auteurs à Castoriadis, en centrant tout sur l'imaginaire, est insuffisante pour sauver leur thèse d'une épistémologie idéaliste, où tout se joue au niveau des représentations, totalement coupées des rapports de classes, bien loin de la position d'un Maurice Godelier faisant de l'« idéel » une composante du « matériel »[5]. Où conduit la recherche d'un refuge exclusivement dans le registre des représentations ? À un raisonnement circulaire et à l'éclatement de ce courant de pensée : « Le programme d'une politique nationale de décroissance apparaît comme paradoxal. La mise en œuvre de propositions réalistes et raisonnables a peu de chances d'être adoptée et moins encore d'aboutir sans une subversion totale. Celle-ci présuppose le changement dans l'imaginaire que la réalisation de l'utopie féconde de la société autonome et conviviale est seule en mesure d'engendrer.[6] » Autant dire que la transformation est impossible puisqu'elle suppose que le problème soit déjà résolu. Ariès a senti le risque théorique et politique : « La décroissance est un mot obus destiné à briser l'idéologie dominante. Elle n'a pas cependant vocation à demeurer une simple opération de décolonisation de l'imaginaire mais doit devenir un véritable projet politique.[7] » Mais il ajoute quelques pages plus loin : « La décroissance a cette vertu rare de faire basculer dans un nouvel imaginaire.[8] » Si l'on comprend bien, la décroissance relève du registre de l'imaginaire qui possède la capacité de changer la société.

L'assimilation entre « économie » et « capitalisme » ou entre « économie » et « productivisme » est intenable. Serge Latouche[9], Gilbert Rist[10] et Paul Ariès[11] font de l'économie une invention de la modernité, entérinant ainsi la confusion de l'économie en tant que catégorie anthropologique et de l'économie capitaliste en tant que catégorie historique, et en considérant qu'avant le capitalisme il n'y avait pas d'économie. La chose est vraie si on a au départ défini l'économie comme l'économie capitaliste, mais c'est une tautologie. Ces auteurs ont évidemment le droit de soutenir une telle thèse mais on ne peut la tenir pour indiscutable, allant de soi, comme une vérité révélée, alors que par ailleurs ils fustigent avec raison la « croyance » en l'économie comparable à une nouvelle religion. Latouche considère la décroissance comme un « éco-socialisme[12] », sans mentionner que ce concept est né ailleurs[13], et il avertit : « Si nous n'insistons pas sur la critique spécifique du capitalisme, c'est

---

[4] Latouche S., *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits, 2007, p. 21.
[5] Godelier M., *L'idéel et le matériel, op. cit.*
[6] Latouche S., *Petit traité de la décroissance sereine*, *op. cit.*, p. 117.
[7] Ariès P., *La décroissance, Un nouveau projet politique*, Villeurbanne, Golias., 2007, p. 11.
[8] *Ibid.*, p. 39.
[9] Latouche S., *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel, 2005.
[10] Rist G., *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1996, 2e éd. 2001.
[11] Ariès P., *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Éd. Golias, 2005.
[12] Latouche S., *Petit traité de la décroissance*, *op. cit.*, p. 140.
[13] Voir notamment Benton T., « Marxisme et limites naturelles : critique et reconstructions écologiques », *op. cit.* ; Löwy M. (coord.), *Écologie et socialisme*, *op. cit.* ; Kovel J., *The Enemy of Nature : The End of Capitalism or the End of the World ?*, *op. cit.* ; Löwy M., *Écosocialisme, L'Alternative radicale à la catastrophe écologique planétaire*, *op. cit.*.

qu'il nous paraît inutile d'enfoncer une porte ouverte. Cette critique a, pour l'essentiel, été faite et bien faite par Karl Marx. Toutefois, il ne suffit pas de remettre en cause le capitalisme, mais toute société de croissance. Et là, Marx est pris en défaut.[14] » Il y a ici, de notre point de vue, une erreur et un point de débat contradictoire. L'erreur est de croire que l'on n'a pas besoin de mener une critique du capitalisme contemporain, alors que la transformation qu'il a imposée au monde depuis trois décennies a exacerbé sa tendance à la marchandisation généralisée. Le capitalisme tend à se rapprocher de son modèle « pur[15] », comme le dit Michel Husson, en soumettant toutes les activités humaines à une rentabilité financière exorbitante, par le sacrifice de l'emploi, des salaires, du droit du travail, de la protection sociale et aussi des investissements qui seraient nécessaires pour prendre vraiment en compte l'écologie. Dans ces conditions, affirmer qu'une critique du capitalisme est devenue inutile invalide toute profession de foi « anticapitaliste ». Ensuite, il reste à débattre du principe fondamental qui gouverne notre société. S'agit-il bien de la croissance ou du capitalisme ? Latouche et la plupart des théoriciens de la décroissance abandonnent la critique du capitalisme, non pas, principalement, parce qu'« elle a été faite et bien faite » par Marx, mais parce que fondamentalement ils n'adhérent pas ou plus à cette critique, et qu'il situent l'origine de nos maux au-delà de ce système. La « société de croissance » ou bien la « démesure humaine[16] », l'*hubris*, surdétermineraient tout, indépendamment des rapports sociaux.[17]

En jetant par-dessus bord tout ce qui a trait de près ou de loin à l'économie politique et à sa critique marxienne, toutes les apories concernant la richesse et la valeur refont surface. Ainsi, « les objecteurs de croissance devraient considérer que puisqu'un bien gratuit ou semi-gratuit est un bien dont la valeur d'usage *excède* la valeur d'échange, il constitue en lui-même une arme de destruction massive du système croissanciste puisqu'il sape ses fondations.[18] » Or, la valeur d'usage ne peut « excéder » la valeur d'échange puisqu'elles sont incommensurables. Tout le génie d'Aristote, de Smith, de Ricardo et de Marx est là. La critique radicale de la marchandise et la légitimité d'un espace non marchand, voire non monétaire, sont implicitement au cœur de l'économie politique, dont toutes les critiques vulgaires de l'économie politique, sous couvert de critique de l'économisme, ne voient pas l'enjeu. Cette incompréhension est encore révélée par le fait qu'Ariès définit la valeur d'usage comme exclusivement matérielle, sans voir que l'usage symbolique en est partie constituante. Le fait que la voiture soit un moyen de locomotion et surtout un objet libidinal[19] est au cœur de la valeur d'usage entendue comme matérielle et symbolique, ce qui ne revient pas à donner quitus au fait que le capitalisme ait fait en sorte que le second aspect soit démultiplié, mais qui permet de prendre des distances avec une certaine tendance à la négation de l'homme en tant qu'être de désir. Il vaut mieux prendre acte de ce fait pour pouvoir le réguler plutôt que de le nier, comme si les objets pouvaient retrouver une fonction première indépendante de sa détermination sociale : « Une société de décroissance ne peut exister que si nous parvenons à libérer les objets de cette surdétermination socio-libidinale qui les fait fonctionner *pour autre chose que ce qu'ils devraient être*.[20] »

Dans le contexte de crise majeure du capitalisme mondial qui se traduit en de nombreux endroits par la récession économique frappant les plus pauvres, on doit pouvoir répondre aux interrogations concernant les transformations à envisager pour passer d'un modèle

---

[14] Latouche S., *Petit traité de la décroissance*, *op. cit.*, p. 136.
[15] Husson M., *Un pur capitalisme*, *op. cit*.
[16] C'est la thèse de Besset J.-P., *Comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire*, Paris, Fayard, 2005.
[17] Loin de nous l'idée de nier l'existence de cet *hubris* dont les Grecs avaient eu l'intuition, et que Castoriadis avait souligné ; ce que nous contestons, c'est l'idée que l'*hubris* pourrait être isolé de l'enracinement social et des phénomènes de domination dans lesquels il se débride.
[18] Ariès P., *Décroissance ou barbarie*, *op. cit.*, p. 116-117, souligné par nous.
[19] *Ibid.*, p. 100.
[20] *Ibid.*, p. 100-101, souligné par nous.

productiviste à un modèle socio-écologique sans provoquer encore davantage de dégâts sociaux. Ariès a été l'un des premiers des théoriciens actuels de la décroissance à prendre parti pour la réduction du temps de travail comme voie importante afin d'éliminer le chômage et de transformer la conception que nous nous faisons du bien-être. Mais ce choix est aussitôt troublé par l'idée qu'il convient d'instaurer un revenu universel dont on se demande d'où il sortirait puisqu'il serait versé « préalablement[21] » à tout travail. Une fois de plus, le mythe de la génération spontanée est la version « de gauche » de la fécondité du capital : la richesse monétaire naîtrait en dehors du travail humain ; on sait combien cette fable fait des ravages pour imposer les fonds de pension. On approuve Ariès dans son éloge de la gratuité mais, hormis les richesses naturelles comme la lumière solaire, il n'y a de gratuité possible pour les choses produites par l'homme que lorsque la productivité du travail est infinie, ce qui n'est possible qu'asymptotiquement lorsque les coûts deviennent infimes (logiciels), la seule « gratuité » possible étant alors une gratuité construite, c'est-à-dire plus exactement une socialisation du coût qui demeure non nul. Dès lors, la critique fréquente mais vulgaire de la productivité est incompatible avec un éloge de la gratuité. Que vaut alors l'affirmation que la décroissance n'est pas le retour en arrière, après avoir loué les communautés indiennes qui réservaient l'usage de la roue aux jouets[22] ?

Quelle transition ?

La nécessité de diviser par 4 ou 5 les émissions de gaz à effet de serre va exiger de telles économies d'énergie, de telles améliorations de nos processus de production qu'elles seront incompatibles avec les normes de rentabilité capitaliste, telles qu'elles s'expriment dans le capitalisme néolibéral, justifiant le dépassement du capitalisme et du productivisme. La transition entre une société d'exploitation et une société solidaire et écologiste doit être pensée simultanément sur le plan de la justice sociale et de la reconversion écologiste de l'économie :

- en termes de justice sociale : la reconversion de pans entiers de l'économie ne peut pas être conduite sans prendre en compte l'emploi, la qualification, la qualité du travail… ;
- en termes d'investissements : la transformation de nos systèmes énergétiques, de nos modes de transport, de notre urbanisme et de notre habitat exigera des investissements colossaux pendant des décennies ; cela serait-il possible dans un contexte où on aurait organisé une diminution de 2 % par an (-1/3 en 20 ans, - 55 % en 40 ans), 3 % (- 47 % en 20 ans, - 70 % en 40 ans) ou 4 % (- 56 % en 20 ans, - 80 % en 40 ans) du PIB pendant plusieurs décennies ?

C'est impossible parce que l'économie n'est pas simplement une affaire de tuyaux que l'on branche et débranche dans l'instant à loisir, en redirigeant les investissements par un coup de baguette magique. Les interdépendances entre secteurs font qu'il y faudra du temps. Un peu comme lorsqu'on dit qu'on peut sortir du nucléaire en deux décennies environ et pas immédiatement.

C'est la raison pour laquelle nous avons proposé la notion de décélération de la croissance comme *première étape* pour déconnecter progressivement le progrès humain et le bien-être de la croissance matérielle, en sachant qu'il n'y a pas de croissance économique infinie possible. La notion est reprise aujourd'hui par certains[23], souvent sous la forme de son synonyme de ralentissement, à partir de transformations concrètes :

---

[21] *Ibid.*, p. 106.

[22] *Ibid.*, p. 17.

[23] Opposé, semble-t-il, à la notion d'étape de transition qu'il considère comme « s'attaquant aux symptômes sans toucher aux causes », S. Latouche dans *Vers une société d'abondance frugale*, *op. cit.*, p. 45, accepte celle de « premier temps », et, antérieurement réticent à l'idée de décroissance sélective, il admet désormais « des régressions d'activités nocives » et « une augmentation des biens relationnels marchands et/ou (surtout) non marchands ». L'impensé de la transition des partisans de la décroissance est noté à juste titre par deux auteurs Prieto M. et Slim A., *Consommer moins pour vivre mieux ? Idées reçues sur la décroissance*, Paris, Le Cavalier

- en approfondissant la manière de réduire les inégalités ; à ce sujet, le revenu maximum fait partie des propositions qui commencent à être assez largement approuvées ;
- en approfondissant la distinction entre les productions qui, pendant cette phase de transition, devront diminuer et celles qui devront croître parce que le capitalisme est très réticent à les mettre à disposition s'il n'a pas réussi à les privatiser ; d'où l'importance de la distinction entre sphère marchande et sphère non marchande que les théoriciens de la décroissance ont eu tant de mal à faire parce que, longtemps, ils ont confondu marchand et monétaire et non marchand et non monétaire lorsqu'ils ont épousé la critique du PIB, aujourd'hui tellement ressassée qu'elle en est devenue triviale, sinon fausse, puisque le PIB contient tout le produit monétaire non marchand.

Triviale et même fausse car personne ne peut savoir à l'avance si, pendant la phase de transition, le PIB augmentera parce que les productions qui auront crû l'emporteront sur celles qui auront décru, ou bien s'il diminuera parce que l'inverse se sera produit. Personne non plus ne peut savoir à l'avance si le renchérissement des productions propres écologiquement et justes socialement fera plus ou moins que compenser, en termes de valeur de la production globale, une éventuelle diminution des volumes produits. Ce dernier point serait mineur si les théoriciens de la décroissance n'affirmaient pas simultanément deux choses contraires : qu'il ne s'agit pas pour eux d'une similitude avec la récession et que la production globale doit diminuer.

Dès lors, il vaudrait mieux parler de décroissance des consommations de matières premières et d'énergie que de décroissance de la production globale pendant la phase initiale de la transition, bien qu'il ne soit pas certain que l'on puisse avoir l'une sans l'autre dans un laps de temps aussi court que quelques décennies (voir l'encadré « Sur le découplage de l'utilisation de la nature par rapport à la croissance »). En tout cas, cela renforce l'exigence de ne pas mettre les pays du Sud au même régime que les pays du Nord et il est loin le temps où Serge Latouche écrivait que la décroissance sauverait le Sud[24]. Le plus surprenant est que les théoriciens comme lui oublient ce que disait leur inspirateur Nicholas Georgescu-Roegen qui distinguait, lui, croissance et développement :

> « Une grande confusion imprègne les vives controverses relatives à la "croissance" tout simplement parce que ce terme est utilisé dans de multiples acceptions. Une confusion sur laquelle Joseph Schumpeter a constamment mis en garde les économistes, c'est la confusion entre *croissance* et *développement*. […] Au niveau purement logique, il n'y a nul lien nécessaire entre développement et croissance ; on pourrait concevoir le développement sans la croissance. C'est faute d'avoir systématiquement observé les distinctions précédentes que les défenseurs de l'environnement ont pu être accusés d'être des adversaires du développement. En fait, la véritable défense de l'environnement doit être centrée sur *le taux global* d'épuisement des ressources (et sur le taux de pollution qui en découle).[25] »

Sur le découplage de l'utilisation de la nature par rapport à la croissance

---

bleu, 2010, p. 106 : « L'absence d'une théorie de la transition vers la décroissance ou l'ancrage à une théorie du changement rend difficile toute conjecture en la matière. Le passage brutal à une société de décroissance semble improbable et il faudra certainement déterminer de grandes étapes de changement progressif des sociétés. »

[24] Latouche S., « Contre l'ethnocentrisme du développement, Et la décroissance sauvera le Sud », *Le Monde diplomatique,* novembre 2004, http://www.monde-diplomatique.fr/2004/11/LATOUCHE/11652 ; cet article entendait répondre à celui que nous avions publié dans le même journal : « Vers une société économe et solidaire, Développement ne rime pas forcément avec croissance », *Le Monde diplomatique*, juillet 2004, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/developpement-croissance.pdf.

[25] Georgescu-Roegen N., *La décroissance, Entropie, écologie, économie*, *op. cit.*, p. 104-106.

Plusieurs études sont désormais disponibles pour évaluer les coûts d'une inaction face au réchauffement climatique et ceux au contraire d'une politique résolue, ou bien pour apprécier l'ampleur du découplage à opérer entre, d'un côté, la production et, de l'autre, les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'énergie et de ressources naturelles.

Le rapport de Nicholas Stern[26] en 2006 établit que 1 % de PIB par an serait nécessaire pour atténuer les effets du réchauffement climatique. En cas d'inaction, les conséquences seraient bien supérieures en termes de coût pour l'humanité : des pertes équivalentes à 5 à 20 % du produit mondial par an. Deux ans après avoir rendu son rapport, l'auteur a considéré que le dérèglement s'accélérait et qu'il faudrait, d'ici 2050, réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale et de 90 % aux États-Unis. Mais le rapport Stern conserve une conception très orthodoxe de la croissance économique. Il estime en effet que la croissance peut être poursuivie tout en stabilisant émissions de gaz à effet de serre.

Or, ce n'est pas du tout la conclusion à laquelle arrive Tim Jackson[27]. Le cœur de sa démonstration porte sur l'incapacité du découplage entre l'évolution de la production et celle de la consommation de ressources naturelles à résoudre la question écologique. Une unité de produit a beau nécessiter de moins en moins d'énergie et de matière, le découplage n'est que relatif et n'est jamais absolu ; il ne peut l'être tant que la production augmente plus vite que ne baisse l'utilisation des ressources par unité produite. C'est l'effet rebond connu aussi sous le nom de paradoxe de Jevons, qui empêche que la baisse de l'intensité énergétique ou de l'intensité carbone soit suffisante pour parier encore sur la croissance économique. Le problème est tellement important que Jackson juge que l'estimation des coûts à engager pour contenir le réchauffement climatique faite par Stern est trop optimiste.

À titre d'exemple, l'intensité des émissions mondiales de carbone par rapport à la production a baissé de près d'un quart au cours des quatre dernières décennies. Mais en dépit de la baisse des intensités énergétiques et en carbone, les émissions de dioxyde de carbone ont augmenté de manière absolue de 80 % depuis 1970 et de 40 % depuis 1990, année de référence du Protocole de Kyoto, à un rythme annuel de 2 %. L'Union européenne à 27 a diminué ses émissions de gaz à effet de serre de 17,5 % entre 1990 et 2011, ce qui lui permet d'afficher un bilan apparent favorable, ses obligations étant fixées à hauteur de 9 %. Cependant, si l'on tient compte des importations, la baisse n'est que de 4 % de 1990 à 2010, et les émissions de CO_2 contenues dans les importations de biens de consommation de l'Union ont augmenté de 130 %.[28]

Dans une étude réalisée en 2010, Michel Husson[29] a essayé de mesurer quel était le degré de croissance compatible avec l'objectif de réduire les émissions de dioxyde de carbone. Il a commencé par vérifier qu'en tendance l'intensité de la production mondiale en émissions de CO_2 diminuait depuis le début du XXe siècle après avoir cru pendant tout le XIXe. En particulier, cette intensité baisse de 1,5 % par an depuis quarante ans. Pour atteindre les objectifs du GIEC de stabiliser la concentration en gaz à effet de serre dans l'atmosphère en 2050 dans une fourchette 450 à 490 ppm et cantonner ainsi le réchauffement du climat entre 2°C et 2,4°C, il faudrait réduire les émissions de CO_2 de 2,1 % à 4,8 % par an. En testant deux hypothèses d'évolution de l'intensité de la production en émissions de CO_2, l'une poursuivant la tendance actuelle (baisse de 1,5 % par an), l'autre très optimiste (baisse de 3 % par an), Husson aboutit à la conclusion que « la réalisation des objectifs du GIEC est

[26] Stern N., « L'évaluation économique des conséquences du dérèglement climatique », *op. cit*.
[27] Jackson T., *Prospérité sans croissance*, *op. cit.*
[28] Selon les chiffres donnés par le Réseau Action climat-France, « Mais où se cachent les émissions issues de nos importations ? », Communiqué du 26 octobre 2012, http://www.rac-f.org/Mais-ou-se-cachent-les-emissions. On notera cependant que la méthodologie n'est pas toujours claire pour distinguer les flux import/export ou bien les émissions correspondant à la production nationale ou à la consommation finale nationale.
[29] Husson M., « Croissance sans CO_2 ? », Note hussonet, n° 24, octobre 2010, http://hussonet.free.fr/crco2.pdf.

incompatible à des degrés divers avec la poursuite de la croissance ». Il donne les résultats suivants :

Croissance annuelle du PIB compatible avec la réduction des émissions

	Objectifs de réduction des émissions	
Baisse de l'intensité en CO_2	– 50 % (– 2,1 % par an)	– 85 % (– 4,8 % par an)
– 1,5 % par an	– 0,6 %	– 3,3 %
– 3,0 % par an	+ 0,9 %	– 1,8 %

De la productivité ?

Si personne ne peut dire aujourd'hui quelle sera l'évolution future des volumes produits, il est probable que les progrès de la productivité du travail connaîtront une tendance au ralentissement, comme une manifestation de la difficulté à mettre en œuvre des révolutions techniques capables d'avoir des conséquences sur la productivité comparables à celles qu'ont eues les deux premières révolutions industrielles dans des périodes où les ressources naturelles semblaient inépuisables.[30] Il n'en reste pas moins que, chez beaucoup de théoriciens de la décroissance, ne sont pas toujours bien perçus les liens indéfectibles entre les évolutions des quatre variables que sont la production, l'emploi, la productivité horaire du travail et la durée individuelle du travail :

production = productivité horaire du travail x *nombre d'emplois* x *durée individuelle du travail*.

Ces liens sont vrais en toute circonstance. D'où le choix en faveur de la priorité de l'affectation des gains de productivité tant qu'il en subsistera, mais obtenus proprement (socialement et écologiquement), à la diminution du temps de travail plutôt qu'à la stimulation aveugle de la production. Et ce sera d'autant plus efficace en termes d'emploi, de qualité du travail et de qualité de la production que celle-ci aura été réorientée. On retrouve la question de la transition.

L'oubli ou la méconnaissance des liens entre les quatre variables précédentes se traduisent souvent par la confusion ou l'assimilation entre la productivité par tête et la production horaire.[31] C'est ainsi qu'on trouve souvent, chez les partisans de la décroissance,

[30] Gordon Robert J., « Is U.S. Economic Growth Over? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds », National Bureau of Economic Research, Working Paper n° 18315, http://www.nber.org/papers/w18315.

[31] C'est le cas chez Latouche S. et Harpagès D., *Le temps de la décroissance*, Paris, Éd. Thierry Magnier, 2010, p. 109 : « Selon les économistes, une relation naturelle lie la productivité, la croissance de la production et l'emploi. Sans productivité, pas de croissance, et sans croissance pas d'emplois. Cependant, il est concevable et même souhaitable de créer des emplois sans croissance, et ainsi de réduire les externalités négatives (pollutions de l'air, de la terre,et de l'eau principalement) en sacrifiant la productivité apparente. » Or, ce n'est ni « naturel » ni selon « les » économistes », c'est selon l'arithmétique la plus élémentaire ; ce n'est pas la « productivité » tout court, c'est la productivité par tête si la durée de travail individuelle ne change pas et la productivité horaire si la durée du travail varie ; il s'ensuit qu'on peut très bien avoir une baisse de la productivité par tête et une hausse de la productivité horaire. C'est aussi le cas chez Bayon D., Flipo F. et Schneider F., *La décroissance, 10 questions pour comprendre et en débattre*, Paris, La Découverte, 2010, p. 166 : «Le taux de croissance du PIB et l'évolution de l'emploi sont étroitement corrélés et la chute tendancielle du PIB est à l'origine de la forte progression du chômage. […] Notons tout d'abord que, au cours des années 1950-2009, le PIB en volume a été multiplié par plus de 7 alors que l'emploi ("le nombre d'actifs occupés") ne connaissait qu'une croissance d'un tiers et ce malgré une très forte réduction de la durée du temps de travail individuel, grâce à la réduction de la durée légale du travail à temps plein et, à partir de 1990, de la croissance du travail à temps partiel. » Ce paradoxe n'apparaît que parce que les auteurs oublient de mentionner l'évolution de la productivité horaire

la proposition de faire diminuer la productivité du travail, sans qu'il soit précisé s'il s'agit de la productivité individuelle ou de celle de l'unité de temps de travail. Imaginons que le projet futuriste des années 1970 « Travailler deux heures par jour[32] » voie le jour : il est quasiment certain que la productivité individuelle diminuerait, mais faudrait-il qu'il en soit de même pour la productivité horaire du travail ?

Il s'ensuit une autre incompréhension à propos de la notion de productivité du travail qu'il faut distinguer du productivisme. L'objectif est d'améliorer la qualité de la production mais beaucoup de penseurs de la décroissance proposent de rapporter la *qualité* du service rendu, par définition non mesurable, à une *quantité* de matières, qui est, elle, mesurable. C'est proprement impossible et cette impossibilité renvoie à l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur d'échange. Toute affirmation contraire ne peut que rejoindre la vision néoclassique de l'économie. Beaucoup d'auteurs – et pas seulement de la décroissance – n'ont pas totalement abandonné l'idée qu'un revenu monétaire distribué pourrait avoir une autre origine que la valeur ajoutée par le travail collectif. Le fantasme de la productivité du capital dans toutes ses variantes, néoclassique, autrichienne, cognitiviste ou décroissanciste, c'est-à-dire le fétichisme de l'argent, est toujours présent.

La conséquence stratégique qui résulte de cette clarification est qu'une voie de soutenabilité sociale et écologique raisonnable se situe vraisemblablement dans la conjonction d'une orientation du système productif vers les services de type qualitatif – notamment éducation, recherche, culture, soins – et de la réduction du temps de travail individuel afin de réduire le chômage, les gains de productivité résiduels étant utilisés surtout à cette fin. C'est ce que nous avions montré dans un modèle de réduction des inégalités de revenus pour financer la réduction du temps de travail il y a près de vingt ans[33], et qui est confirmé aujourd'hui par le modèle GEMMA (*Green Economic Macro Model and Accounts*, Modèle de macroéconomie et de comptabilité vertes) de Peter Victor. Ce dernier modèle « consiste à utiliser la théorie des systèmes dynamiques pour élaborer un modèle macroéconomique national qui a pour objectif de répondre aux questions suivantes : 1. La croissance de la production réelle sera-t-elle toujours nécessaire dans les économies avancées pour maintenir des taux d'emploi élevés et réduire la pauvreté tout en poursuivant des objectifs ambitieux en matière d'écologie et de ressources ? 2. La stabilité du système financier exige-t-elle une croissance de l'économie « réelle » ? 3. Des limitations de l'offre et de la demande, par anticipation ou en réaction à des contraintes écologiques et de ressources, génèrent-elles de l'instabilité au sein de l'économie réelle et/ou du système financier ? [34] ». Malheureusement, la pertinence de ces questions est affaiblie par l'absence totale de réflexion sur la compatibilité de la limitation de la croissance et de la sagesse du système financier avec la logique capitaliste.

2) Essai de catégorisation des rapports entre croissance et développement

Cette catégorisation est nécessaire parce qu'elle croise la distinction entre richesse et valeur. La discussion théorique concernant les rapports entre croissance et développement

---

durant cette période, sensiblement équivalente à celle de la production, le niveau de celle-ci étant d'ailleurs confondue par eux avec sa « tendance » d'évolution.

[32] Adret, *Travailler deux heures par jour*, Paris, Seuil, 1977.

[33] Harribey J.-M, « Le développement soutenable par la réduction du temps de travail », *op. cit.* ; *L'économie économe*, *op. cit.*

[34] Victor P., Jackson T., « Pour une macroéconomie écologique », Communication à la conférence de l'Institute for a New Economic Thinking, « Le paradigme perdu : repenser l'économie et la politique », Berlin, avril 2012, Institut Veblen pour les réformes économiques, octobre 2012, p. 10 http://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/pour_une_macroeconomie_ecologique_victor_jackson-3.pdf.

peut être schématisée par les trois propositions ci-dessous. La première est sous-jacente à la thématique libérale néoclassique et elle est aussi clairement exprimée par les adversaires du développement, lequel, selon eux, ne se distingue pas de la croissance ; la seconde est la position développementiste traditionnelle bien représentée par François Perroux (1903-1987)[35] ; la troisième est celle que nous esquissons ici.

Proposition 1
La croissance est une condition nécessaire et suffisante du développement.
Cela s'écrit formellement :
développement $\Leftrightarrow$ croissance.

Proposition 2
La croissance est une condition nécessaire du développement mais non suffisante.
Cela s'écrit formellement :
développement $\Rightarrow$ croissance.

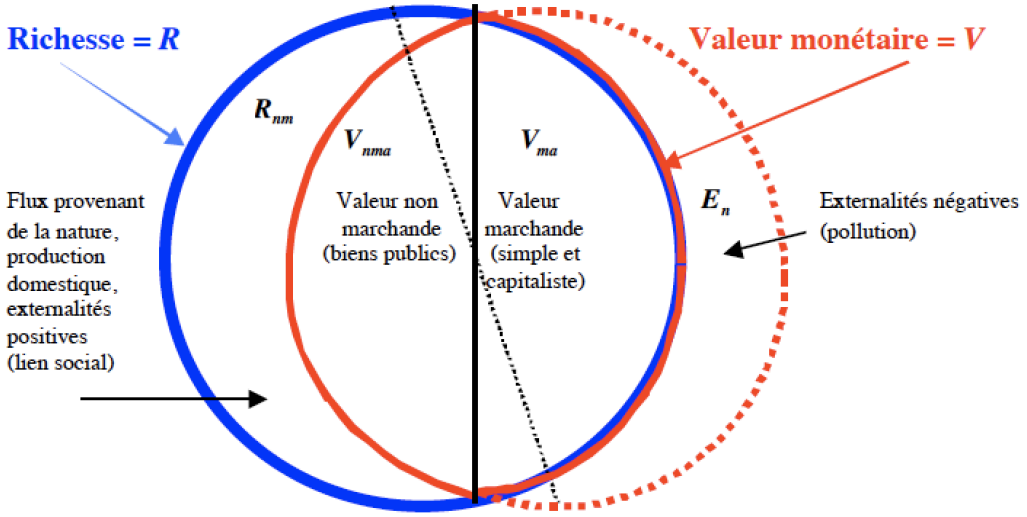
Proposition 3
La croissance n'est ni une condition suffisante, ni une condition toujours nécessaire du développement, ce qui signifie que la croissance peut être, dans certaines circonstances, nécessaire au développement ; autrement dit, logiquement parlant, le développement n'implique pas non plus le contraire de la croissance.
Cela s'écrit formellement :
développement $\not\Rightarrow$ croissance
et développement $\not\Rightarrow$ décroissance.

Seule, la proposition 3 permet de refonder une distinction radicale entre les deux concepts de croissance et de développement : l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise et de la valeur d'échange, mais sur celui de la valeur d'usage et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle. Cela signifie que la définition de la richesse ira au-delà de celle de la valeur, puisqu'elle englobera celle-ci ainsi que le champ du monétaire non marchand et celui où règne la gratuité.[36]

[35] Perroux F., *L'économie du XXe siècle*, Grenoble, PUG, 1961, 3e éd. Paris, PUF, 1969 ; *Pour une philosophie du nouveau développement*, Paris, Aubier-Presses de l'UNESCO, 1981.

[36] À cet égard, nous nous écartons quelque peu de la définition proposée par Alain Caillé, dans *L'idée même de richesse*, *op. cit.*, p. 16, tout en partageant la conclusion de cette citation : « Si […] la richesse c'est ce qui ressortit au domaine de la gratité, à tout ce qui excède ou qui précède le calcul d'adéquation des moyens et des fins – le calcul avantage/coût, si l'on préfère –, ou encore si elle se compose de l'ensemble des biens désirables obtenus sans effort ou au-delà de l'effort, du *toil and trouble* – la peine et l'embarras invoqués par Adam Smith au début de *La richesse des nations* –, alors ce ne sont pas seulement d'autres indicateurs de richesse qu'il nous faut examiner, mais des mesures de la richesse qui ne risquent pas de faire contribuer à la faire disparaître en dissolvant l'inestimable dans des quantifications contre nature. »

Graphique : Richesse et valeur entrelacées



La séparation entre valeur marchande et non marchande peut être représentée par un trait oblique (en pointillés) pour faire apparaître sur le schéma « Richesse et valeur entrelacées » le fait que l'activité marchande peut engendrer des externalités positives (donc de la richesse, ici non monétaire) et que l'activité non marchande peut parfois engendrer des externalités négatives.

Reprenons les implications logiques qui nous ont permis de différencier les relations que l'on peut établir entre croissance et développement.

En désignant par

R la richesse sociale,

V la valeur monétaire,

V_{ma} la valeur marchande,

V_{nma} la valeur non marchande,

E_n les externalités négatives difficilement évaluables en monnaie,

R_{nm} la richesse sociale non monétaire,

et par Δ... la variation de chaque élément.

La proposition 1, considérant comme identiques croissance et développement, signifie que :

1.1. tout R_{nm} non monétarisable n'est pas considéré comme de la richesse ;

1.2. tout E_n internalisable et donc monétarisable est intégré à V_{ma} et par conséquent à V_m ;

il s'ensuit que :

1.3. $\Delta R = \Delta V$;

1.4. dans une logique d'accumulation capitaliste, V_{nma} doit se réduire au profit de V_{ma} (donc $\Delta V_{nma} < 0$ et $\Delta V_{ma} > 0$) ;

1.5. et donc, à la limite, $\Delta R = \Delta V_{ma}$, c'est-à-dire il y a croissance et développement si et seulement si $\Delta V_{ma} > 0$.

La proposition 2 définissant la croissance comme une condition nécessaire mais non suffisante du développement signifie que :

2.1. tout R_{nm} non monétarisable est considéré comme de la richesse ;
2.2. E_n n'est pas considéré comme de la richesse ;
2.3. $R > V$, c'est-à-dire $V_m \subset R$;
il s'ensuit que :
2.4. croissance économique = $\Delta V > 0$;
2.5. développement = $[\Delta V > 0] \cap [(\Delta R_{nm} > 0) \cup (\Delta V_{nma} > 0)]$.

La proposition 3 faisant de la croissance une condition non suffisante du développement ni toujours nécessaire reprend les conditions 2.1., 2.2. et 2.3.
3.1. tout R_{nm} non monétarisable est considéré comme de la richesse ;
3.2. E_n n'est pas considéré comme de la richesse ;
3.3. $R > V$, c'est-à-dire $V \subset R$;
il s'ensuit que :
développement = $\Delta R > 0$,
avec $[(\Delta R_{nm} > 0) \cup (\Delta V_{nma} > 0)] \cap [(\Delta V > 0) \cup (\Delta V_m < 0) \cup (\Delta V = 0)]$.

La contrainte du raisonnement précédent réside dans l'impossibilité d'additionner des éléments qui, pour les uns, peuvent s'exprimer en monnaie et, pour d'autres, ne le peuvent pas. Il est donc nécessaire de raisonner en termes de richesse physique, c'est-à-dire de valeurs d'usage. Autrement dit, aucun agrégat homogène ne peut en être déduit.

2. Le travail productif dans la sphère non marchande

Depuis le chapitre 2 et sa section consacrée à la définition du travail productif, nous avions projeté de démontrer que le travail réalisé dans la sphère non marchande mais monétaire était productif de valeur. L'enjeu est de fournir un démenti à la thèse libérale selon laquelle cette sphère parasite la sphère marchande, seule productive aux yeux des économistes dominants, ainsi qu'à la thèse marxiste la plus répandue qui ne voit dans les services non marchands qu'un prélèvement sur la plus-value capitaliste préalablement produite par les prolétaires directement employés par le capital. L'analyse de la marchandise ouverte par Marx au début du *Capital* donne les outils conceptuels pour critiquer le processus de marchandisation du monde. Mais le marxisme a laissé en jachère ce qui pourrait en constituer le rempart : il n'existe pas d'économie politique critique ni de critique de l'économie politique dont l'objet serait de théoriser une sphère non marchande ayant pour vocation de s'étendre au fur et à mesure que les rapports de force tourneraient à l'avantage du travail face au capital.[37]

[37] Nous avons progressivement élaboré cette thèse depuis une quinzaine d'années dans les travaux suivants : Harribey J.-M., « Le développement implique l'anticipation des services collectifs, Les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue africaine de sciences économiques et de gestion*, Vol. III, n° 1, janvier-juin 2001, p. 3-38, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/developpement-po=so.pdf ; « Le travail productif dans les services non marchands », *La Pensée*, n° 330, avril-mai-juin 2002, p. 33-45, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/travail-productif.pdf ; « Le travail productif dans les services non marchands, un enjeu théorique et politique », *Économie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf ; « Économie politique de la démarchandisation », *Actuel Marx*, « Altermondialisme, anticapitalisme », n° 44, 2e semestre 2008, p. 76-91, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/eco-po-demarchandisation.pdf ; « Expectation, Financing and Payment of Nonmarket Production : Towards a New Political Economy », *International Journal of Political Economy*, vol. 38, n° 1, printemps 2009, p. 58-80, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/ijpe-nonmarket.pdf ; « Éléments pour une économie politique de la soutenabilité fondée sur le recul de la marchandise », *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre 2010, p.31-46, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/demarchandisation-rfse.pdf.

À partir du schéma « Typologie de la richesse sociale » et des sept propositions qui l'accompagnent dans le deuxième chapitre, on distingue le procès de travail en général et le procès de travail capitaliste par les deux séries d'implications suivantes (propositions 4 et 7 dans le chapitre 2) :

- procès de travail en général : valeur d'échange ⇒ travail productif ⇒ valeur d'usage ;
- procès de travail capitaliste : travail productif (de capital) ⇔ plus-value ⇒ valeur d'échange ⇒ valeur d'usage.

Cette distinction est ignorée par la théorie néoclassique et passablement oubliée par le marxisme orthodoxe. La légitimation des services non marchands se heurte à des impensés aussi bien dans la première – quelles que soient ses variantes – que dans la seconde. Au sein de la première, règne la thèse du caractère improductif de l'activité publique non marchande financée par prélèvement sur l'activité marchande des agents privés qui, de ce fait, se voit limitée (par l'effet d'éviction et la montée des taux d'intérêt). La conséquence normative de cette approche est de verrouiller la politique monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics, obligeant les États à emprunter sur les marchés financiers. On voit bien aujourd'hui comment peuvent être alors justifiées les politiques d'austérité sous prétexte de venir à bout de ladite crise des dettes publiques par le biais de la réduction des dépenses publiques.

La redécouverte des rendements croissants et des externalités positives a permis à l'édifice néoclassique de retrouver un minimum de réalisme avec la théorie de la croissance endogène, puisque l'intervention de l'État est jugée nécessaire pour mettre à disposition le bien public éducation. Mais ce renouveau n'est pas allé jusqu'à remettre en cause le dogme selon lequel le privé finance le public.

Au sein de la théorie marxiste, la conviction du caractère improductif des travailleurs fournissant les services non marchands – quand ce n'est pas des services tout court – est solidement enracinée : ils sont financés par prélèvement sur la plus-value capitaliste. Penser dans ces conditions la démarchandisation est impossible puisque la non-marchandise dépendrait de l'existence de la marchandise. Pourtant les marxistes auraient pu bénéficier de l'avertissement de Marx sur « l'esprit borné du bourgeois » qui ne peut comprendre la différence entre travail productif pour le capital et travail productif en général[38].

Nous disposons certes avec la théorie keynésienne d'une première réfutation des croyances précédentes : en situation de sous-emploi, l'intervention de l'État déclenche un effet multiplicateur par la seule vertu d'une propension marginale à consommer comprise entre 0 et 1 et d'autant plus forte que les revenus des agents concernés sont bas. De plus, selon le théorème d'Haavelmo[39], cette intervention est bénéfique même si la dépense publique supplémentaire est faite à budget équilibré. Mais cette réfutation nous paraît aujourd'hui insuffisante devant les coups de boutoir de la théorie néoclassique qui, depuis trente ans, a

---

Nous avons formulé cette thèse à destination du grand public, notamment dans : « Ne tirez pas sur les suppléments obligatoires », *Le Monde*, 25 mars 1997, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/so.pdf ; « La légitimité économique de la dépense publique », *Le Monde*, 20 mars 2001, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/demande-implicite.pdf ; « Moins d'impôt tue la société », *Politis*, n° 777, 27 novembr 2003, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/moins-d'impot.html ; « Socialiser la richesse », *Politis*, n° 872, 20 octobre 2005, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/socialiser-richesse.html ; « Croissance ou écologie ? », *Politis*, n° 976, 15 novembre 2007, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/ecart.pdf ; « Les vertus oubliées de l'activité non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre, 2008, http://harribey.ubordeaux4.fr/travaux/valeur/non-marchand-diplo.pdf.
À notre connaissance, en langue française, seul Christophe Ramaux a repris largement cette thèse, notamment dans « Éloge de la dépense publique », *in* Les Économistes atterrés, *Changer d'économie !, Nos propositions pour 2012*, Paris, Les Liens qui libèrent, p. 109-128 ; et dans *L'État social, Pour sortir du chaos néolibéral*, Paris, Mille et une nuits, 2012.

[38] Marx K., *Matériaux pour l'économie*, *op. cit*., p. 388 : voir le passage que nous avons cité dans le chapitre 2.

[39] Haavelmo T., « Multipliers Effects of a Balanced Budget », *Econometrica*, vol. 13, octobre 1945, p. 311-318.

imposé le dogme des prélèvements obligatoires trop élevés. Elle gagne à être complétée par une approche mettant en évidence la relation entre l'anticipation des besoins collectifs et le financement de la production non marchande que nous distinguerons du paiement de celle-ci.

1) Lesdits prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires en situation de sous-emploi

Schématisons l'économie capitaliste de la manière suivante. Les forces productives sont partagées entre un secteur marchand capitaliste produisant des biens et services de production et de consommation et un secteur non marchand produisant des services collectifs. Admettons pour l'instant la vision habituelle : l'État prélève une part du produit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives. Pour qu'une part de la plus-value soit prélevée, il faut au préalable que la plus-value dans son ensemble ait été réalisée, c'est-à-dire qu'elle ait déjà revêtu la forme du profit monétaire.

Or, on sait que le profit monétaire n'est pas possible macroéconomiquement sur la seule base des avances monétaires des capitalistes. Cette contradiction n'est résolue que par l'existence d'un système bancaire qui, grâce à la création monétaire, fait une avance au système productif capitaliste, permettant la réalisation de la plus-value sur le plan macroéconomique et, ainsi, l'accumulation du capital.[40] Dès lors, le système bancaire, voire les rentiers potentiels, anticipant la production et la réalisation de la plus-value anticiperaient du même coup la part qui pourrait être prélevée par l'État. Cependant, cette solution, qui permettrait simultanément le profit et la reproduction élargie du système capitaliste, ne résout pas la contradiction propre aux « prélèvements » pour d'autres raisons d'ordre logique.

En effet, dans la problématique du prélèvement de quelque chose existant préalablement, la valeur ajoutée nette (ou produit net) est la même qu'il n'y ait pas d'État ou qu'il y en ait un, puisqu'il y a un simple transfert de valeur de la sphère capitaliste considérée, comme seule productive, vers la sphère non marchande, considérée comme improductive. Ainsi, l'intervention de l'État n'aurait aucune action sur le produit net. On est bien en pleine problématique libérale que la théorie keynésienne et le théorème d'Haavelmo visaient à contredire. Plus récemment, les théoriciens de la croissance endogène ont mis en évidence l'existence d'externalités positives engendrées par l'État. Cependant, l'éducation et la diffusion des connaissances dans lesquelles s'implique l'État sont vues comme créatrices de richesses par les externalités positives qu'elles engendrent, mais non par leur apport direct indépendamment de leurs effets externes.

Un second problème d'ordre logique doit donc être résolu. Effectuons un raisonnement du type « passage à la limite » : imaginons une économie où la propriété privée des moyens de production tende à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tende vers un.[41] La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. À cette contradiction logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de produit, de valeur et de revenu nouveau.

Cependant, il faut encore distinguer, dans ce cas où la production serait totalement publique, la part marchande et celle non marchande, cette dernière pouvant être considérée, selon la norme habituelle, comme financée par les surplus prélevés sur la première, l'État accumulant ainsi du capital dont une fraction serait destinée à cet emploi. Le raisonnement « à

[40] Voir ci-dessus le chapitre 2.

[41] Précisons que nous menons ici un simple raisonnement logique qui ne signifie pas que nous proposons le passage effectif à cet état.

la limite » doit être alors appliqué à l'évolution relative des productions marchande et non marchande. Si la collectivité décidait de socialiser progressivement le financement de toute la production pour lui donner le caractère non marchand, la production marchande de plus en plus réduite ne pourrait être tenue pour la source de celle qui n'est pas marchande. Par ailleurs, si la distinction entre production matérielle et production immatérielle était envisagée pour faire de la première la source de la seconde, dans la mesure où l'une tend à décliner relativement à l'autre, cette considération se heurterait à la même objection que précédemment. Aussi, de manière générale, l'idée selon laquelle une part croissante de l'activité de production de valeurs d'usage est financée par une autre activité en régression relative continue et irréversible est insoutenable.

Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production tout court et revenu seraient inchangés, voire, dans une perspective dynamique, diminueraient à terme si les classes pauvres, dont la propension marginale à consommer est plus forte, se voyaient privées d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

Une critique radicale desdits « prélèvements obligatoires » devient dès lors possible, non point pour délégitimer les services collectifs à l'instar de la doctrine libérale, mais pour critiquer celle-ci dans la mesure où l'idée même d'un prélèvement *préalable* à la production des services collectifs non marchands est une aporie, et du même coup critiquer la vision marxiste la plus couramment rencontrée. Notre thèse est que lesdits prélèvements obligatoires sont effectués sur un produit global déjà augmenté de l'activité non marchande, c'est-à-dire du fruit du travail des salariés qui y sont employés. Elle s'applique dès lors qu'on est en situation de sous-emploi et qu'il n'y a pas de substitution probable d'activités non marchandes à des activités marchandes. Et la conclusion théorique s'impose : puisque, dans notre société concrète, il existe des travailleurs produisant de la valeur pour le capital et d'autres produisant de la valeur pour la société, alors il nous faudra désormais préciser que la *loi de la valeur capitaliste* ne résume pas toute la loi de la valeur créée par le travail, de la même façon que Marx distinguait procès de travail capitaliste et procès de travail en général.

2) Mise en discussion de la thèse du travail productif dans la sphère non marchande

La critique la plus générale et la plus synthétique de la thèse que nous défendons a été faite par Jacques Bidet[42]. Il nous a adressé trois reproches essentiels. Le premier est que nous aurions abusivement élargi le concept de valeur qui ne pourrait s'appliquer qu'aux marchandises. Le deuxième est que nous aurions abandonné – pour ce qui concerne la sphère non marchande – la théorie selon laquelle ce n'est pas le travail qui s'échange contre un salaire mais la force de travail. Ainsi, nous aurions substitué subrepticement la notion de salaire rémunérant un service à celle de salaire rémunérant la force de travail, en l'occurrence celle des salariés de la sphère non marchande. La troisième critique consiste à réfuter l'idée que le travail puisse être considéré comme producteur ou créateur de revenu, cette dernière catégorie relevant de la distribution.

Élargir le concept de valeur ?

Lorsque Marx analyse le capitalisme et parle de production de valeur, tout comme lorsqu'il parle de travail productif sans autre précision, il s'est placé dans le cadre du modèle abstrait du capital où, bien sûr, il ne reste plus que la catégorie production de valeur pour le

[42] Bidet J., « L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu, Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey », 2002, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-bidet.pdf ; « Objections adressées à Jean-Marie Harribey au sujet de sa théorie des services publics », Débat avec Jean-Marie Harribey, séminaire « Hétérodoxies » du MATISSE, 24 septembre 2003, http://perso.wanadoo.fr/jacques.bidet.

capital. C'est tout le sens du début du Livre I du *Capital*. Mais, lorsqu'on analyse une formation sociale concrète, on est bien obligé de tenir compte de l'ensemble des rapports qui existent ou subsistent à côté du rapport social fondamental capitaliste. Donc, nous n'élargissons pas le concept de valeur, nous tenons compte de l'imbrication de ces différents rapports. À un moment donné, dans une société dominée par le capitalisme, il y a de la valeur produite pour le capital par la force de travail salariée (cette valeur est monétaire et marchande), il y a de la valeur produite par la force de travail indépendante pour elle-même (elle est également monétaire et marchande), et il y a des services monétaires non marchands. La question est de savoir si on a le droit de qualifier ces derniers de « valeur » monétaire non marchande. Toute valeur est monétaire (sur ce point, tous ceux qui se réclament de Marx sont aujourd'hui d'accord). La réciproque est-elle vraie, c'est-à-dire toute expression monétaire est-elle valeur ? Non, répond Bidet puisqu'il dénie aux services non marchands ce caractère. Nous répondons oui, au nom de la thèse selon laquelle la marchandise est une forme de la valeur et la monnaie en est une autre, la plus abstraite car elle est de la valeur par excellence puisque déjà *réalisée*. La question débattue renvoie au statut de la monnaie. Il n'est pas sûr que la monnaie soit encore aujourd'hui bien intégrée au schéma marxien par tous les marxistes, d'où l'importance d'aller voir ce qu'il se passe du côté de chez Keynes. Nous y reviendrons plus loin.

Abandon du concept de force de travail ?

La critique concernant notre éventuel abandon du concept de force de travail est importante. Si tel est le cas, nous devrons réviser notre jugement, ou en tout cas cesser de vouloir intégrer notre thèse à l'intérieur du schéma marxien. Précisons que n'est pas en question l'échange de la force de travail contre salaire au sein de la sphère capitaliste. Il s'agit de savoir si l'emploi du concept de force de travail est compatible avec l'idée que les salariés de la sphère non marchande produisent la valeur qui les rémunérera. La preuve que notre thèse serait fausse tiendrait dans le fait que les salariés de la sphère non marchande reçoivent la totalité de ce qu'ils ont produit puisque, par définition, la production nette non marchande est évaluée par son coût en salaires, étant entendu que l'État ne réalise pas de profit. Autrement dit, parce qu'il n'y a pas exploitation au sens marxien du terme (pas de prélèvement de plus-value), il n'y aurait pas de valeur produite. Cette « preuve » est facilement réfutable car il existe des contre-exemples. Prenons d'abord le cas du travail indépendant, producteur de valeur marchande, à qui revient la totalité de la valeur du produit, bien que celle-ci excède le plus souvent la quantité nécessaire à l'achat de biens de consommation par le producteur, lui permettant au moins de renouveler son outil de travail ; ici, valeur mais point de force de travail salariée ni d'exploitation. Le cas de la sphère non marchande présente un point commun et une différence : pas d'exploitation mais force de travail salariée. On est donc ramené à la discussion précédente sur la catégorie de valeur. Nous considérons que la spécificité du rapport salarial hybride constitué par le cas de la sphère non marchande réside dans le fait qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait plus-value pour qu'il y ait valeur, sauf bien sûr si l'on parle de valeur produite pour le capital. Mais, dans ce dernier cas, il n'y a même pas besoin de discuter car l'accord est réalisé. Sur le point controversé, en termes logiques, la condition nécessaire pour qu'il y ait plus-value est qu'il y ait valeur (plus-value $\Rightarrow$ valeur) mais la réciproque n'est pas vraie (on ne peut pas écrire : plus-value $\Leftrightarrow$ valeur). Et, plus généralement, on peut exprimer le procès de travail en général par les implications logiques que nous avons rappelées plus haut.

Les fonctionnaires travaillent-ils plus longtemps que le temps nécessaire à la production des biens-salaires qui leur sont nécessaires ? Si oui, il faut en tirer la conclusion qu'ils effectuent un surtravail. Mais où est la plus-value prélevée par l'État et correspondant à ce surtravail ? Il y a là, nous semble-t-il, une contradiction. S'ils sont exploités au strict sens

marxien du terme, c'est qu'ils produisent une valeur que la tradition s'attache à nier. Ne s'agit-il pas d'une nouvelle contradiction ? Si l'on met de côté ici le fait que la notion de salaire comme panier de marchandises est une notion classique mais en partie seulement marxienne car il faudrait y introduire le facteur rapport de forces, on est obligé pour sortir de ces contradictions d'admettre que les employés de l'État ne sont pas des salariés identiques à ceux employés par les capitalistes. Ils échangent leur force de travail contre un salaire qui, pour des raisons socio-institutionnelles elles-mêmes liées à un choix collectif et/ou à un rapport de forces dans la société, se trouve correspondre, *par convention sociale*, à l'évaluation monétaire des services nets rendus à la collectivité. Y a-t-il là un risque d'abandon du concept de force de travail ? Pas du tout. Il y a simplement la prise en compte du caractère particulier du rapport non marchand qui présente deux aspects originaux : le paiement du service est détaché de sa consommation individuelle et la force de travail n'y produit pas de plus-value appropriable. En d'autres termes, cette conception du salaire des fonctionnaires ne remet pas en cause l'analyse de l'exploitation capitaliste, elle constate que l'exploitation (au sens de prélèvement de plus-value) des fonctionnaires est introuvable. La production non marchande n'est donc pas une « production salariale » au sens habituel car elle n'est pas conforme à la production salariale capitaliste. Peut-être même, pourrions-nous avancer vers l'idée que la force de travail dans la sphère non marchande soit une *pré-figure* d'une non-marchandise, et cela d'autant plus que les droits sociaux et les garanties sociales afférents à cette condition sont élevés.

La production de revenu ?

Reste le troisième problème. La catégorie de revenu a-t-elle sa place dans l'analyse de la production ? La « création de revenu » doit, selon nous, être prise dans le sens où l'on parle, à la suite de Keynes, de la création du revenu national équivalent au produit national. Le terme de revenu que nous employons ne renvoie pas à l'acception de Smith quand celui-ci traitait du travail du domestique s'échangeant contre du revenu.[43]

Si l'on admet que l'action de l'État a une action sur le produit net, alors il s'en déduit que les salariés de l'État produisent une valeur nette et qu'il faut abandonner l'idée de valeur prélevée. Peut-on agréger deux entités relevant de deux champs distincts, le marchand et le non marchand ? Si la monnaie n'existait pas, on pourrait légitimement s'interroger sur cette difficulté, mais l'idée d'hétérogénéité des deux champs n'implique pas que l'une des deux grandeurs soit financée par l'autre.

Pourquoi tant d'insistance à vouloir inclure une partie de l'héritage keynésien à l'intérieur du schéma analytique marxien ? Parce que l'apport principal de Keynes est d'avoir approfondi, à son corps défendant d'ailleurs, certaines intuitions fécondes de Marx. La principale pour le sujet traité concerne la monnaie, et plus précisément la création monétaire. Sans création monétaire, il n'y a pas d'accumulation capitaliste macroéconomique car il n'y a pas de profit possible sur le plan global. Mais surtout ici, la prise en compte de la création monétaire oblige à poser la question suivante : que devient la thèse du « prélèvement » lorsque la dépense publique est financée par création monétaire ? Elle s'écroule. Autrement dit, cette thèse ne tiendrait au mieux que dans le cas d'une épargne (consentante ou forcée) préalable. Bref, les marxistes qui s'arc-boutent sur la thèse du « prélèvement » ne peuvent pas faire autrement que de rejoindre la thèse selon laquelle c'est l'épargne qui engendre l'investissement. En cela, ils sont pré-keynésiens et plus proches de Say ou de Hayek que de Marx qui n'avait cessé de combattre les idées du premier. N'oublions pas que cette théorie de l'épargne a pour suite logique celle de l'effet d'éviction du privé par le public.

[43] Voir le chapitre 2 ci-dessus.

Enfin, et ce point est pour nous décisif, personne n'apporte de réponse satisfaisante à la question : sur quoi le « prélèvement » est-il effectué ? « La force de travail des fonctionnaires produisant des biens non marchands, tels que l'éducation, etc., s'échange effectivement contre une valeur *prélevée*, c'est-à-dire contre un salaire qui est issu de l'impôt[44] » écrit Bidet. Entendons-nous bien : nous ne nions pas l'impôt, nous demandons sur quoi il est prélevé. Réponse sous-entendue des marxistes orthodoxes : sur la plus-value (ou, par extension, sur la valeur) produite dans la sphère capitaliste. Cette réponse fait le silence total sur la question logique que nous avons posée et que nous avons rappelée plus haut : *comment imaginer un prélèvement sur une base soit qui n'existerait pas ou plus, soit qui devrait résulter de ce prélèvement ?*

Dissipons un éventuel malentendu. Le travail et les ressources matérielles affectées à telle activité ne sont plus disponibles pour une autre, et le problème est renforcé en situation de plein emploi des capacités de production. Mais il n'y a aucune raison de supposer *a priori* que le travail affecté à l'activité A fait vivre l'activité B sans envisager la réciproque ni l'interdépendance entre elles. Les besoins humains sont satisfaits par des valeurs d'usage matérielles ou immatérielles produites sous la coupe du capital ou de la collectivité (le classement matériel/immatériel ne recoupant pas celui privé/public ni celui marchand/non marchand). Le fait que certaines valeurs d'usage ne s'obtiennent que par la médiation du capital qui en profite au passage n'implique pas l'idée que ce soit le marchand qui donne naissance au non-marchand ; mieux, cela n'implique pas que la valeur monétaire non marchande soit quantitativement incluse dans la valeur monétaire marchande, ce qui est obligatoire dans la vision traditionnelle.

La monnaie, passerelle entre travail et lien social

Revenons sur la difficulté à intégrer les concepts de travail productif et de monnaie, difficulté illustrée à notre avis par les travaux de l'économiste-sociologue Bernard Friot[45]. Celui-ci, se réclamant lui aussi d'une vision renouvelée du marxisme, s'est référé plus ou moins explicitement à la thèse que nous défendons, mais dans une tout autre direction pour développer l'idée que les actifs ne font pas vivre les inactifs, et que les revenus qu'ils perçoivent (retraites, allocations chômage, etc.) sont la valeur que la société attribue au travail libre qu'ils effectuent. Plus précisément : « les cotisations sociales sont […] non pas une part de la valeur attribuée au travail des producteurs du bien B, mais de la monnaie qui attribue de la valeur au travail des producteurs et des bénéficiaires des prestations sociales : le travail subordonné sous forme non capitaliste des infirmières et des médecins ou des travailleurs sociaux si le service de santé et le service social sont financés par les cotisations, le travail libre des membres des ménages bénéficiaires des allocations familiales et celui des chômeurs ou des retraités touchant des indemnités ou des pensions.[46] » Ou bien : « La cotisation finance

[44] Bidet J., « L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu, Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey », *op. cit.*

[45] Friot B., « Le salaire universel », *Ecorev, Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre-hiver 2001, p. 29-33 ; « Le salariat : pour une approche en termes de régimes de ressources », Communication au séminaire du RESORE, GREE, Nancy, 23-27 septembre 2005, et aux Journées du GDR Économie et sociologie « Les approches du marché du travail », LEST, Aix-en-Provence, 29-30 septembre 2005, et *in* Vatin F. (sous la dir. de, avec la collaboration de Bernard S.), *Le salariat, Théorie, histoire et formes*, Paris, La Dispute, 2007, p.147-186 ; *L'enjeu des retraites*, Paris, La Dispute, 2010 ; *L'enjeu du salaire*, Paris, La Dispute, 2012. Ses thèses ont été discutées notamment au séminaire « Hétérodoxies » de l'Université Paris I, où nous fûmes son discutant le 15 juin 2010 : pour le détail de la discussion, voir Harribey J.-M., « Les retraités créent-ils la valeur monétaire qu'ils perçoivent ? Remarques sur le livre de Bernard Friot, *L'enjeu des retraites* », *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre 2010, p. 149-156, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/retraites/debat-friot.pdf ; et « Du travail et du salaire en temps de crise, À propos du livre de Bernard Friot, *L'enjeu du salaire* », *Contretemps*, avril 2012, http://www.contretemps.eu/fr/lectures/travail-salaire-en-temps-crise-0.

[46] Friot B., « Le salariat : pour une approche en termes de régimes de ressources », *op. cit.*

[…] la reconnaissance d'une valeur non marchande produite par les soignants, les retraités, les chômeurs, les personnes en arrêt de maladie, les parents, et incorporée dans les prix des marchandises.[47] » Ce point de vue est selon nous critiquable tant sur le plan du statut de la force de travail que sur celui de la monnaie.

Sur le premier point, les cotisations sociales ne peuvent à la fois rémunérer les producteurs de services de soins et les bénéficiaires de ces soins. Les infirmières et les médecins produisent les soins, les malades les consomment. On ne doit pas confondre la création, par les soignants, de la valeur du service soin rendu aux soignés, et le transfert social qui intervient parce que ce sont les bien-portants qui paient pour les malades, transfert que nie Friot. Certes, il s'est progressivement défendu de soutenir que la cotisation rémunérait à la fois le soignant et le soigné, mais il ne se détache pas vraiment de cette difficulté en écrivant : « sur les 1996 milliards de notre PIB de 2011, 1118 soit 56 % relèvent de ce qu'il est convenu d'appeler en comptabilité nationale "dépense publique" (évidemment) et qui est en réalité la production publique : 576 milliards de prestations sociales, 542 milliards de services non marchands produits par les fonctionnaires[48] ». Or, si les services non marchands sont produits par les travailleurs de l'administration, les prestations sociales ne sont pas produites par leurs bénéficiaires, ce sont des transferts en provenance de tous les travailleurs dits actifs.

L'auteur est convaincant quand il plaide pour un droit à la qualification personnelle, acquis dès la majorité de 18 ans, au même titre que la citoyenneté politique, mais l'instauration d'un droit peut-elle être tenue pour création de valeur ? Et le fait de décider d'appeler « salaire » sa pension et « travail » son activité libre est-il la preuve que c'est le retraité qui crée la valeur qu'il reçoit ? En fait, Friot considère que c'est le versement en lui-même de ce qu'il tient à appeler « salaire » qui, dès cet instant, constitue une création de valeur. Autrement dit, imaginons qu'un individu à la retraite décide de s'enfermer chez lui jusqu'au terme de sa vie et de ne rien faire sinon respirer, le fait de percevoir une pension serait-il la preuve de sa contribution à la création de valeur, et qu'en aucun cas cette pension ne proviendrait d'un transfert de valeur créée par les cotisants ? Pour aller plus loin, puisque Friot pense que le prix des marchandises capitalistes inclut la valeur que produisent les retraités[49], imaginons que toute la sphère marchande soit peu à peu socialisée et donc que la possibilité d'inclure les cotisations dans le prix des marchandises tende vers zéro, que se passe-t-il, n'y a-t-il plus de retraites ? On ne peut répondre que le problème est résolu par la généralisation de la cotisation puisque celle-ci est contradictoirement définie par Friot, d'un côté, comme incluse dans le prix des marchandises et, de l'autre, comme l'évaluation de la qualification du retraité. Le problème n'est pas non plus résolu en disant que la création

---

[47] Friot B., *L'enjeu du salaire*, *op. cit*, p. 59-60.

[48] Friot B., « Contre "l'austérité juste", continuer à réduire la part de valeur capitaliste dans nos PIB », *Le Sarkophage*, n° 32, 15 septembre-17 novembre 2012. Sur le site « Réseau salariat », on trouve une réponse à notre commentaire du livre de B. Friot *L'enjeu du salaire*, signée par Bertrand Bony, « Réponse à la critique de J.-M. Harribey sur *L'enjeu du salaire* », http://www.reseau-salariat.info/ceffd3e0403d254130ccd11440412410, où on lit : « [le] salaire socialisé est ainsi compté deux fois dans le PIB, une première fois dans la valeur ajoutée des entreprises et une seconde lorsqu'il sert à faire l'évaluation des services non marchands "au coût des facteurs" ». C'est pour éviter cette illusion d'optique que, en comptabilité nationale, un tableau économique d'ensemble distingue le compte de production, le compte d'exploitation, le compte d'affectation des revenus primaires, le compte de distribution secondaire du revenu et le compte d'utilisation du revenu, et que, pour des raisons de présentation, on fait figurer une colonne supplémentaire dite « biens et services ». Un exemple simple permet de lever l'équivoque : supposons une économie à deux secteurs (peu importe qu'ils soient marchands ou non marchands pour l'instant), l'un produit des automobiles, l'autre du blé. Considérons leur production nette engendrant un revenu net. Les revenus versés par l'un serviront à acheter des automobiles et du blé, même chose pour ceux versés par l'autre. Dirait-on que la production du second serait comptée deux fois dans le revenu global parce qu'une part de sa consommation proviendrait des revenus versés par le premier ? Évidemment non, et le raisonnement s'applique dans l'économie réelle avec un secteur non marchand à côté du secteur marchand.

[49] Friot B., *L'enjeu du salaire*, *op. cit*, p. 60, 115, 117.

monétaire correspondra à la qualification reconnue au retraité, dont par définition le fruit de l'activité ne sera pas susceptible d'être acheté par quiconque, comme par exemple les tomates[50] que le retraité cultive pour ses propres besoins.

Friot revisite le concept de force de travail sur deux plans. À un premier niveau, il en fait d'abord la clé de l'analyse de l'exploitation capitaliste, conformément à l'analyse marxiste, mais rapidement il prend ses distances avec lui car ce concept serait devenu une « donnée naturelle » et car « la classe ouvrière organisée [aurait] revendiqué que les salariés soient payés pour *la valeur de leur travail*[51] ». On n'a pas l'impression que les organisations de la classe ouvrière aient jamais soutenu cette thèse. « Le travail ne produit pas de valeur, il produit de la richesse ou de la nuisance ; la valeur est un attribut du travail et non pas un produit du travail » ou « le travail n'a pas de valeur », écrit-il[52]. Il y a ici, à notre sens, une hésitation théorique au sujet de la distinction entre travail concret et travail abstrait, qui se répète lorsque l'auteur consacre la disparition de la force de travail pour ne plus parler que de « travail » et de « valeur du travail ».

À un second niveau, Friot récuse l'utilisation du concept de force de travail pour désigner les fonctionnaires et, de manière générale, tous les travailleurs payés par les impôts et les cotisations sociales. Son argument est qu'ils ne sont pas soumis au « marché du travail », ce qui est vrai, et que la qualification leur est personnelle et non pas attachée à un poste, tandis que leur salaire est lié à leur grade. Mais on se demande comment se fait l'affectation d'un travailleur « qualifié personnellement » sur un poste qui est, lui, dépourvu de toute caractéristique parallèle. Nous avons soutenu plus haut que le statut des fonctionnaires les plaçait dans une position hybride, tandis que, selon Friot, seuls les travailleurs de la sphère capitaliste vendent leur force de travail et sont en « emploi ». Il choisit de réduire l'emploi à l'emploi salarié par le capital. Après tout, pourquoi pas, cela peut être affaire de convention sémantique. Mais alors, il y a le risque de tomber sur un obstacle théorique et politique. Car Friot nous dit : « Nous pouvons nous appuyer sur le salaire pour libérer le travail du carcan de sa convention capitaliste. À vrai dire, nous n'avons pas d'autre chemin. À condition, bien sûr, de nous défaire de sa lecture en termes de pouvoir d'achat pour mesurer tout ce dont il est porteur en termes de pouvoir sur la valeur économique. Car après deux siècles de conflit décisif, la *rémunération* exprime certes la subordination des travailleurs à la convention capitaliste du travail, mais le *salaire* s'est affirmé contradictoirement à elle.[53] » De deux choses l'une : ou bien la force de travail est exploitée et subordonnée et son salaire est l'expression de ce rapport social, ou bien le salaire ne se rapporte pas au rapport salarial qui est un rapport social d'exploitation. On pourrait aussitôt nous objecter : les deux aspects sont dialectiquement liés et la lutte sociale est la résultante de cette tension. Mais ce n'est pas vraiment ce que dit Friot, qui, à notre sens, n'est pas enfermé dans une contradiction du réel, mais dans une difficulté propre à son raisonnement. D'un côté, il définit le travail ainsi : « On travaille lorsque l'activité productive de valeur d'usage – le travail concret – se double d'une production de valeur économique (le travail abstrait depuis son invention capitaliste) parce qu'elle s'inscrit dans des institutions qui, *par convention*, ajoutent à la valeur d'usage une valeur économique.[54] » Il rattache cette définition à la situation des retraités ou des travailleurs de la santé, mais elle s'applique aussi aux salariés du capital. D'un autre côté, il considère qu'il existe deux types de travail abstrait : « Dans le capitalisme, le travail abstrait est la dépense d'énergie humaine qui, définie par sa durée, sert

---

[50] *Ibid.*, p. 113.
[51] *Ibid.*, p. 17, souligné par nous.
[52] Respectivement dans Friot B., « Le salariat : pour une approche en termes de régimes de ressources », *op. cit.*, et dans *L'enjeu des retraites*, *op. cit.*, p. 161.
[53] Friot B., *L'enjeu du salaire*, *op. cit*, p. 45.
[54] *Ibid.*, p. 44.

de mesure de la valeur économique dans une économie qui repose sur l'extraction de plus-value (survaleur) par la réduction des personnes, dans la production, à des forces de travail.[55] » Mais « la valeur-travail n'est pas la seule forme de travail abstrait et […] une activité peut être transformée en travail sur la base d'une autre abstraction, la qualification[56] ». La conclusion ne laisse pas de surprendre : « La qualification personnelle mesure la valeur des biens et services non pas par leur temps de production mais par la qualification de leurs producteurs.[57] » Comme le salaire s'identifie à la qualification personnelle – « qualifier, c'est attribuer un salaire[58] » ; le grade a « une valeur économique[59] » ; « la qualification mesure la valeur des biens[60] » –, on n'est pas loin de retrouver le raisonnement circulaire dans lequel Adam Smith s'était enferré avec sa notion de travail commandé : le salaire détermine la valeur du blé et la valeur du blé détermine le salaire ; raisonnement que Ricardo avait écarté, et que Marx avait définitivement balayé en forgeant le concept de force de travail, différent de celui de travail.

Le capitalisme impose l'application de la valeur-travail pour assurer l'accumulation du capital, tout en récusant la théorie éponyme qui met en évidence l'exploitation et les contradictions de l'accumulation. Friot a donc une intuition juste quand il dit que « toute remise en cause du principe de l'abstraction du travail comme mesure de la valeur serait une régression[61] », mais on ne comprend plus la distance qu'il prend avec le concept de force de travail.

La conception de la valeur que développe Friot est ainsi une source permanente d'interrogation. On ne sait plus si la valeur-travail imprime sa loi aux marchandises, ou bien si le prix des marchandises incorpore une valeur au-delà de leur propre valeur. De plus, est-ce certain que seules les marchandises produites par le capitalisme ont une valeur qui tend à coïncider avec le temps de travail ? Qu'en est-il dans les sociétés marchandes non capitalistes ou les producteurs échangent eux-mêmes le produit de leur travail ? D'autre part encore, la productivité du travail n'évolue-t-elle pas justement en sens inverse de la valeur en termes de travail, et cela au cours des siècles et des millénaires, par-delà l'irruption et le développement du capitalisme ?

Le concept de force de travail s'applique-t-il uniquement aux salariés du secteur capitaliste, comme l'auteur le prétend, ou bien aussi aux salariés du secteur non marchand, et enfin également aux travailleurs évoluant dans des rapports sociaux autres, qu'ils appartiennent au passé (esclavage, servage) ou au présent comme les paysans ? Marx, dont se réclame Friot, avait pris soin de séparer les catégories de travail en général et de travail salarié, c'est-à-dire qu'il distinguait le concept générique de force de travail et le rapport social historique dans lequel cette force est mise en œuvre. Friot écrit : « Le travail concret est un invariant anthropologique, tout comme l'est la production de valeur économique qui est, dans le capitalisme, mesurée par le travail abstrait.[62] » Mais par quel mécanisme s'exécute le processus d'abstraction ? Si l'on suit Marx, c'est le marché qui, au cours du « saut périlleux de la marchandise[63] », accomplit la validation sociale du travail concret qui intègre simultanément, d'une part, la concurrence des capitaux et leur exigence de rémunération moyenne, et, d'autre part, les fluctuations de l'offre et de la demande. Tandis que pour Friot le marché disparaît au profit d'une coordination centralisée de toutes les activités individuelles,

[55] *Ibid.*, p. 25.
[56] *Ibid.*, p. 75.
[57] *Ibid.*, p. 176.
[58] *Ibid.*, p. 87.
[59] *Ibid.*, p. 90.
[60] *Ibid.*, p. 132.
[61] *Ibid.*, p. 32.
[62] *Ibid.*, p. 43.
[63] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 645.

puisque salaire, cotisation sociale et cotisation économique épuiseront toute la valeur ajoutée, mis à part une réserve pour l'autofinancement des entreprises. Dès lors, ce ne sont pas seulement les marchés financiers et la propriété lucrative qui sont éliminés, c'est aussi tout mode de coordination par le marché. Est-ce tenable alors que capitalisme et marché ne sont pas synonymes, et que le dépassement de l'un n'implique pas nécessairement la disparition de l'autre ?

Sur le plan de la monnaie, la place que lui donne Friot rompt avec une interprétation marxo-keynésienne et rejoint semble-t-il celles qui entendent se passer de toute théorie de la valeur pour comprendre la monnaie[64]. Puisque la monnaie est l'instrument par lequel passe la validation sociale du travail *collectif*, Friot en tire la conclusion que tout revenu monétaire valide un travail productif. Or, il s'agit d'un retournement abusif d'une implication logique qui n'est vraie que dans un seul sens : validation sociale du travail au sein du capitalisme ⇒ monnaie, mais non l'inverse. Friot ajoute : « Si nos PIB doublent tous les quarante ou cinquante ans en monnaie constante, ce n'est pas parce que les produits du travail (richesse et nuisance confondues) ont doublé en quantité ou en qualité : c'est parce que la valeur attribuée au travail a doublé.[65] » Cette phrase est contradictoire : si le PIB double en monnaie constante, c'est qu'il a doublé en volume, sinon « la valeur attribuée au travail » n'aurait pas pu doubler en monnaie constante (à partage salaires-profits inchangé), c'est-à-dire en termes de pouvoir d'achat.

Friot entend esquisser une théorie de la monnaie lorsqu'il réfute l'idée commune de l'existence de transferts sociaux allant des travailleurs actifs au sens habituel vers les malades, les chômeurs et les retraités. Comme les cotisations sont incluses dans le prix des marchandises, il en déduit que « de ce prix est tiré un flux de monnaie qui va payer les soignants, les retraités ou les parents, un flux qui retournera aux marchandises puisque les pensions, les salaires et les allocations ainsi distribués seront dépensés : *ce flux de monnaie dans les deux sens est ainsi une opération blanche et n'est en aucun cas un flux de valeur comme on le pense spontanément.* Le fait que des producteurs de non-marchand "cotisent" par fausse symétrie participe à cette dommageable confusion.[66] » Ainsi donc, un flux de monnaie ne serait pas un flux de valeur, bien qu'on sache qu'il n'y a pas de valeur économique reconnue qui ne soit monétaire et que, réciproquement, tout flux monétaire représente une valeur produite ou anticipe cette production. L'auteur propose de créer de la monnaie dès que les jeunes ont 18 ans pour anticiper la production qu'ils réaliseront. Que se passera-t-il entre ce moment et celui où ils entreront en activité productive ? Quelle production se trouvera en face de leur pouvoir d'achat ? Puisqu'il n'y en aura pas, cela signifie que l'équilibre ne pourra être rétabli que par l'augmentation des cotisations et la baisse des salaires directs des producteurs, étant entendu que, selon l'auteur, il n'y aura plus de profits. Les partisans du revenu d'existence se trouvent devant la même difficulté : si la société décidait de verser un revenu d'existence, la nécessité de la validation sociale de l'activité à laquelle se livreraient ses bénéficiaires en dehors de toute contrainte resterait entière.

Finalement, de notre point de vue, il ne faut pas confondre l'instrument par lequel s'exprime la validation du travail social – soit sur le marché, soit par décision publique – et le déterminant de la valeur des marchandises en général et de la force de travail en particulier. En rompant la dialectique entre valeur d'usage et valeur d'échange, on ne pourrait plus considérer que la valeur d'usage est une condition nécessaire de la valeur, une « porte-valeur ». Autrement dit, les individus n'auraient plus besoin de participer au processus de production de valeur d'usage pour être productifs de valeur : le sourire du handicapé pour remercier le personnel soignant des services que celui-ci lui rend pourrait-il alors être

[64] Voir le chapitre 7 ci-dessus.
[65] Friot B., « Le salariat : pour une approche en termes de régimes de ressources », *op. cit.*
[66] Friot B., *L'enjeu du salaire*, *op. cit*, p. 60, souligné par nous.

considéré comme du « travail » ? Cette thèse serait intenable. Par bien des côtés, elle rejoint celles défendues par Michael Hardt et Toni Negri[67] qui voient du travail productif partout, même dans la file d'attente des chômeurs devant l'Agence de l'emploi.[68] Et, pour la problématique de notre livre, cette thèse confond la validation sociale de l'*attribution* des revenus et la validation sociale de la *production* de valeur. Elle n'est pas sans rappeler la thèse classique de la « formule trinitaire » de la répartition que critiquait Marx.[69]

Du travail productif, de la monnaie et des rapports sociaux

Le fond de cette affaire est bien dans le type des rapports sociaux qui préside à la production de valeur et à sa validation. L'articulation entre production et validation nous paraît résider dans le fait monétaire. La monnaie considérée comme l'*institution sociale* sans laquelle, premièrement, la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle, deuxièmement, l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées. La monnaie est un opérateur social d'homogénéisation.

La question de la validation est une question-clé. Aussi bien en ce qui concerne la marchandise que pour les services non marchands. Pour la première, la validation procurée par la *réalisation* de la valeur (théorisée par Marx) est une conséquence attendue mais hypothétique de l'anticipation (théorisée par Keynes) ; elle n'obéit qu'à la loi du marché. Parce qu'elle trouve acquéreur pour sa valeur d'usage, la marchandise est validée en tant que valeur. Nous l'avons vu, Marx disait que la valeur d'usage était une « porte-valeur ». Pour les services non marchands, l'adéquation entre l'anticipation et la validation pose évidemment les problèmes de la pertinence sociale du choix et de son caractère démocratique, mais ce n'est pas l'objet de la théorie esquissée ici. La question abordée est celle du travail immédiatement social, c'est-à-dire validé *ex ante.* Le fait que les économistes néoclassiques ne pensent pas la monnaie devrait nous rendre méfiants et nous aider à reprendre un programme de critique de l'économie politique sur la question du non-marchand.

Afin d'être cohérente, la thèse que nous développons ici doit répondre à deux autres questions. D'abord, pourquoi le raisonnement tenu à propos du travail productif des services non marchands destinés à satisfaire des besoins sociaux n'est-il pas étendu au travail employé par le capital commercial et financier que nous continuons à considérer comme du travail improductif de capital et de revenu, engagé dans la phase de circulation du capital et non dans la phase de production des marchandises et destiné à satisfaire exclusivement le besoin de reproduction du capital ? Ensuite, peut-on englober dans la même catégorie tous les services non marchands, de l'éducation à la police et l'armée ? En d'autres termes, sont-ils tous générateurs de valeurs d'usage et de revenu au sens où nous l'avons défini ?

Premièrement, pour pouvoir être créée et réalisée, la valeur doit toujours être « portée » par une valeur d'usage. La valeur d'usage est une condition nécessaire de la valeur. Marx le dit ainsi : « Les marchandises viennent au monde sous la forme de valeurs d'usage ou de matières marchandes, telles que fer, toile, laine, etc. C'est là tout bonnement leur forme naturelle. Cependant elles ne sont marchandises que parce qu'elles sont deux choses à la fois, objets d'utilité et porte-valeur. Elles ne peuvent donc entrer dans la circulation qu'autant qu'elles se présentent sous une *double forme*, leur forme de nature et leur forme de valeur.[70] »

Or, le capital engagé dans la sphère de circulation et tout particulièrement dans la sphère financière, qui emploie pourtant de la force de travail salariée, n'aboutit à la production

[67] Hardt M., Negri A., *Empire*, *op. cit*.
[68] Voir le chapitre 6 ci-dessus.
[69] Voir le chapitre 5 ci-dessus.
[70] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 575-576. Voir aussi p. 580-581.

d'aucune valeur d'usage.[71] Sans valeur d'usage, point de porte-valeur et donc point de valeur. Les services rendus dans la phase de circulation du capital sont, il est vrai, utiles à la classe capitaliste dans son ensemble puisqu'ils permettent au système de mieux se reproduire en facilitant la rotation du capital. Mais à aucun moment ils ne sont des marchandises présentant à la fois les deux formes décrites par Marx : objets d'utilité et porte-valeur. Ils n'interviennent pas dans le procès de production des marchandises, mais ils interviennent dans le procès de reproduction du capital et leur fonction est d'aider à transformer les marchandises en capital-argent.[72]

Ce point renvoie au statut de la monnaie dans l'économie capitaliste. La monnaie représente les rapports sociaux sur deux plans : elle est l'instrument par lequel une classe va exploiter et dominer l'autre, et elle ne peut exister que par la légitimation publique qui seule lui donne la capacité d'être un pouvoir d'achat immédiat ou futur garantissant ainsi son rôle de réserve à travers le temps. Le « commerce d'argent » n'a donc que l'apparence d'un commerce de marchandise : ce commerce, où s'échange de l'argent aujourd'hui contre un peu plus d'argent demain, n'est fondé que sur la possibilité qu'il offre ensuite d'acheter des valeurs d'usage (que ce soit celle des produits ou celle de la force de travail) ou bien de posséder de la liquidité en vue d'un usage ultérieur. C'est une des manifestations du fétichisme de l'argent que d'attribuer à celui-ci le même statut qu'aux autres marchandises. L'argent n'est pas porte-valeur comme les marchandises ordinaires, il est valeur, sous-entendu valeur déjà réalisée ou anticipée. Deux cas de figure sont possibles. Ou bien le crédit est accordé sur la base d'une épargne préalable dont le propriétaire ne dispose plus pendant la durée du prêt ; dans ce cas, la mise à disposition d'une valeur déjà réalisée n'est pas création d'une nouvelle valeur. Ou bien le crédit correspond à de la création monétaire ; dans ce cas, l'argent mis à disposition représente une anticipation de la valeur qui sera produite ensuite par la force de travail mobilisée grâce au prêt, et, là encore, la mise à disposition n'est pas création de valeur, à tel point que, si l'anticipation s'avérait non fondée parce que l'investisseur a failli, nulle valeur ne sortirait du processus avorté. La mise à disposition d'une valeur monétaire (déjà réalisée ou anticipée) entre les mains des capitalistes par le système bancaire ne doit donc en aucun cas être confondue ou comparée avec la fourniture de services collectifs non marchands à la population. D'un côté, il n'y a ni valeur d'usage, ni valeur, ni revenu monétaire supplémentaires produits ; on peut donc parler de prélèvement pour rémunérer les « services » financiers. De l'autre, il y a décision collective de produire simultanément des valeurs d'usage et du revenu dont il n'y aura pas la moindre part qui sera « valeur » pour l'accumulation privée.

---

[71] Précisons que nous nous attachons à analyser la *fonction* financière pure d'un système bancaire et que nous faisons abstraction des fonctions autres, susceptibles de procurer des services de nature publique qu'il peut remplir parallèlement. La même remarque s'applique aux fonctions commerciales qui, dans la pratique, assurent à la fois la transformation de la marchandise en capital-argent et produisent la valeur d'usage spécifique de mise à disposition du consommateur de la valeur d'usage matérielle.

[72] La condition nécessaire de création d'une valeur d'usage est d'ailleurs le point décisif qui fait dire à Marx que les services de transports sont productifs : « Le transport n'augmente pas la quantité de produit. S'il en modifie parfois les propriétés naturelles, ce n'est pas – à quelques exceptions près – un effet utile voulu, mais un mal inévitable. Mais la valeur d'usage des choses ne se réalise que par leur consommation, et celle-ci peut rendre nécessaire leur déplacement, donc le processus de production additionnel constituant l'industrie des transports. Le capital productif engagé dans cette industrie ajoute ainsi de la valeur aux produits transportés, soit en leur transmettant une fraction de la valeur des moyens de transport, soit en leur ajoutant de la valeur par le travail accompli dans le transport. Cette addition de valeur se décompose, comme dans toute production capitaliste, en remplacement de salaire et en plus-value. […] D'une part, les transports forment une industrie indépendante et, par suite, une sphère d'investissement particulière du capital productif. Ce qui distingue, d'autre part, l'industrie des transports, c'est qu'elle apparaît comme la continuation d'un processus de production, au sein du processus de circulation et *en vue* de celui-ci. » (*Le Capital,* Livre II, *op. cit.*, p. 583-584).

Deuxièmement, à l'intérieur des services non marchands, on peut distinguer ceux qui constituent des valeurs d'usage entrant prioritairement dans la reproduction de la force de travail, tels les services d'éducation et de santé, et ceux dont la mission première – quoique non exclusive – est d'assurer la protection de la reproduction du capital, telles la police et l'armée. Certes, l'école est une institution qui joue un rôle important dans la reproduction de la société en classes, c'est-à-dire dans la reproduction du mode de production capitaliste. Mais il n'en reste pas moins que l'éducation entre dans la constitution de la force de travail et qu'elle est ensuite inséparable de celle-ci. Ce n'est pas autant le cas des services dont la mission est de défendre prioritairement la propriété et de réprimer les atteintes à celle-ci, et qui sont d'ailleurs les seuls services non marchands que les libéraux souhaitent conserver, ceux qui renvoient aux fonctions dites régaliennes de l'État. Toutefois, il faut émettre une réserve : les administrations de police, de justice, de l'armée, ne sont pas entièrement attachées à la défense exclusive de la classe dominante car pour que l'État soit au service d'une classe, il faut qu'il soit en partie au-dessus des classes[73].

Donc, si l'on peut ainsi distinguer en partie les services non marchands par leur finalité, rien ne permet de dire que les uns seraient générateurs de valeurs d'usage et de revenu nouveau et que les autres ne le seraient pas et correspondraient à du revenu prélevé *ex ante*. Aussi, la continuité de la logique de notre raisonnement exige-t-elle de considérer que tous les travailleurs produisant les services non marchands sont improductifs de valeur pour le capital, donc improductifs de capital, mais qu'ils sont productifs de revenu.[74]

3) Les trois moments de l'économie monétaire de production : anticipation, financement et paiement

Nous suggérons d'étendre l'application du concept keynésien d'anticipation à toutes les activités. Il y a dans le système capitaliste deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés (la demande dite effective) pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens et services privés marchands et de services publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits,

---

[73] Friedrich Engels écrivait dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, Paris, Éditions sociales, 1971, p. 156 : « Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consument pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre"; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État. »

[74] Précisons un dernier point. Lorsque Keynes préconisait de payer des travailleurs à creuser des trous puis à les reboucher, il était trop subtil pour ne pas voir qu'aucune richesse ne jaillirait de ces trous et que le pouvoir d'achat introduit était sans contrepartie réelle immédiate. Mais il misait sur la redistribution inhérente à ces mesures vers des individus à propension marginale à consommer supérieure, lançant ainsi une dynamique de croissance réelle, ce qui relève d'une autre dimension que celle que nous analysons ici. D'alleurs, Alain Caillé, lors d'échanges personnels, a contesté notre thèse du travail productif dans les services non marchands en nous disant que cela n'était qu'une réexpression du multiplicateur keynésien. Or, notre propos ne porte pas sur la dynamique enclenchée mais sur la nature du travail réalisé dans les services non marchands.

exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services non marchands et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers. L'expression « les impôts financent les dépenses publiques » est trompeuse. L'ambiguïté provient de la confusion entre *financement* et *paiement.* La production capitaliste est financée par les avances de capital en investissements et salaires, avances dont la croissance sur le plan macroéconomique est permise par la création monétaire, et les consommateurs paient. Quel rôle joue l'impôt vis-à-vis de la production non marchande ? Il en est le paiement socialisé. Le contribuable ne « finance » pas plus l'école ou l'hôpital que l'acheteur d'automobile ne « finance » les chaînes de montage d'automobiles. Car le financement est préalable à la production, que celle-ci soit marchande ou non marchande. Et le paiement, privé ou socialisé, lui est postérieur. (Voir l'annexe « Le bouclage macroéconomique d'un système marchand et non marchand »).

De plus, l'activité productive supplémentaire engendre un revenu supplémentaire et donc une épargne supplémentaire qui reflue et vient s'ajuster à l'investissement supplémentaire déclencheur, tant privé que public. La confusion entre financement préalable et paiement est du même ordre que celle que critique Franck Van de Velde : « La notion de "fonds prêtables" elle-même procède d'une confusion entre le préfinancement bancaire de la production de biens d'équipement et le financement définitif de l'investissement par l'épargne.[75] »

On pourrait objecter que les impôts d'une année servent à payer les dépenses publiques de l'année suivante et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : comme nous l'avons dit plus haut, l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Certes, le paiement de l'impôt permet – tout comme les achats privés des consommateurs – au cycle productif de se reproduire de période en période. Mais il y a deux impensés dans l'idéologie libérale. Premièrement, il faut rappeler que ce sont les travailleurs du secteur capitaliste – et non pas les consommateurs – qui créent la valeur monétaire dont une partie sera accaparée par les capitalistes, et ce sont les travailleurs du secteur non marchand – et non pas les contribuables – qui créent la valeur monétaire, quoique non marchande, des services non marchands. Deuxièmement, au sens propre, le financement désigne l'impulsion monétaire nécessaire à la production capitaliste et à la production non marchande, et cette impulsion monétaire doit être donc distinguée du paiement.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de préexistant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-S.A. ou de Vinci. Dire que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs, car ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services

[75] Van de Velde F., *L'économie retrouvée, Monnaie, chômage et capitalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2005, p. 99.

non marchands. L'impôt n'est donc pas un prélèvement sur de la richesse déjà existante, c'est le prix socialisé d'une richesse supplémentaire.

Nous redisons donc que les prélèvements obligatoires sont des *suppléments obligatoires* en situation de sous-emploi et nous ajoutons qu'il sont *consentis socialement* et que leur paiement permet qu'ils soient renouvelés de période en période. Mais la pérennité de la production de services collectifs se heurte à une contradiction que seul le débat démocratique peut aider à dépasser : la demande de services collectifs par la société n'est qu'*implicite* car il existe un écart entre le consentement *collectif* à leur existence et les réticences *individuelles* au paiement de l'impôt qui sont nourries à la fois par les profondes inégalités devant celui-ci et par la croyance, entretenue par l'idéologie libérale, que le paiement de l'impôt est contre-productif et spoliateur.

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'État en fait un principe d'action dont la logique avait été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe que nous appelons *principe de la demande implicite anticipée des services collectifs*.[76]

À ce stade, il faut sortir d'une analyse purement économique pour intégrer les rapports sociaux au cœur de la compréhension du fonctionnement du circuit capitaliste. Les riches veulent être moins imposés parce qu'ils ne veulent pas *payer* pour les pauvres. Mais pourquoi la politique monétaire est-elle verrouillée par la Banque centrale européenne et les États ont-ils interdiction d'emprunter auprès d'elle ? Les traités européens, renforcés aujourd'hui par le Pacte budgétaire et la « règle d'or », et la Banque centrale européenne interdisent non pas de *payer* les dépenses publiques mais de les *financer*, c'est-à-dire d'en faire l'avance. L'idéologie libérale est hostile à ce que la création monétaire *finance* une production qui ne rapporterait pas un profit. La seule tolérance est que l'État comble ses déficits en empruntant auprès des détenteurs de capitaux qui, en plus des largesses fiscales, bénéficient de facilités de crédit bancaire pour prêter ensuite. C'est ainsi que l'équivalent de plus de 80% de l'impôt sur le revenu en France part en intérêts aux créanciers.

3. Les biens publics, les biens collectifs et les biens communs

La théorie économique néoclassique a imposé le dogme de l'efficience des marchés, notamment des marchés financiers, en allant même au-delà de ce que suggérait la métaphore de la main invisible de Smith. L'allocation optimale des capitaux et de toutes les ressources, et l'équilibre général sur tous les marchés des biens et services selon le modèle de Walras sont possibles, puisque les individus parfaitement rationnels et disposant de toute l'information sont en mesure d'exprimer leurs préférences, tandis que, en face, les entreprises évoluant dans un cadre de concurrence parfaite fournissent au meilleur prix, pour elles-mêmes et les demandeurs, tous les biens et services souhaités. Mais la récente crise a montré encore une fois le gouffre entre ce dogme et la réalité, ainsi que la difficulté du système à refonder un modèle productif d'avenir et son incapacité à mettre en place des régulations écologiques à la hauteur des dérèglements actuels.

Pourtant, ce n'est pas faute de réflexions en marge de l'orthodoxie. Dans les années 1950, l'idée était venue aux meilleurs théoriciens néoclassiques que certains types de biens ne pouvaient être fournis par le marché et que l'État devait pallier cette carence. Sont ainsi apparus dans les écrits économiques en langue anglaise les *public goods*, traduits alternativement en français par biens publics ou biens collectifs, qui auraient intrinsèquement

[76] Nous renvoyons en annexe une présentation formalisée du bouclage macroéconomique d'un système présentant une sphère marchande et une sphère non marchande.

un caractère différent des biens privés, sans qu'intervienne une quelconque décision normative de la part de la société ou du détenteur de l'autorité publique. Après cette première phase, malheureusement, la vague néolibérale avait réduit l'espace public et c'est l'attribution, en 2009, du prix d'économie de la Banque de Suède « en mémoire d'Alfred Nobel » à Elinor Ostrom et Oliver Williamson, qui a remis en lumière la préoccupation de dessiner un cadre conceptuel capable de fournir des clés politiques pour une gestion de ce qui échappe – ou doit échapper – au marché et qui est « commun ».

Sans répéter les premières thèses, l'émergence des biens communs renouvelle l'approche en termes de biens collectifs et de biens publics, mais il subsiste encore à leur sujet un grand flou conceptuel. La conception économique traditionnelle des biens collectifs se révélant trop étroite, un courant dit néo-institutionnaliste s'est emparé de ce thème, tout en laissant beaucoup de questions en suspens. Cela appelle une méthodologie pour mieux cerner les frontières ou au contraire les espaces conjoints aux domaines du collectif, du commun et du public.

1) La conception économique traditionnelle se révèle trop étroite

L'économiste américain Paul A. Samuelson a défini en 1954[77] un bien collectif par deux critères : on ne peut exclure personne de son usage et l'usage par un individu n'empêche pas celui d'un autre. Les exemples les plus souvent donnés sont celui du phare ou celui de l'éclairage sur la voie publique. À ces deux critères de non-exclusion et de non-rivalité s'ajoutent pour définir des biens collectifs « purs » celui d'obligation d'usage (on est « obligé de consommer » des avions de chasse) et celui d'absence d'effet d'encombrement (c'est le cas d'une route tant qu'elle n'est pas saturée de voitures). Comme le marché ne peut susciter la production rentable de tels biens dont le coût marginal est nul grâce aux économies d'échelle[78], ils doivent, s'ils sont nécessaires, être fournis par la puissance publique. Mais, que l'on ne s'y trompe pas : l'État intervient pour fournir des biens collectifs dans la mesure où les marchés ont des « défaillances » qu'il faut combler. On notera à ce stade que le passage de l'anglais au français ne permet pas de distinguer le *collectif* du *public*.

Conçus à l'origine pour savoir si un monopole de l'État s'imposait en vertu d'une obligation de n'exclure quiconque pour raison pécuniaire ou en vertu d'une situation de monopole naturel[79] pour produire certains biens que le marché est incapable de fournir, les biens collectifs peuvent être utilisés pour garantir de nouveaux droits : libre accès aux connaissances (la non-rivalité trouve ici une illustration, produisant même des externalités positives puisque plus de gens savent, plus la connaissance progresse vite), droit à un environnement sain, droit aux ressources naturelles équitablement partagées… La notion de bien commun est née, quant à elle, de la prise de conscience de l'existence d'un patrimoine commun de l'humanité et donc de la nécessité de préserver certains biens matériels (eau, air,

---

[77] Samuelson P.A., « The Pure Theory of Public Expenditure », *The Review of Economics and Statistics*, 1954, vol. 36, n° 4, p. 387-389 : « I explicitly assume two categories of goods : ordinary private consumption goods (…) and collective consumption goods » Plus loin, Samuelson précise, montrant ainsi qu'il s'éloigne d'une conception purement économiciste : « If we wish to make normative judgements concerning the relative ethical desirability of different configurations involving some individuals being on a higher level of indifference and some on a lower, we must be presented with a set of ordinal interpersonal norms or with a social welfare function representing a consistent set of ethical preferences among all the possible states of the system. It is not a "scientific" task of the economist to "deduce" the form of this function ; this can have as many forms as there are possible ethical views […]. »

[78] C'est le cas lorsque produire une quantité supplémentaire d'un bien ne coûte rien ou presque rien, la totalité des coûts étant amortis sur une échelle suffisamment vaste.

[79] Un monopole naturel caractérise une situation où, les coûts fixes étant très élevés, les rendements d'échelle sont grands. Ainsi, dans ce cas, tout le monde a intérêt à l'existence d'un monopole, à condition que celui-ci ne capte pas, par des prix supérieurs aux coûts marginaux, une rente dite de monopole.

sols, forêts, matières premières) et aussi des biens immatériels (climat, connaissances, culture, santé, stabilité financière, paix, etc.).

Lorsque l'ONU, en 1990, jette les premières bases de son indice de développement humain (IDH) dans le premier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), sous l'impulsion de l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq et de l'Indien Amartya Sen, elle fait un pas vers une conception du développement qui s'écarte de manière significative de la seule croissance économique, pour inclure des éléments relevant d'une amélioration du bien-être, comme l'espérance de vie et le degré d'alphabétisation. Ainsi, l'accès aux services de santé et à l'éducation sont explicitement pris en compte comme sources de satisfaction individuelle et de cohésion sociale. On est tout près de la notion de bien public, dès l'instant où l'on pose ces facteurs comme des impératifs catégoriques collectifs.

De la même façon, en 1992, la Conférence sur le développement et l'environnement de Rio de Janeiro avalise le rapport Brundtland de 1987 qui fixe l'objectif de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. C'est-à-dire en sauvegardant la cohésion sociale par la réduction des inégalités ici et maintenant et les équilibres à long terme des écosystèmes par un développement soutenable.

Mais, en 1968, le socio-biologiste Garret Hardin avait conçu une remise en cause radicale de la catégorie de bien collectif qui, selon lui, ne peut conduire qu'à une « tragédie des communs[80] ». Son modèle stipule que, lorsqu'une ressource est en libre accès, chaque utilisateur est conduit spontanément à puiser sans limite sur la ressource, conduisant à sa disparition. L'exemple donné est celui d'un pâturage sur lequel chaque éleveur cherche à accroître son troupeau puisque, de toute façon, le prix à payer est quasi nul par rapport au bénéfice immédiat obtenu. Mais, au terme de ce processus, tous les éleveurs sont perdants. On relève ici une parenté de cette « tragédie » avec la thèse de la surpopulation que Malthus avait énoncée à la fin du XVIIIe siècle. Selon Hardin, il n'y a que trois solutions à cette « tragédie » : la limitation de la population pour stopper la surconsommation, la nationalisation ou la privatisation. Émise à la veille du grand mouvement de dérégulation et de déréglementation de l'économie mondiale, on comprend que la troisième voie fut exploitée à fond pour justifier le recul de l'intervention publique.

Le modèle de Hardin est une application du dilemme du prisonnier mis en évidence par la théorie des jeux. Si les suspects, au lieu de se dénoncer mutuellement, coopèrent, ils subiront des peines moins lourdes. Mais ils ne sont pas portés spontanément à la coopération, et, dès lors, tous ont tendance à se comporter en « passagers clandestins ». C'est la pertinence de ce modèle que va attaquer vigoureusement Elinor Ostrom sur la base d'une approche néo-institutionnaliste.

2) Le néo-institutionnalisme et le droit de propriété

Le principal livre d'Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs*, date de 1990 mais il n'a vraiment été connu dans le monde qu'après que son auteur eut reçu le prix de la Banque de Suède.[81] Sur le plan de la philosophie politique, Ostrom entend s'écarter aussi bien de la philosophie des droits de propriété individuels issue de John Locke que de celle du « Léviathan », entre les mains duquel l'individu remet sa sécurité, théorisé par Thomas Hobbes. En somme, elle récuse à la fois le tout-marché et le tout-État. Elle récuse ce dilemme pour dire quelles sont les institutions que les acteurs se donnent afin de résoudre leurs problèmes d'action collective dans un cadre auto-organisé et auto-gouverné.

---

[80] Hardin G., « The Tragedy of the Commons », *op. cit.*

[81] Ostrom E., *Gouvernance des biens communs, Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Cambridge University Press, 1990, Bruxelles, De Boeck, 2010.

La place des institutions constitue un point de clivage essentiel entre les grands paradigmes économiques. D'un côté, Marx, Keynes, Polanyi et les fondateurs américains du courant institutionnaliste du début du XXe siècle Thorstein Veblen et John Rogers Commons partagent l'idée que les relations économiques et sociales, notamment les échanges marchands, s'inscrivent toujours dans un cadre d'institutions dont dépend aussi l'évolution des sociétés. Au contraire, dans le paradigme néoclassique, à partir d'une tradition en partie héritée de Smith, la rencontre d'individus rationnels et libres va à elle seule engendrer le marché et donc la société. Mais les impasses théoriques et politiques de ce dernier modèle ont amené dans la seconde moitié du XXe siècle plusieurs théoriciens néoclassiques à amender le modèle standard, en y introduisant des hypothèses d'information et de concurrence imparfaites et en relâchant l'hypothèse de rationalité parfaite, tout en prenant en compte le rôle des institutions. Les plus importants de ces auteurs néo-institutionnalistes sont Ronald Coase, Douglass North et Oliver Williamson qui ont rénové la théorie néoclassique à partir notamment de la notion de coûts de transaction liés à la recherche d'informations ou aux imperfections des marchés.

3) Le rôle des formes d'auto-organisation collective

La problématique d'Ostrom se situe dans ce cadre néoclassique rénové par le courant néo-institutionnaliste. La démarche reste certes individualiste, mais elle s'inscrit dans une rationalité élargie. Ainsi, l'optimisation économique s'obtient par la réduction des coûts de transaction, lesquels sont inévitables en situation d'information imparfaite. Pour résoudre le problème des passagers clandestins, sur lequel insistait Hardin, Ostrom veut « contribuer au développement d'une théorie valide au plan empirique des formes d'auto-organisation et d'autogouvernance de l'action collective[82] », de telle sorte que « les appropriateurs adoptent des stratégies coordonnées[83] ».

Autrement dit, et c'est l'originalité de son travail, Ostrom cesse de s'interroger sur la nature des biens qui déterminerait leur caractère de commun et elle se penche au contraire sur le cadre institutionnel et réglementaire qui préside à leur érection en tant que communs, mieux, qui les *institue* en tant que communs. Elle livre plusieurs monographies sur des études de cas qu'elle a menées ou dont elle a fait la synthèse. Son objet d'étude est les ressources communes le plus souvent renouvelables dans une communauté de petite échelle. À partir de l'hypothèse que la connaissance des règles est totale pour chaque membre de la société[84], la conclusion est que la solution trouvée est la meilleure possible : l'optimum est toujours au rendez-vous de la coordination. Ce n'est plus la main invisible du marché qui assure cette optimalité, ni même comme chez John Rawls le contrat sous voile d'ignorance[85], c'est le jeu des coordinations dans une communauté étroite.

La première surprise que révèle l'investigation d'Ostrom est que les droits d'accès aux communs restent souvent dépendants des droits de propriété personnels. Ainsi, dans le village de montagne suisse dont elle rapporte l'expérience de gestion des alpages communaux, le droit d'accès est proportionnel à la taille de la propriété personnelle. Dans les systèmes d'irrigation des huertas dans la région de Valence en Espagne, une rotation d'accès à l'eau est organisée, mais sur la base de la taille de la propriété personnelle. Dans la région d'Alicante, les droits d'accès à l'eau sont des titres négociables après vente aux enchères, un peu comme le seront peut-être à l'avenir les permis d'émission d'équivalent-carbone sur le marché

---

[82] *Ibid.*, p. 40.
[83] *Ibid.*, p. 54.
[84] *Ibid.*, p. 68.
[85] Rawls J., *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 1987, imagine une société dans laquelle les individus, ignorant leur position personnelle, définiraient un contrat social pour poser les conditions d'une société juste.

européen. Dans les villages montagnards japonais où se gèrent des terres communales, on limite la démographie en octroyant un droit d'accès par unité de ménage et non par personne et on met en place un système de contrôle strict pour éviter les infractions.

Sur les quatorze cas passés en revue dans l'ensemble de l'ouvrage d'Ostrom[86], six présentent « une performance institutionnelle solide » parce que les conditions de réussite sont réunies : limites et accès clairement définis, règles concordantes, arènes de choix collectif, surveillance, sanctions graduelles, mécanismes de résolution des conflits, droits d'organisation reconnus, unités (de production) imbriquées. Mais huit autres cas sont fragiles ou en échec. Ce qui tendrait à confirmer que la présence ou l'absence de règles institutionnelles dépendent de facteurs qui ne se situent pas tous au seul échelon microsocial mais qui se situent au niveau de l'organisation sociale d'ensemble.

La permanence dans le temps des règles institutionnelles étudiées par Ostrom caractérise des sociétés précapitalistes dans lesquelles l'économie est encore « encastrée », où la dynamique d'accumulation n'a pas vraiment commencé. D'ailleurs, les cas examinés dans le quatrième chapitre du livre d'Ostrom se situent au XXe siècle aux États-Unis et les procédures de règlement des conflits se révèlent beaucoup plus complexes car elles sortent du cadre communautaire en faisant appel aux institutions étatiques. De plus, le droit de propriété s'apparente à un droit de prise, le droit du premier qui s'empare de l'eau, « premier arrivé, premier servi[87] », dit-elle. Cela entre en contradiction avec son propre jugement sur la supériorité supposée du « commun » par rapport au « public » : « Une personne qui contribue à la fourniture d'un bien purement public ne se soucie pas vraiment de qui d'autre l'utilise, ou quand et où, du moment qu'un nombre suffisant d'autres individus partagent le coût de la fourniture. Une personne qui contribue aux activités de fourniture d'une ressource commune est très attentive au nombre de personnes qui l'utilisent et aux conditions de leur utilisation, même si ces autres personnes contribuent toutes à sa fourniture.[88] ».

4) L'oubli des rapports sociaux

Il résulte de ces monographies que les rapports sociaux ne sont pas explicitement convoqués pour comprendre comment sont institués les systèmes de règles collectives. Plus grave, la société existe-t-elle ou n'y a-t-il que des petites communautés ? Cette démarche serait-elle en mesure de juguler ou ralentir le réchauffement climatique à l'échelle mondiale ?

Si la problématique des biens communs/collectifs/publics s'oppose à celle des enclosures, ce n'est pas parce que, soudainement, la nature des biens aurait changé ; c'est parce qu'il s'est produit un changement dans les rapports de force dont la sanction va être l'abolition d'anciennes règles et l'adoption de nouvelles. Au lieu de voir seulement dans les biens communs des ressources, Ostrom les considère comme une forme particulière de propriété qui ne peut être séparée d'une délibération collective permanente. Mais le paradoxe est qu'elle néglige les rapports sociaux qui entourent les expériences de ces communautés. Or les hypothèses de Marx et de Polanyi, selon lesquelles toute l'histoire du capitalisme est marquée par une lutte pour l'élargissement des droits de propriété privée ou, au contraire, pour la préservation d'un espace commun, semblent confirmées. Dès la fin du Moyen Âge, en Angleterre, l'enclosure des pâturages et l'appropriation des forêts suscitent des mouvements populaires contre le roi et la noblesse terrienne. Les lois sur les enclosures au XVIIIe siècle et les lois sur le vol de bois dans la Prusse du XIXe avaient rendu possible la privation des pauvres de leurs droits coutumiers.[89] Aujourd'hui, avec l'avènement d'une économie de la

---

[86] Cf. le tableau récapitulatif d'Ostrom, p. 217.
[87] *Ibid.*, p. 134.
[88] *Ibid.*, p. 8, note 5.
[89] Voir Bensaïd D., *Les dépossédés, Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, *op. cit.*

connaissance, sur fond de raréfaction de beaucoup de ressources naturelles, s'exprime la volonté des firmes multinationales de repousser encore plus loin la « frontière » de l'espace de valorisation du capital. De nouveaux enjeux se configurent donc, notamment autour des logiciels, des supports de la connaissance et de la connaissance elle-même.[90]

En dépit de l'impression finale de flou théorique que laisse la thèse d'Ostrom, elle n'en séduit pas moins beaucoup de cercles critiques du capitalisme contemporain et de l'approche économique traditionnelle, car elle a contribué à déconsidérer cette dernière. Sont alors nées des discussions[91] pour dépasser les critères économiques de Samuelson et voir le bien commun comme hiérarchiquement supérieur au bien public ou collectif[92]. Mais comment distinguer le commun du public ou du collectif ?

- Une première manière se fonderait sur l'opposition entre nature et socio-culture. Seraient biens communs les biens obtenus de la nature sans intervention humaine et seraient biens publics ceux qui sont construits socialement. Mais où placer l'eau puisée, filtrée, acheminée, etc. ? L'air qu'il faut dorénavant protéger des pollutions ? Et le climat dont on doit ralentir le réchauffement ? La distinction nature/socio-culture devient inopérante : à l'origine, l'eau et l'air étaient des biens purement naturels, mais dans le contexte de dégradation écologique où nous sommes, ces biens naturels censés être des biens communs et pas seulement publics seraient, selon cette définition, désormais des biens publics puisqu'ils sont produits. Et que dire des connaissances ? Toujours selon ce critère, les connaissances, par définition humaines, ne seraient que biens publics et pas biens communs en application d'une hiérarchie peu convaincante.
- Une deuxième façon de les distinguer s'appuierait sur l'opposition entre propriété et droit d'usage. Seraient biens communs les biens appartenant à tout le monde et biens publics ceux auxquels tout le monde aurait accès. La nuance est infime. Dans le protocole de Kyoto, un permis d'émission est un droit d'usage temporaire et non un droit de propriété de l'air qui n'aurait aucun sens. Ceux qui peuvent acheter les permis ont le monopole d'usage (il y a donc exclusion et rivalité). Si l'on disait que l'eau est un bien commun et que l'accès à l'eau est un bien public, cela sous-entendrait qu'il y aurait des biens communs auxquels on n'aurait pas accès. Qu'auraient-ils de communs dans ce cas ?
- Un troisième critère serait l'opposition entre intérêt général et intérêt particulier. Le bien commun correspondrait à l'intérêt de l'ensemble de la collectivité alors que le bien public n'y correspondrait pas nécessairement : la stabilité financière serait un bien simplement public car les spéculateurs auraient intérêt à l'instabilité. Mais alors on pourrait dire cela de tous les biens considérés *a priori* comme communs : la biodiversité et l'eau propre ne font pas les affaires des multinationales et le plein emploi est calamiteux pour les actionnaires.
- Un quatrième critère de distinction entre commun et public ou collectif pourrait être l'opposition entre propriété de l'État et propriété de communautés. Ici, on aurait l'idée qu'un bien public serait plutôt propriété de l'État, alors que le bien commun relèverait d'une propriété communautaire. Or, cette distinction ne pourrait pas s'appliquer dans le cas des biens publics fournis par les collectivités locales. De plus, on voit bien aujourd'hui la difficulté de protéger les biens communs de l'humanité (eau, climat,

[90] Voir Le Crosnier H., « Une bonne nouvelle pour la théorie des biens communs », 2010, http://vecam.org/article1122.html.

[91] Kaul I., Canceicao P., Le Goulven K., Mendoz R.U., « How to Improve the Provision of Global Public Goods », 2002, http://www.g24.org/undp2tgm.pdf ; Lille F., *À l'aurore du siècle, où est l'espoir ? Biens communs et biens publics mondiaux*, Bruxelles, Tribord, 2006. Dans une optique un peu diférente, Cossart J., « Les biens publics mondiaux, mythe révolutionnaire ? », *Le Sarkophage*, n° 31, 14 juillet-15 septembre 2012.

[92] Nous reviendrons plus loin sur la distinction à introduire entre public et collectif, en plus de la distinction avec commun.

connaissances…) parce que la « communauté internationale » est souvent défaillante en l'absence d'un État supranational.

S'il faut retenir un élément important du renouveau apporté par les travaux d'Ostrom, c'est l'intuition que ce qui relève du périmètre commun et/ou collectif et/ou public a son origine dans une décision de type politique, et ce quel que soit l'échelon où elle est prise, allant du local au global. Il n'en reste pas moins que les recherches doivent continuer afin de mieux cerner les ressemblances et les différences entre ces concepts voisins.

5) Essai de méthodologie comparative

L'origine principale des confusions sémantiques à propos des concepts de bien commun, bien collectif, bien public, tient à l'hésitation qui entoure les critères de démarcation entre eux. La définition économique traditionnelle retient les critères de non-rivalité (indivisibilité de l'usage) et de non-exclusion par les prix (indivisibilité de l'offre) pour qualifier un bien de collectif. Mais comme la production de ces biens par le marché est sous-optimale à cause des passagers clandestins, l'État doit les produire. Ils sont donc considérés comme naturellement collectifs parce que leur coût marginal est nul. De là naissent des problèmes que les théories semblent n'avoir pas encore résolus.

Premier problème : distinguer le caractère des biens et leur mode de production et/ou de gestion

Il existe des biens qui sont collectifs au sens précédent (non rivaux et non exclusifs) sans être fournis par la puissance publique. Un troisième critère doit donc être introduit ici, puisqu'il faut distinguer le caractère intrinsèque de ces biens et leur mode de production et/ou de gestion : privé ou public (public aux niveaux local, national-étatique ou éventuellement mondial). Cela ouvre la porte à la controverse concernant la notion de service d'intérêt général délégué à une entreprise privée que l'Union européenne veut substituer à celle de service public.[93]

Deuxième problème : faire de la non-exclusion une décision

L'impossibilité d'exclure quiconque par les prix ne peut plus être vue comme une contrainte technique intrinsèque au bien, parce que cela peut évoluer par le fait d'une décision. Ainsi, comme le dit Alain Beitone, les autoroutes à péage devaient devenir libres une fois leur coût amorti, mais le péage est resté bien après la fin de l'amortissement, alors que les routes nationales sont toujours gratuites.[94] Le même problème se pose pour savoir s'il faut faire payer la musique, les films ou les livres téléchargés sur internet. Cela rejoint l'idée que la non-exclusion qui caractérisait les pâturages communaux était le résultat d'une construction sociale et politique. De même, les enclosures qui les ont fait disparaître furent une autre construction sociale.[95]

---

[93] Les traités européens ne reconnaissent pas la notion de service public « trop imprécise » selon la Commission européenne, mais ils parlent de services d'intérêt économique général. La Commission européenne a par la suite élaboré un Livre vert et un Livre blanc sur les services d'intérêt général, dont il ressort que l'intérêt général peut être recherché tant par des administrations publiques que par des prestataires de services marchands, http://eur-lex.europa.eu/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=fr&type_doc=COMfinal&an_doc=2004&nu_doc=374.

[94] Beitone A., « Biens publics, biens collectifs, Pour tenter d'en finir avec une confusion de vocabulaire », 2010, *Revue du MAUSS permanente*, http://www.journaldumauss.net/spip.php?article690.

[95] Voir notamment Pierre Dardot et Christian Laval, « Du public au commun », *Revue du MAUSS*, « La gratuité, Éloge de l'inestimable », n° 35, premier semestre 2010, p. 83-94.

Troisième problème: rejeter une conception naturaliste

Existe-t-il des biens naturels qui relèveraient d'emblée, « naturellement », du domaine « commun » ou du « collectif » ? Ou bien faut-il considérer que la *reconnaissance* de telle ou telle caractéristique est toujours une construction sociale ? Cette alternative est au cœur de beaucoup de discussions au sein de l'altermondialisme, qui opposent ceux qui pensent que la Terre a des droits et ceux qui préfèrent dire que les humains doivent s'accorder pour reconnaître leurs devoirs de préservation des équilibres naturels et leur respect de l'ensemble des espèces vivantes.[96]

Pour aider à dépasser certaines des difficultés précédentes, nous proposons de raisonner dans un espace à trois dimensions et non plus seulement à deux dimensions :

- rivalité/non-rivalité,
- exclusion/non-exclusion,
- privé/public.

Le commun serait caractérisé par la rivalité et la non-exclusion (ce sont les cas examinés par Ostrom).

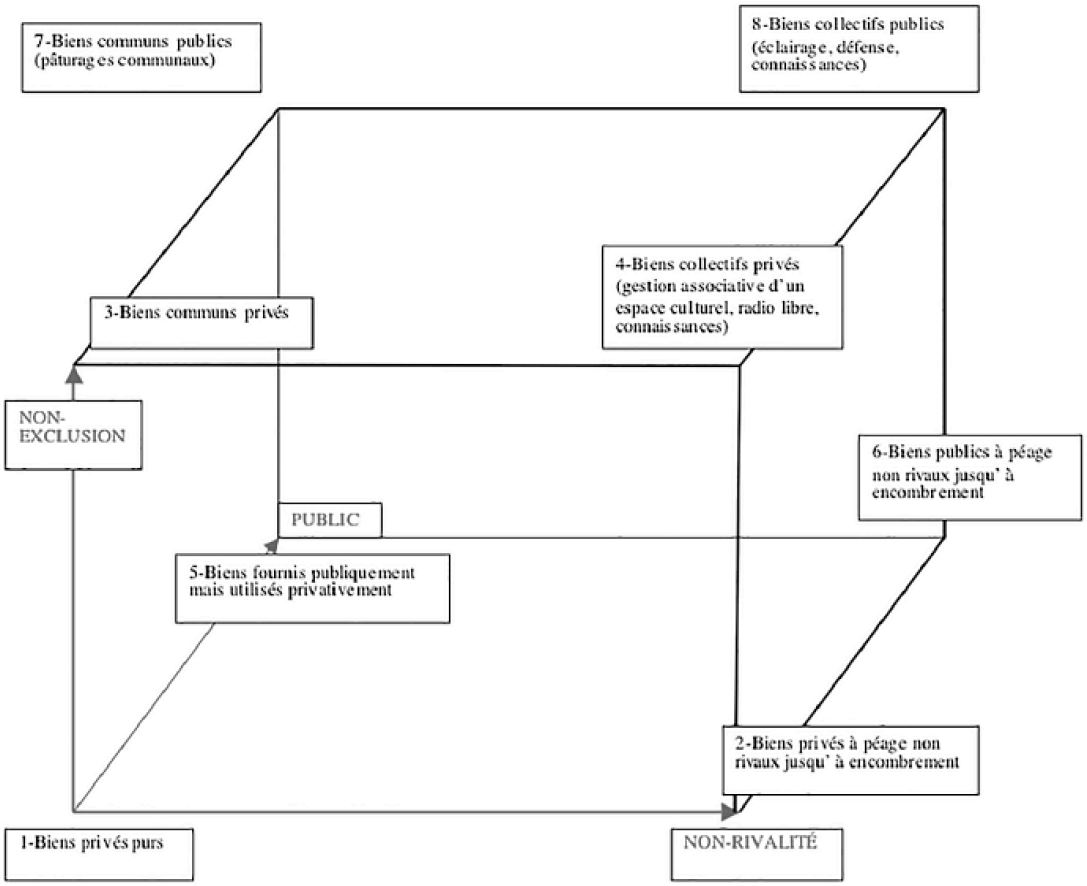
Le collectif serait caractérisé par la non-rivalité et la non-exclusion

Le privé correspondrait à une fourniture du bien par le secteur privé et le public correspondrait à une fourniture par le secteur public, qu'il soit local, national ou pluri-national.

Ce qui donne 2^3 possibilités d'idéal-type, numérotées de 1 à 8 dans le schéma ci-dessous en trois dimensions, orientées dans le sens de : non-rivalité, non-exclusion, public.

[96] Voir le débat avec Gudynas E., « Développement, droits de la nature et bien-vivre : l'expérience équatorienne », *op. cit.* ; Harribey J.-M., « La nature sujet de droit : une fiction, un mythe fondateur pour changer la réalité ?, *op. cit*.

Graphique : Les biens publics/collectifs/communs en trois dimensions



Note : le cas n° 2 (biens privés à péage non rivaux jusqu'à encombrement) correspond à ce qui est parfois appelé dans la littérature « bien de club ».

De cette méthode on peut déduire que les connaissances sont des biens collectifs (non-rivalité, non-exclusion) qui peuvent être fournies par le public ou par le privé. De même pour la qualité de l'air et du climat, selon qu'ils sont protégés par la norme publique ou par le marché.

Ensuite, l'eau est un bien naturel, c'est-à-dire existant à l'état de nature. Elle n'est pas un bien commun naturellement. Elle n'acquiert le statut de « commun/public/collectif » que par décision de la considérer comme telle. L'eau est frappée de rivalité, mais elle peut-être rendue partiellement non exclusive par les prix si, pour l'usage essentiel (alimentation, hygiène), elle est distribuée gratuitement. Si elle est payante, nombre de personnes peuvent être exclues. Donc elle oscille entre les quatre pôles du côté gauche du schéma. Finalement, le statut de l'eau ne tient pas à sa qualité, soit d'être une ressource naturelle, soit d'être rare, mais il tient à la construction sociale autour d'elle.

Le pétrole et autres ressources naturelles ont des usages rivaux et sont réservés à ceux qui peuvent en payer le prix. Ils ne satisfont donc à aucun des critères qui pourraient en faire des biens communs, publics ou collectifs, en dehors d'une décision pour les soumettre à ces critères.

Que dire de la monnaie ? Elle est évidemment un bien privé, notamment par son rôle d'instrument d'accumulation. Mais elle est aussi autre chose, dans un espace politique donné : bien public par la validation politique dont elle a besoin, et sans doute aussi bien collectif

puisque, par son intermédiaire, est socialisée une partie de la richesse produite pour payer assurance maladie et retraites.

Si l'on se contentait de compter le nombre de critères satisfaits, on pourrait considérer que la notion de bien collectif est hiérarchiquement supérieure à la notion de bien commun puisque, en retenant le travail d'Ostrom, les biens qu'elle définit comme communs sont frappés de rivalité mais personne n'en est exclu, du moins à l'intérieur de la communauté.

Mais la quantité de critères réunis peut-elle suffire pour former un jugement normatif ? S'il est probable que non, alors il faudrait raisonner dans un espace à plus de trois dimensions : introduire par exemple la taille optimale du périmètre d'autogestion. Plus important encore, si, au lieu de raisonner en statique, on introduit le temps, alors toutes les positions sont déformées et le schéma ci-dessus explose : les positions dans l'espace multidimensionnel se trouvent modifiées et le schéma cesse d'être parallélépipédique. En dynamique, la tension entre les critères, qui deviennent des vecteurs, est en perpétuel changement. Et, *plutôt que d'abandonner les appellations de « public » ou de « collectif » au profit de « commun », il vaut mieux considérer que les mots traduisent de quel côté la tension est, à un moment donné, la plus forte*.

Dans sa communication présentée lors de la réception de son prix par la Banque de Suède, Ostrom a proposé une synthèse de son travail, dans laquelle elle distingue quatre types de biens à partir de quatre critères, pour dépasser le dualisme inhérent à la conception classique : remplacer la rivalité par la soustractibilité d'utilisation ; graduer la soustractibilité d'utilisation et l'excluabilité de faible à forte ; associer la soustractibilité d'utilisation des biens privés et la non-exclusivité des biens publics pour définir les « ressources communes » ; renommer les biens de clubs en biens à péage.[97] Cette typologie est susceptible à ses yeux de rendre compte des situations où les individus adoptent des comportements interactifs et coopératifs, bien qu'ils constituent des centres de décision indépendants, formant ce que l'auteur appelle un polycentrisme. Sans faire un pas vers l'insertion de ces comportements à l'intérieur des rapports sociaux, ce qui selon nous marque les limites de cette approche, elle renouvelle notablement la conception traditionnelle.

L'erreur théorique de la conception néoclassique samuelsonienne n'est pas d'avoir proposé des critères de définition des biens collectifs[98], mais d'avoir attaché ces critères aux biens eux-mêmes, alors qu'ils doivent être attachés aux utilisateurs potentiels de ces biens dans des conditions sociales précises. Sous peine de tomber dans un fétichisme qui serait le pendant de celui qui entoure les marchandises et qu'avait critiqué Marx, *on ne peut pas parler de biens non rivaux et non exclusifs, mais d'individus et groupes sociaux que l'on rend non rivaux entre eux et dont aucun n'est exclu pour l'usage de certains biens*.

Ce qui permet de revenir à la démarche néo-institutionnaliste dont l'intérêt est tout de même de désigner par « communs » des systèmes de règles collectives et non plus seulement les objets sur lesquels portent ces règles, ni dans leurs supposées qualités intrinsèques, ni dans leurs qualités construites par la société. Mais la limite serait de rester prisonnier de la croyance que les systèmes de règles sont le produit de délibérations entre des acteurs à égalité à l'intérieur d'une communauté. Le dilemme entre, d'un côté, les droits de propriété individuels à la John Locke qui fait découler l'État du libre consentement des individus à parachever le contrat social qu'ils ont noué et, de l'autre, la remise d'une part de liberté pour

---

[97] Ostrom E., « Par-delà les marchés et les États, La gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes », *Revue de l'OFCE*, n° 1, 2012, p. 13-72, http://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2012-1.htm.

[98] C'est la raison pour laquelle nous ne partageons pas le choix de Geneviève Azam, *Le temps du monde fini, Vers un après-capitalisme*, Paris, Les Liens qui libèrent, et de Thomas Coutrot, *Jalons pour un monde possible, Redonner des racines à la démocratie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010, les deux auteurs proposant d'abandonner totalement les critères traditionnels.

plus de sécurité entre les mains du Léviathan à la Thomas Hobbes, ne serait alors pas surmonté. Rousseau n'était peut-être pas le moins perspicace d'avoir situé le fondement du politique dans la souveraineté du peuple. D'où la prudence dont nous devons faire preuve dans l'usage de l'antilibéralisme car nous ne dirons jamais assez qu'il s'adresse moins à la philosophie politique libérale qu'à la doctrine économique.

Cela renvoie au fait que le capitalisme, dont le principe est d'élargir toujours la frontière de la propriété privée, ne doit pas être confondu avec le marché, et aussi au fait qu'un après-capitalisme ne supprimera pas le marché en tant qu'une des formes de coordination, forme bornée collectivement bien sûr. En tant que systèmes de règles, le marché et la planification démocratique pourraient alors être considérés comme des biens collectifs publics.

4. De la richesse et la valeur à la justice sociale

Poser la question de la justice renvoie à première vue hors d'une problématique économique orientée vers la recherche d'efficacité. Car il s'agit d'une démarche avant tout politique et philosophique. Pourtant, nombre de penseurs se sont efforcés avec plus ou moins de bonheur de montrer que la recherche de l'efficacité en termes d'affectation des ressources et la répartition de celles-ci étaient étroitement liées, l'une influençant l'autre et réciproquement. Comment dès lors aller au-delà d'une conception purement économique de la justice et l'intégrer dans une vision de transformation des rapports sociaux ?

1) Économie et justice[99]

La recherche de l'égalité ne commence véritablement qu'avec la modernité, lorsque le monde *se désenchante*, comme disait Max Weber. En effet, dans les sociétés traditionnelles organisées selon une hiérarchie liée aux fonctions religieuses « parce que la religion est la forme que prend l'universel[100] », l'égalité n'a pas de sens : l'ordre social a été voulu par la divinité et tout le monde y a sa place déterminée.[101] Au contraire, dans les sociétés modernes, le sacré est réduit, et Adam Smith a cru y voir un lien social stable fondé sur l'échange marchand, la providence prenant la forme de la main invisible. L'égalité est alors subordonnée à la liberté, érigée en valeur suprême.

C'est le socle de la théorie économique néoclassique de l'équilibre général : sous l'hypothèse de classement des préférences personnelles, des prix de marché se forment et amènent à une situation optimale pour tous. Un assentiment unanime permet de conclure le contrat social le plus solide possible. Si l'optimum est synonyme d'efficacité, la théorie économique n'a pas à s'intéresser à l'éthique, à la philosophie politique, ni à se préoccuper de justice sociale, celle-ci étant obtenue par surcroît grâce à l'affectation optimale des ressources. La nuance est de taille : l'économiste s'occupe d'affectation mais pas de répartition. Ainsi,

---

[99] Nous avions intégré des extraits de cette sous-section dans l'ouvrage collectif d'Attac, *Pauvreté et inégalités, Ces créatures du néolibéralisme*, Paris, Mille et une nuits, 2006. On peut se référer aussi à Arnsperger C., Van Parijs P., *Éthique économique et sociale*, Paris, La Découverte, Repères, 2000. Voir également Harribey J.-M., « Théorie de la justice, revenu et citoyenneté », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Vers un revenu minimum inconditionnel ? », n° 7, 1er semestre 1996, p. 188-198, extrait reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 2489, 9 octobre 1996, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/justice-revenu.pdf.

[100] Dumont L., *Homo hierarchicus, Essai sur le système des castes », (Appendice A, Caste, racisme et « stratification »)*, Paris, Gallimard, 1967, p. 318. Dumont précise au même endroit que « la hiérarchie, dans le sens où nous prenons le mot ici, en accord avec son étymologie, ne s'attache jamais au pouvoir comme tel, mais toujours aux fonctions religieuses ».

[101] Gauchet M., *Le désenchantement du monde, Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 1985.

pour Pareto et Hayek, une société *juste* n'a pas de sens : une société est seulement plus ou moins optimale.

Mais les inégalités observées dans la société peuvent-elles être expliquées par les mérites de chacun, le riche et puissant étant récompensé de son travail et de son immense talent, le pauvre et faible étant sanctionné pour sa paresse et son maigre talent ? Certains néolibéraux le pensent très certainement, à l'instar de Robert Nozick[102] pour qui la situation de chacun dépend seulement de ses choix dès lors que la liberté est assurée. Si cette position était assumée jusqu'au bout, elle devrait conduire logiquement à supprimer tout héritage de façon à éliminer toute influence de l'environnement social et familial. Or, les partisans d'une telle révolution ne sont pas légion dans la famille libérale, toutes tendances confondues. Hayek[103] posait le problème autrement : les actions des uns et des autres procurent-elles un mieux-être pour la société prise dans son ensemble ou non ? D'après lui, la réponse ne peut être donnée que par le marché qui détermine la « juste » valeur attribuable à chacun en fonction de son mérite. À la lumière de l'expérience quotidienne qui montre l'étendue des inégalités, on comprend que ces thèses ne peuvent ni en rendre compte ni les légitimer. Aussi, cet intégrisme libéral fait-il finalement peu recette au sein même de la philosophie politique libérale.

Déjà, les philosophes de l'Antiquité avaient inauguré une conception de la justice fondée sur le mérite, quoiqu'Aristote précise qu'« on ne s'accorde pas communément sur la nature de ce mérite[104] ». Chez Platon comme chez Aristote, on trouve cette idée qui sera systématisée par John Rawls (1921-2002)[105] selon laquelle, si les règles sont justes et connues de tous car définies clairement, il ne peut y avoir de tensions sociales. Pour Platon, les individus étant inégaux, il faut organiser leur sélection pour constituer les classes supérieures, la justice consistant à faire coïncider les aptitudes et les positions. Aristote distingue deux domaines où doit s'exercer la justice : la distribution des honneurs et des richesses (la justice distributive qui donne à chacun selon ses titres) et le domaine des contrats (la justice commutative qui assure l'égalité des prestations). Dans le premier cas, comme les individus sont inégaux, la justice consiste à donner à chacun selon son mérite. Ce n'est donc pas l'égalité et Aristote esquisse une distinction entre justice et équité. La définition du mérite varie selon les systèmes politiques : il rejette l'oligarchie où le critère est la richesse ou la naissance ; mais il accepte la démocratie où le critère est la liberté, ainsi que l'aristocratie où le critère est la vertu. La justice distributive est donc relative et non absolue. Dans le second cas, chacun doit donner autant qu'il reçoit : « Il faut que l'architecte reçoive du cordonnier le travail de celui-ci, et qu'il lui donne en échange le sien. [106] » Mais Aristote, constatant que la qualité du travail pouvait intervenir, cherche une commune mesure dans le besoin et s'égare (sans doute faut-il y voir une anticipation de l'erreur ultérieure des économistes néoclassiques voulant fonder la valeur d'échange sur une utilité ou une intensité du besoin non mesurables).

Au Moyen-Âge, Thomas d'Aquin tente sans succès de concilier la philosophie d'Aristote et la morale chrétienne. Il reprend la distinction entre justice distributive et justice commutative. Mais là où Aristote autorisait ou interdisait au nom de la raison pour définir un ordre social qualifié de naturel, Thomas d'Aquin autorise ou interdit au nom de la conscience. Il ne nie pas l'existence des choses naturelles, mais les subordonne au surnaturel. La fin de l'homme n'est pas le bonheur terrestre mais la contemplation de Dieu dans la vie future. La raison est soumise à la foi. Point donc besoin de science politique puisque tout est rangé

---

[102] Nozick R., *Anarchie, État et utopie*, 1974, Paris, PUF, 1988.
[103] Hayek F., *La route de la servitude*, 1944, Paris, PUF, 1985 ; *Droit, législation et liberté*, 3 volumes, 1973, 1976, 1979, Paris, PUF, 1980, 1981, 1983.
[104] Aristote, *Éthique de Nicomaque*, *op. cit.*, V, III, 7, p. 142.
[105] Rawls J. *Théorie de la justice*, *op. cit*.
[106] Aristote, *Éthique de Nicomaque*, *op. cit.*, V, 5, 8, p. 147.

derrière la théologie. Thomas d'Aquin fait siens les arguments en faveur de la propriété privée (plus grande est l'attention portée aux biens, meilleur est l'ordre dans la gestion et la paix est mieux garantie). Il écarte l'idée d'usage collectif des fruits de la propriété pour s'en remettre à la générosité à l'égard des nécessiteux, comme une exigence morale et non comme le résultat du fonctionnement des institutions sociales. C'est ce que l'on retrouvera ultérieurement dans les encycliques du catholicisme social (*Rerum novarum*, 1891 ; *Quadragesimo Anno*, 1931 ; *Mater et magistra*, 1961) qui préconisent un devoir de charité et non de justice et où le droit de propriété est défini comme un droit naturel. Thomas d'Aquin disserte sur le juste prix (dans le sens de justice et non de justesse) mais sans en définir les bases. Le commerce de l'argent est condamné vivement car le temps n'appartient qu'à Dieu. Le prêt à intérêt est proscrit comme un enrichissement sans cause, sinon l'activité de celui qui a utilisé le prêt, bien que sa pratique se répande et que même l'Église y ait recours. Mais il y a de telles concessions autorisant l'intérêt qu'elles ruinent toute prétention théorique : ainsi, le prêteur a-t-il droit à un dédommagement ; et le commerce et l'intérêt sont blâmables sauf si leurs auteurs sont animés de bonnes intentions.

L'économie médiévale reposait sur un fragile équilibre entre campagnes et villes. Les deux sphères échangeaient leurs surplus. Mais le développement des villes était limité par la faiblesse des surplus agricoles et par l'insuffisance de main-d'œuvre, compte tenu des contraintes féodales. De plus, le système des corporations, élément pourtant de garantie de cet équilibre, jouait un rôle de frein en limitant l'accès aux villes et l'accès des artisans au rang de maîtres, c'est-à-dire de capitalistes potentiels. Il n'est pas étonnant que Thomas d'Aquin ait contribué par ses réticences devant la chrématistique à conforter cet équilibre. Équilibre qui fut rompu progressivement au fur et à mesure de l'essor du capitalisme marchand puis industriel qui bouleversa les systèmes de représentations traditionnels.

La pensée libérale sur la justice a connu une profonde évolution depuis deux siècles. À l'origine, l'utilitarisme de Jeremy Bentham (1748-1832)[107], de John Stuart Mill[108] et d'Henry Sidgwick (1838-1900)[109] se fixe pour objectif la maximisation du bien-être collectif qui n'exclut pas certaines inégalités si elles sont efficaces, c'est-à-dire si elles permettent d'élever le niveau d'ensemble. Ces thèmes seront repris plus tard, soit pour les approfondir avec John Harsanyi (1920-2000)[110], soit pour tenter de s'en démarquer avec Rawls. Ce dernier va renouveler de fond en comble la réflexion libérale et impulser un débat de philosophie politique considérable pendant le dernier quart du XXe siècle, principalement dans le monde anglo-saxon. En effet, pour lui, il n'est plus question de se contenter de la croyance vulgaire selon laquelle on n'a pas à se préoccuper de justice sociale puisque le marché est censé conduire spontanément à l'optimum social au sens de Pareto. Conservant de l'héritage de la philosophie politique libérale le respect de la liberté individuelle et la notion de contrat social qu'on trouve chez Kant, Locke et Rousseau, il énonce et hiérarchise les principes qui permettraient à la société d'être juste. Le premier, appelé « principe de liberté », est celui qui assure la liberté égale pour tous. Le second appelé « principe de différence » garantit l'égalité des chances et n'admet que les inégalités susceptibles de profiter aux plus démunis selon le

---

[107] Bentham J., *An Introduction to Principles of Morals and Legislation*, 1780-1781, Kitchener, Batoche Books, 2000, http://socserv2.socsci.mcmaster.ca/econ/ugcm/3ll3/bentham/morals.pdf.

[108] Mill J.S, *Utilitarism*, 1861, Kitchener, Batoche Books, 2001, http://socserv.mcmaster.ca/econ/ugcm/3ll3/mill/utilitarianism.pdf, trad. fr. *L'utilitarisme*, Paris, Garnier-Flammarion, 1988.

[109] Sidgwick H., *The Methods of Ethics*, London, Macmillan, 1874, http://www.laits.utexas.edu/poltheory/sidgwick/me/index.html.

[110] Harsanyi J., « Cardinal Utility in Welfare Economics and in the Theory of Risk-Taking », *Journal of Political Economy*, vol. 61, 1953, p. 434-435, http://darp.lse.ac.uk/papersdb/Harsanyi_%28JPolE_53%29.pdf ; « Cardinal Welfare, Individualistic Ethics and the Interpersonal Comparison of Utility », *Journal of Political Economy*, vol. 63, 1955, p. 309-321.

mécanisme du *maximin* (maximisation de la position la plus faible). L'égalité fondamentale pour Rawls est l'accès aux « biens sociaux premiers[111] » assurant les « bases du respect de soi-même » (avant tout, les libertés, droits et pouvoirs). La condition pour que les individus acceptent ces principes est qu'ils soient placés dans une situation les conduisant à l'impartialité : les principes sont adoptés sous un « voile d'ignorance » de leur condition personnelle. Pour définir sa notion de justice, Rawls substitue la notion d'équité à celle d'égalité.

Pour Rawls, le système politique démocratique est le seul stable car il ne se satisfait d'aucune donnée arbitraire, qu'elle provienne de dotations naturelles ou du hasard de la naissance dans tel ou tel milieu social. Ce système est le seul à se saisir des différences initiales pour les mettre au service de tous. Alors que l'utilitarisme ne voit que des individus isolés, n'étant pas convenus entre eux de règles, pouvant modifier leurs choix dès qu'ils sont en possession de nouvelles informations, la conception rawlsienne prévoit un contrat que la levée du voile d'ignorance ne rompt pas parce que seule la raison a poussé les individus à le conclure. Dans le premier cas, le plus mal placé dans la société sera tôt ou tard sacrifié. Dans le second cas, Rawls veut prouver qu'il reste membre à part entière de la collectivité.

À partir de la théorie de Rawls, plusieurs prolongements vont être tentés. Le premier par Robert Nozick (1938-2002)[112], dans une optique libertarienne, insiste sur la procédure qui, si elle est juste, garantit des résultats justes. Le second par Amartya Sen[113] qui refuse le dilemme justice de la procédure ou justice des résultats. Sen définit la justice, et par suite le développement, comme la capacité (*capability* en anglais, traduit souvent par *capabilité*) à transformer les moyens dont disposent les individus en résultats conformes à leurs attentes : il ne suffit pas de penser en termes d'utilité des biens, des ressources, mais il faut penser en termes de capacités à les mettre en œuvre. Par cette notion de capacité, Sen relie la réduction de la pauvreté et des inégalités à la liberté comme moyen du développement et comme finalité de celui-ci pour aider l'individu à se réaliser comme citoyen, dépassant ainsi l'approche de la pauvreté en termes de revenus et une vision purement instrumentale de la liberté. La liberté d'accès au marché (celui-ci ne pouvant fonctionner sans être entouré d'institutions) reste essentielle, mais elle n'est rien si elle n'est pas accompagnée de véritables droits. Aussi Sen définit-il une pluralité d'espaces de libertés à l'intérieur desquels l'égalité doit être pensée : la lutte contre les inégalités doit privilégier l'espace des capacités.

Malgré le renouveau incontestable de la philosophie politique libérale apporté par la théorie de la justice de Rawls et le débat qui s'en est suivi, des critiques très fortes ont été portées à son encontre.

Une première série de critiques a été synthétisée par Jean-Pierre Dupuy[114]. Il a montré que le système rawlsien ne permet pas d'éviter que des réactions d'envie de la part des défavorisés à l'égard des favorisés rendent les inégalités insupportables aux yeux des premiers, bien qu'elles soient acceptables au nom du principe du maximin. De plus, Dupuy estime que la logique du sacrifice de l'un au bénéfice de tous est inscrite dans les principes de Rawls et que ceux-ci ne se différencient guère de l'utilitarisme. L'envie mine donc les sociétés modernes et empêche la stabilité du contrat social noué sous voile d'ignorance. [115]

---

[111] Rawls J. *Théorie de la justice*, *op. cit.*, p. 121-125.

[112] Nozick R., *Anarchie, État et utopie*, *op. cit*.

[113] Sen A.K., *Éthique et économie*, 1987, Paris, PUF, 1993 ; *Un nouveau modèle économique : développement, justice liberté*, 1999, Paris, Odile Jacob, 2000.

[114] Dupuy J.-P., *Le sacrifice et l'envie, Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Paris, Calmann-Lévy, 1992. Voir aussi du même auteur ; « Les béances d'une philosophie du raisonnable », *Revue de philosophie économique*, « Autour de Rawls », n° 7, juin 2003, p. 33-59.

[115] Nous avons développé plus longuement cela dans Harribey J.-M., « Le développement soutenable par la réduction du temps de travail, *op. cit.*, chapitre 8, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-chapitre8.pdf, et dans *L'économie économe*, *op. cit.*, chapitre 7.

Le philosophe américain Michael Walzer a reproché à Rawls d'avoir commis un exercice intellectuel autour de la fiction du voile d'ignorance, « une conversation menée dans un vaisseau spatial[116] » sur une question de procédure, alors qu'il s'agit de résoudre des problèmes concrets de répartition des biens sociaux premiers qui est fortement influencée par les représentations que s'en font les membres de la société. L'apport de Walzer consiste à distinguer les différents ordres ou « sphères ». Une règle juste, spécifique à chaque sphère, doit régner, sans que la hiérarchie établie à l'intérieur de l'une puisse servir à asseoir une domination dans une ou plusieurs autres. Ainsi, si un individu a été élu à une fonction politique, cela ne lui confère aucun droit à des avantages économiques, à être soigné dans les meilleurs hôpitaux ou à faire instruire ses enfants dans les meilleures écoles et universités. Selon Walzer, à chaque sphère correspondent une légitimité particulière et un système de distribution des biens, que ces biens soient sociaux ou simplement utiles selon la terminologie de Rawls : ni le marché, ni le mérite, ni le besoin ne peuvent pour Walzer prétendre à l'universalité ; c'est ce qu'il appelle « l'égalité complexe[117] ».

La conclusion politique que Walzer en tire est qu'il faut borner le marché pour éviter sa domination sur les autres processus de répartition. Par exemple, il propose de limiter les échanges marchands sur des biens ou services comme la santé parce qu'ils sont estimés indispensables à tous les membres de la société. On s'éloigne donc un peu plus d'un ordre social qui serait *naturellement* gouverné par l'ordre marchand fondé sur la signature d'une multitude de contrats privés hors de toute régulation et construction sociales. Cet auteur prend donc ses distances à la fois avec l'universalisme libéral abstrait et avec un relativisme justifiant l'ordre établi dans une communauté donnée. Toutefois, il retient de ce dernier l'idée que la justice est toujours relative aux représentations, aux valeurs partagées au sein d'une communauté en un lieu et un moment donnés.

La priorité accordée par Rawls aux positions absolues, en sous-estimant grandement l'influence que peut avoir la conscience par les individus de leurs positions relatives les uns par rapport aux autres, risque d'être une entrave à ce que les principes de justice soient un impératif catégorique[118]. « Le principe de justice appelle certes le concept de société juste. Mais, en tant qu'impératif, il est une règle immédiate de l'action. Il s'énonce donc ainsi : "abolissons toute inégalité qui n'est pas à l'avantage de ceux qui ont moins". Il faut pourtant souligner qu'il n'est pas un principe d'action en vue de l'instauration programmée d'une société idéale. Il s'énonce dans le temps d'acteurs concrets et dans l'horizon de leur vie.[119] » Une conception du contrat social purement individualiste exclut toute coordination collective autre que celle du marché.

On pourrait s'étonner que la discussion sur la justice ait été principalement animée à l'intérieur et de l'intérieur du camp libéral anglo-saxon, sans que les postures de philosophie politique antagoniques au libéralisme en aient été véritablement partie prenante, du moins dans la dernière période. C'est que l'échec de la tentative de construction du socialisme au XXe siècle avait largement disqualifié le marxisme orthodoxe dans la mesure où celui-ci n'avait pas su éviter, voire avait légitimé, le sacrifice des libertés à une hypothétique égalité jamais atteinte dans les faits. Néanmoins, on peut trouver, au sein d'un courant marxiste contemporain débarrassé de l'hypothèque stalinienne, une réhabilitation d'un projet collectif de réduction des inégalités au nom d'un nouvel impératif de type kantien.

---

[116] Walzer M., *Traité sur la tolérance*, 1997, Paris, Gallimard, 1998, p. 13.
[117] Walzer M., *Sphères de justice, Une défense du pluralisme et de l'égalité*, 1983, Paris, Seuil, 1997.
[118] « Agis uniquement d'après la maxime qui fait que tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle. (...) Agis comme si la maxime de ton action devait être érigée en loi universelle de la nature. » (Kant E., *Fondements de la métaphysique des moeurs*. 1785, Paris, Delagrave, 1924, p. 136-137).
[119] Bidet J., *John Rawls et la théorie de la justice*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 1995, p. 130-135.

Le fait que les mouvements politiques s'étant réclamés du marxisme aient échoué au XXe siècle à promouvoir une démocratie socialiste ne suffit pas à expliquer le relatif éloignement de ce courant du débat contemporain sur la justice. Il convient peut-être de revenir sur l'œuvre de Marx elle-même, car le matérialisme historique est largement une thèse sur la nécessité de l'histoire : le socialisme et le communisme succéderont au capitalisme, non pas tant parce qu'ils seront moralement supérieurs au capitalisme et socialement plus justes, mais parce qu'ils s'imposeront rationnellement face aux contradictions du capital et à l'incapacité de celui-ci à satisfaire les besoins humains. Toutefois, cette nécessité est-elle, dans l'esprit même de Marx, indépendante de jugements normatifs et donc d'une certaine conception de la justice qui refuse l'exploitation, l'aliénation et toute forme de domination ? Il y aurait là sans doute matière pour donner corps à l'idée que l'émancipation « sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes[120] ». Mais cela suppose de revisiter de fond en comble le cœur même des préceptes normatifs marxiens qui, en ce qui concerne l'égalité et la justice, reposent sur des énoncés positifs contestables. Cette question va nous ramener à la richesse et à la valeur.

2) Du travail abstrait et de la valeur à la justice sociale

Nous voudrions montrer que le concept de travail abstrait, dont nous avons vu en quoi la valeur lui était liée, a une portée qui dépasse l'utilisation la plus fréquente qui en est faite, consistant à voir en lui le dénominateur commun gouvernant l'égalité des échanges de marchandises. Si l'on explore jusqu'au bout la logique de ce concept, il peut servir à réduire à néant toutes les justifications des inégalités de rémunération de la force de travail.

Ces justifications sont nombreuses et se retrouvent dans toutes les grandes théories économiques, les plus laudatives vis-à-vis de l'économie capitaliste comme les plus critiques. D'un côté, la théorie néoclassique dans sa version standard considère que chaque facteur de production est rémunéré à hauteur de sa productivité marginale, ce qui garantirait l'allocation optimale des ressources et l'absence de chômage ; dans des développements plus récents, la théorie du capital humain est venue renforcer la justification des inégalités de revenus par l'introduction d'une rationalité des individus qui opéreraient un choix intertemporel selon leur plus ou moins grande préférence pour le présent : ils feraient une comparaison des coûts de formation et de la valeur actuelle des revenus supérieurs tirés ultérieurement d'une activité plus productive grâce à la formation accumulée, assimilable à un bien d'investissement.

D'un autre côté, la théorie marxiste traditionnelle trouve chez Marx l'idée, avec laquelle au fond Gary Becker aurait pu être d'accord, que les inégalités de rémunération des différentes forces de travail des travailleurs s'expliquent par la différence de valeur de ces forces de travail qui tient à leur coût de reproduction différent, lié notamment aux dépenses de formation. En outre, la théorie marxiste traditionnelle croit trouver aussi chez Marx l'idée que le travail qualifié ou complexe est plus productif en valeur que le travail non qualifié ou simple, ce qui donnerait une base objective aux inégalités de salaires.

La critique de l'économie politique, dont le principal intérêt est d'aider à la critique des rapports sociaux, doit rouvrir la discussion sur ces questions parce que les rapports de production qui imposent domination et aliénation, voire exclusion, aux travailleurs, ne peuvent être séparés des rapports de répartition de la valeur créée. Pour y contribuer, on peut examiner successivement les liens entre statut de la force de travail, conception du salaire et valeur de la force de travail, ceux entre valeur de la force de travail et valeur créée par celle-ci, et enfin ceux entre valeur créée par la force de travail et répartition des revenus dans une problématique de la justice sociale.

---

[120] Marx K., *Statuts de l'Association internationale des travailleurs*, *op. cit.*, p. 469.

Nous avons déjà admis que la force de travail ne pouvait pas être considérée comme une marchandise comme les autres. Il en résulte que le salaire est une catégorie sociale, ce qui signifie que ladite valeur de la force de travail dépend de la lutte des classes sur fond de conditions économiques. Cette conception du salaire a au moins une implication théorique importante au sujet des inégalités de revenus : faut-il considérer les salaires plus élevés des travailleurs qualifiés comme la conséquence du coût de leur formation ou faut-il les considérer comme résultant de leur position de force meilleure face à leurs employeurs ?

Tous les adversaires théoriques de Marx, depuis Jevons et Böhm-Bawerk, approuvés sur ce point par Schumpeter, ont souligné la difficulté, voire le non-sens, de réduire le travail complexe en un multiple du travail simple. Cela constituerait même l'une des plus graves critiques à l'encontre de la théorie de la valeur-travail, condamnant définitivement la prétention de celle-ci à servir de base à un calcul rationnel. Il faut dire que cette critique repose sur une très forte ambiguïté de Marx, voire une erreur par rapport à sa propre problématique, en tout cas un recul par rapport à la critique radicale de l'économie politique.

Le faux problème de la réduction du travail complexe en travail simple[121]

La réduction du travail complexe à un multiple du travail simple présente le défaut de laisser entendre qu'une heure de travail qualifié crée plus de valeur qu'une heure de travail non qualifié. Or cela est la négation même de la théorie marxienne. En effet, le principe de celle-ci est qu'une heure de travail social crée autant de valeur qu'une autre heure de travail social, les deux étant considérées hors de leurs caractéristiques concrètes, sinon le concept de travail abstrait perd tout son sens.

Nous avons montré plus haut[122] que la juxtaposition des deux phrases suivantes de Marx est source de confusions : « Si sa productivité augmente, le travail rend dans le même temps plus de produits, mais non plus de valeur. Si son intensité croît, il rend dans le même temps plus de produits, mais aussi plus de valeur, parce que l'excédent de produits provient alors d'un excédent de travail.[123] » Or, on ne peut opposer intensification du travail et augmentation de la productivité, car la productivité augmente soit par intensification du travail, soit par amélioration de l'équipement, cette dernière couplée le plus souvent avec l'amélioration de la formation des travailleurs.[124] Et, dans les deux cas que donne Marx, il y a abaissement de la valeur unitaire des marchandises. De plus, l'excédent de produits ne provient pas d'un *excédent* de travail, mais justement de la *même quantité* d'un travail plus intense. Après avoir défini la façon de mesurer la quantité du travail par sa durée[125], il affirme que différentes quantités de travail peuvent être dépensées dans le même temps[126], ce qui annule la définition précédente. Il est alors contraint de la modifier pour faire de l'intensification du travail une cause de l'augmentation de la valeur et, par suite, de l'augmentation de la plus-value absolue.

---

[121] Nous avons longuement développé ce point dans des travaux antérieurs, voir notamment : Harribey J.-M., « Le développement soutenable par la réduction du temps de travail, *op. cit.*, chapitre 1, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-p1-chapitre1.pdf ; « Eléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique : Théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », Colloque de l'Université Paris-X, CAESAR-FORUM, URA-CNRS 1700, Actuel Marx, ERS-CNRS 196, « Marx aujourd'hui : fondements et critique de l'économie politique », 27 et 28 novembre 1997, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/egalite.pdf.

[122] Dans l'encadré « Intensité du travail et productivité du travail » du chapitre 2.

[123] Marx, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 1017]. Pour la critique, voir notre chapitre 2 ci-dessus. Une critique voisine figure dans un livre ancien de Delaunay J.-C., Gadrey J., *Nouveau cours d'économie politique*, Paris, Cujas, 1979 et 1984, 2 tomes, ici tome 1, p. 207-208.

[124] Il n'y a pas lieu non plus de réserver la notion de productivité du travail au cas où l'augmentation de la production par unité de travail se réalise à la suite d'une amélioration des équipements, et la notion d'intensification au cas où l'augmentation de la production par tête se fait à équipement constant.

[125] Marx K., *Le Capital,* Livre I , *op. cit.*, p. 565 et p. 573.

[126] *Ibid.*, p. 1012.

La quantité de travail n'est plus mesurée alors par sa durée mais : « Dès lors, on commence à évaluer la grandeur du travail doublement, d'après sa durée ou son extension, et d'après son degré d'intensité, c'est-à-dire la masse qui en est comprimée dans un espace de temps donné, une heure par exemple. [127] » Marx donne donc deux manières de mesurer la quantité de travail qui sont contradictoires.[128]

Cela a sans doute à voir avec le fait que Marx a fourni de nombreuses définitions du travail abstrait. Nous en dénombrons pas moins de six :

1) *travail correspondant aux conditions techniques moyennes du moment*,
2) *travail validé par le marché après péréquation du taux de profit*,
3) *travail validé par le marché après péréquation du taux de profit et après ajustement de la demande et de l'offre*,
4) *travail abstraction faite des différences de son objet*,
5) *travail abstraction faite des différences de son intensité*,
6) *travail abstraction faite des différences de qualification*[129].

L'existence des quatre premiers sens n'est pas très gênante pour le débat sur l'homogénéité du travail.[130] Mais Marx n'est jamais très clair pour dire si le travail abstrait doit s'entendre avant, après ou sans la prise en compte de l'intensité et de la qualification. Nous considérons que la seule position cohérente d'un bout à l'autre consiste à ne pas en tenir compte pour définir la valeur : seule la troisième position (qui intègre automatiquement les deux premières) jointe aux trois dernières nous paraît conforme à l'exigence de cohérence. En revanche, Marx revient à sa problématique fondamentale dans la fin du second paragraphe du premier chapitre du *Capital*[131].

En définitive, la difficulté d'homogénéiser les travaux de nature différente n'existe que tant qu'on s'évertue à croire qu'un travail qualifié ou plus intense crée plus de valeur qu'un travail non qualifié ou moins intense et qu'on confond ainsi plus grande quantité physique de produit par unité de temps de travail et plus grande valeur par unité de temps de travail. Le travail complexe ou intense est plus productif en unités physiques, en valeurs d'usage, que le travail simple ou moins intense, dans leurs domaines respectifs, mais n'est pas plus productif en valeur.[132]

Si l'idée que nous soutenons, à savoir qu'une heure de travail social (abstrait) égale toujours une heure de travail social (abstrait), est exacte, alors nous pouvons en tirer une conséquence de portée immense pour la répartition des revenus. Dès lors que le travail social aliéné reculerait parce que la sphère capitaliste serait réduite, une unité de temps de vie d'un

---

[127] *Ibid.*, p. 950.

[128] Dans « Le développement soutenable par la réduction du temps de travail, *op. cit.*, chapitre 1, et « Eléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique : Théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », *op. cit.*, nous avons proposé une interprétation de ces confusions ou hésitations de Marx.

[129] Pour sa part, en ce qui concerne la définition même de la complexité dont la formation de la qualification se trouve être à l'origine, Cayatte J.-L., « Travail simple et travail complexe chez Marx », *Revue économique*, vol. 35, n° 2, mars 1984, p. 221-245, distingue cinq définitions du travail complexe chez Marx.

[130] Il y a une ambiguïté tenant aux deuxième et troisième sens pour la définition de la valeur-argent car, avec l'un comme avec l'autre, la valeur définie comme la quantité de travail abstrait entendu comme travail social validé ne correspond déjà plus exactement aux contenus en travail concret.

[131] Marx K., *Le Capital,* Livre I, *op. cit.*, p. 574. Nous avons cité ce passage dans le chapitre 2 à la fin de l'encadré « Intensité du travail et productivité du travail ».

[132] Parmi les auteurs se réclamant de Marx ou étudiant Marx, peu vont dans ce sens : citons cependant Latouche S., *Le projet marxiste, Analyse économique et matérialisme historique*, Paris, PUF, 1975, p. 87 ; De Vroey M., « La théorie du salaire de Marx : une critique hétérodoxe », *op. cit.* ; Emmanuel A., *La dynamique des inégalités,* Paris, Anthropos, 1985, p. 144 ; Gouverneur J., *Manuel d'économie politique marxiste*, *op. cit.*, p. 43 ; Gouverneur J., *Les fondements de l'économie capitaliste, Introduction à l'analyse économique marxiste du capitalisme contemporain*, Paris, L'Harmattan, Bruxelles, Contradictions, 1994, p. 49-50 ; Poulain É., « Production de forces de travail par des forces de travail ? (Réponse à Lapidus) », *Revue économique*, vol. 45, n° 4, juillet 1994, p. 1095-1106.

être humain vaudrait, de façon de plus en plus proche, une unité de temps de vie d'un autre être humain. En d'autres termes, il nous semble fondé sur le plan théorique de maintenir le jugement porté par Marx sur Aristote :

> « Ce qui empêchait Aristote de lire dans la forme valeur des marchandises que tous les travaux sont exprimés ici comme travail humain indistinct et par conséquent égaux, c'est que la société grecque reposait sur le travail des esclaves, et avait pour base naturelle l'inégalité des hommes et de leur force de travail. Le secret de l'expression de la valeur, l'égalité et l'équivalence de tous les travaux, parce que et tant qu'ils sont du travail humain, ne peut être déchiffré que lorsque l'idée de l'égalité humaine a déjà acquis la ténacité d'un préjugé populaire.[133] »

Il en résulte qu'une théorie de la valeur correctement posée, ainsi que nous croyons le faire en serrant de près l'esprit du texte de Marx, nous donne la possibilité de fonder théoriquement, et par la suite de justifier, la réduction profonde de l'inégalité des revenus en vue d'assurer l'existence matérielle, honorable et digne, de tous. Cela pourrait même fonder un principe de constitutionnalité de juste répartition de la richesse[134].

Théorie de la valeur-travail et justice

Les répercussions en termes de justice sociale peuvent être résumées par quelques propositions simples ayant trait à la répartition du produit du « travailleur collectif ». La gravité de la crise qui a éclaté en 2007 rend plus actuelles que jamais les conclusions que nous avions formulées antérieurement[135].

Le processus de socialisation qui entoure la production est le phénomène même de l'abstraction du travail. C'est à ce niveau de socialisation que l'équivalence une heure de travail abstrait contre une heure de travail abstrait prend ses droits. Au sein de l'économie capitaliste, le capital exige la redistribution, dans l'espace des prix, de l'équivalent monétaire du travail concret effectué dans le temps réel. Toute justification des inégalités économiques est donc pure construction idéologique. Le voilement des rapports sociaux, c'est-à-dire le fétichisme de l'argent, suit l'enchaînement suivant : la rémunération moyenne de l'unité de travail social s'écarte de la valeur qu'elle a créée (c'est la plus-value de Marx), mais les positions sociales acquises, maintenues et reproduites par l'instauration de rapports de force déterminés par la possession, souvent simultanée, de capital économique, social ou culturel[136] et même naturel, permettent de réallouer le revenu social (soustraction faite de la part du surplus social réinvestie) en faisant s'écarter les rémunérations des unités de travail concrètes,

---

[133] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 590-591. On peut s'étonner que Marx et Engels n'aient pas prêté plus d'attention au propos de Dühring : « Si (...) Marx n'arrive pas à échapper à la hantise du fantôme d'un temps de travail qualifié, c'est qu'il a été empêché de toucher juste par la manière de penser traditionnelle des classes cultivées, pour laquelle il semble forcément monstrueux de reconnaître une valeur économique parfaitement égale en soi au temps de travail du manoeuvre et au temps de travail de l'architecte. » Cité par Engels F., *Anti-Dühring*, 1878, Paris, Éditions Sociales, 1973, p. 225-226, voir aussi http://www.contre-informations.fr/classiques/mega/anti.pdf, p. 101-102. Certes, Engels a beau jeu de noter que Dühring utilise à tort la notion de valeur du travail, mais le sujet est ici de savoir si la décomposition du travail complexe en multiple du travail simple a un sens, et, dans sa réponse à Dühring, Engels s'enferre en revenant constamment à la comparaison de deux travaux concrets, abandonnant le concept de travail abstrait.

[134] Harribey J.-M., « Travail, économie et finance : cinq ans pour bifurquer, Les sept chantiers de la transition », dans Altergouvernement, *18 ministres-citoyens pour une réelle alternative*, Paris, Le Muscadier, 2012, p. 87-102, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/alter-gouvernement-travail.pdf ; « Un principe constitutionnel de juste répartition de la richesse », *Le Sarkophage*, « On change tout ! », Hors-série n° 4, avril-juin 2012, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/constitution-repartition.pdf.

[135] Se reporter à Harribey J.-M., *Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, *op. cit.*, Conclusion, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-conclusion.pdf ; et à *L'économie économe*, *op. cit.*

[136] Bourdieu P., *La distinction, Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de minuit, 1979.

individuelles, de la rémunération moyenne de l'unité de travail social, et cela proportionnellement à l'échelle des positions sociales.

Contrairement à ce qu'avance la théorie du capital humain qui considère que les individus comparent dans le temps les investissements qu'ils réalisent en formation et les revenus supérieurs qu'ils en attendent, l'appropriation privée des investissements de la collectivité, à travers l'appropriation du savoir accumulé grâce à l'utilisation de ces investissements collectifs, permet aux détenteurs de capital culturel (au sens de Bourdieu) d'occuper une meilleure position de force face au capital (au sens de Marx) pour obtenir un partage de la masse de revenus dévolu aux salariés (capital variable) en leur faveur.

Ce n'est donc pas parce que le coût de reproduction de la force de travail qualifiée est supérieur à celui de la force de travail non qualifiée que les vendeurs de la première reçoivent un salaire plus élevé (version Marx du salaire comme panier de marchandises s'apparentant à la vision classique), ni parce que les travailleurs qualifiés seraient plus productifs et récupéreraient leur mise initiale (version Becker), mais parce que tous les travailleurs ne sont pas en mesure d'imposer au capital un rapport de forces favorable (seconde version de Marx du salaire comme résultat de la confrontation sociale, c'est-à-dire de la lutte des classes). On peut dire, en utilisant un concept bourdieusien, que les inégalités de revenus n'expriment pas une exigence de la reproduction des forces de travail particulières mais une exigence de la reproduction sociale, d'abord en classes, ensuite en fractions de classes. D'ailleurs les résultats auxquels étaient parvenus il y a plus de trente ans Christian Baudelot, Roger Establet et Jacques Malemort[137] peuvent être interprétés ainsi : la rétrocession de plus-value dont bénéficient les couches petites-bourgeoises au-delà de l'équivalent de « la valeur de leur force de travail » est le prix à payer pour leur attachement au capitalisme, le prix de leur allégeance à celui-ci, le prix de ce que Alain Accardo appelle « la servitude volontaire du petit-bourgeois gentilhomme[138] ».

Le développement de l'économie capitaliste conduit à une abstraction toujours plus poussée du travail, parce que celui-ci est un acte de plus en plus social et qu'il est de moins en moins possible d'isoler la productivité de chaque individu de la productivité du « travailleur collectif[139] ». La notion de productivité d'un individu n'a pas de sens à l'heure où tous les processus de production sont à la fois parcellisés et intégrés. Vouloir dissocier l'apport de chacun à l'intérieur des gains de productivité sociaux serait une absurdité dans la mesure où la suppression d'un élément constituerait un facteur limitant pour l'ensemble[140]. La valeur étant un résultat collectif, l'apport de l'ouvrier affecté au balayage n'est pas moindre que celui de l'ingénieur le plus qualifié : simplement, les valeurs d'usage qu'ils produisent sont distinctes et indispensables l'une à l'autre, la propreté pour le premier, sans laquelle le microprocesseur du second se gripperait vite. Par extension du raisonnement, parler de secteur économique à haute valeur ajoutée et de secteur à faible valeur ajoutée revient à confondre valeur ajoutée et valeur captée grâce à une position de force sur le marché acquise par une composition organique du capital plus élevée. Chaque unité de temps de travail abstrait créant donc autant de valeur qu'une autre, l'explication des niveaux de revenus par la productivité est purement idéologique.

---

[137] Baudelot C., Establet R., Malemort J., *La petite bourgeoisie en France*, Paris, François Maspéro, 1974.

[138] Accardo A., *De notre servitude volontaire, Lettre à mes camarades de gauche*, Marseille, Agone, 2001 ; *Le petit-bourgeois gentilhomme, La moyennisation de la société*, Bruxelles, Éditions Labor, Éditions Espace de libertés, 2003 ; *Le petit-bourgeois gentilhomme, Sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes*, Marseille, Agone, Contrefeux, 2009.

[139] Marx K., *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 865 et suiv. et p. 879 et suiv.

[140] Contrairement à une opinion répandue, la diminution des effectifs salariés dans certains secteurs de la production capitaliste ne produit pas *d'elle-même* une augmentation de la productivité si elle n'est pas accompagnée d'une intensification du travail ou d'une amélioration des équipements ; en l'absence de celles-ci, la réduction du nombre de travailleurs n'aboutirait qu'à diminuer la production.

La proposition établissant qu'une unité de travail social crée autant de valeur qu'une autre relève du champ de l'économie. Et il existe une proposition symétrique dans le champ de l'éthique et du politique : une unité de temps de vie d'un individu « vaut » éthiquement autant qu'une unité de temps de vie d'un autre individu, et par extension aucune vie humaine ne peut se situer hiérarchiquement au-dessus d'une autre.[141] Mais, entre ces deux propositions symétriques, la frontière est nette : la première est quantifiable par le biais d'un équivalent-général monétaire et la seconde ne l'est pas[142]. On retrouve la coupure aristotélicienne qui nous a servi de fil conducteur et dont l'aboutissement est : nos valeurs dictent nos choix d'organisation de la société et de la production, mais ce ne sont pas ces valeurs que l'on mesure à travers la valeur économique.

Le champ de l'économie et celui de l'éthique et du politique ne sont connectables que tendanciellement ou asymptotiquement : au fur et à mesure que l'égalité des rémunérations progresserait, la société reconnaîtrait de plus en plus *économiquement* l'égalité *éthique* des temps de vie. La critique des rapports sociaux capitalistes doit aller jusqu'à remettre en cause la forme de l'abstraction du travail qu'ils imposent, en même temps que sa représentation qui empêche de voir que toutes les vies humaines sont également dignes et qu'une unité de temps de vie passée à travailler donne naissance à autant de valeur qu'une autre unité de vie passée à travailler.

Nous touchons là à l'un des dogmes les plus solidement ancrés par le marxisme et sans doute par Marx lui-même : les rapports de répartition découleraient mécaniquement des rapports de production et s'occuper de répartition laisserait intact le facteur déterminant, ou, pour le dire autrement, les rapports de répartition ne seraient pas partie intégrante des rapports de production. Notre thèse est qu'il n'y a pas *d'abord* les rapports de production et *ensuite* les rapports de répartition : les deux types de rapports sont les deux faces d'une même réalité, celle de l'organisation sociale. La crise des rapports de production capitalistes, c'est-à-dire du salariat, et du développement économique que permettent ces rapports, s'exprime par la crise des rapports de répartition devenus insoutenables tant au niveau des richesses produites et de l'emploi aujourd'hui que des ressources naturelles entre les générations. Et, comme nous l'avons montré, la crise au niveau de la répartition est l'une des causes principales de la crise de suraccumulation du capital, c'est-à-dire de la difficulté à perpétuer des rapports de production d'exploitation pour « mettre en valeur » le capital. Ne pas tenir compte des problèmes de répartition du travail, des revenus et des ressources, comme une exigence première, reviendrait à abandonner toute *action* en faveur de la justice.[143] À l'inverse,

---

[141] Rappelons le propos cynique, mais ô combien rationnel dans la logique utilitariste, de Lawrence Summers au sein de la Banque mondiale : « Les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico (...) Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés (...) et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir l'âge de cinq ans. » Quelle justification Summers donne-t-il de ce choix ? « Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépend des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et de la mortalité. De ce point de vue, une certaine dose de pollution devrait exister dans les pays où ce coût est le plus faible, autrement dit où les salaires sont les plus bas. Je pense que la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est imparable. » (Cité par *Courrier international*, n° 68, 20 février 1992).

[142] Lorsqu'une compagnie d'assurances évalue le "prix" d'une vie, elle chiffre un manque à gagner du fait de la vie interrompue et non la vie elle-même. Si elle dédommage un préjudice moral, ce n'est pas celui subi par le disparu, et pour cause, mais celui subi par ses proches survivants, donc de nouveau ce n'est pas la vie qui est évaluée.

[143] Nous avons émis l'hypothèse qu'une possible erreur du marxisme aurait sa correspondante chez Rawls : le premier laissant penser qu'il suffirait de changer la propriété pour que le reste suive, le second disant que puisque le contrat est décidé sous voile d'ignorance, le résultat juste suivra la procédure juste.

rechercher la soutenabilité pour plus de justice sans transformer les rapports de production nous cantonnerait au registre de la charité.

La répartition du produit du « travailleur collectif »

En termes politiques, l'analyse précédente explique notre choix en faveur de la réduction du temps de travail pour aider à surmonter la contradiction entre l'amélioration des gains de productivité et le productivisme qui se traduit par le dilemme suivant : étendre perpétuellement le champ des activités marchandes et donc les profits, ce qui se révèle insoutenable socialement et écologiquement, ou bien améliorer la qualité de vie notamment par la baisse de la durée du travail. Si la notion de « biens sociaux premiers » de Rawls et celle de « capabilités » de Sen ont un sens, la répartition à tendance égalitaire du travail, des revenus correspondants et la construction sociale de la gratuité des biens fondamentaux peuvent faciliter le respect des contraintes écologiques, lesquelles obligent à refuser une reprise de la croissance forte. À cet égard, la résorption du chômage est un double problème de répartition : répartition du volume de travail à effectuer et répartition du revenu global qui en est issu. La proximité entre la théorie marxienne et les analyses post-keynésiennes est grande sur l'idée que la répartition du gâteau influence la taille de celui-ci.

La construction d'une société juste est – ou sera – une œuvre politique, c'est-à-dire ni laissée à l'arbitraire du marché, ni entraînée par un déterminisme historique quelconque, mais le résultat de l'action collective inséparable d'un idéal démocratique. Comme les inégalités traduisent les contradictions sociales, les luttes sociales, tant les luttes de classes au sens habituel de l'expression que les luttes pour les droits (paix, liberté, droits sociaux, égalité hommes-femmes, droits écologiques, etc.), sont seules en mesure de travailler à leur dépassement. La mondialisation capitaliste ayant fait éclater les frontières entre les économies, les cultures, les systèmes politiques et les droits, la justice sociale ne peut désormais être entendue que comme une aspiration universelle dans l'instant et dans le temps : c'est peut-être l'un des aspects les plus prometteurs apportés par la préoccupation écologique qui unifie l'intérêt des générations présentes et celui des générations futures ; réciproquement, quel crédit pourrait-on accorder au souci du futur s'il ne se matérialisait pas dans l'action politique pour améliorer la justice sociale ici et maintenant ?

Sur le plan de la théorie économique, il devrait être admis que l'économie est politique. Mais il y aura autant à faire pour faire accepter cette idée que pour réduire les inégalités. D'ailleurs, peut-être est-ce la même chose dans la mesure où la valeur est véritablement une construction sociale.

Valeur, division internationale du travail et justice

Le capital étant devenu mondial et ayant imposé sa dynamique de reproduction à toutes les sociétés, la question est désormais posée de la production et de la répartition de la valeur à l'échelle planétaire. L'aggravation des inégalités de productivité et de revenu doit par conséquent être, sur le plan théorique, reliée à la question de la valeur. Lorsque les guerres d'indépendance mirent fin à la période coloniale dans les années d'après-guerre, et que le tiers monde émergea, tout en restant soumis à une exploitation très forte, plusieurs auteurs formés à la théorie marxiste proposèrent un modèle analysant les rapports entre le centre et la périphérie du capitalisme. L'ouvrage fondateur fut celui d'Arghiri Emmanuel (1911-2001), *L'échange inégal*[144], il ouvrit un large débat et connut des prolongements, notamment avec Samir Amin[145].

---

[144] Emmanuel A., *L'échange inégal, Essai sur les antagonismes dans les rapports internationaux*, Préface et remarques théoriques de Charles Bettelheim, Paris, François Maspero, 1969, 1979.

[145] Amin S., *Le développement inégal, Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de minuit, 1973 ; *L'échange inégal et la loi de la valeur, La fin d'un débat*, avec une contribution de

Le modèle d'Emmanuel est issu de la théorie des prix de production pour expliquer l'échange inégal dont sont victimes les pays de la périphérie à cause des salaires inférieurs qui y sont versés. À l'époque, c'est la conclusion politique d'Emmanuel, plus que son argumentation économique, qui souleva l'opposition résolue des marxistes traditionnels : Emmanuel affirmait que les prolétaires du centre bénéficiaient de l'exploitation subie par ceux de la périphérie. Par la suite, son pronostic, selon lequel les participants à l'échange international ne pourraient pas se développer a été démenti puisque le décollage rapide du sud-est asiatique n'allait pas tarder à se produire, tigres et dragons, puis plus tard la Chine.

Bien que le modèle de l'échange inégal reste toujours le seul démontant radicalement la loi des coûts comparatifs de Ricardo, il a fait l'objet de nombreuses critiques théoriques. Ernest Mandel a fait une présentation synthétique de celles-ci dont il ressort deux éléments principaux. Premièrement, il n'y a pas de péréquation mondiale des taux de profit et des prix de production différents subsistent, non seulement parce que la circulation des capitaux n'est pas encore absolument parfaite – ce qui est une réfutation empirique mais pas une réfutation logique – mais surtout parce que le développement du capitalisme est nécessairement inégal, engendrant des différences de conditions socio-économiques et politiques, donc des différences de productivité et de mise en valeur du capital. La péréquation ne peut être considérée comme une hypothèse ou une donnée *a priori*, elle est un processus sans fin. Ce dernier point permet de comprendre pourquoi les capitaux n'affluent pas tous là où les salaires sont les plus faibles et qu'au contraire la majeure partie des investissements internationaux ont lieu dans les pays du Nord. L'écart entre les pays les plus riches et les plus pauvres a donc toute chance de s'agrandir. La raison tiendrait dans « la combinaison spécifique de rapports de production pré-capitalistes, semi-capitalistes et capitalistes, qui caractérise la société de ces pays [les pays pauvres][146] » et dont le développement reste soumis aux besoins du marché mondial, et, par delà, à la valorisation du capital étranger.

Deuxièmement, Emmanuel gomme la distinction entre la concurrence des capitaux au sein d'une même branche et celle des capitaux entre toutes les branches. La première conduit à l'établissement de normes productives techniques moyennes concernant une marchandise donnée, par rapport auxquelles les différents capitalistes se verront sanctionnés positivement ou négativement par des taux de profits supérieurs ou inférieurs à la moyenne, et qui ainsi tendent à répartir le travail social au sein de la branche. La seconde concurrence conduit à l'établissement d'une norme, qui n'est pas technique au premier abord, mais qui est économique puisqu'il s'agit d'une norme de profit qui a ensuite des répercussions sur la répartition du travail social et donc sur les conditions sociales et techniques de production. Le problème est donc de savoir si la mondialisation de l'économie capitaliste sous l'égide de la finance maintient et approfondit cette distinction ou tend à la faire disparaître. Implicitement, Emmanuel adoptait la seconde hypothèse. Michel Husson avait tenté de vérifier empiriquement la première pour montrer que le marché mondial déterminait les prix internationaux des produits soumis à la concurrence internationale, tandis que les prix des biens entrant dans la valeur de la force de travail étaient encore largement fixés sur une base nationale. Plus précisément, le secteur exportateur des pays du Sud bénéficierait d'un avantage moyen en termes de coûts de production unitaires de l'ordre de 25 %, tandis que le secteur domestique serait laminé par les importations[147].

Jagdish C. Saigal, Paris, Éditions Anthropos-IDEP, 1973 ; *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, Paris, Éditions de minuit, 1977.

[146] Mandel E., *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, Les Éditions de la Passion, 1997, p. 289.

[147] Husson M., « Une péréquation à l'échelle mondiale ? Formes contemporaines de la détermination du travail socialement nécessaire », dans Duménil G., Lévy D. (dir.), *Le triangle infernal, Crise, mondialisation, financiarisation*, Paris, PUF, *Actuel Marx Confrontation*, 1999, p. 255 et suiv..

Bien que le modèle de l'échange inégal doive être débarrassé de l'idée que les salaires sont fixés indépendamment des conditions de l'accumulation et qu'ils seraient la cause première de l'échange inégal, il n'en conserve pas moins toute sa place dans une analyse des contradictions du développement économique à l'intérieur du mode de production capitaliste, prolongeant et actualisant les analyses traditionnelles de l'impérialisme, notamment celle de Rosa Luxemburg[148]. À l'appui de cette affirmation, deux considérations peuvent être retenues.

D'abord, en termes théoriques, il est possible de montrer, à partir d'un système de prix de production, que derrière les prix internationaux se dissimule un échange de quantités inégales de travail (voir l'annexe « L'échange de quantités de travail »).

Ensuite, les plans d'ajustement structurel qui ont été imposés aux pays émergents et aux pays les plus pauvres au cours des décennies 1980 à 2000, d'abord pour assurer le paiement de leur dette et ensuite pour libéraliser leurs économies, ont eu pour effet d'abaisser la valeur de la force de travail. Selon la théorie officielle justifiant l'application de plans d'ajustement structurel, ceux-ci devaient faciliter l'affectation des ressources vers les activités procurant le meilleur avantage comparatif possible, c'est-à-dire, en l'occurrence, vers les activités intensives en travail peu qualifié et bon marché, à condition que l'ensemble des prix et des salaires soient libéralisés. Mais ce scénario ne s'est pas produit parce qu'il a été contrecarré par de multiples éléments agissant en sens contraire :

- Les plans d'ajustement structurel ont augmenté le poids de l'armée de réserve industrielle en accélérant les processus de désagrégation des structures traditionnelles et en réduisant les dépenses sociales publiques. S'ajoute à cela la difficulté à entreprendre et mener à bien des réformes agraires profondes, notamment en Amérique latine. Le chômage croissant et les obstacles sociaux à l'accès à la terre expliquent largement que toutes les conditions soient réunies pour que la reproduction de la force de travail se fasse à bas prix.
- La financiarisation de l'économie mondiale et l'arrimage fréquent des monnaies locales au dollar, voire la dollarisation complète, ont réduit les écarts favorables de compétitivité qui pouvaient exister du fait des salaires. Dit à l'envers, la contrainte imposée aux salaires est d'autant plus lourde qu'il faut compenser la perte de compétitivité due à l'appréciation d'une monnaie locale accrochée à une monnaie forte. Cet effet pervers ne se produirait pas si l'augmentation de la productivité du travail permettait de compenser la variation du taux de change, mais à une nouvelle condition : que l'écart entre la variation de productivité dans les pays riches et la variation de la productivité dans les pays pauvres soit en faveur de ces derniers, ce qui n'a pas été jusqu'ici véritablement le cas.
- Dans les pays ayant connu des phases de forte inflation suivies de désinflation drastique, la part des salaires dans la valeur ajoutée a été réduite. Ce phénomène n'est pas propre aux pays du Sud, puisque les salaires dans les pays occidentaux ont connu la même mésaventure depuis trois décennies. Au sein d'un système devenu global, la financiarisation du capitalisme peut s'analyser comme le processus permettant au capital financier de remodeler les conditions de production de la valeur à l'échelle mondiale et de s'assurer la captation de celle-ci.

Compte tenu de la globalité de la crise, la question de la justice doit être posée d'emblée au niveau mondial à la fois dans sa dimension sociale au sens habituel du terme et dans la dimension écologique. Cela renforce la nécessité de préserver les biens que nous avons définis comme publics, collectifs et communs pour en permettre l'accès à tous.

---

[148] Luxemburg R., *L'accumulation du capital*, 1913, Paris, François Maspero, 1972.

3) Vers la gratuité pour l'égalité et la sobriété[149]

La tendance vers la gratuité est un chemin vers davantage d'égalité et de sobriété. Elle est donc, à un premier niveau, frontalement antagonique avec la logique du capital qui est de tout marchandiser. L'extension de la sphère marchande se fait au détriment de la sphère non monétaire (celle des échanges où règnent l'affectivité, la réciprocité ou le bénévolat et qui se déroulent dans un cadre intime ou associatif) et de la sphère monétaire non marchande (celle des services dont le paiement est socialisé). Pourtant, la gratuité et le non-marchand sont indispensables à toute économie et même, paradoxalement, au capitalisme, avec malgré tout une limite dans la mesure où les techniques qu'il développe dans l'espoir de faire du profit donnent un accès potentiel de tous les consommateurs aux biens et services (principe de non-exclusion) sans que ces consommateurs se fassent concurrence entre eux (principe de non-rivalité).

Qu'est-ce que la gratuité ?

Il existe deux cas de figure de vraie gratuité. Le premier correspond aux productions dont le coût tend vers zéro parce qu'elles demandent de moins en moins d'outils, de matières premières et de travail vivant. On commence à entrevoir cette possibilité pour certaines productions comme les logiciels dont la conception, qui représente un coût fixe, est amortie sur un tel grand nombre de duplications que le coût unitaire est infime. La bonne vieille loi de la valeur-travail, si étonnante et dérangeante pour les libéraux, est confirmée : la valeur diminue quand la productivité du travail progresse.

Le deuxième cas de figure de vraie gratuité correspond aux biens naturels auxquels l'humanité a accès sans restriction parce que leur abondance est telle que leur usage est possible sans aucun effort. C'est le cas limite du précédent. Les meilleurs exemples en sont la lumière du soleil et l'air. Mais on voit aussitôt que cette vraie gratuité peut être anéantie si l'abondance se révèle n'être que factice et si l'on a gaspillé une ressource naturelle en croyant à tort qu'elle était inépuisable. On connaît cela pour l'eau et cela risque d'arriver à l'air. La vraie gratuité peut être également anéantie si une ressource inépuisable est appropriée par certains individus ou groupes qui en limitent l'accès. Cela peut paraître surprenant qu'une ressource inépuisable puisse être appropriée. Or, si l'air et l'eau ne s'épuisent pas quantitativement, leur qualité se détériore et le rétablissement de celle-ci a un coût. Le travail alors nécessaire crée une valeur dont le propriétaire de la ressource appropriée s'accapare une part sous forme de rente. L'eau a déjà un prix, l'air en aura un lorsque les permis de polluer l'auront privatisé. Le capitalisme détruit tout sur son passage et la destruction engendre la rareté : c'est la fin de la gratuité. Elle est donc à reconstruire.

La construction sociale de la gratuité

Puisque la gratuité n'est pas naturelle, la lumière solaire étant la seule exception subsistant, il faut la construire socialement. Cette construction suppose que soit préservé l'espace des relations non monétaires parce qu'il contient des formes de richesses qui échappent à la quantification économique. La qualité des relations humaines, l'allaitement d'un nourrisson par sa mère, le guidage des premiers pas de l'enfant, le lien social qui naît dans l'action associative, l'échange de services entre amis, sont autant de lieux et de moments qui se suffisent à eux-mêmes car ils sont empreints de la logique du don.

Cette construction de la gratuité suppose aussi que soit maintenu et même élargi l'espace monétaire non marchand, c'est-à-dire celui où ne peut régner la gratuité totale à cause du coût, mais où ce dernier est pris en charge par la collectivité afin d'assurer une

[149] Une première version de ce paragraphe fut éditée dans *Le Passant Ordinaire*, n° 40-41, juin 2002, sous le titre « L'éloge de la gratuité ».

meilleure égalité sociale et l'accès de tous à l'éducation, la santé et la retraite. Ces domaines sont ainsi soustraits à la logique de la rentabilité du capital, et cela explique la volonté farouche de l'OCDE, de l'OMC, de la Banque mondiale, de l'Union européenne, de tous les gouvernements libéraux ou sociaux-libéraux et des dirigeants des grandes firmes capitalistes de les « ouvrir à la concurrence », c'est-à-dire les privatiser.[150]

La gratuité n'a pas de prix

L'accumulation du capital engendre l'insoutenabilité du développement économique, tant sur le plan social puisque le développement implique la généralisation du rapport salarial, que sur le plan écologique puisqu'il implique la dégradation de la nature. Comment ces contradictions pourraient-elles se résoudre par une extension encore plus grande des activités marchandes ?

Or, ce qu'oublient les apologistes du marché, c'est que l'économie marchande cesserait immédiatement d'exister si un champ de la gratuité ne fonctionnait pas simultanément. Quelle activité économique serait possible sans la lumière gratuite du soleil ? Imagine-t-on une économie qui nécessiterait de devoir payer pour donner la vie à des enfants ? Quelle civilisation se préparerait-il si nous devions acheter notre air quotidien ?

Lorsque les économistes libéraux feignent de s'étonner que les biens fournis par la nature n'aient pas de prix et clament : « mais cela ne vaut pas rien, fixons un prix », ils ignorent que la gratuité est ici synonyme d'infinitude et que, par voie de conséquence, tout ce qui a trait à la vie, celle des hommes ou des autres espèces, et tout ce qui a trait aux conditions de la vie, qu'elles soient biologiques, culturelles ou affectives, échappent au marché et au champ de la monnaie, pour rentrer dans celui de la gratuité. Réciproquement, la gratuité confère un degré de valeur incommensurable. Comme l'écrit Jean-Louis Sagot-Duvauroux : « Seules les choses gratuites donnent sa *valeur* à la vie humaine »[151]. Fondamentalement, la gratuité a sa source dans le don de la vie et la soutenabilité sociale et écologique fonde sa légitimité dans la perpétuation de cette vie reçue et donnée gratuitement. Ce qui est dit de la vie humaine peut être étendu aux choses du monde qui nous entoure. La lumière du soleil et l'air doivent rester gratuits. La santé, l'éducation et l'eau, quand il faut la purifier et l'acheminer, ont certes un coût, mais leur caractère non marchand signifie que la cotisation versée par chacun lui donne droit à sa part de bien ou service dont la production est collectivement décidée et organisée, cette part étant déconnectée du montant de sa cotisation personnelle. La sauvegarde des gratuités existantes et l'extension de leur champ sont-elles des manifestations de « rigidités structurelles » ? S'il s'agit de se défendre contre la marchandisation, s'il s'agit de se prémunir contre une stratégie de développement durable qui se résumerait au *business* écologique, assurément. Mais ce qui est accusé d'être du conservatisme est éminemment porteur de *valeurs humaines* tout en restreignant les possibilités d'accroissement des *valeurs d'échange*.

Le temps n'a pas de prix

Mieux la charge de travail nécessaire à la production et les revenus qui en résultent sont équitablement répartis et plus la société reconnaît à chacun de ses membres l'égalité de sa vie, de son temps de vie, de son apport à la production collective par rapport à ceux de ses semblables. Et la possibilité pour chacun de trouver identité et reconnaissance sociale, à la

---

[150] La menace est réelle. La Commission européenne exprime clairement sa volonté de privatiser l'accès à l'eau : voir Commission européenne, Lettre de Giudice G., référencée Ares(2012)1125135-26/09/2012, *in* http://documents.foodandwaterwatch.org/doc/FoodWaterEuropeWaterPrivatization17Oct2012.pdf.

[151] Sagot-Duvauroux J.-L., *Pour la gratuité*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995, p. 20. Sagot-Duvauroux J.-L., Giovannangeli M., *Voyageurs sans ticket, Liberté, égalité, gratuité, Une expérience sociale à Aubagne*, Vauvert, Au Diable Vauvert, 2012. Voir aussi « La gratuité, Éloge de l'inestimable », *Revue du MAUSS*, n° 35, Paris, La Découverte, premier semestre 2010.

fois dans le travail et dans des activités autonomes libérées de la contrainte marchande, s'améliore. La soutenabilité, la réduction des inégalités, l'extension de la gratuité unifient la société là où la marchandisation la fissure, la fracture, la dissout.

La réappropriation par l'homme de son temps, donc de sa vie elle-même, n'est réelle que si le temps libre est du temps gratuit. Le développement économique et l'accumulation capitaliste n'ont été possibles que par le découpage du temps de vie en tranches, dont une était transformée en quasi-marchandise – le temps de travail – pour produire de véritables marchandises, une autre était transformée en consommation de marchandises, la tranche libre étant réduite à la portion congrue. L'aliénation du temps de vie, qui est à la base de tout rapport social d'exploitation et de domination, empêche la libre disposition de l'existence que chaque être humain reçoit gratuitement. La malédiction – tu travailleras à la sueur de ton front – qui habite la philosophie judéo-chrétienne place l'*obligation* d'aliéner son temps, c'est-à-dire l'*interdit* de sa libre jouissance, dans les têtes et les consciences. Temps libre et temps gratuit : là se trouve l'enjeu de la réduction du temps de travail, car le capitalisme ne peut se permettre de ne plus contrôler une part du temps de vie qui ne serait consacrée ni à travailler, ni à consommer, ni à se reposer du travail, ni à se reposer du travail en consommant. Telle est la raison de la haine de classe qui transpire chez les bourgeois quand on leur parle de RTT pour les salariés : où irions-nous si nous nous mettions à penser ? Or, calculer et fabriquer prennent de moins en moins de temps et penser en prend toujours autant. Mais, réjouissons-nous : penser est gratuit.

Conclusion

Le prix des choses et les choses de prix : richesse et valeur sens dessus dessous

> *« La modernité, c'est le transitoire, le fugitif, le contingent, la moitié de l'art, dont l'autre moitié est l'éternel et l'immuable. […] En un mot, pour que toute modernité soit digne de devenir antiquité, il faut que la beauté mystérieuse que la vie humaine y met involontairement en ait été extraite. »*
> Charles Baudelaire, *Le peintre de la vie moderne*, 1863, *in Œuvres complètes de Charles Baudelaire*, III, *L'art romantique*, Paris, Calmann-Lévy, 1885, p. 69-70.

L'ambition de ce livre était de proposer quelques fondements d'une critique de l'économie politique et écologique telle que celle-ci est le plus souvent enseignée ou divulguée. Cette critique est rendue nécessaire par les transformations structurelles du capitalisme contemporain qui ont conduit celui-ci dans une crise sans précédent. Sans précédent parce qu'elle conjugue tous les caractères d'une crise classique de suraccumulation du capital avec l'épuisement de la planète dû à un productivisme échevelé. Face à la logique d'accumulation infinie, deux barrières se dressent désormais, qui se renforcent mutuellement : l'impossibilité d'aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail, sous peine de surproduction chronique et de désagrégation sociale que la fuite en avant du crédit et la financiarisation ne peuvent pas compenser durablement, mais au contraire aggraver ; et l'impossibilité de penser et de mettre en œuvre une accumulation infinie sur une planète bornée. La marchandisation du monde est donc tendanciellement condamnée. Cette crise systémique est telle qu'elle provoque même une exacerbation des rapports de force géopolitiques dans le monde ainsi qu'un affaiblissement des procédures démocratiques.

S'il en était encore besoin, la théorie économique qui domine l'enseignement, la recherche, l'information et le gouvernement des hommes et des choses a fourni, à travers cette crise, les preuves de sa vacuité conceptuelle et heuristique, de son inefficacité à guider les politiques économiques, sociales et écologiques, et, par-dessus tout, de son allégeance aux classes dominantes, essentiellement à la bourgeoisie financière devenue mondiale. La « science économique » n'est qu'un vaste corpus idéologique, pétri d'incohérences logiques et de préceptes normatifs défendant des intérêts de classe.

Notre propos était donc d'effectuer un retour à la critique de l'économie politique, mais en offrant à celle-ci une perspective élargie pour prendre en compte la nouvelle dimension écologique de la crise du capitalisme. Projet sans doute ambitieux, mais tout de même limité au socle sur lequel toute théorie se fixant pour objectif d'interpréter les rapports sociaux de production est bâtie : qu'est-ce que la richesse, qu'est-ce que la valeur, quels liens richesse et valeur entretiennent-elles ?

La construction d'une théorie qui se veut aussi générale que possible exclut-elle l'élaboration démocratique ? Non, sans aucune ambiguïté. Mais la participation démocratique à l'élaboration des choix collectifs ne peut pas se faire sur la base de thèses théoriques erronées et, pire, idéologiques dans le sens où elles expriment ouvertement ou de façon voilée les intérêts des classes dominantes. Or, c'est le cas de la plupart des discours économiques qui

façonnent les représentations collectives de la réalité sociale. Cette imprégnation est telle que même des approches critiques procèdent à des raccourcis qui les font retomber dans les ornières de la théorie dominante. Nous l'avons vu particulièrement pour les questions relatives à la légitimité de l'activité économique non marchande ainsi que pour celles touchant à ladite valeur de la nature et à la construction d'indicateurs alternatifs, toutes questions qui procèdent de conceptions souvent fausses ou biaisées de la richesse et de la valeur. Face à elles, nous pensons indispensable de reconstruire une théorie susceptible d'intégrer toutes les dimensions de la richesse collective : les parts respectives qui sont valorisées sur le marché ou qui le sont par décision politique, sans oublier qu'elles sont toujours le produit de rapports sociaux, faits de contradictions, de luttes et de compromis provisoires, ainsi que celles qui échappent à toute quantification monétaire. Les citoyens ont alors sous les yeux et entre les mains les théories concurrentes pour procéder à leurs choix. Un exemple très éclairant de la synergie entre théorie et démocratie peut être trouvé dans l'actualité la plus récente. Tous les néolibéraux et tous les sociaux-néolibéraux veulent diminuer la part des dépenses publiques dans le PIB, c'est même l'enjeu du nouveau Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union économique et monétaire européenne. Qui devrait mener la discussion politique et décider ? Les citoyens. Sur quelle base argumentaire ? C'est là qu'une théorie montrant la spécificité de la critique de l'économie trouve une place. Évoquant ce sujet, Pierre Dardot et Christian Laval écrivent :

> « La critique de l'économie politique ne peut se constituer comme science qu'à la condition de reconnaître la différence de son objet spécifique relativement aux objets des autres sciences. Cette reconnaissance n'est pas sans impliquer elle-même celle d'une réalité donnée antérieurement à tout acte de penser : chaque science prend pour objet une réalité qui existe indépendamment d'elle et qui par conséquent ne doit pas à cet acte d'advenir, pas plus qu'elle ne peut être produite par lui, fût-ce rétroactivement.[1] »

À l'encontre de la quasi-totalité des propositions théoriques sur le « marché » de l'édition économique et écologique, notre thèse est que ce sont la théorie de la valeur et la conception de la richesse esquissées par les classiques Smith et Ricardo, prolongeant certaines intuitions fécondes d'Aristote, et parachevées tout en les bouleversant par Marx, qui offrent aujourd'hui la meilleure piste pour analyser et critiquer les transformations du capitalisme contemporain et l'impasse du mode de développement que celui-ci impose à toutes les sociétés. Toutefois, ce retour aux sources exige de remplir plusieurs conditions. En effet, si nous suivons ici le fil d'Ariane laissé par Marx, en plusieurs endroits nous abandonnons sans regret les voies empruntées par le marxisme traditionnel, notamment celles de la valeur réduite à la marchandise, de la croissance de la richesse réduite à l'accumulation de marchandises, du salaire réduit à un prix économique, de la monnaie réduite à l'argent et au capital, du marché réduit au capitalisme. Toutes ces réductions représentent des variantes du fétichisme qui entoure les rapports sociaux et les catégories économiques. Le rejet de ces réductions est la condition *sine qua non* pour porter une critique radicale des conceptions dominantes, surtout celles qui prétendent faire peau neuve au capitalisme, comme le développement durable ou le capitalisme vert.

1) Richesse et valeur, deux espaces partiellement conjoints, partiellement disjoints

L'intuition d'une différence de nature irréductible entre richesse et valeur revient à Aristote. Il la formula parallèlement à deux autres de ses intuitions : le même objet peut être valeur d'usage et valeur d'échange, et l'économie de la maison n'obéit pas aux mêmes règles

[1] Dardot P., Laval C., *Marx, prénom : Karl*, *op. cit.*, p. 327.

et finalités que celles de la chrématistique. Ces intuitions ne sont pas étrangères l'une à l'autre et c'est la crise du capitalisme de ce début du XXIe siècle qui éclaire particulièrement leur lien. La crise du capitalisme est une crise de production et de réalisation de valeur, d'une part parce que l'exigence de profit finit toujours par se heurter à la limite de l'exploitation du travail, d'autre part parce que l'accumulation est également bornée par les frontières physiques de la planète. Face à cette double contrainte, le capitalisme prépare un nouveau saut dans l'inconnu en tentant de faire reculer les frontières précédentes. Il n'a pas d'autre issue que l'appropriation des connaissances, des ressources, du vivant et leur marchandisation, c'est-à-dire leur soumission à une obligation de rentabilité.

Ce qui n'est que richesse réelle ou potentielle doit donc devenir valeur. Et pas n'importe quelle valeur : valeur destinée à se transformer en capital toujours croissant. Ainsi apparaît un premier caractère séparant la richesse et la valeur : l'espace de la richesse s'étend au-delà de celui de la valeur. Le premier recouvre toutes les formes de valeurs d'usage, qu'elles soient d'origine humaine ou d'origine naturelle : les marchandises et les valeurs d'usage non marchandes produites par le travail, les éléments venant de la nature, indépendamment du travail exercé sur eux et de l'usage actif ou contemplatif qui en est fait. Ce premier espace recouvre aussi des éléments qui sont d'ordre qualitatif parce qu'ils sont constitutifs de la vie en société : l'épanouissement des capacités des individus, les liens sociaux, la démocratie, la justice, la sécurité, la paix, etc. Définis ainsi de manière large, les concepts de richesse et de valeurs d'usage peuvent alors être entendus pareillement. Un retour à l'économie politique et à sa critique était donc fondé :

> « C'est ainsi que l'opinion ancienne selon laquelle l'homme apparaît toujours comme la finalité de la production, quel que soit le caractère borné de ses déterminations nationales, religieuses, politiques, semble d'une grande élévation en regard du monde moderne, où c'est la production qui apparaît comme la finalité de l'homme, et la richesse comme finalité de la production. Mais, en fait, une fois que la forme bourgeoise bornée a disparu, qu'est-ce que la richesse, sinon l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives des individus, universalité engendrée dans l'échange universel ?[2] »

Le second espace, celui de la valeur, se réduit à la sphère monétaire, qui recouvre aussi bien les marchandises produites au sein du secteur capitaliste que les services non marchands produits au sein du secteur à but non lucratif, dont l'État et les collectivités locales occupent la plus grosse part. L'issue, évoquée plus haut, recherchée par le capital pour sortir de sa crise consiste en un double déplacement de frontières : reculer la frontière qui sépare le marchand du non-marchand, et reculer celle qui sépare le monétaire du non-monétaire. Très souvent, trop souvent, l'élaboration par les institutions internationales de nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être est le cache-sexe d'une privatisation-marchandisation.

La difficulté théorique pour repérer la distinction entre richesse et valeur vient du fait que, bien que différents, leurs espaces ont partie commune. Et c'est bien le constat de cette partie commune qui, de Bentham et Say jusqu'aux économistes néoclassiques contemporains, est à l'origine de l'erreur « fondatrice » de la science économique dominante. « Les termes de *richesse* et de *valeur* s'expliquent l'un par l'autre », affirmait Bentham, que Say approuvait, fourvoyant la théorie dans une impasse.

Par conséquent, la critique radicale des présupposés néoclassiques oblige à un réexamen des sources mêmes de l'économie politique. Notre thèse est que l'économie politique, en dépit de ses faiblesses épistémologiques (notamment l'incompréhension de la monnaie et la croyance en des lois économiques naturelles), nous donne la clé pour rouvrir un débat intellectuel sur les concepts de richesse et de valeur, contrairement à ce que prétendent nombre de commentaires actuels, pourtant se situant souvent hors de l'orthodoxie. Et cela

[2] Marx K., *Manuscrits de 1857-1858 (« Grundrisse »)*, *op. cit.*, tome I, p. 424.

malgré le fait que les économistes classiques fondateurs de l'économie politique, surtout Smith et Ricardo, ont eu les yeux rivés sur le démarrage de l'accumulation de marchandises, impulsé par le capitalisme industriel. Évidemment, dans leur perspective, la production de valeur s'identifiait à celle investie par le capitalisme, et Marx reprendra le même schéma pour définir le modèle abstrait du capital. Mais aucun d'eux n'oublia jamais que la valeur n'était qu'une part de la richesse. Cette séparation était fondatrice et, pour nous, elle le reste.

Notre livre s'est attaché à montrer que, tout en restant dans le sillage de la critique de l'économie politique élaborée par Marx, il convenait d'opérer plusieurs amendements à la lettre, sinon à l'esprit, de Marx, et à coup sûr à l'égard du marxisme traditionnel. Le premier amendement, qui ne manque jamais d'étonner les rescapés de ce marxisme, porte sur ce que nous avons appelé le travail productif de valeur (non appropriée privativement) dans la sphère non marchande. Ce concept est directement issu de la distinction opérée par Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste. L'erreur des marxistes fut longtemps de prendre la définition du travail productif de valeur destinée au capital pour une définition du travail productif en soi, alors qu'on doit rattacher toute définition du travail productif aux rapports sociaux dans lesquels il est effectué. Ce faisant, on vérifie la cohérence établie entre les niveaux de distinctions épistémologiques suivantes : richesse/valeur, valeur d'usage/valeur d'échange, travail productif de valeurs d'usage monétaires non marchandes/travail productif de valeur d'usage marchandes (monétaires par définition). Il s'ensuit que la « loi de la valeur » énoncée au début du *Capital* dans le modèle idéal-typique dressé par Marx est la *loi de la valeur capitaliste*, et qu'elle n'hypothèque pas la construction d'un cadre théorique dans lequel le travail est la source d'une valeur que la société valide par décision collective.

Ce choix théorique, dont le soubassement méthodologique et épistémologique apparaît nettement, est pour nous une manière de contribuer à la critique de l'économisme, omni-présent dans la théorie néoclassique et parfois aussi dans une certaine vision de l'économie politique et de la critique de celle-ci. Se défaire de l'emprise de la valeur destinée au capital pour donner une place grandissante à de la valeur produite sans recherche de profit et, partant, à de la richesse dont la qualité sera supérieure à celle que procure la marchandise, n'est pas, ne sera pas, ou n'est peut-être déjà plus, le résultat mécanique du progrès technique, de la multiplication des objets ou, de manière générale, de la croissance économique. Il doit être l'objet du débat démocratique permanent pour mettre en œuvre une véritable transformation des rapports sociaux dans le sens d'une transition sociale et écologique. Et nous touchons au deuxième amendement au corpus marxien : l'abandon définitif de la croyance au développement illimité des forces productives. Cette croyance n'était peut-être pas aussi enracinée dans la tête de Marx qu'on l'a cru ou qu'il l'a lui-même parfois exprimée, mais le fait est qu'elle a été portée par le marxisme historique et qu'elle est encore assez prégnante. Mais notre thèse est que la matrice conceptuelle pour imbriquer l'écologie dans le social et réciproquement est présente dans l'œuvre de Marx, dès l'instant où les deux axiomes suivants sont admis :

- il existe un métabolisme de l'insertion de l'homme dans la nature ;
- le métabolisme interne aux écosystèmes naturels échappe à toute quantification économique.

2) De l'incommensurabilité

Dans ses *Éléments géométriques*, Euclide propose au début du « Dixième élément » une définition des grandeurs commensurables et des grandeurs incommensurables. Il nous dit :

> « Grandeurs commensurables, sont celles-là qui sont mesurées par une même mesure. […] Mais les grandeurs incommensurables sont celles-là qui n'ont aucune commune mesure.[3] »

L'exemple le plus classique d'incommensurabilité de deux grandeurs est celui du côté d'un carré et de sa diagonale. Il fut développé dès l'Antiquité pour déterminer un second carré dont l'aire serait le double de celle du premier. Soit a la longueur du côté d'un carré, qui est un nombre rationnel. En vertu du théorème de Pythagore, sa diagonale a une longueur égale à $a\sqrt{2}$. Et le second carré ayant cette diagonale pour côté aura bien une aire égale à $2a^2$. Mais la conclusion d'Euclide est que le rapport entre la diagonale et le côté du premier carré n'est pas un nombre rationnel. Donc ces deux dimensions sont dites incommensurables par Euclide puisqu'elles ne peuvent être comparées avec une même unité de mesure.

Appliquons la méthode euclidienne pour déterminer si la valeur d'une marchandise découlant de la production humaine et la valeur d'un élément naturel sont commensurables. La valeur monétaire d'une marchandise dépend des conditions socio-techniques de production (le travail, l'organisation et la division du travail, pour aller vite) validées par le marché. Ces conditions socio-techniques n'existent pas pour un élément naturel. En reprenant l'exemple des forêts, les instances internationales veulent mesurer la valeur économique des services qu'elles rendent en multipliant la quantité de carbone captée pendant un an par le prix de la tonne de carbone échangée sur le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre. Or, ce prix est une catégorie propre à la sphère économique, plus exactement dans ce cas à la sphère financière, dont les caractéristiques sont la volatilité et la spéculation, catégorie qui n'existe pas dans la sphère naturelle. Il n'y a donc pas, au sens d'Euclide, d'unité de mesure qui soit commune à la sphère économique et à la sphère naturelle. L'économie et la nature sont donc incommensurables. CQFD.

Il s'ensuit que la définition de la richesse fondée sur l'addition *capital manufacturé* + *capital social* + *capital humain* + *capital naturel* n'a strictement aucun sens. Ce non-sens se vérifie aussi bien quand on raisonne en stock qu'en flux. Il confine à l'absurde lorsque certains essaient d'introduire dans une équation de stock un flux de services par manque d'évaluation du stock de tel ou tel élément, ou bien dans une équation de flux une variation d'un stock qu'on croit estimer par la réparation du dommage causé auparavant.

En conséquence, la supercherie de la théorie dominante de la richesse et de la valeur comporte trois aspects : elle réduit l'espace de la première à celui de la seconde ; elle subordonne le hors-économique aux critères de l'économique ; elle ignore les conditions sociales de production de la richesse et de valorisation du capital, ce qui est une manière de naturaliser les rapports humains qui, ainsi, ne sont plus sociaux. Cette supercherie peut encore être appréhendée d'une autre manière. L'incommensurabilité entre la nature et l'économie (on pourrait généraliser : entre « les valeurs » et « la valeur ») est telle que les économistes néoclassiques ne s'aventurent jamais à donner, ni même à estimer approximativement des valeurs absolues, *a fortiori* stables dans le temps, comme il conviendrait pour des valeurs prétendument intrinsèques : l'or *vaut* tant, le pétrole *vaut* tant, l'abeille *vaut* tant, le climat (à travers les permis d'émission de carbone) *vaut* tant, la Bourse *vaut* tant, la monnaie *vaut* tant, etc. Il ne s'agit jamais, dans l'esprit et les paroles de ces économistes, que d'indiquer des variations quotidiennes (ou instantanées pour beaucoup de titres boursiers) : la *cote* monte ou descend, telle est la psalmodie récurrente, ce qui ramène la théorie économique officielle au niveau d'un commentaire de journaliste suivant une étape de montagne du Tour de France, où tout le monde est dopé à l'illusion que la félicité est promise au sommet de la *côte*. Si donc la valeur économique est éphémère, volatile, spéculative, comment peut-on soutenir qu'elle est comparable avec les valeurs éthiques et philosophiques, ou bien, ce qui ne diminue pas le

---

[3] Euclide, *Les Quinze Livres des Éléments géométriques*, traduction de D. Henrion, Paris, 1632, ftp://ftp.bnf.fr/006/N0068013_PDF_1_-1DM.pdf, p. 401.

problème, qu'elle puisse se fonder sur elles ou les refléter, comme le proposent naïvement les « reconstructeurs » progressistes français des indicateurs de richesse ? En réalité, le fait que les comptabilités nationales privilégient à travers le PIB les activités monétaires n'est pas dû à une hiérarchie provenant de la conception de ces comptabilités, mais il reflète les structures de la société elle-même et la hiérarchie que l'organisation sociale commande.

L'exemple de la nature illustre les trois aspects de la supercherie néoclassique : les valeurs d'usage procurées par la nature sont ou bien réputées sans valeur parce que prétendument inépuisables, ou bien garanties sauvegardées par la seule instauration d'un prix fictif ; la procédure d'actualisation en vigueur dans l'économie est incapable de donner au temps biologique sa plénitude ; elle postule la substituabilité continue entre des richesses produites par l'homme et celles qui ne sont pas de son ressort. Il faut insister sur l'habileté de cet enchaînement, car celui-ci est indispensable pour imaginer la version faible de la soutenabilité du développement. Comme le sort réservé à la biosphère transmutée en capital naturel est analogue à celui du savoir et du savoir-faire défigurés en capital humain ou encore à celui des liens sociaux transfigurés en capital social, une simple addition est censée donner une valeur à tout, une valeur au tout, puisque la magie du capital opère l'homogénéisation de l'hétérogène par excellence, par nature, oserait-on dire.

Si le marché était capable d'orienter les sociétés vers du mieux-être, les indicateurs purement marchands ou partiellement marchands comme le PIB suffiraient pour en jalonner le parcours. Mais ce n'est pas le cas. Les sociétés peuvent certes utiliser le marché, mais elles ont besoin de se regarder et de s'analyser, d'où les nécessaires indicateurs de répartition et d'inégalités par exemple pour mesurer la soutenabilité sociale, et elles ont aussi besoin de se projeter dans l'avenir, d'où les indicateurs de soutenabilité écologique, sans que les uns ni les autres puissent être intégrés au PIB.

3) Du statut de la valeur fondée sur le travail

Interrogeons un maraîcher, si possible pratiquant l'agriculture biologique car la réponse sera encore plus claire, pour savoir pourquoi les poivrons rouges sont toujours plus chers que les poivrons verts. Aucune hésitation : les poivrons rouges demandent une maturation plus longue, donc plus d'attention, donc plus de travail, d'autant que le risque de pertes ou de maladies est plus grand. Entrons dans une poissonnerie, sur l'étal sont exposées en général trois sortes de saumon : le saumon d'élevage industriel, le saumon d'élevage biologique et le saumon sauvage. Quelle est la hiérarchie des prix entre le kilogramme de chaque espèce ? Autour de 18 euros pour le premier, de 23 pour le deuxième et de 28 pour le troisième. L'étagement des prix reflète la difficulté croissante de la production.

Nous prenons volontairement ces deux derniers exemples dans le domaine agricole et dans celui des ressources halieutiques, parce qu'ils permettent d'intégrer dans la conception de la richesse et de la valeur que nous proposons dans ce livre le point soulevant le plus l'étonnement de beaucoup d'écologistes qui ne saisissent pas en quoi ladite théorie de la valeur-travail permet de prendre en compte l'écologie, et qui vont même la considérer comme antagonique à l'écologie. Sans pouvoir, par définition, tenir compte en quelque manière de la qualité des produits, la diminution du prix enregistre l'augmentation de la productivité du travail comme l'inverse mathématique de la variation de la valeur qui est validée par le marché. En retour, et c'est en cela que la loi de la valeur conserve tout à fait sa pertinence face à la question écologique, l'augmentation du prix du poisson traduira et traduit déjà la baisse de la productivité du travail de pêche au fur et à mesure que la ressource se raréfie. Ainsi est dévoilé l'un des mystères les plus curieux quand on ouvre n'importe quel livre d'économie : l'explication de la valeur par le travail s'opposerait à celle par la rareté physique. Les livres d'économie, pétris d'idéologie anti-travail, s'obstinent parce qu'ils se refusent à comprendre

que le travail implique (au sens logique) la rareté : travail ⇒ rareté (celle-ci étant la condition nécessaire de celui-là).

Des conclusions identiques peuvent être tirées à propos de l'ensemble des activités économiques, industrielles ou de services. L'évolution inverse de la productivité du travail et de la valeur des marchandises confirme ce que nous savons déjà. Évidemment la loi de la valeur ne nous dit rien et ne nous dira jamais rien de la qualité ou de l'absence de qualité de la production de marchandises matérielles ou de services, sauf indirectement : si une production de qualité se substitue à une production dégradante pour les hommes qui produisent ou qui consomment et pour la nature, il est fort probable qu'elle requérra plus de travail que l'ancienne. Mesurée monétairement, la productivité de l'heure de travail soutenable socialement et écologiquement sera sans doute plus faible et la valeur unitaire du produit plus élevée en conséquence. La loi de la valeur, en soi, ne nous dira jamais non plus jusqu'à quel degré d'exploitation des ressources l'activité économique pourra aller sans dépasser des seuils irréversibles d'insoutenabilité à long terme, sauf encore indirectement : à condition que la valeur validée socialement, par le marché ou par décision politique, prenne en compte tous les coûts, jusqu'aux plus cachés auparavant ; et à condition aussi que les positions de monopoles, d'appropriation et de concentration de la richesse aient suffisamment régressé pour ne plus voir les prix distordus à cause des rentes de toutes sortes prélevées par les propriétaires du capital ou des ressources.

Le terrible malentendu, au sein de l'écologie politique, au sujet de la théorie de la valeur fondée sur le travail vient du fait que, tant chez ses adversaires que chez certains de ses partisans, on trouve l'idée que le travail étant la seule source de la valeur, cela supposerait que le travail se déroule sans rapport à la nature. Or rien n'est plus faux que cette interprétation : sans la nature, l'homme ne peut rien produire, mais la valeur économique est une catégorie anthropologique – et non pas naturelle – qui se déploie dans un cadre socio-historique. La théorie de la valeur fondée sur le travail explique-t-elle tout ? Absolument pas : elle ne concerne, au niveau global, que la sphère de la production.

Le fil conducteur depuis Marx est que la valeur n'est pas intrinsèque aux objets mais qu'elle est sociale par essence. C'est donc le moment de marquer un point d'étape sur le parcours que nous avons suivi depuis le réexamen de la valeur-travail telle qu'elle était vue par l'économie politique jusqu'à maintenant. Faute de mieux, mais aussi pour marquer un positionnement sans ambiguïté face aux contradicteurs néoclassiques déclarés ou ignorants à la manière de Monsieur Jourdain, nous continuons à nommer en raccourci cette loi de la valeur *théorie de la valeur-travail*, mais nous l'entendons de la manière suivante :

1) Ladite loi de la valeur est une loi macro-socio-économique. Cela signifie plusieurs choses.

- Toute la valeur économique vient du travail, c'est-à-dire il n'est pas de valeur qui ne provienne du travail. Mais cette valeur n'acquiert de reconnaissance sociale qu'à travers l'échange monétaire, que celui-ci soit marchand ou non marchand. En termes comptables, il n'y a pas de valeur ajoutée qui ne soit réductible à du travail social. *A fortiori*, il n'y a pas de composante de la valeur ajoutée, dont le profit, qui ne soit réductible à du travail social.
- La part de richesse qui ne provient pas d'une production humaine n'a pas de valeur économique. Une expression monétaire de cette part de richesse pour singer le marché ne peut être qu'arbitraire et réductrice à cause de son incommensurabilité à la valeur. Dans le cas où elle est le fruit d'une décision politique, si possible démocratique, parce qu'elle participe à la stratégie de soutenabilité, cette expression monétaire est irréductible à une marchandise, elle a donc un statut de prix politique, fixé à hauteur de la norme à respecter (ainsi en est-il des taxes lorsqu'elles sont appropriées à l'objectif recherché). La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en

termes économiques, c'est-à-dire infinie si elles conditionnent la survie de l'espèce humaine, et, de ce fait, ne peut être réduite à une catégorie économique comme feignent de le croire les économistes néoclassiques. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, ce qui est étranger à une pseudo-valeur économique intrinsèque des ressources.

2) La loi de la valeur, quoique d'ordre avant tout macro-socio-économique, possède une pertinence aussi à l'échelon inférieur. Cette dimension peut être formulée ainsi :

- La concurrence capitaliste et la tendance à l'accumulation provoquent la redistribution dans l'espace des prix des équivalents monétaires du travail concret effectué dans le temps réel. Telle est l'interprétation que l'on peut raisonnablement donner de l'énoncé marxien : la valeur des marchandises est déterminée par le temps de travail *socialement nécessaire*.
- Si la hauteur à laquelle se fixe la valeur est celle qui est reconnue socialement, soit par le marché, soit par le fait d'une décision politique, cela signifie qu'elle est toujours le reflet d'un rapport de classes ou d'un arbitrage entre les classes. Le fait que la valeur reconnue socialement soit toujours un résultat postérieur à la réallocation entre les secteurs de l'équivalent monétaire des quantités de travail nécessaires en moyenne n'enlève rien à la réalité de ce travail en amont. Substance et forme sont indissociables, dirait Marx.

3) La valeur, issue du travail, redisons-le, s'exprime toujours en monnaie. La résolution des énigmes de la valeur et de la monnaie relève donc de la même enquête théorique.

- La création de monnaie est une anticipation du processus de création de valeur (ou de captation de valeur quand elle est destinée aux activités spéculatives). L'anticipation par le système bancaire de la capacité du système social (en tant que système productif technique couplé à des rapports sociaux) à mettre en œuvre la force de travail pour valoriser le capital est la condition permissive du « saut périlleux » de la marchandise, et par voie de conséquence de la réalisation du profit monétaire. La création de monnaie peut également et doit anticiper l'existence de besoins collectifs, dont la satisfaction viendra de la mise en œuvre de forces de travail éminemment productives de valeur, mais non destinées à servir l'accumulation du capital.
- En aucun cas, les conditions permettant la valorisation du capital par la force de travail ne sauraient être assimilées à la valorisation elle-même. On rejoint ici non seulement l'enseignement de Marx, mais aussi celui de Keynes qui distinguait le facteur travail produisant « toute chose » et les éléments environnants facilitant le travail et dans lesquels celui-ci opérait.
- La compatibilité et la complémentarité des analyses marxienne et kalecko-keynésienne se vérifient dans leur affirmation commune que l'exigence des capitalistes, à savoir le profit pour accroître le capital, nécessite pour être satisfaite une *intelligence* de cette exigence que des « esprits animaux » ne peuvent posséder et que seul l'État capitaliste ou son bras monétaire[4] (la banque centrale) peut exprimer par la création de monnaie centrale.

4) Les tentatives de proposer des explications du profit alternatives à celle de l'exploitation du travail sont vaines parce qu'elles restent confinées à l'espace du fétichisme de la marchandise et du rapport entre des choses.

- En rompant avec l'économie politique et avec la critique de celle-ci, elles ne peuvent qu'échouer sur le rivage de la science économique moderne néoclassique qui ne peut

[4] Quand il ne s'est pas lui même amputé, comme au sein des pays membres de l'Union européenne.

pas *penser* l'économie dans un cadre social global, qui a besoin pour légitimer la domination du capital et la marchandisation du monde de nier les formes de l'organisation et de la régulation sociales, variables dans le temps et dans l'espace, et d'ériger celles du capitalisme en lois économiques universelles et intemporelles.

- Dès lors, évidemment, le profit ne peut plus être le résultat d'une structuration sociale particulière ; il devient, au gré des modes et des impératifs de légitimation idéologique, un miracle du temps qui s'écoule, une récompense de l'abstinence et/ou du risque tombée des cieux, l'enfant d'une matière morte tenue pour féconde, le capital technique, ou d'une matière fictive tenue pour miraculeuse, la finance.

5) Sans la nature, l'homme ne peut rien produire, ni en termes physiques, ni en termes de valeur économique.

- Mais ce n'est pas la nature qui produit la valeur. C'est le paradoxe, incompréhensible en dehors de l'économie politique et de sa critique marxienne.
- S'il devient urgent de respecter les contraintes de ressources, il est erroné de croire que cela pourra se faire à partir de la prétendue « valeur économique des services rendus par la nature », car ce qui est appelé ainsi dans la littérature économique bien-pensante est en fait la valeur créée par le travail sur la base des biens naturels utilisés.
- L'activité économique s'insère obligatoirement dans des rapports sociaux et dans une biosphère. On ne peut donc se passer de la nature pour produire collectivement des valeurs d'usage et on ne peut lui substituer indéfiniment des artéfacts. Ainsi, le circuit de la richesse en termes de valeurs d'usage permettant de satisfaire les besoins humains relie le travail et la nature, tandis que le circuit de la valeur, donc strictement économique, relie les humains entre eux et entre eux seulement. De plus, il ne fait pas de doute que ce dernier circuit est parasité, « court-circuité » par l'exigence de profit posée par le capital. Notre conclusion est que, si on abandonnait les catégories de la critique de l'économie politique pour celles exclusives d'une certaine écologie qui surplomberaient tout, on se condamnerait à une démarche bancale, inverse et miroir de celle qui a conduit à l'échec des sociétés prétendument socialistes du XXe siècle.

6) La crise du milieu des années 1960 et des années 1970, et plus encore celle en cours depuis 2007, sont des crises de la valeur, dans une double direction :

- Crise de production et de réalisation de la valeur produite par la force de travail, celle-ci trop dévalorisée pour fournir de la plus-value à hauteur des exigences capitalistes et pour servir de débouchés suffisants aux entreprises, sans que le train de vie extravagant des classes riches réussisse à pallier ce manque.
- Crise de production et de réalisation de la valeur à cause de la tension croissante pour s'approprier les ressources naturelles qui s'épuisent. Le rétrécissement prévisible de la base matérielle de l'accumulation est un obstacle incontournable, qui explique l'acharnement à mettre en œuvre les stratégies de « croissance verte » fondées sur la privatisation des connaissances et des ressources, et, de plus en plus souvent, soumises aux nouvelles exigences financières.
- Cette crise de la valeur ne doit pas être assimilée à une crise ou à une disparition de la loi de la valeur en général. Elle en est contraire l'illustration éloquente : parce que le capitalisme tente de soumettre toute activité à la loi de *la valeur destinée au capital*, il approfondit les deux contradictions ci-dessus pour *produire de la valeur*. C'est un nouveau paradoxe que les tenants du capitalisme cognitif ou d'une écologie primaire n'ont pas résolu, mais qui peut l'être par les deux propositions suivantes : la soumission à la loi de la *valeur destinée au capital* conduit à une crise systémique[5] ; la

[5] C'est précisément ce que disait Gorz dans ses derniers textes, comme nous l'avons rapporté.

possibilité d'existence d'une loi de la valeur *débarrassée de la contrainte du capital* n'est pas exclue par la crise contemporaine de *production de la valeur* : une loi de la valeur reflétant les besoins sociaux satisfaits ainsi que les ressources humaines et matérielles *économisées* est parfaitement envisageable.

7) L'intuition d'Aristote, confirmée par l'économie politique et au centre de la quête de l'émancipation qui irrigue l'œuvre de Marx de bout en bout, est que la valeur d'usage doit prendre le pas sur la valeur d'échange. Notre hypothèse est que tous ces penseurs avaient en tête de *mettre la richesse et la valeur sens dessus dessous*.

- Cette intuition sur la valeur d'usage n'implique pas nécessairement une vision utilitariste, dans le sens d'une instrumentalisation du besoin d'activité des humains ou d'une instrumentalisation des ressources naturelles.
- Elle s'inscrit au contraire dans une perspective où ce sont les besoins fondamentaux qui sont prioritaires par rapport à toute autre considération. Besoins fondamentaux dont la satisfaction à l'échelle mondiale est incompatible avec la logique capitaliste du profit et de l'accumulation.
- L'extension du domaine où les sociétés protégent ce qui relève du public/collectif/commun est un pas vers l'égalité car la réduction des inégalités viendra moins d'une progression perpétuelle des revenus que de la socialisation du paiement de ce qui est essentiel pour vivre (ce que nous avons appelé la gratuité socialement construite).
- Une économie économe, disions-nous il y a près de vingt ans. C'est-à-dire une économie assez sobre pour éviter les gaspillages et les comportements ostentatoires, assez égalitaire pour donner à chaque individu sa chance et des droits partagés, l'égalité étant une des conditions de la sobriété.
- Une économie qui s'insère donc dans un cadre social démocratique, à l'intérieur duquel la propriété commune prime sur la propriété privée, surtout en ce qui concerne les biens essentiels auxquels tout le monde a droit. Le bornage strict de l'espace marchand et profitable ouvrira-t-il un nouveau chemin vers le socialisme ? Ce n'est pas à un livre de le dire, ce sera à la vie, faite de luttes dans ce sens.
- D'ailleurs, au lieu de gloser sur la vie qui aurait paraît-il un prix, il vaut mieux, à tout prendre s'en remettre au bon vieux dicton : la vie n'a pas de prix mais elle a de la valeur. On dit : elle a *de la valeur*. Mais c'est d'une autre valeur dont on parle, qui est étrangère à celle de l'économie.

Ce serait une belle façon de distinguer le prix des choses et les choses de prix, ce qui a une certaine valeur et ce qui est inestimable.

Annexes

Annexe au chapitre 1

L'énigme de Ricardo

Supposons une économie simplifiée dans laquelle sont produits deux biens a et b qui ne requièrent que du travail direct en quantités l_a et l_b. Avec l'hypothèse d'un travail homogène et d'un salaire identique w, les prix sont :

$$p_a = wl_a$$
$$p_b = wl_b$$

Les biens s'échangeront dans le rapport

$$\frac{p_a}{p_b} = \frac{wl_a}{wl_b} = \frac{l_a}{l_b}$$

Ces prix reflètent exactement les contenus en travail.

On obtiendrait le même résultat si on introduisait du travail indirect mais si tout le produit net partait en consommation des salariés, donc s'il n'y avait pas de profit. En appelant q_{ij} les coefficients techniques (quantité de j pour produire une unité de i):

$p_a = p_a\, q_{aa} + p_b\, q_{ab} + w\, l_a$

et $p_b = p_a\, q_{ba} + p_b\, q_{bb} + w\, l_b$.

Matriciellement $p = p\, Q + w\, l$ ou bien $p\,(I\text{-}Q) = w\, l$, c'est-à-dire $p = (I\text{-}Q)^{-1}\, w\, l$.

Les prix ne font donc intervenir que les quantités de travail pondérées par les éléments de l'inverse de la matrice $(I\text{-}Q)$.

Supposons maintenant que des capitalistes avancent les salaires. Ils vont réclamer une rémunération qui viendra amputer le produit allant auparavant aux salariés et qui sera proportionnelle au capital avancé : appelons r le taux de profit.

$$p_a = wl_a + r\, wl_a = wl_a\,(1 + r)$$
$$p_b = wl_b + r\, wl_b = wl_b\,(1 + r).$$

Les prix comprennent un nouvel élément, le profit, mais la structure des prix, c'est-à-dire les prix relatifs ou les rapports d'échange, ne sont pas modifiés :

$$\frac{p_a}{p_b} = \frac{l_a}{l_b}$$

La théorie de la valeur-travail incorporé au sens strict est toujours strictement vérifiée.

Le problème de Ricardo surgit dès que la production de ces biens exige des moyens de production dans des proportions par rapport au travail direct différentes selon les branches, ou ce qui revient au même qui exige des moyens de production fabriqués antérieurement dans le prix desquels le taux de profit intervient.

Soit donc un troisième bien c servant de moyen de production pour le bien a en quantité x_{ca} et qui ne nécessite lui-même que du travail direct en quantité l_c.

Le prix du bien c est : $p_c = wl_c\,(1 + r)$.

Le nouveau prix de a est :

$$p_a = (x_{ca}p_c + wl_a)\,(1 + r)$$
$$= [x_{ca}wl_c\,(1 + r) + wl_a\,]\,(1 + r) = w\,(1 + r)\,[x_{ca}l_c\,(1 + r) + l_a\,]$$

Le prix de *b* n'est pas modifié ; donc :

$$\frac{p_a}{p_b} = \frac{w(1+r)[x_{ca}\, l_c(1+r) + l_a]}{w l_b (1+r)} = \frac{x_{ca}\, l_c(1+r) + l_a}{l_b}$$

Annexes au chapitre 2

1. L'analyse du circuit

En appelant :

U la consommation de capital constant au cours d'un cycle de production (dans le vocabulaire de Marx) ou le coût d'usage de la production (dans le vocabulaire de Keynes) : consommation de capital fixe et circulant,

W les salaires,

P les profits distribués aux propriétaires du capital

P les profits non distribués

I l'investissement net,

F le flux de crédit bancaire accordé aux entreprises,

A l'ensemble du capital avancé et mobilisé au début du cycle,

A' le capital récupéré en fin de cycle,

alors,

$I - F$ représente la capacité d'autofinancement ou encore l'accumulation nette de capital,

$W + P + I - F$ est le revenu national net,

$U + W + P + I - F$ est le revenu national brut,

$A = U + W$,

$A' - A = U + W + P + I - F - U - W = P + I - F$.

Une représentation simple du circuit économique sous forme comptable emplois-ressources permet de faire l'inventaire des flux de monnaie circulant entre le pôle du système bancaire, celui des entreprises, celui des ménages et celui de l'Etat.[1]

Banques			
Emplois		Ressources	
Crédit bancaire	F	Épargne placée	S_p
Monnaie centrale	M	Épargne thésaurisée	S_t
Profits an précédent	$\prod_{-1}$	Profits déposés	$\prod$
Épargne placée	S_p	Crédit remboursé	F

Entreprises			
Emplois		Ressources	
Coût d'usage	U	Coût d'usage	U
Investissement net	I	Investissement net	I
Salaires	W	Dépenses de l'État	G
Profits distribués	P	Consommation	C
Crédit remboursé	F	Épargne placée	S_p
		Crédit bancaire	F

[1] Le flux *F* figure en emplois et ressources des banques pour signifier que la création de monnaie de banque s'éteint au moment du remboursement ; le flux *F* pourra alors être distingué de *M* qui correspond à la création de monnaie centrale qui ne s'éteint pas et vient grossir le stock de monnaie. Tous les flux correspondent à des opérations sur biens et services (*U*, *I*, *C*, *G*) ou à des opérations de répartition (*W*, *P*) ou à des opérations financières (F, S, S_p, S_t, M, $\prod_{-1}$, $\prod$). À quelques détails près, notre présentation s'inspire de celle que l'on trouve chez Poulon F., *Économie générale*, Paris, Dunod, 7e éd. 2011.

Profits non distribués Π	Profits an précédent non distribués Π_{-1}

Ménages			
Emplois		Ressources	
Consommation	C	Salaires	W
Épargne	S	Profits distribués	P

État			
Emplois		Ressources	
Dépenses de l'État	G	Monnaie centrale	M

Au cours d'un cycle, le système bancaire dans son ensemble accorde un crédit F aux entreprises que celles-ci rembourseront et un crédit M à l'État qui correspond à une création de monnaie de banque centrale. Les entreprises utiliseront leur épargne ou profit non distribué de la période antérieure P_{-1} déposé auprès des banques ordinaires pour autofinancer une partie de leurs investissements.[2] Elles déposeront en fin de période leur profit non distribué de la période P en banque.

Les ménages déposeront leur épargne S auprès des banques ordinaires, mais ils en utiliseront une partie S_p pour acheter des titres émis par les entreprises, l'autre partie S_t étant thésaurisée, la somme des deux $S_p + S_t = S = F + M$.

L'État effectue des dépenses G, par exemple des investissements publics. On supposera pour simplifier que ce sont des dépenses au-delà de celles financées par l'impôt et qui sont donc financées en totalité par création de monnaie centrale.

Pour une période donnée, les recettes des entreprises sont la somme de leurs ventes aux entreprises ($U + I$), aux ménages (C) et à l'État (G), c'est-à-dire $U + I + C + G$. Leurs dépenses de cette période sont $U + W + P$.

Le profit non distribué des entreprises[3] de la période est :

$$P = U + I + C + G - (U + W + P) = I + C + G - C - S$$
$$= I + M - S \quad (1)$$
$$= I - F \quad (2).$$

Il peut encore être exprimé en considérant le compte du système bancaire dans son ensemble :

$$P = F + M + S_p + P_{-1} - (F + S_p + S_t) = P_{-1} + M - S_t \quad (3).$$

En rapprochant (1) et (3) :

$$I + M - S = P_{-1} + M - S_t \Leftrightarrow I - S = P_{-1} - S_t$$
$$\Leftrightarrow I = P_{-1} + S_p \quad (4).$$

[2] Marc Lavoie, « Monnaie et production : une synthèse de la théorie du circuit », *Economies et Sociétés*, vol. XXI, n° 9, Série M.P., n° 4, p. 65-101, rappelle (p. 88-89) que Joan Robinson avait montré que « si l'investissement détermine le profit *réalisé* il n'en reste pas moins que le profit courant est l'un des déterminants du profit *anticipé*, lui-même déterminant de l'investissement ». Cela ne suffit certes pas pour en tirer la conclusion que le profit réalisé et non distribué va servir à financer tout l'investissement de la période suivante mais il n'y a aucune raison de penser qu'il ne servira pas à en financer au moins une partie.

[3] Nous raisonnons ici sur le profit non distribué et non pas sur la totalité du profit, bien que, dans sa formule, Marx n'inclut pas dans les avances A les profits distribués notés ici P, mais le fait de les y inclure n'altère pas le raisonnement puisque si les avances $U+W+P$ ne suffisent pas pour réaliser le profit, *a fortiori* $U+W$ n'y suffiront pas.

L'examen des équations (1), (2) et (3) montre de manière équivalente que l'accumulation est réalisée, c'est-à-dire le profit non distribué est positif :

- si l'investissement et la création monétaire additionnés sont supérieurs à l'épargne des ménages : $I + M > S$;
- ou bien si l'investissement net de la période est supérieur à l'endettement des entreprises auprès des banques : $I > F$;
- ou bien si la capacité d'autofinancement des entreprises en début de période augmentée de la création monétaire est supérieure à la thésaurisation des ménages de la période : $P_{-1} + M > S_t$.[4]

On remarquera que l'équation (1) permet de retrouver l'identité keynésienne entre l'investissement total privé et public d'un côté et l'épargne totale des ménages et des entreprises de l'autre : $P = I + M - S \Leftrightarrow I + M = S + P \Leftrightarrow I + G = S + P$.

Enfin, le rapport entre, d'une part, la masse des revenus induits par l'injection de monnaie et distribués aux ménages au cours de la période et, d'autre part, l'injection de monnaie pour impulser la production est le multiplicateur keynésien, c'est-à-dire l'inverse de la propension à épargner des ménages : $(W + P) / (F + M) = (W + P) / S$.

[4] Ce n'est pas notre sujet ici, mais on peut remarquer avec l'équation (3) que l'accumulation du capital s'élargit de plus en plus si, de période en période, $\prod - \prod_{-1} > 0 \Leftrightarrow M - S_t > 0$, c'est-à-dire si la création de monnaie de banque centrale excède la thésaurisation des ménages. Sur ce point, voir Zerbato M., « Circuit keynésien et circuit marxiste », *Documents pour l'enseignement économique et social*, C.N.D.P., n° 73, octobre 1988, p. 22-25.

2. Le taux de profit

Le taux de profit est mesuré par le rapport du profit au capital engagé. Dans les termes de Marx, il s'exprime ainsi avec les notations :

C : capital constant
V : capital variable
S : plus-value
S / V : taux de plus-value
C / V : composition organique du capital

$$\text{taux de profit} = \frac{S}{C+V} = \frac{\frac{S}{V}}{\frac{C}{V}+\frac{V}{V}} = \frac{\frac{S}{V}}{1+\frac{C}{V}}$$

Si le taux de plus-value ne s'élève pas suffisamment pour compenser la hausse de la composition organique du capital, le taux de profit baisse, sauf si la baisse des prix du capital installé est plus importante que l'élévation de la quantité de machines par travailleur.[1]

Du taux de profit, on peut passer à la part des profits dans la production Y (la valeur ajoutée nette de la comptabilité nationale ou revenu global) en comparant le salaire moyen et la productivité moyenne du travail définie comme le rapport entre Y et la quantité de travail L :

$$\text{taux de profit} = \frac{S}{C+V} = \frac{S}{C+V}\frac{Y}{Y} = \frac{Y}{C+V}\frac{S}{Y}$$

Or $Y = V + S \Leftrightarrow$

$$\frac{Y}{Y} = \frac{V}{Y} + \frac{S}{Y} \Leftrightarrow 1 = \frac{V}{Y} + \frac{S}{Y}$$

$$\text{part des profits dans la valeur ajoutée nette} = \frac{S}{Y} = 1 - \frac{V}{Y} = 1 - \frac{V}{Y}\frac{L}{L} = 1 - \frac{V}{L}\frac{L}{Y} = 1 - \frac{\frac{V}{L}}{\frac{Y}{L}}$$

La part des profits dans le revenu global est donc égale au complément à 1 du rapport entre le salaire moyen et la productivité moyenne du travail. Cela signifie que la part des profits augmente quand le salaire moyen progresse moins vite que la productivité du travail.

---

[1] Dans le Livre III du *Capital*, section III, Marx donne dans le chapitre IX la définition de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, et, dans le chapitre X, six « influences contraires » à cette loi : l'intensité croissante de l'exploitation du travail, l'abaissement du salaire, la diminution de prix des éléments du capital constant, la surpopulation relative, le commerce extérieur et l'accroissement du capital-actions. (cf. Marx K., *Le Capital, Livre III*, *op. cit.*, p. 1000-1024.

Annexes au chapitre 3

1. Les prix de production et la marchandise-étalon de Sraffa

A = matrice des coefficients techniques (de dimension $n.n$ s'il y a n branches),
p = vecteur des prix de production ($1.n$),
l = vecteur des quantités de travail direct ($1.n$),
w = salaire unitaire défini comme fraction de la valeur ajoutée nette
v = vecteur des quantités de travail incorporé dans chaque marchandise ($1.n$),
r = taux moyen de profit.

En supposant que les salaires sont versés en fin de période[1], que l'un des prix peut servir de numéraire et que l'une des variables de répartition (w ou r) est fixée de manière exogène :

$p = (1 + r)\, pA + wl = wl\, [\, I - (1 + r)\, A\,]^{-1}$.

Après avoir correctement posé le système des prix de production, Sraffa construit la marchandise étalon qui n'existe pas dans la réalité. Pour y parvenir, il faut déterminer une marchandise dont le prix ne dépende pas de celui des autres marchandises, c'est-à-dire, pour une première approximation, produite sans capital, et donc dont le prix ne serait la somme que du salaire et du profit, ou encore du salaire multiplié par $1 + r$. Ainsi, quel que soit le salaire et le profit, le prix ne dépend pas de la structure de répartition. Comme il n'y a pas une telle marchandise, il faut se rabattre sur la marchandise qui permet de retrouver cette indépendance de son prix et de la structure de répartition, celle qui serait produite dans des conditions techniques telles qu'elles resteraient invariables après une modification de la répartition. Des conditions techniques invariables signifient que le rapport travail direct/moyens de production ne changerait pas, ou, dans la mesure où il y a un taux de profit uniforme, que le rapport prix du produit net/prix des moyens de production ne changerait pas.

Le seul cas que l'on puisse trouver répondant à cette condition est celui où le salaire est nul puisque, dans chaque branche, le prix du produit net est égal au profit. Comme, par hypothèse, le taux de profit est identique dans toutes les branches, alors tous les rapports prix du produit net/prix des moyens de production sont égaux. Mais si $w = 0$, alors le taux de profit est à son maximum que Sraffa appelle R.

$$p = (1 + R)pA \text{ ou bien } \frac{1}{1+R}p = pA$$

Dans ce cas, le vecteur p des prix est le vecteur propre associé à la valeur propre λ de la matrice A, tel que $\lambda = 1 / (1+R)$.

À partir des branches produisant des marchandises fondamentales, Sraffa construit un sous-système dans lequel, dans chaque branche, le rapport prix du produit net/prix des moyens de production soit égal à R. Alors, les extrants de ce système constituent entre eux des proportions égales à celles existant entre les intrants de chaque bien, et égales aussi à celles existant entre les produits nets de chaque branche. Ces proportions se présentent ainsi : de 1 à x, 1 à y, 1 à z, etc.

La marchandise étalon = 1 unité de M_1 + x unités de M_2 + ... + z unités de M_n.

On a ainsi défini la structure du panier composite de la marchandise étalon. Le niveau de chaque marchandise particulière à l'intérieur de ce panier est donné par le montant du produit net de chaque marchandise dans le système étalon.

---

[1] Si on suppose comme Ricardo et Marx que les salaires sont avancés :

$p = (1 + r)\, (pA + wl) = (1 + r)\, wl\, [I - (1 + r)\, A\,]^{-1}$

Le produit net étalon est composé de marchandises qui, par construction, ont un prix indépendant de la structure de répartition entre w et r. On peut donc se servir de ce prix du produit net comme étalon de mesure. Posons le = 1.

Appelons Q^* le produit brut du système étalon.

$Q^* = AQ^* + RAQ^*$ (4) ou $Q^* = (1+R)\, AQ^*$

produit net étalon : $Q^* - AQ^* = RAQ^*$ ou $(I - A)\, Q^* = RAQ^*$

en multipliant par p : $pQ^* - pAQ^* = pRAQ^*$.

On écrit : $pQ^* - pAQ^* = pRAQ^* = 1$ ou $p(I - A)\, Q^* = 1$

d'où $pAQ^* = 1/R$ (5).

Or on sait que, dans le système réel,

$p = (1 + r)\, pA + wl$

$pQ^* = (1 + r)\, pAQ^* + w\, lQ^* = pAQ^* + rpAQ^* + w\, lQ^*$ en multipliant par Q^*

$pQ^* - pAQ^* = rpAQ^* + w\, lQ^*$

$1 = rpAQ^* + w\, lQ^*$ (6)

On reporte (5) dans (6):

$1 = r/R + w\, lQ^*$

or $lQ^* = 1$ puisque c'est l'unité de travail direct incorporé dans une unité de marchandise-étalon,

$1 = r/R + w \Leftrightarrow r = R\,(1 - w)$.

Cela signifie que dans le prix du produit net étalon, la part des salaires est de w et celle des profits est de r/R.

Un paradoxe apparaît alors : les quantités physiques de marchandises suffisent pour calculer le système de prix, mais on peut retrouver les valeurs-travail incorporé au sens ricardien, à condition que le processus productif n'ait pas varié car on va déduire les valeurs-travail incorporé globales à partir du seul travail direct. Si on désigne par VT le vecteur des valeurs-travail incorporé au sens ricardien :

$VT = VT.A + l = l\,(I - A)^{-1}$.

2. La double égalité marxienne

La valeur de la force de travail n'est pas assimilable à celle d'une marchandise ordinaire car la force de travail n'est pas produite comme les autres marchandises et les travailleurs salariés ne sont pas réductibles à des animaux ou des esclaves réclamant leur pitance, ainsi que l'explique Lipietz. La valeur de la force de travail est donc définie comme une quantité d'heures payées et non comme un panier de biens *d*. Le salaire a une double détermination résumée par la double condition: $W \geq \sum p_i\, d_i$, et taux de plus-value $s = S/V$. La valeur de la force de travail est, sur la base d'une norme de consommation minimale, susceptible d'assurer la reproduction économique et sociale en termes de demande s'adressant à la section des biens de consommation. Elle est alors définie comme une fraction de la valeur du produit net, c'est-à-dire une fraction de ce que les comptables nationaux appellent la valeur ajoutée nette :

$w = 1 / (1+ s)$

Lorsque les salariés luttent pour leurs salaires, ce n'est jamais en termes de biens à acheter mais en termes d'augmentations de salaires monétaires permettant de conserver ou de modifier la norme de consommation ; *w* s'exprime en une quantité d'argent par le biais de l'équivalent-monnaie de l'unité de travail (= prix du produit net/quantité de travail vivant, que l'on peut à l'aide d'un numéraire approprié poser égal à 1) que les salariés dépensent en achetant des biens dont les prix représentent des rapports d'échange déjà « transformés » en prix de production. La transformation ne dépend donc pas du panier *d* choisi, qui diffère d'un salarié à l'autre, mais de la structure de répartition du produit net. En sens inverse, la valeur de la force de travail ne dépend pas de la réallocation de la plus-value sociale : le salaire est formé dans le rapport de classe comme fraction de la valeur ajoutée nette et il est dépensé en fonction d'une norme de consommation en achetant des biens à leur prix de production. La fixation du salaire monétaire ne dépend pas des prix de production alors que le salaire réel en dépend. Une fois le salaire monétaire fixé on peut passer au salaire réel.

1) Présentation de Duménil et Foley

Dans une économie à deux secteurs, c_i, v_i, s_i et γ_i étant respectivement le capital constant, le capital variable, la plus-value et la valeur dans le secteur *i* exprimés en travail, x_i étant les coefficients de réallocation et *r* le taux de profit, les équations des prix de production s'écrivent :

$(c_1x_1 + v_1)\,(1 + r) = \gamma_1\, x_1$

$(c_2x_1 + v_2)\,(1 + r) = \gamma_2\, x_2$

$[(c_1 + c_2)\, x_1 + v_1 + v_2)] = s_1 + s_2$

ou bien en écriture matricielle :

$$\begin{bmatrix} c_1 & 0 & v_1 \\ c_2 & 0 & v_2 \\ 0 & 0 & 0 \end{bmatrix}\begin{bmatrix} x_1 \\ x_2 \\ 1 \end{bmatrix} + r\begin{bmatrix} c_1 & 0 & v_1 \\ c_2 & 0 & v_2 \\ c_1 + c_2 & 0 & v_1 + v_2 \end{bmatrix}\begin{bmatrix} x_1 \\ x_2 \\ 1 \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} g_1 & 0 & 0 \\ 0 & g_2 & 0 \\ 0 & 0 & s_1 + s_2 \end{bmatrix}\begin{bmatrix} x_1 \\ x_2 \\ 1 \end{bmatrix}$$

écriture qu'on peut résumer ainsi : $KX + rKX = \Gamma X$

Si on raisonne à partir des conditions socio-techniques de production :
A est la matrice des coefficients techniques de production,
l est le vecteur des quantités de travail vivant pour chaque unité de marchandise.
Le vecteur de la valeur en travail unitaire des marchandises est : $\gamma = l\,(I - A)^{-1}$.
La valeur du produit net *y* est : $\gamma\, y$.

Si w est la part des salaires dans le produit net et s le taux de plus value,
$w = 1 / (1+s)$
ou $s = (1-w) / w$
La matrice du capital constant utilisé pour toutes les unités de marchandise, exprimé en travail, est $C = \gamma A$.
Le capital variable utilisé pour toutes les unités de marchandise est $V = wl$.
Le capital total utilisé pour toutes les unités de marchandise est $K = C + V$.
La plus-value extraite pour toutes les unités de marchandise est
$S = sV = swl = [(1-w) / w]\, wl = (1 - w)l$.
La somme des valeurs des marchandises unitaires est $K + S = \gamma A + swl = v$.
Le taux de profit $r = S/K$ ou $1 + r = v/K$.
Le profit est $\Pi = rK$.
Le prix de la production est $P = K + \Pi = (1 + r)\, K$.
Le vecteur des prix unitaires est $p = (1 + r)(pA + wl) = (1 + r)\, wl\, [I - (1 + r)\, A\,]^{-1}$
Si la somme des prix du produit net est égale à la somme des valeurs de ce produit net $py = \gamma y$, alors la somme des profits est égale à la somme des plus-values sous sa forme monétaire.

2) Présentation de Lipietz

En appelant :
Y et y les produits brut et net,
A la matrice des coefficients techniques des biens i entrant dans la production des biens j,
l le vecteur des quantités de travail direct,
M la matrice socio-technique $A + d\, l$,
V le capital variable,
C le capital constant,
Z la consommation improductive des capitalistes,
γ et p la valeur-travail unitaire et le prix de production,
r le taux uniforme de profit.

a) La plus-value sociale est égale à la valeur des emplois du profit car :
$Y = M\, Y + Z + M\, DY$
$Y - M\, Y = Z + M\, DY$
$\gamma\,(Y - M\, Y) = \gamma\,(Z + M\, DY)$
or la plus-value sociale $\gamma\,(Y - M\, Y)$ peut aussi s'écrire en partant de la valeur ajoutée nette lY :

$$lY - wlY = (1-w)lY = \left(1 - \frac{1}{1+s}\right)lY = \left(\frac{1+s-1}{1+s}\right)lY = \left(\frac{s}{1+s}\right)lY = swlY$$

Donc : $s\, w\, l\, Y = \gamma\,(Z + M\, DY)$.

b) La somme des plus-values est égale à la somme des profits car :
si on pose somme des valeurs = somme des prix du produit : $\gamma y = py$,

alors, somme des plus-values =

$$\gamma y - \gamma My = \frac{r}{1+r}\gamma y$$

avec (1/1+r) valeur propre dominante de M,

somme des profits =

$$rpMy = \frac{r}{1+r}py = \frac{r}{1+r}\gamma y$$

Cela résulte de l'invariance dans la transformation de la valeur ajoutée nette (V+S) et de la part de celle-ci qui revient aux salariés. L'égalité de la somme de la plus-value et de la somme des profits n'est donc plus une hypothèse mais une conséquence.

c) Le taux de profit est indépendant de la production des biens de luxe (point de vue de Ricardo redémontré par Bortkiewicz et Sraffa contre l'avis erroné de Marx).

d) Le problème à résoudre est alors double. D'abord il s'agit de réallouer la valeur totale nette de la période, c'est-à-dire le travail abstrait vivant, sur l'ensemble du produit net de la période. Soit alors p_i la valeur réallouée à la marchandise i, le vecteur p est le système des prix de production relatifs. Ensuite il s'agit de péréquer la plus-value de telle sorte que le prix de production de la marchandise i, c'est-à-dire la valeur péréquée, soit (1+r) fois plus grand que l'addition du prix de production du capital constant et de celui du capital variable :

$p = (1+r)(pA + wl)$.

Mais la somme des valeurs = somme des prix, et la valeur à l'époque 0 :

$C_0 + V_0 + S_0$ peut être décomposée en $C_{-1} + V_{-1} + S_{-1} + V_0 + S_0$,

et en décomposant à l'infini :

$$\sum_{n=0}^{\infty} V_{-n} + \sum_{n=0}^{\infty} S_{-n} = \sum_{n=0}^{\infty} V_{-n}(1+r)^{n+1} = (1+r)\sum_{n=0}^{\infty} V_{-n}(1+r)^{n} = (1+r)w\sum_{n=0}^{\infty}(1+r)^{n} lA^{n}$$

car $V_n = w\,l\,A^n$.

Or la $\sum$ converge vers $(I/1+r - A)^{-1}$,

Donc

$$p = wl\left(\frac{I}{1+r} - A\right)^{-1} = (1+r)wl\left[I - (1+r)A\right]^{-1}$$

Comme p est une application continue et croissante de (1+r), py est une fonction continue et croissante de (1+r), et il n'existe qu'un seul taux de profit r, et donc un seul vecteur p, tel que $py = \gamma y$.

Le taux de profit est relié au taux de plus-value par $r = s / (1+q)$ où q est la composition organique du capital exprimé en prix de production.

3. Comment passer de Sraffa à Marx ?

L'objectif est de montrer qu'il est possible de partir des conditions techniques de production pour retrouver la plupart des intuitions et des conclusions de Marx.

3.1. Formulation

1) Sraffa

Soit A la matrice des coefficients techniques, le taux de profit maximum R est égal à $R = (1/\lambda) - 1$, avec λ = valeur propre de A.

Le vecteur des prix p sera le vecteur propre associé à la valeur propre λ de A :

$p = wl[I - (1 + r) A]^{-1}$.

La marchandise étalon est le produit net étalon obtenu à partir d'un sous-système dans lequel il n'y a que les marchandises fondamentales et dans lequel le rapport du prix du produit net au prix des moyens de production est égal à R pour toutes les branches.

Soit w^* la part des salaires dans le produit net étalon résultante de la confrontation sociale, le taux de profit sera égal à $r = R\,(1-w^*)$.[1] La part des salaires dans le produit net sera w^* fois le produit net étalon exprimé en prix de production.

Le travail commandé au sens de Smith sera égal à $1/w^*$.

La valeur-travail au sens de Ricardo sera égale à $\gamma = l\,(I - A)^{-1}$, avec l le vecteur des quantités de travail direct et I la matrice unité.

2) Marx

a) Connaissant le salaire monétaire de l'unité de travail w, et en posant l'un des prix égal à 1, on obtient simultanément :

- le taux de profit r
- et le vecteur des prix de production $p = (1 + r)\, wl[I - (1 + r) A]^{-1}$.

b) Mais il est parfaitement possible de suivre la séquence de raisonnements logiques ci-après permettant de passer d'une interprétation sraffaienne de la reproduction physique du système productif à une interprétation marxienne de la reproduction sociale :

à partir de la connaissance des coefficients techniques de production et des quantités de travail direct, détermination du taux de profit maximum (à la Sraffa) → compte tenu de l'état du rapport de forces entre capitalistes et salariés qui fixe le partage du produit net étalon, détermination du taux de profit (à la Sraffa) → détermination du salaire monétaire (à la Marx comme résultat de la lutte des classes) et du système des prix de production → détermination de l'équivalent monétaire d'une unité de travail vivant et du taux de plus-value (à la Marx).

En utilisant le taux de profit r obtenu grâce à la méthode de Sraffa (avec cependant $w^* = (R-r)/(R+rR)$) et en appelant w le salaire monétaire de l'unité de travail, le vecteur des prix de production est encore :

$$p = (1 + r)\, wl[I - (1 + r) A]^{-1}.$$

[1] On montre que dans un système étalon avec ou sans salaires avancés par les capitalistes, on obtient le même taux de profit maximum R avec salaires nuls. Dans un système étalon « marxien » avec salaires avancés, la part du salaire dans le produit net étalon n'est plus liée à r par une relation linéaire mais par: $w^* = (R-r)/(R+rR)$. Cf. Abraham-Frois [1991, p. 390-392].

En prenant l'un des prix comme unité, cette fois-ci *w* est obtenu en même temps que les autres prix relatifs.

Le travail commandé sera ici égal à 1/*w*.

L'équivalent monétaire d'une unité de travail global, c'est-à-dire mort et vivant, EMT est le rapport du prix de la production (PP) et de la quantité totale de travail global utilisé (T).

L'équivalent monétaire d'une unité de travail vivant (et non pas le salaire) EMTV est le rapport du prix du produit net (PPN) et de la quantité totale du travail vivant utilisé (TV).

Il n'y a aucune raison pour que ces deux équivalents coïncident sauf si le rapport du prix de la production au prix du produit net est égal au rapport de la quantité de travail global à la quantité de travail vivant ou bien est égal au rapport de la quantité de travail mort à la quantité de travail vivant. Voici la démonstration, en notant en outre le prix des moyens de production PMP et le travail mort TM :

$$\mathrm{EMT} = \mathrm{EMTV} \Leftrightarrow \frac{\mathrm{PP}}{\mathrm{T}} = \frac{\mathrm{PPN}}{\mathrm{TV}} \Leftrightarrow \frac{\mathrm{PMP}+\mathrm{PPN}}{\mathrm{TM}+\mathrm{TV}} = \frac{\mathrm{PPN}}{\mathrm{TV}} \Leftrightarrow \frac{\mathrm{PMP}+\mathrm{PPN}}{\mathrm{PPN}} = \frac{\mathrm{TM}+\mathrm{TV}}{\mathrm{TV}}$$

$$\Leftrightarrow \frac{\mathrm{PMP}}{\mathrm{PPN}} + 1 = \frac{\mathrm{TM}}{\mathrm{TV}} + 1 \Leftrightarrow \frac{\mathrm{PMP}}{\mathrm{PPN}} = \frac{\mathrm{TM}}{\mathrm{TV}} \Leftrightarrow \frac{\mathrm{PPN}}{\mathrm{TV}} = \frac{\mathrm{PMP}}{\mathrm{TM}} = \mathrm{EMTM}.$$

Or ces égalités entre l'équivalent monétaire du travail vivant, celui du travail mort et celui du travail global correspondraient à une intensité capitalistique égale dans toutes les branches, situation à laquelle Ricardo avait cherché en vain un substitut qui fut inventé de toutes pièces par Sraffa avec la marchandise-étalon.

Le rapport EMTV/EMT qui est dans la réalité toujours différent de 1 mesure le coefficient de réallocation de tout le travail vivant sur le travail global. Lorsque ce coefficient est supérieur à 1, la valeur ajoutée nette est supérieure à l'équivalent monétaire du travail global qui lui est incorporé ou, ce qui est identique, le travail global incorporé dans la valeur ajoutée nette est inférieur à l'équivalent-travail vivant de la valeur ajoutée nette. Une fraction de la valeur ajoutée nette semble issue d'autre chose que du travail vivant : le profit miraculeux ne viendrait pas de l'exploitation. La théorie de Marx serait donc fausse. Cette illusion est le propre de l'abstraction du travail qui n'est que l'expression de la loi de la valeur dont Marx eut la remarquable intuition même s'il ne la formula pas correctement.

Le taux de plus-value *s* est le rapport de la masse des profits monétaires sur la masse salariale.

Le taux de profit $r = s/(1+q)$, avec q = composition organique du capital exprimée en prix de production.

3.2. Application numérique

1) Sraffa

Soit le système de production à deux branches fondamentales[2] :

branche fer : 1 unité de fer et 0,1 unité de blé avec 0,5 unité de travail direct permettent de produire 2 unités de fer ;

branche blé : 1 unité de fer et 0,2 unité de blé avec 0,5 unité de travail direct permettent de produire 1 unité de blé.

1 f + 0,1 b + 0,5 T → 2 f

1 f + 0,2 b + 0,5 T→ 1 b

[2] Nous ne retenons pas l'exemple de Sraffa à 3 branches pour ne pas avoir à résoudre une équation du 3e degré.

Le produit net est : 2 f - 2 f = 0 f
et 1 b - (0,1 + 0,2) b = 0,7 b.

La matrice technique A est :

$$\begin{bmatrix} 1/2 & 1/1 \\ 0,1/2 & 0,2/1 \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} 0,5 & 1 \\ 0,05 & 0,2 \end{bmatrix}.$$

a) Détermination du taux de profit maximum R

1ère méthode

Les valeurs propres λ de la matrice A sont solutions de l'équation :

dét $(A - \lambda I) = 0$

dét $(A - \lambda I) = (0,5 - \lambda)(0,2 - \lambda) - 0,05 = 0$

$\lambda^2 - 0,7\,\lambda + 0,05 = 0$

La plus grande des 2 racines est $\lambda = 0,62$. Elle obéit à la condition $\lambda \leq 1$ pour que $R \geq 0$.

$R = (1/\lambda) - 1 = 0,615 = 61,5\ \%$.

2e méthode[3]

Il faut trouver les multiplicateurs k_1 et k_2 des quantités physiques de chaque marchandise pour déterminer le système-étalon de telle sorte que les proportions entre les intrants totaux soient égales à celles entre les extrants. Ces multiplicateurs vérifient le système :

$(1\text{ f.}\ k_1 + 1\text{ f.}\ k_2)\ (1 + R) = 2\text{ f.}\ k_1$

$(0,1\text{ b.}\ k_1 + 0,2\text{ b.}\ k_2)\ (1 + R) = 1.\text{b}\ k_2$

$0,5\text{ T.}\ k_1 + 0,5\text{ T.}\ k_2 = 1\text{ T}$

Pour alléger, enlevons les unités de mesure f, b et T :

$(k_1 + k_2)\ (1 + R) = 2\ k_1$ (1)

$(0,1\ k_1 + 0,2\ k_2)\ (1 + R) = k_2$ (2)

$0,5\ k_1 + 0,5\ k_2 = 1$ (3)

(3) $\Leftrightarrow k_1 = 2 - k_2$

(3) dans (1) $\Leftrightarrow k_2 = 1 - R$

d'où (2) $\Leftrightarrow -0,1\ R^2 + 1,2\ R - 0,7 = 0$

la racine convenable est $R = 0,615$;

d'où $k_2 = 1 - 0,615 = 0,385$

$k_1 = 2 - 0,385 = 1,615$.

b) Le système étalon est :

1,615 f + 0,1615 b + 0,8075 T = 3,23 f (produit brut de fer)

0,385 f + 0,077 b + 0,1925 T = 0,385 b (produit brut de blé)

Total intrants dans ce système étalon :

1,615 f + 0,385 f = 2 f

0,1615 b + 0,077 b = 0,2385 b

avec 0,8075 T + 0,1925 T = 1 T

[3] C'est celle utilisée par Sraffa [1970, p. 25].

Le produit net étalon est :

fer : 3,23 - 2 = 1,23 f

blé : 0,385 - 0,2385 = 0,1465 b

Les deux produits bruts, les deux totaux des intrants, les deux produits nets de ce système étalon sont dans la même proportion de 1 pour le fer à 0,12 pour le blé. Ces proportions constituent la marchandise étalon, c'est-à-dire la structure du panier composite : 1f + 0,12b.

Le niveau de chaque marchandise à l'intérieur du panier est donné par le montant du produit net de chaque marchandise. Ce produit net étalon va servir d'unité de mesure ; écrivons : 1,23 f. p_f + 0,1465 b. p_b = 1 (4).

c) Répartition

Si la part des salaires dans le produit net étalon est égale par exemple à w^* = 0,6 (dans le système réel, le salaire est 0,6 fois la marchandise étalon, c'est-à-dire 0,6 fois le produit net étalon dont le prix est 1 ;

on a alors le taux de profit $r = R\,(1- w^*) = 0{,}615 \,.\, 0{,}4 = 0{,}246$.

Le système des prix de production réel s'écrit :

$(1\, p_f + 0{,}1\, p_b)\,(1 + 0{,}246) + 0{,}6 \,.\, 0{,}5 = 2\, p_f$ (5)

$(1\, p_f + 0{,}2\, p_b)\,(1 + 0{,}246) + 0{,}6 \,.\, 0{,}5 = 1\, p_b$ (6)

(5) $\Leftrightarrow p_f = 0{,}166\, p_b + 0{,}398$

(5) dans (6) $\Leftrightarrow p_b = 1{,}46$

d'où $p_f = 0{,}639$.

On vérifie (4) : 1,23 . 0,639 + 0,1465 . 1,46 = 1

On vérifie également que si la part des salaires dans le produit net étalon change, bien que cela modifie les prix relatifs dans le système réel (on va voir que le prix du blé augmente, ce qui équivaut bien à une baisse du pouvoir d'achat des salariés après la détérioration de leur position sociale), cela ne change pas le prix du produit net étalon. Par exemple, si w^* = 0,5, alors $r = R\,(1-w^*) = 0{,}615 \,.\, 0{,}5 = 0{,}3075$;

$(1\, p_f + 0{,}1\, p_b)\,(1 + 0{,}3075) + 0{,}5 \,.\, 0{,}5 = 2\, p_f$ (5')

$(1\, p_f + 0{,}2\, p_b)\,(1 + 0{,}3075) + 0{,}5 \,.\, 0{,}5 = 1\, p_b$ (6')

(5') $\Leftrightarrow p_f = 0{,}189\, p_b + 0{,}361$

(5') dans (6') $\Leftrightarrow p_b = 1{,}47$

d'où $p_f = 0{,}638$;

et le prix du produit net étalon est :

1,23 . 0,638 + 0,1465 . 1,47 = 1

d) Calcul des valeurs au sens ricardien, c'est-à-dire des quantités de travail incorporé

1ère méthode à partir du système productif réel

$1\, \gamma_f + 0{,}1\, \gamma_b + 0{,}5\, T = 2\, \gamma_f$ (7)

$1\, \gamma_f + 0{,}2\, \gamma_b + 0{,}5\, T = 1\, \gamma_b$ (8)

(7) $\Leftrightarrow \gamma_f = 0{,}1\, \gamma_b + 0{,}5\, T$

(7) dans (8) $\Leftrightarrow \gamma_b = 1{,}429$ unité de travail

$\gamma_f = 0{,}643$ unité de travail

2e méthode à partir de la matrice technique

$0{,}5\ \gamma_f + 0{,}05\ \gamma_b + 0{,}25 = \gamma_f$ (9) (attention : 0,25 = 0,5/2)
$1\ \gamma_f + 0{,}2\ \gamma_b + 0{,}5 = \gamma_b$ (10)

(9) $\Leftrightarrow$ $\gamma_f = 0{,}1\ \gamma_b + 0{,}5$
etc.

3e méthode à partir de l'écriture matricielle

$\gamma = \gamma A + l = l\,(I - A)^{-1}$

$$l = \begin{pmatrix} 0{,}25 & 0{,}5 \end{pmatrix}$$

$$A = \begin{bmatrix} 0{,}5 & 1 \\ 0{,}05 & 0{,}2 \end{bmatrix}$$

$$I - A = \begin{bmatrix} 0{,}5 & -1 \\ -0{,}05 & 0{,}8 \end{bmatrix}$$

$$(I - A)^{\text{Transposée}} = \begin{bmatrix} 0{,}5 & -0{,}05 \\ -1 & 0{,}8 \end{bmatrix}$$

$$(I - A)^{\text{Adjointe}} = \begin{bmatrix} 0{,}8 & 1 \\ 0{,}05 & 0{,}5 \end{bmatrix}$$

dét $(I - A) = 0{,}35$

$$(I - A)^{-1} = \frac{1}{\text{dét}(I - A)}(I - A)^{\text{Adjointe}} = \begin{bmatrix} 2{,}286 & 2{,}857 \\ 0{,}143 & 1{,}429 \end{bmatrix}$$

$$\gamma = \begin{pmatrix} 0{,}25 & 0{,}5 \end{pmatrix} \begin{bmatrix} 2{,}286 & 2{,}857 \\ 0{,}143 & 1{,}429 \end{bmatrix} = \begin{pmatrix} 0{,}643 & 1{,}429 \end{pmatrix}$$

On vérifie la valeur-travail γ_Y du produit net dusystème réel.

En appelant Q le produit brut, γ_Y est égale au produit du vecteur des coefficients unitaires de travail direct et du vecteur Q :

$$\Upsilon_Y = lQ = \begin{pmatrix} 0,25 & 0,5 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} 2 \\ 1 \end{pmatrix} = 1$$

ce qui correspond à 0,5 T + 0,5 T.

Ou encore, la valeur du produit net est (physiquement il n'y a que du blé) :

0,7 . 1,429 = 1 T.

On calcule la valeur-travail du produit brut du système réel :

2 . 0,643 + 1. 1,429 = 2,715 unités de travail.

On vérifie la valeur-travail du système étalon :

3,23 . 0,643 = 2,076

0,385 . 1,429 = 0,55

total = 2,626 unités de travail.

On peut également vérifier la valeur-travail du système étalon de la manière suivante : appelons Y^* le produit net étalon et Q^* le produit brut étalon,

$Y^* = (I - A)\, Q^* = RAQ^*$;

quantité de travail direct incorporé dans $Y^* = l^*Y^* = 1$;

quantité de travail total incorporé dans le système étalon (à chaque période, les quantités de travail requises forment une progression géométrique, donc le travail direct et les moyens de production restent dans les mêmes proportions) :

$l^*Y^* + l^*AY^* + l^*A^2Y^* + l^*A^3Y^* + \ldots + l^*A^nY^*$ (11),

où $l^*A^nY^*$ = quantité de travail direct incorporé à la date $-n$ (et donc considéré comme indirect actuellement à la date 0),

avec

$$A^nY^* = \lambda^n Y^* = \frac{1}{(1+R)^n} Y^*$$

$$(11) \Leftrightarrow l^*Y^* \left[1 + \frac{1}{1+R} + \frac{1}{(1+R)^2} + \ldots + \frac{1}{(1+R)^n} \right]$$

$$= 1 \left[\frac{1}{1 - \frac{1}{1+R}} \right] = \frac{1+R}{R} = \frac{1,615}{0,615} = 2,626$$

w^* est le taux de salaire unitaire ou encore, puisque le prix du produit net = 1, c'est la part des salaires dans le prix du produit net, donc $1/w^*$ représente la quantité de travail qu'on peut acheter avec le prix du produit net, c'est le travail commandé au sens de Smith :
$1/w^* = 1/0{,}6 = 5/3 = 1{,}66$;
ou encore $= R/(R-r) = 0{,}615 / (0{,}615 - 0{,}246) = 1{,}66$.

2) Le passage au système de Marx

On part du même exemple physique que dans le modèle de Sraffa[4] :

1 f + 0,1 b + 0,5 T → 2 f
1 f + 0,2 b + 0,5 T → 1 b

$$A = \begin{bmatrix} 0{,}5 & 1 \\ 0{,}05 & 0{,}2 \end{bmatrix} \qquad l = \begin{pmatrix} 0{,}25 & 0{,}5 \end{pmatrix}$$

$p = (1 + r)\, w\, l\, [\, \mathrm{I} - (1 + r)\, A\,]^{-1}$.

Si $r = 0{,}246$,

$$p = 1{,}246w\begin{pmatrix} 0{,}25 & 0{,}5 \end{pmatrix}\begin{bmatrix} 3{,}655 & 6{,}066 \\ 0{,}3033 & 1{,}835 \end{bmatrix}$$

$p_f = 1{,}246\, w\, (0{,}25 \,.\, 3{,}655 + 0{,}5 \,.\, 0{,}3033) = 1{,}246\, w \,.\, 1{,}0654$
$p_b = 1{,}246\, w\, (0{,}25 \,.\, 6{,}066 + 0{,}5 \,.\, 1{,}835) = 1{,}246\, w \,.\, 2{,}434$.

Si on pose $p_f = 1$,
alors $w = 1/(1{,}246 \,.1{,}0654) = 0{,}753$ (fois le prix du fer)
et $p_b = 2{,}285$ (fois le prix du fer)[5],
ce qui correspond au rapport des prix dans le système étalon de Sraffa :
1,46/0,639 = 2,285

Le système de production s'écrit :
(1 + 0,1 . 2,285 + 0,5 . 0,753) 1,246 = 2
(1 + 0,2 . 2,285 + 0,5 . 0,753) 1,246 = 2, 285

Les valeurs ajoutées nettes (VAN) s'écrivent :

---

[4] Maintenant les salaires seront avancés par les capitalistes.

[5] Si on avait adopté l'écriture de Sraffa : $p = w\, l\, [\, \mathrm{I} - (1 + r)\, A]^{-1}$, alors
$p_f = w\, (0{,}25 \,.\, 3{,}655 + 0{,}5 \,.\, 0{,}3033) = w \,.\, 1{,}0654$
$p_b = w\, (0{,}25 \,.\, 6{,}066 + 0{,}5 \,.\, 1{,}835) = w \,.\, 2{,}434$
si on pose $p_f = 1$, $w = 0{,}939$ et $p_f / p_b = 2{,}285$ (cela ne change pas); le nouveau w correspond à celui trouvé dans le système de Sraffa : 0,939 pour 1 correspond bien à 0,6 pour 0,639.
En utilisant la relation d'Abraham-Frois ci-dessus, on trouve une part des salaires dans le produit net étalon de $w = (0{,}615-0{,}246)/(0{,}615+0{,}246.0{,}615)=0{,}48154$. Cette valeur rapportée à 0,639 (le prix du fer dans le système étalon) est bien égale à 0,753 rapportée au prix du fer =1 dans le système de prix marxien.

VAN fer = 0,3765 + 0,395 = 0,771
(salaires + profits)
VAN blé = 0,3765 + 0,451 = 0,8275
VAN totale = 0,753 + 0,846 = 1,599 (c'est aussi 0,7 . 2,285 = 1,599).

Produits	Capital constant	Capital variable	Profits	Production en prix de production
Fer	1,2285	0,3765	0,395	2
Blé	1,457	0,3765	0,451	2,285
Total	2,6855	0,753	0,846	4,285

On peut imaginer que les prix de production qui sont ici des prix relatifs peuvent être exprimés en unités monétaires si on considère que le prix du fer qui a été posé égal à 1 est de 1 unité monétaire (1 euro ou une centaine d'euros ou un millier d'euros, peu importe) ; dans ce cas on peut calculer l'expression monétaire des valeurs ou l'équivalent monétaire d'une unité de travail global (attention, pas d'une unité de travail payé) : 4,285/2,715 = 1,578 qui signifie que chaque unité de travail global équivaut à 1,578 euro ; on pourrait dire aussi à l'inverse que chaque euro représente 0,6336 unité de travail incorporé.[6] Ces résultats ne doivent pas être confondus avec la quantité de travail (de force de travail, devrait-on dire) qu'on peut acheter avec un euro. Le travail commandé au sens smithien serait ici de : 1 euro/0,753 = 1,328 unité de travail (puisque l'unité de force de travail coûte en salaire 0,753 euro, avec un euro on peut payer 1,328 unité de travail en salaire).[7]

Cependant, un grand paradoxe apparaît. Si chaque unité de travail global équivaut à 1,578 euro, on remarque que l'unité de travail vivant a créé une valeur ajoutée nette de 1,599 euro. Le paradoxe continue quand on examine la décomposition du travail incorporé et celle du prix de la production :

- les moyens de production ont nécessité pour les produire :

2 f . 0,643 T + 0,3 b . 1,429 T = 1,715 T qui, par le biais de l'équivalent monétaire du travail global, représente 1,715 . 1,578 = 2,707 euros, auxquels s'ajoute 1 . 1,578 = 1,578 euro de VAN pour constituer le prix de production ;

[6] Par ailleurs, quand on vend un euro de fer (1 unité de fer puisque son prix est de 1), on livre 0,643 unité de travail incorporé et on n'en récupère que 0,6336. Au contraire, si on vend un euro de blé, on livre 1,429/2,285 = 0,625 unité de travail et on en récupère 0,6336. Dit encore autrement, l'unité de travail utilisée à produire du fer ne permet d'obtenir dans l'échange que 1/0,643 = 1,555 euro, alors que celle utilisée à produire du blé permet d'obtenir 2,285/1,429 = 1,599 euro = 0,7 b . 2,285 (il est remarquable que comme le produit net est entièrement composé de blé, une unité de travail rapporte toute la VAN de 1,599). C'est l'échange inégal que réexpliquera Arghiri Emmanuel en 1969. Cet échange inégal serait encore plus accentué s'il y avait un écart de taux de salaire entre les branches, ce qui n'est pas le cas ici.

[7] Si on reporte cela dans un schéma de comparaison travail commandé-travail incorporé, cela donne:

	Travail incorporé dans la marchandise	Travail commandé grâce à la marchandise	Travail incorporé dans la future marchandise par le travail commandé
Quantité de travail	0,6336 T ←----------→ 1,328 T surtravail		1,328 T
Equivalent monétaire	1 euro	1 euro * ←----------→ 1,328.1,578 = 2,095 euros plus-value	

* salaire versé pour fabriquer la future marchandise

- mais la valeur ajoutée nette (qui est ici l'équivalent monétaire d'une unité de travail vivant puisque le travail vivant est égal à 1) rapportée à l'équivalent monétaire d'une unité de travail global EMTV/EMT = 1,599/1,578 = 1,013, alors qu'elle a été crée par seulement une unité ; de même, les moyens de production ont un prix de 4,285 - 1,599 = 2,686 euros représentant 2,686/1,578 = 1,702 unité de travail global.

Pourquoi la valeur ajoutée nette est-elle différente (ici, supérieure) de l'équivalent monétaire du travail global qui lui est incorporé ou, ce qui est identique, pourquoi le travail global incorporé dans la valeur ajoutée nette est-il différent (ici, inférieur) de l'équivalent-travail vivant de la valeur ajoutée nette ? Le paradoxe peut être levé. D'abord, il n'y a aucune disparition ou apparition spontanées de valeur en travail ou en monnaie (1,702 + 1,013 = 2,715 T et 2,707 + 1,578 = 4,285 euros). Ensuite, l'application du taux de profit uniforme a conditionné une répartition du prix global correspondant au travail abstrait sur ses différentes composantes (moyens de production et valeur ajoutée nette) qui n'est pas conforme à la répartition des travaux concrets. Le résultat est qu'en moyenne une unité de travail global équivaut à 1,578 euro, soit 0,6336 unité de travail global par euro, mais l'équivalent-travail vivant réalloué de 1,599 euro de VAN est de 1,013 unité de travail global, soit 0,625 unité de travail vivant par euro, et l'équivalent-travail vivant réalloué des moyens de production est de 1,702 unité. Tout cela parce que le rapport du prix des moyens de production au prix du produit net (VAN) est inférieur au rapport du travail mort au travail vivant, ou ce qui revient au même parce que l'équivalent monétaire de l'unité de travail mort est inférieur à l'équivalent monétaire de l'unité de travail vivant :

$$\frac{2,6855}{1,599} = 1,679 < \frac{1,715}{1} = 1,715 \Leftrightarrow \frac{2,6855}{1,715} = 1,566 < \frac{1,599}{1} = 1,599 .$$

La part des salaires dans la valeur ajoutée : Salaires/VAN = 0,753/1,599 = 0,471. Ce quotient représente le montant des salaires versés pour une unité monétaire de valeur ajoutée nette. C'est l'équivalent-travail vivant des salaires.[8] L'équivalent-travail global des salaires est : 0,753 . 0,6336 = 0,477 T. Comme les salariés ont fourni une unité de travail vivant, l'équivalent-travail vivant du profit est 0,846 . 0,625 = 0,529, c'est-à-dire le complément à 1 de 0,471. Mais l'équivalent-travail global du profit est 0,846 . 0,6336 = 0,536, soit le complément à 1,013 de 0,477. Le fameux mystère du profit est là. Cette curiosité vient simplement du fait que l'on a raisonné à partir de la seule chose visible : les prix représentant du travail réalloué par la péréquation du taux de profit.

Les relations entre ces notions sont rassemblées dans le tableau suivant.

	Équivalent monétaire du travail vivant EMTV (en euros)	Équivalent-travail vivant (en unités de travail)	Équivalent monétaire du Travail global EMT (en euros)	Équivalent-travail global (en unités de travail)
Production	4,285	2,715	4,285	2,715
VAN	1,599	1	1,578	1,013
dont salaires	0,753	0,471	0,743	0,477
profits	0,846	0,529	0,835	0,536
Moyens de prod.	2,6855	1,715	2,707	1,702

[8] À remarquer que le travail direct utilisé dans le système étalon de Sraffa est identique à celui utilisé dans le système réel mais la part des salaires dans la valeur ajoutée du système étalon n'est pas la même que dans le système réel. C'est tout l'enjeu de la réallocation de la valeur à travers les prix de production.

Le taux de plus-value s = 0,846/0,753 = 1,1235. Ce taux de plus-value est calculé à partir du profit, c'est-à-dire à partir des prix de production et du taux de profit. Il n'est donc pas possible de calculer le taux de plus-value avant de connaître le taux de profit parce que les contenus globaux en travail des marchandises sont connus *a priori* mais pas la séparation entre ce que Marx appelle travail nécessaire et surtravail exprimés en temps.[9]

On peut aussi calculer s autrement. En supposant que les salariés n'achètent que du blé au prix de 2,285 unités monétaires : ils achètent 0,753/2,285 = 0,33 unité de blé qui représente 0,33 . 1,429 = 0,471 unité de travail vivant ; comme ils ont fourni une unité de travail, le taux de surtravail est 0,529/0,471 = 1,1235.

Si on avait voulu exprimer le rapport du surtravail au travail nécessaire au sens de Marx, on aurait été obligé de passer par les quantités de blé non consommées et consommées par les travailleurs en calculant le taux de surproduit ou de surplus : 0,37/0,33 = 1,1212. Ce n'est qu'un résultat approché du taux de plus-value.

La composition organique du capital q = somme des compositions par sections pondérée par la part de la masse salariale dans chaque section :

$$q = \frac{1,2285}{0,3765}\frac{0,3765}{0,753} + \frac{1,457}{0,3765}\frac{0,3765}{0,753} = 3,5664$$

Le taux de profit

$$r = \frac{s}{1+q} = \frac{1,1235}{1+3,5664} = 0,246$$

Le taux de profit est donc bien conforme à la formule de Marx à ceci près que la composition organique du capital – de même que le taux de plus-value – est exprimée à partir des prix de production et non des contenus en travail.

3.3. Généralisation : du travail au travail réalloué

[9] Le gros problème viendrait s'il y avait une quantité de marchandises fabriquées mais non vendues par le capitaliste : elles contiennent un surtravail, un surplus physique, une plus-value potentielle, et un profit hypothétique.

	Equivalent monétaire du travail vivant EMTV (en unités monétaires)	**Equivalent-travail vivant ETV** (en unités de travail)	**Equivalent monétaire du travail global EMT** (en unités monétaires)	**Equivalent- travail global ET** (en unités de travail)
Production	11 Prix du produit brut PPB	12 Quantité globale de travail T	13 Prix du produit brut PPB	14 Quantité globale de travail T
VAN	21 Prix du produit net EM d'1 u. TV PPN	22 Quantité de travail vivant 1	23 = 11/12 = 13/14 EM d'1 u. T PBB / T	24 = 21/23 Coefficient de réallocation $\frac{\text{EM d' 1 u. TV}}{\text{EM d' 1 u. T}} = \frac{\text{PPN . T}}{\text{PPB}}$
Salaires (*s* = taux de plus-value)	31 = 21/1+*s* $\frac{1}{1+s}$ PPN	32 = 31/21 $\frac{1}{1+s}$	33 = 31/24 $\frac{1}{1+s}\frac{\text{PPB}}{\text{T}}$	34 =32.24 $\frac{1}{1+s}\frac{\text{PPN .T}}{\text{PPB}}$
Profits	41 = 21-31 $\frac{1}{1+s}$ PPN	42 = 22-32 $\frac{1}{1+s}$	43 = 41/24 = 23-33 = 42.11/12 $\frac{1}{1+s}\frac{\text{PPB}}{\text{T}}$	44 = 42.24 $\frac{s}{1+s}\frac{\text{PPN . T}}{\text{PPB}}$
Moyens de production	51 = 11-21 PPB - PPN	52 = 12-22 T - 1	53 = 13-23 $\text{PPB} - \frac{\text{PPB}}{\text{T}}$	54 = 14-24 =12.51/11 $\frac{\text{T (PPB - PPN)}}{\text{PPB}}$

Lecture du tableau
1) On fait abstraction pour l'instant des titres des colonnes.
2) On lit la 1ère colonne comme la décomposition de la production en unités monétaires.
3) La VAN étant créée par le travail vivant, i.e. ici 1 unité de TV, on pose l'ETV de la VAN = 1 (case 22).
4) Salaires et profits sont alors les fractions de cette unité de travail vivant. L'ETV des moyens de production s'obtient par différence avec la quantité globale de travail qui est connue.

5) On nomme les deux premières colonnes EMTV (de la production, de la VAN, etc.) et ETV (de la production, de la VAN, etc.). Les deux dernières colonnes sont de la même façon l'EMT et l'ET (de la production, de la VAN, etc.).
6) Une unité de travail vivant équivaut à PPN alors qu'une unité de travail global équivaut à PPB/T. Le coefficient de réallocation est donc de PPN . T / PPB (case 24).

3.4. La prise en compte du capital fixe

En reprenant le cas de l'économie à deux biens, le fer et le blé, comme précédemment, supposons que le capital constant se subdivise en capital constant fixe et capital constant circulant. En notant C le capital constant fixe avancé, c le capital constant fixe utilisé au cours du cycle de production et c' le capital constant circulant, le système des prix de production s'écrira :

$$p_f = p_f c_{ff} + p_b c'_{bf} + wl_f + r\,(p_f C_{ff} + p_b c'_{bf} + wl_f)$$
$$p_b = p_f c_{fb} + p_b c'_{bb} + wl_f + r\,(p_f C_{fb} + p_b c'_{bb} + wl_b)$$

En incorporant dans l'exemple numérique précédent un capital constant fixe avancé de 4 unités de fer pour produire une unité de fer et deux unités de fer pour produire une unité de blé, et en supposant que la structure des prix ne varie pas d'une période à l'autre, nous avons :

$$1\,p_f + 0{,}1\,p_b + 0{,}5\,w + r\,(4\,p_f + 0{,}1\,p_b + 0{,}5\,w) = 2\,p_f$$
$$1\,p_f + 0{,}2\,p_b + 0{,}5\,w + r\,(2\,p_f + 0{,}2\,p_b + 0{,}5\,w) = p_b$$

Le taux de surplus physique au cours de la période n'a pas changé : R = 0,615. On suppose que la part des salaires dans le produit net étalon est toujours de 0,6. Comme les salaires sont ici avancés, la relation qui lie w, r et R est :

$$w = \frac{R - r}{R(1 + r)}$$

$$\text{ou} \quad r = \frac{R(1 - w)}{1 + wR}$$

$$r = \frac{0{,}615.0{,}4}{1 + 0{,}6.0{,}615} = \frac{0{,}246}{1{,}369} = 0{,}18$$

Si on pose $p_f = 1$,

$$1 + 0{,}1\,p_b + 0{,}5\,w + 0{,}18\,(4 + 0{,}1\,p_b + 0{,}5\,w) = 2$$
$$1 + 0{,}2\,p_b + 0{,}5\,w + 0{,}18\,(2 + 0{,}2\,p_b + 0{,}5\,w) = p_b$$

De la première équation on tire :

$$w = 0{,}4745762 - 0{,}2\,p_b$$

Dans la seconde :

p_b = 1,8594 (fois le prix du fer)
et w = 0,1027 (fois le prix du fer)

Le système de production s'écrit alors :
(1 + 0,1 . 1,8594 + 0,1027 . 0,5) + 0,18 (4 + 0,1 . 1,8594 + 0,1027 . 0,5) = 2
(1 + 0,2 . 1,8594 + 0,1027 . 0,5) + 0,18 (2 + 0,2 . 1,8594 + 0,1027 . 0,5) = 1,8594

Les valeurs ajoutées nettes (salaires + profits) s'écrivent :
VAN fer = 0,05135 + 0,76271 = 0,8141
VAN blé = 0,05135 + 0,43618 = 0,4875
VAN totale = 0,8141 + 0,4875 = 1,3016 (ou bien produit net de blé multiplié par son prix : 0,7 . 1,8594 = 1,3016).

Produits	Capital constant fixe avancé	Capital constant fixe utilisé	Capital constant circulant	Capital variable	Profits	Production en prix de production
Fer	4	1	0,18594	0,05135	0,76271	2
Blé	2	1	0,37188	0,05135	0,43618	1,8594
Total	6	2	0,55782	0,1027	1,19889	3,8594

Si on rapporte le prix de la production à la quantité de travail globale requise pour produire les deux unités de fer et l'unité de blé, on obtient l'équivalent monétaire d'une unité de travail global : 3,8594 / 2,715 = 1,4215.

Chaque unité de travail global équivaut à 1,4215 unité monétaire. À l'inverse, chaque unité monétaire représente 0,7035 unité de travail incorporé.

Le paradoxe dont nous avons l'habitude resurgit à travers le décalage entre l'équivalent d'une unité de travail global (1,4215 unité monétaire) et l'équivalent d'une unité de travail vivant (0,1027 + 1,1989 = 1,3016 unité monétaire de valeur ajoutée nette).

De même, les moyens de production ont nécessité pour les produire :

- en termes de travail incorporé : 2 . 0,643 + 0,3 . 1,429 = 1,715 unité de travail ;
- en équivalent monétaire du travail global : 1,715 . 1,4215 = 2,4379 unités monétaires.

La valeur ajoutée nette, équivalente d'une unité monétaire de travail vivant (celui-ci égal à 1), rapportée à l'équivalent monétaire d'une unité de travail global (EMTV/EMT) est 1,3016 / 1,4215 = 0,9156, alors qu'elle a été créée par une unité de travail vivant.

Le travail commandé au sens de Smith est de : 1 / 0,1027 = 9,7371 unités de force de travail qu'on peut acheter avec une unité monétaire.

	Équivalent monétaire du travail vivant EMTV (en unités monétaires)	Équivalent-travail vivant (en unités de travail)	Équivalent monétaire du travail global EMT (en unités monétaires)	Équivalent-travail global (en unités de travail
Production	3,8594	2,715	3,8594	2,715
VAN	1,3016	1	1,4215	0,9156
dont salaires	0,1027	0,0789	0,1122	0,0722
profits	1,1989	0,9211	1,3093	0,8434
Moyens de prod.	2,5578	1,715	2,4379	1,799

Le taux de plus-value, calculable seulement à partir des données monétaires définitives, c'est-à-dire à partir des prix de production et du taux de profit : m = 1,19889 / 0,1027 = 11,67. Si les salariés n'achètent que du blé au prix de 1,8594 unité monétaire l'unité de blé : 0,1027 / 1,8594 = 0,0552 unité de blé qui représente 0,0552 . 1,429 = 0,07893 unité de travail vivant, on retrouve bien un taux de surtravail de (1 – 0,07893) / 0,07893 = 11,67.

La composition organique du capital est la somme des compositions organiques par secteurs pondérée par la part de la masse salariale dans chacun d'eux.

$$q = \frac{4,18594}{0,05135}\frac{0,05135}{0,1027} + \frac{2,37188}{0,05135}\frac{0,05135}{0,1027} = 63,85$$

On retrouve le taux de profit

$$r = \frac{m}{1+q} = \frac{11,67}{1+63,85} = 0,18$$

ou bien profits/capital avancé

$$r = \frac{1,19889}{6,55782} = 0,18$$

Annexe au chapitre 5

L'élasticité de substitution entre les facteurs de production

1) Dans une fonction de production Cobb-Douglas avec deux facteurs de production (par exemple, capital K et travail L) à rendements d'échelle constants $Y = K^a L^b$ où a et b sont les élasticités partielles de la production par rapport à chaque facteur et les parts de chacun dans la production, avec $a + b = 1$, l'élasticité de substitution entre les facteurs est le rapport de la variation relative de l'intensité capitalistique K/L et de la variation relative du prix du travail à celui du capital :

$$\sigma = \frac{\dfrac{d\dfrac{K}{L}}{\dfrac{K}{L}}}{\dfrac{d\dfrac{p_L}{p_K}}{\dfrac{p_L}{p_K}}}.$$

Dans le cas d'une telle fonction Cobb-Douglas, l'élasticité de substitution entre les facteurs est égale à 1 et l'introduction d'une troisième facteur ne modifie pas les propriétés de la fonction. Une élasticité de substitution égale à 1 signifie que la combinaison productive varie dans la même proportion que le prix relatif des facteurs : par exemple, si le prix du travail augmente de 10 % par rapport au prix du capital, l'intensité capitalistique, c'est-à-dire la substitution du capital au travail, va augmenter de 10 %.

2) Dans une fonction dite *Constant elasticity of substitution* (CES) à rendements d'échelle constants qui généralise la fonction Cobb-Douglas, l'élasticité de substitution entre les facteurs peut être différente de 1.

La fonction CES s'écrit :

$$Y = \left[aK^{\left(\frac{\sigma-1}{\sigma}\right)} + bL^{\left(\frac{\sigma-1}{\sigma}\right)} \right]^{\frac{\sigma}{\sigma-1}}$$

Avec σ l'élasticité de substitution de K à L,
si $\sigma = 1$, on retrouve la fonction Cobb-Douglas,
si σ tend vers zéro, la complémentarité des facteurs augmente,
si σ tend vers l'infini, la substituabilité devient totale.

Annexes au chapitre 7

1. Exploitation de la force de travail et taxe écologique

Si :
K = capital
S = plus-value
V = capital variable
C = capital constant
t = taux de la taxe appliqué au profit
e = taux d'exploitation de la force de travail ou taux de plus-value S / V, avec De = variation du taux d'exploitation

La taxe est supportable par le capitalisme si la variation du taux d'exploitation nette de taxe est supérieure ou égale à la taxe :

$S_2 (1 - t) / K \geq S_1 / K$

en simplifiant par K et en divisant par V :

De $(1 - t) \geq t$

ou bien : D$e \geq t / (1 - t)$.

Si la taxe n'est pas appliquée à l'assiette des profits mais à l'utilisation du carbone ou de toute autre source d'énergie, une modification des prix relatifs va intervenir dans ce cas aussi, dans le sens d'une hausse pour les secteurs énergétivores et d'une baisse pour les secteurs peu utilisateurs. Globalement, pour une taxe comprise entre 0 et 1, l'introduction de celle-ci amène le capitalisme à exiger un relèvement du taux de profit pour la compenser, ce qui, une fois encore, ne peut être réalisée qu'en accroissant le taux de plus-value, c'est-à-dire en déformant le partage de la valeur ajoutée à l'avantage des détenteurs de capitaux.

Indiçons par 1 et 2 deux secteurs à compositions organiques du capital k différentes, le second ayant sa composition a fois plus grande que le premier,

appelons r et r' les taux de profit réalisés sans taxe et avec taxe,

et supposons que les dépenses énergétiques ou de ressources rares soient une fonction croissante des dépenses en capital constant, donc en liaison directe avec la composition organique du capital, et que l'on applique t à l'assiette des dépenses en capital constant :

sans taxe :

1 : $(C_1+V_1)(1+r) = (kV_1+V_1)(1+r) = V_1(1+k)(1+r)$

2 : $(C_2+V_2)(1+r) = (akV_2+V_2)(1+r) = V_2(1+ak)(1+r)$

le profit global est : $r[V_1(1+k)+ V_2(1+ak)]$

avec taxe :

1 : $(t\, C_1+V_1)(1+r') = (tkV_1+V_1)(1+r') = V_1(1+tk)(1+r')$

2 : $(t\, C_2+V_2)(1+r') = (takV_2+V_2)(1+r') = V_2(1+tak)(1+r')$

le profit global est : $r' [V_1(1+t\, k)+ V_2(1+tak)]$

La variation du profit avec taxe par rapport au profit sans taxe serait négative puisque t est inférieure à 1, toutes choses égales par ailleurs.

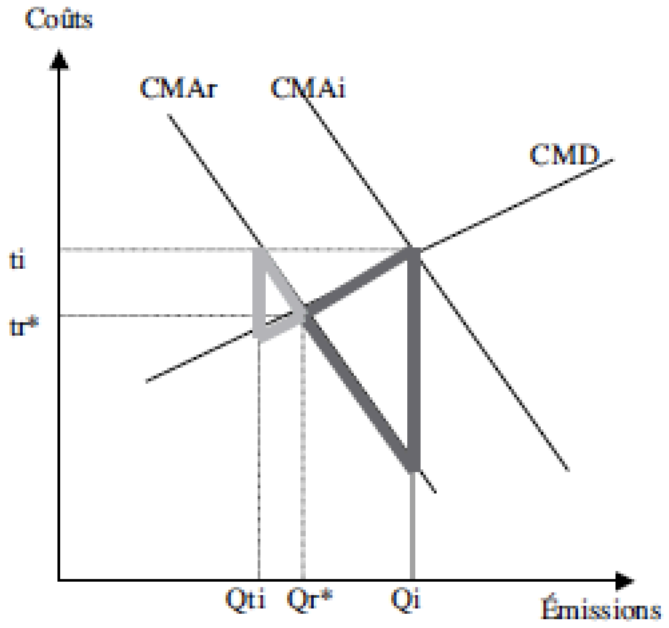
2. Le choix entre les instruments économiques de gestion de la nature

Selon la théorie orthodoxe, le choix technique entre agir sur le marché par les prix (taxe) ou par les quantités (normes ou permis de polluer) dépend de la comparaison des pentes respectives du dommage marginal et du coût marginal de dépollution.[1]

Plus les émissions polluantes croissent rapidement – graphiquement, la pente de la courbe de dommage marginal (CMD) sera d'autant plus élevée –, plus il faut en limiter le niveau pour ne pas dépasser les seuils d'absorption de la nature. Si cette pente est toutefois moins élevée que celle de la courbe de coût marginal d'abattement (de réduction des émissions), alors le choix de la régulation par les prix est préférable (graphique 1). Dans le cas inverse (graphique 1bis), la régulation par les quantités est préférable. Le raisonnement est le suivant.

La fonction de coût de réduction de la pollution est inconnue (CMAr). L'administration est supposée faire l'hypothèse d'un coût surévalué sous pression des pollueurs (CMAi). Elle peut fixer une quantité d'émissions à ne pas dépasser (*Q*i) ou bien une écotaxe (*t*i). Dans le premier cas, elle commet une erreur dont la valeur espérée du coût est mesurée par le triangle rouge. Dans le second cas, l'erreur est mesurée par le triangle bleu.

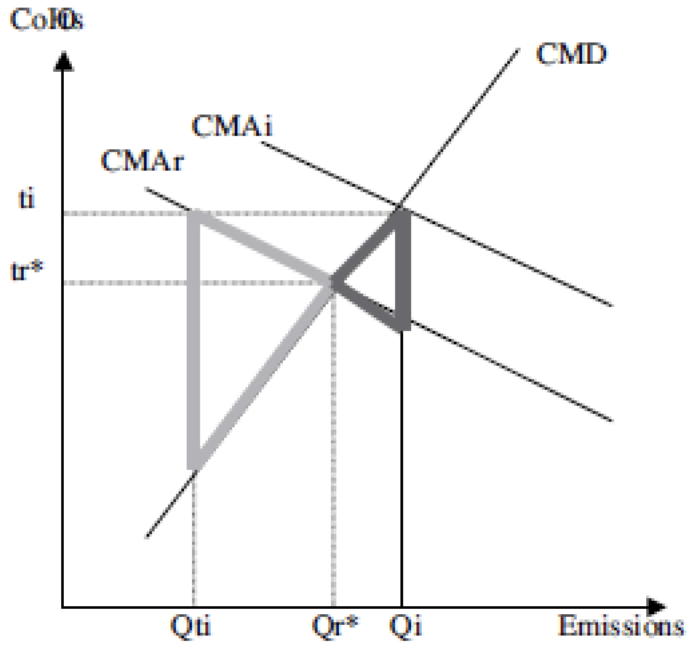
Graphique 1
Effet de l'incertitude touchant au coût marginal de réduction de la pollution[2]
(cas où la taxe est préférable : pente des coûts > pente des dommages, c'est-à-dire les coûts marginaux d'abattement augmentent plus vite que les coûts marginaux des dommages)



[1] Weitzmann M.L., « Prices *versus* quantities », *Review of Economic Studies*, vol. 41, n° 4, 1974, p. 477-491, http://www.uio.no/english/research/interfaculty-research-areas/milen/news-and-events/events/courses/Weitzman.pdf.

[2] Source du graphique : Godard O., Henry C., « Les instruments des politiques internationales de l'environnement : la prévention du risque climatique et les mécanismes de permis négociables », *in* Conseil d'analyse économique, *Fiscalité de l'environnement*, Paris, La Documentation française, Rapport n° 8, 1998, p. 83-174, ici p. 118.

Graphique 1bis
Effet de l'incertitude touchant au coût marginal de réduction de la pollution[3]
(cas où l'échange de permis est préférable : pente des dommages > pente des coûts, c'est-à-dire les coûts marginaux des dommages augmentent plus vite que les coûts marginaux d'abattement)



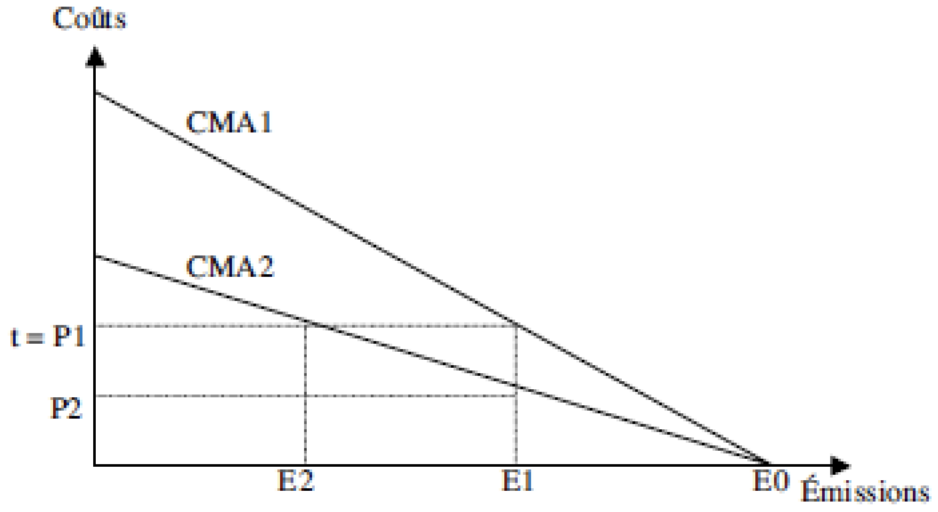
Le réchauffement climatique étant dû à la concentration des GES, notamment à celle du gaz carbonique, c'est-à-dire au stock accumulé dans l'atmosphère qui varie peu à court terme, les coûts marginaux d'abattement augmentent plus vite que les coûts marginaux des dommages : la pente des premiers sera donc plus forte que celle des seconds, qui évoluent en proportion inverse du bénéfice marginal attendu de la réduction des émissions. C'est l'argument principal en faveur d'une taxe sur les émissions de carbone par rapport aux permis négociables. Bien que porté par un raisonnement économique très orthodoxe il n'a pas prévalu lors des négociations de Kyoto. Il faut dire que l'expérience assez réussie des États-Unis pour diminuer les émissions de dioxyde de souffre grâce à un marché de permis d'émission négociables (très encadré au demeurant), qu'ils ont utilisée comme argument en faveur d'une solution identique pour le dioxyde de carbone, portait sur un polluant dont la durée de vie est seulement de quelques jours car le dioxyde de soufre se transforme en sulfate particulaire.

Un autre argument économique est invoqué en faveur de la taxe par rapport au permis d'émission. Elle favorise davantage l'innovation pour être moins polluant, tant au niveau micro-économique qu'au niveau global.

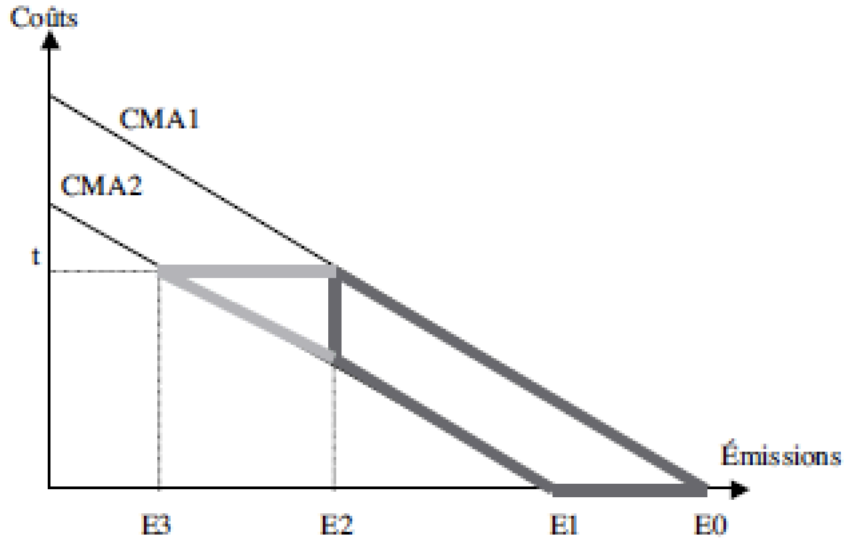
Au niveau micro-économique, si l'on souhaite réduire le niveau d'émissions du point E_0 au point E_1 (graphique 2), il est nécessaire de fixer une taxe (t) ou un prix des quotas (P_1) correspondant à l'ordonnée du point d'intersection avec la courbe de coût marginal d'abattement (CMA_1). Si une innovation technique permet de réduire les coûts (CMA_2), le prix des quotas baisserait (P_2) mais le niveau des émissions resterait le même (E_1), tandis qu'avec la solution de la taxe, son niveau reste le même mais les émissions baissent (E_2) car les entreprises voient que le coût marginal d'abattement est inférieur à la taxe.

[3] *Ibid.*

Graphique 2
Incidences d'une taxe ou d'un crédit de quotas sur l'innovation[4]



Graphique 3
Généralisation des innovations techniques[5]



Au niveau global, la généralisation des innovations est davantage facilitée avec la taxe qu'avec les permis négociables. Avec un marché de permis d'émission négociables, les entreprises innovantes réalisent une économie représentée par la surface entourée de bleu (graphique 3) tout en réduisant les émissions de E_0 à E_2 et, si une taxe est imposée, elles économisent en plus la surface entourée de vert et réduisent les émissions jusqu'en E_3.

[4] Kahn J.R., Franceschi D., « Beyond Kyoto : A Tax-based System for the Global Reduction of Greenhouse Gas Emissions », *Ecological Economics*, n° 58, 2006, p. 778-787, ici p. 781, http://home.wlu.edu/~kahnj/ECON%20381/Kahn-Beyond%20Kyoto.pdf.
[5] *Ibid.*

On pourrait conclure que le match taxe-permis d'émissions se termine à l'avantage de la première[6], mais ce n'est si simple car, derrière ce choix en apparence technique, se cachent des enjeux politiques.

[6] Une autre étude faisant le point sur cette question abonde dans ce sens : Meunié A., Quenault B., « Le financement international du développement durable, La mobilisation contre les changements climatiques », *Revue Tiers Monde*, n° 192, octobre-décembre 2007, p. 853-869.

Annexes au chapitre 9

1. Le bouclage macroéconomique d'un système marchand et non marchand

La plus-value ne peut être « réalisée », c'est-à-dire transformée en profit monétaire sur la base des seules ressources monétaires résultant de l'avance faite par les capitalistes. En effet, cette avance reflue vers les entreprises sous forme soit de consommation de capital, soit de consommation finale, soit d'achats de titres ; mais, pour qu'une quantité de monnaie vienne se porter acquéreur des biens d'investissement net et des biens d'investissement public, il faut que cette monnaie soit injectée de manière volontariste. L'injection de monnaie privée suffit-elle ? Cela pourrait suffire si le système bancaire n'était composé que d'une seule banque. Mais la compensation entre banques ordinaires exigeant une monnaie publique, l'injection du flux nécessite elle-même l'injection d'un flux de monnaie de banque centrale qui ne peut être émise qu'en contrepartie d'une avance à l'État, d'une avance à l'étranger ou d'un refinancement des banques ordinaires. La création monétaire s'effectue-t-elle *ex post*, après avoir constaté l'impossibilité de boucler le circuit sans elle, l'impossibilité de réaliser l'accumulation du capital ? Non, d'un point de vue logique, elle s'effectue *ex ante*, parce que, sans elle, le processus de production capitaliste dans son ensemble ne serait pas inauguré. Dans la pratique, les entreprises capitalistes anticipent un volume de production qu'elles pensent pouvoir vendre, par là-même, elles anticipent leur profit, et elles expriment auprès du système bancaire la demande de crédit indispensable au lancement de la production en vue de réaliser du profit. Mais les banques ordinaires ne pourraient anticiper le résultat du processus de production, c'est-à-dire ne pourraient pré-valider le travail social effectué au cours de ce processus si elles n'étaient pas certaines que la banque centrale valide leur pré-validation. L'accumulation nette du capital, qui n'est autre chose que la réalisation du profit monétaire non distribué, nécessite donc absolument la présence d'une banque centrale qui ait le pouvoir d'émettre de la monnaie en plus de celle qui est endogène au système économique privé[1]. Ainsi, avant même que Keynes ait pensé que l'intervention de l'État était nécessaire pour remédier à une situation de sous-emploi, Marx avait montré que l'existence d'un État était indispensable pour que les rapports sociaux capitalistes puissent s'étendre sur une échelle toujours plus grande, ce qui est la définition même de l'accumulation du capital.

Utilisons les schémas de la reproduction de Marx et intégrons-y l'État producteur de services non marchands.

1 : section des biens de production ;

2 : section des biens de consommation marchands ;

3 : section des services non marchands.

En appelant C le capital constant, V le capital variable, M la plus-value,

α la part de la plus-value accumulée par les capitalistes, β la part de la plus-value consommée par les capitalistes, γ la part de la plus-value prélevée par l'État, χ la part de la plus-value épargnée par les capitalistes : $\alpha + \beta + \gamma + \chi = 1$,

λ la part des prélèvements utilisée par l'État à acheter des équipements, et η la part des prélèvements utilisée par l'État à verser des salaires : $\gamma = \lambda + \eta$; on nomme respectivement C_3 et I_3 le renouvellement des équipement publics et l'investissement net public,

[1] Voir Harribey J.-M., « Contre le retour de l'épargne préalable, une conception sociale de la monnaie », Séminaire des Économistes atterrés, Paris, 24 mars 2012, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/monnaie-epargne.pdf..

δ la part de salaires consommée, σ la part de salaires épargnée, μ la part des salaires prélevée en impôts : $\delta + \sigma + \mu = 1$,

O l'offre d'une section, D la demande s'adressant à une section.

En début de période, les entreprises reçoivent des commandes correspondant aux avances en capital constant de renouvellement et aux avances en salaires, mais ne peuvent pas récupérer plus que les sommes versées.

	Avances en capital	Commandes s'adressant à	Manques pour boucler le circuit
Section 1	$C_1 + V_1$	$C_1 + C_2 + C_3 + I_3$	$\alpha(M_1 + M_2)$
Section 2	$C_2 + V_2$	$\delta(V_1 + V_2 + V_3)$	$\beta(M_1 + M_2)$
	Avances publiques	Paiement socialisé	
État	$C_3 + V_3 + I_3$	$\mu\,(V_1 + V_2 + V_3)$	$\gamma\,(M_1 + M_2)$

Si le cycle s'achevait ainsi, aucune des deux sections capitalistes ne pourrait acheter les biens qui permettraient à l'autre de « réaliser » la plus-value que l'emploi de la force de travail leur a permis de créer. Il n'y aura donc pas possibilité d'investir et d'enclencher l'accumulation.

L'anticipation de M_1 et de M_2 qui est à la base de la décision d'investir des entreprises nécessite donc l'injection de monnaie dans le circuit. Le système bancaire accepte de mettre à disposition un flux de monnaie supplémentaire en anticipant la capacité des entreprises capitalistes à faire produire de la plus-value. À la condition de connaître la vitesse de circulation de la monnaie qui mesure le nombre de fois qu'une même unité monétaire se transforme en capital-argent pendant le temps de rotation du capital, on peut estimer le flux nécessaire par le rapport du profit espéré et de la vitesse de circulation. Lorsque le cycle est accompli, les entreprises ont été en mesure d'acheter les biens d'équipements correspondant à l'accumulation nette.

À ce moment-là, le profit monétaire est possible, de même que la reproduction élargie, puisque chaque section a en sa possession :

Section 1	$C_1 + C_2 + C_3 + I_3 + \alpha(M_1 + M_2)$
Section 2	$\delta(V_1 + V_2 + V_3) + \beta(M_1 + M_2)$
État	$\mu\,(V_1 + V_2 + V_3) + \gamma\,(M_1 + M_2)$

Le circuit global s'établit ainsi :

$$O_1 = C_1 + V_1 + M_1 \quad (1)$$
$$O_2 = C_2 + V_2 + M_2 \quad (2)$$
$$O_3 = C_3 + V_3 + I_3 \quad (3)$$
$$D_1 = C_1 + C_2 + C_3 + \alpha(M_1 + M_2) + I_3 \quad (4)$$
$$D_2 = \delta(V_1 + V_2 + V_3) + \beta(M_1 + M_2) \quad (5)$$
$$D_3 = \mu\,(V_1 + V_2 + V_3) + \gamma\,(M_1 + M_2) \quad (6)$$

Le système bancaire avance aux sections 1, 2 et 3 : $F_1 + F_2 + F_3$ (7)

En retour un flux d'épargne provenant des salariés et des capitalistes est déposé dans les banques :

$$\sigma\,(V_1 + V_2 + V_3) + \chi\,(M_1 + M_2) = (1-\mu-\delta)\,(V_1 + V_2 + V_3) + (1 - \alpha - \beta - \gamma)\,(M_1 + M_2) \quad (8)$$

L'équilibre global s'établit selon le schéma « Le circuit capitaliste » suivant.

Pour chaque pôle du schéma l'équilibre emplois-ressources est respecté :

- Banques :
Emplois $(F_1 + F_2 + F_3)$ = Ressources $[(1 - \alpha - \beta - \gamma)M_1 + (1 - \alpha - \beta - \gamma)M_2 + (1-\mu-\delta)(V_1 + V_2 + V_3)]$

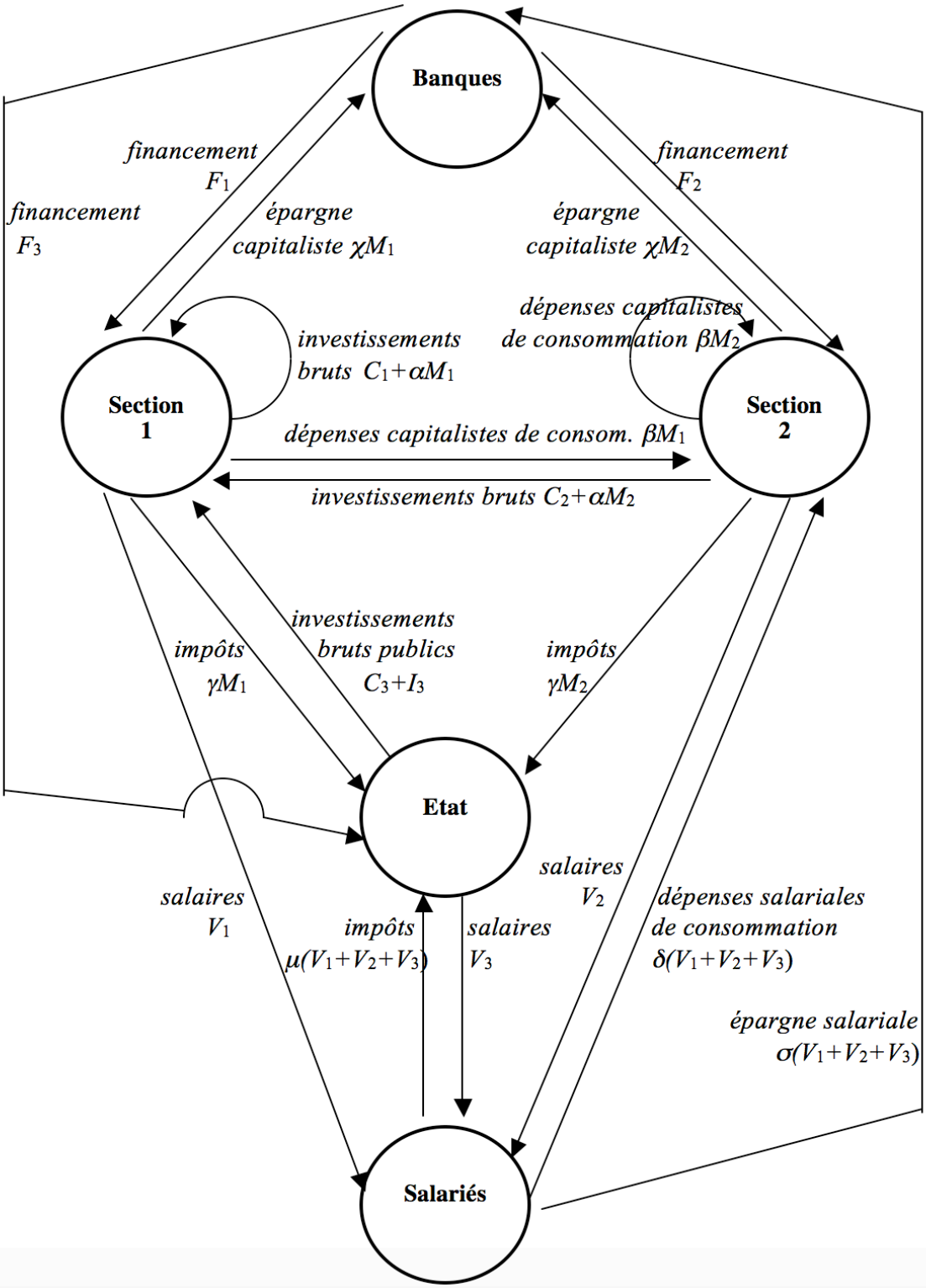
- Section 1 :
Emplois $[C_1 + \alpha M_1 + \beta M_1 + V_1 + \gamma M_1 + (1 - \alpha - \beta - \gamma)M_1]$ = Ressources $(F_1 + C_1 + \alpha M_1 + C_2 + \alpha M_2 + C_3 + I_3)$

- Section 2 :
Emplois $[C_2 + \alpha M_2 + \beta M_2 + V_2 + \gamma M_2 + (1 - \alpha - \beta - \gamma)M_2]$ = Ressources $[F_2 + \beta M_1 + \beta M_2 + \delta(V_1 + V_2 + V_3)]$

- État :
Emplois $(C_3 + V_3 + I_3)$ = Ressources $[F_3 + \gamma M_1 + \gamma M_2 + \mu(V_1 + V_2 + V_3)]$

- Salariés :
Emplois $[\mu (V_1 + V_2 + V_3) + \delta (V_1 + V_2 + V_3) + (1 - \mu - \delta)(V_1 + V_2 + V_3)$ = Ressources $(V_1 + V_2 + V_3)$

Schéma : le circuit capitaliste



En intégrant le financement monétaire dans les schémas de la reproduction élargie, on obtient les conditions d'équilibre :

$C_1 + V_1 + M_1 = C_1 + C_2 + C_3 + \alpha (M_1 + M_2) + I_3 + F_1$
c'est-à-dire $V_1 + (1 - \alpha) M_1 = C_2 + C_3 + \alpha M_2 + I_3 + F_1$ (9)

$C_2 + V_2 + M_2 = \delta (V_1 + V_2 + V_3) + \beta(M_1 + M_2) + F_2$
c'est-à-dire $C_2 + (1 - \beta) M_2 = V_1 + V_3 - (\mu + \sigma) (V_1 + V_2 + V_3) + \beta M_1 + F_2$ (10)

$C_3 + V_3 + I_3 = \mu (V_1 + V_2 + V_3) + \gamma (M_1 + M_2) + F_3$
c'est-à-dire $V_3 = \mu (V_1 + V_2 + V_3) + \gamma (M_1 + M_2) + F_3 - C_3 - I_3$ (11)

$F_1 + F_2 + F_3 = \chi (M_1 + M_2) + \sigma (V_1 + V_2 + V_3)$
c'est-à-dire $\sigma (V_1 + V_2 + V_3) = F_1 + F_2 + F_3 - \chi (M_1 + M_2)$ (12)

(11) dans (10) :
$C_2 + (1 - \beta) M_2 = V_1 + \mu (V_1 + V_2 + V_3) + \gamma (M_1 + M_2) + F_3 - C_3 - I_3 - (\mu + \sigma) (V_1 + V_2 + V_3) + \beta M_1 + F_2$
c'est-à-dire $C_2 + C_3 + (1 - \beta - \gamma) M_2 = V_1 + (\beta + \gamma) M_1 - \sigma (V_1 + V_2 + V_3) - I_3 + F_2 + F_3$ (13)

(12) dans (13) :
$C_2 + C_3 + (1 - \beta - \gamma) M_2 = V_1 + (\beta + \gamma) M_1 - F_1 - F_2 - F_3 + \chi (M_1 + M_2) - I_3 + F_2 + F_3$
c'est-à-dire $C_2 + C_3 + \alpha M_2 + I_3 + F_1 = V_1 + (1 - \alpha) M_1$ (14)

Les conditions (9) et (14) sont identiques. Le système est en équilibre et peut se reproduire parce que la création monétaire anticipe le profit capitaliste et la production publique non marchande. D'un point de vue logique, il n'est donc pas besoin que l'activité capitaliste finance préalablement les dépenses publiques. Celles-ci sont impulsées monétairement et l'équilibre des comptes publics se fait *a posteriori*.

2. L'échange de quantités de travail

Considérons un modèle simple[1] où centre et périphérie produisent chacun un seul bien et désignons par a le centre et par b la périphérie, p le prix de production, c le capital constant, w le salaire, l le travail vivant, r le taux moyen de profit. Le bien produit au centre est un bien de production utilisé au centre et à la périphérie.

$(p_a c_a + w_a l_a)(1+r) = p_a$ (1)
$(p_a c_b + w_b l_b)(1+r) = p_b$ (2)

On pose le prix du bien de la périphérie égal à 1 pour mettre en évidence le rapport entre les prix au centre et à la périphérie.
$(p_a c_a + w_a l_a)(1+r) = p_a$
$(p_a c_b + w_b l_b)(1+r) = 1$

Multiplions l'équation (1) par l_b et l'équation (2) par $l_a w_a / w_b$
$(p_a c_a + w_a l_a)(1+r) l_b = p_a l_b$
$(p_a c_b + w_b l_b)(1+r)\, l_a w_a / w_b = l_a w_a / w_b$

$p_a c_a l_b (1+r) + w_a l_a l_b (1+r) = p_a l_b$
$p_a c_b l_a (w_a / w_b)(1+r) + w_b l_b l_a (w_a / w_b)(1+r) = l_a w_a / w_b$

Soustrayons l'équation (1) de l'équation (2)
$p_a [(c_b l_a w_a / w_b - c_a l_b)(1+r) + l_b] = l_a w_a / w_b$

Si on fait l'hypothèse que les salaires au centre et à la périphérie sont des variables socialement déterminées en fonction des rapports de force nés des conditions de l'accumulation, on obtient le prix au centre suivant :

$$p_a = l_a \frac{w_a}{w_b} \frac{1}{(1+r)\left(c_b l_a \frac{w_a}{w_b} - c_a l_b\right) + l_b}$$

Sans qu'on puisse en conclure au lien de causalité donné par Emmanuel, le prix relatif du bien produit au centre est corrélé positivement au rapport du salaire au centre sur celui de la périphérie et donc de l'inégalité entre eux. La condition en est que la dérivée première de p_a par rapport à w_a / w_b soit positive, ce qui est le cas si $1/1+r > c_a$.[2] Derrière les prix internationaux se dissimulent donc des échanges de quantités de travail différentes.

[1] Ce modèle s'inspire de celui de Saigal J.C. dans Amin S., *L'échange inégal et la loi de la valeur*, *op.cit.*, que nous modifions sur un point : les salaires sont avancés par le capital.
[2] On remarquera qu'une condition moins générale pour que p_a croisse avec w_a / w_b est que $w_a / w_b > (c_a / l_a)/(c_b / l_b)$, c'est-à-dire que l'inégalité de salaires soit supérieure à l'inégalité des intensités capitalistiques. En supposant que les intensités capitalistiques déterminent les différences de productivités du travail, cela revient à conclure que le prix relatif du bien produit au centre est corrélé positivement à l'inégalité des salaires dès lors que celle-ci dépasse l'inégalité des productivités.

Bibliographie

Abraham-Frois Gilbert, *Dynamique économique*, Paris, Dalloz, 1991, 7e édition.

Accardo Alain, *De notre servitude volontaire, Lettre à mes camarades de gauche*, Marseille, Agone, 2001.

Accardo Alain, *Le petit-bourgeois gentilhomme, La moyennisation de la société*, Bruxelles, Éditions Labor, Éditions Espace de libertés, 2003.

Accardo Alain, *Le petit-bourgeois gentilhomme, Sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes*, Marseille, Agone, Contrefeux, 2009.

Adret, *Travailler deux heures par jour*, Paris, Seuil, 1977.

Aglietta Michel, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calman-Lévy, 1976, Nouvelle édition, Paris, Odile Jacob, 1997.

Aglietta Michel, « Marx a une analyse de l'argent extraordinaire », *Le Point,* Hors-série « Grandes biographies, Marx », n° 3, 2009.

Aglietta Michel, Orléan André, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982.

Aglietta Michel, Orléan André (dir.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998.

Aglietta Michel, Orléan André, *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob, 2002.

Aglietta Michel, Cartelier Jean, « Ordre monétaire des économies de marché », *in* Aglietta Michel, Orléan André (dir.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 129-158.

Aglietta Michel, Château Jean, Fayolle Jacky, Le Cacheux Jacques, Touze Vincent, Julliard Michel, « L'avenir de nos retraites face à la globalisation financière : une exploration du modèle INGENUE », *La Lettre du CPII*, n° 200, avril 2001, *in Problèmes économiques*, n° 2722, 18 juillet 2001, http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/3-hs.pdf.

Allais Maurice, « Fondements d'une théorie positive des choix comportant un risque et critique des postulats et axiomes de l'école américaine », *Économétrie*, Collection des Colloques internationaux du CNRS, vol. XL, Paris, 1953.

Altergouvernement, *18 ministres-citoyens pour une réelle alternative*, Paris, Le Muscadier, 2012.

Amin Samir, *Le développement inégal, Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de minuit, 1973.

Amin Samir, *L'échange inégal et la loi de la valeur, La fin d'un débat*, avec une contribution de Jagdish C. Saigal, Paris, Éditions Anthropos-IDEP, 1973.

Amin Samir, *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, Paris, Éditions de minuit, 1977.

Angel Martin, « Calcul économique et politique environnementale, Limites de l'évaluation économique et de l'analyse coût-avantage », Cerna, Centre d'économie industrielle, École nationale supérieure des Mines de Paris, décembre 1995, http://www.cerna.ensmp.fr/Documents/MA-CalculEnv.pdf.

Angel Martin, *La nature a-t-elle un prix ? Critique de l'évaluation monétaire des biens environnementaux*, Paris, Les Presses de l'École des Mines, 1998.

Ariès Paul, *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Golias, 2005.

Ariès Paul, *La décroissance, Un nouveau projet politique*, Villeurbanne, Golias, 2007.

Aristote, *Éthique de Nicomaque*, Paris, GF-Flammarion, 1992.

Aristote, *Les Politiques*, Paris, GF-Flammarion, 2e éd. 1993.

Arnsperger Christian, Van Parijs Philippe, *Éthique économique et sociale*, Paris, La Découverte, Repères, 2000.

Arrow Kenneth Joseph, *Choix collectifs et préférences individuelles*, 1951, Paris, Calmann-Lévy, 1974.

Artous Antoine, *Le fétichisme chez Marx, Le marxisme comme théorie critique*, Paris, Syllepse, 2006.

Assemblée des Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER), « Les indicateurs territorialisés du développement durable », juin 2012, http://www.cesdefrance.fr/upload/11878.pdf?PHPSESSID=6d18637e743b980879734e1968e61908.

Association des régions de France, « Développement durable : la révolution des nouveaux indicateurs », Rapport sur les indicateurs de contexte de développement durable du Groupe de travail sur les indicateurs de développement durable du Conseil régional du Nord-Pas de Calais, Direction du développement durable, de la prospective et de l'évaluation, janvier 2012, http://www.arf.asso.fr/wp-content/uploads/2012/04/rapportfinalARF.pdf.

ATTAC (Harribey Jean-Marie, dir.), *Le développement a-t-il un avenir ?, Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004, http://www.france.attac.org/archives/spip.php/IMG/pdf/spip.php?article9665.

ATTAC, *Pauvreté et inégalités, Ces créatures du néolibéralisme*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

ATTAC (Azam Geneviève, Bonneuil Christophe, Combes Maxime), *La nature n'a pas de prix, Les méprises de l'économie verte*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2012.

Audier Serge, *Le colloque Lippmann, Aux origines du "néo-libéralisme"*, Lormont, Le Bord de l'eau, Poch'BDL, 2012.

Ayres Robert U., « Two Paragims of Production and Growth », Fontainebleau, Center for the Management of Environmental Resources, INSEAD, 2000.

Ayres Robert U., « The Minimum Complexity of Endegenous Growth Model : The Role of Physical Resource Flows », *Energy-The International J.*, 2001, 26, p. 817-838.

Azaïs Christian, Corsani Antonella, Dieuaide Patrick (éd.), *Vers un capitalisme cognitif, Entre mutations du travail et territoires*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Azam Geneviève, *Le temps du monde fini, Vers un après-capitalisme*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2010.

Balibar Étienne, *La philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, Repères, 1993.

Barrère Alain, « Signification générale du circuit : une interprétation », Économies et sociétés, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, 1990, p. 9-34.

Bastiat Frédéric, *Harmonies économiques*, 1850, http://bastiat.org/fr/de_la_valeur.html.

Baudelaire Charles, *Le peintre de la vie moderne*, 1863, *in Œuvres complètes de Charles Baudelaire*, III, *L'art romantique*, Paris, Calmann-Lévy, 1885, http://fr.wikisource.org/wiki/Le_Peintre_de_la_vie_moderne/IV.

Baudelot Christian, Establet Roger, Malemort Jacques, *La petite bourgeoisie en France*, Paris, François Maspero, 1974.

Baudrillard Jean, *Le miroir de la production ou l'illusion critique du matérialisme historique*, Paris, Casterman, Mutations-Orientations, 1973.

Baudru Daniel, Morin François, « Gestion institutionnelle et crise financière, Une gestion spéculative du risque », *in* Conseil d'analyse économique, *Architecture financière internationale*, Rapport n° 18, 1999, p. 151-169.

Bayon Denis, Flipo Fabrice, Schneider François, *La décroissance, 10 questions pour comprendre et en débattre*, Paris, La Découverte, 2010.

Becker Gary, *Human Capital : A Theorical and Empirical Analysis with Special Reference to Education*, New York, Columbia University Press, 1964.

Beitone Alain, « Biens publics, biens collectifs, Pour tenter d'en finir avec une confusion de vocabulaire », 2010, *Revue du MAUSS permanente*, http://www.journaldumauss.net/spip.php?article690.

Bell Daniel, *The Coming of Post-Industrial Society*, New York, Basic Books, 1973, trad. *Vers la société post-industrielle*, Paris, Robert Laffont, 1976.

Benetti Carlo, *Valeur et répartition*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Paris, François Maspero, 1974.

Bénicourt Emmanuelle, Guerrien Bernard, *La théorie économique néoclassique, Microéconomie, macroéconomie et théorie des jeux*, Paris, La Découverte, Grands repères, 3e éd., 2008.

Bensaïd Daniel, *Un monde à changer, Mouvements et stratégies*, Paris, Éditions Textuel, 2003.

Bensaïd Daniel, *Les dépossédés, Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Paris, La Fabrique, 2007.

Bensaïd Daniel, « Politiques de Castoriadis (Castoriadis corrige Marx ?) », *Contretemps*, n° 21, février 2008, p. 131-142.

Bensaïd Daniel, « Préface » à Marx Karl, *Les crises du capitalisme*, Texte inédit, Édition établie et traduite par Jacques Hebenstreit, Paris, Éditions Demopolis, 2009.

Bentham Jeremy, *An Introduction to Principles of Morals and Legislation*, 1780-1781, Kitchener, Batoche Books, 2000, http://socserv2.socsci.mcmaster.ca/econ/ugcm/3ll3/bentham/morals.pdf.

Bentham Jeremy, *in* Ricardo David, *The Works and Correspondance of David Ricardo*, edited by Piero Sraffa with the collaboration of Maurice H. Dobb, vol. III, *Pamphlets and Papers 1809-1811*, Cambridge, 1962.

Benton Ted, « Marxisme et limites naturelles », *Actuel Marx*, n° 12, second semestre 1992, p. 59-95.

Benton Ted (ed.), *The greening of Marxism*, New York, Guilford Press, 1996.

Béraud Alain, Faccarello Gilbert, *Nouvelle histoire de la pensée économique*, *Des premiers mouvements socialistes aux néoclassiques*, Paris, La Découverte, 2000, tome 2.

Berger Annabelle, Peyron Jean-Luc, « Les multiples valeurs de la forêt française », IFEN, *Les données de l'environnement*, n° 105, août 2005, http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Le_Point_Sur/2005/de105.pdf.

Bernoulli Daniel, « Esquisse d'une théorie nouvelle de mesure du sort », 1730, *Cahiers du séminaire d'histoire des mathématiques*, tome 6, 1985, p. 61-77, http://archive.numdam.org/ARCHIVE/CSHM/CSHM_1985__6_/CSHM_1985__6__61_0/CSHM_1985__6__61_0.pdf.

Berr Éric, Harribey Jean-Marie (dir.), *Le développement en question(s)*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2006.

Besset Jean-Paul, *Comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire*, Paris, Fayard, 2005.

Bidard Christian, Hendaoui Afif, Poulon Frédéric. (dir.), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, 1998.

Bidet Jacques, *Théorie de la modernité*, suivi de *Marx et le marché*, Paris, PUF, 1990.

Bidet Jacques, *Théorie générale*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 1999.

Bidet Jacques, « L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu, Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey », 2002, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-bidet.pdf.

Bidet Jacques, « Objections adressées à Jean-Marie Harribey au sujet de sa théorie des services publics », Débat avec Jean-Marie Harribey, séminaire « Hétérodoxies » du MATISSE, 24 septembre 2003, http://perso.wanadoo.fr/jacques.bidet.

Bidet Jacques, *L'État-monde, Libéralisme, socialisme et communisme à l'échelle globale, Refondation du marxisme*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2011.

Bidet Jacques, Duménil Gérard, *Altermarxisme, Un autre marxisme pour un autre monde*, Paris, PUF, 2007.

Bidet Jacques, Kouvélakis Eustache (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2001.

Bihr Alain, *La logique méconnue du « Capital »*, Lausanne, Page deux, 2010.

Blanchet Didier, « La mesure de la soutenabilité, Les antécédents, les propositions et les principales suites du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi », *Revue de l'OFCE*, n° 1, 2012, p. 287-310, http://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2012-1.htm.

Blaug Mark, *La pensée économique, origine et développement*, Paris, Economica, 3e éd., 1981.

Böhm-Bawerk Eugen, « Zum Abschluss den Marxchen Systems », *in* Von Boenigk Otto, *Staatswissenschaftliche Arbeiten. Festgaben für Karl Knies*, hrsgb. von, Berlin, 1896, p. 87-205, http://www.marxists.org/deutsch/referenz/boehm/1896/xx/index.htm.

Boncœur Jean, Thouement Hervé, *Histoire des idées économiques*, Paris, Nathan, tome 1, *De Platon à Marx*, 1989, tome 2, *De Walras aux contemporains*, 1992.

Bony Bertrand, « Réponse à la critique de J.-M. Harribey sur *L'enjeu du salaire* », Réseau salariat, octobre 2012, http://www.reseau-salariat.info/ceffd3e0403d254130ccd11440412410.

Bortkiewicz Ladislaus, « Wertrechnung und Preisrechnung inn Marxschen System », *Archiv fur Sozialwissenscraft und Sozialpolitik,* XXIII, 1, juillet 1906, p. 1-50 ; XXV, 1, juillet 1907, p. 10-51 ; XXV, 2, septembre 1907, p. 445-488 .

Bortkiewicz Ladislaus, « Essai de rectification de la construction théorique fondamentale de Marx dans le troisième livre du *Capital* », 1907, *Cahiers de l'ISMEA*, Série S, 1, janvier 1959, p. 19-36.

Boukharine Nicolas, *L'économie politique du rentier, La théorie de la valeur et du profit de l'école autrichienne, Critique de l'économie marginaliste*, 1914, Paris, EDI, 1966.

Boulding Kenneth Ewart, *A Reconstruction of Economics*, New York, 1e éd. John Wiley & Sons, Inc, 1950, Science Editions, Inc., 1967.

Bourdieu Pierre, *La distinction, Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de minuit, 1979.

Bourdieu Pierre, *La noblesse d'État, Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Éditions de Minuit, 1989.

Boyer Robert, *Théorie de la régulation, 1. Les fondamentaux*, Paris, La Découverte, Repères, 2004.

Boyer Robert, Chavance Bernard, Godard Olivier (dir.), *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1991.

Brinke Linda, Faber Jasper, « Examen de l'analyse globale coûts-bénéfices de l'aéroport du Grand Ouest, Comparaison avec des améliorations sur Nantes Atlantique », Commited to the Environment Delft, octobre 2011, http://aeroportnddl.fr/file/Etude_pertinence_economique_NDL_CEDPA_oct11.pdf.

Brochier Hubert, « À propos de l'individualisme méthodologique : l'ouverture d'un débat », *Revue d'économie politique*, n° 104 (1), janvier-février 1994, p. 25-52.

Cabannes Michel, *La trajectoire néolibérale, Histoire d'un dérèglement sans fin*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2013.

Cahiers d'économie politique, Actes du colloque Sraffa, Amiens, 1er au 3 juin 1973, n° 3, 1976.

Caillé A., *Splendeurs et misères des sciences sociales, Esquisses d'une mythologie*, Genève, Librairie Droz, 1986.

Caillé Alain, « Marché et capitalisme, même combat », *Alternatives économiques*, « 500 ans de capitalisme », Hors-série, n° 33, 3° trimestre 1997, p. 40-42.

Caillé Alain, *L'idée même de richesse*, Paris, La Découverte, 2012.

Castells Manuel, *L'ère de l'information*, Paris, Fayard, vol. 1 : *La société en réseaux*, 1998, vol. 2 : *Le pouvoir de l'identité*, 1999, vol. 3 : *Fin de millénaire*, 1999.

Castoriadis Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

Castoriadis Cornelius, « Valeur, égalité, justice, politique, De Marx à Aristote et d'Aristote à nous », dans *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, 1978.

Castoriadis Cornelius, *Capitalisme moderne et révolution*, Paris, 10/18, 1979, tome 2.

Caumières Philippe, *Castoriadis, Le projet d'autonomie*, Paris, Michalon, 2007.

Caumières Philippe, Tomès Arnaud, *Cornelius Castoriadis, Réinventer la politique après Marx*, Paris, PUF, 2011.

Cayatte Jean-Louis, « Travail simple et travail complexe chez Marx », *Revue économique*, vol. 35, n° 2, mars 1984, p. 221-245.

Centre d'analyse stratégique (CAS), « Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes, Contribution à la décision publique », Rapport sous la présidence de Bernard Chevassus-au-Louis, avril 2009, http://www.economie.eaufrance.fr/IMG/pdf/rapport_bio_v2.pdf.

Centre d'analyse stratégique (CAS), *La valeur tutélaire du carbone, Exercices de modélisations et contributions*, Rapport de la commission présidée par Alain Quinet, n° 16, Paris, La Documentation française, 2009, tome 2, p. 355-373, http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000195/0000.pdf.

Centre d'analyse stratégique (CAS), « Au-delà du PIB, le bonheur ? », *La Note de veille*, n° 91, février 2008, http://www.strategie.gouv.fr/content/note-de-veille-n°-91-fevrier-2008-analyse-au-dela-du-pib-le-bonheur.

Cette Gilbert, Mairesse Jacques, Kocoglu Yusuf, « La diffusion des technologies de l'information et de la communication en France : mesure et contribution à la croissance », *in* Clerc Marie, Gaini Mathilde, Didier Blanchet, « Les préconisations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelques illustrations », INSEE, 2010, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ecofra10d.pdf.

Chesnais François, *Les dettes illégitimes, Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

Chesnais François, « La théorie du régime d'accumulation financiarisé : contenu, portée et interrogations », Forum de la régulation, Paris, 11-12 octobre 2011, http://www.ucm.es/info/ec/jec8/Datos/documentos/ponencias/Chenais%20F%20plenario.pdf.

Coase Ronald H., « The Problem of Social Cost », *The Journal of Law and Economics*, 1960, vol. 3, n° 1, p. 1-44, http://econweb.umd.edu/~givens/Econ456/coase1960.pdf.

Cobb Clifford, Goodman Gary Sue, Wackernagel Mathis, « Whye Bigger isn't Better : The Genuime Progress Indicator-1999 Update », Redefining Progress, November 1999, http://users.nber.org/~rosenbla/econ302/lecture/GPI-GDP/gpi1999.pdf.

Cobb Clifford, Halstead Ted, Rowe Jonathan, *The Genuime Progress Indicator : Summary of Data and Methodology*, San Francisco, Refining Progress, 1995.

Cobb Clifford, Halstead Ted, Rowe Jonathan, « If the GDP is up, Why is Amercia down ? », *The Atlantic*, october 1995, http://www.theatlantic.com/past/politics/ecbig/gdp.htm.

Cochet Yves, « Economie et thermodynamique », *Cosmopolitiques*, n° 9, juin 2005, p. 15-30.

Collectif Richesses, http://www.produitinterieurdoux.org.

Combemale Pascal, Quilès Jean-José, *L'économie par le circuit : Comprendre la macroéconomie*, Paris, Nathan, 1990.

Commission européenne, *Livre blanc sur les services d'intérêt général*, 2004, http://eur-lex.europa.eu/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=fr&type_doc=COMfinal&an_doc=2004&nu_doc=374.

Commission européenne, *Employment in Europe*, Report 2007.

Commission européenne, « Le PIB et au-delà, Mesurer le progrès dans un monde en mutation », *Communication au Conseil et au Parlement européen*, n° COM(2009) 433 final, 20 août 2009, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0433:FIN:FR:PDF.

Commission européenne, Lettre de Giudice Gabriele, référencée Ares(2012)1125135-26/09/2012, *in* http://documents.foodandwaterwatch.org/doc/FoodWaterEuropeWaterPrivatization17Oct2012.pdf.

Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Fleuve. 1987.

Condillac Étienne Bonnot de, *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*, 1776, http://fr.wikisource.org/wiki/Le_Commerce_et_le_gouvernement_consid%C3%A9r%C3%A9s_relativement_l%E2%80%99un_%C3%A0_l%E2%80%99autre/Premi%C3%A8re_Partie/Section_1.

Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique (CMPCC), « Les principales propositions de la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère », avril 2010, http://www.michelledemessine.fr/IMG/pdf/Propositions_CMPCC_FR.pdf.

Conseil d'analyse économique (CAE), *Fiscalité de l'environnement*, Rapport de Alain Lipietz, Dominique Bureau, Jean-Charles Hourcade, Olivier Godart et Claude Henry, n° 8, Paris, La Documentation française, 1998.

Conseil d'analyse économique (CAE), *Architecture financière internationale*, Rapport de Fred Bergsten, Olivier Davanne, Pierre Jacquet, Patrick Artus, Michèle Debonneuil, Michel Aglietta et Christian de Boissieu, n° 18, Paris, La Documentation française,1999.

Conseil d'analyse économique (CAE), *Nouvelle économie*, Rapport de Daniel Cohen et Michèle Debonneuil, n° 28, Paris, La Documentation française, 2000.

Conseil d'analyse économique (CAE), *Les crises financières*, Rapport de Robert Boyer, Mario Dehove et Dominique Plihon, n° 50, Paris, La Documentation française, 2004.

Conseil d'analyse économique (CAE), « Évaluer la performance économique, le bien-être et la soutenabilité », Rapport du Conseil d'analyse économique et du Conseil allemand des

experts en économie, Conseil des ministres franco-allemand, 10 décembre 2010, http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/095.pdf.

Conseil économique, social et environnemental (CESE), « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », Avis présenté par Philippe Le Clézio, 2009, http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics//094000249/0000.pdf.

Corcuff Philippe, *Marx XXIe siècle, Textes commentés*, Paris, Textuel, Petite encyclopédie critique, 2012.

Cordonnier Laurent, *L'économie des Toambapiks, Une fable qui n'a rien d'une fiction*, Paris, Raisons d'agir, 2010.

Cornut Pierre, Bauler Tom, Zaccaï Edwin (dir.), *Environnement et inégalités sociales*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007.

Corsani Antonella, « Le capitalisme cognitif : les impasses de l'économie politique », *in* Vercellone C. (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003, p. 55-75.

Cossart Jacques, « Les biens publics mondiaux, mythe révolutionnaire ? », *Le Sarkophage*, n° 31, 14 juillet-15 septembre 2012.

Costanza Robert (et al.), « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai 1997, p. 253-260.

Coutrot Thomas, *Jalons pour un monde possible, Redonner des racines à la démocratie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010.

Coutrot Thomas, Flacher David, Méda Dominique (coord.), *Les chemins de la transition*, Paris, Éditions Utopia, 2011.

Coutrot Thomas, Gadrey Jean, « La "croissance verte" en question », ETUI Policy Brief n° 3, 2012, http://www.etui.org/fr/Publications2/Policy-Briefs/European-Economic-Employment-and-Social-Policy/Green-growth-is-called-into-question.

Daly Herman E., « The Circular Flow of Exchange Value and the Linear Throughput of Matter-Energy : A Case of Misplaced Concreteness », *Revue of Social Economy*, vol. 43, n° 3, december 1985.

Daly Herman E., Farley Joshua, *Ecological Economics, Principles and applications*, Washington, Island Press, 2004.

Daniel Jean-Marc, *Histoire vivante de la pensée économique, Des crises et des hommes*, Paris, Pearson, 2010.

Dardot Pierre, Laval Christian, « Du public au commun », *Revue du MAUSS*, « La gratuité, Éloge de l'inestimable », n° 35, premier semestre 2010, p. 83-94.

Dardot Pierre, Laval Christian, *Marx, prénom : Karl*, Paris, Gallimard, 2012.

Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, Paris, La Découverte, Repères, 2012.

De Brunhoff Suzanne, *La monnaie chez Marx*, Paris, Éditions sociales, 1967.

De Brunhoff Suzanne, *L'offre de monnaie (critique d'un concept)*, Paris, François Maspero, 1971.

De Brunhoff Suzanne, *L'heure du marché, Critique du libéralisme*, Paris, PUF, 1986.

De Vroey Michel, « La théorie du salaire de Marx : une critique hétérodoxe », *Revue économique*, vol. 36, n°3, mai 1985, p. 451-480.

Debreu Gérard, « Excess Demand Functions », *Journal of Mathematical Economics*, vol. 1, mars 1974, p. 15-21.

Delacroix Roland, Sobel Richard (coord.), « Marx aujourd'hui », *Revue Espaces Marx*, n° 31, second semestre 2011-premier semestre 2012.

Delaunay Jean-Claude (dir.), *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Denis Henri, « Le problème de l'origine du profit », *La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 9, 1er semestre 1997, p. 227-235.

Denis Henri, *Profit, équilibre et emploi, Pour une appréhension dialectique de l'économie*, Paris, Economica, 1997.

Di Méo Cyril, *La face cachée de la décroissance, La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Dieuaide Patrick, « Quand le capitalisme dit adieu à la valeur-travail », *in* Delaunay Jean-Claude (dir.), *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 17-40.

Dieuaide Patrick, Husson Michel, Lojkine Jean, Vercellone Carlo, « Table-ronde sur le capitalisme cognitif », *Regards*, n° 89, avril. 2003.

Dieuaide Patrick, « Diffusion des NTIC, changement organisationnel et essor des marchés boursiers », *in* Vercellone Carlo (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003, p. 223-245.

Dockès Pierre (dir.), *Ordre et désordres dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002.

Dostaler Gilles, *Valeur et prix, Histoire d'un débat*, Paris, François Maspero, Presses universitaires de Grenoble, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1978.

Dostaler Gilles, « Marx et Sraffa », *L'actualité économique*, vol. 58, n° 1-2, 1982, p. 95-114, http://www.erudit.org/revue/ae/1982/v58/n1-2/601016ar.pdf.

Dostaler Gilles (dir. avec Lagueux Maurice), *Un échiquier centenaire, Théorie de la valeur et formation des prix*, Paris, La Découverte, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1985.

Douai Ali, « Richesse, valeur(s) et bien-être : Réflexions théoriques et méthodologiques sur l'analyse de la relation entre croissance économique et qualité de la vie », Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Bordeaux IV, 2009.

Duménil Gérard, *De la valeur aux prix de production*, Paris, Economica, 1980.

Duménil Gérard, « Une approche fonctionnelle du théorème marxien fondamental d'Okishio-Morishima », *Cahiers d'économie politique*, Vol. 7, 1982, p. 129-139.

Duménil Gérard, Foley Duncan, « The Marxian Transformation Problem », *in* Durlauf Steven N. and Blume Lawrence E. (Eds), *The New Palgrave : Dictionary of Economics*, Second Edition, 2008, http://jourdan.ens.fr/levy/dfo2008b.pdf.

Duménil Gérard, Foley Duncan, Lévy Dominique, « A Note on the Formal Treatment of Exploitation in a Model with Heterogenous Labor », *Metroeconomica*, vol. 60, 2009, p. 560-567, http://jourdan.ens.fr/levy/dui2009a.pdf.

Duménil Gérard, Lévy Dominique, *Crise et sortie de crise, Ordre et désordres néolibéraux*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2000.

Duménil Gérard, Lévy Dominique, « Vieilles théories et nouveau capitalisme : actualité d'une économie marxiste », dans *Cahiers d'épistémologie*, n° 2001-10, 2001, et dans Bidet Jacques, Kouvélakis Eustache (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2001, p.97-119, http://www.jourdan.ens.fr/levy/dle2001k.pdf

Duménil Gérard, Lévy Dominique, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003.

Duménil Gérard, Lévy Dominique, *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge Massachusetts, Harvard University Press, 2011.

Duménil Gérard, Lévy Dominique, « Dettes souveraines : Limites du traitement keynésien d'une crise structurelle », *Actuel Marx*, « Néolibéralisme : rebond/rechute », n° 51, premier semestre 2012, p. 27-43.

Dumont Louis, *Homo hierarchicus, Essai sur le système des castes », (Appendice A, Caste, racisme et « stratification »)*, Paris, Gallimard, 1967.

Dupuy Jean-Pierre, « Temps du projet et temps de l'histoire », *in* Boyer Robert, Chavance Bernard, Godard Olivier (dir.), *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1991, p. 97-134.

Dupuy Jean-Pierre, *Le sacrifice et l'envie, Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.

Dupuy Jean-Pierre, « Les béances d'une philosophie du raisonnable », *Revue de philosophie économique*, « Autour de Rawls », n° 7, juin 2003, p. 33-59.

Easterlin Richard, « Does Economic Growth Improve de Human Lot ? Some Empirical Evidence », *in* David P.A., Reder M.W. (eds), *Nations and Households in Economic Growth*, New York, Academic Press, 1974, p. 89-125.

Ekins Paul, « Safeguarding the Future of the Wealth of Nature, Sustainability, Substitutability, Measurement, Thresholds, and Aggregation Issues in Natural Capital Accounting for Human Well-being », in UNU-IHDP, UNEP, *Inclusive Wealth Report 2012, Measuring Progress Toward Sustainability*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, http://www.ihdp.unu.edu/article/read/inclusive-wealth-report-2012-has-been-launched, p. 231-265.

Emmanuel Arghiri, *L'échange inégal, Essai sur les antagonismes dans les rapports internationaux*, Préface et remarques théoriques de Charles Bettelheim, Paris, François Maspero, 1969, 1979.

Emmanuel Arghiri, *Le profit et les crises, Une approche nouvelle des contradictions du capitalisme*, Paris, François Maspero, 1974.

Emmanuel Arghiri, *La dynamique des inégalités*, Paris, Anthropos, 1985.

Engels Friedrich, *Anti-Dühring*, 1878, Paris, Éditions Sociales, 1973, http://www.contre-informations.fr/classiques/mega/anti.pdf.

Engels Friedrich, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, Paris, Éditions sociales, 1971.

Euclide, *Les Quinze Livres des Éléments géométriques*, traduction de D. Henrion, Paris, 1632, ftp://ftp.bnf.fr/006/N0068013_PDF_1_-1DM.pdf.

European Environment Agency, « An Experimental Framework for Ecosystem Capital Accounting in Europe », Technical Report, n° 13, 2011, http://www.eea.europa.eu/publications/an-experimental-framework-for-ecosystem.

Fabra Paul, *L'anticapitalisme, Essai de réhabilitation de l'économie politique*, Paris, Arthaud, 1974.

Faccarello Gilbert, « Karl Marx et la critique de l'économie politique », et « Les controverses autour du *Capital* (I), Les débats autour de la loi de la valeur », *in* Béraud Alain et Faccarello Gilbert, *Nouvelle histoire de la pensée économique*, *Des premiers mouvements socialistes aux néoclassiques*, Paris, La Découverte, 2000, tome 2, p. 62-170 et p. 171-201.

Fitoussi Jean-Paul, « Un enjeu démocratique », *Alternatives économiques*, n° 283, septembre 2009.

Fitoussi Jean-Paul, Laurent Éloi, *La nouvelle écologie politique, Économie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008.

Foley Duncan K., « The Value of Money, the Value of Labor Power and the Marxian Transformation Problem », *Review of Radical Political Economics*, vol. 14, 1982, p. 37-47.

Fondation Hulot pour la nature et pour l'homme, « Fonder les régulations sur de nouveaux principes », 2010, http://www.fondation-nicolas-hulot.org/actions/economie/nos-propositions/fonder-les-regulations-sur-de-nouveaux-principes.

Fonds monétaire international (FMI), *Perspectives de l'économie mondiale, Effets de contagion et cycles économiques mondiaux*, Rapport avril 2007, http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2007/01/fra/sumf.pdf.

Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR), « Le "rapport Stiglitz" : un diagnostic lucide, une méthode discutable, et des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux », 2009, http://www.idies.org/index.php?post/Le-rapport-Stiglitz-%3A-un-diagnostic-lucide-une-methode-discutable-et-des-propositions-qui-ne-sont-pas-a-la-hauteur-des-enjeux2.

Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR), *La richesse autrement*, Alternatives économiques, Hors-série poche, n° 48, mars 2011.

Foster John Bellamy, *Marx's Ecology, Materialism and Nature*, New York, Montly Review Press, 2000.

Foster John Bellamy, *Ecology Against Capitalism*, New York, Montly Review Press, 2002.

Foster John Bellamy, *Marx écologiste*, Paris, Amsterdam, 2011.

Freeman Alan, « The Logic of the Transformation Problem », *in* Mandel Ernest, Freeman Alan, *Ricardo, Marx, Sraffa, The Langston Memorial Volume*, London, Verso, 1984, p. 221-264.

Freeman Alan, « Price, Value and Profit – A Continuous, General, Treatment », *in* Freeman Alan, Carchedi Guglielmo, *Marx and Non-equilibrium Economics,* Cheltenham, Brookfield, Edward Elgar, 1996, p. 190-233

Freeman Alan, Carchedi Guglielmo, *Marx and Non-equilibrium Economics,* Cheltenham, Brookfield, Edward Elgar, 1996.

Friot Bernard, « Le salaire universel », *Ecorev, Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre-hiver 2001, p. 29-33.

Friot Bernard, « Le salariat : pour une approche en termes de régimes de ressources », Communication au séminaire du RESORE, GREE, Nancy, 23-27 septembre 2005, et aux Journées du GDR Économie et sociologie « Les approches du marché du travail », LEST, Aix-en-Provence, 29-30 septembre 2005, *in* Vatin François (dir., avec la collaboration de Bernard Sophie), *Le salariat, Théorie, histoire et formes*, Paris, La Dispute, 2007, p.147-186.

Friot Bernard, *L'enjeu des retraites*, Paris, La Dispute, 2010.

Friot Bernard, *L'enjeu du salaire*, Paris, La Dispute, 2012.

Friot Bernard, « Contre "l'austérité juste", continuer à réduire la part de valeur capitaliste dans nos PIB », *Le Sarkophage*, n° 32, 15 septembre-17 novembre 2012.

Fukuyama Francis, « La fin de l'histoire ? », *Commentaire*, n° 47, automne 1989.

Fukuyama Francis, « Nous sommes toujours à la fin de l'histoire », *Le Monde*, 18 octobre 2001.

Gadrey Jean, « Cessons de penser croissance et productivité », 5 mars 2009, http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/03/05/cessons-de-penser-croissance-et-productivite/#more-63 ;

Gadrey Jean, « Une autre relance est possible », 3 février 2009, http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/02/03/une-autre-relance-est-possible.

Gadrey Jean, « Pour une société du plein emploi sans croissance », *Le Monde*, 13 juin 2009 ;

Gadrey Jean, « L'expansion économique sans croissance », 30 juin 2009, http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/06/30/l'expansion-economique-sans-croissance/#more-80.

Gadrey Jean, « Une économie post-croissance riche en emplois », *Alternatives économiques*, n° 288, février. 2010.

Gadrey Jean, *Adieu à la croissance, Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, Les Petits matins, Alternatives économiques, 2010.

Gadrey Jean, Jany-Catrice Florence, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, Repères, 2005, 2e éd. 2007.

Garnier Jean-Pierre, « "Plus radical que moi, tu meurs !", À propos des critiques de la valeur », *Revue Espaces Marx*, « Marx aujourd'hui », n° 31, coordonné par Roland Delacroix et Richard Sobel, second semestre 2011-premier semestre 2012, p. 111-117.

Garo Isabelle, *Marx et l'invention historique*, Paris, Syllepse, 2012.

Gauchet Marcel, *Le désenchantement du monde, Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 1985.

Généreux Jacques, *Les vraies lois de l'économie*, Paris, Seuil, 2001, 2 volumes.

George Susan, *Cette fois, en finir avec la démocratie, Le Rapport Lugano II*, Paris, Seuil, 2012.

Georgescu-Roegen Nicholas, *La décroissance, Entropie-écologie-économie*, Paris, Éd. Sang de la terre, 2e éd. 1995.

Girard René*, La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972.

Giraud Pierre-Noël, « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité », *Le Monde*, 6 mai 2004.

Gleizes Jérôme, « La croissance verte est-elle possible ? », *in* Coutrot Thomas, Flacher David, Méda Dominique (coord.), *Les chemins de la transition*, Paris, Éditions Utopia, 2011, p. 69-83.

Glenn Vincent, *Indices*, film, 2011.

Global Footprint Network, http://www.footprintnetwork.org/fr.

Godard Olivier, Henry Claude, « Les instruments des politiques internationales de l'environnement : la prévention du risque climatique et les mécanismes de permis négociables », *in* Conseil d'analyse économique, *Fiscalité de l'environnement*, Paris, La Documentation française, Rapport n° 8, 1998, p. 83-174.

Godelier Maurice, *L'idéel et le matériel, Pensée, économies, sociétés*, Paris, Fayard, 1984.

Gordon Robert J., « Is U.S. Economic Growth Over? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds », National Bureau of Economic Research, Working Paper n° 18315, http://www.nber.org/papers/w18315.

Gorz André, *Misères du présent, Richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997.

Gorz André, *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003.

Gouverneur Jacques, *Manuel de théorie économique marxiste*, Bruxelles, De Boeck-Université, 1987.

Gouverneur Jacques, *Les fondements de l'économie capitaliste, Introduction à l'analyse économique marxiste du capitalisme contemporain*, Paris, L'Harmattan, Bruxelles, Contradictions, 1994.

Goux Jean-Joseph, *Frivolité de la valeur, Essai sur l'imaginaire du capitalisme*, Paris, Blusson, 2000.

Gudynas Eduardo, « Développement, droits de la nature et bien vivre : l'expérience équatorienne », *in* Weber Gabriela (ed.), *Debates sobre cooperacion y modelos de desarrollo, Perspectivas desde la sociedad civil en el Ecuador*, Centro de Investigaciones CIUDAD y Observatorio de la Cooperacion al Desarrollo, Quito, marzo 2011, traduit dans *Mouvements*, 2011/4, n° 68, p. 15-37, Introduction par Haeringer Nicolas, « Lire Gudynas », http://www.mouvements.info/Developpement-droits-de-la-Nature.html.

Guerrien Bernard, *La théorie néo-classique, Bilan et perspectives du modèle d'équilibre général*, Paris, Economica, 3e éd., 1989.

Haavelmo Trygve, « Multipliers Effects of a Balanced Budget », *Econometrica*, vol. 13, octobre 1945, p. 311-318.

Hai Hac Tran, *Relire « Le Capital « , Marx, critique de l'économie politique et objet de la critique de l'économie politique*, Lausanne, Page deux, Cahiers libres, 2003.

Hardin Garret, « The Tragedy of the Commons », *Science*, 1968, vol. 162, p. 1243-1248.

Hardt Michael, Negri Antonio, *Empire*, Paris, Exils Éd., 2000.

Harribey Jean-Marie, « Développement soutenable et réduction du temps de travail, Analyse critique appliquée au cas de la France », Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1996, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/index-ouvrages.html.

Harribey Jean-Marie, « Théorie de la justice, revenu et citoyenneté », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Vers un revenu minimum inconditionnel ? », n° 7, 1er semestre 1996, p. 188-198, extrait reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 2489, 9 octobre 1996, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/justice-revenu.pdf.

Harribey Jean-Marie, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997.

Harribey Jean-Marie, « Eléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique : Théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », Colloque « Marx aujourd'hui : fondements et critique de l'économie politique », Université Paris X, CAESAR-FORUM, URA CNRS 1700, Actuel Marx, ERS-CNRS 196, 27 et 28 novembre 1997, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/egalite.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Marx : des prix de production au circuit monétaire », dans Bidard Christian, Hendaoui Afif, Poulon Frédéric. (dir.), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, 1998, p. 157-176, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/marx-sraffa.pdf.

Harribey Jean-Marie, « La soutenabilité : une question de valeur(s) », Habilitation à diriger des recherches, Université Bordeaux IV, 1999, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/soutenabilite.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Retour sur la "source" du profit », *Documents pour l'enseignement économique et social*, n° 119, mars 2000, p. 39-54, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/profit.pdf.

Harribey Jean-Marie, « La financiarisation du capitalisme ou la valeur captée », *in* Delaunay J.-C., (sous la dir. de), *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 67-111, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/valeur-captee.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Le développement implique l'anticipation des services collectifs, Les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue africaine de sciences économiques et de gestion*, Vol. III, n° 1, janvier-juin 2001, p. 3-38, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/developpement-po=so.pdf ;

Harribey Jean-Marie, « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », *in* Bidet Jacques, Kouvélakis Eustache (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2001, p. 183-200, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/marxisme-ecologique.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Le travail productif dans les services non marchands », *La Pensée*, n° 330, avril-mai-juin 2002, p. 33-45, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/travail-productif.pdf ;

Harribey Jean-Marie, *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Le Passant ordinaire, 2002, 2e éd. 2004, épuisé, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/demence.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Peut-on penser un ordre international ? », *Revue internationale et stratégique*, IRIS, n° 54, été 2004, p. 61-63, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/quel-developpement.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Vers une société économe et solidaire, Développement ne rime pas forcément avec croissance », *Le Monde diplomatique*, juillet 2004, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/developpement-croissance.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Le savoir, c'est capital », *Politis*, n° 784, 15 janvier 2004, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/savoir-capital.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Le travail productif dans les services non marchands, un enjeu théorique et politique », *Économie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf.

Harribey Jean-Marie, « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS*, « Alter-démocratie, Chantiers de l'espérance », n° 26, second semestre 2005, p. 349-365, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/richesse-valeur.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Richesse et valeur : un couple qui ne fait pas bon ménage », *L'Homme et la société, Revue internationale de recherche et de synthèse en sciences sociales*, n° 156-157, avril-septembre 2005, p. 27-43, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/couple-richesse-valeur.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, février 2007, p. 142-149, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-besset.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Les théories de la décroisssance, Enjeux et limites », *Cahiers français*, « Développement et environnement », n° 337, mars- avril 2007, p. 20-26, http://harribey.u- bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/decroissance.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Questions à Jacques Bidet et Gérard Duménil, *Altermarxisme, Un autre marxisme pour un autre monde* », Congrès Marx international V, 3 au 6 octobre 2007, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/alter-bidet-dumenil.pdf.

Harribey Jean-Marie, « La décroissance : nouvelle utopie ou impasse ? », *Encyclopaedia Universalis, Forum*, 2008, p. 944-950, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/decroissance- eu.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Que faire croître et décroître ? », *Contretemps*, n° 21, février 2008, p. 85-95, http://harribey.u- bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/croitre-decroitre.pdf.

Harribey Jean-Marie, « La richesse du loisir n'est pas de la valeur », 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/loisir.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Le marché partout », *Alternatives économiques*, Hors-série, « L'économie de marché », n° 77, 3e trimestre 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/marche-partout.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Du côté de la décroissance : questions encore non résolues », *Cahiers marxistes*, n° 238, octobre-novembre 2008, p. 175-195, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-cheynet-latouche.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Économie politique de la démarchandisation », *Actuel Marx*, « Altermondialisme, anticapitalisme », n° 44, 2e semestre 2008, p. 76-91, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/eco-po-demarchandisation.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Les vertus oubliées de l'activité non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre, 2008, http://harribey.ubordeaux4.fr/travaux/valeur/non-marchand-diplo.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt, Quelques propositions pour contribuer au débat sur la richesse », 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/lune.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens », in Sainsaulieu Ivan (dir.), *Par-delà l'économisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 2008, p. 101-116, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/economisme.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Correspondance inédite entre Keynes et Marx », *Libération,* 19 novembre 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/correspondance-marx-keynes.pdf.

Harribey Jean-Marie, « La croissance élitiste », *Le Sarkophage*, n° 9, novembre 2008, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-croissance-elitiste.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Je puise, donc j'épuise », *Le Sarkophage*, n° 14, septembre 2009, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/puise-epuise.pdf.

Harribey Jean-Marie, *Raconte-moi la crise*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2009.

Harribey Jean-Marie, « La lutte des classes hors-sol ? À propos du prétendu économisme de Marx », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1er trimestre 2009, p. 123-133, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/castoriadis-debat.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Expectation, Financing and Payment of Nonmarket Production : Towards a New Political Economy », *International Journal of Political Economy*, vol. 38, n° 1, Spring 2009, p. 58-80, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/ijpe-nonmarket.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Ambivalence et dialectique du travail, Remarques sur le livre de Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale* », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 4, 4e trimestre 2009, p. 137-149, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/travail-postone.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Éléments pour une économie politique de la soutenabilité fondée sur le recul de la marchandise », *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre 2010, p.31-46, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/demarchandisation-rfse.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Les retraités créent-ils la valeur monétaire qu'ils perçoivent ? Remarques sur le livre de Bernard Friot, *L'enjeu des retraites* », *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre 2010, p. 149-156, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/retraites/debat-friot.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Pour éviter que la social-écologie se noie dans le calcul *ou* Les valeurs commandent nos choix, mais on ne mesure pas ces valeurs », mai 2011, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/social-ecologie-calcul.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Marx et Spinoza, le mariage de l'année ?, Note de lecture du livre de Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza* », *Revue de la régulation*, n° 9, 1er semestre 2011, http://regulation.revues.org/index9110.html.

Harribey Jean-Marie, « La valeur ni en surplomb, ni hors-sol, À propos du livre d'André Orléan, *L'empire de la valeur, Refonder l'économie* », *Revue de la régulation, Capitalisme, institutions, pouvoirs*, n° 10, second semestre 2011, http://regulation.revues.org/9483?&id=9483.

Harribey Jean-Marie, « Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité », Note pour les Économistes atterrés, 2011, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-jackson.pdf.

Harribey Jean-Marie, « La nature hors de prix », *Ecorev*, n° 38, décembre 2011, p. 36-43, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/nature-hors-prix.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Marx, un spectre qui hante le capitalisme : la crise de la marchandisation du monde », *in* Harribey Jean-Marie, Montalban Matthieu (dir.), *Pouvoir et crise du capital : Marx, penseur du XXIe siècle*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2012, p. 105-123.

Harribey Jean-Marie, « Pour comprendre la crise : aux sources de la richesse et de la valeur », *Revue Espaces Marx*, « Marx aujourd'hui », n° 31, coordonné par Roland Delacroix et Richard Sobel, second semestre 2011-premier semestre 2012, p. 69-86.

Harribey Jean-Marie, « La nature sujet de droit : une fiction, un mythe fondateur pour changer la réalité ? », *Mouvements*, janvier 2012, http://mouvements.info/La-nature-sujet-de-droit-une.html.

Harribey Jean-Marie, « Travail, économie et finance : cinq ans pour bifurquer, Les sept chantiers de la transition », dans Altergouvernement, *18 ministres-citoyens pour une réelle alternative*, Paris, Le Muscadier, 2012, p. 87-102, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/alter-gouvernement-travail.pdf

Harribey Jean-Marie, « Contre le retour de l'épargne préalable, une conception sociale de la monnaie », Séminaire des Économistes atterrés, Paris, 24 mars 2012, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/monnaie-epargne.pdf.

Harribey Jean-Marie, « Du travail et du salaire en temps de crise, À propos du livre de Bernard Friot, *L'enjeu du salaire* », *Contretemps*, avril 2012, http://www.contretemps.eu/fr/lectures/travail-salaire-en-temps-crise-0.

Harribey Jean-Marie, « Un principe constitutionnel de juste répartition de la richesse », *Le Sarkophage*, « On change tout ! », Hors-série n° 4, avril-juin 2012, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/constitution-repartition.pdf

Harribey Jean-Marie, « Productivité totale des facteurs », http://harribey.u-bordeaux4.fr/cours/ptf.pdf.

Harribey Jean-Marie, http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey.

Harribey Jean-Marie, Löwy Michael (dir.), *Capital contre nature*, Paris, PUF, 2003.

Harribey Jean-Marie, Quirion Philippe, Rotillon Gilles, « Les enjeux d'une transformation écologique qui soit sociale », *in* Les Économistes atterrés, *Changer d'économie !, Nos propositions pour 2012*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2011, p. 63-88, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/transfo-ecolo-social.pdf.

Harsanyi John, « Cardinal Utility in Welfare Economics and in the Theory of Risk-Taking », *Journal of Political Economy*, vol. 61, 1953, p. 434-435, http://darp.lse.ac.uk/papersdb/Harsanyi_%28JPolE_53%29.pdf.

Harsanyi John, « Cardinal Welfare, Individualistic Ethics and the Interpersonal Comparison of Utility », *Journal of Political Economy*, vol. 63, 1955, p. 309-321.

Hartwick J.M., « Intergenerational Equity and the Investing of Rents from Exhaustible Resources », *American Economic Review*, vol. 67, n° 5, 1977, p. 972-974.

Hayek Friedrich (Von), *La route de la servitude*, 1944, Paris, PUF, 1985.

Hayek Friedrich (Von), *Droit, législation et liberté*, 3 volumes, 1973, 1976, 1979, Paris, PUF, 1980, 1981, 1983.

Helliwell John, Layard Richard, Sachs Jeffrey, *World Happiness Report*, The Earth Institute, Columbia University, 2012, http://earth.columbia.edu/articles/view/2960.

Henry Claude, « Option Value in the Economics of Irreplaceable Assets », Symposium on the Economics of Exaustible Resources, *Review of Economic Studies*, 1974, vol. 41, n° 3, p. 89-104.

Henry Michel, *Marx, I, Une philosophie de la réalité*, Paris, Gallimard, 1976.

Herland Michel, « À propos de la définition du travail productif, Une incursion chez les grands anciens », *Revue économique*, Vol. XXVIII, n° 1, janvier 1977, p. 109-133.

Herland Michel, *Keynes et la macroéconomie*, Paris, Economica, 1991.

Herrera Rémi, « L'État contre le service public ? La face cachée de la croissance endogène », *Actuel Marx*, « Violence de la marchandisation », n° 34, second semestre 2003, p. 147-160.

Hicks John, *Value and Capital : An Inquiry into Some Fundamental Principles of Economic Theory*, Oxford, Oxford University Press, 1939, trad. fr. Paris, Dunod, 1956.

Holzmann Robert, « L'approche de la Banque mondiale quant à la réforme des pensions », *Revue internationale de sécurité sociale*, janvier-mars 2000, vol. 53, n° 1, p. 23.

Hotelling Harold, « The Economics of Exaustible Resources », *Journal of Political Economy*, 1931, vol. 39, n° 2, p. 137-175.

Hueting Roefie, Bosch Peter R., « Sustainable National Income in the Netherlands : The Calculation of Environmental Losses in Money Terms », Symposium international, Paris, 16-18 mars 1994, « Modèles de développement soutenable, Des approches exclusives ou complémentaires de la soutenabilité ? », Université Panthéon-Sorbonne, C3E (Centre Économie-Espace-Environnement), AFCET, volume I, p. 43-56.

Husson Michel, « Une péréquation à l'échelle mondiale ? Formes contemporaines de la détermination du travail socialement nécessaire », dans Duménil Gérard, Lévy Dominique (dir.), *Le triangle infernal, Crise, mondialisation, financiarisation*, Paris, PUF, *Actuel Marx Confrontation*, 1999, p. 249-264.

Husson Michel, « Sommes-nous entrés dans le "capitalisme cognitif" ? », *Critique communiste*, n° 169-170, été-automne 2003, http://hussonet/free.fr/cogniti.pdf.

Husson Michel, « Forme et mesure de la valeur », Communication au colloque « Jean-Marie Vincent, un théoricien critique », Saint-Denis, 27 mai 2005, http://hussonet.free.fr/mhvincen.pdf.

Husson Michel, « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », *Imprecor*, n° 534-535, janvier-février 2008, http://hussonet.free.fr/parvainp.pdf.

Husson Michel, *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page Deux, 2008.

Husson Michel, « Un capitalisme vert est-il possible ? », International seminar, « In the face of climate change, energy revolution and social transformation », International Institute for Research and Education (IIRE), Amsterdam, Feb. 23-26 2008, dans *Contretemps,* Nouvelle série, n° 1, janvier 2009, http://hussonet.free.fr/capivert.pdf.

Husson Michel, « Les indicateurs pour les nuls », *Politis*, n° 1069, 24 septembre 2009, http://hussonet.free.fr/indicnul.pdf.

Husson Michel, « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *La Revue de l'IRES*, n° 64, 2010-1, p. 47-91, http://hussonet.free.fr/psalirsw.pdf.

Husson Michel, « Croissance sans CO_2 ? », Note hussonet n° 24, octobre 2010, http://hussonet.free.fr/crco2.pdf.

Husson Michel, *Le capitalisme en 10 leçons, Petit cours illustré d'économie hétérodoxe*, Dessins par Charb, Paris, La Découverte, Zone, 2012.

INSEE, « Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France », Rapport de Jean-Philippe Cotis, 2009, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/partage_VA/rapport_partage_VA.pdf.

Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) d'Île de France, Mission d'information dur la pauvreté et l'exclusion sociale en Île de France (MIPES, « Un indice de situation sociale régional (ISSR) pour la région Île de France », juin 2009, http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_588/Indice_de_situation_sociale_regional_ISSR_avec_signets.pdf.

IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature), « Des actifs naturels », Rapport annuel 2009, http://cmsdata.iucn.org/downloads/2009_annual_report_fr.pdf.

Jackson Tim, *Prospérité sans croissance, La transition vers une économie durable*, 2009, Bruxelles et Namur, De Boeck et Etopia, 2010.

Jany-Catrice Florence, *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012.

Jappe Anselm, *Les aventures de la marchandise, Pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoël, 2003.

Jappe Anselm, « Le "côté obscur" de la valeur et du don », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Que faire, que penser de Marx aujourd'hui ? », n° 34, Paris, La Découverte, second semestre 2009, p. 96-113.

Jappe Anselm, *Crédit à mort, La décomposition du capitalisme et ses critiques*, Fécamp, Nouvelles éditions Lignes, 2011.

Jappe Anselm, Kurtz Robert, *Les habits neufs de l'Empire, Remarques sur Negri, Hardt et Ruffin*, Fécamp, Éditions Lignes & Manifestes, Éditions Léo Scheer, 2003.

Jaurès Jean, Discours au Congrès socialiste international, Paris, 23-27 septembre 1900, dans *Congrès socialiste international : Paris, 23-27 septembre 1900,* Genève, Minkoff Reprint, 1980.

Johsua Isaac, *La grande crise du XXIe siècle, Une analyse marxiste*, Paris, La Découverte, 2009.

Jorland Gérard, *Les paradoxes du capital*, Paris, Odile Jacob, 1995.

Kahn James Randall, Franceschi Dina, « Beyond Kyoto : A Tax-based System for the Global Reduction of Greenhouse Gas Emissions », *Ecological Economics*, n° 58, 2006, p. 778-787, http://home.wlu.edu/~kahnj/ECON%20381/Kahn-Beyond%20Kyoto.pdf.

Kalecki Michael, *Théorie de la dynamique économique*, *Essai sur les variations cycliques et à long terme de l'économie capitaliste*, Paris, Gauthier-Villars, 1966.

Kalecki Michael, *Selected essays on the dynamics of capitalist economies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971.

Kaul Inge, Canceicao Pedro, Le Goulven Katell, Mendoz Ronald U., « How to Improve the Provision of Global Public Goods », 2002, http://www.g24.org/undp2tgm.pdf.

Keynes John Maynard, « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », 1930, *in* Keynes John Maynard, *Essais sur la monnaie et l'économie ? Les cris de Cassandre*, Paris, Payot, 1971, p. 127-141.

Keynes John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969.

Khalfa Pierre, « Peut-on critiquer Marx ? À propos d'un article de Daniel Bensaïd sur Castoriadis », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1er trimestre 2009, p. 113-122.

Kovel Joël, *The Enemy of Nature : The End of Capitalism or the End of the World ?*, London, Zed Books, 2007.

Krisis, *Manifeste contre le travail*, Paris, Lignes-Manifeste, 2002, Paris, Union générale d'éditions, 10/18, 2004.

Krutilla John V., « Conservation Reconsidered », *American Economic Review*, 1967, vol. 47, p. 777-786.

Kurth William, « Technology and Shifting Comparative Advantage », OCDE, *STI Review,* n° 10, april 1992, p. 7-47.

Kurz Robert, *Lire Marx, Les principaux textes de Marx pour le XXIe siècle*, Paris, La Balustrade, 2002.

Lancaster Kelvin, Lipsey Richard, « The General Theory of Second Best », *The Review of Economic Studies*, vol. 24, n° 1, 1956-1957, p. 11–32, http://www.uv.es/~mperezs/intpoleco/Lecturcomp/Distribucion%20Crecimiento/Second%20Best.pdf.

Lantz Pierre, *Valeur et richesse, Aux marges de l'économie politique, Une approche de l'idée de nature*, Paris, Anthropos, 1977.

Latouche Serge, *Épistémologie et économie, Essai sur une anthropologie sociale freudo-marxiste*, Paris, Éd. Anthropos 1973.

Latouche Serge, *Le projet marxiste, Analyse économique et matérialisme historique*, Paris, PUF, 1975.

Latouche Serge, « Contre l'ethnocentrisme du développement, Et la décroissance sauvera le Sud », *Le Monde diplomatique,* novembre 2004, http://www.monde-diplomatique.fr/2004/11/LATOUCHE/11652

Latouche Serge, *L'invention de l'économie*, Paris, Albin Michel, 2005.

Latouche Serge, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits, 2007.

Latouche Serge, *Vers une société d'abondance frugale*, *Contresens et controverses sur la décroissance*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

Latouche Serge, Harpagès Didier, *Le temps de la décroissance*, Paris, Éditions Thierry Magnier, 2010.

Latour Bruno, « Nouvelles règles de la méthode scientifique », *Revue Projet*, n° 268, décembre 2001, http://www.ceras-projet.org/index.php?id=1887.

Laure Van Bambeke Vincent, « La théorie de la valeur et des prix absolus en tant que synthèse du temporalisme et du simultanéisme », Congrès Marx International VI, 22 au 25 septembre 2010, http://laure.van.bambeke.free.fr/fichiers_page1/fichierspdf/2010.lvb.synthese.pdf.

Laurent Éloi, *Social-écologie*, Paris, Flammarion, 2011.

Lavoie Marc, « Monnaie et production : une synthèse de la théorie du circuit », Économies et Sociétés, vol. XXI, n° 9, Série M.P. n° 4, 1987, p. 65-101.

Le Crosnier Hervé, « Une bonne nouvelle pour la théorie des biens communs », 2010, http://vecam.org/article1122.html.

Leredde Daniel, « Les dialectiques normatives dans l'analyse du capitalisme de Marx », *Economies et Sociétés, Œconomia*, Série « Histoire de la pensée économique, P.E. n° 25, 1, 1997, p. 147-160.

Les Économistes atterrés, *Changer d'économie !, Nos propositions pour 2012*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2011.

Levhari David, Samuelson Paul Anthony, « The Nonswitching Theorem is False », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 80, n° 4, Nov. 1966, p. 518-519, http://gesd.free.fr/levhari66.pdf.

Levrel Harol, « Biodiversité et développement durable : quels indicateurs ? » Thèse de doctorat d'économie écologique, EHESS, 2006, http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/12/84/30/PDF/THESELevrel.pdf.

Lille François, *À l'aurore du siècle, où est l'espoir ? Biens communs et biens publics mondiaux*, Bruxelles, Tribord, 2006.

Lindenberger Dietmar, Kummel Reiner, « Energy-Dependent Production Functions and the Optimization Model "PRISE" of Price-Induced Sectoral Evolution », *International Journal of Applied Thermodynamics*, Vol 5 (n° 3), sept. 2002, p. 101-107, http://www.ehakem.com/index.php/IJoT/article/viewFile/92/82.

Lipietz Alain, « Retour au problème de la "transformation des valeurs en prix de production" », *Cahiers d'économie politique*, n° 7, 1982, p. 141-166, http://digamo.free.fr/lipietz79.pdf.

Lipietz Alain, *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.

Lipietz Alain, « Économie politique des écotaxes », *in* Conseil d'analyse économique, *Fiscalité de l'environnement*, Paris, La Documentation Française, Rapport n° 8, 1998, p. 9-39.

Lordon Frédéric (éd.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Paris, Presses de la Fondation des sciences politiques, 2008.

Lordon Frédéric, *Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza*, Paris, La Fabrique, 2010.

Löwy Michael (coord.), *Écologie et socialisme*, Paris, Syllepse, 2005.

Löwy Michael, *Écosocialisme, L'alternative radicale à la catastrophe écologique planétaire*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

Lucas Robert, « On the Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*, n° 22, 1988, p. 3-42.

Luxemburg Rosa, *L'accumulation du capital*, 1913, Paris, François Maspero, 1972.

Magnien François, Pougnard Jacques, « Les indices à utilité constante », *Economie et statistique*, n° 335, 2000, 5, p. 81-94.

Malthus Thomas Robert, *Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique*, 1820, Paris, Calmann-Lévy, 1969.

Mandel Ernest, « Initiation à la théorie économique marxiste », *Les Cahiers du Centre d'économie socialiste*, Paris, Études et documentation internationale, n° 39 à 41, 1er février-1er mars 1964.

Mandel Ernest, *Le troisième âge du capitalisme*, 1973, nouvelle édition, Paris, Les Éditions de la passion, 1997.

Mandel Ernest, Freeman Alan, *Ricardo, Marx, Sraffa, The Langston Memorial Volume*, London, Verso, 1984.

Mantel Rolf, « On the Characterisation of Aggregate Excess Demand », *Journal of Economic Theory*, vol. 7, mars 1974, p. 348-353.

Marshall Alfred, *Principes d'économie politique*, 1890, Paris, Éd. V. Giard et E. Brière, 1906, http://classiques.uqac.ca/classiques/marshall_alfred/principes_eco_pol_1/principes_eco_pol_1_1.pdf.

Martinez-Alier Juan, « Valeur économique et valeur écologique », *Écologie politique*, n° 1, 1992, p. 13-39.

Martinez-Alier Juan, « Conflits de distribution écologique, identité et pouvoir », *in* Cornut Pierre, Bauler Tom, Zaccaï Edwin (dir.), *Environnement et inégalités sociales*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 181-205, http://tbauler.pbworks.com/f/martinez-alier_final__.pdf.

Marx Karl, *Économie et philosophie, Manuscrits parisiens*, 1844, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II.

Marx Karl, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1844, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1982, tome III.

Marx Karl, *Misère de la philosophie, Réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon*, 1847, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I.

Marx Karl, *Les luttes de classes en France, 1848-1850*, 1850, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1994, tome IV.

Marx Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1994, tome IV.

Marx Karl, *Principes d'une critique de l'économie politique*, 1857-1858, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II.

Marx Karl, *Manuscrits de 1957-1958 (« Grundrisse »)*, Paris, Éditions sociales, 1980, 2 volumes.

Marx Karl, *Critique de l'économie politique*, 1859, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I.

Marx Karl, *Matériaux pour l'économie (Théories sur la plus-value)*, 1861-1865, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II.

Marx Karl, *Théories sur la plus-value, Livre IV du « Capital »*, 1861-1865, Paris, Éditions sociales, 1974, 1975, 1976, 3 volumes.

Marx Karl, *Statuts de l'Association internationale des travailleurs*, 1864, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I.

Marx Karl, *Le Capital*, Livre I, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I.

Marx Karl, *Critique du Programme du Parti ouvrier allemand,* 1875, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I.

Marx Karl, *Le Capital,* Livre II, 1885, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, 1968.

Marx Karl, *Le Capital*, Livre III, 1894, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, 1968.

Marx Karl, *Le Capital*, Livre III, Paris, Éditions Sociales, 1974, tome 3.

Marx Karl, *Les crises du capitalisme*, Texte inédit, Préface de Daniel Bensaïd, Édition établie et traduite par Jacques Hebenstreit, Paris, Éditions Demopolis, 2009.

Marx Karl et Engels Friedrich, *Manifeste du parti communiste*, 1848, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I.

Mauss Marcel, « Essai sur le don, Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », 1923-1924, dans *Sociologie et anthropologie*, 4° éd., Paris, PUF, Quadrige, 1991.

Meadows Donella, Meadows Dennis, Randers Jorgen, *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*, 2004, Paris, Éditions Rue de l'Échiquier, 2012.

Méda Dominique, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier, 1999.

Méda Dominique, « Travailler mieux et moins pour vivre mieux », entretien avec Frémeaux Philippe, *Alternatives économiques*, Hors-série n° 83, 4e trimestre 2009.

Meunié André, Quenault Béatrice, « Le financement international du développement durable, La mobilisation contre les changements climatiques », *Revue Tiers Monde*, n° 192, octobre-décembre 2007, p. 853-869.

Milanesi Julien, « La nature mise à prix », *L'Économie politique*, n° 38, avril 2008, p. 107-112.

Mill John Stuart, *Principes d'économie politique*, 1848, éd. fr., Paris, Dalloz, Textes choisis et Préface par François Trevoux, 1953.

Mill John Stuart, *Utilitarism*, 1861, Kitchener, Batoche Books, 2001, http://socserv.mcmaster.ca/econ/ugcm/3ll3/mill/utilitarianism.pdf, trad. fr. *L'utilitarisme*, Paris, Garnier-Flammarion, 1988.

Mincer Jacob, « Investment in Human Capital and Personal Income Distribution », *Journal of Political Economy*, vol. 66,1958, p. 281-302.

Miringoff Marc, Miringoff Marque-Luisa, *The Social Health of the Nation, How America is Really Doing ?*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

Montalban Matthieu, « De la place de la théorie de la valeur et de la monnaie dans la Théorie de la Régulation : critique et synthèse », *Revue de la régulation, Capitalisme, institutions, pouvoirs*, n° 12, 2ème semestre 2012.

Montesquieu Charles de Secondat de, *De l'esprit des lois*, 1758, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1951, tome 2.

Morishima Michio, « Refutation of Nonswichting Theorem », *The Quarterly Journal of Economics*, 1966, Vol. 80, p. 520-525, http://www.jstor.org/pss/1882913.

Morishima Michio, *Marx's Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973.

Mouhoud El Mouhoub, Plihon Dominique, *Le savoir et la finance, Liaisons dangereuses au cœur du capitalisme contemporain*, Paris, La Découverte, 2009.

Moulier Boutang Yann, « Richesse, propriété, liberté et revenu dans le "capitalisme cognitif" », *Multitudes*, n° 5, mai 2001, http://multitudes.samizdat.net/Richesse-propriete-liberte-et.

Moulier Boutang Yann, « L'inconditionnalité du revenu comme mutation décisive du salariat dans le troisième capitalisme émergent », *Ecorev', Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre 2001, p. 23-27

Moulier Boutang Yann, « Capitalisme cognitif et nouvelles formes de codification du rapport salarial », *in* Vercellone Carlo (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003, p. 305-320.

Moulier Boutang Yann, *L'abeille et l'économiste*, Paris, Carnets Nord, 2010.

Mounier Alain, « Capital humain et croissance, Développement des connaissances ou appauvrissement de la pensée ? », *in* Dockès Pierre (dir.), *Ordre et désordres dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, p. 359-387.

Nordhaus Wiliam D., « Economic Approaches to Greenhouse Warming », Conférence « Economic Policy Response to Global Warming », Rome, 4-6 octobre 1990, http://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=xWlR7ZrrCg4C&oi=fnd&pg=PA33&dq=Economic+approach+to+greenhouse+warming&ots=2BfwLnEBXh&sig=yzFMxatUbyBxIeAKYBLPp6KSY5Q#v=onepage&q=Economic%20approach%20to%20greenhouse%20warming&f=false.

Nordhaus William D., Tobin James, « Is Growth Obsolete ? », *The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth*, NBER, vol. 18, 1973, http://cowles.econ.yale.edu/P/cp/p03b/p0398ab.pdf.

Nozick Robert, *Anarchie, État et utopie*, 1974, Paris, PUF, 1988.

OCDE, *Manuel d'évaluation de la biodiversité, Guide à l'intention des décideurs*, Paris, 2002, http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/environment/manuel-d-evaluation-de-la-biodiversite_9789264275799-fr.

OCDE, « Tour d'horizon des inégalités croissantes de revenus dans les pays de l'OCDE : principaux constats », Paris, 2011, http://www.oecd.org/fr/els/politiquesetdonneessociales/49177707.pdf.

OCDE, *Payer pour la biodiversité : améliorer l'efficacité-coût des paiements pour services écosystémiques*, Paris, 2011.

OCDE, *Vers une croissance verte*, Paris, 2011, http://www.oecd.org/dataoecd/37/49/48224700.pdf.

OCDE, *Vers une croissance verte : suivre les progrès, les indicateurs de l'OCDE*, Paris, 2012, http://www.oecd.org/dataoecd/60/57/49526383.pdf.

OCDE, « Better Life Index », 2012, http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/2012/05.

OCDE, « Comment va la vie ? », 2012, http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr.

OCDE, « Au-delà du PIB : mieux mesurer pour vivre mieux », 21 mai 2012, http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/2012/05/au-dela-du-pib-mieux-mesurer-pour-vivre-mieux.

OCDE, « Bien-être et PIB : un binôme indissociable », 13 juillet 2012, http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr.

O'Connor James, « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », *Actuel Marx*, n° 12, deuxième semestre 1992, p. 30-40.

O'Connor James, *Natural Causes : Essays in Ecological Marxism*, New York, Guilford Press, 1998.

O'Connor Martin, « La réciprocité introuvable, L'utilitarisme de John Stuart Mill et la recherche d'une éthique pour la soutenabilité », *Économie appliquée*, Revue de l'ISMEA, « Quelle économie pour l'environnement ? », tome XLVIII, n° 2, 1995, p. 271-304.

Okishio Nobuo, « A Mathematical Note on Marxian Theorem », 1963, Weltwirtschaftliches Archiv, 91-2, p. 287-299.

Orléan André, *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 1999.

Orléan André, « Efficience, finance comportementale et convention : synthèse théorique », *in* Conseil d'analyse économique, *Les crises financières*, Paris, La Documentation française, Rapport n° 50, 2004, p. 241-270.

Orléan André, « Monnaie, séparation marchande et rapport salarial », *in* Lordon Frédéric (éd.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Paris, Presses de la Fondation des sciences politiques, 2008 p. 55-87, http://www.pse.ens.fr/orlean/depot/publi/Monnaie0612.pdf.

Orléan André, « De l'euphorie à la panique : penser la crise financière », CEPREMAP, Paris, Éditions Rue d'Ulm, Presses de l'ENS, 2009, http://www.cepremap.ens.fr/depot/opus/OPUS16.pdf.

Orléan André, *L'empire de la valeur, Refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011.

Orléan André, « Réponse à Jean-Marie Harribey », *Revue de la régulation, Capitalisme, institutions, pouvoirs*, n° 10, second semestre 2011, http://regulation.revues.org/9502.

Orléan André, « L'argent fou exalte le théâtre des passions », *Le Monde*, 20 juillet 2012.

Osberg Lars, « The Measurement of Economic Welfare », *in* Laidler David (coord.), *Approaches to Economic Well-Being*, vol. 26 of the research program of the Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada, (MacDonald Commission), Toronto, University of Toronto Press, 1985.

Osberg Lars, Sharpe Andrew, « An Index of Economic Well-being for Canada », CSLS Conference on the State of Living Standards and Quality of Life in Canada, October 30-31 1998, Ottawa, Ontario , http://www.csls.ca) also Research Paper R-99-3E, Applied Research Branch, Human Resources Development Canada, December 1998.

Osberg Lars, Sharpe Andrew, « Un indicateur du bien-être économique dans les pays de l'OCDE », Séminaire de la DARES, 15 octobre 2002, http://www.ptolemee.com/dares/SHARPE.pdf.

Ostrom Elinor, *Gouvernance des biens communs, Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Cambridge University Press, 1990, Bruxelles, De Boeck, 2010.

Ostrom Elinor, « Par-delà les marchés et les États, La gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes », *Revue de l'OFCE*, n° 1, 2012, p. 13-72, http://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2012-1.htm.

Pasinetti Luigi, *Structural Change and Economic Growth, A Theorical Essay on the Dynamic of the Wealth of Nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

Pasinetti Luigi, *Leçons sur la théorie de la production*, Paris, Dunod, 1985.

Passet René, *L'économique et le vivant*, Paris, Payot, 1979, 2e éd., Paris, Economica, 1996.

Passet René, « L'économie : des choses mortes au vivant », *Encyclopædia Universalis*, Symposium, « Les enjeux », 1985, p. 831-841.

Passet René, *Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire, De l'univers magique au tourbillon créateur*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2010.

Pearce David W., *Environmental Economics*, London, Longman, 1976.

Perez Manuel, « Valeur et prix : un essai de critique des propositions néoricardiennes », *Critique de l'économie politique*, Nouvelle série, n° 10, janvier-mars 1980, http://hussonet.free.fr/perez.pdf.

Perroux François, *L'économie du XXe siècle*, Grenoble, PUG, 1961, 3e éd. Paris, PUF, 1969.

Perroux François, *Pour une philosophie du nouveau développement*, Paris, Aubier-Presses de l'UNESCO, 1981.

Pigou Arthur Cecil, *L'économie de bien-être*, 1920, Paris, Dalloz, 1958.

Piriou Jean-Paul, Bournay Jacques, *La comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, Manuels Grands Repères, 16e éd. 2012.

Point Patrick, « Introduction », *Revue économique*, « Économie de l'environnement et du patrimoine naturel », Vol. 41, n° 2, mars 1990, p. 181-194, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1990_num_41_2_409206.

Point Patrick, « Le prix de la nature », *Cahiers français*, « Environnement et gestion de la planète », n° 250, mars-avril 1991, p. 39-44.

Point Patrick, « Les services rendus par le patrimoine naturel : une évaluation fondée sur des principes économiques », *Économie et statistique*, n° 258-259, octobre-novembre 2012, p. 11-18.

Polanyi Karl, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983.

Postone Moishe, *Temps, travail et domination sociale*, 1993, Paris, Mille et une nuits, 2009.

Poulain Édouard, « Production de forces de travail par des forces de travail ? (Réponse à Lapidus) », *Revue économique*, vol. 45, n° 4, juillet 1994, p. 1095-1106.

Poulain Édouard, « Le capital humain, d'une conception substantielle à un modèle représentationnel », *Revue économique*, vol. 52, n° 1, janvier 2001, p. 91-116.

Poulon Frédéric, *Macroéconomie approfondie, Équilibre, déséquilibre, circuit*, Paris, Cujas, 1982.

Poulon Frédéric, *Économie générale*, Paris, Dunod, 7e éd. 2011.

Prieto Marc et Slim Assen, *Consommer moins pour vivre mieux ? Idées reçues sur la décroissance*, Paris, Le Cavalier bleu, 2010.

Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), *Global Green New Deal, Policy Brief*, March 2009, http://www.unep.org/pdf/A_Global_Green_New_Deal_Policy_Brief.pdf.

Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), *Vers une économie verte, Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté, Synthèse à l'attention des décideurs*, 2011, http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_fr.pdf.

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Durabilité et équité : Un meilleur avenir pour tous*, Rapport sur le développement humain 2011, http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Complete.pdf.

Ramaux Christophe, « Éloge de la dépense publique », *in* Les Économistes atterrés, *Changer d'économie !, Nos propositions pour 2012*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2011, p. 109-128.

Ramaux Christophe, *L'État social, Pour sortir du chaos néolibéral*, Paris, Mille et une nuits, 2012.

Rawls John, *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 1987.

Reclus Élisée, « Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes », *Revue des deux mondes*, n° 63, 15 mai 1866, p. 352-381, reproduit dans *Écologie et politique*, n° 5, hiver 1993, p. 154-174, http://classiques.uqac.ca/classiques/reclus_elisee/sentiment_nature_soc_modernes/sentiment_nature.html.

Redefining Progress, http://www.ecologicalfootprint.org.

Réseau Action climat-France, « Mais où se cachent les émissions issues de nos importations ? », Communiqué du 26 octobre 2012, http://www.rac-f.org/Mais-ou-se-cachent-les-emissions.

Revue du MAUSS semestrielle, « Que faire, que penser de Marx aujourd'hui ? », n° 34, Paris, La Découverte, second semestre 2009.

Revue du MAUSS semestrielle, « La gratuité, Éloge de l'inestimable », n° 35, Paris, La Découverte, premier semestre 2010.

Ricardo David, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris, GF-Flammarion, 1992.

Ricardo David, *The Works and Correspondance of David Ricardo*, edited by Piero Sraffa with the collaboration of Maurice H. Dobb, Volume III, *Pamphlets and Papers 1809-1811*, Cambridge, 1962.

Richard Jacques, *Comptabilité et développement durable*, Paris, Economica, Gestion, 2012.

Richard Jacques, « La nature n'a pas de prix, mais sa maintenance a un coût », *Revue Projet*, 29 octobre 2012, http://www.revue-projet.com/articles/la-nature-n-a-pas-de-prix.

Rifkin Jeremy, *L'âge de l'accès, La nouvelle culture du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2000.

Rist Gilbert, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1996, 2e éd. 2001.

Robin Jacques, « Un bluff inhumain : l'économie de marché », *Transversales Science/culture*, n° 27, mai-juin 1994, p. 1-3.

Robinson Joan, « The Production Function and the Theory of Capital », *Review of Economic Studies*, vol. XXI, n° 2, 1953-54, p. 81-106, http://www.territoriopaiva.com/tw5.0/contas/00074_v1/arquivos/workspaces/download/1/robinson_the_production_function_and.pdf.

Romer Paul M., « Increasing Returns and Long Run Growth », *Journal of Political Economy*, vol. 94,1986, p. 1002-1037.

Rosier MIchel, « Réhabilitation d'une prétendue erreur de Marx », *Cahiers d'économie politique*, n° 48, 2004, p. 17-49, http://gesd.free.fr/rosier04.pdf.

Rospabé Philippe, *La dette de vie, Aux origines de la monnaie*, Paris, La Découverte/MAUSS, 1995.

Roubine Isaac Ilitch, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, 1928, Préface d'Antoine Artous, Paris, Syllepse, 2009.

Rubel Maximilien, *Marx critique du marxisme*, 1974, Paris, Payot & Rivages, Nouvelle édition, 2000.

Sagot-Duvauroux Jean-Louis, *Pour la gratuité*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.

Sagot-Duvauroux Jean-Louis, Giovannangeli Magali, *Voyageurs sans ticket, Liberté, égalité, gratuité, Une expérience sociale à Aubagne*, Vauvert, Au Diable Vauvert, 2012.

Sainsaulieu Ivan (dir.), *Par-delà l'économisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Salama Pierre, *Sur la valeur*, Paris, François Maspero, 1975.

Samuelson Paul Anthony, *Les fondements de l'analyse économique*, tome I, *Théorie de l'équilibre et principales fonctions économiques*, tome II, *Stabilité des systèmes et théorie dynamique*, 1947, Paris, Gauthier-Villars, 1971.

Samuelson Paul Anthony, « The Pure Theory of Public Expenditure », *The Review of Economics and Statistics*, 1954, vol. 36, n° 4, p. 387-389.

Samuelson Paul Anthony, « Parable and Realism in Capital Theory : The Surrogate Production Function », *Review of Economic Studies*, vol. XXIX, 1962, p. 193-206.

Samuelson Paul Anthony, « The Transformation from Marxian "Values" to Competitive "Prices" : A Process of Rejection and Replacement », *Proceeding of the National Academy of Sciences*, Vol. 67, n° 1, p. 423-425, september 1970, http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC283221/pdf/pnas00099-0432.pdf.

Sapir Jacques, *Les trous noirs de la science économique, Essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent,* Paris, Albin Michel, 2000.

Sapir Jacques, *Quelle économie pour le XXIe siècle ?*, Paris, Odile Jacob, 2005.

Say Jean-Baptiste, *Traité d'économie politique*, 1803, Paris, Calmann-Lévy, 1972.

Say Jean-Baptiste, « Notes de Jean-Baptiste Say », *in* Ricardo David, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817 et 1822, Paris, Gallimard, 1992.

Say Jean-Baptiste, *Cours d'économie politique et autres essais*, 1819, Paris, GF-Flammarion, 1996.

Say Jean-Baptiste, *Cours complet d'économie politique pratique*, Paris, Guillaumin, Librairie, 1840, tome 1.

Schmidt Alfred, *Le concept de nature chez Marx*, 1962, Paris, PUF, 1994.

Schubert Katheline, « La valeur du carbone : niveau initial et profil temporel optimaux », *in* Conseil d'analyse stratégique (CAS), *La valeur tutélaire du carbone, Exercices de modélisations et contributions*, Rapport de la commission présidée par Alain Quinet, n° 16, Paris, La Documentation française, 2009, tome 2, p. 355-373, http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000195/0000.pdf.

Schultz Theodore W., « Investment in Human Capital », *American Economic Review*, vol. 51, n° 1, mars 1961,p. 1-17, http://www.ciefr.cn/download/2009_02/09022516022200.pdf.

Schumpeter Joseph Aloïs, *Théorie de l'évolution économique*, 1912, Paris, Dalloz, 1934.

Schumpeter Joseph Aloïs, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1951, Paris, Payot, 1979.

Sen Amartya K., *Éthique et économie*, 1987, Paris, PUF, 1993.

Sen Amartya K., *Un nouveau modèle économique : développement, justice liberté*, 1999, Paris, Odile Jacob, 2000.

Sidgwick Henry, *The Methods of Ethics*, London, Macmillan, 1874, http://www.laits.utexas.edu/poltheory/sidgwick/me/index.html.

Simmel Georg, *Philosophie de l'argent*, 1900, 1907, Paris, PUF, Quadrige, 1999.

Smith Adam, *Théorie des sentiments moraux*, 1759, Paris, Éd. Guillaumin, 1860, réimpr. Plan de La Tour, Éd. d'Aujourd'hui, 1982.

Smith Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991, 2 volumes.

Sobel Richard, *Capitalisme, travail et émancipation chez Marx*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012.

Söderqvis Tore, Mitsch William, Turner R. Kerry, « The Values of Wetlands : Landscape and Institutional Perspectives, Valuation of Wetlands in a Landscape and Institutional Perspective », *Ecological Economics*, 35, Special Issue, 2000, p. 1-6, http://directory.umm.ac.id/Data%20Elmu/jurnal/E/Ecological%20Economics/Vol35.Issue1.Oct2000/10891.pdf.

Solow Robert, « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quaterly Journal of Economics*, vol. 70, 1956, p. 65-94.

Sonnenschein Hugo, « Market Excess Demand Functions », *Econométrica*, vol. 40, n° 3, mai 1972, p. 549-563.

Sonnenschein Hugo, « Do Walras Identity and Continuity Characterize the Class of Excess Demand Functions ? », *Journal of Economic Theory*, vol. 6, 1973, p. 345-354.

Spinoza Baruch, *Éthique*, Paris, Flammarion-Le Monde de la philosophie, 2008.

Sraffa Piero, *Production de marchandises par des marchandises, Prélude à une critique de la théorie économique*, 1960, Paris, Dunod, 1970.

Steedman Ian, *Marx after Sraffa*, Londres, New Left Books-Verso, 1977.

Steedman Ian, « Ricardo, Marx et Sraffa », dans Dostaler Gilles (dir. avec Lagueux Maurice), *Un échiquier centenaire, Théorie de la valeur et formation des prix*, Paris, La Découverte, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1985, p. 183-191.

Stern Nicholas, « L'évaluation économique des conséquences du dérèglement climatique », octobre 2006, http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article165.

Stern Nicholas, *The Economics of Climate Change, Stern Review*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+/http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm.

Stiglitz Joseph, « Growth with Exhaustible Natural Resources : Efficient and Optimal Growth Paths », *Review of Economic Studies*, Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, 1974, p. 123-137.

Stiglitz Joseph, « La valeur du loisir est un élément de la richesse », *Libération*, 20 mai 2008.

Stiglitz Joseph, Sen Amartya, Fitoussi Jean-Paul, *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus*, Préface de Nicolas Sarkozy, volume I, Paris, O. Jacob, 2009 ; *Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, Préface de Nicolas Sarkozy, volume II, Paris, O. Jacob, 2009. Rapport en français : « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf. Document de synthèse en anglais : « Issues Paper », http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/Issues_paper.pdf.

Sukhdev Pavan, « Il est vital pour les pays de mesurer leur capital naturel », Rencontre avec Van Kote Gilles, *Le Monde*, 22 juin 2012.

Tanuro Daniel, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, Les Empêcheurs de penser en rond, 2010, 2e éd. Paris, La Découverte, Poche, 2012.

TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity), Convention sur la biodiversité de l'ONU à Nagoya, octobre 2010, http://www.teebweb.org/Portals/25/Documents/TEEB%20for%20Business/TEEB%20for%20Bus%20Exec%20French.pdf

Théret Bruno, « La monnaie au prisme de ses crises d'hier et d'aujourd'hui », *in* Théret Bruno (dir.), *La monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2007, vol. I, *Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*.

Thiry Géraldine, « Au-delà du PIB : un tournant historique. Enjeux méthodologiques, théoriques et épistémologiques de la quantification », Thèse de doctorat en sciences économiques et de gestion, Université catholique de Louvain, 2012, http://dial.academielouvain.be/vital/access/services/Download/boreal:111496/PDF_01?view=true.

Thompson William, *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth Most Conducive to Human Happiness* ; *Applied to the Newly Proposed System of Voluntary Equality of Wealth*, Longman, Hurst, Rees, Orme, Brown and Green, London, 1824.

Touraine Alain, *La société post-industrielle, Naissance d'une société*, Paris, Denoël, 1969.

Tugan-Baranovsky Mikhail, *Theoretische Grundlagen des Marxismus*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1905.

Turner R. Kerry, Van den Bergh Jeroen C.J.M., Barendregt Aat, Maltby Edward, « Ecological-Economics Analysis of Wetlands : Science and Social Science Integration », Global Wetlands Economics Network (GWEN), 1998, http://dspace.ubvu.vu.nl/bitstream/handle/1871/9284/98050.pdf;jsessionid=987F75E3319D8F2A2241FE133E59C366?sequence=1.

Turner R. Kerry, Van den Bergh Jeroen C.J.M., Söderqvis Tore, Barendregt Aat, Van der Straaten Jan, Maltby Edward, Van Ierland Ekko C., « Specila Issue The Values of Wetlands : Landscape and Institutional Perspectives, Ecological-economic Analysis of Wetlands : Scientific Integration for Management and Policy », *Ecological Economics*, 35, 2000, p. 7–23, http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921800900001646.

Tutin Christian, « Les controverses autour du *Capital* (II), Les crises », *in* Béraud Alain et Faccarello Gilbert, *Nouvelle histoire de la pensée économique*, *Des premiers mouvements socialistes aux néoclassiques*, Paris, La Découverte, 2000, tome 2, p. 202-234.

UNECE (United Nations Economic Commission for Europe)-OECD-Eurostat, *Measuring Sustainable Development*, Report of the Joint UNECE/OECD/Eurostat Working Group on Statistics for Sustainable Development, United Nations, New York and Geneva, 2008, http://www.oecd.org/dataoecd/30/20/41414440.pdf.

Union européenne, *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité* (Sukhdev Pavan, dir.), Rapport d'étape, 2008, http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/teeb_report_fr.pdf.

UNU-IHDP (United Nations University International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change), UNEP (United Nations Environment Program), *Inclusive Wealth Report 2012, Measuring progress toward sustainability*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, http://www.ihdp.unu.edu/file/download/9927.pdf.

Van de Velde Franck, *L'économie retrouvée, Monnaie, chômage et capitalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2005.

Van Parijs Philippe, *Qu'est ce qu'une société juste? Introduction à la pratique de la philosophie politique*, Paris, Seuil, 1991.

Vanoli André, *Une histoire de la comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, Manuels Repères, 2002.

Veblen Thorstein, *Les ingénieurs et le capitalisme*, 1921, Londres, New York, Paris, Gordon & Breach, 1971.

Veltz Pierre, « Entreprises et territoires : une dépendance accrue », Entretien avec *Alternatives économiques*, « L'entreprise », Propos recueillis par Frémeaux Philippe, Hors-série n° 43, 1er trimestre 2000.

Vercellone Carlo (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003.

Vercellone Carlo, « Mutations du concept de travail productif et nouvelles formes de répartition », *in* Vercellone Carlo (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, 2003, p. 249-272.

Vercellone Carlo, « Le sens et les enjeux de la transition vers le capitalisme cognitif : une mise en perspective historique », Colloque LAME-Université Reims-Champagne-Ardenne, « Les transformations du capitalisme contemporain : faits et théories, État des lieux et perspectives », 31 mars, 1er et 2 avril 2004.

Vercellone Carlo, « Fin du capitalisme industriel ? Vers un capitalisme cognitif ? », octobre 2004, *in Espaces Marx Aquitaine Bordeaux Gironde : Explorer-onfronter-Innover*, Lettre trimestrielle, n° 12, Économie & politique(s), 2, avril-juin 2006.

Victor Peter, Jackson Tim, « Pour une macroéconomie écologique », Communication à la conférence de l'Institute for a New Economic Thinking, « Le paradigme perdu : repenser l'économie et la politique », Berlin, avril 2012, Institut Veblen pour les réformes économiques, octobre 2012, http://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/pour_une_macroeconomie_ecologique_victor_jackson-3.pdf.

Vincent Jean-Marie, « Critique de l'économisme et économisme chez Marx », *Carré rouge*, n° 39, décembre 2008, p. 21-28, http://gesd.free.fr/jmv2001.pdf.

Viveret Patrick, *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2003.

Viveret Patrick, « Les coups de force sémantiques du discours économique », *in* FAIR, *La richesse autrement*, Alternatives économiques, Hors-série poche, n° 48, mars 2011.

Von Mises Ludwig, *Le socialisme, Étude économique et sociologique*, 1920, Paris, Éditions M.-Th. Génin, Librairie de Médicis, 1938, http://herve.dequengo.free.fr/Mises/Soc/LS_TDM.htm.

Walzer Michael, *Sphères de justice, Une défense du pluralisme et de l'égalité*, 1983, Paris, Seuil, 1997.

Walzer Michael, *Traité sur la tolérance*, 1997, Paris, Gallimard, 1998.

Weber Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905, Paris, Plon-Agora, 1964.

Weisbrod Burton A., « Collective Consumption services of Individual Consumption Goods », *Quaterly Journal of Economics*, 1964, vol. 78, n° 3, p. 471-477.

Weitzmann Martin L., « Prices *versus* quantities », *Review of Economic Studies*, vol. 41, n° 4, 1974, p. 477-491, http://www.uio.no/english/research/interfaculty-research-areas/milen/news-and-events/events/courses/Weitzman.pdf.

Wicksteed Philipp H., « Das Kapital : a criticism », *To-day*, October 1884, p. 388-411, http://www.marxists.org/history/international/social-democracy/today/1884/10/wicksteed-capital.htm.

Wilde Oscar, *Le portrait de Dorian Gray*, 1891, Éd. Ebooks libres et gratuits, http://www.crdp-strasbourg.fr/je_lis_libre/livres/Wilde_LePortraitDeDorianGray.pdf.

World Bank, *Where is the Wealth of Nations ? Measuring Capital in the 21st Century*, Washington DC, World Bank, 2006, http://siteresources.worldbank.org/INTEEI/214578-1110886258964/20748034/All.pdf.

World Bank, *Inclusive Green Growth, The Pathway of Sustainable Development*, 2012, http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf?cid=ISG_E_WBWeeklyUpdate_NL.

Zerbato Michel, « Bouclage monétaire du circuit et austérité », *Économie appliquée*, tome XLII, n° 1, 1989, p. 91-113.

Zerbato Michel, « Circuit keynésien et circuit marxiste », *Documents pour l'enseignement économique et social*, C.N.D.P., n° 73, octobre 1988, p. 22-25.

Zola Émile, *L'argent*, 1891, Paris, Gallimard, Folio, 1980.

Table des matières

Introduction : La valeur n'égale pas la richesse

1) Des transformations économiques contemporaines
2) Des ruptures épistémologiques

Première partie : Un débat resté longtemps ouvert

Chapitre 1 : Le problème posé par l'économie politique
1. La place du travail dans la conception de la richesse
1) Du travail commandé au travail incorporé
2) Qu'est-ce que le travail productif ?

2. Ricardo ou cette « obscure clarté »
1) La valeur-travail au sens strict ?
2) Une énigme non résolue

3. L'épistémologie de l'économie politique
1) La rareté
2) La monnaie
3) Les prétendues lois économiques

Chapitre 2 : La critique et le dépassement de l'économie politique
1. La critique de l'économie politique
1) Le double caractère de la marchandise
2) Le fétichisme de la marchandise et de l'argent

2. La valeur et les rapports sociaux
1) Le capital est un rapport social
Encadré : Intensité du travail et productivité du travail
2) Le statut de la force de travail

3. Le travail productif et l'accumulation du capital
1) Retour sur le travail productif
Schéma : Typologie de la richesse sociale
2) Circuit du capital et circuit monétaire

4. Profit et rente
1) La rente différentielle de Ricardo
2) Les différents types de rente chez Marx comme fractions de la plus-value
3) Rente et capitalisme néolibéral

5. La théorie de la valeur et la crise
1) Crise de production et de réalisation de la valeur
2) Le capital fictif

Chapitre 3 : La loi de la valeur en débat
1. Les valeurs et les prix de production chez Marx
1) La solution de Marx à l'énigme de Ricardo

2) De nouvelles questions

2. De la valeur au prix, la fin d'un débat ?
1) La réponse insuffisante inaugurée par Sraffa
2) Le théorème marxien fondamental
3) La redéfinition du salaire
4) La prise en compte du capital fixe
5) La valeur est monétaire
Schéma : La théorie de la valeur-travail reconsidérée
6) Le travail, unique substance commune aux marchandises ?

3. La critique de la critique de l'économie politique
1) Un mode de production parle-t-il d'économie ?
2) La thèse de la substance de la valeur : du substantialisme au naturalisme ?
3) Que retenir de cette longue discussion étalée sur un siècle et demi ?

Deuxième partie : Disparition de la valeur et évanescence de la richesse : de la vacuité néoclassique aux nouvelles fausses pistes

Chapitre 4 : La vacuité néoclassique sur la richesse et la valeur
1. Des prix sans valeur
1) L'impossible mesure de l'utilité
2) L'équilibre optimum introuvable

2. Sans théorie de la valeur, pas de théorie du profit ni du capital
1) Le déni de la plus-value
- D'où vient le profit ?
- À quoi sert le profit ?
2) La fonction de production et la notion de capital

Chapitre 5 : La valeur de la nature
1. Des valeurs sans prix ou l'impossible économie néoclassique de l'environnement
1) La nature n'a pas de valeur économique intrinsèque
- Additionner ce qui ne peut l'être ?
Encadré : L'analyse coûts-avantages et autres méthodes
- Mesurer l'utilité de la nature ?
Encadré : La valeur des chauve-souris, des abeilles et de la forêt
- Des méthodes d'évaluation de l'inestimable ?
- Mesurer la valeur du stock de la nature et celle des flux qui en sont issus ?
- Modéliser la substitution du capital à la nature ?
2) L'impasse néophysiocrate

2. La tentative vaine de valorisation marchande d'une richesse non économique
1) La gestion de la nature ne peut relever d'un ordre marchand
Schéma : La soutenabilité faible
2) Des méthodes d'évaluation sans fondement réel
3) Le prétendu prix de la vie
Encadré : Le projet Yasuni-ITT

3. Pour un retour critique à la critique de l'économie politique
1) L'économie politique au milieu du gué
2) La critique de l'économie politique confrontée à l'écologie
- Le métabolisme
- La soutenabilité
- Le dépassement de l'opposition entre anthropocentrisme et écocentrisme à travers l'idée de co-évolution humaine et naturelle
3) La nature sujet de droits ?

Chapitre 6 : L'économie de la connaissance et la valeur
1. Les mutations de la production et de l'accumulation capitalistes modifient-elles la source de la valeur ?
1) Une erreur sur le concept de valeur ?
2) Une confusion entre valeur et conditions de la valeur ?
3) Une confusion entre valeur et loi de la valeur ?

2. Les mutations de la production et de l'accumulation capitalistes modifient-elles la nature des rapports sociaux ?
1) Le travail est toujours matériel
2) La fétichisation du savoir
3) La fétichisation du capital et de la finance
4) Appropriation du savoir par le capitalisme ou crise du capitalisme ?

Troisième partie : Redéfinir la richesse et la valeur

Chapitre 7 : Le travail, la valeur, la monnaie, le marché et la crise
1. La nature sociale de la monnaie
1) La monnaie versus *la valeur ?*
Encadré : La valeur et les retraites
2) La monnaie expression ultime du désir ?
3) Un rapport social sans classes ?

2. Le travail et la monnaie comme rapports sociaux
1) Une nouvelle articulation entre richesse et valeur ?
2) Valeur et capitalisme
3) Le travail, catégorie anthropologique et/ou historique ?
4) Rapports sociaux, lutte des classes et monnaie

3. Du travail à la monnaie, au marché et à la crise
1) L'effondrement d'une fiction
2) Le marché après le capitalisme ?
- Le marché ne produit pas les normes
Encadré : La fiscalité écologique
- Marché et planification écologique

Chapitre 8 : Le débat sur la mesure de la richesse et de la valeur
1. Des conceptions biaisées de la valeur et de la richesse
1) En confondant richesse et valeur, utilité et valeur…
2) … On est conduit à tout monétariser

2. Les conditions du bien-être et de la qualité de la vie
1) Quelle place pour le non-marchand dans une perspective de bien-être ?
2) Les multiples dimensions du bien-être ramenées à du capital ?
Encadré : De quelques problèmes méthodologiques
3) Que faut-il penser des indicateurs de bonheur ?

3. L'hypothèse intenable de la substituabilité entre les diverses sortes de « capitaux » pour fonder la soutenabilité
1) Additionner pour substituer
2) Vers un nouvel indicateur fétiche ?
3) L'économie toujours dominante ?
4) Hors des sentiers battus des indicateurs

Chapitre 9 : Vers de nouvelles conceptions de la richesse, de la valeur et de leur partage
1. Croissance de la richesse et développement humain
1) Éléments de débat sur l'alternative décroissance-développement
- Qu'est-ce que la décroissance ?
- Quelle transition ?
Encadré : Sur le découplage de l'utilisation de la nature par rapport à la croissance
- De la productivité ?
2) Essai de catégorisation des rapports entre croissance et développement
Graphique : Richesse et valeur entrelacées

2. Le travail productif dans la sphère non marchande
1) Lesdits prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires en situation de sous-emploi
2) Mise en discussion de la thèse du travail productif dans la sphère non marchande
- Élargir le concept de valeur ? 371
- Abandon du concept de force de travail ? 372
- La production de revenu ? 373
- La monnaie, passerelle entre travail et lien social 375
- Du travail productif, de la monnaie et des rapports sociaux 383
3) Les trois moments de l'économie monétaire de production : anticipation, financement et paiement

3. Les biens publics, les biens collectifs et les biens communs
1) La conception économique traditionnelle se révèle trop étroite
2) Le néo-institutionnalisme et le droit de propriété
3) Le rôle des formes d'auto-organisation collective
4) L'oubli des rapports sociaux
5) Essai de méthodologie comparative
- Premier problème : distinguer le caractère des biens et leur mode de production et/ou de gestion
- Deuxième problème : faire de la non-exclusion une décision
- Troisième problème: rejeter une conception naturaliste
Schéma : Les biens publics/collectifs/communs en trois dimensions

4. De la richesse et la valeur à la justice sociale
1) Économie et justice
2) Du travail abstrait et de la valeur à la justice sociale

- Le faux problème de la réduction du travail complexe en travail simple
- Théorie de la valeur-travail et justice
- La répartition du produit du « travailleur collectif »
- Valeur, division internationale du travail et justice
3) Vers la gratuité pour l'égalité et la sobriété
- Qu'est-ce que la gratuité ?
- La construction sociale de la gratuité
- La gratuité n'a pas de prix
- Le temps n'a pas de prix

Conclusion : Le prix des choses et les choses de prix : richesse et valeur sens dessus dessous
1) Richesse et valeur, deux espaces partiellement conjoints, partiellement disjoints
2) De l'incommensurabilité
3) Du statut de la valeur fondée sur le travail

Annexes
Annexe au chapitre 1 : L'énigme de Ricardo

Annexes au chapitre 2
1. L'analyse du circuit
2. Le taux de profit

Annexes au chapitre 3
1. Les prix de production et la marchandise-étalon de Sraffa
2. La double égalité marxienne
1) Présentation de Duménil et Foley
2) Présentation de Lipietz

3. Comment passer de Sraffa à Marx ?
3.1. Formulation
- Sraffa
- Marx
3.2. Application numérique
- Sraffa
- Le passage au système de Marx
3.3. Généralisation : du travail au travail réalloué
3.4. La prise en compte du capital fixe

Annexe au chapitre 5 : L'élasticité de substitution entre les facteurs de production

Annexes au chapitre 7
1. Exploitation de la force de travail et taxe écologique
2. Le choix entre les instruments économiques de gestion de la nature

Annexes au chapitre 9
1. Le bouclage macroéconomique d'un système marchand et non marchand
Schéma : Le circuit capitaliste
2. L'échange de quantités de travail

Bibliographie

Table des matières